

Interim policy Guide:
Access to Information Act and
the Privacy Act



Treasury Board
of Canada

Conseil du Trésor
du Canada

Access
to Information Act

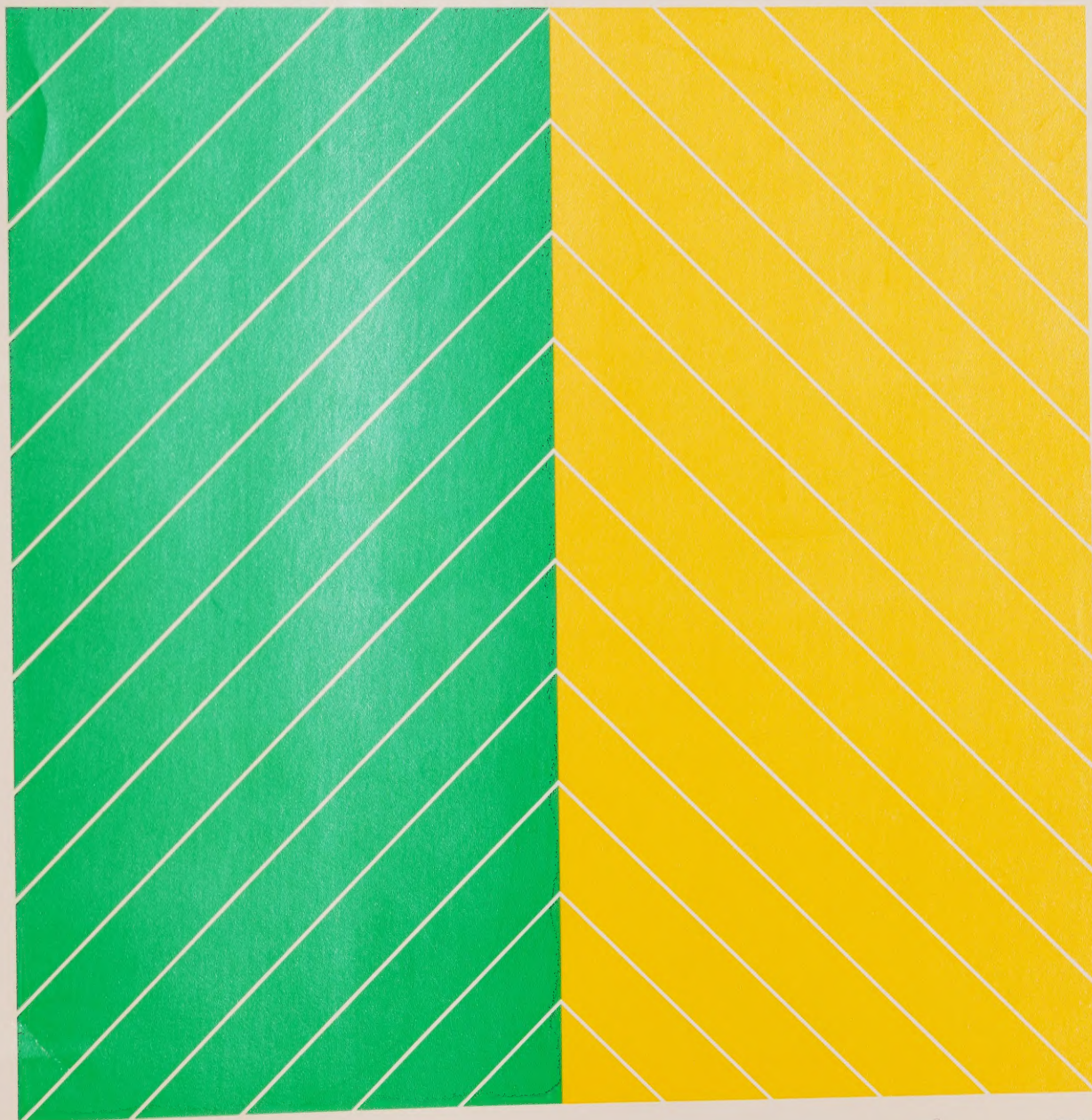
Loi sur l'accès
à l'information

Government
Publications

Privacy Act

Loi sur la protection
des renseignements
personnels

CAI
TB
- 156



Canada





Treasury Board of Canada
Secrétariat

Ottawa, Canada
K1A 0R5

Conseil du Trésor du Canada
Secrétariat

Interim Policy Guide:
Access to Information Act
and the Privacy Act

Published under the authority
of the President of the
Treasury Board

Minister of Supply and Services
Canada 1983

Available in Canada through

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

or by mail from

Canadian Government Publishing
Centre - Supply and Services
Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Catalogue No. BT51-2/3-1983
ISBN 0-660-52255-1

Price: \$20.00

Lignes directrices provisoires:
Loi sur l'accès à l'information et
Loi sur la protection des
renseignements personnels

Publié en vertu de l'autorisation du
Président du Conseil du Trésor

Ministre des Approvisionnements et
Services Canada 1983

En vente au Canada par l'entremise
de nos

agents libraires et autre libraires

ou par la poste au

Centre d'édition du gouvernement du
Canada - Approvisionnements et Services
Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

No. de catalogue BT51-2/3-1983
ISBN 0-660-52255-1

Prix: \$20.00

COMPARAISON DES LISTES DE FRAIS

Loi sur l'accès à l'information

(en \$ Canadien)

	CANADA	ÉTATS-UNIS* (taux de 1977 sous revision)	AUSTRALIE* (taux courants)
Frais de demande de communication	la loi permet entre 0 et \$25 mais le règlement fixe \$5	interdits	permis montant de \$8,64 approuvé
Frais de reproduction			
photocopie (la page)	\$0,25 (frais réels estimés, y compris le traitement des documents)	taux normal: \$0,12 pouvant aller jusqu'à \$0,55 (nouveaux taux proposés: \$0,25 à \$0,55 la page, 1983-84)	\$0,11
	Frais réels du service commun d'envergure interministérielle		
microfiche (la fiche)	\$0,40	\$0,31	frais réels
microfilm 16mm (bobine)	\$12	\$7,38	
microfilm 35mm (bobine)	\$14	\$8,61	
microforme sur papier (la page)	\$0,25	\$0,31	frais réels
bande magnétique (ordinateur)	\$25	aucune indication	frais réels
Frais de recherche et de production			
période gratuite	5 heures	aucune	aucune (la recherche jusqu'à 2 heures — \$13,93 par heure et un maximum de 100 photocopies)
taux par 1/4 heure	\$2,50 par personne par 1/4 heure (salaire réel estimé du commis qui s'occupera du travail)	\$2,51 par personne par 1/4 heure (moyenne de 7 grands organismes) (le moyen des nouveaux taux proposés est \$4,12 par 1/4 heure)	\$3,24 par personne par 1/4 heure
Frais de révision	aucun	aucun	aucun
Frais de supervision	aucun	aucun	\$13,93 l'heure
Frais des services d'informatique			
taux de l'unité centrale	taux de \$16,50 la minute ou moins (pour l'utilisation de l'unité centrale de traitement et de tous les périphériques connectés sur place; frais réels estimés pour un grand ordinateur)	en général les frais réels (ex. le Département d'État avait établi pour 1980 un taux de \$0,31 la seconde (\$18,45 la minute) pour l'utilisation de l'unité centrale de traitement)	frais réels
frais de programmation	\$5 par personne par 1/4 heure (salaire réel estimé du spécialiste en systèmes d'ordinateur qui s'occupera du travail)	frais réels (les taux de 1977 prévalent encore; ainsi pour le ministère du Commerce: \$3,08 par personne par 1/4 heure)	frais réels
Frais de livraison	aucun	frais réels	frais réels
Frais de service	permis	permis	permis pour les montants excédant \$27
Exonération par l'institution	permise	permise	permise
Montant minimal suggéré pour l'imposition de frais	\$25	de \$12,30 à \$36,90	aucune indication
Frais de communication de renseignements personnels	aucun	aucun en général (frais de photocopie de \$0,12 la page)	frais d'examen (\$13,93 l'heure) et de photocopie (\$0,11 la page)



Circular No.: 1983-35

Our File No.: 2005-0

TB No.: 787442

Date: June 1, 1983

To: Heads of Institutions Listed
in the Schedules to the Access
to Information and Privacy
Acts

Subject: Interim Policy Guide,
Access to Information and
Privacy Acts

Circulaire n^o: 1983-35

Notre réf. n^o: 2005-0

CT n^o: 787442

Date: le 1er juin 1983

Aux: Chefs des institutions énumérées
aux annexes respectives de la Loi
sur l'accès à l'information et de
la Loi sur la protection des
renseignements personnels

Objet: Lignes directrices provisoires
concernant la mise en applica-
tion de la Loi sur l'accès à
l'information et de la Loi sur
la protection des renseignements
personnels

1. Purpose

The purpose of this circular is to introduce to you the Interim Policy Guide for the administration of the Access to Information and Privacy Acts.

2. Application

This policy applies to all government institutions listed in Schedule I of the Access to Information Act and the schedule attached to the Privacy Act, subject to the limitation prescribed in subsection 70(2) of the Access to Information Act and subsection 71(2) of the Privacy Act.

1. But

La présente circulaire a pour but de vous faire connaître les Lignes directrices provisoires, concernant la mise en application des lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

2. Application

La présente politique s'applique à toutes les institutions fédérales énumérées à l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information et à l'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels, sous réserve du paragraphe 70(2) de la Loi sur l'accès à l'information et du paragraphe 71(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

3. Policy

3.1 The Interim Policy Guide attached to this circular sets out the legal requirements of the Access to Information and Privacy Acts; gives interpretations of these and prescribes government policies to be followed in implementing this legislation.

3.2 In summary, the interim policy relating to the Access to Information Act explains the general principles underlying the legislation; prescribes procedures for dealing with access requests, including the charging and waiving of fees, the transfer of requests and the establishment of reading rooms; sets out the basis for applying exemptions which govern refusal of access to government records and explains the two-tier review process for refusals to grant access - the Information Commissioner and the Federal Court.

3.3 Similarly, the interim policy relating to the Privacy Act explains the general principles of that legislation, which ensure the protection of personal information and provide individuals with access to information about themselves. Protection of personal information is enhanced by two codes in the policy which impose new requirements on institutions in regard to the collection,

3. Politique

3.1 Les Lignes directrices provisoires ci-jointes énoncent les exigences d'ordre juridique prévues par les lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels, interprètent ces exigences et prescrivent les politiques gouvernementales à suivre dans l'application de ces lois.

3.2 En bref, les Lignes directrices provisoires concernant la mise en application de la Loi sur l'accès à l'information expliquent les principes généraux qui sous-tendent cette loi; elles prescrivent les procédures à suivre pour le traitement des demandes de communication, y compris l'imputation de frais ou leur dispense, la transmission des demandes et l'établissement de salles de consultation; elles établissent le fondement pour l'application des exceptions qui régissent le refus d'accès à des documents du gouvernement; et enfin, elles expliquent le processus de recours à deux paliers dans les cas de refus d'accès, à savoir: le Commissaire à l'information et la Cour fédérale.

3.3 Pareillement, les Lignes directrices provisoires concernant la mise en application de la Loi sur la protection des renseignements personnels expliquent les principes généraux qui sous-tendent cette loi, assurent la protection des renseignements personnels et prévoient la consultation, par les individus, de renseignements personnels les concernant. Y sont énoncés deux codes qui accroissent la protection de ces renseignements. Ils dictent aux institutions de

retention and disposal of personal information and the use and disclosure of that information. The policy also prescribes procedures, directives and guidelines for dealing with requests for access to personal information; it sets out the basis for applying exemptions which govern refusals of access to personal information and explains the two-tier review process dealing with both protection of privacy and refusals to grant access to personal information - the Privacy Commissioner and the Federal Court.

4. Implementation

4.1 Effective immediately, all government institutions shall employ the attached Interim Policy Guide in implementing the Access to Information and Privacy Acts and in dealing with any activities under these two pieces of legislation.

4.2 Collection of information and the inventorying of government information within institutions does not fall within the scope of these interim policies. Two new policy chapters, Chapters 411 and 415, of the Administrative Policy Manual, will deal with these matters. Until such time as these are approved, directives and guidelines in sections .2 to .4 of the present Chapter 410 of the APM regarding creation and approval of information

nouvelles exigences concernant la collecte, la conservation, le retrait, l'utilisation et la divulgation des renseignements personnels. De plus, les lignes directrices provisoires prescrivent des procédures et des directives concernant les demandes de consultation de renseignements personnels; elles déterminent la façon d'appliquer les exceptions prévues qui entraînent le refus de communication de renseignements personnels et expliquent le processus de recours à deux paliers relativement à la protection de renseignements personnels ou au refus de les communiquer, à savoir: le Commissaire à la protection de la vie privée et la Cour fédérale.

4. Mise en oeuvre

4.1 Dès maintenant, toutes les institutions fédérales doivent observer les Lignes directrices provisoires ci-jointes lorsqu'elles mettent en application les lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels ou toute activité découlant de ces deux instruments.

4.2 La collecte de renseignements et le répertoriage de ceux que détient le gouvernement dans ses institutions ne tombent pas sous le coup de ces lignes directrices. Ces questions feront l'objet de deux nouveaux chapitres (411 et 415) du Manuel de la politique administrative. En attendant que ces chapitres soient approuvés, les directives et lignes directrices énoncées aux sections .2 à .4 du chapitre 410 relativement à la conception et à l'approbation des banques de données, et à la section .3 du chapitre 425 en ce

banks and in section .3 of Chapter 425 of the APM regarding approval processes and inventory update, will remain in effect.

- 4.3 All other sections of Chapters 410, 415, 420, 425 and 499 of the APM are superseded by this Interim Policy Guide.

5. Reporting requirements

- 5.1 Part IV of the Interim Policy Guide establishes reporting requirements for government institutions. It recommends a format for a tracking document for processing access and privacy requests and prescribes the form and content of statistical information for the annual report to Parliament required of institutions under both Acts.

- 5.2 Institutions are required, commencing on October 1, 1983, to report quarterly to the Designated Minister as to activities under the access and privacy legislation. Such reports shall be in the form provided for in Part IV of the interim policy, following the directions and definitions set out there. From these quarterly reports, the Designated Minister will prepare for the government a consolidated report for all government institutions to complement individual reports submitted by institutions.

qui a trait aux processus d'approbation et à la mise à jour du répertoire resteront en vigueur.

- 4.3 Toutes les autres sections des chapitres 410, 415, 420, 425 et 499 du Manuel de la politique administrative sont remplacées par les Lignes directrices provisoires.

5. Exigences en matière de rapports

- 5.1 La partie IV des Lignes directrices provisoires établit les exigences concernant les rapports que les institutions fédérales doivent présenter. De plus, elle recommande une présentation pour un document de contrôle pour le traitement des demandes de communication de documents ou de renseignements personnels, et prescrit la forme et la teneur des données statistiques à inclure dans le rapport annuel que les institutions fédérales doivent soumettre au Parlement en vertu des deux lois.

- 5.2 À partir du 1^{er} octobre 1983, les institutions fédérales doivent soumettre au ministre désigné un rapport trimestriel sur leurs activités qui découlent de l'application des lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels. Ces rapports doivent être présentés sous la forme indiquée à la partie IV des Lignes directrices provisoires, selon les instructions et les définitions qui y sont énoncées. D'après ces rapports trimestriels, le ministre désigné établira à l'intention du gouvernement, un rapport global qui complètera les rapports que les institutions fédérales auront soumis séparément.

6. Access and Privacy Coordinators

An Access to Information and Privacy Coordinator appointed by each institution is responsible for coordinating the implementation of this legislation and the interim policies pursuant to it, including the reporting requirements. This official should now be performing these functions and any changes in the person occupying this position should be reported to the Administrative Policy Branch of Treasury Board Secretariat.

7. Consultation

Enquiries regarding this Interim Policy Guide should be routed through the Access to Information and Privacy Coordinator appointed by each institution.

7.1 Advice and assistance in applying these policies is available from

The Task Force on Access to Information and Privacy,
Administrative Policy Branch,
Treasury Board Secretariat.
(996-1414)

7.2 Advice on the intent of the legislation and legal interpretation of it may be obtained from

Information Law and Privacy Section,
Department of Justice,
(992-0746)

6. Coordonnateurs de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

Un coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a été nommé par chaque institution pour veiller à la mise en application des lois pertinentes et des lignes directrices provisoires qui en découlent, y compris les exigences en matière de rapports. Ces fonctionnaires devraient déjà assumer ces responsabilités, et leur remplacement devrait être signalé à la Direction de la politique administrative du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7. Consultation

Les demandes de renseignements concernant les Lignes directrices provisoires seront acheminées par l'entremise du coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels désigné par chaque institution.

7.1 Conseils et aide relativement à la mise en application des Lignes directrices provisoires seront fournis, sur demande, par le

Groupe de travail sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, de la Direction de la politique administrative, Secrétariat du Conseil du Trésor (996-1414).

7.2 Pour obtenir des conseils relativement à l'objet des lois susmentionnées et leur interprétation, il suffit de s'adresser à la

Section du droit à l'information et à la protection des renseignements personnels du ministère de la Justice (992-0746).

8. Administrative Policy Manual

The Interim Policy Guide and this circular will be incorporated into Parts II, III and IV of Chapter 410 of the Administrative Policy Manual. Until this occurs, however, this circular and the interim policy will remain in effect.

8. Manuel de la politique administrative

Les Lignes directrices provisoires et la présente circulaire seront incorporées dans les parties II, III et IV du chapitre 410 du Manuel de la politique administrative. Mais en attendant, elles demeureront en vigueur.

Le sous-secrétaire
Direction de la politique administrative



P. Meyboom
Deputy Secretary
Administrative Policy Branch

Treasury Board Canada

Interim Policy Guide:

Access to Information Act

and

The Privacy Act

NOTE: This Interim Policy Guide sets out the legal and policy requirements for implementing the Access to Information and Privacy Acts. It is drafted in the general format of the Treasury Board Administrative Policy Manual. Parts of the Guide will eventually become a new Chapter 410 in that Manual and hence the text contains some internal references to that chapter. As an interim document, the Guide will be revised as experience is gained in administering the Access to Information and Privacy Acts.

Treasury Board Canada

Interim Policy Guide:

Access to Information Act and The Privacy Act

Table of Contents

Part I - Introduction

Part II - Access to Information

	Page(s)
.1 Introduction	1-9
.1.1 Purpose and scope	1-2
.1.2 Application	2
.1.3 Authorities and cancellations	2
.1.4 Roles and responsibilities	2-6
.1.4.1 Parliament	3
.1.4.2 Department of Justice	3-4
.1.4.3 President of the Treasury Board	4
.1.4.4 Government institutions	5
.1.4.5 Information Commissioner	5-6
.1.4.6 Federal Court	6
.1.5 Definitions	6-9
.2 Right of access	10-24
.2.1 Purpose	10
.2.2 General requirements for processing access requests	10-13
.2.3 Notices	13-15
.2.4 Exemption application procedures	16-18
.2.5 Method of access	18-19
.2.6 Language of access	19-21

.2.7	Fees	21-24
.2.7.1	Deposits	22
.2.7.2	General waiver, reduction or refunds	22-23
.2.7.3	Reduction of fees for producing computer records	23
.2.8	Reading rooms	24
.3	Excluded records	25
.4	Exemptions - Access to Information	26-91
.4.1	General principles	26-30
.4.2	Purpose	30-31
.4.3	Authorization	31
.4.4	Severability	31-33
.4.5	Transfer and consultation	33-34
.4.6	Exemptions	35-91
.4.6.1	Information obtained 'in confidence' (section 13)	35-37
.4.6.2	Federal-provincial affairs (section 14)	37-38
.4.6.3	International affairs and defence (section 15)	38-44
.4.6.4	Law enforcement, investigations and security of penal institutions (section 16)	45-54
.4.6.5	Safety of individuals (section 17)	54-55
.4.6.6	Economic interests of the Government of Canada (section 18)	55-60
.4.6.7	Personal information (section 19)	60-65
.4.6.8	Third party information (section 20)	65-73
.4.6.9	Third party intervention	73-81
.4.6.10	Advice (section 21)	81-86
.4.6.11	Testing procedures (section 22)	87
.4.6.12	Solicitor-client privilege (section 23)	87-88
.4.6.13	Statutory prohibitions (section 24)	88-89
.4.6.14	Information to be published (section 26)	89-90
.4.6.15	Transitional provision (section 27)	90-91

.5	Review of decisions under the <u>Access to Information Act</u>	92-100
.5.1	General principles	92
.5.2	Purpose	92
.5.3	Review by Information Commissioner	92-97
.5.4	Review by the Federal Court	97-100

Appendices

A	Schedule I government institutions and heads of institutions	
B	<u>Access to Information Regulations</u>	
C	Model letters and flowcharts related to access requests under the <u>Access to Information Act</u>	
D	Model letters and flowcharts related to third party exemption and notification	

Part III - Privacy

.1	Introduction	1-12
.1.1	Purpose and scope	1-2
.1.2	Application	2
.1.3	Authorities and cancellations	2
.1.4	Roles and responsibilities	3-7
.1.4.1	Parliament	3
.1.4.2	Department of Justice	3-4
.1.4.3	President of the Treasury Board	4-5
.1.4.4	Government institutions	5-6
.1.4.5	Privacy Commissioner	6-7
.1.4.6	Federal Court	7
.1.5	Definitions	7-12

.2	Collection, retention and disposal of personal information	13-24
.2.1	General principles	13
.2.2	Collection of personal information	14-19
.2.2.2	Information not to be collected unless relevant to programs	14-15
.2.2.3	Direct collection where information to be used for administrative purpose	15-17
.2.2.4	Informing individual of purpose of collection and other particulars	17-19
.2.3	Accuracy of personal information used for administrative purpose	19-20
.2.4	Retention and disposal of personal information	20-24
.2.4.1	Purpose	20
.2.4.2	Framework for the scheduling, retention and disposal of personal information	20-23
.2.4.3	Minimum two year retention	23
.2.4.4	Additional provisions	23-24
.3	Use and disclosure of personal information	25-59
.3.1	General principles	25-26
.3.2	Purpose	26
.3.3	Use of personal information	26-27
.3.4	Disclosure of personal information	27
.3.5	Process for obtaining consent	28-32
.3.5.1	Consent at of time of collection	28
.3.5.2	Consent subsequent to collection	29
.3.5.3	Consent by minors	30
.3.5.4	Consent by incompetents	30
.3.5.5	Consent in respect to deceased individuals	30-31
.3.5.6	Consent by representative of individual	31-32
.3.6	Consistent use	32-33
.3.7	Permissible disclosures of personal information	33-55
.3.7.1	Original purpose and consistent use	34-35
.3.7.2	Act of Parliament or regulation	35-36

.3.7.3	Subpoenas, warrants, court orders and rules of court	36-37
.3.7.4	Attorney General for use in legal proceedings	37
.3.7.5	Federal investigative bodies	37-40
.3.7.6	Provinces, foreign states and international bodies	40-42
.3.7.7	Members of Parliament	42-43
.3.7.8	Audit purposes	43
.3.7.9	Archival purposes	44
.3.7.10	Research or statistical purposes	44-45
.3.7.11	Native claims research	45-46
.3.7.12	Payment of a benefit and collection of a debt	46-47
.3.7.13	Public interest	47-55
.3.8	Disclosure by the Public Archives	55-58
.3.9	Information publicly available	58
.3.10	Addresses and mailing lists	58-59
.4	Accounting for use and disclosure of personal information	60-65
.4.1	General principles	60
.4.2	Purpose	60
.4.3	Statement of purposes	60-61
.4.4	Routine uses not included as primary or consistent uses	61-62
.4.5	Retention of use and disclosure record	62-64
.4.6	Consistent uses not previously accounted for	64-65
.5	Right of access to personal information	66-80
.5.1	Purpose	66
.5.2	Informal access	66
.5.3	General requirements for processing formal requests	67-69
.5.4	Notices	69-71
.5.5	Exemption Application procedures	71-74
.5.6	Method of access	74-75

.5.7	Language of access	75-76
.5.8	Corrections and notations	76-80
.6	Excluded records	81
.7	Exemptions - Privacy	82-115
.7.1	General principles	82-86
.7.2	Purpose	86
.7.3	Authorization	87
.7.4	Severability	87-88
.7.5	Consultation	88-89
.7.6	Exemptions	90-115
.7.6.1	Exempt banks (section 18)	90-93
.7.6.2	Information obtained 'in confidence' (section 19)	93-95
.7.6.3	Federal-provincial affairs (section 20)	95-96
.7.6.4	International affairs and defence (section 21)	96-100
.7.6.5	Law enforcement, investigations and security of penal institutions (section 22)	100-108
.7.6.6	Security clearances (section 23)	109-110
.7.6.7	Individuals under sentence (section 24)	110-111
.7.6.8	Safety of individuals (section 25)	111
.7.6.9	Information about another individual (section 26)	112-113
.7.6.10	Solicitor-client privilege (section 27)	113-114
.7.6.11	Medical record (section 28)	114-115
.8	Review of decisions under the <u>Privacy Act</u>	116-126
.8.1	General principles	116
.8.2	Purpose	116
.8.3	Review by the Privacy Commissioner (sections 29-35)	116-121
.8.4	Review of exempt banks by Privacy Commissioner	121-122
.8.5	Review of compliance with sections 4 to 8 by the Privacy Commissioner	122

.8.6	Review by the Federal Court	123-125
.8.6.1	Order to remove file from exempt bank	125-126

Appendices

A	Schedule of government institutions under the <u>Privacy Act</u> and heads of institutions
B	<u>Privacy Regulations</u>
C	Forms and form components: Use and disclosure of personal information
D	Model letters and forms relating to the right of access under the <u>Privacy Act</u>

Part IV - Reports

.1	Introduction	1
.1.2	Application	1
.1.3	Authorities and cancellations	1
.2	Responsibilities of government institutions	2-3
.3	Reporting requirements	3

Appendix

A	Reporting Form/Tracking Document - Access to Information and Privacy
---	---

Treasury Board Canada

Interim Policy Guide:

Access to Information Act and The Privacy Act

Part II - Access to Information

Table of Contents	Page(s)
.1 Introduction	1-9
.1.1 Purpose and scope	1-2
.1.2 Application	2
.1.3 Authorities and cancellations	2
.1.4 Roles and responsibilities	2-6
.1.4.1 Parliament	3
.1.4.2 Department of Justice	3-4
.1.4.3 President of the Treasury Board	4
.1.4.4 Government institutions	5
.1.4.5 Information Commissioner	5-6
.1.4.6 Federal Court	6
.1.5 Definitions	6-9
.2 Right of access	10-24
.2.1 Purpose	10
.2.2 General requirements for processing access requests	10-13
.2.3 Notices	13-15
.2.4 Exemption application procedures	16-18
.2.5 Method of access	18-19
.2.6 Language of access	19-21
.2.7 Fees	21-24
.2.7.1 Deposits	22
.2.7.2 General waiver, reduction or refunds	22-23
.2.7.3 Reduction of fees for producing computer records	23
.2.8 Reading rooms	24

.3	Excluded records	25
.4	Exemptions - Access to Information	26-91
.4.1	General principles	26-30
.4.2	Purpose	30-31
.4.3	Authorization	31
.4.4	Severability	31-33
.4.5	Transfer and consultation	33-34
.4.6	Exemptions	35-37
.4.6.1	Information obtained 'in confidence' (section 13)	35-37
.4.6.2	Federal-provincial affairs (section 14)	37-38
.4.6.3	International affairs and defence (section 15)	38-44
.4.6.4	Law enforcement, investigations and security of penal institutions (section 16)	45-54
.4.6.5	Safety of individuals (section 17)	54-55
.4.6.6	Economic interests of the Government of Canada (section 18)	55-60
.4.6.7	Personal information (section 19)	60-65
.4.6.8	Third party information (section 20)	65-73
.4.6.9	Third party intervention	73-81
.4.6.10	Advice (section 21)	81-86
.4.6.11	Testing procedures (section 22)	87
.4.6.12	Solicitor-client privilege (section 23)	87-88
.4.6.13	Statutory prohibitions (section 24)	88-89
.4.6.14	Information to be published (section 26)	89-90
.4.6.15	Transitional provision (section 27)	90-91
.5	Review of decisions under the <u>Access to Information Act</u>	92-100
.5.1	General principles	92
.5.2	Purpose	92
.5.3	Review by Information Commissioner	92-97
.5.4	Review by the Federal Court	97-100

Appendices

- A Schedule I government institutions and heads
 of institutions
- B Access to Information Regulations
- C Model letters and flowcharts related to access
 requests under the Access to Information Act
- D Model letters and flowcharts related to third
 party exemption and notification

.1 Introduction

.1.1 *Purpose and scope*

The purpose of Part II of Chapter 410 is to assist in the interpretation of the Access to Information Act, to set forth the requirements which institutions must carry out to give effect to its provisions, and to prescribe directives and guidelines to be followed by institutions as a matter of government policy.

The Act (section 2) extends the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution in accordance with the principles that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

The Act is intended to complement rather than to replace existing procedures for access to government information and is not intended to limit in any way access to the kind of government information that is normally available to the general public.

Part II of this Chapter describes the right of access accorded by the Access to Information Act, and indicates how requests for access are to be made and processed under the Act, including such matters as time limits, fees, and manner and language of access.

Certain material which is excluded from the application of the Act is described. Material subject to the Act, broadly referred to as records under the control of a government institution, is defined.

The limited and specific exceptions to the right of access, called exemptions, are explained. Guidance is given to institutions to assist them in deciding, in the light of these exemptions, whether or not to grant access to records requested under the Act. Measures for the protection and notification of third parties (any person or group other than the person making the request or a government institution), are outlined. The principle of severability, requiring the disclosure of non-exempt parts of records, is covered.

The concluding section deals with the independent review of government decisions on the disclosure of information. It describes the two-tier system established for this purpose and relates the roles of the Information Commissioner and Federal Court in this system.

The scope of Part II of the Chapter does not include the requirement of section 5 of the Act for the publication of information about government institutions and their information holdings in the form of a publication at least once a year, and of bulletins which update and supplement the publication at least twice a year. These matters are covered in Chapter 411 - Inventory of information.

.1.2 *Application*

Part II of this Chapter applies to government institutions listed in Schedule I to the Access to Information Act, subject to subsection 70(2) of the Act.

.1.3 *Authorities and cancellations*

Part II of this Chapter is issued under the authority of the Access to Information Act. It is also authorized by the Financial Administration Act by which the Treasury Board may act on all matters relating to administrative policy in the Public Service of Canada. Treasury Board minute 787442 applies.

Previous policy on access to information, contained in Chapter 499 - Public access to public records, is no longer in force.

.1.4 *Roles and responsibilities*

The purpose of this article is to describe the roles and responsibilities of Parliament, the Department of Justice, Treasury Board, government institutions, the Information Commissioner and the Federal Court in the operation and review of the Access to Information Act. Reference is made, where applicable, to sections of the Act which authorize the roles and responsibilities outlined, and to other areas of this policy which deal more fully with the nature and extent of particular requirements.

.1.4.1 *Parliament* designates or establishes a committee to be responsible for:

(a) undertaking a comprehensive review of the provisions and operation of the Act within three years after it comes into force (subsection 75(2) of the Act);

(b) reporting to Parliament the results of this review, including any changes recommended, within one year after undertaking it (subsection 75(2));

(c) reviewing statutory prohibitions against disclosure of information under the Act and reporting to Parliament within three years after the Act comes into force on whether and to what extent the provisions in these statutes are necessary (subsection 24(2)); and

(d) reviewing the administration of the Act on a permanent basis (subsection 75(1)).

.1.4.2 *Department of Justice* is responsible for:

(a) maintaining a broad overview of the application of the Act in relation to the intentions of the government and the expectations of the public;

(b) advising the Designated Minister on any administrative questions giving rise to broad policy issues;

(c) providing legal interpretation and advice respecting the provisions and operation of the Act;

(d) gathering case and precedent information for use in the provision of legal interpretation and advice; and

(e) coordinating the preparation of the government for the parliamentary review of the provisions and operation of the Act.

.1.4.3 *President of the Treasury Board*. The President of the Treasury Board is the Designated Minister under the Act and has the following responsibilities:

(a) preparation and distribution to institutions of directives and guidelines governing the operation of the Act and the regulations (paragraph 70(1)(c));

(b) annual publication of the Access Register and semi-annual publication of the Access Bulletin (section 5);

(c) prescribing such forms as may be required for the operation of the Act and the regulations (paragraph 70(1)(b));

(d) prescribing the form of, and what information is to be included in, annual reports to Parliament by heads of institutions (paragraph 70(1)(d)); and

(e) reviewing the manner in which records under the control of institutions are maintained and managed to ensure compliance with the provisions of the Act and the regulations (paragraph 70(1)(a)).

The Treasury Board Secretariat supports the President in the discharge of these responsibilities as Designated Minister and in addition:

- provides advice to institutions on any aspect of the administration of the Act and on regulations and policies pursuant to it; and
- prepares a consolidated annual report on the administration of the Act across the government.

.1.4.4 *Government institutions*. The head of each institution is responsible for administration of the Act within the institution in accordance with requirements of the Act, and with regulations and directives and guidelines pursuant to it. While the head of the institution is accountable for carrying out these responsibilities, he or she may, by order, delegate one or more officers or employees of the institution to exercise or perform any of the duties, powers or functions assigned to the head by the Act.

To ensure that all responsibilities of institutions are discharged, it is essential that each institution designate an official as Access to Information Coordinator.

The responsibilities of each institution are:

- to submit to the Designated Minister a description of the organization and programs of the institution and the classes of records and manuals under its control in accordance with the requirements of section 5 of the Act and Chapter 411 - Inventory of information;
- to respond to requests for records under the Act: to grant or refuse access, to collect fees, to issue notices to applicants, to consult with third parties, and to give general assistance to individuals seeking information;
- to defend its decisions to grant or refuse access before the Information Commissioner and the Federal Court, and to ensure that the staff and the records of the institution are available to the Commissioner during the course of an investigation; and
- to report annually to Parliament in accordance with section 72 of the Act and any instructions issued pursuant to paragraph 70(1)(d) of the Act.

.1.4.5 *Information Commissioner*. The Information Commissioner is the first level of the two-tier system established for the independent review of decisions made under the Act. The public may complain to the Commissioner on any of the grounds specified in subsection 30(1) of the Act. The Commissioner investigates such complaints and may also initiate them. In carrying out investigations, the Commissioner has the power to

compel the attendance of witnesses, to require the production of evidence, and to examine any record to which the Act applies. In reporting the findings of investigations, the Commissioner has the power to make recommendations concerning any matter which has been investigated, but cannot order the head of the institution to implement any recommendation.

The full nature and extent of the role of the Information Commissioner and particulars of the Commissioner's review function are discussed in articles .5.1, .5.2 and .5.3 of this Part of the Chapter.

.1.4.6 *Federal Court*. Where a person has been refused access to a record requested under the Act, and where complaint to the Information Commissioner has not resulted in the granting of access, the person may request the Federal Court-Trial Division to review the matter. Third parties may also apply for review by the Court, where they object to the intended disclosure of records affecting them. While many matters may be investigated by the Information Commissioner, only refusal of access, and in the case of third parties the intention to disclose records, may be reviewed by the Court. The Court may order the head of an institution to disclose a record, or not to disclose it.

The role of the Court in relation to the Act is described in some detail in articles .5.1, .5.2 and .5.4 of this Part of the Chapter.

.1.5 *Definitions*

The Access Coordinator is the officer for each government institution who coordinates all activities relating to the operation of the Act, and the regulations, directives and guidelines pursuant to it, within the institution.

The Access Register is the publication produced by the designated Minister in accordance with subsection 5(1) of the Act. It contains details on the organization, programs, functions and information holdings of government institutions.

An Access to Information Request Form means a form prescribed by the Designated Minister for the purpose of requesting access to records under the control of a government institution.

Access request, formal: A formal request is a request that is made in writing to the government institution that has control of the record and that makes specific reference to the Act. For details on what constitutes a complete request, see section .2 of this Part of the Chapter.

An applicant is a person who is requesting access to records under the Act or who is exercising his or her rights under the Act to review by the Court.

A complainant is a person who is making a complaint to the Information Commissioner on any of the grounds set forth in subsection 30(1) of the Act.

Court means the Federal Court-Trial Division.

The Designated Minister for the purposes of the Act is the President of the Treasury Board.

Excluded information means information to which the Act does not apply and consists of published material or material available for purchase by the public; library or museum material made or acquired and preserved solely for public reference or exhibition purposes; material placed in the Public Archives, the National Library or the National Museums of Canada by or on behalf of persons or organizations other than government institutions; and confidences of the Queen's Privy Council for Canada.

An exemption is a provision of the Act which entitles the head of the institution to refuse to disclose information in response to a request received under the Act. Each exemption is discussed in detail in section .4 of this Part of the Chapter.

Government institution means any federal government department, ministry of state, body or office listed in Schedule I to the Access to Information Act (see Appendix A). Whenever the term 'government institution' is referred to in this policy, responsibility for the decisions involved lies either with the head of the institution or an employee of the institution delegated by the head to make such decisions.

Greater interest: An institution has greater interest in a record if the record was originally produced in or for the institution, or in the case of a record not originally produced in or for a government institution, the institution was the first to receive the record or a copy of it.

The head of a government institution is the Minister for a department or ministry of state or, in any other case, the person designated by order in council to be the head of the institution for the purposes of the Act (see Appendix A).

The Information Commissioner is an official appointed under the Act who has the powers of an ombudsman. The role and functions of the Commissioner are set forth in articles .5.1, .5.2 and .5.3 of this Part of the Chapter.

A manual is any set of directives, instructions, guidelines or procedures used by employees in administering or carrying out any operational programs or activities of a government institution.

Record means any information contained in any physical medium which is capable of preserving such information and includes any information contained in the original and any copy of correspondence, memoranda, forms, directives, reports, drawings, diagrams, cartographic and architectural items, pictorial and graphic works, photographs, films, microforms, sound recordings, video-tapes, video-disks and video-cassettes, punched, magnetic and other cards, paper and magnetic tapes, magnetic disks and drums, holographs, optic sense sheets, working papers, and any other documentary material or electro-magnetic medium, regardless of

physical form and characteristics. (This definition is the one used in Chapter 460 - Records management and is consistent with, but elaborates upon, the definition contained in section 3 of the Act.) Also, for purposes of the Act, a record includes a machine readable record which does not exist but which can be produced from an existing machine readable record using computer hardware and software and technical expertise normally used by the institution (see sub-section 4(3) of the Act).

Records, class of: A class of records is a series or group of related files (normally designated by primary subjects), regardless of physical medium, which reflects a specific function or functions of an organizational unit of a government institution, which can be related directly to files contained in the file classification system of that institution, and which are described in the Access Register to facilitate the exercise of the right of access under the Act.

A representative means a person authorized by an applicant or complainant to act on his or her behalf.

Third party means any person, group of persons or organization other than the person that made the request or a government institution listed in Schedule I of the Act.

Under the control: A record is under the control of a government institution when that institution is authorized to grant or deny access to the record, to govern its use and, subject to the approval of the Dominion Archivist, to dispose of it. Regarding the question of physical possession, a record held by an institution, whether at headquarters, regional, satellite or other office, either within or outside Canada, is presumed to be under its control unless there is evidence to the contrary. A record held elsewhere on behalf of an institution is also under its control.

Part II

.2 *Right of access*

The Access to Information Act extends the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of government institutions listed in Schedule I of the Act. The right of access is granted in accordance with the principles that government information should be available to the public, and that the necessary exceptions to the right of access should be limited and specific.

.2.1 *Purpose*

This section assists government institutions in the interpretation of those provisions of the Access to Information Act that deal with the processing of access requests under the Act and sets out directives and guidelines concerning these provisions which are to be applied as a matter of government policy. Together the statutory provisions and the policies based on them provide a framework to aid government institutions in processing access requests. Government institutions should, where appropriate, develop and implement internal procedures, ensuring that these are consistent with the provisions of the Act and the content of this policy.

.2.2 *General requirements for processing access requests*

.2.2.1 *The request*

Subsection 4(1) provides a right of access to records, on request, to Canadian citizens and permanent residents within the meaning of the Immigration Act, 1976. Subsection 4(2) provides that the right of access may be extended, to other individuals, by order of the Governor-in-Council. Section 6 of the Act and Section 4 of the Access to Information Regulations provide that an applicant has made a formal request for access to government records when the application meets the following requirements:

- it is in writing, using the Access to Information Request Form;
- it is addressed to or received by an appropriate officer of the government institution listed in Schedule I of the Act that has control of the record;
- it provides sufficient detail to enable an experienced employee of the institution with a reasonable effort to identify the record;
- it contains the application fee prescribed by Regulation (see Access Regulations, paragraph 7(1)(a) in Appendix B); and
- it is made by a person entitled to apply (as set out by section 4 of the Act).

The above requirements are conditional upon the decision by the government institutions to waive the requirement for the application form as long as the application satisfies the rest of the requirements. Although the Act creates a legal requirement to process requests only if the receiving institution holds the record, assistance may be given to the applicant on how to proceed with a request even if the initial request was not addressed to the appropriate government institution.

If the application does not contain sufficient detail to locate the record, the government institution should attempt to contact the applicant to ask for more information (e.g. specific reference to class of records listed in the Access Register) before refusing access.

The time available for government institutions to process requests for access shall be counted from the date of receipt of a complete request by the government institution (as defined in this section).

.2.2.2 *Special assistance*

As a matter of government policy, *government institutions should assist individuals seeking information under the Act, (e.g. handicapped individuals) who are unable to exercise their rights using the regular procedures*.

.2.2.3 *Documentation*

It is important that government institutions internally document essential control points at all stages of the access process, as such documentation may become necessary as evidence during the review process, especially review of an institution's decisions by the Information Commissioner (e.g. notices of extension or assessment of fees). A sample tracking document is provided in Appendix A of Part IV of this Chapter. This same form may be used to capture data for the annual report to Parliament, pursuant to subsection 71(1) of the Act. *Government institutions shall record all administrative actions taken in processing requests under the Act where such actions are required by the Act or the Regulations.*

Exemption decisions must also be carefully documented. (All reports, deliberations and decisions on invoking exemption provisions should be recorded and filed along with the information to which they pertain, and should be subject to the retention and disposal schedules (according to Chapter 460 of the Administrative Policy Manual) applicable to the original information.)

.2.2.4 *Creating new records*

The Act creates the right of access to information in records under the control of government institutions. This is to be interpreted as access to existing records and therefore no legal obligation exists to create records to comply with particular access requests. Government institutions, however, may explain or interpret the records for the applicant.

The Act does require the creation of records which do not exist at the time of the request in the case of machine readable records. Subsection 4(3) specifies that records that do not exist but can be produced using computer hardware and software and technical expertise normally used by the government institution, shall be deemed to be a record under the control of the government institution. Section 3 of the Regulations places a condition on the production of a record from

machine readable records by stipulating that, if it would unreasonably interfere with the operations of the government institution, production of the record is not required. The calculation of payment for the production of records from machine readable records is done in accordance with subsection 7(3) of the Regulations (see Appendix B).

.2.2.5 *Transfer of requests*

If the institution receiving the request determines that another government institution has a greater interest (see Definitions, section .1.5 of this Part) in the record(s), it may but is not required to transfer the request. In accordance with section 8 of the Act and section 6 of the Regulations, an institution wishing to transfer a request must obtain agreement from the second government institution that the latter will process the request within the remaining allowable time (the second institution shall not refer the request further), and forward the request (and if necessary, the record) within 15 days of its receipt to the government institution with a greater interest and give written notice to the applicant to this effect (see Model Letter E in Appendix C). Where a request for access is transferred under this section, the second institution is deemed to have received the request on the date the request was received by the first institution.

To facilitate the administration of application fees, when a request is transferred, the institution that first received the request should indicate to the institution with greater interest that the application fee has been received and deposited into the Consolidated Revenue Fund.

.2.3 *Notices*

The Act sets out specific time limits for processing requests and conditions under which the applicant must be notified. The notification requirements prescribed by the Act are set out below (third party notices are discussed in sub-section .4.6.9 of this Part).

In addition to the statutory requirements, government institutions are encouraged to seek additional clarification from the applicant whenever this would be helpful in interpreting the request or helping the applicant to understand any difficulties which may be encountered in processing (e.g. the need for additional information from the applicant, rationale for fees, time extensions sought etc.) Well handled requests may reduce the incidence of appeals.

The Act requires that government institutions shall, within thirty calendar days of receipt of a complete request, give written notice to the applicant in the following circumstances:

(a) Excluded records: When access will be denied because the record(s) requested are excluded from the Act (for an explanation of excluded records see section .3 of this Part);

(b) Method of access: When access will be given, by providing a copy of the records requested or by advising the applicant that arrangements can be made for viewing the record, according to the conditions specified in subsection 8(3) of the Regulations (see Appendix B);

(c) Extension: When the government institution requires more time than the initial period of 30 days. The notice shall stipulate the length of the time extension required and inform the applicant of his/her right to complain to the Information Commissioner about the extension. The circumstances under which the initial period of 30 days may be extended are the following, as set out in subsection (9)1 of the Act;

- if the request is for a large number of records;
- if consultation is necessary and it cannot be completed within 30 days. (Consultation in the context of this provision refers to consultation of the type undertaken with other government institutions, foreign governments, or informally with third parties but not internal

consultations.) A form letter describing the required content of these notices is provided in Appendix C (see Model Letter H);

- notice is given to a third party pursuant to subsection 28(1).

If the required time extension is greater than 30 days, the head of the institution shall inform the Information Commissioner of the extension, at the same time as notice is given to the applicant.

(d) Fees: When fees will be required to be paid, the applicant shall be informed of the following:

- an estimate of the total costs;
- the amount of deposit to be paid (if applicable) before the records are produced or prepared for disclosure;
- an indication that the applicant may examine the record(s) in person to save the cost of reproduction;
- an indication that the applicant may specify that only some parts of the record need to be reproduced;
- an indication that the applicant has the right to complain to the Information Commissioner if he/she considers the fees to be unreasonable (see Model Letter J in Appendix C).

(e) Exemption: When access to the record(s) requested is refused, the notice should state the specific exemption which applies or that the record does not exist or, where the government institution does not indicate whether the record exists, cite the specific provision of the Act on which the refusal was based or could reasonably be expected to be based if the information existed. It is to be noted that, pursuant to subsection 10(2) of the Act, the government institution may but is not required to indicate whether or not the record(s) exist. (See Model Letters F, G, and I in Appendix C). The notice should also inform the applicant of his/her right to appeal the decision to the Information Commissioner.

.2.4 *Exemption application procedures*

.2.4.1 *Review*

The underlying principle in applying most exemption criteria is the weighing or balancing of the right of access to government information against the injury that could ensue from disclosure of that information. Under the coordination of its Access Coordinator, a *government institution shall review all records requested under the Access to Information Act prior to disclosing them for the purpose of identifying information that may technically qualify for exemption under the provisions of the Act*. In large institutions or institutions with regional offices, this preliminary review may take place under the coordination of a divisional or regional access coordinator.

The factors governing exemptions are discussed in section .4 of this Part and this section should be referred to when applying exemption criteria.

If the review identifies any third parties that may be affected by disclosure, notification must take place according to sub-article .4.6.9 of this Part.

.2.4.2 *Precedents*

In dealing with requests for records to which access has already been sought on a previous occasion, the government institution should note that the decision to release or withhold a record may change because the injury involved is diminished or other new circumstances now apply. *Government institutions must assess each request on its own merits using precedents only as guidelines in making a determination either to disclose or exempt a record.* Documents classified under the government security classification system should receive more careful preliminary examination. However, the fact that a document is classified does not mean that it is exempt and each document must be judged in relation to the exemption provisions of the Act.

.2.4.3 *Consultation*

Before making a determination to exempt or disclose certain information, it should be ensured that any necessary consultation with other government institutions takes place. According to directives and guidelines set out in section .4 of this Part, the consultation process is prescribed as:

(a) mandatory, whenever the records requested include information received from or relating to the activities of another institution as described in:

- section 13, information obtained from other governments and international organizations (see sub-article .4.6.1);
- section 15, defence of Canada or any state allied or associated with Canada; international affairs and the detection, prevention and suppression of subversive or hostile activities (see sub-article .4.6.3);
- section 16, law enforcement and investigations (see sub-article .4.6.4);
- section 17, the physical safety of individuals (see sub-article .4.6.5); and
- section 20(1)b, confidential information of a third party (see sub-article .4.6.8).

(b) optional, whenever the records requested include information received from or relating to the activities of another institution as described in:

- section 14, federal-provincial affairs (see sub-article .4.6.13);
- section 18, financial interest of Canada (see sub-article .4.6.6);
- section 23, solicitor-client privilege (see sub-article .4.6.12); and
- section 24, statutory provisions (see sub-article .4.6.13).

If the government institution consulted wishes to have an exemption invoked it should supply the government institution processing the request with a written explanation of why such an exemption is necessary. Whenever consultation is necessary, timely response to access requests is the responsibility of the institution processing the request. The point of consultation in the 'other' institution must either be the Access Coordinator or the official with the delegated authority to make a determination to exempt or disclose the particular information involved under the Act, whichever is most appropriate.

.2.4.4 *Exemption Decision*

The results of the review, any consultation and, where necessary, the opinion of the institution's legal advisor form the basis for the final decision whether or not to actually invoke an exemption. This decision must be taken by the officer delegated authority by the head of the institution to claim the exemption. *The written notification to the applicant of an exemption (see sub-article .2.4.(e) of this Part) shall be signed by the appropriate officer within the government institution who has been delegated this responsibility or by the Access Coordinator on his or her behalf.* (see Model Letters F, G, and I in Appendix C).

Where another government institution has requested the exemption of certain information and there is to be a disclosure, it should be approved by the head of the institution processing the request.

When a decision has been reached to exempt particular records, a review should be undertaken to determine whether or not exempt information can be severed from the record. The guidelines on severability are found in article .3.4 of this Part.

.2.5 *Method of access*

Subsection 12(1) of the Act requires that a person who is given access to a record or part thereof shall be given an opportunity either to examine a record or part thereof or be given a copy thereof, subject to Regulations.

When making a formal request under the Act (see sub-article .2.3.1 of this Part), applicants are asked to indicate the method of access they prefer. Government institutions should, whenever possible, provide access in the form indicated by the applicant, subject to the limitations set out by subsections 8(1), (2) and (3) of the Regulations (see Appendix B). The applicant also should be given an opportunity to examine the records in person to save the cost of reproduction when he or she wishes to do so (see sub-article .2.3.(d) of this Part), as provided for in section 5 of the Regulations (see Appendix B).

Paragraph 8(4)(a) of the Regulations specifies that where access to a record is provided by means of examination, the government institution shall:

(a) provide reasonable facilities for the examination of records; and

(b) set a time for the examination that is convenient to the government institution and to the applicant.

.2.6 *Language of access*

Subsection 12(2) of the Act requires that where access to a record or part thereof is to be given and the applicant requests that access be given in a particular official language, as declared in the Official Languages Act, a copy of the record or part thereof shall be given to the applicant in that language:

(a) forthwith, if the record or part thereof already exists under the control of a government institution in that language; or

(b) within a reasonable period of time, if the government institution that has control of the record considers it to be in the public interest to cause a translation to be prepared.

The obligation created by paragraph 12(2)(a) is self-explanatory.

Paragraph 12(2)(b) qualifies the requirement to provide access in a particular official language by making the preparation of a translation dependent upon the public interest. The determination to prepare or deny a translation shall be made on a case-by-case basis, according to the circumstances of the request. Preparation of a translation should be considered where there is a public benefit in promoting the applicant's purpose in seeking the information and this benefit outweighs the costs incurred in preparing a translation.

A translation is also to be prepared, where there exists an obligation under the Official Languages Act or the government's official languages policies to have had the record(s) sought by the applicant available in both languages before the request was made.

Where there are repeated requests for a record in the other official language, government institutions should consider making the information available outside the framework of the Act, by making it available through the library network or by publishing it. In these circumstances, the need for translation would be guided entirely by the official languages policy of the government and the Publishing policy (APM Chapter 335).

Government institutions should ensure that access is formally granted within the time limits set by the Act. While the Act provides that the initial 30 day period permitted to process a request may be extended, it does not permit such an extension for the purpose of preparing a translation. When a translation is to be prepared and it appears that it cannot be completed within the initial 30 day period (or such further period as has been established under section 9 of the Act), the institution should inform the applicant:

- (a) that access has been granted;
- (b) that a translation is being prepared and indicate when it is expected to be complete;
- (c) that the records, as they currently exist, may be examined or copied without having to wait for the translation;

(d) of any other information which the institution is required to communicate to the applicant (according to the prescribed notices in article .2.3 of this Part).

.2.7 *Fees*

Section 11 of the Act and Section 7 of the Regulations provide that an applicant may be required to pay a fee for:

- (a) making an application;
- (b) the costs of reproducing a record;
- (c) the time taken to search for a record or prepare any part of it for disclosure where the time exceeds five hours;
- (d) producing a computer record described in subsection 4(3) of the Act.

Fees cannot be charged for the following:

- (a) the cost of reviewing documents to determine whether they are exempt or excluded;
- (b) maintaining statistics or documentation relating to the administration of the Act;
- (c) filing (including filing of requests and refiling of records);
- (d) providing facilities for processing requests or public access; or
- (e) shipping.

If fees have been assessed pursuant to subsection 11(4) of the Act, notification of the applicant takes place according to the procedures prescribed in sub-article .2.3(d) of this Part.

All fees must be paid by the applicant before access is given.

Whenever possible, payment of any substantial sums should be made by certified cheque or money order payable to the Receiver General for Canada.

.2.7.1 *Deposits*

Government institutions may require that a deposit be paid before the search or production of the record is undertaken or the record is prepared for disclosure.

Where the required fees or deposits are not received by a government institution, the institution should terminate active processing of the request and notify the applicant accordingly (see Model Letter J in Appendix C). As the requestor has the right to complain to the Information Commissioner about the fees for one year following the date on which the request was received, government institutions should be prepared to resume processing requests, at a later date.

If the deposit paid (based on the estimated cost) exceeds the actual cost of providing access, government institutions shall refund the portion paid in excess by the applicant. Deposits are also to be refunded if the fees are waived by the government institution at a later stage in processing.

.2.7.2 *General waiver, reduction or refunds*

Subsection 11(6) provides that the head of a government institution may waive, reduce or refund any fees payable under the Act and the Regulations.

The decision to waive, reduce or refund fees should be made on a case-by-case basis by assessing:

(a) whether the information is normally made available without a charge;

(b) the degree to which a general public benefit is obtained through the release of the information;

It should be noted that the circumstances of the application and the applicant's reasons for seeking information may be taken into consideration in a fee waiver decision, even though these are not proper factors to consider in deciding whether or not to grant access.

In view of the costs involved in administering fees, *government institutions should consider waiving the requirement to pay fees, other than the application fee, if the amount payable is less than \$25.00*.

In order to capture data relating to the cost of administering the Act, *government institutions shall record the amount of fees waived for each request* (where applicable).

Government institutions shall include, in their annual reports to Parliament, a description of their policies and practices relating to fee waiver (as prescribed in Part IV of this Chapter).

The fee waiver shall be signed by the person designated in writing for that purpose by the head of the institution.

.2.7.3 *Reduction of fees for producing computer records*

Regulation 7(3) prescribes the manner in which fees are to be calculated where a record is produced from a machine-readable record, pursuant to subsection 4(3) of the Act.

It is intended that an applicant not be charged a fee which is higher than the actual and direct costs of producing the record(s) requested.

Where the actual cost of producing a record through the use of a central processor and locally attached devices is less than the fee prescribed by Regulation 7(3)(a), government institutions, as a matter of policy, shall reduce any fees payable to the level which represents the actual cost to the institution.

.2.8 *Reading rooms*

Subsection 71(1) of the Act requires government institutions to provide facilities where the public may inspect manuals used by employees of the institution in administering or carrying out programs or activities. Subsection 71(2) provides for the exclusion from any manuals that may be inspected by the public of any information for which a government institution would be authorized to claim an exemption under the Act.

The availability of manuals is intended to open up to public scrutiny the internal operations and the 'mechanics' of decision-making in government institutions.

Although the Act specifies that the above facilities must be available within two years after subsection 71(1) comes into force, government institutions should begin working toward the establishment of these 'reading rooms' as soon as possible. Government institutions with major regional offices should establish, whenever possible, facilities which would hold duplicate manuals. The reading room should also be equipped with a copy of the Access Register and bulletins used to update the Register; general information for the public on how to exercise their rights under the Access to Information Act and copies of the Access to Information Request Form. In addition, government institutions may consider including any other finding aid to the information holdings of the institution (e.g. file indexes, publication lists etc.)

Part II

.3 Excluded records

(To be distributed at a later date)

Part II

.4 Exemptions - Access to Information

.4.1 *General principles*

Sections 13 through 24 of the Access to Information Act set out a number of specific exceptions to the right of access established by this legislation. These exceptions are known as exemptions. Each exemption is intended to protect information relating to a particular public or private interest. In addition, sections 26 and 27 set out two administrative exceptions relating to the publication of information and the transitional provision which establish temporary qualifications of the right of access. These exemptions form, when added to the categories of excluded records outlined in sections 68 and 69 of the Act (see .3 above), the basis for refusing access to government information under the Access to Information Act.

The exemptions included in the Access to Information Act can be classified in two ways - according to whether the exemption is subject to an injury test or a class test and according to whether the exemption is discretionary or mandatory in nature. The distinctions between these classifications are discussed below.

Injury test/class test

(a) The injury test

Exemptions based on an injury test provide that access to information requested under the Act may be denied if disclosure 'could reasonably be expected to be injurious' to the interest specified in the exemption. Injury in this context means having a detrimental effect. Disclosure of the information must reasonably be expected to prove harmful or damaging to the specific public or private interest covered by the exemption in order for access to be refused. The fact that the disclosure could result in administrative change in a government institution is not sufficient to satisfy an injury test. It must be possible to identify an actual detrimental effect on the interest specified in the exemption.

A large number of considerations will be involved in making a judgement as to injury but three general factors should be taken into account by government institutions in making such decisions; these are the degree to which the injury is:

(a) Specific: Is it possible to identify the detrimental effect with the actual party who, or the interest which will suffer injury, rather than identifying it only with a vague general harm?

(b) Current: Is it possible to identify the detrimental effect at the time the exemption is claimed or in the foreseeable future? Information which has been protected from disclosure in the past should be reassessed when a new request is received to ensure that present or future injury is still a factor; and

(c) Probable: Is there a reasonable likelihood of the injury occurring?

Cases may arise where there is a mosaic effect inherent in the disclosure involved. An injury test may not be satisfied if the particular information requested is considered in isolation. However, where the effect of the disclosure of the information is considered as one in a series of requests and where this indicates that the request forms part of a crucial segment of a larger picture that could reasonably be expected to be injurious to the interest specified in an exemption, an institution can exempt the information. It must be able to demonstrate, however, that the cumulative effect of a series of disclosures, similar or complementary to the disclosure being considered, could reasonably be expected to be injurious.

When the information requested falls within a list of specific types of information included for purposes of illustration in an injury test exemption (such as, for example, in section 15, International affairs and defence) the refusal to disclose must still be based upon

the injury which would result to the interest specified in the exemption. The classes of information are included in these injury test exemptions to illustrate specific types of information to which the injury test probably will apply. However, the fact that information requested is described in the classes listed does not qualify the information for exemption.

The following are injury test exemptions: sections 14, 15, 16(1)(c), 16(1)(d), 16(2), 17, 18(b), 18(c), 18(d), 20(1)(c), 20(1)(d), and 22.

The class test

A class test objectively describes the categories of information or documents to which an exemption can be applied. While injury underlies this test as well, these exemptions describe classes of information which, in the judgement of Parliament, are sufficiently sensitive that disclosure of any information in the class could have a detrimental effect. Thus, under the class test exemptions, where a government institution is satisfied that information falls within the class specified, this is a sufficient basis for it to refuse access to the information. There is no requirement that an injury be proved.

The following are class test exemptions: sections 13, 16(1)(a), 16(1)(b), 16(3), 18(a), 19, 20(1)(a), 20(1)(b), 21, 23 and 24.

Discretionary/Mandatory Exemptions

Discretionary exemptions

Discretionary exemptions are introduced by the phrase 'the head of a government institution may refuse to disclose...' Where such exemptions apply to information requested under the Act, government institutions are legally entitled to refuse access to it. However, discretionary exemptions provide government institutions with an option to disclose the information where it feels that no injury will result

from the disclosure or where it is of the opinion that the interest in disclosing the information outweighs any injury which could result from disclosure.

The final decision as to whether to disclose information for which an exemption could be claimed is left to the government institution processing the request, although the advice of another government institution about the decision may have to be obtained with respect to certain exemptions as provided for in these directives and guidelines (see sub-articles .4.6.1, .4.6.3, .4.6.4, .4.6.5, and .4.6.8).

The majority of exemption provisions are discretionary. They are sections 14, 15, 16(1), 16(2), 17, 18, 21, 22 and 23.

Mandatory exemptions

Mandatory exemptions are introduced by the phrase 'the head of a government institution shall refuse to disclose...'. When information requested under the Act falls within a mandatory exemption, institutions normally must refuse to disclose the record. However, all the mandatory exemptions, except section 24 (statutory prohibitions), provide for circumstances which permit government institutions to release the information if certain conditions are met (e.g. consent of the party affected or if the information is publicly available). If these conditions are met, the government institution is given a discretion to release the information. However, no right of access to the information is created. These exceptions to the mandatory nature of such exemptions are discussed in detail in the article which deals with each exemption. Usually, however, information falling under a mandatory exemption must be exempted.

The following exemptions are mandatory: sections 13, 16(3), 19, 20(1) and 24.

Administration of exemption provisions

The exemptions and the categories of records excluded from the Act form the only basis for refusing access to government information requested under this legislation. Therefore, access must be given to

all government information for which a person makes application under the Access to Information Act except that which is either specifically exempt or excluded under a provision of the Act. It should be noted, when considering the possibility that a record may be exempt, that more than one exemption category may apply to particular information.

Disclosure of any information under the Access to Information Act establishes a precedent for releasing the same information to another applicant in the future.

Review

When information is exempted from access under the Act, the applicant has the right of appeal to a two-tiered system of review. The first stage is a complaint to the Information Commissioner, an individual with the power of an ombudsman, and the second is an appeal to the Federal Court-Trial Division. The nature of the remedy available at each level and the powers of the Commissioner and the Court are set out in section .5 of this Part. It should be noted, however, that the Court may undertake de novo review (i.e. the Court may examine the merits of whether or not an exemption applies) of an exemption decision for section 13, paragraphs 16(1)(a) and (b), subsections 16(2) and (3), section 18, paragraphs 18(a) to (c), and sections 19 to 24, and 26 and 27 of the Act. However, if a denial of access is based section 14 or 15 or paragraph 16(1)(c) or (d) or 18(d) of the Act, the Court is limited to a determination of whether or not the head of a government institution had 'reasonable grounds' for the decision to withhold the information.

.4.2 *Purpose and scope*

The purpose of this section is to assist in ensuring some uniformity in the application and in the interpretation of the exemption provisions of the Access to Information Act and to set out directives and guidelines which are to be applied as a matter of government policy when exemptions are considered. Within the framework provided here,

government institutions should develop their own practices and procedures which complement these provisions and policies and adapt them to their own particular circumstances.

.4.3 *Authorization*

Government institutions should delegate the authority to approve exemptions according to the nature and volume of information requested. In order to avoid unnecessary complaints, reversals or defence of exemptions by the head of the institution and to adequately protect information from improper disclosure, only senior officials should be authorized under section 73 of the Act to act on behalf of the head in making exemption decisions. This limiting of delegation applies especially to exemptions that are potentially pervasive in scope, such as those relating to federal-provincial affairs and financial interests.

In this respect, government institutions should be aware that requests for information under the Access to Information Act must be considered on their own merits and that existing procedures and sanctions for protecting government information do not apply where a request is made under the Act. The fact that the information has been classified under the government security classification system does not provide a basis for refusal under the Act. In addition, a duly authorized government official who discloses information in good faith pursuant to the Access to Information Act will not be subject to prosecution under the Official Secrets Act. This is based both on the exoneration clause in section 74 of the Act and the fact that disclosure under the Access to Information Act will be considered to be authorized disclosure (the Official Secrets Act only applies to unauthorized disclosures of information).

.4.4 *Severability*

Section 25 of the Access to Information Act provides that a government institution shall disclose any part of a record that does not contain information which may be exempt if it can be reasonably severed from any part that does contain exempt information.

This provision establishes the principle of reasonable severability. This means that a record containing information which may be exempt should not be exempted from access as a whole if the exempted information can be severed from it. Government institutions are obliged to disclose as much information as can reasonably be severed from the record. Reasonable severability should not be established by the amount of review, preparation and production time needed to extract the exempt information, but rather by the intelligibility of the document or segment of the document once the information for which an exemption is to be claimed has been removed. Although the original purpose of the document may be lost when the exempt information is removed, an exemption cannot be claimed for the entire record as long as there remains some information that is itself intelligible, comprehensible and relevant to the request. For example, a document written for the purpose of providing advice, yet containing background information should, after the advice portion is removed, be disclosed as long as the factual content does not fall within one of the other exemption provisions. Normally, the smallest severable unit should be a sentence. Quite often, however, the only exempt information involved will be the name of an individual, which appears in a such a context that it would qualify as personal information. When this type of problem arises, only the name itself should be deleted. Similarly, the name of a place or thing may qualify for exemption and only that discrete piece of information should be deleted. By way of example, if a sentence reads 'John Doe, an expert in environmental research at the University of Toronto, told the department that it should disregard the representation from this environmental group' and the request was for information relating to the fate of the particular representation, the portion 'John Doe' could be severed and the rest of the sentence released as being intelligible and relevant to the request. Of course the examples given here are neither complicated nor exhaustive in nature and institutions should develop other examples which will aid their staff in applying the principles of severability to particular records under their control.

In cases where it has been determined that a great amount of information will be severed and the interests of the applicant might be better served by an alternative such as page by page severability or an explanation of the information, institutions may approach the applicant to seek his or her agreement to such an arrangement.

(All doubts about the intelligibility of remaining non-exempt information should be resolved in favour of release to the applicant.)

.4.5 *Transfer and Consultation*

Similar information is often in the possession of several government institutions and hence may be requested from any one of these institutions. In accordance with regulations pursuant to subsection 8(1) of the Access to Information Act, a request for information may be transferred to the institution with the greater interest in the information. In subsection 8(3) of the Act, an institution is defined as having greater interest in a record if the record was originally produced in or for the institution; or in the case of a record not originally produced in or for a government institution, the institution was the first to receive the record or a copy of it. Requirements governing the transfer of requests are dealt within section 6 of the Access to Information Regulations (see Appendix B) and sub-article .2.2.5 of this Part. Such transfers are, however, not mandatory. In most cases they will not be practical, especially when a request is for large a number of records under the control of one institution but originating from several other government institutions. Thus the government institution receiving a request will, most often, be the institution responding to it.

The interpretations, directives and guidelines in this section are intended to assist government institutions in arriving at a consistent application of the exemptions. (To ensure greater consistency in the application of certain exemptions, government institutions should consult with the government institution with particular expertise in an area.) *Further, this consultation process is mandatory when information has been received from or relates to the activities of another government institution from that processing the request in the case of*:

- (a) section 13; information obtained 'in confidence' from other governments and international organizations;
- (b) section 15; defence of Canada or any state allied or associated with Canada; international affairs and the detection, prevention and suppression of subversive of hostile activities;
- (c) section 16; law enforcement and investigations;
- (d) section 17; the physical safety of individuals; and
- (e) paragraph 20(1)(b); confidential third party financial, commercial, scientific or technical information.

Specific directives concerning the consultation process are given in the appropriate articles in this chapter dealing with these sections (see sub-articles .4.6.1, .4.6.3, .4.6.4, .4.6.5 and .4.6.8).

In all cases where consultation occurs, the point of consultation shall either be the Access Coordinator of the government institution being consulted or the official in that institution with the delegated authority to make a determination to exempt or disclose the particular information involved.

When consultation is undertaken with a foreign government, international organization or institution thereof involving any part of article .4.6 of this Part, government institutions should normally coordinate such consultations through the Access Coordinator, Department of External Affairs. Only when an established and acceptable system of liaison and consultation already exists should direct consultation take place. External Affairs should be kept informed of these channels of consultation.

.4.6 *Exemptions*

.4.6.1 *Information obtained 'in confidence' (section 13)*

Subsection 13(1) of the Access to Information Act provides that a government institution shall refuse to disclose any record that contains information that was obtained 'in confidence' from:

- (a) the government of a foreign state or institution thereof;
- (b) an international organization of states or an institution thereof;
- (c) the government of a province or an institution thereof;
or
- (d) a municipal or regional government established by, or pursuant to, an Act of the legislature of a province or an institution of such a government.

This is a mandatory class exemption. The term 'in confidence' means that the supplier of the information has stipulated that the information is not available for dissemination beyond the government institutions which have a need to know the information.

This exemption protects information provided 'in confidence' both formally and informally, by officials of other governments or international organizations and their institutions. In order to ensure that a claim for exemption in this area can be adequately proved, institutions should obtain in writing at the time of receipt of the record concerned notification or a statement from the supplier of the information indicating that it is being supplied 'in confidence'. Wherever feasible, it is advisable that government institutions have agreements with other governments, international organizations or their institutions stipulating those types of information which are exchanged 'in confidence'. In the case of oral communications, of which a record

is made, the federal government employee making the record should determine whether or not the supplier of the information considered it to have been given 'in confidence' and if so, ensure that the record of communication is labelled as such.

Where the status of information provided to a government institution prior to the proclamation of the Act is in doubt, the institution which originally obtained the information should consult the other government or international organization which provided the information, at the time an access request is received, to determine whether or not it considers that the information was provided 'in confidence' and retains that status.

Copies of information received 'in confidence' by one government institution are often in the files of several other government institutions. Because of the mandatory nature of this exemption, all copies of such information must be protected from disclosure. To ensure such protection, *government institutions receiving information 'in confidence' shall ensure that the information is marked accordingly as to status and source of distribution before copying for distribution to other government institutions. Further, government institutions shall not disclose information marked in any way as being received 'in confidence' that was provided to them by another federal government institution without first consulting with the government institution having provided the information to verify whether or not the 'in confidence' status still applies to the information requested*.

Permissible disclosure

Subsection 13(2) of the Access to Information Act provides that the head of a government institution may disclose information obtained 'in confidence' from another government or an international organization if the government or organization from which the information was obtained:

- (a) consents to the disclosure; or
- (b) makes the information public.

This subsection permits some limited discretion to a government institution in dealing with requests for access to information given 'in confidence'. When an institution either believes there is some merit in disclosure or has some doubt as to the continuing confidentiality of the information involved, it may contact the government or organization in order to seek its consent to release the information. When dealing with foreign governments or international organizations, such consultation must be carried out in accordance with the guidance covering such circumstances in article .4.5. Further, if the government or organization which provided the information takes the initiative and makes such information public, then a government institution may choose to release the information as well.

It should be stressed, however, that the disclosure permitted by this subsection is discretionary and that there is no requirement for an institution to release information given 'in confidence' by another government or an international organization, even if the conditions set out in subsection 13(2) are met.

.4.6.2 *Federal-provincial affairs (section 14)*

Section 14 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the conduct by the Government of Canada of federal-provincial affairs. Examples given in the Act of types of information which might be covered by this provision are information:

- (a) on federal-provincial consultations or deliberations; or
- (b) on strategy or tactics adopted or to be adopted by the Government of Canada relating to the conduct of federal-provincial affairs.

This is a discretionary exemption based on an injury test. It is specifically aimed at protecting the role of the federal government in its conduct of federal-provincial affairs. To invoke this exemption, a government institution should be convinced that disclosure of specific information could reasonably be expected to be injurious to its conduct of, or its role in, federal-provincial affairs. The categories of information (i.e. consultations, deliberations, strategy and tactics) are provided to illustrate types of information the release of which might prove injurious. The list is not exhaustive and other types of records relating to the activities of the federal government in federal-provincial affairs may also qualify for exemption. It is equally important to note that these categories of information are illustrative only and the reasonable likelihood of injury must be present before any information may be exempted under this provision.

Generally, injury in regard to federal-provincial affairs is most likely where the federal government is either about to commence or is in the midst of conducting specific negotiations, deliberations or consultations. There are, however, types of information such as negotiating positions, tactics and strategies, the disclosure of which could continue to jeopardize the position of the federal government in conducting federal-provincial affairs in the future or seriously affect its relations with one or more provincial governments. Information which continues to be sensitive should be protected until there is no likely possibility of injury.

(Institutions should consult with the Federal-Provincial Relations Office of the Privy Council Office before disclosing information relating to federal-provincial affairs and only senior officials should have delegated authority to exempt or disclose records under this section.)

.4.6.3 *International affairs and defence (section 15)*

Section 15 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be

injurious to the conduct of international affairs, the defence of Canada or any state allied or associated with Canada, or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

This is a discretionary exemption based on an injury test as applied to three general public interest areas. Access to information requested may be denied if disclosure could reasonably be expected to be injurious to:

(a) 'The conduct of international affairs': This includes not only state to state affairs but also commercial, cultural or scientific links established by citizens with counterparts in other countries.

(b) 'The defence of Canada or any state allied or associated with Canada': An 'allied state' is one with which Canada has concluded formal alliances or treaties. An 'associated state' is another state with which Canada may be linked for trade or other purposes outside the scope of a formal alliance.

(c) 'The detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities': This exemption protects specific types of information relating to the security of Canada.

Subsection 15(2) of the Act defines the terms 'defence of Canada or any state allied or associated with Canada' and 'subversive or hostile activities'.

'Defence of Canada or any state allied or associated with Canada' includes the efforts of Canada and of foreign states toward the detection, prevention or suppression of activities of any foreign state directed toward actual or potential attack or other acts of aggression against Canada or any state allied or associated with Canada.

'Subversive or hostile activities' means:

(a) espionage against Canada or any state allied with or associated with Canada;

(b) sabotage;

(c) activities directed toward the commission of terrorist acts, including hijacking, in or against Canada or foreign states;

(d) activities directed toward accomplishing government change within Canada or foreign states by the use of or encouragement of the use of force, violence or any criminal means;

(e) activities directed toward gathering information used for intelligence purposes that relates to Canada or any state allied or associated with Canada; and

(f) activities directed toward threatening the safety of Canadians, employee of the Government of Canada or property of the Government of Canada outside Canada.

It is important to note that 'defence of Canada...' is defined inclusively, this means that it is described in general terms. The definition does not, therefore, limit the types of information relating to defence which may qualify for the exemption. On the other hand, 'subversive or hostile activities' are defined restrictively. This means that the definition is specific and comprehensive. The exemption may only be invoked for the specific activities listed in the definition. Information relating to other security - intelligence activities such as security screening, immigration and citizenship vetting, domestic vital points and security inspections may only be exempted under this provision where it relates to one of the activities outlined in paragraphs 15(2)(a) to (f) of the Act.

Types of information

Paragraphs (a) through (i) of subsection 15(1) of the Act list specific types of information which are likely to be covered by the exemption. It is essential to remember, however, that the types of information listed in these paragraphs cannot be exempted as a class under subsection 15(1). The provision is an injury test exemption and, in order that the exemption apply to any category of information described therein, it is necessary that the head of a government institution be able to demonstrate that disclosure of the information requested could reasonably be expected to result in injury to one of the interests specified (i.e. 'conduct of international affairs'; 'defence of Canada...'; or 'detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities').

Paragraphs 15(1)(a) to (i) list the types of information as follows:

(a) any such information relating to military tactics or strategy, or relating to military exercises or operations undertaken in preparation for hostilities or in connection with the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities. This provision deals with a range of military plans encompassing both strategy (e.g. plans for intercontinental war) and tactics (e.g. plans for theatre operations) and with the implementation of those plans in exercises or real operations. The paragraph also deals with military exercises or operations undertaken for national security purposes (i.e. 'in connection with the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities');

(b) any such information relating to the quantity, characteristics, capabilities or deployment of weapons or other defence equipment or of anything being designed, developed, produced or considered for use as weapons or other defence equipment. This provision deals with information concerning weapons; both those in existence and those being designed.

'Defence equipment' is somewhat distinct from 'weapons' in that it refers to equipment held by the Department of National Defence that is sensitive and requires protection;

(c) any such information relating to the characteristics, capabilities, performance, potential, deployment, functions or role of any defence establishment, of any military force, unit or personnel or of any organization or person responsible for the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities. This provision deals with defence establishments and military and national security personnel. 'Defence establishment' is defined in the National Defence Act as meaning 'any area or structure under the control of the Minister (of National Defence), and the materiel and other things situated in or on any such area or structure';

(d) any such information obtained or prepared for the purpose of intelligence relating to:

- the defence of Canada or any state allied or associated with Canada, or
- the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

This paragraph deals with intelligence concerning defence and national security. Information 'obtained or prepared for the purpose of intelligence' encompasses both the raw data collected ('obtained') as well as the refined product or analysis ('prepared');

(e) any such information obtained or prepared for the purpose of intelligence respecting foreign states, international organizations of states or citizens of foreign states used by the Government of Canada in the process of deliberation and consultation or in the conduct of international affairs. This paragraph deals with intelligence concerning international

relations. Again, information 'obtained or prepared for the purpose of intelligence' encompasses both the raw data collected and the refined product or analysis;

(f) any such information on methods of, and scientific or technical equipment for collecting, assessing or handling information referred to in paragraph (c) or (d) or on sources of such information. This paragraph deals with the collection, assessment and treatment of information obtained or prepared for the purpose of intelligence and matters incidental to intelligence;

(g) any such information on the positions adopted or to be adopted by the Government of Canada, governments of foreign states or international organizations of states for the purpose of present or future international negotiations. This paragraph deals with information relating to international negotiations. The exemption is restricted to present or future negotiations and does not encompass international negotiations which are past and completed (see also sub-article .4.6.10 for a discussion of 'negotiations' in respect to paragraph 21(1)(c) of the Act);

(h) any such information that constitutes diplomatic correspondence exchanged with foreign states or international organizations of states or official correspondence exchanged with Canadian diplomatic missions or consular posts abroad. This paragraph covers information that is correspondence between states or governments or official exchanges between Canadian diplomatic and consular posts and Ottawa. The latter category is intended to cover political, military or economic reporting not directly associated with the production of intelligence if injury could reasonably be expected to result from disclosure. Since an injury test is involved, much official correspondence will likely not qualify for exemption.

This is particularly true of correspondence relating to internal administration of posts, ministerial visits or cultural and public information programs;

(i) any such information relating to the communications or cryptographic systems of Canada or foreign states used:

- for the conduct of international affairs,
- for the defence of Canada or any state allied or associated with Canada, or
- in relation to the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

In this paragraph, which deals with communications systems used for defence, international relations or national security, the term 'cryptographic system' means cyphering and de-cyphering systems.

Consultation

*Government institutions shall consult:

(a) the Department of External Affairs before determining to exempt or disclose any information that could reasonably be expected to be injurious to the conduct of international affairs;

(b) the Department of National Defence before determining to exempt or disclose any information that could reasonably be expected to be injurious to the defence of Canada or any state allied or associated with Canada;

(c) the government institution having the primary interest (i.e. the Department of the Solicitor General, the R.C.M.P., National Defence or External Affairs) before determining to exempt or disclose any information that could reasonably be expected to be injurious to the detection, prevention, or suppression of subversive or hostile activities.*

.4.6.4 *Law enforcement, investigations and security of penal institutions (section 16)*

Section 16 of the Access to Information Act is intended to protect:

- (a) effective law enforcement, including criminal law enforcement;
- (b) the integrity and effectiveness of other types of investigative activities (e.g. investigations in regulatory areas and air accident investigation);
- (c) the security of penal institutions.

Paragraph 16(1)(a)

This paragraph provides that a government institution may refuse to disclose a record that contains information obtained or prepared by any government institution, or part of a government institution, that is an investigative body specified in the regulations in the course of lawful investigations pertaining to:

- the detection, prevention or suppression of crime, or
 - the enforcement of any law of Canada or a province,
- if the record came into existence less than twenty years prior to the request.

This is a discretionary class test exemption which protects the law enforcement records of police forces and investigative bodies akin to police forces, listed in Schedule I of the Access to Information Regulations (see Appendix B). This information is protected with a class test because of the difficulty in applying an injury test exemption to law enforcement records where virtually all information is of a sensitive nature and because of the large volume of requests anticipated in this area.

Three conditions must all be met before the exemption can be claimed:

(a) It can be claimed only where the information has been obtained or prepared by those limited number of investigative bodies listed in the regulations.

(b) It can apply only to information obtained or prepared by such an investigative body in the course of a lawful investigation. This means that the investigation itself must be authorized or pursuant to law and not be against the law. It does not, however, address the issue of the legality of techniques used during a lawful investigation or the issue as to whether or not evidence has been illegally obtained.

(c) It applies only to information obtained or prepared by such an investigative body in the course of lawful investigations pertaining to:

- the detection, prevention or suppression of crime, or
- the enforcement of any law of Canada or a province.

This latter provision limits the application of the exemption to information obtained during the conduct of investigations relating to crime or law enforcement. Subparagraph 16(1)(a)(i) refers basically to investigations undertaken for the purposes of enforcing the Criminal Code. It should be noted, however, that not all offences based on the criminal law power are included in the Criminal Code and not all offences in the Criminal Code are based on the criminal law power. Subparagraph 16(1)(a)(ii) refers to investigations directed toward activities which are prohibited under federal or provincial laws. These can, of course, include activities which are crimes and thus there is some overlap between subparagraphs 16(1)(a)(i) and (ii). Primarily, the activities referred to in 16(1)(a)(ii) are those punishable as offences under federal or provincial law. Potentially, however, subparagraph 16(1)(a)(ii) could extend to activities for which a civil law remedy exists. It should be noted that the term 'law of a province' includes municipal laws.

Time Limitation

Paragraph 16(1)(a) applies only to records which are less than twenty years old. This does not mean that records covered by this exemption must automatically be disclosed pursuant to a request under the Access to Information Act once they are twenty years old. Rather, such records automatically fall outside the class test protection of paragraph 16(1)(a) and, if there is still a need to protect them, the injury test exemption in paragraph 16(1)(c) relating to records, the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the enforcement of any law of Canada or a province, can be applied to them.

Use of Discretion

It should be remembered that, despite its class nature, paragraph 16(1)(a) is a discretionary exemption. Government institutions should, therefore, consider disclosing some information covered by this class exemption where they are satisfied that no injury will result from the disclosure.

Consultation

It is important to note that the exemption under paragraph 16(1)(a) follows the record. Thus, it may be claimed for a record in the hands of a government institution other than an investigative body listed in the regulations as long as the record was prepared by, or at one point came into the hands of such an investigative body in the course of an investigation relating to the detection, prevention or suppression of crime or the enforcement of any law of Canada or a province. Thus, for example, the Department of National Health and Welfare can claim an exemption under paragraph 16(1)(a) for a report it holds which was originally prepared by the RCMP during a narcotics investigation.

Prior to determining to exempt or disclose information under paragraph 16(1)(a), government institutions shall consult with the investigative body which originally obtained or prepared the information.

Paragraph 16(1)(b)

Paragraph 16(1)(b) provides that a government institution may refuse to disclose information relating to investigative techniques or plans for specific lawful investigations.

This is a discretionary class exemption with no time limit restricting its application. Any information relating to an investigative technique can be protected under this exemption. Plans, however, must relate to a specific lawful investigation. The term 'lawful' means that the investigation itself must not be contrary to law. It does not, however, address the issue as to the legality of the investigative techniques used.

The types of investigations for which plans can be exempted is limited by the definition of the term investigation in subsection 16(4). The term is limited to those investigations that:

- (a) pertain to the administration or enforcement of an Act of Parliament;
- (b) are authorized by or pursuant to an Act of Parliament; or
- (c) are within a class of investigations specified in the regulations.

The definition is more fully explained below under the heading 'Subsection 16(4)'.

Prior to determining to exempt or disclose information relating to investigative techniques or plans for specific lawful investigations, government institutions shall consult with the investigative body or other government institution with primary interest in the investigative technique or the specific investigation involved.

Paragraph 16(1)(c)

Paragraph 16(1)(c) provides that a government institution may refuse to disclose a record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the enforcement of any law of Canada or a province or to the conduct of lawful investigations. Examples of the types of information to which this exemption may apply are included in the Act. They are:

- information relating to the existence or nature of a particular investigation,
- information that would reveal the identity of a confidential source of information, or
- information that was obtained or prepared in the course of investigations.

The types of information cited in the Act are illustrative only. Other types of information can qualify for the exemption but for it to apply in any case injury must be proved.

The discretionary injury test exemptions in paragraph 16(1)(c) are of two kinds:

Injury to the enforcement of any law of Canada or a province

This injury test exemption supplements the class test exemption for law enforcement information included in paragraph 16(1)(a). It may be claimed where injury to the enforcement of the law could reasonably be expected to result from the disclosure in situations where paragraph 16(1)(a) does not apply. Thus, it will apply to the enforcement of federal and provincial regulatory legislation prohibiting certain types of activities or behaviour (e.g. information obtained or prepared by inspectors enforcing such legislation as the Hazardous Products Act) and types of investigations such as taxation audits undertaken by Revenue Canada. It can also apply to the enforcement of civil law remedies for prohibited activities or behaviour such as exist under the Canadian Human Rights Act. Finally, the exemption could be applied to information the disclosure of which could reasonably be expected to be

injurious to law enforcement but which was obtained or prepared outside the investigative process (e.g. information relating to detecting tax frauds or to computer programs used in law enforcement) and to information which would qualify under paragraph 16(1)(a) except that it came into existence twenty or more years prior to the request.

Injury to the conduct of lawful investigations

This exemption protects the integrity and effectiveness of those investigations which are not directed to the enforcement of law. Examples are investigations conducted to determine the cause of an accident, but not to lay charges or assess blame for the purposes of a civil remedy, and investigations into whether a person with a criminal record should be granted a pardon. Where, for instance, it can be shown that such investigative processes would be adversely affected by revealing the identity of persons providing information to the investigators on the basis that candour would be impaired, this exemption can be claimed to protect the identity of such persons or information from which their identity could be determined.

The type of investigation to which this exemption can be applied is limited in two ways:

(a) The investigation must be lawful. This means that it must not be contrary to law. It does not, however, address the issue of the legality of techniques used during a lawful investigation or the issue as to whether the evidence has been illegally obtained; and

(b) The investigation must come within the definition of the term in subsection 16(4). Therefore, it must

- pertain to the administration or enforcement of an Act of Parliament;
- be authorized by or pursuant to an Act of Parliament; or
- be within a class of investigations specified in the regulations.

The definition is more fully explained below under the heading 'Subsection 16(4)'. It should be noted, however, that other more general types of investigative activities not specifically authorized by federal law or undertaken for the purposes of administering or enforcing federal law, such as program evaluations, internal audits and other such studies and analyses would not qualify as an investigation under subsection 16(4) and, therefore, could not be exempted under this provision.

Prior to determining to exempt or disclose information on the basis of injury to the enforcement of a law of Canada or a province or the conduct of lawful investigations, government institutions shall consult with the investigative body or other government institution with primary interest in the law being enforced or investigation being undertaken.

Paragraph 16(1)(d)

Paragraph 16(1)(d) of the Act provides that a government institution may refuse to disclose a record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the security of a penal institution.

This is a discretionary exemption based on an injury test designed to protect information relating to the security of penal institutions, such as that which could be useful in an escape attempt or which relates to the location of arms storage facilities in an institution.

Prior to determining to exempt or disclose information on the basis of injury to the security of penal institutions, government institutions shall consult with Correctional Services Canada.

Subsection 16(2) - Facilitating the Commission of an Offence

Subsection 16(2) of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information that could reasonably be expected to facilitate the commission of an offence. Examples of the types of information to which this exemption may apply are included in the Act. They are:

- (a) any such information on criminal methods or techniques;
- (b) any such information that is technical information relating to weapons or potential weapons; or
- (c) any such information on the vulnerability of particular buildings or other structures or systems, including computer or communication systems, or methods employed to protect such buildings or other structures or systems.

This is a discretionary injury test exemption that provides specific protection for information that could reasonably be expected to facilitate the commission of an offence.

The list of information cited in the subsection is for illustrative purposes only. A government institution must have a reasonable expectation that the release of the specific information requested would facilitate the commission of an offence. Included in the exemption is information on criminal methods and techniques (i.e. the modus operandi of the criminal world). Included as well is information on weapons technology (e.g. how to make a bomb) and information relating to the vulnerability of both public and private sector buildings, structures or systems, including computer and communications systems, and methods employed to protect such buildings, structures and systems. A government institution may, for example, refuse to disclose the security plans or other information on the vulnerable aspects of federal government buildings and other installations that would be of strategic importance in civil emergencies or time of war.

Most of this information could most likely be protected under subsection 16(1) but the purpose here is to make it easier to process specific requests for information of this nature.

Subsection 16(3) - RCMP Provincial and Municipal Policing Information

Subsection 16(3) provides that a government institution shall refuse to disclose any record that was obtained or prepared by the Royal Canadian Mounted Police while performing policing services for a province

or a municipality pursuant to an arrangement made under section 2 of the Royal Canadian Mounted Police Act, where the Government of Canada has, on the request of the province or municipality, agreed not to disclose the information.

This is a mandatory class exemption to protect information obtained or prepared by the RCMP when performing its provincial or municipal policing role. It is included at the request of the provinces who contract with the federal government for provincial and municipal policing services by the RCMP. In order for exemption to be invoked, it is necessary that:

- (a) the province or municipality request that the exemption be applied; and
- (b) the federal government agree to the request.

It should be noted that the exemption applies not only while such information is held by the RCMP for provincial and municipal policing purposes but also when such information is used by the RCMP for some other purpose or is given to another government institution for another use or purpose. *Where information has been obtained or prepared by the RCMP while performing a provincial or municipal policing function and the federal government has, on the request of the province, agreed to not disclose the information, the RCMP should, when sharing this information with another government institution, clearly indicate the origin of the record and the fact that this exemption applies.*

Subsection 16(4) - Definition of 'Investigation'

Subsection 16(4) of the Access to Information Act provides that for purposes of paragraphs 16(1)(b) and (c) 'investigation' means an investigation that:

- (a) pertains to the administration or enforcement of an Act of Parliament;

(b) is authorized by or pursuant to an Act of Parliament; or

(c) is within a class of investigation specified in the regulations.

The definition limits the types of investigations for which the exemptions in paragraphs 16(1)(b) and (c) can be claimed to those specifically authorized by federal law or undertaken for the purposes of administering or enforcing federal law. The vast majority of investigations to which the exemptions can be applied are covered by paragraphs 16(4)(a) and (b). For example, an investigation such as that by the National Parole Board to determine if an individual should be granted a pardon under the Criminal Records Act would be covered by paragraph 16(4)(a). Investigations by safety officers under Part IV of the Canada Labour Code are an example of the types of investigations which would be covered by both paragraphs 16(4)(a) and (b). Paragraph 16(4)(b) would cover investigations of the type conducted by the Anti-Discrimination Branch of the Public Service Commission. Residual classes of investigations are provided for in paragraph 16(4)(c) and are listed in regulations to the Access to Information Act (see Access to Information Regulations, section 10, Appendix B). An example of this class of investigations is an investigation established on an ad hoc basis into the loss of separation by air traffic controllers.

Specification of exemption claim in section 16

When claiming any exemption under section 16, government institutions shall specify the subsection or paragraph upon which the claim is based.

.4.6.5 *Safety of individuals (section 17)*

Section 17 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to threaten the safety of individuals.

This is a discretionary exemption which permits a government institution to refuse access to information if it has reasonable grounds to expect that disclosure of the information could threaten the safety of an individual. This exemption will normally apply to information supplied by or about informants, that is individuals who provide information concerning criminal, subversive, or hostile activities but need not be exclusively so applied. It could also, for example, apply to information such as that about the flight plans of government aircraft.

Before disclosing information which could affect the safety of individuals supplied by another institution government institutions shall consult with the supplying institution to ensure that the disclosure will not physically endanger the individual involved.

.4.6.6 *Economic interests of the Government of Canada (section 18)*

Section 18 of the Access to Information Act sets out a series of discretionary exemptions aimed at protecting trade secrets, financial, commercial, scientific and technical information belonging to the government; priority of publication of government researchers; the financial interests of the government of Canada and the government's ability to manage the economy of Canada. Each of these exemptions is discussed below.

Paragraph 18(a)

Paragraph 18(a) of the Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains trade secrets or financial, commercial, scientific or technical information that belongs to the Government of Canada or a government institution and has substantial value or is reasonably likely to have substantial value. This paragraph provides for protection for proprietary information of the government of Canada. It may include information that is patentable or that the government may want to licence.

This exemption is discretionary and is based upon a class test.

A trade secret is a recognized legal concept based upon case law. For a record to qualify under this paragraph as a trade secret, it must satisfy all of the criteria contained in the following list:

- it must consist of information;
- the information must be secret in an absolute or a relative sense (i.e. known only by one or a relatively small number of persons);
- the possessor of the information must demonstrate that he has acted with the intention to treat the information as secret;
- the information must be capable of industrial or commercial application; and
- the possessor must have an interest (e.g. an economic interest) worthy of legal protection.

In addition to trade secrets, the same paragraph also protects financial, commercial, scientific or technical information belonging to the government of Canada or a government institution listed in Schedule I of the Act (Information belonging to other government institutions not covered by the Act is considered as third party information; see sub-article .4.6.8 of this policy). The information must have 'substantial' as opposed to 'nominal' value now, or must be reasonably likely to have such value in the future. For the purposes of this paragraph, value is to be interpreted as market value.

Market value of information can be directly established when a market already exists for such information or it is anticipated that it will exist in the future. An obvious example of information that may technically qualify for an exemption under this paragraph is research carried out by the National Research Council to be further developed by the private sector under various licencing arrangements.

Other types of similar information can also be determined to have substantial value in the market context (e.g. software packages) even if the information has not been developed with any immediate idea of developing a product on a commercial basis.

The permissive aspect of this paragraph is intended to temper the class approach to permit the disclosure of records which might technically qualify for an exemption but the release of which would cause no injury or harm, as discussed in article .4.1, of this policy (General principles: Discretionary exemptions).

Any portion of the record(s) containing information relating to a third party can only be disclosed if it does not qualify for an exemption under section 20 of the Act.

Under subsection 20(2), an exemption under subsection 20(1) of the Act (Third party information) cannot be claimed for the mandatory disclosure of the results of product and environmental testing carried out by or on behalf of a government institution (see sub-article .4.6.8). Section 18 does not contain a similar provision precluding the application of paragraph 18(a) for the results of product or environmental testing where the information belongs to a government institution. As a matter of government policy, however, *results of product and environmental testing conducted by or on behalf of government institutions shall not be exempted under paragraph 18(a)*. This will ensure that product and environmental tests carried out by the government for federal government institutions will be treated in the same way as test results carried out by or on behalf of government institutions on private sector products or activities.

Paragraph 18(b)

Paragraph 18(b) of the Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to prejudice the competitive position of a government institution.

This exemption is discretionary and is based on an injury test of prejudice to the competitive position of a government institution. It is intended to protect information disclosure of which would weaken the competitive position of those government institutions which are in competition with the private sector. Crown corporations, not listed in Schedule I of the Act, cannot claim protection of paragraph 18(b)

because they are not 'government institutions' as defined by the Act. They are, however, 'third parties' under the Act and their competitive position may be protected under paragraph 20(1)(c).

Paragraph 18(c)

Paragraph 18(c) of the Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains scientific or technical information obtained through research by an officer or employee of a government institution, the disclosure of which could reasonably be expected to deprive the officer or employee of priority of publication.

This exemption is discretionary and is based upon an injury test. The paragraph recognizes the exclusive rights of officers or employees of a government institution to publish works based on scientific or technical research done by them while employed by the government institution. These rights are temporary because, upon publication, the background data is no longer covered by this exemption. In order for this exemption to be invoked, the officer or employee must be actively engaged in the research with a reasonable expectation of publication.

Paragraph 18(d)

Paragraph 18(d) of the Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be materially injurious to the financial interests of the Government of Canada or the ability of the Government of Canada to manage the economy of Canada or could reasonably be expected to result in an undue benefit to any person. This is followed in the Act by a list of illustrative types of information which is set out in full below.

This discretionary exemption, based upon an injury test, seeks to protect two areas of concern:

- (1) the financial interests of the Government of Canada, which refers to the government's financial position, its ability to collect taxes and revenues and to protect its own interests in transactions with third parties or other governments; and

- (2) the government's ability to manage the economy, whether by means of tax, monetary or fiscal policies and may include, for example, activities to combat inflation or unemployment, regional development, credit, balance of payments, fixing the bank rate or the price of commodities or resources.

The paragraph also seeks to avoid the result of an undue benefit accruing to any person through disclosure of information. The person who could reasonably be expected to benefit need not necessarily be the applicant in order for this paragraph to be invoked. 'Undue' means more than necessary or improper.

Paragraph 18(d) ends with a list of examples of information the disclosure of which could reasonably be expected to affect one of the two areas of concern or result in an undue benefit to any person:

- the currency, coinage or legal tender of Canada;
- a contemplated change in the rate of bank interest or in government borrowing;
- a contemplated change in tariff rates, taxes, duties or any other revenue services;
- a contemplated change in the conditions of operation of financial institutions;
- a contemplated sale or purchase of securities or of foreign or Canadian currency; or
- a contemplated sale or acquisition of land or property.

This list is not exhaustive. It is provided for illustrative purposes only and other types of similar records may also qualify for exemption. It is important to note, however, that records containing the above or similar categories, such as, for example, the legal tender of Canada or a contemplated sale of land, are not exempt as a class; government institutions must demonstrate the reasonable likelihood of injury before information can be exempted under this paragraph.

Before invoking the exemption on the basis of financial interests or the ability of the government to manage the economy of Canada, government institutions should consult with the Department of Finance.

Specification of exemption claim in section 18

When claiming an exemption under section 18, government institutions shall specify the paragraph or subparagraph under which they are exempting the information.

.4.6.7 *Personal information (section 19)*

Subsection 19(1) of the Access to Information Act provides that, subject to subsection 19(2), a government institution shall refuse to disclose any record containing personal information as defined in section 3 of the Privacy Act.

This is mandatory class test exemption that, subject to the exceptions set out in subsection 19(2), prohibits the disclosure of personal information under the Access to Information Act. 'Personal information' is defined in section 3 of the Privacy Act as information about an identifiable individual that is recorded in any form including, without restricting the generality of the foregoing:

- (a) information relating to the race, national or ethnic origin, colour, religion, age or marital status of the individual;
- (b) information relating to the education or the medical, criminal or employment history of the individual or information relating to financial transactions in which the individual has been involved;
- (c) any identifying number, symbol or other particular assigned to the individual;
- (d) the address, fingerprints or blood type of the individual;

(e) the personal opinions or views of the individual except where they are about another individual or about a proposal for a grant, an award or a prize to be made to another individual by a government institution or a part of a government institution specified in the regulations;

(f) correspondence sent to a government institution by the individual that is implicitly or explicitly of a private or confidential nature, and replies to such correspondence that would reveal the contents of the original correspondence;

(g) the views or opinions of another individual about the individual;

(h) the views or opinions of another individual about a proposal for a grant, an award or a prize to be made to the individual by an institution or a part of an institution referred to in paragraph (e), but excluding the name of the other individual where it appears with the views or opinions of the other individual; and

(i) the name of the individual where it appears with other personal information relating to the individual or where the disclosure of the name itself would reveal information about the individual;

but, for the purposes of sections 7, 8 and 26 of the Privacy Act and section 19 of the Access to Information Act, does not include:

(j) information about an individual who is or was an officer or employee of a government institution that relates to the position or functions of the individual including;

- the fact that the individual is or was an officer or employee of the government institution;
- the title, business address and telephone number of the individual;

- the classification, salary range and responsibilities of the position held by the individual;
 - the name of the individual on a document prepared by the individual in the course of employment; and
 - the personal opinions or views of the individual given in the course of employment;
- (k) information about an individual who is or was performing services under contract for a government institution that relates to the services performed, including the terms of the contract, the name of the individual and the opinions or views of the individual given in the course of the performance of such services;
- (l) information relating to any discretionary benefit of a financial nature, including the granting of a licence or permit, conferred on an individual, including the name of the individual and the exact nature of the benefit; and
- (m) information about an individual who has been dead for more than twenty years.

It should be noted that, despite the length of the definition, it is not comprehensive. The definition is intended, in part, to give examples of the type of information considered to be personal information and to indicate that the term is to be defined very broadly. Thus, information not specifically mentioned in the list, but clearly covered by the opening words, such as information relating to a person's lifestyle, income or sexual preference, is to be considered personal information. The definition of the term is discussed in greater detail in Chapter 410, Part III, section .1.

Limitations on the Definition of Personal Information

Paragraphs (j), (k), (l) and (m) of the definition place certain limitations on the meaning of the term, personal information, when a request for information is made under the Access to Information

Act. Paragraph (m) sets a time limitation on the type of information for which an exemption under section 19 can be claimed. Once an individual has been dead for twenty years, information about him or her is no longer considered to be personal information for the purposes of section 19.

Paragraphs (j), (k), and (l) exclude specific types of information, normally considered to be personal information, from the meaning of the term where a request for information is made under the Access to Information Act. Thus a section 19 exemption cannot be claimed for information relating to the position or functions of a government employee (see paragraph (j)), information relating to services being performed by an individual performing services under contract for a government institution (see paragraph k), or information about a discretionary benefit of a financial nature conferred on an individual (see paragraph l).

These exclusions in paragraphs (j), (k) and (l) reflect the fact that there is certain information relating to government employees, persons performing services under contract for a government institution and discretionary benefits which, barring other considerations, the public has a right to know. The exclusions in these paragraphs should, however, be construed narrowly, bearing in mind that these are specific exclusions to the general principle that personal information should be exempt from the right of access under the Access to Information Act. Thus, for example, paragraphs (j) and (k) should be interpreted as applying to information of a factual nature only. Personnel assessments and other subjective assessments of a person's job performance, or reports of disciplinary action taken against an employee or a person under contract, are not to be included. In paragraph (l), the phrase, 'discretionary benefits of a financial nature' modifies the types of licences and permits to which the paragraph applies. Thus, an individual must obtain a direct financial benefit from the licence or permit for the paragraph to apply.

Permissive Disclosure

Subsection 19(2) of the Act provides that a government institution may disclose any record containing personal information if:

- (a) the individual to whom it relates consents to the disclosure;
- (b) the information is publicly available; or
- (c) the disclosure is in accordance with section 8 of the Privacy Act.

This provision permits the release of personal information in certain circumstances where an individual has consented to waive his or her right to privacy, the information is already publicly known (e.g. the Prime Minister's address is 24 Sussex Drive), or the request would qualify for a permissive disclosure under subsection 8(2) of the Privacy Act. The provision allows institutions discretion to answer some requests for access which they would not otherwise be able to respond to because of the mandatory nature of this exemption. It is important to note, however, that subsection 19(2) does not create a right of access to personal information when particular circumstances are met. Rather, it permits a government institution to release personal information on a discretionary basis if any of the circumstances outlined above prevail but does not oblige it to do so. The circumstances in which disclosure is permitted under subsection 19(2) are identical to the circumstances in which government institutions are permitted to disclose personal information under the use and disclosure code in the Privacy Act (sections 7 and 8). The use and disclosure code and the basic principles for interpreting it are discussed in Chapter 410, Part III, section .3.

Government institutions shall refer to policies relating to the obtaining of consent, determining when personal information is publicly available and governing disclosure under section 8 of the Privacy Act contained in Part III of this chapter, before disclosing any personal information under subsection 19(2).

Relation to Requests for Personal Information under the Privacy Act

As a result of section 19, no right of access to personal information exists under the Access to Information Act in any circumstances, even to the individual who is the subject of the information. Where an

individual is seeking access to information about himself, therefore, he or she should, generally speaking, apply under the Privacy Act and the individual will only have an enforceable right to the information when a request is made in this way.

Government institutions should be aware that some individuals may attempt to circumvent those exemptions in the Privacy Act which are not included in the Access to Information Act (these are, the exemption for security clearance reports (section 23), inmates' files (section 24) and medical records (section 28)) by applying under the Access to Information Act for information about themselves and providing their consent to the disclosure of the information. In addition, where an individual consents to the disclosure of information about himself or herself pursuant to the request under the Access to Information Act by a third person, government institutions should review the information carefully to ensure that it would not be exempt from disclosure under the Privacy Act if a request by the individual whom it concerns were received under that Act. (The exemptions in the Privacy Act are discussed in Chapter 410, Part III, section .7.)

As a matter of government policy, *government institutions should insist that an individual applying for access to information about him or herself apply under the Privacy Act. Where a third person requests access to information about an individual and that individual consents to its disclosure, government institutions must review the information carefully to ensure that it could not be exempt under the Privacy Act if the individual who is the subject of the information requested access to it*.

.4.6.8 *Third party information (section 20)*

Section 20 of the Access to Information Act deals with what is called third party information. As defined in section 3 of the Act, 'third party' means, in respect of a request for access to a record under the Act, 'any person, group of persons or organization other than the person that made the request or a government institution'. The definition of third party, therefore, encompasses federal crown corporations

and other government organizations to which the Act does not apply (e.g. Air Canada). Procedures respecting the notification of third parties where information about them or which would affect their interests is to be disclosed are set out in sections 28 and 29 of the Act and are discussed in detail below.

A flowchart with the decision points required for determining the disclosure of third party information is provided in Appendix D.

Subsection 20(1)

Subsection 20(1) of the Act protects from disclosure, on a mandatory basis, financial, commercial and scientific information received from, pertaining to or affecting third parties. The application of the exemptions set out in paragraphs (a) through (d) of 20(1) may, in some circumstances, be affected by the operation of subsection 20(2), (5) or (6). These subsections are discussed separately below.

Trade secrets: Paragraph 20(1)(a)

Paragraph 20(1)(a) of the Act provides that a government institution shall refuse to disclose any record requested under this Act that contains trade secrets of a third party.

This is a mandatory exemption, based on a class test.

A 'trade secret' is a recognized legal concept which is chiefly the product of case law. The elements of a trade secret are the following:

- it consists of information;
- the information must be secret in an absolute or relative sense (i.e. known only by one or a relatively small number of persons);
- the possessor of the information must demonstrate that he has acted with the intention to treat the information as secret;
- the information must be capable of industrial or commercial application; and

- the possessor must have an interest (e.g. an economic interest) worthy of legal protection.

For a record to qualify for this exemption, the information contained in it will have to satisfy all of the criteria contained in the above list. Research data or abstract ideas not capable of being used industrially or commercially cannot qualify for an exemption as a trade secret, but may qualify for exemption under paragraph 20(1)(b) or (c).

Confidential financial, commercial, scientific or technical information:
Paragraph 20(1)(b)

Paragraph 20(1)(b) of the Act provides a mandatory class exemption for any record that contains financial, commercial, scientific or technical information that is confidential information supplied by a third party and is treated consistently in a confidential manner by the third party.

This exemption is intended to protect information of a confidential nature provided by a business or other commercial interest to the government, regardless whether it was provided pursuant to a statutory obligation or on a voluntary basis. Its purpose is to ensure that the obligation of the government to maintain this information on a confidential basis will continue, notwithstanding the Access to Information Act.

There are several elements which must be satisfied before this exemption applies:

- (a) The information involved must be financial, commercial scientific or technical information

This category can include, for example, profit & loss statements, auditors' reports, customer lists, licensing arrangements, formulae, designs, prototypes, production methods, and computer software.

(b) The information must be 'confidential information'

The concept of 'confidential information' as used in this exemption is a legal one which has been developed in Anglo-Canadian case law relating to actions for breach of confidence. It applies to information which is of value to the possessor of the information and which has been entrusted to another person in circumstances which create an obligation on that person to maintain the information in confidence. This obligation may be based in contract, express or implied, or may arise by virtue of the relationship of the parties and the circumstances under which the person to whom the information was provided learned the information.

It should be noted that this concept would certainly cover information which is a trade secret. However, it is a broader notion than a trade secret, in that the information need not be capable of industrial or commercial application or use. The only requirement in respect of the secrecy of confidential information is that it not be in the public domain, that is not be generally known or be available for the asking.

(c) The information must have been supplied to the government institution by a 'third party'

This exemption, therefore, only applies to information provided to the government and not to information which it generates itself.

(d) The information must be treated consistently in a confidential manner by the third party

As can be seen from the description above, the notion of 'confidential information' is potentially very broad, as it is based on the relationship established between two parties.

However, as a result of the limitation provided in this paragraph, the obligation on a government institution to maintain the information on a confidential basis will only apply vis-à-vis a third party who consistently treats the information involved in a confidential manner.

Government institutions receiving information on a confidential basis from third parties should ensure that the information is designated and labelled as such at the time of receipt. (The directives and guidelines concerning information collection activities by government institutions are contained in Chapter 415 of the Administrative Policy Manual.) A designation of confidentiality does not of itself ensure that the information is exempt from access; it will still have to be examined on a case by case basis to see if it qualifies as confidential information and is treated consistently in a confidential manner. Government institutions will have under their control at the time of proclamation, third party information which might qualify as confidential information. *In order to ensure protection for information requiring confidential treatment where the status of information received before proclamation of the Act is in doubt, government institutions shall consult the appropriate third party or parties forthwith, upon receipt of an access request, in order to establish whether or not the information is confidential*.

All copies of information received on a confidential basis must receive equal protection from disclosure. Where government departments and agencies transmit copies of such information to other federal government institutions, *the receiving institution shall not disclose information which it believes may have been received on a confidential basis without first consulting with the government institution that provided the information*.

Material financial loss or gain or prejudice to the competitive position of a third party: Paragraph 20(1)(c)

Paragraph 20(1)(c) of the Act provides that government institutions shall refuse to disclose any record requested under the Act that contains information the disclosure of which could reasonably be

expected to result in material financial loss or gain to, or could reasonably be expected to prejudice the competitive position of a third party.

This is a mandatory exemption, based on an injury test. The paragraph applies to the disclosure of information supplied by or pertaining to a third party or which could reasonably be expected to affect any third party in the ways set out in the paragraph. In order to exempt the information, the government institution must have a reasonable expectation of (1) material financial loss to a third party, (2) material financial gain to a third party or (3) prejudice to the competitive position of a third party. None of these terms is defined in the Act but the word 'material', for example, will have to be considered as 'significant' or 'important'.

Here, as in paragraph (d), the number of third parties potentially affected by any one disclosure of information could be large. The information in the record itself should be the basis to determine which are the third parties likely to be directly affected by the disclosure and this paragraph should be construed only to apply to them.

The following are some examples of types of information which might qualify for an exemption under this paragraph if the injuries specified in the exemption could reasonably be expected to result:

- information relating to the resource potential of a particular corporation;
- confidential economic evaluations of a corporation such as those which are filed with regulatory bodies;
- reports required to be filed with the government by manufacturers, for example those relating to design problems leading to automobile recalls.

Contractual or other negotiations: Paragraph 20(1)(d)

Paragraph 20(1)(d) of the Act provides that a government institution shall refuse to disclose any record requested under the Act that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere with contractual or other negotiations of a third party.

This is a mandatory exemption, based on an injury test, applied to any third party who could reasonably be expected to be prejudiced by the disclosure. The nature of the injury is self-explanatory. In applying the injury test, government institutions must determine whether disclosure of the record(s) requested could reasonably be expected to impair the ability of any third party (likely to be directly affected by the disclosure) to negotiate in a non-prejudicial environment whether or not the party is the submitter of the information.

Environmental and product testing: Subsection 20(2); (3) and (4)

Under subsection 20(2) a government institution shall not, pursuant to subsection 20(1), refuse to disclose a part of a record if that part contains the results of product or environmental testing carried out by or on behalf of a government institution. So even if a record would be exempt from disclosure under subsection (1), a government institution is not permitted to claim exemption under subsection 20(1) for any part of the record which contains the results of product or environmental testing carried out by or on behalf of a government institution.

However, if the testing was done as a service to a person, a group of persons or an organization other than a government institution and for a fee, subsection 20(2) does not apply. Thus, for example, the provision does not apply to product testing done by the National Research Council on a commercial basis. The provision also does not apply to testing done by a third party and submitted to a government institution, either on a voluntary or mandatory basis.

Government institutions should note that it is only that part of the record dealing with the test results which is subject to this subsection and the part of the record containing the results will have to be severed from the rest of the record.

Subsection 20(4) provides that the results of product or environmental testing do not include the results of preliminary testing conducted for the purpose of developing test methods.

When the results of product and environmental testing are disclosed pursuant to subsection (2), under subsection 20(3), the government institution is required to provide the applicant with a written explanation of the methods used in conducting tests. The requirement to create a new record is provided in order to ensure that test results, which could be misleading if released on their own, are fully explained.

Disclosure in accordance with subsection 20(2) is subject to third party notification procedures (see sub-article .4.6.9 of this Part). It must be noted, however, that third party representations subsequent to notice of intended disclosure of testing results are limited to the issue as to whether or not the information in question constitutes test results carried out by or on behalf of a government institution, which was not done as a service to person, etc., other than a government institution and for a fee.

Permissive disclosure

(a) Consent: Subsection 20(5)

Release of information described in subsection 20(1) may be permitted, if the third party to whom the information relates consents to its disclosure, as provided in subsection 20(5). Such consent is deemed waiver of the requirement that a third party be notified of intended disclosure pursuant to subsection 28(2).

This provision is intended to prevent situations where the institution would be under an obligation not to disclose a record even if the third party agreed to disclosure. Consent of the third party may be obtained at the time of submission, during informal consultation or in response to the notification of the intent to disclose by the government institution. *Third party consent to disclose information described in subsection 20(1) shall be obtained by government institutions in writing*.

(b) Public interest: Subsection 20(6)

Government institutions may disclose any record that contains information described in paragraphs 20(1)(b)(c) or (d), if such disclosure would be in the public interest as it relates to public health, public safety or protection of the environment. Trade secrets, however, may not be disclosed pursuant to this subsection.

Disclosure under subsection 20(6) is permitted if the government institution determines that the public interest in disclosure clearly outweighs in importance any financial loss or gain to, prejudice to the competitive position of or interference with contractual or other negotiations of a third party.

Disclosure in the public interest is discretionary and therefore government institutions must carefully weigh the public interest in disclosure against the nature and magnitude of the injury the third party is likely to suffer as a result of such a release. In order to allow an opportunity to the third party to explain the potential injury they would suffer if the information was disclosed, or to present their case if they believe that the information to be released contains a trade secret, the notification procedures described in sub-article .4.6.9 must be followed.

Discretionary disclosure in the public interest overrides all mandatory exemptions for third party information, with the exception of trade secrets.

Specification of exemption claim in section 20

When claiming an exemption under section 20, government institutions shall specify the paragraph under which they are exempting the information.

.4.6.9 *Third Party Intervention (Sections 28, 29, 33, 35(2)(c), 43 and 44)*

The Access to Information Act includes a procedure which:

- requires government institutions to notify third parties about whom they hold information prior to the release of any such information under the Act; and
- provides such third parties with a right to make representations to the government institution, the Information Commissioner and the courts as to the reasons such information should not be disclosed.

The above procedures must be followed (1) when a government institution intends to disclose a record which may contain information described in subsection 20(1) pursuant to a request under the Act, (2) when the Information Commissioner intends to make a recommendation that such information be disclosed or (3) when such information is the subject of proceedings instituted under the Act before the courts. The procedures which must be followed by a government institution, and the rights accorded to the third party, at each of these stages are discussed below.

Under subsection 28(1), the third party notification and intervention rights set out in the Act apply whenever a record containing information described in subsection 20(1) may be disclosed under the Act. These rights, therefore, apply where the disclosure of such information is to be made pursuant to subsection 20(2) or 20(6). The only exception to the notification requirements is when the disclosure is being made pursuant to subsection 20(5) (i.e. where the third party has consented to the disclosure (subsection 28(2))).

Government institutions are encouraged to contact the third party informally, if during the initial review of the record(s) requested they are uncertain whether or not subsection 20(1) applies.

A flow chart illustrating the notification and intervention process is contained in Appendix D.

1. Initial Decision Making Stage (Section 28)

Third party notification and intervention rights are invoked under section 28 where the head of a government institution proposes to disclose information which he has reason to believe may contain

information described in subsection 20(1). It should be noted, however, that the requirements regarding third party notification are only invoked where a preliminary decision has been made to disclose the information. If the institution intends to claim an exemption for third party information under subsection 20(1), the requirements for third party notification under section 28 will not apply.

(a) Requirements for Notification Under Subsection 28(1), where a government institution intends to disclose a record which might contain information described in subsection 20(1), a third party who owns the information, who supplied it to a government institution or who could reasonably be expected to be affected by the disclosure in a way described in paragraphs 20(1)(c) or (d) must be notified:

- in writing; and
- within 30 days after the access request is received if the third party can be 'reasonably located'.

The notice should be sent by registered mail to the last known mailing address of the third party.

Where the record to be disclosed may contain trade secrets of a third party (paragraph 20(1)(a)) or confidential information supplied by a third party (paragraph 20(1)(b)), generally only one third party will be involved and the third party will be easily identifiable. However, where the disclosure of the record could reasonably be expected to affect a third party in a way described in paragraphs 20(1)(c) or (d), third parties other than the submitter of the information can be involved. Subsection 28(1) requires that all such third parties be notified of the intended disclosure.

(b) Waiver of Notification Rights. Under subsection 28(2), a third party may waive the right to be notified of an intended disclosure under subsection 28(1), either at the time the information was obtained or subsequently. A third party who has consented to disclosure is deemed to have waived this

right. Third party notification rights, thus, will not apply to a disclosure made under subsection 20(5). *Government institutions shall obtain waivers and consent to disclosure from a third party in writing.*

(c) Contents of the Notice. Subsection 28(3) provides that the notice to the third party shall contain the following:

- a statement that the government institution intends to release a record, or part thereof, which may contain information described in subsection 20(1);
- a description of the contents of the record, or part thereof, which belong to, were supplied by or relate to the third party; and
- a statement that the third party may, within 20 days after the notice is given, make representations to the government institution as to why the record, or part thereof, in question should not be disclosed. (See Appendix D, Model Letter A).

(d) Extension of Time Limits. Under subsection 28(4), an extension of the 30 day time limit for responding to an access request, set out in section 7, can be extended under section 9 of the Act where third party notification requirements under section 28 are invoked. The procedures regarding time limit extensions under section 9 apply to an extension made because of third party notification. (See article .2.3 of this Part).

(e) Representations by a Third Party. Paragraph 28(5)(a) requires that a government institution provide a third party who has been notified of an intended disclosure under section 28 with an opportunity to make representations within 20 days after notice has been given as to why the record or part thereof should not be disclosed. These representations are to be made in writing unless the government institution waives this requirement (subsection 28(6)).

If no response is received from the third party to the notification within the specified time limits, the government institution should make a reasonable attempt to establish contact with the third party to determine if it has submitted, or intends to submit, representations.

(f) Decision Following Third Party Representations.

(Paragraph 28(5)(b) and subsections 28(7) and (8)) The final decision of a government institution as to whether or not to disclose the record or part thereof following receipt of third party representations is to be made within 30 days of the notice being given to a third party (paragraph 28(5)(b)). As third party representations are to be received within 20 days of notification, a government institution will normally have 10 days to decide whether or not to disclose the record. The third party must be notified of this decision within the 30 day time limit.

- Decision to Disclose the Record. (Subsections 28(7) and (8)) When the government institution decides to disclose the record, or part thereof, following receipt of third party representations, the notice to the third party must contain a statement that:
- the third party is entitled to apply to the Federal Court - Trial Division for a review of this decision under section 44; and
- access to the record or part thereof will be provided to the person who has requested it forthwith on completion of 20 days after this notice is given unless the third party applies to the Federal Court for a review of the decision (subsection 28(7)). (See Appendix D, Model Letter C).

In such a situation, a government institution shall not disclose the record until the 20 day time period for application to the Federal Court has expired. However, if the third party

does not make such an application, the person who has requested the record shall be given access to it on the completion of the 20 day time period (subsection 28(8)).

(ii) Decision to Exempt the Record. (Paragraphs 7(a) and 28(5)(b)) Where the government institution decides to claim an exemption for the record, or part thereof, following receipt of third party representations, notice of the decision shall be given within 30 days to both the third party (paragraph 28(5)(b)) and the person who requested access to the record (paragraph 7(a)). (See sub-article .2.4.4 of this Part and Appendix D, Model Letter E).

2. Proceedings before the Information Commissioner (Section 33 and paragraph 35(2)(c))

(a) Notice by Government Institution to Information Commissioner. When a government institution claims an exemption under Subsection 20(1) for a record requested under the Act and the applicant complains to the Information Commissioner about the refusal to disclose the record, the government institution is required to notify the Information Commissioner of any third party which it would have notified if it had intended to disclose the record. (Section 33).

(b) Notice by the Information Commissioner to a Third Party. If, as a result of an investigation made under the Act, the Information Commissioner intends to recommend to a government institution that it disclose a record or part thereof which might contain information described in subsection 20(1), the Commissioner is required to notify the third party concerned and, if the third party can reasonably be located, is required to provide the third party with a reasonable opportunity to make representations to the Commissioner (paragraph 35(2)(c)).

3. Following Consideration of a Recommendation of the Information Commissioner (Section 29)

When, following review of a recommendation by the Information Commissioner, a government institution decides to disclose a record, or part thereof, which it has reason to believe might contain information described in subsection 20(1), the government institution is required, under section 29, to:

- notify any third party that has been notified under subsection 28(1) or would have been notified under subsection 28(1) at the time of the request if the institution had intended to disclose the record (i.e. any third party to whom the information belongs, who submitted the information to a government institution or who could reasonably be expected to be affected by the disclosure in a way described in paragraph 20(1)(c) or (d)) of the decision to disclose. The notice shall contain a statement that the third party is entitled under section 44 to apply to the Federal Court - Trial Division for a review of the decision within 20 days after notice has been given (See Appendix D, Model Letter H);
- notify the person who requested the record of the decision to disclose the record. The notice shall contain a statement that unless the third party applies to the Federal Court for a review of the decision within 20 days after notice has been given, the person who requested the record will be given access to it. (See Appendix D, Model Letter F).

The government institution shall not disclose the information until the 20 day period for filing an application with the Federal Court has expired. If the third party does not apply to the Court for review within this time period, the government institution shall provide the person who requested the record with access to it on the completion of the 20 day period. Government institutions are notified of applications to the Federal Court, by the Federal Court. However, in order to ensure

that no disclosure occurs when an appeal has been filed within the time limits, but notification is delayed, (government institutions, through their legal advisor, should obtain confirmation that no application has been filed).

4. Proceedings Before the Federal Court (Sections 43 and 44)

(a) Notification requirements can arise in relation to proceedings before the Federal Court - Trial Division in the following circumstances:

(i) Proceedings Initiated by the applicant or the Information Commissioner (Section 43)

Where a government institution has refused to disclose a record on the basis that it is exempt under subsection 20(1) and the person who requested the record or the Information Commissioner brings proceedings against the government institution in the Federal Court - Trial Division under sections 41 or 42, the government institution is required under subsection 43(1) to give written notice of the proceedings to any third party which has been notified of the request under subsection 28(1) or any third party which would have been notified under subsection 28(1) if the government institution intended to disclose the record. (See Appendix D, Model Letter J). Under subsection 43(2), the third party has the right to appear as a party to the proceedings.

(ii) Proceedings initiated by the Third Party (Section 44)

A third party who has been notified by a government institution of an intended disclosure under paragraph 28(5)(b) or subsection 29(1) may, within 20

days after the government institution has given the third party such notice, apply to the Federal Court - Trial Division for a review of the matter.

Where a government institution receives notices that a third party has brought proceedings under section 44, the government institution is required under section 44(2) to notify forthwith the person who requested the record in writing of the fact that the proceedings have been initiated. (See Appendix D, Model Letter K). The applicant has the right to appear as a party to such proceedings (subsection 44(3)).

(b) Orders of the Court (Sections 49 and 51) When the status of third party information is being considered by the Federal Court - Trial Division, in proceedings brought under the Act, the Court will order the information disclosed if it determines that it is not exempt under section 20 (Section 49). If the Court determines that the record contains information described in subsection 20(1), and that subsections 20(2), (5) or (6) do not apply in the circumstances to set aside the mandatory nature of the exemption in subsection 20(1), it will order the government institution to not disclose the record (section 51).

.4.6.10 *Advice (section 21)*

Subsection 21(1) of the Access to Information Act sets out a discretionary class test exemption which protects certain classes of information relating to the internal decision-making processes of government the disclosure of which would interfere with the operations of government institutions. The exemption can only be invoked if a record came into existence less than twenty years prior to the request for the information.

(a) Advice and recommendations

Paragraph 21(1)(a) provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains advice or recommendations developed by or for a government institution or a Minister of the Crown.

This discretionary exemption encompasses as a class all types of advice and recommendations tendered within government institutions at all levels.

Protection is offered to the decision-making process in order to maintain candour in the giving of advice and recommendations. It is intended to retain accountability within government institutions where officials give advice and make recommendations according to their best judgement and those in senior positions are free to follow or reject them.

There is, of course, some overlap between the terms 'advice' and 'recommendations' as used in the exemption. The term 'recommendations' refers to formal recommendations about courses of action to be followed which are usually specific in nature and are proposed mainly in connection with a particular decision being taken while, on the other hand, the term 'advice' refers to less formal suggestions about particular approaches to take or courses of action to follow. The exemption applies to advice and recommendations developed by officials at all levels within a government institution and by Ministers of the Crown. It also applies to similar information created for a Minister by his or her staff.

This exemption protects advice and recommendations as a class. It is based on the concept that the release of such information would probably be injurious to the decision-making process of the government. Much advice and many recommendations are of such a nature that release of this type of information can cause great damage to the ongoing internal processes within government for obtaining advice and recommendations. It can have a chilling effect on the candidness of such advice and recommendations, and can lead to reluctance to deal with difficult questions in an objective fashion. For these reasons, such information should be protected until there is no likely possibility of injury or harm resulting from its disclosure.

However, the following types of information, though they may qualify for exemption under another provision of the Access to Information Act, would not normally be considered to qualify for the exemption in paragraph 21(1)(a):

- guidelines to assist officials of government institutions in interpreting legislation or applying discretion provided to them under an Act of Parliament. For example, the exemption would not apply to the guidelines and directives set out in this manual or to the manual prepared by the Department of Justice to assist its lawyers in interpreting the Charter of Rights and Freedoms; and
- factual information.

(b) Consultations and deliberations

Paragraph 21(1)(b) provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains an account of consultations or deliberations involving officials or employees of a government institution, a Minister of the Crown or the staff of a Minister of the Crown.

This discretionary exemption is intended to protect as a class accounts of consultations or deliberations involving officials, ministers and ministerial staff. Its primary purpose is to allow the frank exchange of views among these persons. Examples of records containing information falling into this category would be minutes of meetings and other memoranda and letters containing information relating to such consultations or deliberations.

(c) Negotiations

Paragraph 21(1)(c) provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains positions or plans developed for the purpose of negotiations carried on or to be carried on by or on behalf of the Government of Canada and considerations relating thereto.

This discretionary exemption protects as a class the strategies and tactics employed or contemplated by government institutions for the purpose of negotiations. Such information can be protected from disclosure even after the particular negotiations have been completed.

'Positions and plans' refer to information which may be used in the course of negotiations. 'Considerations' are somewhat broader in nature, covering information relating to the factors involved in developing a particular negotiating position or plan. Examples of the type of information which could be covered by this exemption are the mandate and fall-back positions developed by government negotiators for the purposes of bargaining in relation to labour, financial and commercial contracts. However, the exemption covers only those negotiations outside the federal government and does not apply to such activities when carried on among government institutions.

(d) Personnel and administration plans

Paragraph 21(1)(d) provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains plans relating to the management of personnel or the administration of a government institution that have not yet been put into operation.

This part of the advice exemption protects as a class plans relating to the internal management of government institutions, including such documents as plans relating to the re-location or reorganization of government institutions. The provision is temporary for plans which are implemented. Once a plan is put into operation, the information relating to it can no longer be protected under this exemption. It should be noted, however, that although the final plan must be released, the options which were considered before deciding on the plan need not be disclosed. Plans which are never implemented can be protected for the twenty year period provided for in this subsection if injury or harm to the efficiency of the operations of the institution would result from disclosure.

Exercise of Discretion to Waive Exemption

Subsection 21(1) of the Access to Information Act is a discretionary class test exemption. Its permissive aspect is intended to temper the class approach and to permit the disclosure of records which might technically qualify for exemption but the release of which would cause no injury or harm. In order to limit the instances in which this exemption is claimed to those where it is necessary, institutions are required to undertake a two step process when invoking this exemption. Institutions must:

- (a) determine if the information requested qualifies for one of the classes of advice described in the exemption; and
- (b) if it does so, then determine whether or not disclosure of the information will result in injury or harm to the particular internal processes to which it relates.

Determination of injury or harm within the advice exemption should be judged on the basis of the impact of disclosure will have on the institution's ability to carry on similar internal decision-making processes in the future. Would disclosure make advice or recommendations less candid and comprehensive; consultations or deliberations less frank; destroy the ability of the government to develop and maintain strategies and tactics for present or future negotiations; or undermine the institution's ability to undertake personnel or administrative planning? Such determinations can only be based on the specific content of the advice, recommendations, account, position or plan that has been requested; the procedures involved in the decision-making process, and the sensitivity of the information requested. Institutions should take into account the effect disclosure will have on all steps in a decision-making process and not just the immediate interests involved with the information itself.

Limitations on exemption

Paragraph 21(2)(a) of the Access to Information Act provides that subsection 21(1) does not apply in respect of a record that contains an account of, or a statement of reasons for, a decision that is made in the exercise of a discretionary power or an adjudicative function and that affects the rights of a person.

This paragraph excludes from the advice exemption, in certain circumstances, the text of decisions and the account or statement of reasons supporting those decisions. The decisions involved are of two kinds. First, there are those decisions made in the exercise of a discretionary power. Examples of such decisions are the awarding of a grant or the funding of a project by the government. Second, there are decisions made in the exercise of an adjudicative function such as a tax appeal, unemployment insurance adjustment or personnel grievance. In both types of decisions, the exercise of discretionary power must affect the rights of a person. The exclusion applies only to the actual decision itself and the statement or account of reasons supporting it but not to information relating to the process or to the considerations which formed the basis of the reasons supporting the decision.

Paragraph 21(2)(b) of the Access to Information Act provides that subsection 21(1) does not apply in respect of a record that contains a report prepared by a consultant or adviser who was not, at the time the report was prepared, an officer or employee of a government institution or a member of the staff of a Minister of the Crown.

The reports of consultants and advisers not employed by the government are excluded from protection because such individuals or firms are contracted to work outside the normal governmental process on a fee basis for work done.

Specification of exemption under section 21

When claiming an exemption under section 21, government institutions shall specify the paragraph under which they are exempting the information.

.4.6.11 *Testing procedures (section 22)*

Section 22 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information relating to testing or auditing procedures or techniques or details of specific tests to be given or audits to be conducted if such disclosure would prejudice the use or results of particular tests or audits.

This is a discretionary exemption which provides protection for procedures and techniques involved in testing and auditing, and for details relating to specific tests or audits about to be given or conducted when an injury to these operations is involved. Injury is based on prejudice to the use or results of a particular test on audit. In other words, the information is protected where the disclosure poses a danger to the employing of similar tests or audits in the future or makes possible the invalidation of the results of specific tests about to be given or audits about to be conducted.

The terms 'test' and 'audit' are intended to be interpreted broadly to cover a wide variety of activities undertaken by the federal government in regard both to its own institutions and in the private sector (e.g. environmental testing, language testing, personnel audits, financial audits etc.). The exemption applies to testing and auditing carried out by both federal institutions and consultants and contractors. This section does not, however, provide an exemption for the results of tests or audits. (Government institutions should not exempt information on previous tests or audits unless the same procedures are to be used in future operations.) Additional guidance as to the release of the results of environmental and product testing is provided in sub-article .4.6.8, Third party information.

.4.6.12 *Solicitor-client privilege (section 23)*

Section 23 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record that contains information that is subject to solicitor-client privilege.

This discretionary exemption ensures that communications between a government institution and its solicitors are protected to the same extent as is legal advice in the private sector. The privilege also extends to materials prepared by or for the solicitor expressly for the purpose of providing advice or presenting a case in court.

Government institutions should consult their legal advisor prior to invoking solicitor-client privilege in order to determine if the information is in fact privileged and also before disclosing such information in order to ascertain if the disclosure could injure the government's legal procedures or positions. This exemption should be used when the disclosure of information could:

- (a) circumvent the normal process of discovery in cases presently before the courts; or
- (b) prejudice the government's legal position in present or future litigation or negotiation; or
- (c) impede the ability of government institutions to communicate fully and frankly with their legal advisors.

.4.6.13 *Statutory prohibitions (section 24)*

Subsection 24(1) of the Access to Information Act provides that a government institution shall refuse to disclose any record that contains information the disclosure of which is restricted by or pursuant to any provision set out in Schedule II of the Act.

This is a mandatory exemption which incorporates within the Access to Information Act those specific prohibitions against disclosure included in other statutes. These are listed in Schedule II. When a government institution is invoking the section 24 exemption, it will have to make a determination as to whether the information being requested is the same information protected by the statutory provision.

The Access to Information Act takes precedence over all other prohibitions against the disclosure of information which exist in federal statutes or regulations other than those listed in Schedule II

of the Act. Thus, if the information protected under some other statutory prohibition is to be protected pursuant to a request under the Access to Information Act, it must be brought within one of the other exemptions in the Act. This interpretation is based on the fact that the Access to Information Act is a statute of general application. It applies regardless whether the provision containing the prohibition was enacted prior or subsequently to the Access to Information Act.

Subsection 24(2) provides for a review of these prohibitions by the Parliamentary committee designated under section 75 of the Act. The committee is instructed to report within three years whether and to what extent the statutory prohibitions listed in the Schedule are necessary.

.4.6.14 *Information to be published (section 26)*

Section 26 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record or any part thereof if the head of the institution believes on reasonable grounds that the material in the record or part thereof will be published by a government institution, agent of the Government of Canada or Minister of the Crown within ninety days after the request is made or within such further period of time as may be necessary for printing or translating the material for the purpose of printing it.

This is a discretionary exemption which permits government institutions to retain some control over manuscripts and other materials for which they may wish priority rights to publication. The provision simply defers release of the information until publication occurs. The exemption is also intended to deal with those types of government documents which are required to be published and tabled in Parliament. It protects Parliament's right to be made aware of certain matters first and ensures that information which must be published in the public interest will be made available to all at the same time and in both official languages.

In order for a record to qualify for this exemption, the head of an institution must 'believe on reasonable grounds' that the particular material which has been requested will be published within ninety days

or such further time as will facilitate translation and printing. Such 'reasonable grounds' would normally be a legal requirement to publish the record or a publication plan with target dates prepared prior to the receipt of the relevant access request. Publication must be by a government institution or by an agent acting on behalf of the government pursuant to a contract, or by a Minister of the Crown. Publication by the private sector would not qualify for this exemption.

The provision is intended only to provide protection on a short-term basis and is based on normal and reasonable time limits for the publication process. *If there is no certainty that the material will be published within a reasonable time beyond the ninety day limit, institutions shall make the information available to the applicant.*

.4.6.15 *Transitional provision (section 27)*

Section 27 of the Access to Information Act provides that a government institution may refuse to disclose any record:

(a) during the first year after the coming into force of the Act, in the case of a record that was in existence more than three years before 1983;

(b) during the second year after the coming into force of the Act, in the case of a record that was in existence more than five years before 1983; and

(c) during the third year after the coming into force of the Act, in the case of a record that was in existence more than five years before 1983 where, in the opinion of the head of the institution, to comply with a request for the record would unreasonably interfere with the operations of the government institution.

In simplified form, the transition clause means that:

(a) from 1983 to 1984, access to records created prior to 1980 may be denied;

(b) from 1984 to 1985, access to records created prior to 1978 may be denied;

(c) from 1985 to 1986, access to records created prior to 1978 may be denied if complying with a request for a record would unreasonably interfere with the operations of a government institution;

From 1986, for all records subject to the Access to Information Act, no basis would exist for exempting records under the transitional provision.

This section provides government institutions with a discretionary period of grace to adjust internal procedures to accommodate to the requirements of the Act and to phase in its operation. It is particularly aimed at requests for large quantities of older records which may be poorly organized and difficult to review. However, it is necessary for institutions to use some discretion in invoking the transitional provision. Where a request concerns records which may fall within the transitional provision and the information is easily located and produced, the request should be processed. (The transitional provision should only be invoked when a request is of such a nature that it would cause disruption of the normal operations of an institution to process it.)

Part II

.5 Review of decisions under the Access to Information Act

.5.1 *General principles*

The Access to Information Act provides for a two-tiered system of review of decisions made under the Act. The first stage is complaint to the Information Commissioner, an individual with the power of an ombudsman. The second is appeal to the Federal Court - Trial Division.

.5.2 *Purpose*

The purpose of this section is to assist in the interpretation of those provisions relating to the powers of the Information Commissioner and the Court and to discuss the nature of the remedy available at each level of appeal.

.5.3 *Review by the Information Commissioner (sections 30-40)*

(a) Complaints

Subsection 30(1) of the Act provides that the following matters may be the subject of a complaint to the Information Commissioner:

- denial of a request for access;
- the amount of fees charged under section 11;
- extension of time limits for response to a request under section 9;
- the official language in which access is provided under subsection 12(2);
- the length of time taken to translate a record into the official language preferred by the applicant under subsection 12(2);
- any publications or bulletins referred to in section 5; and
- any other matter relating to requesting or obtaining access to records.

Complaints regarding any of these matters may be brought by an applicant or his or her representative (see subsection 30(2)). As well, the Information Commissioner may initiate an investigation into any matter relating to requesting or obtaining access to records under the Act, if satisfied that there are reasonable grounds for doing so (see subsection 30(3)). This means that the Information Commissioner is free to act without a complaint being lodged, if a matter comes to his or her attention and there are reasonable grounds to believe that it could form the basis for a complaint. It should be noted that a complaint relating to a publication or bulletin may be brought by any person or initiated by the Commissioner regardless of whether or not a request for access has been made under the Act.

Normally, complaints to the Information Commissioner are required to be made in writing but this requirement may be waived by the Commissioner. A complaint relating to a request for access to a record (i.e. refusal of access, fees, time extensions or language) must be lodged with the Commissioner within one year from the time that the particular request concerned was received by the government institution to which it was sent by the applicant (see section 31).

(b) Investigations

Subsection 36(1) provides that the Information Commissioner has, under the Access to Information Act, the following powers in relation to carrying out investigations:

- to summon persons and compel them to give evidence;
- to compel the production of documents;
- to administer oaths;
- to receive evidence;
- to enter premises occupied by a government institution;
- to converse in private with any person in such premises;
and
- to examine or make copies of any records related to an investigation.

Government institutions must provide to the Information Commissioner for examination any record requested by the Commissioner, except a confidence of the Queen's Privy Council (i.e. Cabinet confidences, see sub-section 36(2)). No access is provided to this type of record because section 69 of the Act excludes such records from the legislation. Section .3 of this Part discusses which types of records qualify as Cabinet confidences. The Information Commissioner's right to examine records extends to persons working on behalf of or under the direction of the Commissioner.

The Information Commissioner has 10 days in which to return any documents produced by a government institution for examination, if the institution requests their return. The Commissioner can, however, compel the production of any document again if it is deemed necessary to an investigation (see subsection 36(5)).

In order to ensure proper security arrangements for information required pursuant to an investigation, section 61 of the Act provides that the Information Commissioner and every person acting on behalf or under that official's direction in any investigation shall, in gaining access to and using any information required in the investigation, satisfy any security requirements applicable to, and take any oaths of secrecy required to be taken by persons who normally have access to and use the information.

Prior to commencing an investigation, the Information Commissioner must inform the head of the government institution concerned of his or her intention to carry out an investigation and of the substance of the complaint (see section 32). Subsection 35(2) ensures that government institutions will be given a reasonable opportunity to make representations to the Information Commissioner in the course of an investigation as will the person who lodged the complaint and, where applicable, any third party who is involved in the complaint action. Third party representation and notification procedures relating to an investigation by the Information Commissioner (see section 33 and subsections 35(2), 37(2) and 37(4)(b)) are discussed in detail in sub-article .4.6.9 of this Part. All investigations by the Commissioner must be conducted in private and no party is entitled, as a

right, to be present during, to have access to, or to comment on representations made by another party involved in the complaint (see section 35). Any person summoned to appear before the Information Commissioner is, at the Commissioner's discretion, entitled to receive witness fees and allowances similar to those permitted for attendance in the Federal Court (see subsection 36(4)).

Evidence that an employee of a government institution or any other person involved in the complaint gives in the course of an investigation is not admissible as evidence against the employee or person in a court or any other proceeding except in a prosecution for an offence under section 122 of the Criminal Code (false statements in extra-judicial hearings), in a prosecution for an offence under this Act, in a review before the Court under this Act or in an appeal resulting from such review (see subsection 36(3)). Government employees should not impede in any way an investigation by the Information Commissioner. Section 67 of the Act provides that such obstruction of the Commissioner or his or her delegates in the performance of duties and functions under the Act is an offence and subject, upon summary conviction, to a fine not to exceed \$1000.00.

(c) Findings and recommendations

Subsection 37(1) of the Access of Information Act provides that, when the Information Commissioner has investigated a complaint and finds that it has merit, the Commissioner must report to the head of the government institution that has the record under its control concerning the findings of the investigation and any recommendations resulting from it (see paragraph 37(1)(a)). This report is first made to the head of the institution in order that that individual will have an opportunity to take any appropriate action resulting from the recommendations to meet the complaint. This report may also include a request by the Commissioner that the institution notify him or her within a specified time of any action taken or proposed to be taken to implement the recommendations made in the report or, if no action is to be taken by the institution, the reasons for this decision (see paragraph 37(1)(b)).

A similar process applies where the Information Commissioner initiates an investigation and finds that the reasons for having done so are well-founded.

Where an institution notifies the Information Commissioner that access is to be given to a record or part of it, the institution shall, if no third party notification is involved, forthwith give access (see subsection 37(4)). Similarly, if an institution notifies the Commissioner that it will meet any other matter of complaint (i.e. fees, time extensions, language etc.), it shall forthwith carry out remedial action.

In all instances the Information Commissioner is bound to report to the complainant concerning the results of his or her investigation but where a time limit has been specified for an institution to report on compliance with the recommendations resulting from an investigation, the Commissioner may not report to the complainant until the notification period has expired (see subsection 37(2)). However, after expiration of the time limit, if the institution does not comply with the recommendations or its response is, in the view of the Commissioner, inadequate, inappropriate or will not be taken in a reasonable time, the Commissioner must include in the report to the complainant his or her findings and recommendations, the response of the institution to these and may include in such report any comments he or she sees fit on the matter under consideration (see subsection 37(3)).

It is important to note that the Information Commissioner has the powers of an ombudsman. This official can, for instance, recommend that a complainant be given access to a record but cannot order the government institution to provide access. The Commissioner's power derives from a mandate to fully investigate a matter and to make recommendations for the resolution of a complaint which are fair and impartial. Further, if the recommendation is that access be given and the institution refuses, the Commissioner may advise the complainant to apply to the Federal Court for a review of the matter; may, with the complainant's consent, apply for such a review; may represent the complainant or may appear as a party to the review. Moreover, the Commissioner can report to Parliament when the head of a government

institution does not comply with his or her recommendations. This may be done at any time, in a special report when the Information Commissioner considers the matter involved is of an urgent, important or serious nature (see section 39) or reference may be included in the annual report to Parliament required of this official under section 38 of the Act.

Investigation, report and recommendation by the Information Commissioner is the only level of appeal for all matters except the refusal of a request for access. However, where an institution refuses to comply with the recommendation of the Commissioner to give access to a record, the Commissioner is required to inform the complainant of his or her right to apply to the Federal Court - Trial Division for further review of the matter (see subsection 37(5)).

.5.4 *Review by the Federal Court (sections 41-53)*

When the Information Commissioner's investigation is complete, a person who has not obtained access to a record requested under the Act has the right to apply to the Federal Court - Trial Division for a review of the matter (see section 41). As noted above, this review may occur only when a head of a government institution has refused access to a record requested under the Act. The Act does not provide for review by the Court of complaints about other matters which arise under the Act, such as fees and time limits. Normally, an applicant must make an appeal within 45 days after the results of the investigation by the Information Commissioner have been reported to him or her. An application to the Federal Court-Trial Division is to be heard and determined in a summary way (see section 45).

The Information Commissioner also may apply to the Federal Court for review of a decision to refuse access, provided the Commissioner first obtains the consent of the person who requested the record. In addition, the Commissioner may appear as a party in any case brought under the Act and may represent an applicant for a record who has initiated proceedings before the Court (see section 42).

Any third party about which the government holds information to which the exemption in subsection 20(1) may apply also has the right to initiate proceedings in the Federal Court to prevent disclosure of the information. Any such third party has the right to appear as a party in a case initiated by the applicant or Information Commissioner regarding a decision to withhold a record under subsection 20(1) (see section 44 and sub-article .4.6.9 of this Part).

During proceedings brought under the Access to Information Act, the Court has the power to examine all records except Cabinet confidences (see section 46). As explained above, the Act does not apply to this type of record (see section .3 above). To ensure the confidentiality of information which is the subject of proceedings before the Court, and other sensitive information produced during such proceedings, the Court may conduct hearings in private and receive representations ex parte (see subsection 47(1)). The Court may disclose to any appropriate authority information relating to the Commission of an offence against any law of Canada or a province on the part of any officer or employee of a government institution, if in its opinion evidence exists of such an offence (see subsection 47(2)). In cases arising under the Act concerning review of refusal of access, the burden of proof regarding a decision to refuse access, always rests with the government institution (see section 48).

The type of review which the Court is authorized to conduct in a case brought under the Access to Information Act depends on the exemption which has been claimed. In the case of denials of access based on the following exemptions the Court may undertake a de novo review of the decision:

(a) section 13 - information obtained in confidence from another government or international organization;

(b) paragraphs 16(1)(a) and (b) - law enforcement information collected or obtained by specified investigative bodies and investigative techniques and plans;

- (c) subsection 16(2) - information which would facilitate the commission of an offence;
- (d) subsection 16(3) - information obtained or prepared by the RCMP when performing its provincial policing role;
- (e) section 17 - information the release of which would threaten the safety of individuals;
- (f) paragraph 18(a) - proprietary information belonging to the Government of Canada;
- (g) paragraphs 18(b) and (c) - prejudice the competitive position of a government institution or scientific research by a government employee;
- (h) section 19 - personal information;
- (i) subsection 20(1) - trade secrets and confidential information of a third party; and prejudice to competitive position or the negotiations of a third party;
- (j) section 21 - advice;
- (k) section 22 - testing procedures and audits;
- (l) section 23 - solicitor-client privilege;
- (m) section 24 - statutory prohibitions.

De novo review means that the Court will examine the merits of the issue; that is whether or not the exemption applies to the record before it, on hearing the applicant, the government institution and, where appropriate, any third party involved. If the Court decides that the exemption applies to the record, the record will not be released (see

section 51). If the Court concludes that the exemption does not apply, it will order the head of the institution to release the record (see section 49).

However, if the denial of access is based on the following exemptions:

(a) section 14 - injury to the conduct of federal-provincial affairs;

(b) section 15 - injury to international affairs, defence and security;

(c) paragraphs 16(1)(c) and (d) - injury to law enforcement, the conduct of investigations or the security of penal institutions;

(d) paragraph 18(d) - injury to the financial interests of the Government of Canada or its ability to manage the economy.

the court is limited to a determination of whether or not the head of the government institution had 'reasonable grounds' for its decision to withhold a record. Thus, it can only order the record released where it finds that reasonable grounds for the decision do not exist. Otherwise, the decision of the head of the government institution to withhold the record will be upheld (see section 50).

Part II

Appendix A

Schedule I - Access to Information Act
Government Institutions and Heads of Institutions

(To be distributed at a later date.)

Part II

Appendix B

Access to Information Regulations



CANADA

PRIVY COUNCIL • CONSEIL PRIVÉ

P.C.
C.P.(T.B. Rec.
(Rec. du C.T.

HIS EXCELLENCY THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL, on the recommendation of the Minister of Justice and the Treasury Board, pursuant to subsection 77(1) of the Access to Information Act*, is pleased hereby to make the annexed regulations respecting access to information.

*S.C. 1980-81-82, c. 111

REGULATIONS RESPECTING ACCESS TO INFORMATION

Short Title

1. These Regulations may be cited as the Access to Information Regulations.

Interpretation

2. In these Regulations,

"Access to Information Request Form" means the form prescribed by the designated Minister pursuant to paragraph 70(1)(b) of the Act for the purpose of requesting access to records under the control of a government institution;

"Act" means the Access to Information Act;

"appropriate officer" means the officer of a government institution whose title and address is published pursuant to paragraph 5(1)(d) of the Act.

Limitation on Production of Records

3. For the purpose of subsection 4(3) of the Act, a record that does not exist but can be produced from a machine readable record under the control of a government institution need not be produced where the production thereof would unreasonably interfere with the operations of the institution.

Procedures

4. (1) A request for access to a record under the Act shall be made by completing an Access to Information Request Form and forwarding the Form, together with the required application fee, to the appropriate officer.

(2) Notwithstanding subsection (1), where a written request that provides sufficient detail to enable a government institution to identify a record under its control is received, the head of the institution may waive the requirement for the Access to Information Request Form.

5. Where access to a record is to be given to a person under the Act, the head of the government institution that has control of the record shall, where appropriate, forthwith inform the person

(a) that the record may be examined by that person in order to save the cost of reproduction of the record;

(b) that the person may specify that he requires only certain parts of the record to be reproduced;

(c) of any amount required to be paid as a deposit before the search or production of the record is undertaken or the record is prepared for disclosure;

(d) of the estimated total cost of the search for the record and preparation of the record for disclosure; and

(e) of any amount required to be paid before access is given to the record including the cost of production or reproduction.

Transfer of Request

6. (1) The head of a government institution may, within 15 days after a request for access to a record is received by the institution, transfer the request to another government institution as provided in subsection 8(1) of the Act, on condition that the head of the other government institution consents to process the request within the time limit set out for such a request in the Act.

(2) A request that has been transferred under subsection (1) shall not be transferred to a third government institution.

Fees

7. (1) Subject to subsection 11(6) of the Act, a person who makes a request for access to a record shall pay

(a) an application fee of \$5 at the time the request is made; and

(b) where applicable, a fee for reproduction of the record or part thereof to be calculated in the following manner:

(i) for photocopying a page with dimensions of not more than 21.5 cm by 35.5 cm, \$0.25 per page,

(ii) for microfiche duplication, non-silver, \$.40 per fiche,

(iii) for 16 mm microfilm duplication, non-silver, \$12 per 30.5 m roll,

(iv) for 35 mm microfilm duplication, non-silver, \$14 per 30.5 m roll,

(v) for microform to paper duplication, \$0.25 per page, and

(vi) for magnetic tape-to-tape duplication, \$25 per 731.5 m reel.

(2) Where the record requested pursuant to subsection (1) is a non-computerized record, the head of the government institution may, in addition to the fee prescribed by paragraph (1)(a), require payment in the amount of \$2.50 per person per quarter hour for every hour in excess of five hours that is spent by any person on search and preparation.

(3) Where the record requested pursuant to subsection (1) is produced from a machine readable record, the head of the government institution may, in addition to any other fees, require payment for the cost of production and programming calculated in the following manner:

(a) \$16.50 per minute for the cost of the central processor and all locally attached devices; and

(b) \$5 per person per quarter hour for time spent on programming a computer.

Access

8. (1) Where a person is given access to a record or part thereof under the control of a government institution, the head of the institution may require that the person be given an opportunity to examine the record or part thereof, rather than a copy of the record or part thereof, if, in his opinion,

(a) the record or part thereof is so lengthy that reproduction of the record or part thereof would unreasonably interfere with the operations of the institution; or

(b) the record or part thereof is in a form that does not readily lead itself to reproduction.

(2) Where a person is given access to a record under the control of a government institution, the head of the institution may require that the person be given a copy of the record, rather than an opportunity to examine it, if, in his opinion,

(a) the record forms a disclosable part of a record for which disclosure may otherwise be refused under the Act and from which it cannot reasonably be severed for examination; or

(b) the record is in a form that does not readily lend itself to examination.

(3) Where access to a record under the control of a government institution is given in the form of an opportunity to examine the record, the head of the government institution shall

(a) provide reasonable facilities for the examination; and

(b) set a time for the examination that is convenient both for the institution and the person.

(4) The head of a government institution shall not give a person who requests access to any record access thereto until that person has paid any fee or other amount or part thereof required to be paid under the Act and these Regulations in respect of that request.

Investigative Bodies

9. The investigative bodies for the purpose of paragraph 16(1)(a) of the Act are the investigative bodies set out in Schedule I to these Regulations.

Classes of Investigations

10. The classes of investigations for the purpose of paragraph 16(4)(c) of the Act are the classes of investigations set out in Schedule II to these Regulations.

SCHEDULE I

(s. 9)

Investigative Bodies

1. Canada Ports Corporation Police and Security,
Department of Transport
2. Canadian Forces Military Police
3. Director of Investigation and Research,
Department of Consumer and Corporate Affairs
4. Intelligence Division,
Department of National Revenue (Customs and Excise)
5. Preventive Security Division, Securities Branch,
Canadian Penitentiary Service
6. Royal Canadian Mounted Police
7. Special Investigations Division,
Department of National Revenue (Taxation)
8. Special Investigations Unit,
Department of National Defence

SCHEDULE II

(s. 10)

Classes of Investigations

1. Investigations by a Fact Finding Board established by the Department of Transport to investigate air traffic control where it has been alleged that owing to a system deficiency

(a) flight safety may have been jeopardized; or

(b) less than the minimum required separation between aircraft may have existed.

2. Investigations by a Flight Service Station Review Committee established by the Department of Transport to investigate reported occurrences relating to aviation safety where

(a) procedures or actions or a lack thereof,

(b) systems failure, or

(c) other causes

have brought the reliability of a Flight Service Station or the Flight Service Station System into question.

3. Canadian Forces flight safety accident investigations other than those conducted in the form of a board of inquiry or summary investigation under the National Defence Act.

4. Investigations by or under the authority of the Canadian Forces Fire Marshall for the purpose of determining the cause of a fire, other than those conducted in the form of a board of inquiry or summary investigation under the National Defence Act.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Regulations, but is intended only for information purposes.)

These Regulations establish procedures for providing access to records under the control of government institutions.

Part II

Appendix C

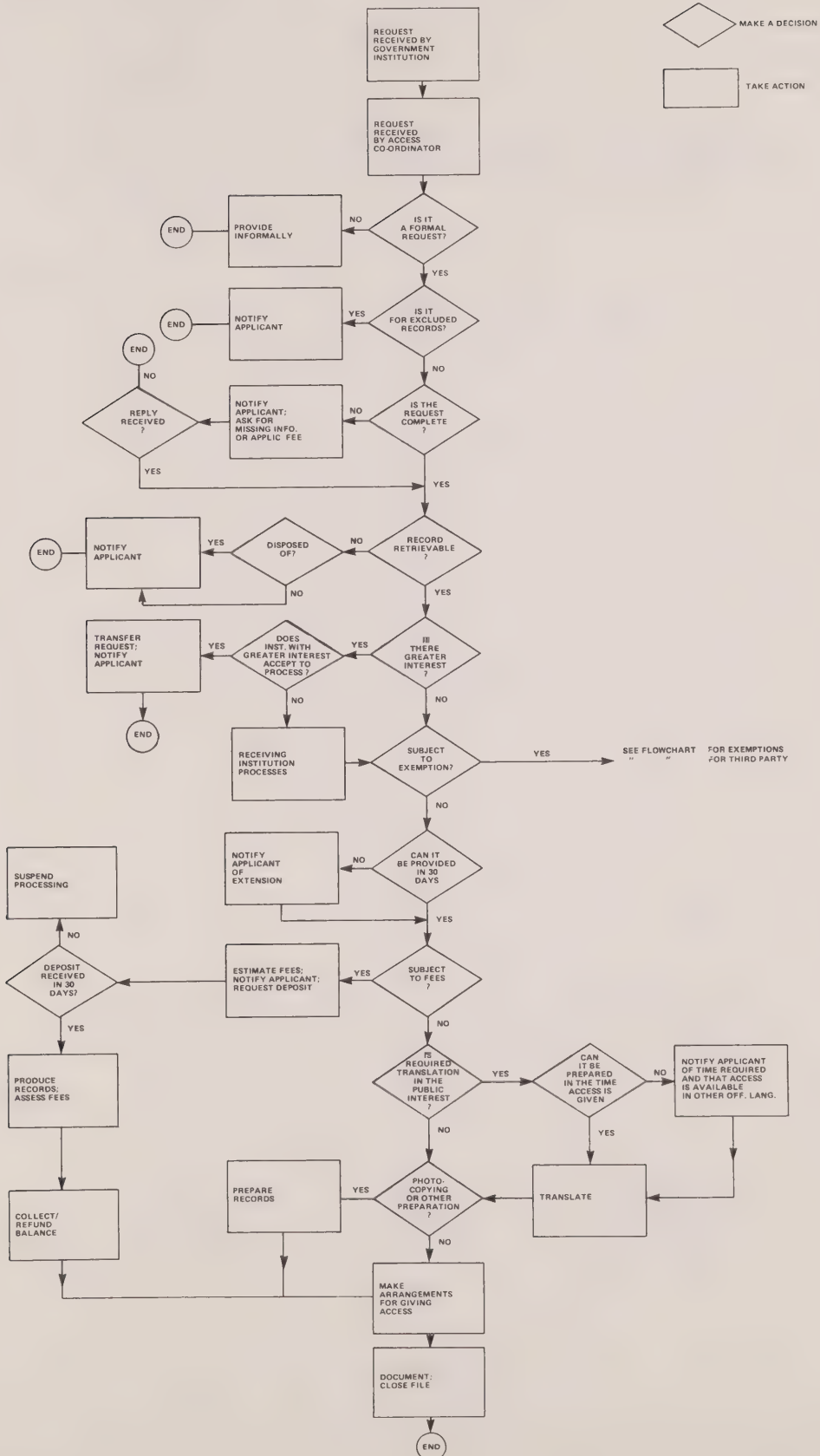
Model Letters and Flowcharts Related to Access Requests Under
the Access to Information Act

1. Notification Requirements and Time Limits Under the Access to
Information Act
2. Decisions Required for Processing Access Requests
3. Exemption Application Procedures
4. Model Letters:

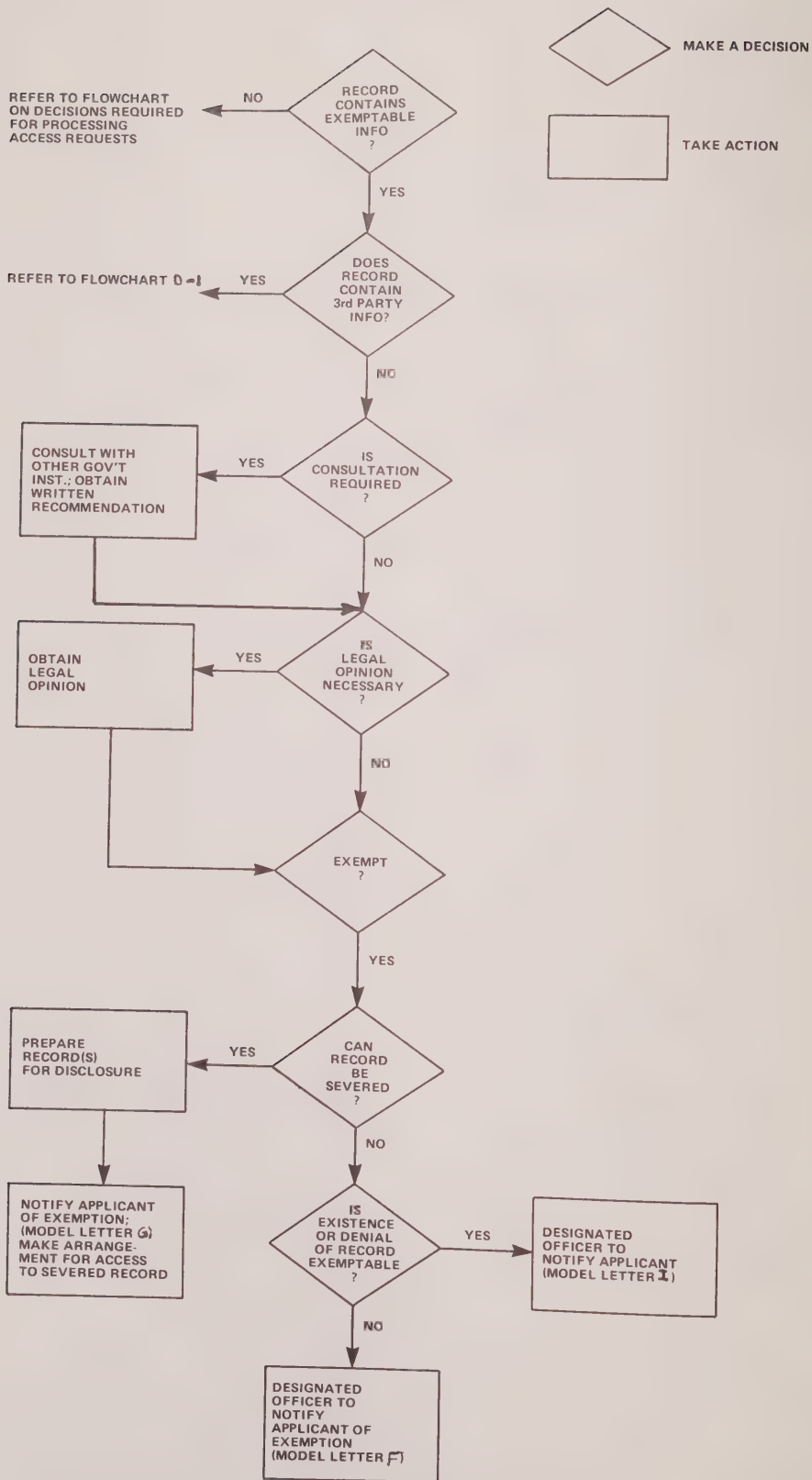
NOTIFICATION REQUIREMENTS AND TIME LIMITS UNDER THE ACCESS TO INFORMATION ACT

RECIPIENT	STATUTORY PROVISION	CRITICAL DATE	PURPOSE
APPLICANT	<p>Response to a request: s.7</p> <p>Transfer of a request: s.8</p> <p>Extension of time limits: s.9(1)</p> <p>Cost estimate (and deposit requirement): s.5 Regs.</p> <p>Intended disclosure of third party info.: s.28(8)</p> <p>Recommended disclosure by info. commissioner: s.29(1)</p> <p>Report to complainant: s.37(2)</p> <p>Right of review: s.37(5)</p> <p>Notice of court review by third party: s.44(2)</p>	<p>30 days from receipt of complete request</p> <p>15 days from receipt of complete request</p> <p>30 days from receipt of complete request</p> <p>Upon determining that access shall be given</p> <p>20 days from notice given to third party under s.28(5)(b)</p> <p>Within time limit specified by info. commissioner's report</p> <p>Upon expiration of time given for notice under s.37(1)(b)</p> <p>N/A</p> <p>Forthwith on being given notice of federal court review</p>	<p>Government inst. to indicate whether or not access is to be given.</p> <p>Government inst. to indicate transfer to inst. with 'greater interest'.</p> <p>Government inst. to indicate time extension.</p> <p>Government inst. to indicate cost estimates, required deposits and means of reducing costs.</p> <p>Government inst. to indicate that disclosure is intended, unless third party requests federal court review.</p> <p>Government inst. to indicate compliance with info. commissioner's recommendation to disclose, unless a third party requests federal court review.</p> <p>Information/commissioner to report results of investigation.</p> <p>Information commissioner to notify applicant of right of review by federal court where gov't. inst. gives no notice of intended access.</p> <p>Government institution to notify applicant that a third party has applied for review of intended disclosure.</p>
THIRD PARTIES	<p>Notice of intended disclosure: s.28(1)</p> <p>Decision after third party representation: s.28(5)(b), s.28(7)</p> <p>Decision after recommendation by information commissioner: s.28(1)</p> <p>Report to third party: s.37(2)</p> <p>Notice of appeal to federal court: s.43(1)</p>	<p>30 days from receipt of complete request</p> <p>30 days from notice under s.28(1)</p> <p>Within time specified by info. comm. in report under s.37(1)(b)</p> <p>Upon expiration of time given for notice under s.37(1)(b)</p> <p>Forthwith upon notice of appeal under s.41 or s.42</p>	<p>Government inst. to notify third party or third parties of intended disclosure.</p> <p>Government inst. to notify third party of decision.</p> <p>Government inst. to notify third party or parties of invention to disclose on the recommendation of info. comm.</p> <p>Information commissioner to report result of investigation to third parties.</p> <p>Government inst. to notify any third party of appeal by applicant to the court.</p>
GOVERNMENT INSTITUTION	<p>Notice of intent to investigate: s.32</p> <p>Findings and recommendations: s.37(1)</p>	<p>Before commencing investigation</p>	<p>Information commissioner to notify government inst. of complaint, its substance and intent to investigate.</p> <p>Information commissioner to provide government inst. with findings/recommendations.</p>
INFORMATION COMMISSIONER	<p>Time extension: s.9(2)</p> <p>Identifying third parties: s.33</p> <p>Notice of action to be taken: s.37(1)(b)</p>	<p>Same as notice under s.9(1)</p> <p>Forthwith upon notice of complaint by applicant in respect of a refusal</p> <p>Within time specified by information commissioner</p>	<p>Government inst. to notify information commissioner if the time extension required is for more than 30 days.</p> <p>Government inst. to advise information commissioner of any third party that would have been identified under s.28(1).</p> <p>Government inst. to report to information commissioner action taken or intended, or reasons why not such action is taken to implement recommendations.</p>

DECISIONS REQUIRED FOR PROCESSING ACCESS REQUESTS



EXEMPTION APPLICATION PROCEDURES



Appendix C

Model letters related to access requests under the Access to Information Act

Index

- A. Notification of requirement for application under the Act.
- B. Request for correction of errors, omissions or insufficient information to locate the record.
- C. Request for (missing) application fee.
- D. Notice that information is not available under the Access to Information Act.
- E. Notice of transfer of access request.
- F. Notification of exemption.
- G. Notification of partial exemption.
- H. Notification of time extension to process request.
- I. Notification of refusal to acknowledge existence of information.
- J. Notice of assessment fees.

MODEL LETTER A

Notification of Requirement for Application under the Act

Applicant's Name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

In order to process your request for information, formal application must be made under the Access to Information Act, using the enclosed Access to Information Request Form.

If you would like to exercise your right of access under the Act, please complete and mail the enclosed form and the prescribed application fee to us so that we may process your request.

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

Enclosure

MODEL LETTER B

Request for Correction of Errors, Omissions,
or Insufficient Information to Locate the Record

Applicant's:

Date:

Address:

Reference number:

Dear _____:

In order to complete the processing of your request for access to information under the Access to Information Act which was received by us on _____, _____, additional information is required.

We are returning your original Record Access Request Form, indicating the areas to be completed or corrected.

Please complete the enclosed blank request form with the necessary adjustments and return it to us for processing.

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

Enclosures

MODEL LETTER C

Request for missing application fee

Applicant's name:

Date:

Address:

Request Reference Number:

Dear _____:

In order to process your request for information under the Access to Information Act, a prescribed application fee of \$_____ is required to accompany the request. Please mail the above amount to us so that we may proceed with your request.

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

MODEL LETTER D

Notice that information is not available
under the Access to Information Act (exclusions)

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

We have received your request for the following information on

_____.
The information to which you have requested access may not be disclosed as it is excluded from access under the Access to Information Act, as expressed by:

- s.68(a) of the Act which states

or

- s.68(b) of the Act which states

or

- s.68(c) of the Act which states

or

- s.69(1) of the Act which states

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

MODEL LETTER E

Notice of transfer of access request
to institution with greater interest

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference number:

Dear _____:

We have received your Record Access Request Form on _____, _____. A review of your request indicates, that another government institution, the _____ has greater interest in the records in question. Your request therefore, has been transferred to the above institution, with their agreement to process the request under the Access to Information Act. All future correspondence and communications relating to this request should be directed to and will be received from _____.

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

MODEL LETTER F

Notification of Exemption

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference number:

Dear _____:

This is in reply to your request for information under the Access to Information Act, which was received in this institution on _____. We cannot provide the records you have requested as they are exempt under the Act.

Specifically, the records in question fall under s. _____ of the Act, which states:

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding the denial of access to the records requested by you to the Information Commissioner, within one year of the date of your request. Notice of complaints should be addressed to:

Information Commissioner

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

MODEL LETTER G

Notification of partial exemption (severability)

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

This is in reply to your request for information under the Access to Information Act, which was received in this institution on _____.

Attached please find copies of all the accessible records you requested under the Access to Information Act. Please note, that portion of the record(s) have been severed, pursuant to section 25 of the Act. The sections severed qualify for exemption under:

section _____, which states

Please be advised that you are entitled to bring a complaint, regarding the withholding of the severed information in the records you have requested, to the Information Commissioner. Notice of complaints should be addressed to:

Information Commissioner

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

Attachment

MODEL LETTER H

Notification of time extension to process request

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference number:

Dear _____:

This is in response to your request under the Access to Information Act, received by us _____.

An extension of up to _____ days is required beyond the 30 day statutory limits to process your request because

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding the time extension to the Information Commissioner. Notice of complaints should be addressed to:

Information Commissioner

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

MODEL LETTER I

Notification of refusal to acknowledge existence of certain records

Date:

Record Access Request Form

Reference Number:

Dear _____:

This is in reply to your application for information under the Access to Information Act, which was received in this institution on _____.

This is to advise you that we cannot comply with your request. If such information did exist, however, it would qualify for exemption under

section ____, according to which

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding your request to the Information Commissioner. Notice of complaints should be addressed to:

Information Commissioner

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

MODEL LETTER J

Notice of Assessment of Fees

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

We received your Record Access Request Form on _____. In order to provide you with access to the information you have requested, charges have been assessed under Sections 11(2)(3) and (4) of the Act.

A total of \$_____ is assessed for the processing of your information request. Please note that the cost of processing for the first 5 hours has been borne by our institution. The charges are required to cover the following:

Please note that the reproduction costs assessed for your application may be reduced if you choose to examine the record in person rather than receive your own copies.

If you wish us to proceed in processing your request for access to information please use the reference number assigned your application and forward the required deposit of \$_____. The balance owing will be payable before the records are disclosed to you. Payment of your deposit must be received by this office within 30 days of mailing to continue consideration of your request.

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding the amount of fees to the Information Commissioner, within 30 days of this notification. Notice of complaints should be addressed to:

Information Commissioner

Yours sincerely,

Access to Information
Coordinator

Enclosures

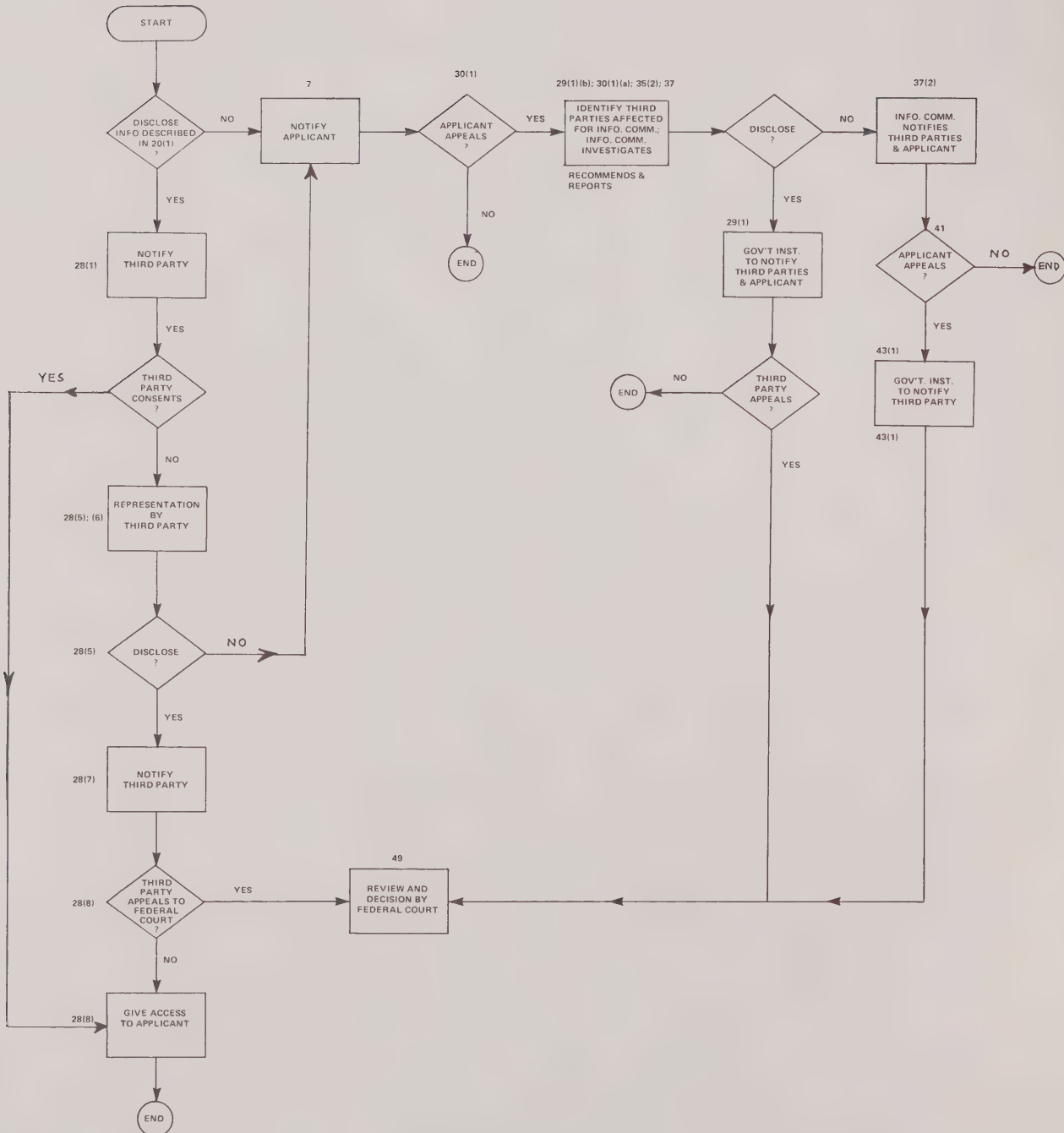
Part II

Appendix D

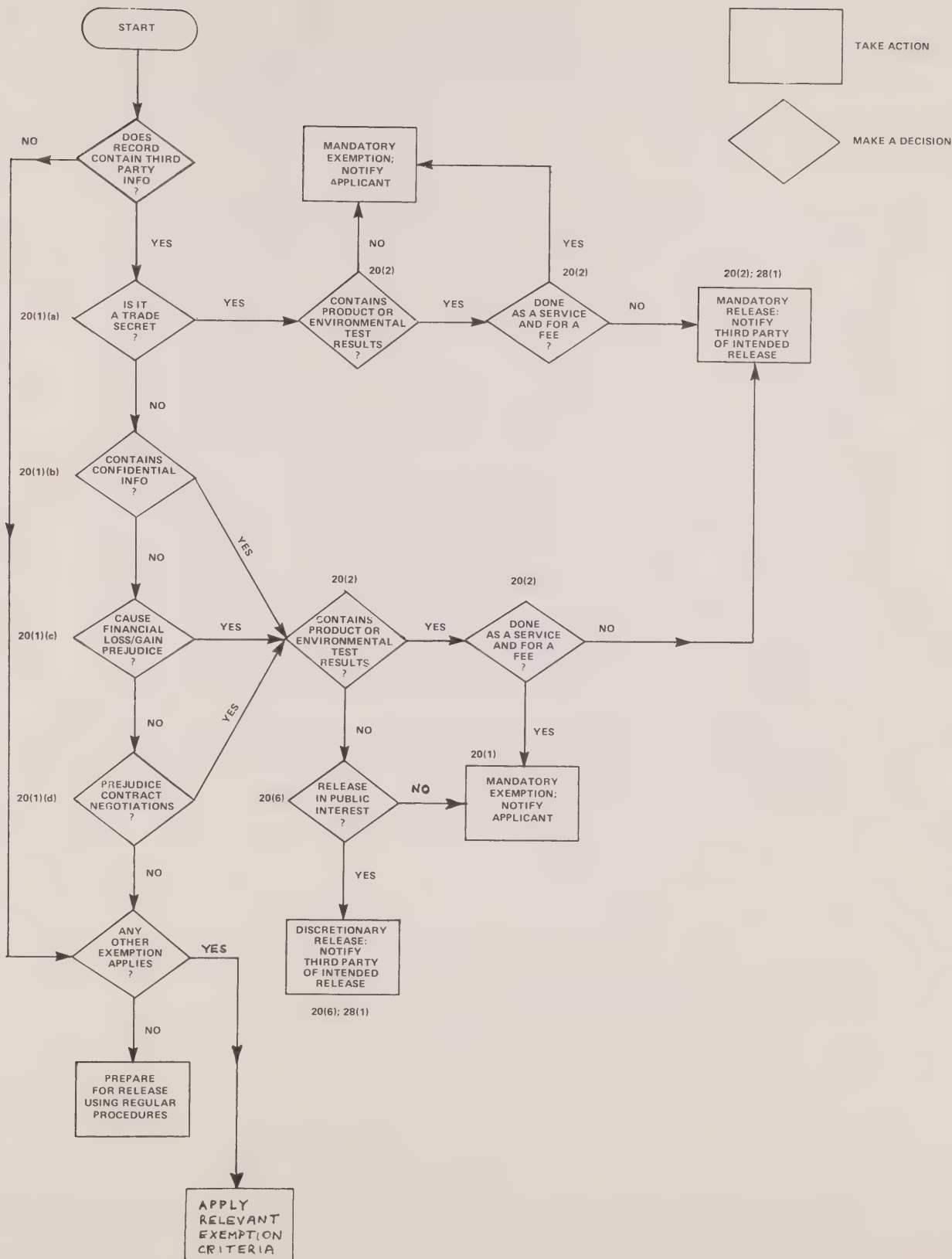
Model Letters and Flow-Charts Relating to Third Party Exemption and Notification

- (1) Flow Chart - Third Party Notification and Intervention
- (2) Flow Chart - Third Party Exemption Application Procedures
- (3) Model Letters:
 - (A) Notice to Third Party of Intention to Disclose
 - (B) Notice to Third Party of Intention to Disclose in the Public Interest
 - (C) Notice to Third Party of Intention to Disclose Following Representations By Third Party
 - (D) Notice to Third Party of Intention to Disclose in the Public Interest Following Representations by Third Party
 - (E) Notice to Third Party of Decision Not to Disclose Following Representations by Third Party
 - (F) Notice to Applicant of Decision to Disclose Record on Recommendation of Information Commissioner
 - (G) Notice to Third Party of Complaint to Information Commissioner
 - (H) Notice to Third Party of Decision to Disclose Record on Recommendation of Information Commissioner
 - (I) Notice to Third Party of Decision to Disclose Record on Recommendation of Information Commissioner
 - (J) Notice to Third Party of Appeal by Applicant or Information Commissioner to Federal Court
 - (K) Notice to Applicant of Appeal by Third Party to Federal Court
 - (L) Notice of Intention to Disclose Testing Results Under S.S.20(2)
 - (M) Notice to Third Party of Intention to Disclose Under S.S.20(2) Following Representations By Third Party

THIRD PARTY NOTIFICATION AND INTERVENTION



THIRD PARTY EXEMPTION APPLICATION PROCEDURES



MODEL LETTER 'A'

NOTICE TO THIRD PARTY OF INTENTION TO DISCLOSE

Request reference No:

Dear:

This (Department/Agency/Commission/Board, etc.) has in its possession records that contain information which (belongs to/was supplied by/relates to) you/your Company.

On (date) pursuant to the Access to Information Act we received a request for the following record(s):

Although we have reason to believe that these records might contain

(information as described in paragraph 28(1)(a), (b) or (c)), we do not have sufficient information in our files to substantiate this. Thus, as required by the Act, we intend to disclose the record on (date).

You have 20 days from the mailing date of this Notice to make written representations to the undersigned as to why the record should not be disclosed. If you have not responded by the expiry of the 20-day period, the record will be disclosed on the date set out above. Any representations you make will result in a review of our decision to disclose the record.

Copies of sections 20 (the exemption for third party information) and 28 (the provision dealing with notification of third parties) are enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosures

MODEL LETTER 'B'

NOTICE TO THIRD PARTY OF INTENTION
TO DISCLOSE IN THE PUBLIC INTEREST

Request reference No:

Dear:

This (Department/Agency/Commission/Board, etc.) has in its possession records that contain information which (belongs to/was supplied by/relates to) you/your Company.

On (date) pursuant to the Access to Information Act we received a request for the following record(s):

_____.

Although the information contained in the record(s) falls within section 20(1) ((b), (c) or (d)) of the Act, it is our opinion that its disclosure would be in the public interest as it relates to public health, public safety or protection of the environment and that public interest outweighs in importance any financial loss or gain to, prejudice to the competitive position of a interference with contractual or other negotiations of a third party. Therefore, pursuant to subsection 20(6) of the Act, we have decided to comply with the request to disclose.

You have 20 days from the mailing date of this Notice to make written representations to the undersigned as to why the record should not be disclosed.

If you have not responded by the expiry date of the 20-day period, the record will be disclosed on (date).

Copies of sections 20 and 28 of the Act are enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosures

MODEL LETTER 'C'

NOTICE TO THIRD PARTY OF INTENTION TO DISCLOSE
FOLLOWING REPRESENTATIONS BY THIRD PARTY

Request reference No:

Dear:

On (date) this (Department/Agency, etc.) received your representations in response to our Notice dated _____, 19__.

We have considered your views and have decided that the records for which access have been requested are not exempt from disclosure under subsection 20(1) of the Access to Information Act.

We are entitled to request a review of this decision by the Federal Court - Trial Division, pursuant to section 44 of the Act. That request for review must be made within 20 days of the mailing date of this Notice.

If you do not request a review of this matter, the person who requested the record will be given access to it on (date).

A copy of section 44 of the Act is enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosure

MODEL LETTER 'D'

NOTICE TO THIRD PARTY OF INTENTION TO DISCLOSE
IN THE PUBLIC INTEREST FOLLOWING REPRESENTATIONS BY THIRD PARTY

Request reference No:

Dear:

On (date) this (Department/Agency/Commission/Board, etc.)
received your representations in response to our Notice dated
_____, 19__.

We have considered your views and have decided that the public
interest in disclosure clearly outweighs in importance any prejudice to
your interests. Thus, we intend to disclose the record(s) on (date).

You are entitled to apply to the Federal Court - Trial Division
for a review of this decision pursuant to section 44 of the Act. That
request for review must be made within 20 days of the mailing date of
this Notice.

If you do not request a review of this matter, the person who
requested the record will be given access to it.

A copy of section 44 of the Act is enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosure

MODEL LETTER 'E'

NOTICE TO THIRD PARTY OF DECISION NOT TO DISCLOSE
FOLLOWING REPRESENTATIONS BY THIRD PARTY

Request reference No:

Dear:

On (date) this (Department/Agency, etc.) received your representations in response to our Notice dated _____, 19__.

We have considered your views and have decided that the record(s) to which access has been requested is exempt under paragraph 20(1) _____ of the Access to Information Act. Thus, the record(s) will not be disclosed.

The applicant has been informed of this decision.

However, under the Access to Information Act the applicant has one year from the time access was requested to complain to the Information Commissioner concerning this refusal to disclose.

You will be advised if there are further developments in this matter.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

MODEL LETTER 'F'

NOTICE TO APPLICANT OF DECISION TO DISCLOSE
RECORD ON RECOMMENDATION OF INFORMATION COMMISSIONER

Request reference No:

Dear:

As a result of the recommendation of the Information Commissioner regarding your complaint we have reviewed our earlier decision with respect to the record(s) you requested and have decided to disclose (it/them).

Third parties which may be affected by the disclosure have been notified of the decision to disclose and have 20 days to apply to the Federal Court - Trial Division for a review of this matter. Accordingly, the record(s) will be disclosed to you on the expiry of this period unless an application to the Court is made by a third party.

You will be advised of any such request.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

MODEL LETTER 'G'

NOTICE TO THIRD PARTY OF COMPLAINT TO INFORMATION COMMISSIONER

Request reference No:

Dear:

This (Department/Agency, etc.) has in its possession records that contain information which (belongs to/was supplied by/relates to) you/your Company.

On (date) pursuant to the Access to Information Act, we received a request for the following record(s):

_____.

We decided that the records were exempt from disclosure under paragraph 20(1) _____ of the Act.

However, the applicant has complained to the Information Commissioner who will be undertaking an investigation of the matter. If the Commissioner makes a preliminary decision to recommend that the records be disclosed, you will be contacted by the Commissioner's office and will be given an opportunity to make representations as to why the record(s) should not be disclosed.

You will be advised of further developments in this matter.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

MODEL LETTER 'H'

NOTICE TO THIRD PARTY OF INTENTION TO DISCLOSE
RECORD ON RECOMMENDATION OF INFORMATION COMMISSIONER

Request reference No:

Dear:

Please refer to our Notice dated _____, 19__.

The Information Commissioner has completed his investigation of this matter and has recommended that the record(s) be disclosed.

As a result of that, we have reviewed our earlier decision not to disclose the record(s) requested and we have decided to disclose it.

You are entitled to apply to the Federal Court - Trial Division for a review of this decision pursuant to section 44 of the Access to Information Act. That request for review must be made within 20 days of the mailing date of this Notice.

If you do not apply for a review of this matter within the 20-day time limit, the record(s) will be disclosed to the applicant.

A copy of section 44 of the Act is enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosure

MODEL LETTER 'I'

NOTICE TO THIRD PARTY OF DECISION TO DISCLOSE
RECORD ON RECOMMENDATION OF INFORMATION COMMISSIONER

(NO PREVIOUS NOTICE)

Request reference No:

Dear:

This (Department/Agency, etc.) has in its possession records that contain information which (belongs to/was supplied by/relates to) you/your Company.

On (date) pursuant to the Access to Information Act, we received a request for the following record(s):

_____.

We decided that the records are exempt from disclosure under paragraph 20(1) _____ of the Act.

However, following a complaint by the applicant and an investigation by the Information Commissioner's office, the Information Commissioner has recommended that the record(s) be disclosed.

As a result of this, we have reviewed our earlier decision not to disclose the record(s) requested and we have decided to disclose it.

You are entitled to apply to the Federal Court - Trial Division for a review of this matter pursuant to section 44 of the Act. That request for review must be made within 20 days of the mailing date of this Notice.

If you do not apply for a review of this matter within the 20-day time limit, the record will be disclosed to the applicant.

A copy of section 44 of the Act is enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosure

MODEL LETTER 'J'

NOTICE TO THIRD PARTY OF APPEAL BY APPLICANT
OR INFORMATION COMMISSIONER TO FEDERAL COURT

Request reference No:

Dear:

Please refer to our Notice dated _____, 19__.

Following a complaint by the applicant to the Information Commissioner and an investigation by the Commissioner, we decided to abide by our earlier decision that the record(s) requested is/are exempt from disclosure under paragraph 20(1) _____ of the Access to Information Act.

The (applicant or Information Commissioner) has applied to the Federal Court - Trial Division for a review of this matter.

Under section 43 of the Act you have a right to appear as a party to the review.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

MODEL LETTER 'K'

NOTICE TO APPLICANT OF APPEAL BY THIRD PARTY TO FEDERAL COURT

Request reference No:

Dear:

Please refer to our Notice dated _____, 19__.

Please be advised that (name) who would be affected by the disclosure of the records you have requested has applied to the Federal Court - Trial Division for a review of this matter under section 44 of the Access to Information Act.

Under section 44 of the Act you have a right to appear as a party to the review.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

MODEL LETTER 'I'

NOTICE OF INTENTION TO
DISCLOSE TESTING RESULTS UNDER SS. 20(2)

Request reference No:

Dear:

This (Department/Agency/Commission, etc.) has in its possession records that contain information which (belongs to/was supplied by/relates to) you/your Company.

On (date) pursuant to the Access to Information Act we received a request for the following record(s):

_____.

Although the information contained in the record(s) falls within paragraph 20(1) ((b), (c) or (d)) of the Act, in our view, the record(s) contain(s) the results of product or environmental testing carried out by or on behalf of this institution and, therefore, under subsection 20(2) of the Act we cannot refuse to disclose it.

You have 20 days from the mailing date of this Notice to make written representations to the undersigned as to why the record(s) should not be disclosed. Your representations must be confined to the following:

- (1) that the record(s) does not contain the results of product or environmental testing carried out on behalf of a government institution, or
- (2) that the testing was done as a service to a person, a group of persons or an organization other than a government institution and for a fee.

If you have not responded by the expiry date of the 20-day period, the record(s) will be disclosed on (date).

Copies of section 20, the exemption for third party information and section 28, the provision dealing with notification of third parties, are enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosures

MODEL LETTER 'M'

NOTICE TO THIRD PARTY OF INTENTION TO DISCLOSE
UNDER SS. 20(2) FOLLOWING REPRESENTATIONS BY THIRD PARTY

Request reference No:

Dear:

On (date) this (Department/Agency/Commission/Board, etc.)
received your representations in response to our Notice dated
_____, 19__.

We have considered your views but reconfirm our position that
the information which has been requested falls under subsection 20(2)
and that it should be disclosed.

You are entitled to apply to the Federal Court - Trial Division
for a review of this matter pursuant to section 44 of the Access to
Information Act. That application for review must be made within 20
days of the mailing date of this Notice.

If you do not apply for review, the person who requested the
record(s) will be given access to it.

A copy of section 44 of the Act is enclosed for your convenience.

Yours truly,

Access to Information Coordinator

Enclosure

Treasury Board Canada

Interim Policy Guide:

Access to Information Act and The Privacy Act

Part III - Privacy

Table of Contents	Page(s)
.1 Introduction	1-12
.1.1 Purpose and scope	1-2
.1.2 Application	2
.1.3 Authorities and cancellations	2
.1.4 Roles and responsibilities	3-7
.1.4.1 Parliament	3
.1.4.2 Department of Justice	3-4
.1.4.3 President of the Treasury Board	4-5
.1.4.4 Government institutions	5-6
.1.4.5 Privacy Commissioner	6-7
.1.4.6 Federal Court	7
.1.5 Definitions	7-12
.2 Collection, retention and disposal of personal information	13-24
.2.1 General principles	13
.2.2 Collection of personal information	14-19
.2.2.2 Information not to be collected unless relevant to programs	14-15
.2.2.3 Direct collection where information to be used for administrative purpose	15-17
.2.2.4 Informing individual of purpose of collection and other particulars	17-19
.2.3 Accuracy of personal information used for administrative purpose	19-20
.2.4 Retention and disposal of personal information	20-24

.2.4.1	Purpose	20
.2.4.2	Framework for the scheduling, retention and disposal of personal information	20-23
.2.4.3	Minimum two year retention	23
.2.4.4	Additional provisions	23-24
.3	Use and disclosure of personal information	25-59
.3.1	General principles	25-26
.3.2	Purpose	26
.3.3	Use of personal information	26-27
.3.4	Disclosure of personal information	27
.3.5	Process for obtaining consent	28-32
.3.5.1	Consent at of time of collection	28
.3.5.2	Consent subsequent to collection	29
.3.5.3	Consent by minors	30
.3.5.4	Consent by incompetents	30
.3.5.5	Consent in respect to deceased individuals	30-31
.3.5.6	Consent by representative of individual	31-32
.3.6	Consistent use	32-33
.3.7	Permissible disclosures of personal information	33-55
.3.7.1	Original purpose and consistent use	34-35
.3.7.2	Act of Parliament or regulation	35-36
.3.7.3	Subpoenas, warrants, court orders and rules of court	36-37
.3.7.4	Attorney General for use in legal proceedings	37
.3.7.5	Federal investigative bodies	37-40
.3.7.6	Provinces, foreign states and international bodies	40-42
.3.7.7	Members of Parliament	42-43
.3.7.8	Audit purposes	43
.3.7.9	Archival purposes	44
.3.7.10	Research or statistical purposes	44-45
.3.7.11	Native claims research	45-46
.3.7.12	Payment of a benefit and collection of a debt	46-47
.3.7.13	Public interest	47-55

.3.8	Disclosure by the Public Archives	55-58
.3.9	Information publicly available	55-58
.3.10	Addresses and mailing lists	58-59
.4	Accounting for use and disclosure of personal information	60-65
.4.1	General principles	60
.4.2	Purpose	60
.4.3	Statement of purposes	60-61
.4.4	Routine uses not included as primary or consistent uses	61-62
.4.5	Retention of use and disclosure record	62-64
.4.6	Consistent uses not previously accounted for	64-65
.5	Right of access to personal information	66-80
.5.1	Purpose	66
.5.2	Informal access	66
.5.3	General requirements for processing formal requests	67-69
.5.4	Notices	69-71
.5.5	Exemption Application procedures	71-74
.5.6	Method of access	74-75
.5.7	Language of access	75-76
.5.8	Corrections and notations	76-80
.6	Excluded Records	81
.7	Exemptions - Privacy	82-115
.7.1	General principles	82-86
.7.2	Purpose	86
.7.3	Authorization	87
.7.4	Severability	87-88
.7.5	Consultation	88-89
.7.6	Exemptions	90-115
.7.6.1	Exempt banks (section 18)	90-93

.7.6.2	Information obtained 'in confidence' (section 19)	93-95
.7.6.3	Federal-provincial affairs (section 20)	95-96
.7.6.4	International affairs and defence (section 21)	96-100
.7.6.5	Law enforcement, investigations and security of penal institutions (section 22)	100-108
.7.6.6	Security clearances (section 23)	109-110
.7.6.7	Individuals under sentence (section 24)	110-111
.7.6.8	Safety of individuals (section 25)	111
.7.6.9	Information about another individual (section 26)	112-113
.7.6.10	Solicitor-client privilege (section 27)	113-114
.7.6.11	Medical record (section 28)	114-115
.8	Review of decisions under the <u>Privacy Act</u>	116-126
.8.1	General principles	116
.8.2	Purpose	116
.8.3	Review by the Privacy Commissioner (sections 29-35)	116-121
.8.4	Review of exempt banks by Privacy Commissioner	121-122
.8.5	Review of compliance with sections 4 to 8 by the Privacy Commissioner	122
.8.6	Review by the Federal Court	123-125
.8.6.1	Order to remove file from exempt bank	125-126

Appendices

A	Schedule of government institutions under the <u>Privacy Act</u> and heads of institutions
B	<u>Privacy Regulations</u>
C	Forms and form components: Use and disclosure of personal information
D	Model letters and forms relating to the right of access under the <u>Privacy Act</u>

.1 Introduction

.1.1 *Purpose and scope*

The purpose of Part III of Chapter 410 is to assist in the interpretation of the Privacy Act, to set forth the requirements which institutions must carry out to give effect to its provisions, and to prescribe directives and guidelines to be followed by institutions as a matter of government policy.

The Act (section 2) extends the laws of Canada that protect the privacy of individuals with respect to personal information about themselves held by a government institution and that provide individuals with a right of access to such information.

Part III of this Chapter contains two important codes which deal with the protection of privacy. The first governs the collection, retention and disposal of personal information. The second controls the use of personal information and its disclosure to persons other than the individual to whom the information pertains. The latter code is reinforced by measures designed to ensure a full accounting of all use and disclosure of personal information.

The right of access to information about themselves which the Act accords to individuals is described. The process for responding to requests for access made under the Act is explained, including such matters as time limits, manner and language of access, and rights of correction and notation of personal information.

Certain material which is excluded from the application of the Act is described. Material subject to the Act, broadly referred to as information about an identifiable individual that is recorded in any form, is defined.

Limited and specific exceptions to the right of access, called exemptions, are explained. Guidance is given to institution to assist them in deciding, in the light of these exemptions, whether or not to grant access to personal information requested under the Act. The principle of severability, requiring that access be given to any non-exempt part of personal information requested, is covered.

The concluding section deals with the independent review of government decisions made under the Act. It describes the two-tier system established for this purpose and relates the review roles of the Privacy Commissioner and the Federal Court.

The scope of this Part of the Chapter does not include the requirement of section 11 of the Act for the publication at least once a year of an index containing descriptions of personal information under the control of government institutions. Chapter 411 - Inventory of information addresses this requirement.

Also excluded from the scope are the provisions of paragraph 71(1)(b) and subsections 71(3) to (5) of the Act respecting the registration, approval and review of personal information banks. Chapter 415 - Information collection covers these matters.

.1.2 *Application*

Part III of this Chapter applies to government institutions listed in section 3 of the Privacy Act subject to subsection 71(2) of the Act.

.1.3 *Authorities and cancellations*

Part III of this Chapter is issued under the authority of the Privacy Act. It is also authorized by the Financial Administration Act by which the Treasury Board may act on all matters relating to administrative policy in the Public Service of Canada. Treasury Board minute 787442 applies.

Previous policy on privacy, contained in the following chapters, is cancelled:

- Chapter 415 - Disclosure and use of personal information;
and
- Chapter 420 - Access to personal information.

.1.4 *Roles and responsibilities*

The purpose of this article is to describe the roles and responsibilities of Parliament, the Department of Justice, Treasury Board, government institutions, the Privacy Commissioner and the Federal Court in the operation and review of the Privacy Act. Reference is made, where applicable, to sections of the Act which authorize the roles and responsibilities outlined, and to other areas of this policy which deal more fully with the nature and extent of the particular requirements.

.1.4.1 *Parliament* designates or establishes a committee to be responsible for:

(a) undertaking a comprehensive review of the provisions and operation of the Act within three years after it comes into force (subsection 75(2) of the Act);

(b) reporting to Parliament the results of this review, including any changes recommended, within one year after undertaking it (subsection 75(2)); and

(c) reviewing the administration of the Act on a permanent basis (subsection 75(1)).

.1.4.2 *Department of Justice* is responsible for:

(a) maintaining a broad overview of the application of the Act in relation to the intentions of the government and the expectations of the public;

(b) advising the designated Minister on any administrative questions giving rise to broad policy issues;

(c) providing legal interpretation and advice respecting the provisions and operation of the Act;

(d) gathering case and precedent information for use in the provision of legal interpretation and advice; and

(e) coordinating the preparation of the government for the parliamentary review of the provisions and operation of the Act.

.1.4.3 *President of the Treasury Board*. The President of the Treasury Board is the designated Minister under the Act and has the following responsibilities:

(a) preparation and distribution to institutions of directives and guidelines governing the operation of the Act and the regulations (paragraph 71(1)(d));

(b) annual publication of the Index of Personal Information (section 11);

(c) prescribing such forms as may be required for the operation of the Act and the regulations (paragraph 71(1)(c));

(d) prescribing the form of, and what information is to be included in, annual reports to Parliament by heads of institutions (paragraph 71(1)(e));

(e) reviewing the manner in which personal information banks are maintained and managed to ensure compliance with the provisions of the Act and the regulations (paragraph 71(1)(a));

(f) reviewing the utilization of existing personal information banks and proposals for the creation of new banks by government institutions that are departments as defined in section 2 of the Financial Administration Act (subsections 71(3) and (5)); and

(g) approving the establishment and substantial modification of personal information banks by government institutions that are departments as defined in section 2 of the Financial Administration Act (subsections 71(4) and (5)).

The Treasury Board Secretariat supports the President in the discharge of these responsibilities as Designated Minister and in addition:

- provides advice to institutions on any aspect of the administration of the Act and on regulations and policies pursuant to it; and
- prepares a consolidated annual report on the administration of the Act across the government.

.1.4.4 *Government institutions*. The head of each institution is responsible for administration of the Act within the institution in accordance with requirements of the Act, and with regulations and directives and guidelines pursuant to it. While the head of the institution is accountable for carrying out these responsibilities, he or she may, by order, designate one or more officers or employees of the institution to exercise or perform any of the duties, powers or functions assigned to the head by the Act.

The Privacy Coordinator in each institution is responsible for coordinating the discharge of the institution's responsibilities. The responsibilities of each institution are:

- to submit to the Designated Minister a description of banks and classes of personal information, including with respect to banks a statement of the purposes and uses of the information, and retention and disposal standards applying to it, in accordance with the requirements of section 11 of the Act and Chapter 411 - Inventory of information;
- to respond to requests for personal information under the Act: to grant or refuse access, to correct or make notations to information, to issue notices to applicants, and to give general assistance to individuals seeking information about themselves;

- to defend its decisions to grant or refuse access before the Privacy Commissioner and the Federal Court, and to ensure that the staff and the personal information of the institution are available to the Commissioner during the course of an investigation;
- to ensure that personal information is not used or disclosed to persons other than the individual to whom it pertains except in accordance with the Act and this policy, and that the institution's practices for collecting, retaining and disposing of personal information are fully consistent with the provisions of the Act, the Regulations and this policy; and
- to report annually to Parliament in accordance with section 72 of the Act and any instructions issued pursuant to paragraph 71(1)(e) of the Act.

.1.4.5 *Privacy Commissioner*. The Privacy Commissioner is the first level of the two-tier system established for the independent review of decisions made under the Act. The public may complain to the Commissioner on any of the grounds specified in subsection 29(1) of the Act. The Commissioner investigates such complaints and may also initiate them. In addition, the Commissioner may conduct investigations of personal information banks designated as exempt banks under section 18, and of compliance with the provisions of sections 4 to 8 respecting the collection, retention, disposal, use and disclosure of personal information.

In carrying out investigations, the Commissioner has the power to compel the attendance of witnesses, to require the production of evidence, and to examine any recorded information to which this Act applies. In reporting the findings of investigations, the Commissioner has the power to make recommendations concerning any matter which has been investigated, but cannot order the head of the institution to implement any recommendation.

In addition to the above responsibilities, the Privacy Commissioner may be asked by the Minister of Justice to carry out special studies on any of the matters set forth in subsection 60(1) of the Act.

The full nature and extent of the role of the Privacy Commissioner and particulars of the Commissioner's review function are discussed in articles .8.1 to .8.5 of this Part of the Chapter.

.1.4.6 *Federal Court*. Where an individual has been refused access to personal information requested under subsection 12(1) of the Act, and where complaint to the Privacy Commissioner has not resulted in the granting of access, the individual may request the Federal Court-Trial Division to review the matter. The Privacy Commissioner may apply to the Court for a review of any file contained in a personal information bank designated as an exempt bank under section 18. While many matters may be investigated by the Privacy Commissioner, only refusal of access and exempt banks may be reviewed by the Court. The Court may order the head of an institution to disclose personal information, or to remove a file from an exempt bank.

The role of the Court in relation to the Act is described in some detail in articles .8.1, .8.2, .8.6, and .8.7 of this Part of the Chapter.

.1.5 *Definitions*

An Access to Personal Information Request Form means a form prescribed by the Designated Minister for the purpose of requesting access to personal information under the control of a government institution.

Administrative purpose in relation to the use of personal information about an individual means the use of that information in a decision-making process that directly affects that individual.

An applicant is an individual who is requesting access to personal information about him or herself, who is requesting correction be made or a notation be attached to information about him or herself, or who is exercising his or her rights under the Act to review by the Court.

A complainant is an individual who is making a complaint to the Privacy Commissioner on any of the grounds set forth in subsection 19(1) of the Act.

A Correction Request Form means a form prescribed by the Designated Minister for the purpose of requesting a correction of personal information under the control of a government institution.

Court means the Federal Court-Trial Division.

The Designated Minister for the purposes of the Act is the President of the Treasury Board.

Excluded information means information to which the Act does not apply and consists of library or museum material made or acquired and preserved solely for public reference or exhibition purposes; material placed in the Public Archives, the National Library or the National Museums of Canada by or on behalf of persons or organizations other than government institution; and confidences of the Queen's Privy Council for Canada.

An exemption is a provision of the Act which entitles the head of the institution to refuse to disclose information in response to a request received under the Act. Each exemption is discussed in detail in section .7 of this Part of the Chapter.

Government institution means any federal government department, ministry of state, body or office listed in Section 3 of the Privacy Act (see appendix A). Whenever, the term 'government institution' is referred to in this policy responsibility for the decisions involved lies either with the head of the institution or an employee of the institution delegated by the head to make such decisions.

Head of a government institution is the Minister of a department or ministry of state or, in any other case, the person designated by Order in Council to be the head of the institution for the purposes of the Act (see Appendix A).

The Index of Personal Information is a publication produced by the Designated Minister in accordance with section 11 of the Act. It contains, for each government institution subject to the Act, an index of all personal information banks and all classes of personal information under the control of the institution. Chapter 411 - Inventory of information provides a detailed description of the Index.

A Notation Request Form means a form prescribed by the Designated Minister for the purpose of requesting that a notation be made on personal information under the control of a government institution to the effect that a correction was requested but not made.

Personal information means information about an identifiable individual that is recorded in any form including, without restricting the generality of the foregoing:

- (a) information relating to the race, national or ethnic origin, colour, religion, age or marital status of the individual;
- (b) information relating to the education or the medical, criminal or employment history of the individual or information relating to financial transactions in which the individual has been involved;
- (c) any identifying number, symbol or other particular assigned to the individual;
- (d) the address, fingerprints or blood type of the individual;
- (e) the personal opinions or views of the individual except where they are about another individual or about a proposal for a grant, an award or a prize to be made to another individual by a government institution or a part of a government institution specified in the regulations;

(f) correspondence sent to a government institution by the individual that is implicitly or explicitly of a private or confidential nature, and replies to such correspondence that would reveal the contents of the original correspondence;

(g) the views or opinions of another individual about the individual;

(h) the views or opinions of another individual about a proposal for a grant, an award or a prize to be made to the individual by an institution or a part of an institution referred to in paragraph (e), but excluding the name of the other individual where it appears with the views or opinions of the other individual; and

(i) the name of the individual where it appears with other personal information relating to the individual or where the disclosure of the name itself would reveal information about the individual;

but, for the purposes of sections 7, 8, and 26 of the Privacy Act and section 19 of the Access to Information Act, does not include:

(j) information about an individual who is or was an officer or employee of a government institution that relates to the position or functions of the individual including:

- the fact that the individual is or was an officer or employee of the government institution;
- the title, business address and telephone number of the individual;
- the classification, salary range and responsibilities of the position held by the individual;
- the name of the individual on a document prepared by the individual in the course of employment; and
- personal opinions or views of the individual given in the course of employment;

(k) information about an individual who is or was performing services under contract for a government institution that relates to the services performed, including the terms of the contract, the name of the individual and the opinions or views of the individual given in the course of the performance of such services;

(l) information relating to any discretionary benefit of a financial nature, including the granting of a licence or permit, conferred on an individual, including the name of the individual and the exact nature of the benefit; and

(m) information about an individual who has been dead for more than twenty years.

The use of the phrase 'recorded in any form' at the beginning of this definition means that all physical media, including photographs, sound recordings or audio-visual presentations, representing identifiable individuals, constitute personal information and are, therefore, subject to the provisions of the Privacy Act.

Personal Information Bank means a collection or grouping of personal information under the control of a government institution which has been used, is being used or is available for use for an administrative purpose, or is organized or intended to be retrieved by the name of an individual or by an identifying number, symbol or other particular assigned to an individual.

The Privacy Commissioner is an official appointed under the Act who has the powers of an ombudsman. The role and functions of the Commissioner are set forth in articles .8.1 to .8.5 of this Part of the Chapter.

The Privacy Coordinator is the officer for each government institution who coordinates all activities relating to the operation of the Act, and the regulations, directives and guidelines pursuant to it, within the institution.

Under the control: Personal information is under the control of a government institution when that institution is authorized to grant or deny access to it, to govern its use and, subject to the approval of the Dominion Archivist, to dispose of it. Regarding the question of physical possession, personal information held by an institution, whether at headquarters, regional, satellite or other office, either within or outside Canada, is presumed to be under its control unless there is evidence to the contrary. Personal information held elsewhere on behalf of an institution is also under its control.

Part III

.2 Collection, retention and disposal of personal information

.2.1 *General principles*

Sections 4, 5, and 6 of the Privacy Act, section 4 of the Privacy Regulations (see Appendix B) and this policy together constitute a code governing the collection, accuracy, retention and disposal of personal information.

The code applies to all personal information obtained or compiled by the government institutions about anyone, irrespective of the source of the information, or the purposes for which it is used.

The code embodies the following general principles:

- personal information is not to be collected by government institutions unless it is relevant to an authorized program or activity (section 4 of the Act);
- personal information to be used to make a decision directly affecting an individual is as a rule to be collected directly from the individual to whom it relates (subsections 5(1) and 5(3));
- the individual is normally to be informed of the purpose of collection and intended uses of the information, and is to be apprised as well of whether response is required by law or is voluntary and of rights of access to the information (subsections 5(2) and 5(3));
- personal information to be used to make a decision directly affecting an individual is to be as accurate, up-to-date and complete as possible (subsection 6(2));
- the interests of individuals are to be protected in planning and effecting the retention and disposal of personal information (subsections 6(1) and 6(3) of the Act and section 4 of the Regulations).

The articles which follow outline the components of this code, aid in the interpretation of the provisions on which it is based, and indicate the obligations of institutions in meeting its requirements.

.2.2 *Collection of personal information*

.2.2.1 The purpose of article .2.2 is to assist in the interpretation of the provisions of sections 4 and 5 of the Privacy Act relating to the collection of personal information, to set forth the requirements which institutions must carry out to give effect to these provisions and to prescribe directives and guidelines to be followed by institutions as a matter of government policy.

The scope of the article is restricted to the restraints imposed by these sections of the Privacy Act on the collection of personal information. Overall policy on the collection of information, including certain other constraints on the collection of personal information relating to the registration, approval and review of personal information banks, is contained in Chapter 415 - Information collection.

The term 'collection' as used in this article refers to all personal information collected as a result of a request or requirement of a government institution.

.2.2.2 *Information not to be collected unless relevant to programs*. Section 4 of the Privacy Act provides that no personal information shall be collected by a government institution unless it relates directly to an operating program or activity of the institution.

The intent of this provision is to promote the protection of privacy by restricting the collection of personal information by government institutions to those situations in which the information is clearly required for an appropriately authorized operating program or activity.

To give effect to this provision, institutions must have parliamentary authority for the program or activity concerned. Such authority is usually given by an Act of Parliament or regulations made thereunder, or by the approval of expenditures proposed in estimates and authorized by an Appropriation Act.

The provision further requires institutions to confirm that it is necessary to collect personal information to satisfy the needs of a particular program or activity. In this regard:

(a) where personal information is not needed, for example where summary data alone will be produced from the activity, personal information should not be collected; and

(b) where personal information is necessary, the information collected should be restricted to the minimum needed for the program or activity.

.2.2.3 *Direct collection where information to be used for administrative purpose*. Subsection 5(1) of the Privacy Act provides that a government institution shall, wherever possible, collect personal information that is intended to be used for an administrative purpose directly from the individual to whom it relates except where the individual authorizes otherwise or where information may be disclosed to the institution under subsection 8(2) of the Act. A further exception, contained in subsection 5(3) of the Act, applies where direct collection would result in inaccurate or misleading information.

The provision requires institutions, wherever possible, to collect personal information which they plan to use to make a decision directly affecting an individual from the individual to whom the information relates. The provision is designed to increase the individual's control over and knowledge of such information and to promote the collection of accurate, up-to-date and complete information.

The limiting phrase wherever possible is intended to allow for collection from another source where, for example, the individual to whom the information pertains is incapacitated or deceased, or the government wishes to pay a benefit or recover a debt and cannot locate the individual concerned, despite reasonable effort to do so. The limiting phrase does not permit collection from another source simply because it is easier or less costly to obtain the information in this way than to collect it from the individual to whom it relates.

Exceptions to requirement for direct collection. Subsection 5(1) of the Act sets out two exceptions to the requirement that an institution must collect personal information that is intended to be used for an administrative purpose from the individual concerned.

Where individual authorizes indirect collection. The first exception allows collection from another source where the individual so authorizes. In seeking such authorization, institutions should inform individuals of the nature and purpose of the information it proposes to collect and the source from whom it intends to collect the information. Individuals should also be informed either that refusal to authorize collection from another source will not result in any adverse decision about them or, if the information desired is essential to making a decision directly affecting the individual, of the consequences of refusing to authorize collection of the information. Authorization of the individual should be secured in writing whenever this is feasible.

Where information has been previously collected and is disclosable. The second exception pertains to information previously collected from the individual by another institution. In such circumstances, the exception allows an institution to receive information which it wishes to use to make a decision directly affecting an individual from another institution which has already collected the information and which is permitted to disclose the information to it under subsection 8(2) of the Act. The exception is designed to avoid the unnecessary response burden which would be imposed on individuals if they were asked the same questions by different government institutions. The exception is also intended to ensure, with provision having been made to permit disclosure of information by one institution to a second institution under subsection 8(2), that under subsection 5(1) the second institution is not prohibited from receiving the information. Direction and guidance on the application of this exception is provided in article .3.7 of this Part which covers permissible disclosures of personal information.

Where inaccurate or misleading information would result. Subsection 5(3) of the Act sets out a further exception to the requirement that an institution must collect personal information that is intended to be used for an administrative purpose from the individual concerned. This further exception permits collection of personal information from a source other than the individual to whom the information pertains where direct collection might:

- (a) result in the collection of inaccurate information; or
- (b) defeat the purpose or prejudice the use for which information is collected.

This exception should be used sparingly. Before resorting to the exception, an institution should be certain that the direct collection of information would bring about the damaging consequences indicated. The exception is designed primarily for use by investigative bodies listed in Schedules II, III and IV of the Privacy Regulations (see Appendix B) in those instances where the attempt to collect certain information from the individual being investigated would jeopardize the investigation.

.2.2.4 *Informing individual or purpose of collection and other particulars*. Subsection 5(2) of the Privacy Act provides that a government institution shall inform any individual from whom the institution collects information about the individual, of the purpose for which the information is being collected. An exception, contained in subsection 5(3) of the Act, applies where so informing the individual would result in the collection of inaccurate or misleading information.

The provision recognizes the individual's right to know and understand the purpose for which information about him or her is to be collected, and the use which is to be made of the information. Also, when the individual is not required by law to supply the information, such knowledge and understanding permit the individual to make an informed choice as to whether or not to provide it.

To fulfill the requirements of the provision, institutions must inform any individual from whom information about that individual is to be collected of the purpose of collection.

As a matter of administrative policy, this requirement is extended to include individuals from whom information about other individuals is being collected. Accordingly, *institutions shall inform any individual from whom information about another individual is to be collected of the purpose of collection*.

In addition, *institutions shall inform any individual from whom personal information is to be collected*:

- (a) whether response is required by law or is voluntary;
- (b) where response is voluntary, that refusal to respond will not result in any adverse decision about the individual or, if the information desired is essential to making a decision directly affecting the individual, of the consequences of refusing to respond;
- (c) where the information pertains to the individual from whom it is being collected, that the individual has rights of access to and protection of the personal information under the Privacy Act;
- (d) where the information being collected pertains to another individual and may not qualify for exemption from access by that other individual under the Privacy Act, that the information requested may be accessible to the other individual; and
- (e) of the registration number of the personal information bank in which the information to be collected is to be contained.

Exception to requirement to inform individual of purpose of collection where inaccurate or misleading information would result.
Subsection 5(3) of the Privacy Act allows an institution not to inform an individual from whom the institution collects personal information about the individual, of the purpose for which information is being collected where so informing the individual might:

- (a) result in the collection of inaccurate information; or
- (b) defeat the purpose or prejudice the use for which information is collected.

The exception authorized by this provision of the Act applies where personal information is to be collected from the individual to whom the information pertains. The exception should be employed infrequently. Before resorting to it, an institution should be certain that informing the individual of the purpose of collection would result in the adverse consequences indicated. The exception is designed for use by investigative bodies listed in Schedules II, III, and IV of the Privacy Regulations (see Appendix B) in those instances where collection of information from the individual being investigated rather than from another source is feasible, but where the investigative body cannot inform the individual of the purpose of collection without compromising the investigation. The exception is also intended to apply when a survey is being conducted and where informing the individual of its purpose would prejudice its accuracy or otherwise impair the validity of its results. Employment of this exception for any other reason must be approved by the Designated Minister prior to collection of the information. The approval process is set forth in Chapter 415 - Information collection.

The above exception also applies, as a matter of administrative policy, where personal information is to be collected from one individual about another individual. In this application, the exception is designed primarily for use by investigative bodies listed in Schedules II, III, and IV of the Privacy Regulations (see Appendix B) in those cases where it is necessary to collect information from an individual other than the one being investigated and where to inform the individual from whom the information is to be collected of the purpose of collection would jeopardize the investigation. Any other use of this exception is subject to approval by the Designated Minister in the manner outlined above.

.2.3 *Accuracy of personal information used for an administrative purpose*

Subsection 6(2) of the Privacy Act provides that a government institution shall take all reasonable steps to ensure that personal information that is used for an administrative purpose by the institution is as accurate, up-to-date and complete as possible.

The intent of this subsection of the Act is to minimize the possibility that a decision directly affecting an individual will be made on inaccurate, obsolete or incomplete information.

.2.4 *Retention and disposal of personal information*

.2.4.1 *Purpose* Article .2.4 is intended to assist in the interpretation of the provisions of subsections 6(1) and 6(3) of the Privacy Act and section 4 of the Privacy Regulations relating to the retention and disposal of personal information, and to set forth the requirements which institutions must carry out to give effect to these provisions.

The requirements are to be incorporated in records retention and disposal schedules to be developed by government institutions and approved by the Dominion Archivist. Personal information is to be retained and disposed of in accordance with these schedules. The process for scheduling records for retention and disposal and for retaining and disposing of records in accordance with schedules is described in policy contained in Chapter 460 - Records management and in Chapter 461 - Management of EDP data.

Subarticle .2.4.2 prescribes the framework within which the scheduling, retention and disposal of all personal information is to take place, while subarticle .2.4.3 elaborates one of the components of this framework applying to the retention of personal information used to make a decision directly affecting an individual after it is so used.

.2.4.2 *Framework for the scheduling, retention and disposal of personal information*. Subsection 6(3) of the Privacy Act provides that a government institution shall dispose of personal information in accordance with the regulations and in accordance with any directives or guidelines issued by the Designated Minister in relation to the disposal of such information.

The intent of this provision is to ensure, in planning and effecting the disposal of personal information, that institutions protect the interests of individual to whom the information relates as well as keeping in mind the usual considerations of value of the information to the institution, and its archival or historical value.

No regulations have been made under subsection 6(3) of the Act. Since the Act is explicit in providing that institutions shall dispose of personal information in accordance with any directives or guidelines issued by the Designated Minister, the directives set out below have the force of law.

Government institutions shall schedule personal information for retention and disposal in accordance with the following principles:

(a) where personal information was collected prior to the coming into force of the Privacy Act and is not relevant to an authorized operating program or activity of the institution (as described in subarticle .2.2.2), the information shall be disposed of;

(b) where further retention of personal information might unfairly prejudice the interests of the individual to whom the information relates, it shall be disposed of;

(c) where personal information has been used to make a decision directly affecting an individual, the information shall be retained for at least two years after the last time the information was so used unless the individual consents to its earlier disposal (see note following these directives for elaboration);

(d) where a request for access to personal information has been received, the information shall be retained until such time as the individual has had the opportunity to exercise all his or her rights under the Act;

(e) where an emergency exists at a Canadian post abroad, the head of the post, or the senior officer in charge, may order the destruction of personal information in order to prevent the removal of the information from the control of the institution; and

(f) subject to (a) through (e), when personal information is no longer required for the purpose for which it was obtained or compiled by the institution, the information shall be disposed of.

Schedules for retention and disposal of personal information shall also indicate the manner of disposal, as follows:

(a) where personal information has been designated by the Dominion Archivist as having archival or historical value, the information shall be transferred to the control of the Public Archives; and

(b) where personal information has not been so designated, it shall be destroyed.

Government institutions shall retain and dispose of personal information in accordance with schedules incorporating all the requirements of the preceding two directives following the approval of such schedules by the Dominion Archivist.

Note: Requirement (c) in the first of the preceding directives needs some elaboration.

First, as mentioned, an individual may consent to the disposal of personal information used to make a decision directly affecting him or her prior to the passage of two years since the last time the information was so used. This could occur where the individual demonstrates, on requesting and receiving access to information, that the information is incorrect, and where the most appropriate means of correction is disposal. It could also apply if, before the expiry of the two-year period, the information is no longer required for the purpose for which it was obtained or compiled by the institution, as reflected in the appropriate records retention and disposal schedule, and the individual's agreement to disposal is secured. Consent of the individual must be obtained in writing.

Second, it should be noted that where personal information used for an administrative purpose is contained in personnel records of former employees of government institutions or of former members of the Canadian Armed Forces, the information is to be retained by the institution(s) concerned for one year after termination of employment, and then is to be transferred to the control of the Public Archives for the second year of this minimum two-year retention period.

Third, prior to disposing of personal information that has been used to make a decision affecting an individual, institutions must verify that the information has not been so used during the preceding two years. Verification may be done by a careful examination of all documentation due for disposal, and consultation, where any doubt exists, with officials who may have used the information concerned for an administrative purpose.

.2.4.3 *Minimum two year retention* Subsection 6(1) of the Privacy Act provides that personal information that has been used by a government institution for an administrative purpose shall be retained by the institution for such period of time after it is so used as may be prescribed by regulation in order to ensure that the individual to whom it relates has a reasonable opportunity to obtain access to the information.

Section 4 of the Privacy Regulations (see Appendix B) establishes this period as a minimum of two years unless the individual consents to earlier disposal. The section also requires that, where a request for access has been received, the information must be retained until such time as the individual has had the opportunity to exercise all his or her rights under the Act. Notwithstanding these provisions, the head of a Canadian post abroad, or the senior officer in charge, may order the destruction of the information in an emergency in order to prevent the removal of the information from the control of the institution.

.2.4.4 *Additional provisions* In addition to the provisions contained in article .2.4, the following provisions elsewhere in this Part of the Chapter affect the retention and disposal of personal information:

- institutions must, in accordance with subsection 9(1) of the Privacy Act, retain a record of any use of personal information contained in a personal information bank or any purpose for which such information is disclosed where the use or purpose is not included in the statements of uses and purposes set forth in the Privacy Index, and must attach the record of use or disclosure to the personal information (see article .4.5); and
- a request for disclosure and a record of any information disclosed pursuant to such a request under paragraph 8(2)(e) of the Privacy Act shall be retained for a period of at least two years following the date on which the request was received by the institution (see section 7 of the Regulations in Appendix B and subarticle .3.7.5).

Part III

.3 Use and disclosure of personal information

.3.1 *General principles*

Sections 7 and 8 of the Privacy Act constitute a code governing the use and disclosure of all personal information under the control of government institutions.

Whereas Subsection 52(2) of Part IV of the Canadian Human Rights Act applied only to personal information collected from an individual and used in a decision-making process relating directly to that individual, sections 7 and 8 the Privacy Act apply to all personal information controlled by government institutions, that is not publicly available, regardless of its source or nature. The legislation has been developed in recognition of the principle that the right of the individual to privacy includes the right to control the use and disclosure of information about him or herself and, when exceptions to this principle exist, to know what use can be made of the information and to whom and for what purposes the information may be disclosed.

Three important factors must be kept in mind when interpreting the use and disclosure code in sections 7 and 8:

(a) the code does not take precedence over specific statutory prohibitions regulating the use and disclosure of personal information (e.g. section 241 of the Income Tax Act) but only applies where no other such statutory provisions exist;

(b) the code only permits the use and disclosure of personal information for the purposes specified in subsection 8(2) - it does not require them. Therefore, no right of access to such information is granted to third parties (i.e. another government institution, person, group of persons or organization) by this provision. Instead, it is left to the discretion of the government institution involved whether or not it will use or disclose the information for a permitted purpose; and

(c) it is government policy to balance the requirement for privacy with the need for government institutions to ensure the optimum use of personal information for any purpose permitted by the Privacy Act, in order to promote general efficiency in government operations, eliminate unnecessary collection of information, reduce the response burden on individuals and facilitate the sharing of data for research or statistical purposes.

.3.2 *Purpose*

The purpose of this section of Chapter 410 is to assist in the interpretation of the use and disclosure provisions of the Privacy Act and to set out directives and guidelines which are to be applied by government institutions as a matter of government policy. Together, the statutory provisions and the policies based on them provide a framework to aid government institutions in making decisions relating to the use and disclosure of personal information. Government institutions with significant holdings of such information should develop practices and procedures which complement these statutory provisions and policies and adapt them to the particular information under their control.

.3.3 *Use of personal information*

Section 7 of the Privacy Act sets out the general rule for the use of personal information under the control of a government institution. Such information shall not, without the consent of the individual to whom it relates, be used by an institution except:

(a) for the purpose(s) for which it was obtained or compiled by the institution;

(b) for a use consistent with the purpose(s) for which it was obtained or compiled; or

(c) for a purpose for which personal information may be disclosed under subsection 8(2).

Use refers to the employing of personal information within a government institution to accomplish certain purposes. An institution is limited in how it uses such information to the purpose(s) for which it obtained or compiled the information; uses consistent with that purpose (see article .3.6 below) and to purposes for which information may be disclosed under subsection 8(2). This latter provision incorporates into the uses allowed by the Privacy Act those permissible disclosures outlined in subsection 8(2) (see article .3.7 below) and enables institutions to undertake such disclosures. In other words, it enables an institution which controls personal information to use that information for any purpose for which it could disclose it to another institution or third party. Any other uses of personal information can only occur with the consent of the individual to whom the information relates (see article .3.5 below). The consistent uses provided for here are subject to the limitations outlined in articles .3.6 and .4.6.

.3.4 *Disclosure of personal information*

Subsection 8(1) of the Privacy Act sets out the general rule governing the disclosure of personal information by government institutions. Disclosure refers to the release of personal information, by any method whatever (e.g. physically transmitting the information or allowing it to be examined), to any person or body, inside or outside of a government institution which has control of the information, not specifically authorized under any other Act or regulation to obtain access to the information. *Disclosure of personal information by a government institution is only allowed either with the consent of the individual to whom the information relates or in accordance with one of the categories of permitted disclosures to third parties outlined in subsection 8(2) of the Act.* Any disclosure of personal information to which these conditions do not apply is an unauthorized disclosure of such information.

.3.5 *Process for obtaining consent*

Consent by an individual to the use or disclosure of personal information for purposes beyond those permitted under sections 7 and 8 of the Privacy Act, may be sought either at the time of collection of the information or subsequently, when a specific need arises.

.3.5.1 *Consent at time of collection*

When consent is sought at the time of collection of the information, institutions must give each individual the opportunity to indicate informed consent or refusal for such use or disclosure. Documents used to collect personal information which will be used or disclosed for purposes other than those permitted under sections 7 and 8, must include:

- (a) a description of the specific type(s) of information involved;
- (b) a description of the nature of the use or disclosure for which consent is sought;
- (c) a statement that refusal to consent to such use or disclosure will not prejudice the individual in any way or result in any adverse consequences for the individual in connection with the particular primary administrative purpose(s) being served by collection; and
- (d) a consent/refusal statement with space for the signature of the individual or authorized representative and the date.

All uses or disclosures for which consent is sought at the time of collection of personal information must be included in the relevant personal information bank description published in the Privacy Index.

.3.5.2 *Consent subsequent to collection*

When consent is sought for any use or disclosure subsequent to collection of personal information, an institution shall employ a form which meets the minimal requirements contained in Appendix C. Individuals may, however, indicate their consent by personal written authorization. In all cases a government institution shall consider consent to be given only:

- (a) on receipt of a signed consent form indicating the agreement of the individual or his or her authorized representative (for authorized representative see sub-articles .3.5.3, .3.5.4, .3.5.5, and .3.5.6) to the use or disclosure; or
- (b) on receipt of a written authorization from the individual or his or her representative (see sub-articles .3.5.3, .3.5.4, .3.5.5, and .3.5.6) authorizing that the information be used or disclosed in a specified manner.

Sometimes consent for a use or disclosure is requested subsequent to collection of the information to facilitate the processing of an application or claim from an individual. Refusal to agree to that use or disclosure may mean that the application or claim concerned cannot be considered because of lack of information essential to making a decision. In such circumstances, the need for the information must be clearly explained to the individual in writing and he or she given the opportunity to supply the information, where this is appropriate.

When an individual fails to indicate whether or not he or she consents to a particular use or disclosure, an institution shall consider this a refusal of consent. In some cases, however, where, in the opinion of the head of an institution, there is an overriding public interest, the information may be considered for disclosure under one of the categories of permissible disclosures in sub-section 8(2), such as paragraph 8(2)(m) (see article .3.7.13).

.3.5.3 *Consent by minors*

Section 10 of the Privacy Regulations (see Appendix B) provides that rights or actions under the Privacy Act and its regulations, including the giving of consent, may be exercised on behalf of minors by a person authorized by or pursuant to the law of Canada or a province to manage the affairs of minor.

This regulation does not prevent consent being obtained from individuals under the age of majority when such individuals have the ability to understand the subject matter in respect of which consent is requested and are able to appreciate the consequences of giving or withholding consent. When this is the case, consent should be sought from the minor. However, in situations where, in the opinion of the institution, there is a reasonable uncertainty that these conditions apply, the institution should, when the individual is age sixteen or younger, obtain consent from the parent or guardian who has legal custody of the minor. While the age of majority varies from province to province, age sixteen is chosen in this instance as being an age when minors could reasonably be expected to be capable of giving consent.

.3.5.4 *Consent by incompetents*

Section 10 of the Privacy Regulations (see Appendix B) provides that rights or actions under the Privacy Act and its regulations, including the giving of consent, may be exercised on behalf of incompetent individuals (i.e. individuals incapable of managing their own affairs) by a person authorized by or pursuant to the law of Canada or a province to manage the affairs of that person.

.3.5.5 *Consent in respect to deceased individuals*

Section 10 of the Privacy Regulations (see Appendix B) provides that rights or actions under the Privacy Act and its regulations, including the giving of consent, may be exercised on behalf

of deceased persons by a person authorized by or pursuant to the law of Canada or a province to manage the affairs of the deceased, but only for the purposes of such administration.

The Privacy Act applies to personal information relating to individuals who have been dead less than twenty years. When consent is required for the use or disclosure of information pertaining to such individuals for purposes of administering his or her estate, it should, whenever feasible, be obtained from the executor or administrator of the individual's estate. Where this is not possible, the head of a government institution having control of the record may wish to exercise his or her discretion under the permissible disclosure provisions of subsection 8(2). In such situations paragraph 8(2)(m), disclosure where the public interest clearly outweighs invasion of privacy or disclosure would clearly benefit the individual, may become the most appropriate provision for determining whether or not the information will be used or disclosed (see sub-article .3.7.13).

.3.5.6 *Consent by representative of an individual*

Section 10 of the Privacy Regulations (see Appendix B) provides that the rights or actions under the Privacy Act or its regulations, including the giving of consent, may be exercised on behalf of any individual, other than a minor, incompetent or deceased person (see sub-articles .3.5.3 to .3.5.5 above), by any person authorized in writing by the individual to whom the information pertains.

This provision allows representatives such as lawyers to act on behalf of individuals in the giving of consent. *In all such situations, government institutions shall ask the representative to produce written authorization signed by the individual to whom the information pertains empowering the representative to act on his or her behalf in such matters.* In the case of lawyers, such authorization may be comprised of authorization in writing by an individual empowering the lawyer to act in all matters involving the individual. The 'Appointment of Representative Form' included in Appendix C may be used to aid in

fulfilling the requirements of this article but its use is not mandatory and authorization by signed letter is equally acceptable as use of the form.

.3.6 *Consistent use*

Sections 7 and 8 of the Privacy Act provide that personal information may be used or disclosed by a government institution, without the consent of the individual to whom it relates, for a purpose directly related to the purpose(s) for which the information was obtained or compiled. Such related purposes are termed consistent uses. For a use or disclosure to be consistent it must have a reasonable and direct connection to the original purpose(s) for which the information was obtained or compiled.

A number of examples below offer guidance to institutions in determining when a use or disclosure of personal information may be considered consistent. These are as follows:

(a) use of such information in the development or expansion of a government program or activity directly related to the original purpose for obtaining or compiling the information. (For example, if an institution is expanding a benefit program to cover a clientele with the same individuals as that of the original program, then personal information used in the original program may be used in the expanded one without obtaining the consent of each individual affected);

(b) uses of such information which form part of an evaluation or statistical reporting process for an existing program or to provide analytical data for the development of new programs or activities related to the purpose(s) for which the information was originally obtained or compiled;

(c) the disclosure of personal information by Correctional Services to the National Parole Board where the latter is considering the release of an inmate from custody and needs such information to assist in making the decision;

(d) the disclosure of information to an investigative body for the purpose of determining whether an offence has been committed in connection with the Act under which the information was provided. By way of example:

- disclosure of an application filed under the Family Allowance Act for the purpose of determining whether of an offence under that Act has been committed; or
- disclosure of an application filed for a passport in order to determine whether a false declaration has been made which could lead to a prosecution for fraud under the Criminal Code; and

(e) the disclosure of information which has been customarily released into the public domain through the media. An example is the disclosure of the names of accident victims after next of kin have been notified or the names of persons charged with an offence by an investigative body.

Requirement to account for consistent uses

To enable the Designated Minister to fulfill the requirements of section 11 of the Privacy Act respecting publication of the Privacy Index, each government institution must include, in its descriptions of its personal information banks, statements of all consistent uses for which information in any bank is used or disclosed (see article .4.3). Subsection 9(3) of the Act (see article .4.6) provides for notification of the Privacy Commissioner and amendment of the personal information bank description when institutions use or disclose personal information in a manner which, while consistent with the purposes for which it was obtained or compiled, could not be anticipated and is, therefore, not reflected in the Privacy Index.

.3.7 *Permissible disclosures of personal information*

Subsection 8(2) of the Privacy Act sets out circumstances under which personal information under the control of a government institution may be disclosed to third parties (i.e. to another government

institution, person, group of persons or organization) in certain circumstances without obtaining the consent of the individual to whom the information relates.

It is emphasized, however, that subsection 8(2) only permits disclosure of personal information to third parties. It does not create a general right of access for third parties to personal information. Therefore, it is not mandatory for an institution to release personal information requested by a third party under any one of the thirteen categories of subsection 8(2) even when it is the subject of a request under the Access to Information Act. Personal information should be disclosed by a government institution only after it has carefully balanced the arguments favouring disclosure against the potential threat to an individual's privacy posed by the disclosure. Such disclosures should be governed by the interpretations and policies elaborated in this section and the detailed institutional practices and procedures referred to in article .3.2 of this Part.

It should be noted that in stating that the provision is 'subject to any other Act of Parliament', subsection 8(2) clarifies that specific statutory prohibitions against the disclosure of personal information take precedence over the discretionary disclosures permitted under subsection 8(2). Thus, specific prohibitions against disclosure in such statutes as the Income Tax Act and the Statistics Act are unaffected by this provision.

Each paragraph of subsection 8(2) is interpreted separately. The government policies which complement and assist in the interpretation of each paragraph then follow.

.3.7.1 *Original purpose and consistent use*

Paragraph 8(2)(a) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to a third party for the purpose for which the information was obtained or compiled by the government institution or for a use consistent with that purpose.

This paragraph gives government institutions the discretion to disclose personal information to another government institution, person, group of persons or organization if to do so is necessary to accomplishing the purpose for which the information was obtained or compiled or for a use consistent with it. The consistent uses provided for here are subject to the limitations outlined in articles .3.6, .4.3 and .4.6.

.3.7.2 *Act of Parliament or regulation*

Paragraph 8(2)(b) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to a third party for any purpose in accordance with any Act of Parliament or any regulation made thereunder that authorizes its disclosure.

In effect, this paragraph incorporates all other authorizations regarding the disclosure of personal information in federal statutes and regulations.

Such authorizations are sometimes specific and sometimes broad in nature. The Canada Elections Act, which authorizes the posting of electors' names and addresses for the general public to inspect, is an example of a specific authorization. On the other hand, the Unemployment Insurance Act, 1971, which authorizes disclosure of information as the Minister deems advisable, is an example of legislation which gives a broad authorization.

Where the statutory authority is broad and personal information has been released thereunder, an appropriate entry shall be made in the Privacy Index that includes:

- (a) the statutory authority and regulation (where applicable) governing disclosure;
- (b) the type of information disclosed;
- (c) the purpose of the disclosure;

- (d) the third party receiving the information; and
- (e) any conditions respecting use of the information.

Departments are directed that when developing legislation and regulations which deal with the disclosure of personal information, consultation with the Information Law and Privacy Section, Department of Justice must take place prior to submission of the appropriate documentation for approval by the Governor-in-Council or, where applicable, prior to the approval of ministerial regulations.

.3.7.3 *Subpoenas, warrants, court orders and rules of court*

Paragraph 8(2)(c) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed for the purpose of complying with a subpoena or warrant issued or order made by a court, person or body with jurisdiction to compel the production of information or for the purpose of complying with rules of court relating to the production of information. The person or body other than a court may include quasi-judicial bodies and commissions of inquiry.

Normally, government institutions will wish to comply with a subpoena or warrant. There are instances, however, when this will not be the case and, indeed, where it would not be proper to disclose the particular personal information involved. (Government institutions should, when a subpoena or warrant is received, consult with their legal advisor to ensure the validity of the subpoena or warrant and to determine the proper form of compliance.) When responding to a subpoena, it is sufficient for the government institution to produce certified copies of the records required, unless the subpoena stipulates otherwise. When these copies do not become part of the court's records, the government institution should request their return, either for proper disposal or reintegration into its filing system.

.3.7.4 *Attorney General for use in legal proceedings*

Paragraph 8(2)(d) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to the Attorney General of Canada for use in legal proceedings involving the Crown in right of Canada or the Government of Canada.

This provision covers those situations where personal information is required by the Attorney General to conduct a case before the courts or a quasi-judicial body in which the Government of Canada or the Crown in right of Canada is a party.

.3.7.5 *Federal investigative bodies*

Paragraph 8(2)(e) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to an investigative body specified in regulations (see section 5, Privacy Regulations, Appendix B), on the written request of the body, for the purpose of enforcing any law of Canada or any province or carrying out a lawful investigation, if the request specifies the purpose and describes the information to be disclosed.

This is a permissive provision which does not grant federal investigative bodies any right of access to personal information. Rather, the provision leaves to the discretion of the government institution involved the ultimate decision whether or not to disclose personal information to such investigative bodies. Disclosure under this provision is permissible only to those limited number of federal investigative bodies named in regulations.

Disclosure to federal investigative bodies is strictly regulated. Personal information should be disclosed only to aid a specific enforcement or investigative activity and never in response to a vague and indeterminate inquiry. Under the terms of paragraph 8(2)(e) personal information can only be provided to federal investigative bodies pursuant to a written request, which specifies the information being requested and the reason why disclosure is requested. Requests by such bodies may be made either by letter or on the Request for Disclosure to Federal Investigative Bodies Form (see Appendix C). In either case the request must contain:

- (a) the name of the individual to whom the information relates;
- (b) the date of the request;
- (c) a description of the information requested;
- (d) a statement of the specific purpose to be served by the disclosure of the particular personal information;
- (e) the name of the federal investigative body and the name, title and signature of the officer making the request; and
- (f) space for the name, title and signature of the official charged with making the disclosure and the date of disclosure.

When the request is signed and dated by an official of the government institution that has control of the information, it becomes a record of disclosure.

Because of the potential impact of this type of disclosure on personal privacy, *only the most senior officials in each institution shall have the authority to approve the disclosure of personal information to federal investigative bodies. Government institutions shall provide annually to the designated Minister a list, by title, of those officials authorized to approve such disclosures. Further, institutions undertaking disclosures of personal information to federal investigative bodies shall develop internal directives governing such disclosures*.

These internal directives must either replace or incorporate all present agreements relating to the disclosure of personal information to investigative bodies. They should distinguish among the various types of personal information under the control of an institution (e.g. between non-sensitive biographical data and more sensitive information such as medical files), incorporate the principles of all present agreements which remain applicable, establish guidelines governing when and under what conditions personal information may be disclosed to

federal investigative bodies and ensure full accountability of the supplying institution for such disclosures. In distinguishing among various types of personal information, special attention should be paid to identifying information which was obtained or compiled for research or statistical purposes (e.g. standing statistical data banks) or with the clear understanding that no such disclosure of the information would be made. (Institutions should disclose this type of personal information only in the most exceptional circumstances where the need for disclosure clearly outweighs the undertaking of confidentiality.)

Retention of requests for disclosure and records of disclosure

Subsection 8(4) of the Privacy Act provides that the head of a government institution shall retain a copy of every request received by the government institution under paragraph 8(2)(e) for such period of time as may be prescribed by regulation, shall keep a record of any information disclosed pursuant to the request for such period of time as may be prescribed by regulation and shall, on the request of the Privacy Commissioner, make such copies and records available to the Privacy Commissioner.

Section 7 of the Privacy Regulations (see Appendix B) stipulates that a copy of all requests for disclosure to federal investigative bodies and all records of disclosure made in consequence of such requests must be kept for a minimum of two years.

These provisions establish a monitoring system for the Privacy Commissioner in regard to the disclosure of personal information to law enforcement bodies. Access to this information will allow the Commissioner to review such disclosures of personal information, investigate complaints by individuals and report on any abuse of this disclosure provision. *Copies of all requests for disclosure from and all personal information disclosed to law enforcement bodies shall be maintained in a unique personal information bank set up for this purpose*. Individuals may request access to information about themselves in such banks, but much of the information contained in them will qualify for exemption from such access under section 22 of the Privacy Act.

*In order to ensure that no law enforcement or investigative activity is compromised by the disclosure of such requests and information, the institution which has control of this type of information shall:

- clearly mark all personal information in the bank with a notification that a section 22 exemption under the Act may apply to it;
- consult with the investigative body which requested disclosure of the information before making a determination to exempt or disclose it in response to a request; and
- when responding to any such access requests under section 16 of the Act in any way, except to grant access to the information, employ Model Letter H contained in Appendix D.

These provisions should be read in conjunction with section 9 of the Privacy Act (see article .4.5) which requires retention of a record of any use or disclosure of personal information not accounted for in the Privacy Index and attachment of that record to the particular personal information used or disclosed.

.3.7.6 *Provinces, foreign states and international bodies*

Paragraph 8(2)(f) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed under an agreement or arrangement between the Government of Canada or an institution thereof and the government of a province; the government of a foreign state; an international organization of states or an international organization established by the governments of states; or any institution of any such government or organization, for the purpose of administering or enforcing any law or carrying out a lawful investigation.

This provision recognizes existing practices under which personal information is exchanged between federal police, security and other investigative bodies and their counterparts both domestically and internationally. Such disclosures aid the effective carrying out of law enforcement and investigative activities and are necessary to maintaining the flow of information to federal law enforcement agencies. The

paragraph also permits federal government institutions to provide information to provincial and foreign governments and international organizations for the purpose of administering a statute, as well as, enforcing one. Examples of this type of disclosure include the federal-provincial exchange of information related to social assistance and the international exchange of information required to administer veterans' benefits.

Disclosures under this provision are to take place in accordance with an agreement or arrangement. Many such agreements or arrangements have existed in the past. They have ranged in nature, however, from formal signed documents to oral commitments. Some formalization of existing procedures is now required. It is recommended that personal information should only be disclosed by the Government of Canada or a federal government institution to the governments of provinces, foreign states or international organizations in accordance with agreements signed by an appropriate government official. Such agreements should place the receiving government, organization or institution under an obligation not to use or disclose the personal information which is being transferred for any other purpose(s) than those stipulated in the agreement except with the written consent of the federal institution disclosing the information. *In order to ensure consistency of approach among federal government institutions, the terms of disclosure agreements shall meet the minimum requirements listed in document 5 in Appendix C.*

Written agreements are sometimes unacceptable to some foreign governments and international organizations when the exchange of information involves law enforcement, intelligence and security matters. This relatively limited area of activities should form the only exception to the general rule of disclosing personal information to other governments and international organizations by formal agreement. Therefore, when written agreements are unacceptable to a foreign government or international organization, and when the exchange of information is essential to law enforcement, intelligence and security activities, government institutions may disclose personal information under an informal arrangement.

All federal government institutions involved in the disclosure of personal information by agreement or arrangement shall indicate in the appropriate entries in the Privacy Index the various types of agencies with which the particular information in the entry is shared (e.g. provincial social assistance agencies, international law enforcement agencies etc.)

All institutions involved in disclosures of personal information to provincial and foreign governments or international organizations must, in accordance with subsection 9(1) and (2), make provision for the filing and retention of a copy of all records pertaining to any disclosure made under such agreements or arrangements which are not included in the appropriate statements in the Privacy Index (see article .4.5).

.3.7.7 *Members of Parliament*

Paragraph 8(2)(g) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to a member of Parliament for the purpose of assisting the individual to whom the information relates in resolving a problem.

The term member of Parliament includes both members of the House of Commons and the Senate. This provision has been included to remove, in most instances, the necessity of a member having to prove to the satisfaction of a government institution that a person has asked for assistance. This could be difficult to do, for example, when the assistance of a member is in response to an oral request. In cases where the individual is incapable of requesting the member's assistance directly himself or herself, the request to a member may be made by an agent of the individual, who has been authorized to act on behalf of the individual.

In a limited number of instances, however, when the personal information is of an extremely sensitive nature (e.g. a medical record or immigration case record), the institution may ask the member to submit a formal request for the information in writing. Under similar circumstances, where the member is acting on behalf of an agent of an

individual, an institution may seek the member's assistance in obtaining proof that the agent is authorized to act on behalf of the individual in such matters.

Where information which may not be available to an individual under the exemptions of the Act is involved, the government institution may disclose more information in confidence to the member than would be available to the individual concerned if he or she made an application for access under subsection 12(1). Such disclosure may be made to assist the member in better understanding the circumstances concerning the individual and his or her problem. In such situations, the member must first agree not to disclose the information involved to the individual without the permission of the head of the government institution which controls the information.

.3.7.8 *Audit purposes*

Paragraph 8(2)(h) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to officers or employees of the institution for internal audit purposes, or to the Office of the Comptroller General or any other person or body specified in regulations for audit purposes.

No persons or bodies were identified for inclusion in the Privacy Regulations. The Auditor General of Canada is not mentioned in this paragraph because disclosure to the Auditor General or a member of his or her office is specifically authorized under the Auditor General Act. Therefore, disclosure is permitted under paragraph 8(2)(b).

Audit purposes include the conducting of an independent review and appraisal of the management practices and controls and of the financial accountability of particular operations and programs. *Personal information disclosed pursuant to this provision shall be used only for audit purposes and not as part of any decision-making process concerning the individual to whom the information relates*.

.3.7.9 *Archival purposes*

Paragraph 8(2)(i) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to the Public Archives of Canada for archival purposes.

Disclosure for archival purposes includes not only the actual transfer of personal information to the control of the Public Archives for archival and historical purposes, but also the examination by staff of the Public Archives of personal information within government institutions in order to determine whether or not that information qualifies as an archival record and to establish appropriate retention and disposal standards for that information.

Further disclosures of personal information by the Public Archives is provided for in subsection 8(3) of the Privacy Act. Refer to article .3.8 below.

.3.7.10 Research or statistical purposes

Paragraph 8(2)(j) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to any person or body for research or statistical purposes provided that the head of the government institution:

(a) is satisfied that the purpose for which the information is disclosed cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that would identify the individuals to whom it relates; and

(b) obtains from the person or body a written undertaking that no subsequent disclosure of the information will be made in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

The Research Application and Undertaking Form is discussed in Appendix C. Its purpose is to provide an avenue for continued research and statistical analysis involving personal data, especially in medicine

and the social sciences, while making researchers, statisticians and research or statistical bodies formally accountable for the protection of individual privacy when they are allowed access to such information.

When contemplating the use of this disclosure provision for older information, reference should also be made to subsection 8(3) of the Privacy Act (see article .3.8 below). This relates to disclosure by the Public Archives, under certain conditions, of personal information collected by it for historical and archival purposes for research or statistical purposes.

If a researcher or statistician, to whom information has been provided, wishes to release it in a personally identifiable form, he or she must obtain either the consent of the individual to whom the information relates or the permission of the head of the government institution controlling the information. In the latter instance, permission to disclose the information may be given on the basis of a public interest statement as provided sub-paragraph 8(2)(m)(i) (see sub-article .3.7.13 below).

When an institution discovers that personal information is being disclosed by a person or body through publication or any other method in contravention of a written undertaking, it shall immediately take steps to withdraw research privileges from that person or body and the institution's legal advisor shall be consulted in order to determine the proper steps to be taken to prevent further disclosure of the personal information concerned.

(In exercising discretion to disclose personal information under the research or statistical purposes provision, government institutions should take into account the sensitivity of the information involved and other factors set out in the invasion-of-privacy test included in sub-article .3.7.13.).

.3.7.11 *Native claims research*

Paragraph 8(2)(k) provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to any association of aboriginal people, Indian band, government institution or part

thereof, or to any person acting on behalf of any of these groups, for the purpose of researching or validating the claims, disputes or grievances of any of the aboriginal peoples of Canada.

This provision permits disclosure of personal information to researchers involved in the process of settling native claims. The term 'aboriginal people' is intended to have the same meaning as in the Canadian Charter of Rights. Such information is primarily contained in the records of the Department of Indian Affairs and Northern Development but is also found in other government institutions. Personal information may be disclosed to an individual acting on behalf of an association of aboriginal people, Indian band or government institution upon presentation of a letter by that individual from any such group accrediting him or her as undertaking work involved with researching or validating native claims on its behalf. Individuals accredited to undertake such research or validation but not employed by a government institution must also fill out the Research Application and Undertaking Form provided for in sub-article .3.7.10.

(In exercising discretion to disclose personal information under the native claim research provision, government institutions should take into account the sensitivity of the information involved and other factors set out in the invasion-of-privacy test included in sub-article .3.7.13.).

.3.7.12 *Payment of a benefit and collection of a debt*

Paragraph 8(2)(1) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed to any government institution for the purpose of locating an individual in order to collect a debt owing to Her Majesty in right of Canada by that individual or make a payment owing to that individual by Her Majesty in right of Canada.

This provision is included to facilitate the task of locating individuals for the purpose of Crown debts and paying money owing to individuals. Government institutions should release appropriate information to other institutions for the purpose of locating individuals

owing Crown debts, unless specifically prohibited from doing so. However, the provision does not permit the disclosure of information for the purpose of investigating the possibility that a Crown debt is owed. In the case of benefits due an individual the intention is to expedite the location of individuals entitled to income tax refunds or other government cheques. *For personal information to be disclosed for these reasons, the government institution requesting the information shall clearly specify the debt or benefit to the government institution which controls the information. On the other hand, the disclosing institution shall disclose only that personal information which can be useful in locating an individual*.

It should be noted that this provision does not override specific statutory prohibitions against the release of the information, such as are contained in the Income Tax Act.

.3.7.13 Public interest

Paragraph 8(2)(m) of the Privacy Act provides that personal information under the control of a government institution may be disclosed for any purpose where, in the opinion of the head of an institution, (i) the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure, or (ii) disclosure would clearly benefit the individual to whom the information relates.

Sub-paragraph 8(2)(m)(i)

This provision is designed to deal with disclosure of personal information in situations which either cannot be readily foreseen or which are so specialized that they cannot be suitably covered in specific terms elsewhere in subsection 8(2) of the Privacy Act. It is emphasized that the provision does not imply any right of access to personal information by other government institutions or third parties. Rather, the provision only permits disclosure by the institution where, in the discretion of the head of that institution, the appropriate conditions, as set out in this policy, are met. Further, the provision is only a

supplement to and not a replacement for paragraphs (a) to (1) of subsection 8(2). In any case, it must be used by institutions with a good deal of restraint. *Information shall be disclosed under this provision only when it is apparent that there is a clear public interest in disclosure but no other release category under subsection 8(2) is applicable.*

Subsection 8(5) requires that the Privacy Commissioner be informed of disclosures made under this provision. The Privacy Commissioner may, subject to the admonition not to disclose information for which an exemption has been claimed, then, decide to inform or consult the individual concerned, or to initiate a complaint under subsections 29(1) and 29(3) or an investigation under section 37 of the Act.

In deciding whether or not to disclose information under this provision the head of an institution must balance the public interest in disclosure against the threat to an individual's privacy. This balancing must be based on a invasion-of-privacy test which weighs the expectations of the individual, the nature of the particular personal information involved and the possible consequences of disclosure for the individual against the public interest in disclosure, whether this is assessed in terms of the benefit to only a small number of people or to the public as a whole. There is no easy guide by which to determine whether or not a specific disclosure is in the public interest, especially since the criteria must cover unique, one-time cases, as well as what are termed 'class' disclosures (i.e. similar, regularly recurring and routine releases affecting a large number of individuals). There are obvious emergency situations where the circumstances are urgent and unambiguous, the public interest in disclosure is clear and the threat to privacy is very slight. There are situations, too, where, either because of the type of information involved or the passage of time, there is little, if any, threat to an individual's privacy. In most situations, however, the public interest in disclosure is less immediately apparent and a invasion-of-privacy test more crucial in deciding exactly which types of information may be released.

Basis of invasion-of-privacy test

There are three interrelated factors which must be taken into account in any invasion-of-privacy test. These are as follows.

- (a) Expectations of the individual The conditions which governed the collection of the personal information and the expectations of the individual to whom it relates are important criteria in any test. Was the information compiled or obtained under guarantees which preclude some or all types of disclosures? Or, on the other hand, can the information be considered to have been unsolicited or given freely or voluntarily with little expectation of being maintained in total confidence? Has the individual himself or herself made a version of the information generally available to the public and thus waived the right to privacy in these circumstances?

- (b) Sensitivity of the information It must be determined what type of information is involved in the request for a public interest disclosure. Is it of a highly sensitive personal nature or is it fairly innocuous information? Is the information very current and for that reason more sensitive or confidential, or has the passage of time reduced that sensitivity or confidentiality so that disclosure under specific circumstances would lead to no measurable injury to the individual's privacy?

- (c) Probability of injury If the information is considered sensitive, can it be surmised that the particular disclosure carries with it the probability of causing measurable injury? Injury is to be interpreted as any harm or embarrassment which will have direct negative effects on an individual's career, reputation, financial position, safety, health or well-being. As well, a head of an institution must consider if a disclosure of personal information will make that information available for a decision-making process by a government institution beyond that for which it is being disclosed.

Institutions may also have other factors unique to their own situations which should also be added to a invasion-of-privacy test. These should be addressed in institutional guidelines drawn up in consultation with the Designated Minister. Arrangements for informing the Privacy Commissioner of 'class' public interest disclosures as well as particular disclosures should be made in consultation with the Privacy Commissioner.

Examples of situations in which there could be a public interest which outweighs the potential invasion of privacy in disclosure as outlined in paragraph 8(2)(m)(i) include:

- (a) health or medical emergencies, accidents, natural disasters or hostile or terrorist acts where one or more individual's lives and well-being depend on disclosure;
- (b) disclosure of information to carry out an order of the court (e.g enforcement of a custody order); and
- (c) disclosure of information by an institution when it considers it in the public interest to release information relating to an individual either to substantiate a public statement by that individual or to correct such a statement. In these circumstances the individual involved must first have stated publicly much of the information being substantiated or corrected (e.g. a dispute over a social benefits claim).

Application to individuals who are deceased

Sub-paragraph 8(2)(m)(i) should be considered when disclosure of information relating to an individual dead less than twenty years is requested and administrative problems arise making it unfeasible to obtain consent from the executor or administrator of the individual's estate (see article .3.5). Very often there is a diminution of privacy concerns with the passage of time and such information can be disclosed. The head of an institution should weigh the sensitivity of the information

involved against the public interest in disclosure to determine if an unwarranted invasion of privacy would occur if the information was released. Important factors to consider when making a decision whether or not to disclose are whether:

- (a) disclosure may cause definite financial injury to the immediate family of the deceased; or
- (b) disclosure may endanger the physical well-being of the immediate family of the deceased; or
- (c) the head of the institution has reason to believe that an immediate family member or ex-spouse does not want the information released;
- (d) the information contains medical, psychological or social work case reports or data which it is reasonable to believe would prove harmful to familial relationships; or
- (e) the deceased has expressed or implied any wishes with regard to the information.

Individuals failing to return a consent form

As stated in article .3.5.2, when an individual fails to indicate whether or not he or she consents to a particular use of disclosure, an institution shall consider this a refusal of consent. In some cases, however, where, in the opinion of the head of an institution, there is an overriding public interest or the administrative action would benefit the individual involved, the head of a government institution may consider the disclosure of personal information under the appropriate sub-paragraph in 8(2)(m). Such disclosures must only be undertaken in accordance with the requirements for public interest disclosures provided for in the Privacy Act, including notification of the Privacy Commissioner.

Sub-paragraph 8(2)(m)(ii)

This provision gives a discretion to the head of a government institution to ensure that personal information is not withheld from disclosure where an individual could clearly benefit from its release. The test in such circumstances is satisfied if the individual considers the release of the information of benefit to him or herself. Some examples of situations where personal information may be released on ground of 'benefit to the individual' are:

- (a) disclosure to a doctor or hospital of an individual's blood type in an emergency when a transfusion is needed;
- (b) disclosure to an airline of information to locate passengers' next of kin where an accident has occurred or to locate passengers when, for example, they have been exposed to food poisoning on a flight;
- (c) disclosure of information to assist in the determination whether an individual is entitled to an honour, gift or reward or to a promotion or other professional advancement;
- (d) disclosure of information that would verify that an individual is the owner of stolen or lost property;
- (e) notification of next of kin in case of an accident or disaster; and
- (f) disclosure of information about an individual to immediate family members or an authorized representative of the individual such as a lawyer, under compassionate circumstances (e.g. whether or not an individual has been arrested).

Notification of Privacy Commissioner

Subsection 8(5) of the Privacy Act provides that the head of a government institution must notify the Privacy Commissioner of any disclosure of personal information under paragraph 8(2)(m) either prior to the disclosure or, if this is not practicable, at the time of disclosure. The Privacy Commissioner has discretion to notify the individual to whom the information relates of the disclosure if this official deems such notification to be appropriate.

The provision acts as a check upon unreasonable use of paragraph 8(2)(m). When notified of an intention to disclose, the Privacy Commissioner may decide to intervene and recommend against disclosure.

Notification of an individual by the Privacy Commissioner is, however, subject to the requirements of section 64 of the Privacy Act. This provision places the Privacy Commissioner under a duty not to disclose any information that is exempt under either the Access to Information Act or Privacy Act or any information which could confirm the existence of personal information where the head of a government institution, in refusing to disclose the information, has not indicated whether it exists.

Particular disclosure

When personal information is disclosed under the public interest and individual benefit provisions on a unique, one-time basis, the institution must include in its notification to the Privacy Commissioner:

- (a) the name and last known address of the individual involved;
- (b) a description of the information being disclosed;

- (c) the purpose of the disclosure and a statement as to why the public interest overrides privacy in this particular instance; and
- (d) the name and signature of the person authorizing disclosure.

Class disclosures

Class disclosures are releases of personal information which are relatively routine in nature and occur regularly. Such disclosures are entirely dependent on the Privacy Commissioner agreeing to the approach being used. Government institutions must contact the Privacy Commissioner and make arrangements for class disclosures which meet the requirements of that office. Information relating to all class disclosures must be included as part of the appropriate information bank description in the Privacy Index and also transmitted to the Office of the Privacy Commissioner for notification purposes. This information pertaining to the arrangement made between the government institution and the Privacy Commissioner shall consist of:

- (a) a detailed description of the type(s) of information involved in the class description;
- (b) the purpose of disclosure and a statement as to how the public interest or individual benefit overrides privacy in the class release; and
- (c) the name and signature of the person authorizing the disclosure.

Particulars of each arrangement concerning a class disclosure which have been transmitted to and accepted by the Office of the Privacy Commissioner satisfy the requirement of the Act for the head of a government institution to notify the Privacy Commissioner in advance of any disclosure of personal information under paragraph 8(2)(m). To

enable the Privacy Commissioner to monitor this type of disclosure more effectively, each government institution shall, no later than the termination of each financial year, report to the Privacy Commissioner the total number of disclosures per month pursuant to each arrangement for a class disclosure that has been authorized.

.3.8 *Disclosure by the Public Archives*

Subsection 8(3) of the Privacy Act provides that, subject to any other Act of Parliament, personal information under the control of the Public Archives that has been transferred to the Public Archives by a government institution for archival or historical purposes may be disclosed in accordance with the regulations to any person or body for research or statistical purposes.

Section 6 of the Privacy Regulations sets out the conditions for disclosure of archival or historical personal information for research or statistical purposes. Such information may be disclosed for these purposes where:

- (a) the information is of such a nature that disclosure would not constitute an unwarranted invasion of the privacy of the individual to whom the information pertains;
- (b) the disclosure is in accordance with paragraphs 8(2)(j) or (k) of the Act;
- (c) one hundred and ten years have elapsed following the birth of the individual to whom the information pertains; or
- (d) in cases where the information was obtained through the taking of a census or survey, ninety-two years have elapsed following the taking of the census or survey containing the information.

This provision permits the disclosure of personal information in certain circumstances for research of an historical nature. It is similar to paragraph 8(2)(j), disclosure for research or statistical purposes, but this latter clause was thought too restrictive in regard to further disclosure of personal information to allow historical research to be conducted at the Public Archives. The Public Archives is, therefore, permitted to make personal information which it has collected for archival or historical purposes available for research or statistical purposes under the specific conditions set out in the Privacy Regulations. It should be noted that:

(a) sub-section 8(3) does not create a right of access for third parties to personal information collected by the Public Archives for archival or historical purposes. Rather, it permits that institution discretion to disclose such information under particular conditions to serve specific research or statistical purposes; and

(b) while paragraphs 8(2)(j) and (k) of the Privacy Act are mentioned specifically in section 6 of the Privacy Regulations as providing for permissive disclosures by the Public Archives, all other provisions in section 8 of the Privacy Act apply equally to the Public Archives and it is governed by the policies prescribed in this Section of Chapter 410.

The provision is subject to any other Act of Parliament. This means that where a federal statute forbids the disclosure of personal information (e.g. the Income Tax Act), it cannot be disclosed by the Public Archives. The regulation prescribing the circumstances under which personal information of an archival or historical nature may be disclosed, is based on the differentiation between information which would and would not constitute an unwarranted invasion of privacy to the individual to whom it pertains. By way of example, sensitive medical, personnel and law enforcement records could contain information the disclosure of which could pose an unwarranted invasion of privacy. On

the other hand, a letter from a citizen to an employee of a government institution discussing a public issue probably would not qualify as information posing an unwarranted invasion of privacy.

Since the Public Archives assumes control over the personal information transferred to it for historical or archival purposes, discretion to differentiate between those types of personal information which would and would not constitute an unwarranted invasion of privacy is given to the head of that institution. *However, as a matter of government policy, the Public Archives shall:

- (a) set out detailed guidelines based on section 6 of the Privacy Regulations to govern how all such differentiations are made;
- (b) make such guidelines publicly available; and
- (c) limit delegation of authority to approve such differentiations to senior officials within the Public Archives*.

These guidelines should take into account the principles of the invasion-of-privacy test set out in sub-article .3.7.13.

Further, the Public Archives shall, at time of transfer, consult with each government institution transferring personal information to its control for archival or historical purposes in order to obtain its advice, based on the guidelines prepared by the Archives, as to which personal information would, if disclosed, constitute an unwarranted invasion of privacy. The final decision as to whether or not to disclose particular personal information for archival or historical purposes, of course, lies with the Public Archives but it should take into account recommendations from the transferring institution.

In order to provide a control mechanism over disclosures of personal information for research or statistical purposes, subsection 8(3) is subject to review of the Privacy Commissioner in accordance with subsection 37(1) of the Act.

This section should be read in conjunction with sub-article .3.7.10 dealing with paragraph 8(2)(j), research or statistical purposes, and sub-article .3.7.11 dealing with paragraph 8(2)(k), native claims research.

.3.9 *Information publicly available*

Subsection 69(2) of the Privacy Act provides that the use and disclosure code in sections 7 and 8 of the Act does not apply to personal information which is publicly available.

This provision applies to information which has been published in any form or which constitutes or is part of a public record obtainable from another source. An example of the latter would be copies of trial records relating to an individual which are available from the court office. In such cases, it would not be sensible, for instance, to require an institution to obtain records directly from the court if they are more readily obtainable from another institution. The provision is included to prevent absurd situations where a government institution would be refusing to disclose information to another institution or other third party which is already in the public domain.

Such personal information remains accessible, however, to the individual to whom it relates under the Privacy Act.

.3.10 *Addresses and mailing lists*

An individual's home address falls within the definition of personal information in paragraph 3(d) of the Privacy Act. As a general rule, therefore, it is not to be disclosed for mailing list purposes by a government institution. Exceptions are limited to the following situations:

- (a) the compilation of mailing lists for distribution to specified government institutions or third parties is the purpose for which the addresses of individuals were collected and the individuals concerned have been so advised by the government institution;

(b) the individuals on the mailing list have consented by voluntarily providing their addresses to facilitate their receipt of information about certain subjects and events;

(c) the transmitting of information contained in mailing lists is authorized by an Act of Parliament or a regulation as provided for in paragraph 8(2)(b) of the Privacy Act; and

(d) in exceptional circumstances only, disclosure of this type of information may be justified under paragraph 8(2)(a), consistent use, or subparagraph 8(2)(m)(ii), individual benefit, or one of the other provisions of subsection 8(2).

Part III

.4 Accounting for use and disclosure of personal information

.4.1 *General principles*

The Use and Disclosure Code dealt with in section .3 is based on the principle that the right of an individual to privacy includes the right to control the use which is made of information about him or herself and, when exceptions to this principle exist, to know what use can be made of the information. Section 9, paragraph 11(1)(iv) and subsection 11(2) of the Privacy Act ensure that all uses and disclosures of personal information in personal information banks are recorded, accounted for and, where appropriate, described in the personal information index (Privacy Index) so that an individual can determine what specific uses and disclosures of particular personal information have occurred.

.4.2 *Purpose*

The purpose of this section of Chapter 410 is to assist in the interpretation of those provisions of the Privacy Act relating to the publishing of primary, consistent and regular uses of personal information in personal information banks, the retention of use and disclosure records and the accounting for consistent uses not previously published; and to set out directives and guidelines concerning these provisions which are to be applied as a matter of government policy. Together, the statutory provisions and the policies based on them provide a framework to aid government institutions in accounting for the use and disclosure of personal information.

.4.3 *Statement of purposes*

Paragraph 11(1)(iv) of the Privacy Act provides that the Designated Minister shall cause to be published on a periodic basis not less frequently than once each year, as part of the Privacy Index, a statement of the purposes for which personal information in the bank was obtained or compiled and a statement of the uses consistent with such purposes for which the information is used and disclosed.

This requirement to publish a statement of uses and a statement of consistent uses is the essential basis of accounting for use and disclosures which underlies the Use and Disclosure Code set out in sections 7 and 8. These statements identify primary and consistent uses for the purposes of permitting uses and disclosures under paragraph 7(a) (see article .3.3 above) and 8(2)(a) (see sub-article .3.7.1 above). As well, they provide individuals with a way of determining the uses and disclosures which are made of information concerning themselves. *In order to ensure the completeness of this notification process, government institutions are required to provide to the Designated Minister comprehensive statements of all purposes for which personal information in each bank under their control was obtained or compiled and similar statements of consistent uses for which information in each bank is used or disclosed as part of the personal information bank identification and description process required by section 11 of the Act and to update these statements annually.*

.4.4 *Routine uses not included as primary or consistent uses*

Subsection 11(2) provides that the Designated Minister may set forth in the Privacy Index a statement of any of the uses and purposes not included in the statements made pursuant to sub-paragraph 11(1)(a)(iv), for which personal information contained in any of the personal information banks referred to in the Privacy Index is used or disclosed on a regular basis.

This provision permits government institutions to provide to the Designated Minister for publication in the Privacy Index statements of routine uses of personal information, which is neither a primary nor consistent use. These are permissible disclosures of the information under subsection 8(2) of the Act (see article .3.7 above) which take place on a regular basis. Examples of such routine uses are the provision of information in Unemployment Insurance Commission files to Members of Parliament (under paragraph 8(2)(g)) or the provision of family allowance information by National Health and Welfare to the Department of Indian Northern Affairs to carry out its programs (under paragraph 8(2)(b)).

Such statements of routine uses increase the knowledge of the individuals about the various uses and disclosures made of information concerning themselves. As well, this subsection enhances administrative efficiency. If no statement of a specific routine use is included in the Index then an institution is required, in accordance with subsection 9(1) of the Act (see article .4.5 below), to record each such use on an individual's file. The statement of routine uses eliminates this need to annotate an individual's file.

Government institutions shall, as part of the personal information bank identification and description process required by section 11 of the Act, provide to the Designated Minister a statement of routine uses made of information in each bank under their control and shall update these statements annually.

.4.5 *Retention of use and disclosure record*

Subsection 9(1) of the Privacy Act provides that a government institution shall retain a record of any use by the institution of personal information contained in a personal information bank or any use or purpose for which such information is disclosed by the institution where the use or purpose is not included in the statements of uses or purposes published in the Privacy Index pursuant to paragraph 11(1)(a)(iv) and subsection 11(2), and shall attach the record to the personal information.

Subsection 9(2) of the Act provides that such record of use or disclosure described in subsection 9(1) shall be deemed to form part of the personal information to which it is attached.

The purpose of these two subsections is to ensure that any use made of personal information which is not listed in the Privacy Index can be traced by the individual to whom the information relates. By requiring that a record of such uses and disclosures be attached to the personal information, it will be accessible along with the information when an access request is made, subject to any exemptions which may apply. This provision also assists the Office of the Privacy Commissioner in reviewing the use and disclosure of personal information.

In the case of a use or purpose for which personal information is disclosed but the use or purpose is not included in the description for the particular personal information banks, *a record shall consist (i) of the name and title of the person disclosing the information, (ii) the name of the institution, person, group of persons or organization receiving the information, (iii) notation of the use made of the information, and (iv) a copy of the information disclosed.*

As provided in section 4 of the Privacy Regulations (see Appendix B) these records must be retained for a minimum period of two years following the use or disclosure.

In the case of class disclosures reference must be made to the release arrangement agreed to by the Privacy Commissioner (see sub-article .3.7.13).

Investigative bodies

When a disclosure of personal information is made by a government institution to a federal investigative body under paragraph 8(2)(e) (see sub-article .3.7.5 above) subsections 9(1) and (2) still apply. A copy of the record of disclosure will be attached or maintained as part of the particular record disclosed and becomes part of the personal information concerning the individual that is under the control of the government institution. Such records of disclosure, if disclosed to the individual involved, could compromise an investigation which is in progress. *Therefore, institutions shall ensure that all records of disclosure are clearly marked as possibly qualifying for a section 22 exemption under the Act (the Model Form in Appendix C has this noted on it) and on those occasions when an individual requests access to personal information about him or herself to which is attached a record of disclosure to a federal investigative body, the government institution that has control of the information shall:

- consult with the investigative body which requested disclosure of the information before making a determination to exempt or disclose it in response to a request; and

- when exempting the information in response to an access request under section 22 of the Act, employ Model Letter F contained in Appendix D.

If the investigative body indicates that the record of disclosure does not qualify for exemption, it must be disclosed as part of the personal information requested. Of course, the record of disclosure of personal information to investigative bodies is available for examination by the Privacy Commissioner regardless of whether or not it is considered to qualify for exemption.

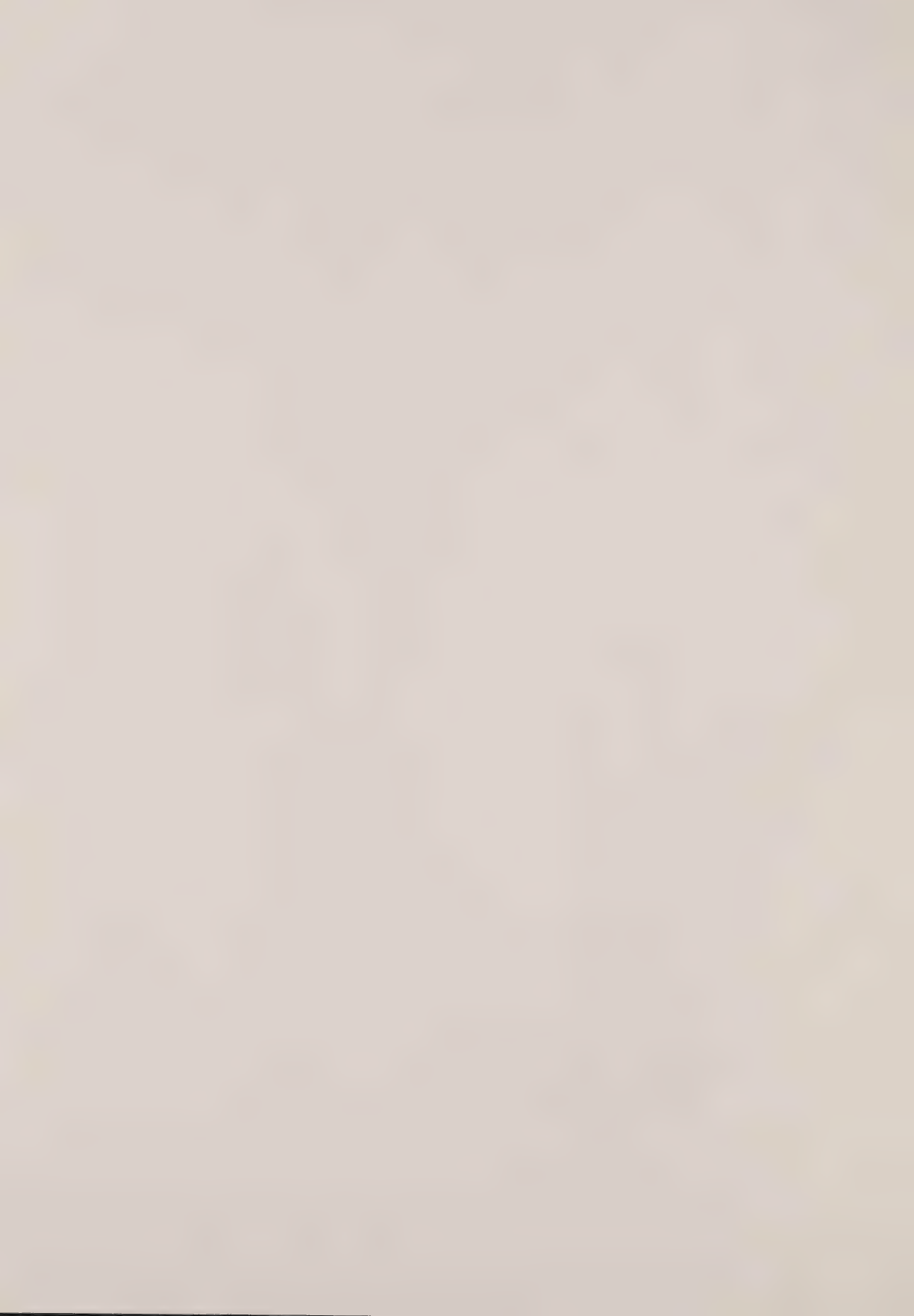
.4.6 *Consistent uses not previously accounted for*

Subsection 9(3) of the Privacy Act provides that where personal information in a personal information bank is used or disclosed for a use consistent with the purpose for which the information was obtained or compiled by an institution but the use is not included in the statement of consistent uses published in the Privacy Index pursuant to sub-paragraph 11(1)(a)(iv), the head of a government institution shall:

- (a) forthwith notify the Privacy Commissioner of the use for which the information was used or disclosed; and
- (b) ensure that the use is included in the next statement of consistent uses published in the Privacy Index.

This provision is included to deal with those exceptional circumstances where it may be necessary for institutions to use or disclose personal information for a purpose which, while consistent with the purpose for which it was obtained or compiled, could not be anticipated and is, therefore, not reflected in the Index. It permits use or disclosure for such a consistent use under paragraphs 7(a) and 8(2)(a) only where the Privacy Commissioner is immediately notified. Institutions are also required to submit an amendment of the personal

information bank description to the Designated Minister setting forth the new use. This amendment will be added to the statement of consistent uses for that bank and published in the next issue of the Privacy Index. The provision thus ensures that publication of all 'consistent uses' occurs in the same form but permits government institutions some flexibility when a legitimate new consistent use arises.



Part III

.5 *Right of access to personal information*

The Privacy Act provides individuals with a right of access to personal information about themselves. The Act also enables individuals to request corrections to be made to such information where there is an error or an omission or require that a notation be attached to that information reflecting any correction requested but not made.

.5.1 *Purpose*

This section provides assistance to government institutions in the interpretation of those provisions of the Privacy Act that deal with access to personal information under the Act and sets out directives and guidelines concerning these provisions which are to be applied as a matter of government policy. Government institutions should, where appropriate, develop and implement internal procedures, ensuring that these are consistent with the provisions of the Act and the content of this policy.

.5.2 *Informal access*

Provision of access to the type of personal information that has been generally available from government institutions to individuals about themselves is to be continued without formal processing under the Privacy Act. Examples include information in a claimant's UIC file, payroll deductions, vacation leave credits or personal information already published.

Where informal access cannot be given to the personal information requested, the applicant should be informed of his/her rights under the Privacy Act (see Model Letter A, Appendix D) and of the manner of exercising such rights through the use of the Access to Personal Information Request Form.

.5.3 *General requirements for processing formal requests*

.5.3.1 *Complete requests*

Subsection 12(1) of the Privacy Act provides the right of access to Canadian citizens or permanent residents, within the meaning of the Immigration Act, 1976, to personal information held about the individual by a government institution. Pursuant to subsection 12(3), the Governor in Council may, by order, extend the right of access to personal information to individuals not referred to above. This right has been extended to foreign prisoners incarcerated in Canada.

Section 13 of the Privacy Act and sections 8, 9 and 10 of the Privacy Regulations (see Appendix B) provide that an applicant has made a formal request for access to personal information when the application meets the following requirements:

- it is in writing, using the Access to Personal Information Request Form;
- it has been addressed to or received by an appropriate officer of the government institution listed in the Schedule to the Act that has control of the personal information in question; and
- it identifies each personal information bank that is the subject of the request or provides sufficiently specific information in respect of each class of personal information so as to render it reasonably retrievable by the government institution.

If the government institution believes that the application does not contain sufficient information on the location of the information to render it reasonably retrievable, it should contact the applicant to ask for more information before refusing to process the application.

If (subject to the foregoing), a request for access cannot be processed because it is incomplete, government institutions shall, within 10 days of receipt, inform the applicant of the steps required to complete his or her request and of his or her right to complain to the Privacy Commissioner if the applicant believes that sufficient information has already been provided to retrieve the information.

The time available for government institutions to process requests to personal information is to be counted from the date of receipt of a complete request, as defined in this article.

As a matter of government policy, *government institutions should assist individuals seeking personal information under the Privacy Act, (e.g. handicapped individuals) who are unable to exercise their rights using regular procedures*.

.5.3.2 *Identification*

Before access is given to personal information, government institutions shall, pursuant to subsection 8(2) of the Regulations (see Appendix B), require adequate identification from the applicant, according to the identification requirements for individuals established by an institution for the relevant personal information bank. Where rigorous verification of identity is necessary, the applicant may be required to present himself/herself in person when access is given. If there is any doubt about the identity of the person, disclosure of personal information should not take place under any circumstances.

In accordance with Section 10 of the Regulations (see Appendix B), agents can be authorized by the applicant to exercise the right of access on his or her behalf. Where the rights of an applicant under the Act are exercised by a duly authorized representative, *government institutions shall require that the applicant's representative provide both adequate identification and written proof of authorization to act on behalf of the applicant before access is given*.

.5.3.3 *Documentation*

It is important that government institutions internally document essential control points at all stages of the access process, as such documentation may become necessary as evidence during the review process, especially review of institutional decisions undertaken by the Privacy Commissioner. A sample tracking document is provided in Appendix A of Part IV of this Chapter. This same form can be used to capture data

for the annual report to Parliament, pursuant to subsection 72(1) of the Act. *Government institutions shall record all administrative actions taken in processing requests under the Act where such actions are required by the Act or the Regulations.*

Exemption decisions must also be carefully documented. (*All reports, deliberations and decisions on invoking exemption provisions should be recorded and filed along with the information to which they pertain*). *Such documentation shall be subject to the controls on the retention and disposal of personal information set out in article .2.4 of this Part.*

.5.4 *Notices*

The Privacy Act sets out specific time limits for processing requests and conditions under which the applicant must be notified. Where the government institution fails to give access within the specified time limits, for the purposes of the Act, it is deemed to have refused access. Government institutions are encouraged to review the request with the applicant, especially when this would be helpful in interpreting the request, or aid the applicant in understanding any difficulties which may be encountered in processing the request (e.g. time extensions sought, the need for additional information etc.). Well-negotiated handling of requests may reduce the incidence of appeals.

The notification requirements prescribed by the Act are set out below. Model Letters for notices are provided in Appendix D.

The Act provides that government institutions shall, within thirty calendar days of receipt of a complete request, give a written notice to the applicant concerning the following:

- (a) Excluded records: When the records containing personal information are excluded from access under the Privacy Act (for an explanation of excluded records, see section .6 of this Part).

(b) Method of access: When access is to be given, provide a copy of the personal information requested or by advising the applicant that arrangements can be made for viewing the information according to the conditions specified in section 9 of the Regulations (see Appendix B).

(c) Extension: When a government institution requires more time than the initial period of 30 days. The notice shall inform the applicant of the length of the extension and of his/her right to complain to the Privacy Commissioner about the extension. The circumstances under which the initial period of 30 days may be extended are the following, as set out in section 15 of the Privacy Act:

- if meeting the original time limit would unreasonably interfere with the operations of the government institution; or
- if the consultation necessary to comply with the request cannot reasonably be completed within 30 days.

(Consultation in the context of this provision refers to consultation of the type undertaken with other government institution, foreign governments, medical practitioners etc. but not internal consultation.) It is important to note, however, that extension of time limits under the Privacy Act in these circumstances is permitted only for a maximum of another 30 days.

A form letter describing the required content of these notices is provided in Appendix D (see Model Letter G).

Time extension can also be sought for such a period of time as is reasonable, if additional time is necessary for translation purposes.

(d) Exemption: When access to the personal information requested or part thereof is refused. The notice should state the specific exemption which applies or that the personal information forms part of an exempt bank or that the personal information does not exist, or, where the government institution does not indicate whether the record exists, cite the specific

provision of the Privacy Act on which the refusal would be based or could reasonably be expected to be based if the information existed. It is to be noted that, pursuant to subsection 16(2), the government institution may but is not required to indicate whether or not the personal information exists. The notice should also inform the applicant of his/her right to appeal the decision to the Privacy Commissioner (see Model Letters D, E, and H in Appendix D).

.5.5 *Exemption application procedures*

.5.5.1 *Exemption review*

The underlying principle in applying most exemption criteria is the weighing or balancing of the right of access to personal information against the injury that could ensue from disclosure of that information. The bases of the factors governing exemptions are discussed in section .7 of this Part and this policy should be referred to when applying exemption criteria.

Under the coordination of its Privacy Coordinator, a *government institution shall review all personal information requested under the Privacy Act prior to disclosure in order to identify information that may technically qualify for exemption under the provisions of the Act*. In large institutions or institutions with regional offices, the review may take place under the coordination of a divisional or regional privacy coordinator. In some institutions personal information may be designated as part of an exempt bank. For policies regarding personal information contained in exempt banks see article .7.6.1.

.5.5.2 *Precedents*

In dealing with requests for information to which access has already been sought, government institutions should note that the decision to release or withhold a record may change because the injury involved is diminished or other new circumstances now apply.

Government institutions must assess each request on its own merits using precedents only as guidelines in making a determination either to disclose or exempt personal information. Documents classified under the government security classification system should receive more careful preliminary examination. However, the fact that a document is classified does not mean that it is exempt and each document must be judged in relation to the exemption provisions of the Act. At the review stage, the information should be screened for medical information and a decision made as to whether it may potentially qualify for an exemption under section 28 of the Act and thus should be referred to a duly qualified medical practitioner. Procedures concerning the disclosure of personal information relating to physical or mental health are contained in sections 13 and 14 of the Regulations (see Appendix B) and sub-article .7.6.11 of this Part.

.5.5.3 *Consultation*

Before making a determination to exempt or disclose certain information, it is the responsibility of the Privacy Coordinator to ensure that consultation with other government institutions takes place.

Consultation is mandatory whenever the personal information requested includes information received from or relating to the activities of another government institution from that processing the request as described in:

(a) section 19; information obtained 'in confidence' from other governments and international organizations (see sub-article .7.6.2);

(b) section 21; defence of Canada or any state allied or associated with Canada; international affairs and the detection, prevention and suppression of subversive or hostile activities (see sub-article .7.6.4);

(c) section 22; law enforcement and investigations (see sub-article .7.6.5);

(d) section 23; security clearances (see sub-article .7.6.6);

(e) section 25; the physical safety of individuals (see sub-article .7.6.8).

Consultation prior to determining whether or not to invoke any other exemptions is optional.

If the government institution consulted wishes to have an exemption invoked it should supply the government institution processing the request with a written explanation of why such an exemption is necessary. Even where consultation is mandatory, timely response to access requests is the responsibility of the institution processing the request. The point of consultation in the 'other' institution must either be the Privacy Coordinator or the official with the delegated authority to make a determination to exempt or disclose the particular information involved, whichever is most appropriate.

.5.5.4 *Exemption Decision*

The results of the review, the consultation report and, where necessary, the opinion of the institution's legal advisor form the basis for the final decision whether or not to actually invoke an exemption. This decision must be taken by the officer delegated authority by the head of the institution to claim the exemption.

Where another government institution has requested the exemption of certain information and there is to be a disclosure, it should be approved by the head of the institution processing the request.

Although the Privacy Act contains no specific provisions for the severing of documents containing personal information, this principle is built into the nature of the exemptions themselves, and therefore, when a decision has been reached to exempt particular records, a review should be undertaken to determine if exempt information can be severed from the record. The guidelines on severability are found in article .7.4 of this Part.

Pursuant to subsection 16(2), in notifying the applicant, the government institution may, but is not required to indicate whether the personal information exists. This provision was included to cover those situations, such as in the law enforcement area, where the denial or indication of the existence of the information could, in and of itself, expose the information for which exemption is being claimed. Use of this provision should be restricted to this type of exemption and only employed when necessary. In these cases, government institutions may, in the notification of refusal, use the wording suggested in Model Letter H in Appendix D.

The written notification of an exemption shall be signed by the appropriate officer within the government institution who has been delegated this responsibility or by the Privacy Coordinator on his or her behalf. Model letters of exemption notifications are provided in Appendix D.

.5.6 *Method of access*

Subsection 17(1) of the Privacy Act requires that where an individual is given access to personal information, the government institution shall, subject to Regulations, either permit the individual to examine the information or provide the individual with a copy thereof. Government institutions should, whenever possible, attempt to provide access through the method indicated by the applicant on the Access to Personal Information Request Form.

Pursuant to section 9 of the Regulations (see Appendix B), government institutions are required, where access to personal information is provided by means of examination, to ensure that the time arranged for examination is convenient not only for the institution but also for the individual and to provide reasonable facilities for the examination. Because of the sensitive nature of most personal information, the facilities provided for the examination of the information should be sufficiently private to allow undisturbed examination of the information while, at the same time, ensuring adequate security for it.

Government institutions should make every effort to ensure, where personal information is of a complex or technical nature, that an officer of the institution who understands the information is available to discuss with the applicant any questions that may arise. Special provision is made in Section 14 of the Regulations (see Appendix B) for dealing with certain types of sensitive medical information. An individual, under this provision, may be required by the head of a government institution, when given access to his or her physical or mental health information, to examine the information in person, in the presence of a duly qualified medical practitioner or psychologist, chosen by the head, who may explain or clarify the information to the individual.

.5.7 *Language of access*

Subsection 17(2) of the Act provides that if access to personal information is to be given, and the applicant requests that access be given in a particular official language, as declared in the Official Languages Act:

(a) access shall be given in that language, if the personal information already exists in that language under the control of the government institution; and

(b) where personal information does not exist in that language, the government institution that has control of the personal information shall cause it to be translated or interpreted for the individual if the translation or interpretation is considered to be necessary to enable the individual to understand the information.

Pursuant to paragraph 15(b), the initial time limit of 30 days for response may be extended by the government institution for a reasonable period of time that is necessary for translation purposes. In the case of lengthy records, interpretation (i.e. oral translation) should be considered as an alternative. Such an extension is subject to the notification procedures prescribed in article .5.4 of this Part.

Interpretation may be combined, in the case of technically complex information, with an explanation of the personal information by an expert, as prescribed by the directive in section .5.6 of this policy.

.5.8 *Corrections and notations*

.5.8.1 *Corrections*

Paragraph 12(2)(a) of the Act provides that every individual given access to personal information about him or herself that has been used, is being used or is available for use for an administrative purpose is entitled to request correction of such information where the individual believes it contains an error or omission.

Subsection 11(1) and (2) of the Privacy Regulations (see Appendix B) sets out the procedures to be followed by an individual in seeking a correction and by government institutions when responding to such requests.

When seeking a correction of information about him or herself, an individual is required to complete a Correction Request Form (see Model Form, Appendix D) for each personal information bank or class of personal information containing information which is considered by the individual to be in error or to contain an omission. Each completed form should be forwarded to the appropriate officer named for the particular bank(s).

In processing the Correction Request Form, institutions should also, where necessary, obtain from the individual making the request any documentary evidence needed to establish the validity of the correction.

The Act requires that the government institution, within 30 days of receiving a Correction Request Form, notify an individual, in writing, whether or not it will comply with the request for correction. As a matter of government policy, when an institution agrees to a request, it shall, forthwith, either:

- (a) forward to the individual a copy of the relevant information duly corrected; or

(b) indicate in its notification to the individual that the requested correction has been made and that the individual may examine the information in person. Such examination of the information must be in accordance with the conditions set out in section 9 of the Privacy Regulations (see Appendix B).

When a government institution refuses to comply with a request for correction, the Regulations require that the individual be notified of the following:

- (a) the reason for not correcting the information;
- (b) the right of the individual to require a notation reflecting the correction requested (see sub-article .5.8.2 below) to be attached to the information in question;
- (c) the right of the individual to bring a complaint before the Privacy Commissioner; and
- (d) the address of the Privacy Commissioner.

Model Letter J included in Appendix D may be used for this purpose.

Accepting corrections

Different criteria should be used by institutions in determining whether or not to accept a correction request for:

- (a) factual information such as age, occupation, family, etc.; and
- (b) information consisting largely of opinions, such as evaluations, assessments, probabilities or beliefs.

Requests for corrections to factual information should usually be accepted, particularly when the individual originally supplied the information. However, in cases where changing the information has a direct financial or other impact on the individual (e.g. age, income or some other eligibility factor for a benefit), documentary proof to support the correction may be required. Such proof should ordinarily be the same as that required when the information was originally collected or obtained. Appropriate substitute documentation should be accepted, however, when original records have been lost, misplaced or are similarly not available.

Requests for correction of information consisting of opinion should ordinarily be accepted if the individual involved was the source of the original opinion. In most cases, however, opinion-type information will be derived from another source. In these instances, the original opinion should ordinarily remain as part of the personal information about an individual, unless there are reasons to suspect the reliability of the source who gave it. The individual should be informed that, while there is no reason to suspect that the record does not accurately reflect the opinion of the third party source, a notation can be attached to the information indicating the individual's views on the matter, as described in sub-article .5.8.2 of this Part.

.5.8.2 *Notations*

Paragraph 12(2)(b) of the Act provides that every individual given access to personal information about him or herself that has been used, is being used or is available for use for an administrative purpose is entitled to require that a notation be attached to that information reflecting any correction requested but not made.

Subsection 11(3) of the Privacy Regulations (see Appendix B) sets out the procedures to be followed by an individual requesting notation and by a government institution in responding to such a request.

When seeking a notation of personal information about him or herself, an individual is required to complete a Notation Request Form (see Model Form, Appendix D) for each personal information bank or class

of personal information containing information to be notated. Each completed form should be forwarded to the appropriate officer named for each bank containing the information involved. A government institution is required to process a request for notation within 30 days and shall notify the individual that the notation has been made (see Model Letter L, Appendix D). Failure to comply with a request for notation is subject to complaint to the Privacy Commissioner (see paragraph 29(1)(c)).

.5.8.3 *Incorporation of corrections and notations*

In many cases, correction can be made by changing specific information within a record. In instances, however, where this is not possible (e.g. in the case of certain computer records), the accepted form of correction or notation is to be stored in such a way that it is normally retrieved with the original information (e.g. a flag indicator on a computer file or a notice attached to a paper file). *In all cases, corrections and notations must be stored so that they will be retrieved and used whenever the complete original personal information in question is used for an administrative purposes.*

.5.8.4 *Notification of correction or notation*

Paragraph 12(2)(c) of the Act provides that every individual who is given access to personal information about him or herself that has been used, is being used or is available for use for an administrative purpose is entitled to require that any person or body to whom such information has been disclosed for use for an administrative purpose within two years prior to the time a correction is requested or a notation required of that information under subsection 12(2):

- be notified of the correction or notation; and
- where the disclosure is to a government institution, the institution make the correction or notation on any copy of the information under its control.

This provision enables an individual who has either corrected or notated personal information about him or herself to ensure that such corrections or notations are passed on to any person or body which has received the information and is using it for an administrative purpose. Further, it requires government institutions which have received such information and are using it for an administrative purpose to ensure that the correction or notation is made or attached to every copy of the information under its control. *Government institutions receiving a request for correction of personal information or a notice of notation must clearly inform the individual to whom the information pertains of his or her right to have all persons or bodies to which the information has been disclosed notified of the correction or notation and acknowledge that a request for notification has been forwarded to the appropriate persons or bodies.* Model letters which may be used for these purposes are found in Appendix D. *Government institutions which receive notification of a requirement to correct or notate information disclosed to it for an administrative purpose shall inform the individual to whom the information pertains within 30 days of receiving the notification that the correction or notation has been made.*

Further, as matter of government policy, *government institutions shall also ensure that a copy of all accepted corrections or any notations are transmitted to all parts of the institution having copies of the information with instructions that the appropriate correction or notation be made.*

Part III

.6 Excluded records

(To be distributed at a later date)

Part III

.7 Exemptions - privacy

.7.1 *General principles*

An individual's right of access to personal information about him or herself as established by the Privacy Act is limited by a number of specific exceptions contained in sections 18 through 28 of the legislation. These exceptions are known as exemptions. Each exemption is intended to protect information relating to a particular public or private interest. These exemptions form, when added to the categories of excluded records outlined in sections 69 and 70 of the Act (see .6 above), the basis under the Privacy Act for refusing an individual access to personal information about him or herself.

The exemptions included in the Privacy Act can be classified in two ways - according to whether the exemption is subject to an injury test or a class test and according to whether the exemption is discretionary or mandatory in nature. The distinctions between these classifications are discussed below.

Injury test/class test

(a) The injury test

Exemptions based on an injury test provide that access to information requested under the Act may be denied if disclosure 'could reasonably be expected to be injurious' to the interest specified in the exemption. Injury in this context means having a detrimental effect. Disclosure of the information must reasonably be expected to prove harmful or damaging to the specific public or private interest covered by the exemption in order for access to be refused. The fact that the disclosure could result in administrative change in a government institution is not sufficient to satisfy an injury test. It must be possible to identify an actual detrimental effect on the interest specified in the exemption.

A large number of considerations will be involved in making a judgement as to injury but three general factors should be taken into account by government institutions in making such decisions; these are the degree to which injury is:

(a) Specific: Is it possible to identify the detrimental effect with the actual party who, or the interest which will suffer injury, rather than identifying it only with a vague general harm?

(b) Current: Is it possible to identify the detrimental effect at the time the exemption is claimed or in the foreseeable future? Information which has been protected from disclosure in the past should be reassessed when a new request is received to ensure that present or future injury is still a factor; and

(c) Probable: Is there a reasonable likelihood of the injury occurring?

Cases may arise where there is a mosaic effect inherent in the disclosure involved. An injury test may not be satisfied if the particular information requested is considered in isolation. However, where the effect of the disclosure of the information is considered as one in a series of requests and where this indicates that the request forms part of a crucial segment of a larger picture that could reasonably be expected to be injurious to the interest specified in an exemption, an institution can exempt the information. It must be able to demonstrate, however, that the cumulative effect of a series of disclosures, similar or complementary to the disclosure being considered, could reasonably be expected to be injurious.

When the personal information requested falls within a list of specific types of information included for purposes of illustration in an injury test exemption (such as, for example, in section 21, International affairs and defence) the refusal to disclose must still be

based upon the injury which would result to the interest specified in the exemption. The classes of personal information are included in these injury test exemptions to illustrate specific types of information to which the injury test probably will apply. However, the fact that information requested is described in the classes listed does not qualify the information for exemption.

The following are injury test exemptions: sections 20, 21, 22(1)(b) and (c), 24(a), 25, and 28.

The class test

A class test objectively describes the categories of personal information to which an exemption can be applied. While injury underlies this test as well, these exemptions describe classes of information which, in the judgement of Parliament, are sufficiently sensitive that disclosure of any information in the class could have a detrimental effect. Thus, under the class test exemptions, where a government institution is satisfied that personal information falls within the class specified, this is a sufficient basis for it to refuse access to the information. There is no requirement that an injury be proved.

The following are class test exemptions: sections 19, 22(1)(a), 22(2), 23, 24(b), 26, and 27.

Discretionary/Mandatory Exemptions

Discretionary exemptions

Discretionary exemptions are introduced by the phrase 'the head of a government institution may refuse to disclose...'. Where such exemptions apply to personal information requested under the Act, government institutions are legally entitled to refuse access to it. However, discretionary exemptions provide government institutions with an option to disclose personal information where it feels that no injury will result from the disclosure or where it is of the opinion that the interest in disclosing the information outweighs any injury which could result from disclosure.

The final decision as to whether to disclose information for which an exemption could be claimed is left to the government institution processing the request, although the advice of another government institution about the decision may have to be obtained with respect to certain exemptions as provided for in these directives and guidelines (see sub-articles .7.6.2, .7.6.4, .7.6.5, .7.6.6, and .7.6.8).

The majority of exemption provisions are discretionary. They are sections 20, 21, 22(1), 23, 24, 25, 27, and 28.

Mandatory exemptions

Mandatory exemptions are introduced by the phrase 'the head of a government institution shall refuse to disclose...'. When personal information requested under the Act falls within a mandatory exemption, institutions normally must refuse to disclose the record. Sections 19 and 22(2) are this type of exemption. Section 19, information obtained 'in confidence', does, however, contain provisions which permit a government institution the discretion to release the information if certain conditions are met (i.e. consent of the party affected or if the information is publicly available). However, no right of access to the information is created. These exceptions to the mandatory nature of this exemption are discussed in detail in sub-article .7.6.2.

Section 26 is a hybrid exemption which is in part discretionary and in part mandatory.

Exempt banks

Section 18 of the Privacy Act provides for a unique classification of exemption. This is the exempt bank. It is discussed in detail in sub-article .7.6.1.

Administration of exemption provisions

The exemptions and the categories of records excluded from the Act form the only basis for refusing access to personal information requested under this legislation. Therefore, access must be given to

personal information for which an individual makes application under the Privacy Act except that which is either specifically exempt or excluded under a provision of the Act. It should be noted, when considering the possibility that a record may be exempt, that more than one exemption category may apply to particular information.

Review

When personal information is exempted from access under the Act, the applicant has the right of appeal to a two-tiered system of review. The first stage is a complaint to the Privacy Commissioner, an individual with the power of an ombudsman, and the second is an appeal to the Federal Court - Trial Division. The nature of the remedy available at each level and the powers of the Commissioner and the Court are set out in section .8 of this Part. It should be noted, however, that the Court may undertake a de novo review (i.e. the Court may examine the merits of whether or not an exemption applies) of an exemption decision for section 19, paragraph 22(1)(a), subsection 22(2), section 23, paragraph 24(b) and sections 25 to 28. However, if a denial of access is based either on sections 20 and 21 or paragraphs 22(1)(b) and (c) or 24(a), the Court is limited to a determination of whether or not the head of a government institution had 'reasonable grounds' for the decision to withhold the information.

.7.2 *Purpose*

The purpose of this section of Chapter 410 is to assist in ensuring some uniformity in the application and in the interpretation of the exemption provisions of the Privacy Act and to set out directives and guidelines which are to be applied as a matter of government policy when exemptions are considered. Within the framework provided here, government institutions should develop their own practices and procedures which complement these provisions and policies and adapt them to their own particular circumstances.

.7.3 *Authorization*

Government institutions should delegate the authority to approve exemptions according to the nature and volume of personal information requested. In order to avoid unnecessary complaints, reversals or defence of exemptions by the head of the institution and to adequately protect information from improper disclosure, only senior officials should be authorized under section 73 of the Act to act on behalf of the head in making exemption decisions.

In this respect, government institutions should be aware that requests for personal information under the Privacy Act must be considered on their own merits and that existing procedures and sanctions for protecting government information do not apply where a request is made under the Act. The fact that the information has been classified under the government security classification system does not provide a basis for refusal under the Act. In addition, a duly authorized government official who discloses information in good faith pursuant to the Privacy Act will not be subject to prosecution under the Official Secrets Act. This is based both on the exoneration clause in section 74 of the Act and the fact that disclosure under the Privacy Act will be considered to be authorized disclosure (the Official Secrets Act only applies to unauthorized disclosures of information).

.7.4 *Severability*

Unlike the Access to Information Act, the Privacy Act contains no explicit provision for severability as the concept is implicit in the wording of the exemptions themselves. The Privacy Act permits an exemption to be claimed only for that personal information which is actually exempt. However, the principle still applies that whenever an application is made for documents containing personal information which consists of both exempt and non-exempt material, an individual is entitled to any non-exempt information about himself or herself if it can be severed from the information which is exempt. Similarly, there may be non-personal information included on an individual's file.

Although the Privacy Act only creates a right of access to personal information about an individual, as a matter of policy, an individual should be provided all such non-personal information in response to a request under the Privacy Act, unless it falls under an exemption provision of the Access to Information Act.

Given these situations, (the principles governing severability under the Access to Information Act should be followed when reviewing information for exemption purposes under the Privacy Act.) These are based on reasonable severability. This means that a record containing personal information, some of which may be exempt, should not be exempted from access as a whole if the exempted information can be severed from it. Reasonable severability should not be established by the amount of review, preparation and production time needed to extract the exempt information, but rather by the intelligibility of the document or segment of the document once the information for which an exemption is to be claimed has been removed. Although the original purpose of the document may be lost when the exempt information is removed, an exemption cannot be claimed for the entire record as long as there remains some personal information that is itself intelligible, comprehensible and relevant to the request. Government institutions are obliged to disclose as much personal information as can reasonably be released by severing exempt information from a record. (All doubts about the intelligibility of remaining non-exempt personal information should be resolved in favour of release to the applicant.)

.7.5 *Consultation*

Under the Privacy Act a request cannot be transferred as it can under the Access to Information Act. There is, however, an equal need to ensure that personal information receives the same protection and individuals have access to the same information across the government.

The interpretations, directives and guidelines in this section are intended to assist government institutions in arriving at a consistent application of the exemptions. (To ensure greater consistency in the application of certain exemptions government institutions should consult

with the government institution with particular expertise in an area.)
*Further, this consultation process is mandatory when information has
been received from or relates to the activities of another government
institution from that processing the request in the case of*:

- (a) section 19; the information obtained 'in confidence' from other governments and international organizations;
- (b) section 21; defence of Canada or any state allied or associated with Canada; international affairs and the detection, prevention and suppression of subversive or hostile activities;
- (c) section 22; law enforcement and investigations;
- (d) section 23; security clearances; and
- (e) section 25; the physical safety of individuals.

Specific directives concerning the consultation process are given in the appropriate articles in this chapter dealing with these sections (see sub-articles .7.6.2, .7.6.4, .7.6.5, .7.6.6 and .7.6.8).

In all cases where consultation occurs, the point of consultation shall either be the Privacy Coordinator of the government institution being consulted or the official in that institutions with the delegated authority to make a determination to exempt or disclose the particular information involved.

When consultation is undertaken with a foreign government, international organization or institutions thereof, involving any part of article .7.6 of this Part, government institutions should normally coordinate such consultations through the Privacy Coordinator, Department of External Affairs. Only when an established and acceptable system of liaison and consultation already exists should direct consultation take place. External Affairs should be kept informed of these channels of consultation.

.7.6 Exemptions

.7.6.1 *Exempt banks (section 18)*

Subsection 18(1) of the Privacy Act provides that the Governor-in-Council may by order designate as exempt banks certain personal information banks that contain files, all of which consist predominantly of personal information described in section 21 or 22 of the Act.

This provision enables the Governor-in-Council to approve the establishment of exempt banks in two areas. First, exempt banks may be established for personal information which could reasonably be expected to be injurious to the conduct of international affairs, defence of Canada or any state allied or associated with Canada, and the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities within the meaning of section 21 of the Act. Second, exempt banks may be established for personal information that is covered by the law enforcement and investigations exemption in section 22 of the Act. It should be noted that there is no provision for exempt banks containing security clearance information. This type of information is dealt with under a separate exemption set out in section 23 of the Act (see sub-article .7.6.6).

The exempt bank concept existed under Part IV of the Canadian Human Rights Act, where it proved to be an effective method of dealing with very sensitive law enforcement and security information. Exempt banks are intended both to protect from inadvertent disclosure very sensitive information and to eliminate the costly review of documents containing personal information which, because of its nature, would not eventually be released in any case.

In order to qualify as an exempt bank, a system must contain files, regardless of their physical form or characteristics, all of which consist predominantly of personal information which could be exempted under the sections of the Act described above. 'Predominantly' means that a preponderance of the information in each file must meet the requirements stipulated in the Act. Normally, this would mean, in practical terms, that substantially more than half of the information in

a file could be exempted under the international affairs and defence or the law enforcement and investigation exemptions. This effectively limits the number of personal information banks which can qualify for exempt status, and means that such banks must exist as a physical entity which represents the information holding described.

Disclosure may be refused

Subsection 18(2) of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information that is contained in a personal information bank designated as an exempt bank under subsection 18(1).

This is a discretionary exemption based on the class test of whether or not particular personal information forms part of an exempt bank. Usually, such information will be automatically exempted from access as soon as it is determined that it is part of an exempt bank. Discretion is given to the head of an institution, however, to disclose personal information to the individual to whom it pertains even if it forms part of an exempt bank. If the head is satisfied that no harm or injury would result from release of the information, he or she may disclose it.

This provision can not be applied to personal information or a copy of such information transferred from an exempt bank to another institution. That institution must determine if one of the individual exemptions in the Privacy Act can be applied to the information if it wishes to deny access to it.

Contents of exemption order

Subsection 18(3) of the Privacy Act provides that an order made by the Governor-in-Council under subsection 18(1) to designate exempt banks shall specify:

- (a) the section on the basis of which the order is made; and

(b) where a personal information bank is designated that contains files all of which consist predominantly of personal information described in subparagraph 22(1)(a)(ii), the law concerned.

Government institutions shall submit to the designated minister any requests for exempt banks. Such requests shall include:

- (a) a description of the information intended to be included in the exempt banks;
- (b) the specific exemption provision under which the information requires protection, including for exemption provision 22(1)(a)(ii), the law concerned, (e.g. the Income Tax Act) and, for any injury test exemption, a statement of the detrimental effect foreseen;
- (c) an explanation, including cost implications, as to why the information should be placed in an exempt bank rather than being subject to review on a case-by-case basis;
- (d) certification that all the files in the banks consist predominantly of exempt information; and
- (e) a draft order.

Review of exempt banks

Since the exempt bank concept provides exceptional protection for certain limited classes of personal information, a review procedure is set out in the Privacy Act to ensure that information included in an exempt bank is properly so classified. Section 36 of the Act empowers the Privacy Commissioner to review files contained in exempt personal information banks and to recommend to the head of a government institution the removal of any file from an exempt bank which does not meet the test

of consisting predominantly of the exempt information described in the exemption order. If an institution refuses or fails to take appropriate action to remove a file from an exempt bank, the Privacy Commissioner can apply to the Federal Court for review of the matter. If the Court agrees that the file does not qualify for inclusion in the exempt bank it can order its removal from the bank. (See Privacy Act, subsection 36(5) and section 43.)

.7.6.2 *Information obtained 'in confidence' (section 19)*

Section 19 of the Privacy Act provides that a government institution shall refuse to disclose any personal information that was obtained 'in confidence' from:

- (a) the government of a foreign state or institution thereof;
- (b) an international organization of states or an institution thereof;
- (c) the government of a province or an institution thereof;
or
- (d) a municipal or regional government established by, or pursuant to, an Act of the legislature of a province or an institution of such a government.

This is a mandatory class exemption. The term 'in confidence' means that the supplier of the personal information has stipulated that the personal information is not available for dissemination beyond the government institutions which have a need to know the information.

This exemption protects personal information provided 'in confidence' both formally and informally, by officials of other governments or international organizations and their institutions. In order to ensure that a claim for exemption in this area can be adequately proved, institutions should obtain in writing at the time of receipt of

the personal information concerned notification or a statement from the supplier of the information indicating that it is being supplied 'in confidence'. Wherever feasible, it is advisable that government institutions have agreements with other governments, international organizations or their institutions stipulating those types of personal information which are exchanged 'in confidence'. In the case of oral communications, of which a record is made, the federal government employee making the record should determine whether or not the supplier of the personal information considered it to have been given 'in confidence' and if so, ensure that the record of communication is labelled as such.

Where the status of personal information provided to a government institution prior to the proclamation of the Act is in doubt, the institution which originally obtained the information should consult the other government or international organization which provided the information, at the time an access request is received, to determine whether or not they consider that the personal information was provided 'in confidence'.

Copies of information received 'in confidence' by one government institution are often in the files of several other government institutions. Because of the mandatory nature of this exemption, all copies of such personal information must be protected from disclosure. To ensure such protection, government institutions receiving personal information 'in confidence' shall ensure that the information is marked accordingly as to status and source of distribution before copying for distribution to other government institutions. Further, government institutions shall not disclose personal information marked in any way as being received 'in confidence' that was provided to them by another federal government institution without first consulting with the government institution having provided the information to verify whether or not the 'in confidence' status still applies to the personal information requested.

Permissible disclosure

Subsection 19(2) of the Privacy Act provides that the head of a government institution may disclose personal information obtained 'in confidence' from another government or an international organization if the government or organization from which the information was obtained:

- (a) consents to the disclosure; or
- (b) makes the information public.

This subsection permits some limited discretion to a government institution in dealing with requests for access to personal information given 'in confidence'. When an institution either believes there is some merit in disclosure or has some doubt as to the continuing confidentiality of the personal information involved, it may contact the government or organization in order to seek its consent to release the information. When dealing with foreign governments or international organizations, such consultation must be carried out in accordance with the directive covering such circumstances in article .7.5. (Where the information has been used for an administrative purpose and it is not exempt under any other provision of the Act, government institutions should make an effort to obtain the consent of the government or organization from which the personal information was obtained to disclose it.) Further, if the government or organization which provided the personal information takes the initiative and makes such information public, then a government institution may choose to release the information as well.

It should be stressed, however, that the disclosure permitted by this subsection is discretionary and that there is no requirement for an institution to release personal information given 'in confidence' by another government or an international organization, even if the conditions set out in subsection 19(2) are met.

.7.6.3 *Federal-provincial affairs (section 20)*

Section 20 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the conduct by the Government of Canada of federal-provincial affairs.

This is a discretionary exemption based on an injury test. It is specifically aimed at protecting the role of the federal government in its conduct of federal-provincial affairs. To invoke this exemption,

a government institution should be convinced that disclosure of specific personal information could reasonably be expected to be injurious to its conduct of, or its role in, federal-provincial affairs.

Generally, injury in regard to federal-provincial affairs is most likely where the federal government is either about to commence or is in the midst of conducting specific negotiations, deliberations or consultations. There may be, however, some types of personal information the release of which could continue to jeopardize the position of the federal government in conducting federal-provincial affairs in the future or seriously affect its relations with one or more provincial governments. Personal information which continues to be sensitive should be protected until there is no likely possibility of injury.

(Institutions should consult with the Federal-Provincial Relations Office of the Privy Council Office before disclosing personal information relating to federal-provincial affairs and only senior officials should have delegated authority to exempt or disclose records under this section.)

.7.6.4 *International affairs and defence (section 21)*

Section 21 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the conduct of international affairs, the defence of Canada or any state allied or associated with Canada, or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

This is a discretionary exemption based on an injury test as applied to three general public interest areas. Access to personal information requested may be denied if disclosure could reasonably be expected to be injurious to:

- (a) 'The conduct of international affairs': This includes not only state to state affairs but also commercial, cultural or scientific links established by citizens with counterparts in other countries.

(b) 'The defence of Canada or any state allied or associated with Canada': An 'allied state' is one with which Canada has concluded formal alliances or treaties. An 'associated state' is another state with which Canada may be linked for trade or other purposes outside the scope of a formal alliance.

(c) 'The detection, prevention or suppression or subversive or hostile activities': This exemption protects specific types of personal information relating to the security of Canada.

Section 21 of the Act defines the terms 'defence of Canada or any state allied or associated with Canada' and 'subversive or hostile activities' as they are defined in subsection 15(2) of the Access to Information Act. These definitions are as follows:

'Defence of Canada or any state allied or associated with Canada' includes the efforts of Canada and of foreign states toward the detection, prevention or suppression of activities of any foreign state directed toward actual or potential attack or other acts of aggression against Canada or any state allied or associated with Canada.

'Subversive or hostile activities' means:

- (a) espionage against Canada or any state allied with or associated with Canada;
- (b) sabotage;
- (c) activities directed toward the commission of terrorist acts, including hijacking, in or against Canada or foreign states;
- (d) activities directed toward accomplishing government change within Canada or foreign states by the use of or encouragement of the use of force, violence or any criminal means;

(e) activities directed toward gathering information used for intelligence purposes that relates to Canada or any state allied or associated with Canada; and

(f) activities directed toward threatening the safety of Canadians, employees of the Government of Canada or property of the Government of Canada outside Canada.

It is important to note that 'defence of Canada...' is defined inclusively, this means that it is described in general terms. The definition does not, therefore, limit the types of information relating to defence which may qualify for the exemption. On the other hand, 'subversive or hostile activities' are defined restrictively. This means that the definition is specific and comprehensive. The exemption may only be invoked for the specific activities listed in the definition. Personal information relating to other security - intelligence activities such as security screening, immigration and citizenship vetting, domestic vital points and security inspections may only be exempted under this provision where it relates to one of the activities outlined in paragraphs 15(2)(a) to (f) of the Access to Information Act.

Types of information

Section 21 refers to paragraphs (a) through (i) of subsection 15(1) of the Access to Information Act for illustration of the specific types of personal information which are likely to be covered by the exemption. It is essential to remember, however, that the types of information listed in these paragraphs cannot be exempted as a class under section 21. The provision is an injury test exemption and, in order that the exemption apply to any category of information described therein, it is necessary that the head of a government institution be able to demonstrate that disclosure of the personal information requested could reasonably be expected to result in injury to one of the interests specified (i.e. 'conduct of international affairs'; 'defence of Canada...'; or 'detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities').

Most of the examples set out in paragraphs 15(1)(a) to (i) do not apply to personal information (e.g. information on the quantity, characteristics, capabilities or deployment of weapons, paragraph 15(1)(b)). A few paragraphs, however, such as 15(1)(c), relate directly to individuals. Those which are most likely to be applicable under section 21 are:

(a) Paragraph 15(1)(c), any such personal information relating to the characteristics, capabilities, performance, potential, deployment, functions or role of any defence establishment, of any military force, unit or personnel or of any organization or person responsible for the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities. This provision deals with defence establishments and military and national security personnel; and

(b) Paragraph 15(1)(d), any such personal information obtained or prepared for the purpose of intelligence relating to:

- the defence of Canada or any state allied or associated with Canada; or
- the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities.

This paragraph deals with intelligence concerning defence and national security. Information 'obtained or prepared for the purpose of intelligence' encompasses both the raw data collected ('obtained') as well as the refined product or analysis ('prepared').

Consultation

*Government institutions shall consult:

(a) the Department of External Affairs before determining to exempt or disclose any personal information that could reasonably be expected to be injurious to the conduct of international affairs;

(b) the Department of National Defence before determining to exempt or disclose any personal information that could reasonably be expected to be injurious to the defence of Canada or any state allied or associated with Canada;

(c) the government institution having the primary interest (i.e. the Department of the Solicitor General, the R.C.M.P., National Defence or External Affairs) before determining to exempt or disclose any personal information that could reasonably be expected to be injurious to the detection, prevention, or suppression of subversive or hostile activities.*

.7.6.5 *Law enforcement, investigations and security of penal institutions (section 22)*

Section 22 of the Privacy Act is intended to protect:

(a) effective law enforcement, including criminal law enforcement;

(b) the integrity and effectiveness of other types of investigative activities (e.g. investigations in regulatory areas and air accident investigations); and

(c) the security of penal institutions.

Paragraph 22(1)(a)

This paragraph provides that a government institution may refuse to disclose personal information obtained or prepared by any government institution, or part of a government institution, that is an investigative body specified in the regulations in the course of lawful investigations pertaining to:

- the detection, prevention or suppression of crime; or

- the enforcement of any law of Canada or a province;
if the record came into existence less than twenty years prior to the request.

This is a discretionary class test exemption which protects the law enforcement records of police forces and investigative bodies akin to police forces, listed in Schedule III of the Privacy Regulations (see Appendix B). This personal information is protected with a class test because of the difficulty in applying an injury test exemption to law enforcement records where virtually all personal information is of a sensitive nature and because of the large volume of requests anticipated in this area.

Three conditions must all be met before the exemption can be claimed:

(a) It can be claimed only where the personal information has been obtained or prepared by those limited number of investigative bodies listed in the regulations.

(b) It can apply only to personal information obtained or prepared by such an investigative body in the course of a lawful investigation. This means that the investigation itself must be authorized or pursuant to law and not be against the law. It does not, however, address the issue of the legality of techniques used during a lawful investigation or the issue as to whether or not evidence has been illegally obtained.

(c) It applies only to personal information obtained or prepared by such an investigative body in the course of lawful investigations pertaining to:

- the detection, prevention or suppression of crime; or
- the enforcement of any law of Canada or a province.

This latter provision limits the application of the exemption to personal information obtained during the conduct of investigations relating to crime or law enforcement. Subparagraph 22(1)(a)(i) refers basically to

investigations undertaken for the purposes of enforcing the Criminal Code. It should be noted, however, that not all offences based on the criminal law power are included in the Criminal Code and not all offences in the Criminal Code are based on the criminal law power. Subparagraph (22)(1)(a)(ii) refers to investigations directed toward activities which are prohibited under federal or provincial laws. These can, of course, include activities which are crimes and thus there is some overlap between subparagraphs 22(1)(a)(i) and (ii). Primarily, however, the activities referred to in 22(1)(a)(ii) are those punishable as offences under federal or provincial law. Potentially, however, subparagraph 22(1)(a)(ii) could extend to activities for which a civil law remedy exists. It should be noted that the term 'law of a province' includes municipal laws.

Time Limitation

Paragraph 22(1)(a) applies only to personal information which is less than twenty years old. This does not mean that information covered by this exemption must automatically be disclosed pursuant to a request under the Privacy Act once it is twenty years old. Rather, such personal information automatically falls outside the class test protection of paragraph 22(1)(a) and, if there is still a need to protect it, the injury test exemption in paragraph 22(1)(b) relating to information, the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the enforcement of any law of Canada or a province, can be applied to it.

Use of Discretion

It should be remembered that, despite its class nature, paragraph 22(1)(a) is a discretionary exemption. Government institutions should, therefore, consider disclosing some personal information covered by this class exemption where they are satisfied that no injury will result from the disclosure.

Consultation

It is important to note that the exemption under paragraph 22(1)(a) follows personal information. Thus, it may be claimed for personal information in the hands of a government institution other than an investigative body listed in the regulations as long as the information was prepared by, or at one point came into the hands of such an investigative body in the course of an investigation relating to the detection, prevention or suppression of crime or the enforcement of any law of Canada or a province. Thus, for example, the Department of National Health and Welfare can claim an exemption under paragraph 22(1)(a) for information it holds which was originally prepared by the RCMP during a narcotics investigation.

Prior to determining to exempt or disclose personal information under paragraph 22(1)(a), government institutions shall consult with the investigative body which originally obtained or prepared the information.

Paragraph 22(1)(b)

This paragraph provides that a government institution may refuse to disclose personal information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the enforcement of any law of Canada or a province or to the conduct of lawful investigations. Examples of the types of information to which this exemption may apply are included in the Act. They are:

- personal information relating to the existence or nature of a particular investigation;
- personal information that would reveal the identity of a confidential source of information; or
- personal information that was obtained or prepared in the course of investigations.

The types of information cited in the Act are illustrative only. Other types of information can qualify for the exemption but for it to apply in any case injury must be proved.

The discretionary injury test exemptions in paragraph 22(1)(b) are of two kinds:

Injury to the enforcement of any law of Canada or a province

This injury test exemption supplements the class test exemption for law enforcement information included in paragraph 22(1)(a). It may be claimed where injury to the enforcement of the law could reasonably be expected to result from the disclosure in situations where paragraph 22(1)(a) does not apply. Thus, it will apply to the enforcement of federal and provincial regulatory legislation prohibiting certain types of activities or behaviour (e.g. information obtained or prepared by inspectors enforcing such legislation as the Hazardous Products Act) and to those types of investigations such as taxation audits undertaken by Revenue Canada. It can also apply to the enforcement of civil law remedies for prohibited activities or behaviour such as exist under the Canadian Human Rights Act. Finally, the exemption could be applied to personal information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to law enforcement but which was obtained or prepared outside the investigative process (e.g. information relating to the detection of tax frauds) and to information which would qualify under paragraph 22(1)(a) except that it came into existence twenty or more years prior to the request.

Injury to the conduct of lawful investigations

This exemption protects the integrity and effectiveness of those investigations which are not directed to the enforcement of law. Examples are investigations conducted to determine the cause of an accident, but not to lay charges or assess blame for the purposes of a civil remedy, and investigations into whether a person with a criminal record should be granted a pardon. Where, for instance, it can be shown that such investigative processes would be adversely affected by revealing the identity of persons providing information to the investigators on

the basis that candour would be impaired, this exemption can be claimed to protect the identity of such persons or information from which their identity could be determined.

The type of investigation to which this exemption can be applied is limited in two ways:

(a) The investigation must be lawful. This means that it must not be contrary to law. It does not, however, address the issue of the legality of techniques used during a lawful investigation or the issue as to whether the evidence has been illegally obtained; and

(b) The investigation must come within the definition of the term in subsection 22(3). Therefore, it must:

- pertain to the administration or enforcement of an Act of Parliament;
- be authorized by or pursuant to an Act of Parliament; or
- be within a class of investigations specified in the regulations.

The definition is more fully explained below under the heading 'Subsection 22(3)'. It should be noted, however, that other more general types of investigative activities not specifically authorized by federal law or undertaken for the purpose of administering or enforcing federal law, such as program evaluations, internal audits and other such studies and analyses would not qualify as an exemption under subsection 22(3) and, therefore, could not be exempted under this provision.

Reviewing and Updating Security Clearances

Investigations undertaken by investigative bodies specified in Schedule IV of the Privacy Regulations (see Appendix B) for the purposes of reviewing and updating security clearances are included under paragraph 22(3)(c) and an exemption can be claimed, where applicable, under paragraph 22(1)(b), on the grounds of being injurious to the conduct of a lawful investigation. Such investigations are included

among investigations under paragraph 22(3)(c) in section 12 of the Regulations (see Appendix B) because of an oversight in the wording of section 23, the main provision dealing with security clearance matters, which excludes them from coverage under that provision. When claiming an exemption under 22(1)(b) for personal information obtained during the course of such an investigation, government institutions must only exempt information which could reasonably be expected to reveal the identity of the individual who furnished the information to the investigative body as provided for in section 23 of the Act. This ensures that the scope of the exemption is the same as that for granting a security clearance under section 23.

Consultation

Prior to exempting or disclosing personal information on the basis of injury to the enforcement of a law of Canada or a province or the conduct of lawful investigations, government institutions shall consult with the investigative body or other government institution with primary interest in the law being enforced or investigation being undertaken.

Paragraph 22(1)(c)

Paragraph 22(1)(c) of the Act provides that a government institution may refuse to disclose personal information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the security of a penal institution.

This is a discretionary exemption based on an injury test designed to protect information relating to the security of penal institutions, such as that which could be useful in an escape attempt or which relates to the location of arms storage facilities in an institution.

Prior to determining to exempt or disclose personal information on the basis of injury to the security of penal institutions, government institutions shall consult with Correctional Services Canada.

Subsection 22(2) - RCMP Provincial and Municipal Policing Information

Subsection 22(2) provides that a government institution shall refuse to disclose any personal information that was obtained or prepared by the Royal Canadian Mounted Police while performing policing services for a province or a municipality pursuant to an arrangement made under section 2 of the Royal Canadian Mounted Police Act, where the Government of Canada has, on the request of the province or municipality, agreed not to disclose the information.

This is a mandatory class exemption to protect personal information obtained or prepared by the RCMP when performing its provincial or municipal policing role. It is included at the request of the provinces who contract with the federal government for provincial and municipal policing services by the RCMP. In order for exemption to be invoked, it is necessary that:

- (a) the province or municipality request that the exemption be applied; and
- (b) the federal government agree to the request.

It should be noted that the exemption applies not only while such personal information is held by the RCMP for provincial and municipal policing purposes but also when such information is used by the RCMP for some other purpose or is given to another government institution for another use or purpose. *Where personal information has been obtained or prepared by the RCMP while performing a provincial or municipal policing function and the federal government has, on the request of the province, agreed to not disclose the information, the RCMP should, when sharing this information with another government institution, clearly indicate the origin of the information and the fact that this exemption applies.*

Subsection 22(3) - Definition of 'Investigation'

Subsection 22(3) of the Privacy Act provides that for purposes of paragraphs 22(1)(b) 'investigation' means an investigation that:

- (a) pertains to the administration or enforcement of an Act of Parliament;
- (b) is authorized by or pursuant to an Act of Parliament; or
- (c) is within a class of investigation specified in the regulations.

The definition limits the types of investigations for which the exemptions in paragraphs 22(1)(b) can be claimed to those specifically authorized by federal law or undertaken for the purposes of administering or enforcing federal law. The vast majority of investigations to which the exemptions can be applied are covered by paragraphs 22(3)(a) and (b). For example, an investigation such as that by the National Parole Service to determine if an individual should be granted a pardon under the Criminal Records Act would be covered by paragraph 22(3)(a). Investigations by safety officers under Part IV of the Canada Labour Code are an example of the types of investigations which would be covered by both paragraphs 22(3)(a) and (b). Paragraph 22(3)(b) would cover investigations of the type by the Anti-Discrimination Branch of the Public Service Commission. Residual classes of investigations are provided for in paragraph 22(3)(c) and are listed in regulations to the Privacy Act (see Privacy Regulations, section 12, Appendix B). An example of this class of investigations is an investigation established on an ad hoc basis into the loss of separation by air traffic controllers.

Specification of exemption claim in section 22

When claiming any exemption under section 22, government institutions shall specify the subsection or paragraph upon which the claim is based.

.7.6.6 *Security clearances (section 23)*

Section 23 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information that was obtained or prepared by an investigative body specified in regulations for the purpose of determining whether to grant security clearances:

(a) required by the Government of Canada or a government institution in respect:

- of individuals employed by the government or an institution;
- of individuals performing services for the government or an institution;
- of individuals employed by or performing services for a person or body performing services for the government or an institution; or
- of individuals seeking to be so employed or seeking to perform such services, or;

(b) required by the government or a province or a foreign state or an institution thereof;

if disclosure of the information could reasonably be expected to reveal the identity of the individual who furnished the information to the investigative body.

This is a discretionary exemption designed to protect the continued viability of sources within the security clearance process of the Government of Canada. Information can be exempted under this provision if it was obtained or prepared by an investigative body specified in regulations (see Privacy Regulations, section 5, Appendix B) and its disclosure could reasonably be expected to reveal the identity of the individual who supplied the information. The section does not protect all personal information collected or obtained in the security screening process (e.g. the report sent to government institutions). Rather, it only extends to the sources of information particularly when the information involved relates to subversive or hostile activities or

organized crime. Information should be exempted under this provision if the source can be identified from its contents and that identification would cause injury to the source. The term 'grant' applies only to investigations undertaken to initially issue a security clearance, reissue or upgrade one. It does not, however, refer to an investigation undertaken to review or to update an existing clearance (e.g. an investigation undertaken with a view to determine whether or not to withdraw a clearance or to downgrade it). Such investigations are covered in paragraph 22(3)(c) and are listed in Schedule V of the Privacy Regulations. Exemption of information obtained in the review or updating of a security clearance may be sought under paragraph 22(1)(b) where disclosure of personal information could reasonably be expected to be injurious to the conduct of a lawful investigation. The institutions listed in Schedule IV of the Privacy Regulations (see Appendix B) shall, however, limit the application of this exemption to the intent of section 23, which is to protect from disclosure personal information which could reasonably be expected to reveal the identity of the individual who furnished the information.*

Consultation

Before making accessible to an individual information regarding a security clearance, government institutions shall consult with the investigative body that provided the information.

.7.6.7 *Individuals sentenced for an offence (section 24)*

Section 24 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information that was collected or obtained by the Canadian Penitentiary Service, the National Parole Service, or the National Parole Board while the individual making the access request was under sentence for an offence against any Act of Parliament if disclosure could reasonably be expected to:

- (a) lead to a serious disruption of the individual's institutional, parole or mandatory supervision program; or
- (b) reveal information about the individual originally obtained on a promise of confidentiality, express or implied.

This discretionary exemption pertains to personal information collected or obtained while the individual was under sentence and also applies when the sentence has been completed. It can be based either on an injury test (i.e. lead to serious disruption of) or a class test (i.e. reveal information given confidentially). (Before releasing personal information collected or obtained by the Canadian Penitentiary Service, the National Parole Service, or the National Parole Board, government institutions should consult the appropriate institution to determine whether or not this exemption should be invoked.)

.7.6.8 *Safety of individuals (section 25)*

Section 25 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information the disclosure of which could reasonably be expected to threaten the safety of individuals.

This is a discretionary exemption which permits a government institution to refuse access to personal information if it has reasonable grounds to expect that disclosure of the information could threaten the safety of an individual. This exemption will normally apply to information supplied by or about informants, that is individuals who provide information concerning criminal, subversive, or hostile activities but need not be exclusively so applied.

Before disclosing personal information which could affect the safety of individuals supplied by another institution, government institutions shall consult with the supplying institution to ensure that the disclosure will not physically endanger the individual involved.

.7.6.9 *Information about another individual (section 26)*

Section 26 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information about an individual other than the individual who requested the information, and shall refuse to disclose such information where the disclosure is prohibited under section 8 of the Act.

This provision recognizes the principle under the Privacy Act that an individual has a right of access only to information about him or herself. The exemption will have application only where personal information about one individual is entwined inseparably with that about another individual. When this occurs, such information must not be disclosed unless some discretion is permitted to the institution under section 8 of the Act to consider such a disclosure. Thus discretion to disclose may be exercised if:

- (a) the disclosure is authorized under subsection 8(2) of the Privacy Act;
- (b) the individual gives his or her consent to disclosure; or
- (c) the information is publicly available.

The discretion provided is very limited in nature, especially in the case of subsection 8(2) where most articles deal with disclosures to other government institutions (for a detailed discussion of these articles see section .3 of this Part). It is included, however, in order that a maximum amount of relevant information may be made available to an applicant and to prevent nonsensical situations where an institution is exempting information already well-known to an applicant. An example of the latter situation would be non-sensitive, factual information about another individual which has either been supplied by the applicant or is known to him or her (e.g. family members addresses, occupations or children's ages on a form such as an income tax return). All such disclosures should, however, be made cautiously and only where the

relationship between the individuals is obvious and there is no possibility of an unwarranted invasion of the privacy of the other individual involved. *Where the possibility of an unwarranted invasion of privacy exists, institutions must either sever the information about the other individual from the record or, where this is not possible, exempt the information.*

For practical administrative purposes and in anticipation of requests under the Act, personal information about a number of individuals should be separated in a personal information bank. This may be done without formal approval. This more expedient procedure may be carried out because, under the Privacy Act, the applicant only has a right to information about himself or herself.

This exemption provision does not cover the name of a third party source of information about an individual (e.g. the source of an opinion or critique of an individual's work), except the name of a referee or judge for a grant, award or prize as provided in paragraphs 3(e) and (h) for those institutions named in section 3 of the Privacy Regulations (see Appendix B). Except as provided in paragraphs 3(e) and (h) of the Act, the name of the source and the information or opinion about the individual supplied by the source, cannot be exempted, but any other personal information about the source, apart from name (e.g. address, title, nationality, etc.), must be severed before the record is disclosed. The name of a third party source, and his or her opinions may, of course, be exempted on other grounds in certain circumstances (e.g. protection for the identity of police informants).

.7.6.10 Solicitor-client privilege (section 27)

Section 27 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information that is subject to solicitor-client privilege.

This discretionary exemption ensures that communications between a government institution and its solicitors are protected to the same extent as is legal advice in the private sector. The privilege also extends to materials prepared by or for the solicitor expressly for the purpose of providing advice or presenting a case in court.

Government institutions should consult their legal advisor prior to invoking solicitor-client privilege in order to determine if the personal information is in fact privileged and also before disclosing such information in order to ascertain if the disclosure could injure the government's legal procedures or positions.) This exemption should be used when the disclosure of information could:

- (a) circumvent the normal process of discovery in cases presently before the courts; or
- (b) prejudice the government's legal position in present or future litigation or negotiation; or
- (c) impede the ability of government institutions to communicate fully and frankly with their legal advisors.

.7.6.11 Medical record (section 28)

Section 28 of the Privacy Act provides that a government institution may refuse to disclose any personal information that relates to the physical or mental health of the individual requesting the information, where the examination of the information would be contrary to the best interests of the individual.

This is a discretionary exemption. It is not intended to apply to all medical records but rather only to that sensitive medical or mental health information, the disclosure of which could be considered to be contrary to the best interests (in terms of personal health) of the individual concerned. This decision about 'best interests' must be made by a qualified medical practitioner or psychologist on the basis of knowledge about a particular disease, disorder, syndrome or condition and about the actual medical case involved. Sub-section 13(1) of the Regulations (see Appendix B) permits but does not require an institution to obtain from a medical practitioner or psychologist of the applicant's own choosing an opinion as to whether or not disclosure of particular information relating to the individual's physical or mental health would

be contrary to his or her best interests. (When such personal information is being considered for exemption under this provision, government institutions should inform the applicant that he or she may have the information examined by a medical practitioner or psychologist of his or her own choice, providing that the institution is satisfied that the person chosen is qualified to determine whether or not disclosure could be contrary to the applicant's best interests.) Sub-section 13(2) of the Regulations (see Appendix B) contains special provisions regarding the provision of medical information to medical practitioners and psychologists.

Government institutions should provide the information to the medical practitioner or psychologist on a confidential basis and advise the practitioner or psychologist in writing at the time the information is provided that it is being disclosed to him or her on that basis. In cases where the practitioner or psychologist advises that disclosure can be undertaken, it shall occur in the normal way (see article .5.6). If the institution wishes to exercise its prerogative under section 14 of the Regulations (see Appendix B), it may designate the medical practitioner or psychologist to explain or clarify the information to the applicant (see article .5.6).

Such examinations shall be at the individual's own expense and may, at the discretion of the institution, be conducted either:

(a) by requesting the individual to examine the medical information in the facilities of the institution which controls the record at a mutually convenient time as provided for in section 9 of the Privacy Regulations; or

(b) by sending the medical record to the practitioner's or psychologist's office for examination by the individual.

Part III

.8 Review of decisions under the Privacy Act

.8.1 *General principles*

The Privacy Act provides for a two-tiered system of review of decisions made under the Act. The first stage is complaint to the Privacy Commissioner, an individual with the power of an ombudsman. The second is appeal to the Federal Court - Trial Division.

.8.2 *Purpose*

The purpose of this section is to assist in the interpretation of those provisions relating to the powers of the Privacy Commissioner and the Court and to discuss the nature of the remedy available at each level of appeal.

.8.3 *Review by the Privacy Commissioner (sections 29-35)*

(a) Complaints

Subsection 29(1) of the Act provides that the following matters may be the subject of a complaint to the Privacy Commissioner:

- use or disclosure of personal information otherwise than in accordance with sections 7 or 8;
- denial of a request for access under subsection 12(1);
- failure by an institution to accord rights relating to the correction or notation of personal information or to notify other institutions of such corrections or notations under subsection 12(2);
- extension of time limits for response to a request under section 15;
- the official language in which access is provided under subsection 17(2);
- the amount of fees charged (there are no fees presently contemplated under the Privacy Act);

- the index of personal information published in accordance with subsection 11(1); and
- any other matter relating to the collection, retention and disposal; use or disclosure; or requesting or obtaining access to personal information under the control of government institutions.

As this list indicates, the Privacy Commissioner is empowered to receive complaints on a broad range of issues ranging from the collection, retention, disposal use and disclosure of personal information to the rights of access to such information by individuals to whom it pertains.

Complaints regarding any of the matters listed may be brought by an applicant or his or her representative (see subsection 29(2)). As well, the Privacy Commissioner may initiate an investigation into any of these matters, if satisfied that there are reasonable grounds for doing so (see subsection 29(3)). This means that the Privacy Commissioner is free to act without a complaint being lodged if a matter comes to his or her attention and there are reasonable grounds to believe that it could form the basis for a complaint.

Normally, complaints to the Commissioner are required to be made in writing but this requirement may be waived (see section 30). There is no time limit governing when a complaint under the Privacy Act must be made by an individual.

(b) Investigations

Subsection 34(1) of the Act provides that the Privacy Commissioner has the following powers in relation to carrying out investigations:

- to summon persons and compel them to give evidence;
 - to compel the production of documents;
 - to administer oaths;
 - to receive evidence;
 - to enter premises occupied by a government institution;
 - to converse in private with any person in such premises;
- and

- to examine or obtain copies of any personal information related to an investigation.

Government institutions must provide to the Privacy Commissioner for examination any information recorded in any form requested by the Commissioner, except a confidence of the Queen's Privy Council (i.e. Cabinet confidences see subsection 34(2)). No access is provided to this type of information because section 70 of the Act excludes such information from the legislation. Section .6 of this policy discusses which types of information qualify as Cabinet confidences. The Privacy Commissioner's right to examine records extends to persons working on behalf of or under the direction of the Commissioner.

The Privacy Commissioner has 10 days in which to return any documents produced by a government institution for examination, if the institution requests their return. The Commissioner can, however, compel the production of any document again if it is deemed necessary to an investigation (see subsection 34(5)).

In order to ensure proper security arrangements for information required pursuant to an investigation, section 62 of the Act provides that the Privacy Commissioner and every person acting on behalf or under that official's direction in any investigation shall, in gaining access to and using any information required in the investigation, satisfy any security requirements applicable to, and take any oaths of secrecy required to be taken by persons who normally have access to and use the information.

Prior to commencing an investigation, the Privacy Commissioner must inform the head of the government institution concerned of his or her intention to carry out an investigation and of the substance of the complaint (see section 31). Subsection 33(2) ensures that government institutions will be given a reasonable opportunity to make representations to the Privacy Commissioner in the course of an investigation as will the person who lodged the complaint. All investigations by the Commissioner must be conducted in private and no party is entitled, as a right, to be present during; to have access to, or to comment on representations made by another party involved in the complaint. Any person summoned to appear before the Privacy Commissioner is, at the Commissioner's discretion, entitled to receive witness fees and allowances similar to those permitted for attendance in the Federal Court (see subsection 34(4)).

Evidence that an employee of a government institution or any other person involved in the complaint gives in the course of an investigation is not admissible as evidence against the employee or person in a court or any other proceeding except in a prosecution for an offence under section 122 of the Criminal Code (false statements in extra-judicial hearings), in a prosecution for an offence under this Act, in a review before the Court under this Act or in an appeal resulting from such review (see subsection 34(3)). Government employees should not impede in any way an investigation by the Privacy Commissioner. Section 68 of the Act provides that such obstruction of the Commissioner or his or her delegates in the performance of duties and functions under the Act is an offence and subject, upon summary conviction, to a fine not to exceed \$1,000.00.

(c) Findings and recommendations

Subsection 35(1) of the Privacy Act provides that, when the Privacy Commissioner has investigated a complaint and finds that it has merit, the Commissioner must report to the head of the government institution which has the personal information under its control the findings of the investigation and any recommendations resulting from it. This report is to be first made to the head of the institution in order that he or she has the opportunity to take any appropriate action resulting from the recommendations to meet the complaint. This report may also include a request by the Commissioner that the institution notify him or her within a specified time of any action taken or proposed to be taken to implement the recommendations made in the report or, if no action is to be taken by the institution, the reasons for this decision (see paragraph 35(1)(b)). A similar process applies where the Privacy Commissioner initiates an investigation and finds that the reasons for having done so are well-founded.

Where an institution notifies the Privacy Commissioner that access is to be given to personal information, the institution shall forthwith give access to the individual involved (see subsection 35(4)). Similarly, if an institution notifies the Commissioner that it will

comply with other recommendations (e.g. those relating to time extensions, language, use or disclosure etc.), it shall forthwith carry out remedial action.

In all instances, the Privacy Commissioner is bound to report to the complainant concerning the results of his or her investigation but, where a time limit has been specified for an institution to report on compliance with the recommendations resulting from an investigation, the Commissioner may not report to the complainant until the notification period has expired (see subsection 35(2)). However, after expiration of that time, if the institution has not complied with the recommendations or its response is, in the view of the Commissioner, inadequate, inappropriate or will not be taken in a reasonable time, the Commissioner must include in the report to the complainant his or her findings and recommendations, the response of the institution to these and may include in such a report any comments he or she sees fit on the matter under consideration (see subsection 35(3)).

It is important to note that the Privacy Commissioner has the powers of an ombudsman. This official can, for instance, recommend that a complainant be given access to personal information pertaining to him or herself but cannot order the government institution to provide access. The Commissioner's power derives from a mandate to fully investigate a matter and to make recommendations for the resolution of a complaint which are fair and impartial. Further, if the recommendation is that access be given and the institution refuses, the Commissioner may advise the complainant to apply to the Federal Court for a review of the matter; may, with the complainant's consent, apply for such a review; may represent the complainant or may appear as a party to the review. Moreover, the Commissioner can report to Parliament when the head of a government institution does not comply with his or her recommendations. This may be done at any time in a special report, when the Privacy Commissioner considers the matter involved is of a sufficient or important nature (see section 39) or in the annual report to Parliament required of this official under section 38 of the Act.

Investigation, report and recommendation by the Privacy Commissioner is the only level of appeal for all matters except the refusal of a request for access to personal information. However, where

an institution refuses to comply with the recommendation of the Commissioner to give access to particular personal information, the Commissioner is required to inform the complainant of his or her right to apply to the Federal Court - Trial Division for further review of the matter (see subsection 35(5)).

.8.4 *Review of exempt banks by Privacy Commissioner*

Subsection 36(1) of the Act provides that the Privacy Commissioner may, at his or her discretion, carry out investigations of files contained in exempt personal information banks. Since the Act permits government institutions under section 18 of the Act to create exempt banks to protect certain types of sensitive personal information related to international affairs; defence; detection, prevention and suppression of subversive or hostile activities and law enforcement and investigations, the Privacy Commissioner is given the power to review the contents of such banks and determine if files which form part of them are properly so classified.

Investigations of exempt banks are required to follow the same format as investigations of complaints. That is, the head of the institution must be informed of the intention of the Privacy Commissioner to carry out an investigation (section 31); investigations shall be in private (section 33); and the Commissioner has all the powers of investigation given by section 34 of the Act. If, following such an investigation, he or she considers that any file should not be included in an exempt bank, the Commissioner must report his or her findings and recommendations to the head of the institution controlling the bank. Where appropriate, the Commissioner may also set a specified time limit by which action is to be taken or a proposal made to implement the recommendations or reasons given for not doing so (see subsection 36(3)). Further, the findings concerning exempt banks and any response to particular recommendations made by an institution may be included by the Privacy Commissioner in either his or her annual report to Parliament or, where the matter is sufficiently urgent or important, in a special report (see subsection 36(4)). When the Commissioner receives no notice

in the specified time or the response is, in his or her opinion, inadequate, inappropriate or will not be taken in a reasonable time, the Commissioner may apply to the Federal Court. The Court can then review any file in the exempt personal information bank named, for the purpose of determining whether or not the file should be removed from the bank (see subsection 36(5) and section 43).

.8.5 *Review of compliance with sections 4 to 8 by the Privacy Commissioner*

Subsection 37(1) of the Act provides that the Privacy Commissioner may, at his or her discretion, carry out investigations to ensure compliance with the requirements contained in sections 4 to 8 concerning collection, retention, disposal and the use and disclosure of personal information. This provision enables the Privacy Commissioner to review and report on the performance of government institutions in meeting the requirements of the Act and pursuant government policy in regard to the gathering, handling and protection of personal information. Such monitoring is an essential part of ensuring protection of privacy in information under the Privacy Act.

As with exempt banks, investigations are required to follow the same format as investigations of complaints (see articles .8.3 and .8.4 above). If, following an investigation, the Privacy Commissioner considers that a government institution has not complied with any of the requirements set forth in regard to sections 4 to 8 of the Act that official must inform the head of the government institution concerned of his or her findings and recommendations. If an institution fails to undertake remedial action which in the view of the Commissioner is adequate, appropriate and timely, the Privacy Commissioner may include such a failure in a report to Parliament. This may either be done in the annual report to Parliament, which is required of the Commissioner in accordance with section 38 of the Act or, if the matter is sufficiently urgent or important, in a special report to the same body (see section 39).

.8.6 *Review by the Federal Court (sections 41 to 52)*

When the Privacy Commissioner's investigation is complete, an individual who has not obtained access to personal information requested under the Act has the right to apply to the Federal Court - Trial Division. It should be noted, as stated above, that the Act does not provide for review by the Court of complaints about other matters which arise under the Act, such as use and disclosure of personal information and time limits. Normally, an applicant must make an appeal within 45 days after the results of the investigation by the Privacy Commissioner have been reported to him or her. An application to the Federal Court-Trial Division is to be heard and determined in a summary way (see section 44).

The Privacy Commissioner also may apply to the Federal Court-Trial Division for review of a decision to refuse access if the individual who requested access has given his or her consent. In addition, the Commissioner may appear as a party in any other case brought under the Act and he or she may represent any individual who has applied for review by the Court (see section 42).

During proceedings brought under the Privacy Act, the Court has the power to examine any information recorded in any form except Cabinet confidences (see section 45). As explained above, the Act does not apply to this type of record (see section .6 above). To ensure the confidentiality of information which is the subject of proceedings before the Court, and other sensitive information produced during such proceedings, the Court may conduct hearings in private and receive representations ex parte (see subsection 46(1)). The Court may disclose to any appropriate authority information relating to the commission of an offence against any law of Canada or a province on the part of any officer or employee of a government institution, if in its opinion evidence exists of such an offence (see subsection 46(2)). In cases arising under the Act, the burden of proof regarding a decision to refuse access, always rests with the government institution (see section 47).

The type of review which the Court is authorized to conduct in a case brought under the Privacy Act depends on the exemption which has been claimed. In the case of denials of access based on the following exemptions the Court may undertake a de novo review of the decision:

- (a) section 18 - exempt bank;
- (b) section 19 - personal information obtained in confidence from another government or international organization;
- (c) paragraphs 22(1)(a) - personal information respecting law enforcement collected or obtained by specified investigative bodies;
- (d) subsection 22(2) - personal information obtained or prepared by the RCMP when performing its provincial policing role;
- (e) section 23 - security clearances;
- (f) paragraph 24(b) - reveal information about the individual originally obtained on a promise of confidentiality, express or implied;
- (g) section 25 - personal information the release of which would threaten the safety of individuals;
- (h) section 26 - information about another individual;
- (i) section 27 - solicitor-client privilege;
- (j) section 28 - medical information.

De novo review means that the Court will examine the merits of the issue; that is whether or not the exemption applies to the personal information before it, on hearing both the applicant and the government institution. If the Court decides that the exemption applies to the information, it will not be released. If the Court concludes that the exemption does not apply, it will order the head of the institution to release the information (see section 48).

However, if the denial of access is based on the following exemptions:

- (a) section 20 - injury to the conduct of federal-provincial affairs;
- (b) section 21 - injury to international affairs, defence and security;
- (c) paragraphs 22(1)(b) or (c) - injury to law enforcement, the conduct of investigations or the security of penal institutions;
- (d) paragraph 24(a) - lead to a serious disruption of the individual's institutional, parole or mandatory supervision program;

the court is limited to a determination of whether or not the head of the government institution had 'reasonable grounds' for his decision to withhold personal information. Thus, it can only order the information released where it finds that reasonable grounds for the decision do not exist. Otherwise, the decision of the head of the government institution to withhold the information will be upheld (see section 49).

.8.6.1 Order to remove file from exempt banks

Section 50 of the Act provides for Court review of files which the Privacy Commissioner considers to be improperly designated as part of an exempt personal information banks under section 18. The Court is

empowered to order the head of the government institution that controls the banks to remove the file from it or make another appropriate recommendation if it finds that the file should not be included in the class of information designated as forming the exempt bank or, in the case of section 21 or paragraph 22(1)(b), that no reasonable grounds exist for including the file in the bank.

Part III

Appendix A

Schedule of government institutions under the Privacy Act and
heads of institutions

(To be distributed at a later date.)

Part III

Appendix B

Privacy Regulations



CANADA

PRIVY COUNCIL • CONSEIL PRIVÉ

P.C.
C.P.(T.B. Rec.
(Rec. du C.T.

HIS EXCELLENCY THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL, on the recommendation of the Minister of Justice and the Treasury Board, pursuant to subsection 77(1) of the Privacy Act*, is pleased hereby to make the annexed regulations with respect to privacy.

*S.C. 1980-81-82, c. 111

REGULATIONS WITH RESPECT TO PRIVACY

Short Title

1. These Regulations may be cited as the Privacy Regulations.

2. In these Regulations,

"Access to Personal Information Request Form" means the form prescribed by the designated Minister pursuant to paragraph 71(1)(c) of the Act for the purpose of requesting access to personal information under the control of a government institution; (formule de demande d'accès à des renseignements personnels)

"Act" means the Privacy Act; (Loi)

"appropriate officer" means the officer of the government institution whose title and address is published pursuant to subparagraphs 11(1)(a)(iii) and 11(1)(b)(ii) of the Act; (agent approprié)

Correction Request Form" means the form prescribed by the designated Minister pursuant to paragraph 71(1)(c) of the Act for the purpose of requesting, under subsection 12(2) of the Act, a correction of personal information under the control of a government institution; (formule de demande de correction)

"Notation Request Form" means the form prescribed by the designated Minister pursuant to paragraph 71(1)(c) of the Act for the purpose of requesting a notation on personal information under the control of a government institution; (formule de demande de mention de corrections)

Government Institutions
or Parts of
Government Institutions

3. The government institutions or parts of government institutions for the purpose of paragraph (e) of the definition "personal information" in section 3 of the Act are those set out in Schedule I to these Regulations.

Retention of Personal Information that has been
used by a Government Institution for an
Administrative Purpose

4. (1) Personal information concerning an individual that has been used by a government institution for an administrative purpose shall be retained by the institution

(a) for at least two years following the last time the personal information was used for an administrative purpose unless the individual consents to its disposal; and

(b) where a request for access to the information has been received, until such time as the individual has had the opportunity to exercise all his rights under the Act.

(2) Notwithstanding subsection (1) where personal information is under the control of a government institution at a post abroad, the head of the post or the senior officer in charge thereof may order the destruction of the information in an emergency in order to prevent the removal of the information from the control of the institution.

5. The investigative bodies for the purposes of

(a) paragraph 8(2)(e) of the Act are those listed in Schedule II;

(b) paragraph 22(1)(a) of the Act are those listed in Schedule III; and

(c) section 23 of the Act are those listed in Schedule IV.

Personal Information Under the Control of the Archives

6. Personal information that has been transferred to the control of the Public Archives by a government institution for archival or historical purposes may be disclosed to any person or body for research or statistical purposes where

(a) the information is of such a nature that disclosure would not constitute an unwarranted invasion of the privacy of the individual to whom the information relates;

(b) the disclosure is in accordance with paragraph 8(2)(j) or (k) of the Act;

(c) 110 years have elapsed following the birth of the individual to whom the information relates; or

(d) in cases where the information was obtained through the taking of a census or survey, 92 years have elapsed following the census or survey containing the information.

Retention for Two Years

7. The head of a government institution shall retain for a period of at least two years following the date on which a request for access to personal information is received by the institution

(a) a copy of every request received by the institution under paragraph 8(2)(e) of the Act; and

(b) a record of any information disclosed pursuant to a request referred to in paragraph (a)

Procedures

8. (1) A request for access to personal information under paragraph 12(1)(a) or (b) of the Act shall be made by completing an Access to Personal Information Request Form in respect of

(a) each personal information bank that is the subject of the request; or

(b) each class of personal information that is not contained in a personal information bank

and forwarding the Form to the appropriate officer.

(2) An individual who makes a request for access to personal information pursuant to subsection (1) shall provide adequate identification to the government institution before access to the information is provided and may be required to present himself in person.

9. Where access to personal information is given under the control of a government institution to an individual by means of an opportunity to examine the information, the head of the institution shall

(a) provide reasonable facilities for the examination; and

(b) set a time for the examination that is convenient for the institution and the individual.

10. The rights or actions provided for under the Act and these Regulations may be exercised or performed

(a) on behalf of a minor or an incompetent person by a person authorized by or pursuant to the law of Canada or a province to administer the affairs or estate of that person;

(b) on behalf of a deceased person by a person authorized by or pursuant to the law of Canada or a province to administer the estate of that person, but only for the purposes of such administration; and

(c) on behalf of any other individual by any person authorized in writing to do so by the individual.

11. (1) An individual who is given access under paragraph 12(1)(a) of the Act to personal information that has been used, is being used or is available for use for an administrative purpose may request correction of the personal information where the individual believes there is an error or omission therein by forwarding to the appropriate officer a Correction Request Form in respect of each personal information bank containing the information for which the correction is sought.

(2) Within 30 days after the receipt of a Correction Request Form the head of the government institution that has control of the personal information shall

(a) where the request is complied with, notify the individual that the correction requested has been made; or

(b) where the request is refused, notify the individual

(i) that the request has been refused and set out the reason for the refusal,

(ii) that the individual has the right to require that a notation of the correction requested be attached to the information, and

(iii) that the individual has the right under the Act to make a complaint to the Privacy Commissioner.

(3) A person who makes a request for notation under paragraph 12(2)(b) of the Act shall do so by forwarding a completed Notation Request Form to the appropriate officer who shall, within 30 days of receiving the request, make the notation and notify the individual that the notation has been made.

(4) In any notice given to an individual pursuant to paragraph (2)(a) or subsection (3), the individual shall, in addition, be notified that he may require that any person or body to whom the personal information has been disclosed for use for an administrative purpose within two years prior to the time the correction was requested or the notation was required in respect of that information be notified of the correction or notation, as the case may be, and, where the disclosure was to a government

institution, that the institution make the correction or notation on any copy of the information under its control.

Classes of Investigations

12. The classes of investigations for the purpose of paragraph 22(3)(c) of the Act are the classes of investigations set out in Schedule V.

Disclosure of Information Relating to Physical or Mental Health

13. (1) Where an individual has requested personal information relating to the physical or mental health of the individual, the head of the government institution that has control of the information may authorize the disclosure of the information to a duly qualified medical practitioner or psychologist in order that the practitioner or psychologist may provide an opinion as to whether disclosure of the information would be contrary to the best interests of the individual.

(2) Personal information disclosed to a practitioner or psychologist under subsection (1) shall not be disclosed by the practitioner or psychologist to any other person, except for the purposes of the opinion referred to in subsection (1), without the consent of the individual to whom the information relates.

14. An individual who is given access to personal information relating to his physical or mental health may be required by the head of the government institution that has control of the information to examine the information in person and in the presence of a duly qualified medical practitioner or psychologist so that the practitioner or psychologist may explain or clarify the information to the individual.

SCHEDULE I

(s. 3)

Government Institutions or Parts of Government Institutions

1. Canada Council
2. Health Services and Promotion Branch,
Department of National Health and Welfare
3. Medical Research Council
4. National Museums of Canada
5. Natural Sciences and Engineering Research Council
6. Social Sciences and Humanities Research Council
7. Social Services Branch,
Department of National Health and Welfare

SCHEDULE II

(s. 5)

Investigative Bodies

1. Aviation Safety Bureau,
Department of Transport
2. Boards of Inquiry,
Department of National Defence
3. Bureau of Dangerous Drugs,
Department of National Health and Welfare
4. Canada Coast Guard - Casualty Investigations,
Department of Transport
5. Canada Ports Corporation Police and Security,
Department of Transport
6. Canadian Forces Military Police
7. Citizenship Registration Branch,
Department of the Secretary of State
8. Clemency Division,
National Parole Board
9. Compliance Directorate,
Department of National Revenue (Taxation)
10. Intelligence Division,
Department of National Revenue (Customs and Excise)
11. Personnel Security Service,
Department of External Affairs
12. Preventive Security Division, Securities Branch,
Canadian Penitentiary Service
13. Royal Canadian Mounted Police
14. Security and Investigative Services,
Canada Post Corporation
15. Security Section of the Passport Office,
Department of External Affairs
16. Special Investigations Unit,
Department of National Defence
17. Verifications and Collections Directorate,
Department of National Revenue (Taxation)

17. Verifications and Collections Directorate,
Department of National Revenue (Taxation)

SCHEDULE III

(s. 5)

Investigative Bodies

1. Canada Ports Corporation Police and Security,
Department of Transport
2. Canadian Forces Military Police
3. Director of Investigation and Research,
Department of Consumer and Corporate Affairs
4. Intelligence Division,
Department of National Revenue (Customs and Excise)
5. Preventive Security Division, Securities Branch,
Canadian Penitentiary Service
6. Royal Canadian Mounted Police
7. Security and Investigative Services,
Canada Post Corporation
8. Special Investigations Division,
Department of National Revenue (Taxation)
9. Special Investigations Unit,
Department of National Defence

Part III

Appendix C

Forms and Form Components: Use and Disclosure

- (1) Appointment of Representative Form
- (2) Components for a Consent Form
- (3) Request for Disclosure to Federal Investigative Bodies Form
- (4) Components of joint Research Application and Undertaking Form required by 8(2)(j)
- (5) Components for agreements concerning disclosure of personal information by federal government institutions to provincial and foreign government institutions and international bodies



APPOINTMENT OF REPRESENTATIVE

I, _____, residing at _____
(Name of individual) (Full address)

in the City of _____, Province of _____,

do hereby constitute and appoint _____
(Name of representative)

residing at _____ in the City of _____,

in the Province of _____, my representative and in my name, place and stead to

- ☐ Exercise all my rights under the Privacy Act
- ☐ Exercise my right to Access to all Personal Information Banks or Classes of personal information
- ☐ Exercise my right of Access to the following Personal Information Banks or Classes of personal information
(numbers and titles of banks or classes)

- ☐ Exercise my rights under the Privacy Act with respect to the following matters

I hereby agree and covenant to ratify and confirm whatsoever my said representative shall lawfully do or cause to be done in the premises by virtue of these present.

This appointment shall be and remain in full force in effect until _____ 19____, unless due notice in writing of its revocation shall have been given to:

_____, or _____
(Name of representative) (The government institution(s) having control of the bank(s))

IN WITNESS WHEREOF I have hereunto set my hand and seal this _____ day of _____, 19____
(Date) (Month)

SIGNED, SEALED AND DELIVERED by _____, in the presence of:
(Name of individual)

Witness

Witness

Signature of individual

AFFIDAVIT OF WITNESS

CANADA
PROVINCE OF _____
COUNTY (OR DISTRICT) OF _____

I, _____, of the _____
(Full name of one witness) (Full address)

in the Province of _____ make oath and say:

1. That I was personally present and did see the annexed instrument duly signed, sealed and executed by

_____, and party thereto;
(Name of individual)

2. That the said instrument was executed by the said _____
(Name of individual)

at _____ in the Province of _____ and that I am one of the subscribing
(City or town)

witnesses to the said instrument;

3. That I know the said _____ and he (she) is in my belief of legal age.
(Name of individual)

SWORN before me at _____
(City, town or village)

in the Province of _____

this _____ day of _____, 19____
(Date) (Month)

(Commissioner for oaths, etc.)

(Signature of witness who is sworn)

Appendix C

Components for a consent form:

- (a) description of the type of personal information to which the notice refers;
- (b) statement of the intended new use or disclosure of that information;
- (c) statement of the government institution, person, group of persons or organization to which disclosure will be made, where applicable;
- (d) instruction that the acceptance or refusal of consent must be indicated appropriately on the notice and the form signed;
- (e) statement that refusal to consent will not result in any adverse decision about the individual in conjunction with the particular purposes being served by the new use;
- (f) indication that the individual has the right to examine and to request correction of his/her record.



REQUEST FOR DISCLOSURE TO FEDERAL INVESTIGATIVE BODIES

Date _____

In accordance with paragraph 8(2)(e) of the Privacy Act, the _____
(Name of investigative body)

_____, hereby requests disclosure of personal information pertaining to _____,
_____, which may be generally described as _____
(Name of individual or other identifier)

(General description of information requested)

This information is required by this investigative body as part of _____
(Description of particular investigative or enforcement activity)

_____ pursuant to _____
(Reference to a federal or provincial statute by section or
description of purpose)

Signature of requesting officer

Name of requesting officer

Title of requesting officer

I, hereby, ☐ consent, or ☐ refuse this disclosure of personal information to _____
(Name of investigative body)

Any personal information disclosed forms part of personal information bank(s) or class(es) _____
_____ (fill in when disclosure authorized).
(Number of banks or classes)

Signature of authorized official

Name of authorized official

Title

Institution

NOTE: THIS COMPLETED DOCUMENT MAY
QUALIFY FOR EXEMPTION UNDER
SECTION 22 OF THE PRIVACY ACT.

Appendix C

Components of joint Research Application and Undertaking Form required by research or statistical purposes clause.

- (a) name of researcher, address and, where applicable, institutional or organizational affiliation;
- (b) a general description of the research project;
- (c) a general description of the type or class of information to which access is requested;
- (d) an undertaking that no subsequent disclosure of the information will be made to any other person or third party which is not participating in the research project in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates;
- (e) a statement that no further personal information will be provided to the researcher if this agreement is willfully violated;
- (f) signature of the researcher.

This Research Application and Undertaking Form must be used in each specific instance where the head of an institution agrees to disclose personal information for research or statistical purposes under clauses 8(2)j(i) and (ii) of the Privacy Act.

Conditions for Special Types of Research

There are, especially in the fields of medical and social science research, cases where sensitive, current personal information may be used for research or statistical purposes in the form of raw

data. In these cases the goal is to identify or establish a hypothesis based on a sufficiently large sample of records of personal information. The research is not interested in any particular individual as such, and the information can be published in a completely anonymised form. Such research is truly beneficial to Canadian society and should be encouraged to continue and expand but it is incumbent upon the government institutions to ensure that through accident or carelessness such personal information is not inadvertently disclosed in a form by which the individual can be identified.

For this reason, in cases where particularly sensitive, current personal information is being used for research or statistical purposes, a government institution may wish to attach to the Research Application and Undertaking Form an addenda comprised of:

- (a) a statement concerning the access conditions and criteria imposed on researchers using the information including:
 - an undertaking that the information will be rendered anonymous (i.e. name-stripping, coding of data, etc.) at the earliest time possible;
 - a list of data linkages which have been sanctioned and an undertaking not to form others without written authorization; and
 - an undertaking not to contact data subjects unless specifically authorized to do so and, if so authorized, to guarantee to those individuals the same level of confidentiality and privacy as maintained for the original data;
- (b) a statement regarding the location where data or copies of the record will be consulted and used:
 - within a federal government institution;
 - a provincial institution;
 - a voluntary, academic or other quasi-public institution;
 - or
 - a private organization or business.

If within a federal government institution, a statement regarding the various acts and regulations to be complied with and any oaths to be sworn by the researcher(s) should be included.

If in the other institutions or organizations, the conditions governing transfer and secure storage of the data should be stipulated.

(c) a statement regarding the conditions governing disposal of identifiable personal data stored outside a federal government institution and, if desirable and applicable, the archival arrangements for working data and the relevant programs, codes and guides;

(d) the signature of the appropriate officer(s) in the government institution(s) and all principals involved in the research or statistical project.

Appendix C

Components for agreements concerning disclosure of personal information by federal government institutions to provincial and foreign government institutions and international bodies

- (a) a description of the type of personal information shared;
- (b) the purposes for which such information is being shared and is being used;
- (c) a statement of all the administrative, technical and physical safeguards required to protect the confidentiality of the information, especially in regard to its use and disclosure;
- (d) a statement stipulating whether or not all or any of the conditions of confidentiality are delegated to the recipient of the information;
- (e) the name, title and signature of the appropriate officials in both the supplying and receiving institutions and date of agreement.

Part III

Appendix D

Model letters and forms relating to the right of access under the Privacy Act

Index

1. Decisions required for processing access requests for personal information.
2. Model letters
 - (A) Notification of requirement for formal application under the Privacy Act
 - (B) Requirement to complete application
 - (C) Notification of exclusion from access under the Privacy Act
 - (D) Notification of exemption
 - (E) Notification of partial exemption
 - (F) Notification of granting of access
 - (G) Notification of time extension
 - (H) Notification of refusal to acknowledge existence of information
 - (I) Notification of the right to correct
 - (J) Notification of rejection of correction

(K) Notification of acceptance of request for correction

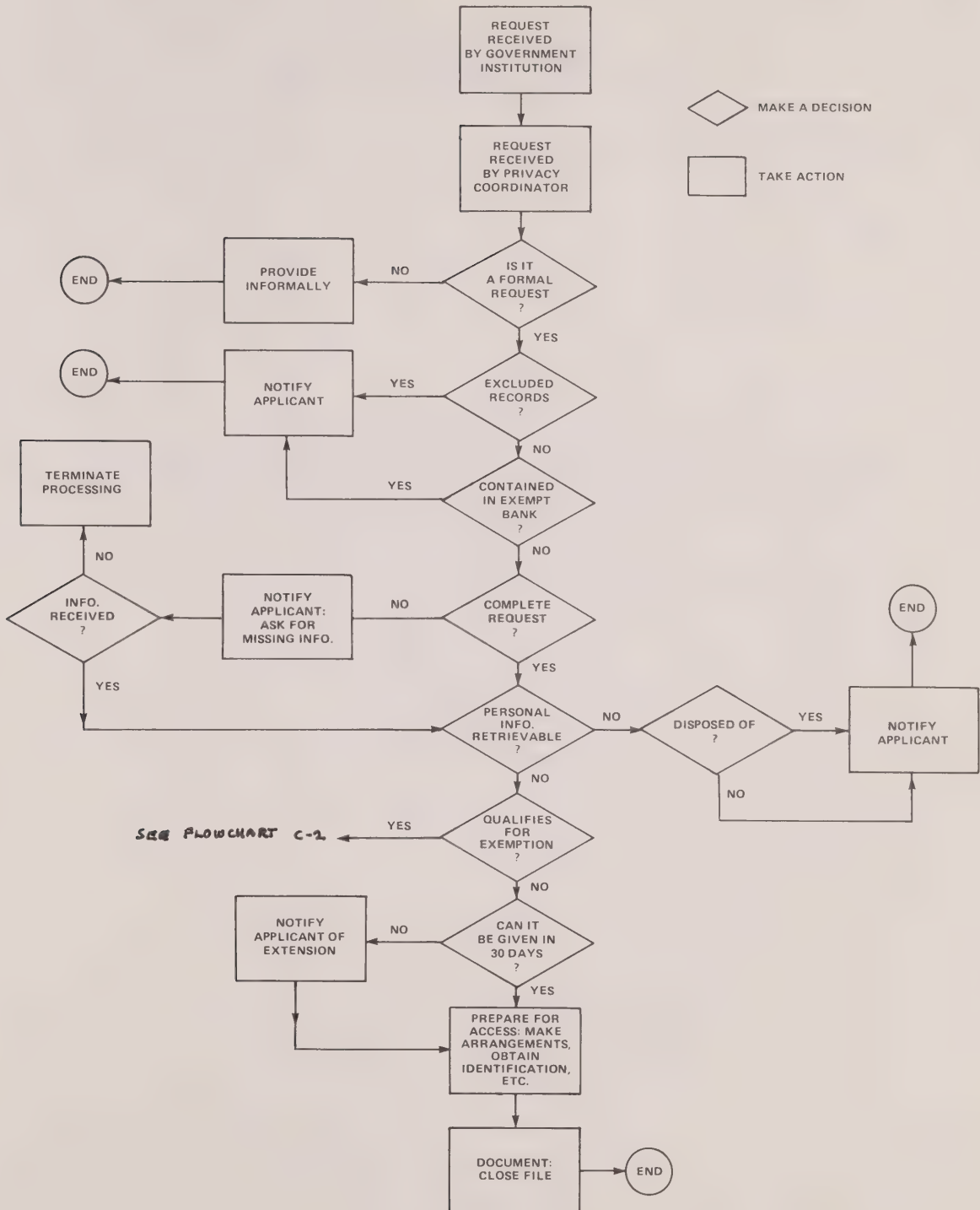
(L) Notification of notation made

3. Corrections and notations

4. Record Correction Request Form

5. Notation Request Form

DECISIONS REQUIRED FOR PROCESSING REQUESTS FOR PERSONAL INFORMATION



MODEL LETTER A

Notification of requirement for formal
application under the Privacy Act

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

In order to process your request for personal information, an application must be made under the Privacy Act, using the enclosed Personal Information Request Form. Such an application also gives you an opportunity to exercise your rights under the Act if access is denied.

Please complete and mail the enclosed form to us so that we may process your request.

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER B

Requirement to complete application

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

In order to process your request for access to personal information under the Privacy Act, which we received on _____, additional information is required.

We are returning the original Personal Information Request Form indicating the areas to be completed or corrected.

Please complete the enclosed blank application form with the necessary adjustments and return it to us for processing.

You are entitled to bring a complaint to the Privacy Commissioner regarding this matter. Notice of complaints should be addressed to:

Privacy Commissioner

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER C

Notification of exclusion from access under the Privacy Act

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

We have received your request for the following personal
information on _____

_____.

The information to which you requested access may not be
disclosed as it is excluded from access under the Privacy Act, pursuant
to:

s.69(1)(a) of the Act which states

or

s.69(1)(b) of the Act which states

or

s.70(1) of the Act which states

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER D

Notification of exemption

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

We have received, on _____ your request for the following information: _____

_____.

This is to advise you that we cannot provide you with the personal information request as it qualifies for an exemption under the Privacy Act, which states:

You are entitled to bring a complaint to the Privacy Commissioner regarding the denial of access to the information requested. Notice of complaints should be addressed to:

Privacy Commissioner

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER E

Notification of Partial Exemption

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

This is in reply to your application for personal information about yourself made under the Privacy Act, which was received in this institution on _____. We are attaching copies of all the accessible information which you requested. A portion of the information is, however, not accessible since it qualifies for exemption under section _____ of the Act. This exemption states _____.

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding the withholding of the exempted information you requested to the Privacy Commissioner. Notice of complaints should be addressed to:

Privacy Commissioner

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

Attachments

MODEL LETTER F

Notification of granting of access

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

This is to advise you that our institution has reviewed your request for personal information, received on _____ and has determined that you are entitled to that information under the Privacy Act.

As your request specified examination of the personal information in question in person, we will contact you, by telephone to make the appropriate arrangements so that you may access the information within the time limits specified by the Act.

or

Photocopies of the information you requested are attached, as you specified in your request.

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

Attachment

MODEL LETTER G

Notification of time extension

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

This is to acknowledge receipt of your request for personal information under the Privacy Act, received by us on _____.

An extension of up to _____ days is required to process your request beyond the 30 day statutory time limits to comply with your request because:

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding the time extension to the Privacy Commissioner. Notice of complaints should be addressed:

Privacy Commissioner

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER H

Notification of Refusal to Acknowledge
Existence of Information

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

This is in reply to your application for personal information about yourself made under the Privacy Act, which was received in this institution on _____. That application related to _____. I regret that we cannot comply with your request. If such information did exist, however, it would qualify for exemption under section __ of the Act which states _____.

Please be advised that you are entitled to bring a complaint regarding your request to the Privacy Commissioner. Notice of complaints should be addressed:

Privacy Commissioner

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER I

Notification of the Right to Correct

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

You are entitled under s.12(2)(a) of the Privacy Act to request correction in respect of any error or omission in the record disclosed to you.

A Record Correction Request Form, to be used for this purpose, is attached to this letter: please complete and return it to us for further processing.

If your request for a correction should be turned down, for any reason, you will be entitled to request a notation to your record in respect of any error or omission you believe it may contain.

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER J

Notification of rejection of correction

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

This is to inform you that your request for _____,
received on _____, has been rejected for the reason(s) given below:

Although your request for a correction has not been granted,
you are still entitled by law to request that your record be annotated
in respect of any error or omission.

If you wish to exercise this right, please complete and return
to me a copy of the enclosed 'Record Notation Request Form' and a copy
of the statement you wish to have added to your record. Alternatively,
you may request that your original Record Correction Request Form itself
be attached to your record as a notation.

If you are not satisfied with this action, you have the right
to complain to the Privacy Commissioner, whose address is:

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER K

Notification of acceptance of request for correction

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

Your request for a correction has been received and your record has been corrected as per your request.

A copy of your new record incorporating the correction is attached to this notice; or

The corrected record can be inspected by you at _____.

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

MODEL LETTER L

Notification of notation made

Applicant's name:

Date:

Address:

Reference Number:

Dear _____:

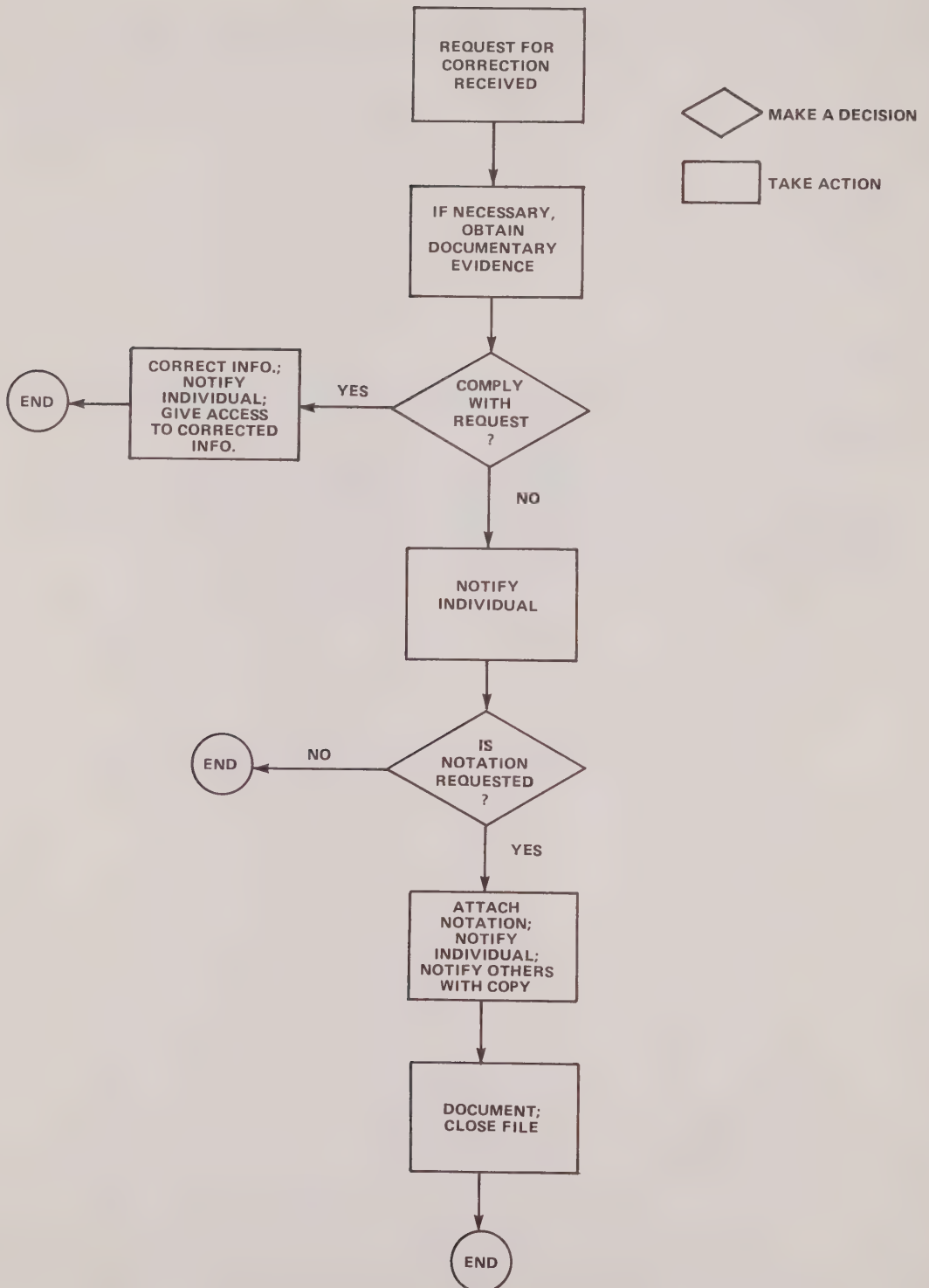
We have received your request to attach a statement to the personal information held about you by our institution.

This is to inform you that the notation has been added to your record and that all others who have used the information for an administrative purpose in the past two years have also been notified of the notation to be made, according to your request.

Yours sincerely,

Privacy Coordinator

CORRECTIONS AND NOTATIONS



**RECORD CORRECTION
REQUEST FORM****FORMULAIRE DE DEMANDE
DE CORRECTION DE DOSSIER****(PRIVACY ACT)****(LOI SUR LA PROTECTION DES
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)**

Use this form to request corrections of the content of your information if you believe there are errors or omissions. Documentary proof may be requested before the corrections are effected. Only one request per form.

Le présent formulaire doit être utilisé pour demander d'apporter une correction aux renseignements personnels ou pour vérifier toute erreur ou toute omission possible. Il se peut qu'on exige une preuve documentaire avant d'apporter les corrections demandées. Un formulaire distinct doit être rempli pour chaque demande de consultation.

FOR OFFICIAL USE ONLY/RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Office address/Adresse au bureau

Date

Receiving officer/Reçu(e) par

PLEASE PRINT CLEARLY/S.V.P. ÉCRIRE LISIBLEMENT**ACCESS INFORMATION/RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION**

Agency/Organisme	Information bank no. and title/N° et titre de la banque de données
Other detail(s) specified in the index for this bank/Autre(s) renseignement(s) précisé(s) dans le catalogue à l'égard de cette banque	

PERSONAL INFORMATION/RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Surname/Nom	Given names/Prénoms	Soc. Ins. No. if required N° d'ass. soc., s'il y a lieu
Address/Adresse	City/Ville	Province
Postal Code/Code postal	Telephone No./N° de téléphone Home/Résidence Work/Travail	Surname in bank if different from above/Nom figurant dans la banque s'il diffère du nom mentionné ci-dessus
Other personal information specified in the index/Autres renseignements personnels figurant dans le catalogue		

I WISH TO MAKE THE FOLLOWING CORRECTION(S)/JE DÉSIRE FAIRE APPORTER LES CORRECTIONS SUIVANTES

Note: If the space here is inadequate continue on the back of this form/A noter: Si l'espace réservé est insuffisant, continuer au verso du formulaire	
Identification of record(s) or items concerned Identification du (des) dossier(s) ou des questions usées	Correction(s) requested Correction(s) requise(s)

If this request follows a previous inquiry, please quote reference number here.
Si la présente demande fait suite à une demande de renseignements antérieure, veuillez indiquer ici le numéro de référence.



When you have completed this form send it to the official identified in the index, for this bank. Veuillez faire parvenir le formulaire rempli à l'agent désigné pour cette banque dans ce catalogue.	Date	Signature
--	------	-----------

**PLEASE QUOTE THE ABOVE REFERENCE NUMBER ON ALL CORRESPONDENCE
VEUILLEZ INDIQUER LE NUMÉRO DE RÉFÉRENCE SUSMENTIONNÉ SUR TOUTE CORRESPONDANCE**

Treasury Board Canada

Interim Policy Guide:

Access to Information Act and The Privacy Act

Part IV - Reports

Table of Contents	Page(s)
.1 Introduction	1
.1.2 Application	1
.1.3 Authorities and cancellations	1
.2 Responsibilities of government institutions	2-3
.3 Reporting requirements	3
Appendix Definitions, Reporting Forms and Tracking Documents	

.1 *Introduction*

The presentation of annual reports to Parliament is required by both the Access to Information and Privacy Acts. Such reports are intended to document the manner in which both pieces of legislation are administered by government institutions and thereby ensure accountability for the substantive and procedural decisions taken by institutions in their response to requests under either Act. Individual reports, also provide the source data for the preparation of an aggregate report for the review by Parliament of the government-wide implementation of both the Access to Information and Privacy legislation.

This section prescribes the form and content of annual reports to Parliament and provides mandatory definitions for the statistical categories included in the reports.

.1.2 *Application*

Part IV of Chapter 410 applies to government institutions listed in Schedule I of the Access to Information Act, subject to subsection 70(2) of that Act and to government institutions listed in section 3 of the Privacy Act, subject to subsection 71(2) of that Act.

.1.3 *Authorities and cancellations*

Part IV of this Chapter is issued under the authority of both the Access to Information and Privacy Acts. It is also authorized by the Financial Administration Act by which the Treasury Board may act on all matters relating to administrative policy in the Public Service of Canada Treasury Board minute 787442 applies.

Previous policy on privacy, contained in the following chapters, is cancelled:

- Chapter 420 - Access to personal information.

.2 *Responsibilities of government institutions*

Subsections 72(1) and (2) of the Access to Information and Privacy Acts require that every government institution prepare for submission to Parliament an annual report on the administration of the Acts within the institution during each financial year and table it, before the Senate and the House of Commons, within three months after the financial year in respect of which it is made. The annual reports, pursuant to subsection 72(3) of the Act are then to be referred to the permanent committee designated or established by Parliament to review the administration of both Acts.

Further, paragraph 70(1)(a) of the Access to Information Act and paragraph 71(1)(a) of the Privacy Act require the Designated Minister to cause to be kept under review the manner in which records under the control of government institutions are maintained with respect to the access provisions of the Act. To give effect to this provision, *government institutions shall submit quarterly statistical reports to the Treasury Board relating to the administration of the Acts*. The content of the statistical reports is prescribed in this section, under the authority of the Designated Minister derived from paragraph 70(1)(d) of the Access to Information Act and paragraph 71(1)(e) of the Privacy Act.

The use of common definitions in data collection activities is necessary for the publication of an aggregate annual report for the government by the Designated Minister. A set of such definitions is provided at the end of this section of this policy *Government institutions shall compile their statistics on the basis of the definitions prescribed by this policy*. This requirement ensures consistent data, on a government-wide basis, for use by the Parliamentary Committee in undertaking a comprehensive review of the provisions and the operation of the Acts, three years after coming into force, as required by subsection 75(2) of both Acts.

The presentation of annual reports does not eliminate the need for detailed documentation of each transaction, as required in section .2, Part II and section .5, Part III of this Chapter. However, the tracking

system for internal documentation of processing activities can be designed to also record, on an on-going basis, and yield, as required, data for quarterly and annual reports. A model tracking document that can be adapted for this purpose is provided in Part IV, Appendix A. The categories on the tracking document must have the same definitions as the categories in the statistical report as the tracking documents provide the source data for the quarterly and annual reports. The statistical report is to include only requests which were completed during the reporting period. Incomplete transactions should be included in the 'Requests outstanding' category, to be accounted for in the next cycle.

.3 *Reporting requirements*

The categories delineated on the reporting form in Part IV, Appendix A contain the core of the quarterly statistical reports to be submitted to the Treasury Board and of the annual report to Parliament. Government institutions may supplement these categories with any qualitative or quantitative information they consider relevant to account for their administration of either Act. *The annual reports to Parliament shall include a description of institutional policies and practices relating to fee waivers.* (*Government institutions should collect and compile data on all the categories as prescribed on the reporting form.*)

Appendix
Definitions
Access to Information Act

I. Requests under the Access to Information Act

Received during reporting period: this category includes requests received for the first time only. (Do not count here requests that were resubmitted in response to a requirement by the government institution for more information, the application fee etc.).

Outstanding from previous period: requests that required a time extension or were incomplete at the closing date of previous reporting period.

Completed during reporting period: requests where either a disclosure or denial of access has taken place in response to a request. (Where a notification has been sent out that access is to be given, but the applicant has not yet been given the information should be reported under 'carried forward').

Carried forward: cases where access has not yet been given or a notification of denial of access has not yet been sent to the applicant.

II. Disposition of requests completed: (report the 'disposition' of each request only under one of the following categories):

All disclosed: all information requested has been disclosed.

Disclosed in part: as a result of severability, only part(s) of the record(s) have been disclosed. (Cite the specific exemptions invoked in section III of the report.)

Excluded: requests made for documents described in s.68 and 69 of the Act. The specific exclusion is to be cited in section IV of the report.

Transferred: requests transferred to another government institution with greater interest - 5.8(1).

Exempt: no disclosure made because all the information qualified for exemption. Cite as many of the specific exemptions as applicable in section III of the report.

Insufficient information: applications which did not provide sufficient information (even after repeated contact with the applicant) to locate any relevant records under the control of the institution and where access has been denied on these grounds.

Abandoned: where the applicant withdraws the request (e.g. because of fees assessed or time extensions) or when there is no response to correspondence sent to the applicant in 30 days or more after a notice.

Does not exist: where the applicant has been informed that no identifiable record exists, including where the record has been destroyed as part of the normal disposal process.

III. Exemptions invoked: indicate the total number of times each exemption was invoked to deny access, to sever records and those exemptions where existence of the record was not confirmed (s.10(2)). Where more than one exemption was invoked for a particular request, indicate all.

IV. Exclusions cited: any request which cites the Act but where the records are excluded from access under the Act. Give the number of times a specific paragraph was cited.

- V. Completion time: to be counted from the day of receipt of a complete request by the institution until the day the records were given or sent to the applicant or the day when notification of a denial of access is sent. ('Complete request' is defined in section .2.2.1 of this policy.)
- VI. Extensions: indicate the number of time an extension was sought in the reporting period, broken down by subcategory, as provided for in s.9 of the Act.
- VII. Translation: the subcategories are self-explanatory.
- VIII. Method of access
- Copies given: the number of requests for which access is provided by giving copies of records to the applicant. Include only those cases where copies were the sole method of access.
- Examination: the number of requests for which access was given by allowing the applicant an opportunity to view the record(s) requested. Include only those cases where no copy was given.
- Copies and examination: include here all cases where information was both examined and copied, in whole or in part.
- IX. Fees: the sub-categories are self-explanatory. Fees are to be calculated in accordance with the Regulations. Under 'fees waived' include only cases where the fee is over \$25.00.
- X. Costs: account for the costs involved in processing requests by indicating the resources (including staff salary and other estimated operating costs) spent during the reporting period. Include only costs involved in requests completed during

reporting period. Do not attempt to simply add up the costs of processing individual requests. What should be indicated are the total expenditures associated with those activities which are directly related to the administration of the Act.

- XI. Appeals to Information Commissioner (cases resolved during the reporting period)

The sub-categories are self-explanatory.

- XII. Appeals to Federal Court (cases resolved during the reporting period)

The sub-categories are self-explanatory.

Definitions

Privacy Act

The definitions for sections I-VIII of the reporting form for the Privacy Act are identical to those used on the reporting form for the Access to Information Act, described in this Appendix.

IX. Correction and notation

The sub-categories are self-explanatory.

X. Costs

As, under the Privacy Act, no provisions are made for charging the applicant, (and therefore no specific activities are delineated for charging) the cost estimates are to be based on the employee time directly involved in searching for and preparing personal information for disclosure and the cost of computer time required in servicing enquiries.

XI. Appeals to the Privacy Commissioner (cases resolved during the reporting period)

The sub-categories are self-explanatory.

XII. Appeals to Federal Court (cases resolved during the reporting period)

The sub-categories are self-explanatory.



REPORT ON ACCESS TO INFORMATION

Institution	Reporting period
-------------	------------------

I Requests under the Access to Information Act

Received during reporting period	
Outstanding from previous period	
TOTAL	
Completed during reporting period	
Carried forward	

II Disposition of requests completed

1. All disclosed		6. Unable to process	
2. Disclosed in part		7. Insufficient information	
3. Excluded		8. Abandoned	
4. Exempt		9. Does not exist	
5. Transferred		TOTAL	

III Exemptions invoked

S. 13(1) (a)		S. 16(1) (d)		S. 20(1) (c)	
(b)		S. 16(2)		(d)	
(c)		S. 16(3)		S. 21(1) (a)	
(d)		S. 17		(b)	
S. 14		S. 18 (a)		(c)	
S. 15(1) Internat. rel.		(b)		(d)	
Defence		(c)		S. 22	
Subversive activities		(d)		S. 23	
S. 16(1) (a)		S. 19(1)		S. 24	
(b)		S. 20(1) (a)		S. 25	
(c)		(b)		S. 26	

IV Exclusions cited

S. 68 (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
S. 69(1)	
S. 69(1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	
(g)	

V Completion time

Under 30 days	
31 to 60 days	
60 to 120 days	
Over 120 days	

VI Extensions

	Under 30 days	Over 30 days
Searching		
Consultation		
Third party		
TOTAL		

VII Translations

Translation requested	
Translation prepared	
English to French	
French to English	
Average time to prepare translations	

VIII Method of access

Copies given	
Examination	
Copies and Examination	

IX Fees

Fees collected	
Application fees	
Reproduction	
Searching	
Preparation	
Computer processing	
TOTAL	
Fees waived over \$25.00	\$
Fees waived (no. of times)	

X Costs

Personnel	
Officer	\$
Support staff	\$
Other	\$
TOTAL	\$
Officer (PY)	
Support staff (PY)	
TOTAL	

XI Appeals to info. commissioner

Reasons	
Non disclosure	
Fees	
Extension	
Publications	
Denial of translation	
Time to prepare trans.	
Other	
No. initiated during reporting period	
No. completed during reporting period	
No. carried forward	
Average time of resol. (for those compl.) (days)	
Commissioner's recommendation accepted	
Commissioner's recommendation rejected	

XII Appeals to Federal Court

Appeal by	
Applicant	
Third party	
Information commissioner	
Average time of resol. (for those compl.) (days)	
No. initiated during reporting period	
No. completed during reporting period	
No. carried forward	
Disclosure ordered	
Non-disclosure ordered	
Other	



REPORT ON THE PRIVACY ACT

Institution	Reporting period
-------------	------------------

I Requests under the Privacy Act

Received during reporting period	
Outstanding from previous period	
TOTAL	
Completed during reporting period	
Carried forward	

II Disposition of requests completed

1. All disclosed		6. Insufficient information	
2. Disclosed in part		7. Abandoned	
3. Excluded		8. Does not exist	
4. Exempt		TOTAL	
5. Unable to process			

III Exemptions invoked

S. 18(2)		S. 21		S. 23(b)	
S. 19(1) (a)		S. 22(1) (a)		S. 24	
(b)		(b)		S. 25	
(c)		(c)		S. 26	
(d)		S. 22(2)		S. 27	
S. 20		S. 23(a)		S. 28	

IV Exclusions cited

S. 69(1) (a)	
(b)	
S. 70(1)	
(a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

V Completion time

Under 30 days	
31 to 60 days	
60 to 120 days	
Over 120 days	

VI Extensions

	Under 30 days	Over 30 days
Interference with operations		
Consultation		
Translations		
TOTAL		

VII Translations

Translation requested	
Translation provided	
English to French	
French to English	
Average time to prepare translations	

VIII Method of access

Copies given	
Examination	
Copies and examination	

IX Correction and notation

Corrections requested ►	Corrections made ►	Notation attached ►
-------------------------	--------------------	---------------------

X Costs

Personnel	\$	PY
Officer	\$	
Support staff	\$	
Other	\$	
TOTAL	\$	

XI Appeals to privacy commissioner

Reasons	
Use and disclosure	
Non disclosure	
Extension	
Publications	
Denial of translation	
Time to prepare a translation	
Other	
No. initiated during reporting period	
No. completed during reporting period	
No. carried forward	
Average time of resolution (for those completed) (days)	
Commissioner's recommendation accepted	
Commissioner's recommendation rejected	

XII Appeals to Federal Court

Appeal by	
Applicant	
Privacy commissioner	
Average time of resolution (for those completed) (days)	
No. initiated during reporting period	
No. completed during reporting period	
No. carried forward	
Disclosure ordered	
Non-disclosure ordered	
Other	

Applicant's name		Reference no.
Address		Telephone number
Information requested		
<div></div> <div></div>		
Date first received	Date complete request received	Date completed

Processing log

[illegible]

Fees and costs

Fees assessed	\$	Deposit required	\$	Costs	
Fees collected				Review	\$
Reproduction	\$			Consultation	\$
Searching	\$	Deposit paid	\$	Translation	\$
Preparation	\$			Other	\$
Computer processing	\$			TOTAL	\$
TOTAL	\$				
Fees waived	\$	Balance paid	\$	Officer person year	
Fees reduced	\$			Support staff person year	

Extensions

Reason for extensions

Length of extension ▶	<input type="checkbox"/> Consultation	<input type="checkbox"/> Searching	<input type="checkbox"/> Third party intervention
-----------------------	---------------------------------------	------------------------------------	---

Agency response

<input type="checkbox"/> Excluded record	<input type="checkbox"/> Transferred	<input type="checkbox"/> Record does not exist
<input type="checkbox"/> Insufficient information	<input type="checkbox"/> Unconfirmed	<input type="checkbox"/> All disclosed
<input type="checkbox"/> Exempt under section > _____	<input type="checkbox"/> Severed under section > _____	

Method of access

Translations

<input type="checkbox"/> Copies	<input type="checkbox"/> Examination	Translation requested into <input type="checkbox"/> English <input type="checkbox"/> French	Translation prepared in (No. of days) ▶
---------------------------------	--------------------------------------	---	---

Appeals

Appeals

To Information Commissioner (Date) ▶	Reason for appeal
Recommendation by Information Commissioner	
Agency decision	Date ▶
To Federal Court (Date) ▶	<input type="checkbox"/> By applicant <input type="checkbox"/> By third party <input type="checkbox"/> By Information Commissioner
Court decision	
	Date ▶

Applicant's name		Reference no.
Address		Telephone number
Information requested		
<hr/> <hr/> <hr/>		
Date first received	Date complete request received	Date completed

Processing log

[illegible]

Extensions

Reason for extensions

Length of extension ▶	<input type="checkbox"/> Unreasonable interference	<input type="checkbox"/> Consultation	<input type="checkbox"/> Translation
-----------------------	--	---------------------------------------	--------------------------------------

Agency response

<input type="checkbox"/> Excluded	<input type="checkbox"/> Personal information does not exist	<input type="checkbox"/> Insufficient information to locate
<input type="checkbox"/> Unconfirmed	<input type="checkbox"/> All given	<input type="checkbox"/> Exempt under section <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Severed under section <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Exempt bank (specify) <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Correction requested	<input type="checkbox"/> Correction made	<input type="checkbox"/> Notation made

Method of access

☐ Copies ☐ Examination

Costs (non-collectable) for departmental use only if desired

Reproduction	\$
Review	\$
Searching	\$
Consultation	\$
Translation	\$
Supervision	\$
TOTAL	\$

Translations

Translation requested into	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French
Translation prepared in (no. of days) ▶		
Interpretation provided	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No

Appeals

To Privacy Commissioner (Date) ►	Reason for appeal
<hr/> <hr/> <hr/>	
Recommendation by Privacy Commissioner	
<hr/> <hr/> <hr/>	Date ►
Agency decision	
<hr/> <hr/> <hr/>	
Date ►	
To Federal Court (Date) ►	<input type="checkbox"/> By applicant <input type="checkbox"/> By Privacy Commissioner
Court decision	
<hr/> <hr/> <hr/>	
Date ►	

Conseil du Trésor du Canada

Lignes directrices provisoires:

Loi sur l'accès à l'information

et

Loi sur la protection des renseignements personnels

NOTE: Ce guide provisoire énonce les exigences juridiques et de politique relatives à la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Sa présentation générale rejoint celle du Manuel de la politique administrative du Conseil du Trésor. Certaines parties de ce guide formeront éventuellement le chapitre 410 dudit manuel; aussi y retrouve-t-on ça et là des renvois à ce chapitre. Etant donné que ce guide constitue un document provisoire, il sera révisé à mesure que l'on connaîtra davantage le mode d'application des deux lois susmentionnées.

Conseil du Trésor du Canada

Lignes directrices provisoires:

Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la
protection des renseignements personnels

Table des matières

Partie I - Introduction

Partie II - L'accès à l'information

	Page(s)
.1 Introduction	1-10
.1.1 Objet et portée	1-2
.1.2 Champ d'application	2
.1.3 Autorisations et annulations	2
.1.4 Rôles et responsabilités	3-7
.1.4.1 Parlement	3
.1.4.2 Le ministère de la Justice	3-4
.1.4.3 Le président du Conseil du Trésor	4-5
.1.4.4 Les institutions fédérales	5-6
.1.4.5 Commissaire à l'information	6
.1.4.6 Cour fédérale	6-7
.1.5 Définitions	7-10
.2 Droit d'accès	11-27
.2.1 Objet	11
.2.2 Exigences générales pour le traitement des demandes de communication	11-15
.2.3 Avis	15-17
.2.4 Procédures d'application des exceptions	17-20
.2.5 Méthode de communication	20-21
.2.6 Version de la communication	21-23

.1.4.3	Le président du Conseil du Trésor	4-5
.1.4.4	Les institutions fédérales	5-7
.1.4.5	Commissaire à la protection de la vie privée	7
.1.4.6	La Cour fédérale	7-8
.1.5	Définitions	8-12
.2	Collecte, conservation et retrait des renseignements personnels	13-26
.2.1	Principes généraux	13-14
.2.2	Collecte de renseignements personnels	14
.2.2.2	Collecte limitée aux seuls renseignements qui se rattachent à des programmes	14-15
.2.2.3	Collecte directe de renseignements personnels destinés à des fins administratives	15-18
.2.2.4	Mise au courant de l'intéressé de l'objet d'une collecte de renseignements le concernant et d'autres détails	18-20
.2.3	Exactitude des renseignements utilisés à des fins administratives	21
.2.4	Conservation et retrait de renseignements personnels	21-26
.2.4.1	Objet	21-22
.2.4.2	Structure selon laquelle doivent s'effectuer la consignation des renseignements personnels dans un registre, leur conservation et leur retrait	22-25
.2.4.3	Conservation pour un minimum de deux ans	25
.2.4.4	Les dispositions additionnelles	25-26
.3	Utilisation et communication de renseignements personnels	27-64
.3.1	Principes généraux	27-28
.3.2	Objet	28
.3.3	Utilisation des renseignements personnels	28-29
.3.4	Communication de renseignements personnels	29-30

.3.5	Processus d'obtention de la collecte	30-34
.3.5.1	Consentement au moment de la collecte	30-31
.3.5.2	Consentement ultérieur à la collecte	31-32
.3.5.3	Consentement des mineurs	32
.3.5.4	Consentement des incapables	33
.3.5.5	Consentement au nom d'une personne décédée	33
.3.5.6	Consentement par un représentant de l'individu	34
.3.6	Utilisation compatible	34-36
.3.7	Communication autorisée de renseignements personnels	36-39
.3.7.1	Fins premières et utilisations compatibles	37-38
.3.7.2	Loi du Parlement ou règlement	38-39
.3.7.3	Subpoena, mandats, ordonnances d'une cour et règles de procédure	39
.3.7.4	Procureur général - Poursuites judiciaires	40
.3.7.5	Organismes d'enquête fédéraux	40-44
.3.7.6	Provinces, États étrangers et organisations internationales	44-46
.3.7.7	Parlementaires fédéraux	46-47
.3.7.8	Fins de vérification	47
.3.7.9	Dépôt aux archives	47-48
.3.7.10	Fins de recherche ou de statistique	48-50
.3.7.11	Fins de recherche relative aux revendications des autochtones	50
.3.7.12	Débiteurs et créanciers	51
.3.7.13	Intérêt public	51-59
.3.8	Communications par les Archives publiques	60-62
.3.9	Renseignements à la disposition du public	63
.3.10	Adresses et listes de correspondance	63-64
.4	Obligation de rendre compte de l'utilisation et de la communication des renseignements personnels	65-70
.4.1	Principes généraux	65
.4.2	Objet	65

.4.3	Énumération des fins	66
.4.4	Utilisations courantes non incluses aux usages premiers ou compatibles	66-67
.4.5	Relevés des cas d'utilisation et de communication	67-69
.4.6	Utilisations compatibles dont on n'a pas rendu compte auparavant	69-70
.5	Droit d'accès aux renseignements personnels	71-87
.5.1	Objet	71
.5.2	Demande de communication non officielle	71
.5.3	Conditions générales concernant le traitement des demandes officielles	72-74
.5.4	Notifications	74-76
.5.5	Modes d'application des exceptions	76-80
.5.6	Mode de communication	80-81
.5.7	Version de l'accès	81-82
.5.8	Corrections et annotations	82-87
.6	Documents exclus	88
.7	Exceptions - protection des renseignements personnels	89-126
.7.1	Principes généraux	89-94
.7.2	Objet	94
.7.3	Autorisation	94-95
.7.4	Prélèvements	95-96
.7.5	Consultation	96-97
.7.6	Exceptions	97-126
.7.6.1	Fichiers inconsultables (article 18)	97-101
.7.6.2	Renseignements obtenus 'à titre confidentiel' (article 19)	101-104
.7.6.3	Affaires fédéro-provinciales (article 20)	104-105
.7.6.4	Affaires internationales et défense (article 21)	105-109
.7.6.5	Application des lois, enquêtes et sécurité des établissements pénitentiaires (article 22)	109-118

.7.6.6	Enquêtes de sécurité (article 23)	118-120
.7.6.7	Individus condamnés pour une infraction (article 24)	120-121
.7.6.8	Sécurité des individus (article 25)	121
.7.6.9	Renseignements concernant un autre individu (article 26)	122-123
.7.6.10	Secret professionnel des avocats (article 27)	124
.7.6.11	Dossiers médicaux	124-126
.8	Examen des décisions prises en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels	127-137
.8.1	Principes généraux	127
.8.2	Objet	127
.8.3	Examen par le Commissaire à la protection de la vie privée	127-132
.8.4	Examen des fichiers inconsultables par le Commissaire à la protection de la vie privée	132-133
.8.5	Contrôle de l'application des articles 4 à 8 par le Commissaire à la protection de la vie privée	134
.8.6	Révision par la Cour fédérale	134-137
.8.7	Ordonnance visant à exclure des dossiers d'un fichier inconsultable	137

Appendices

A	Institutions fédérales et les responsables des institutions fédérales	
B	<u>Règlement sur la protection des renseignements personnels</u>	
C	Les formules se rapportant à l'utilisation et à la communication des renseignements personnels	

- D Lettres types et formules se rapportant au droit
à l'information en vertu de la Loi sur la
protection des renseignements personnels

Partie IV - Rapports

.1	Introduction	1
.1.2	Champ d'application	1
.1.3	Autorisations et annulations	1
.2	Responsabilités des institutions fédérales	2-3
.3	Exigences en matière de rapports	3

Appendice

- A Rapport statistique - Document de contrôle -
Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la
protection des renseignements personnels

Conseil du Trésor du Canada

Lignes directrices provisoires:

Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la
protection des renseignements personnels

Partie II - Accès à l'information

Table des matières	Page(s)
.1 Introduction	1-10
.1.1 Objet et portée	1-2
.1.2 Champ d'application	2
.1.3 Autorisations et annulations	2
.1.4 Rôles et responsabilités	3-7
.1.4.1 Parlement	3
.1.4.2 Le ministère de la Justice	3-4
.1.4.3 Le président du Conseil du Trésor	4-5
.1.4.4 Les institutions fédérales	5-6
.1.4.5 Commissaire à l'information	6
.1.4.6 Cour fédérale	6-7
.1.5 Définitions	7-10
.2 Droit d'accès	11-27
.2.1 Objet	11
.2.2 Exigences générales pour le traitement des demandes de communication	11-15
.2.3 Avis	15-17
.2.4 Procédures d'application des exceptions	17-20
.2.5 Méthode de communication	20-21
.2.6 Version de la communication	21-23
.2.7 Frais	23-26
.2.7.1 Dépôt	24-25
.2.7.2 Dispense générale, réduction du remboursement	25-26
.2.7.3 Réduction des frais relatifs à la production de documents informatisés	26
.2.8 Salles de consultation	26-27

.3	Documents exclus	28
.4	Exceptions - Accès à l'information	29-99
.4.1	Principes généraux	29-33
.4.2	Objet	34
.4.3	Autorisations	34-35
.4.4	Prélèvements	35-36
.4.5	Transmission et consultation	36-38
.4.6	Exceptions	38-99
.4.6.1	Renseignements obtenus à titre confidentiel (article 13)	38-40
.4.6.2	Affaires fédéro-provinciales (article 14)	41-42
.4.6.3	Affaires internationales et défense (article 15)	42-48
.4.6.4	Application des lois, enquêtes et sécurité des établissements pénitentiaires (article 16)	49-59
.4.6.5	Sécurité des individus (article 17)	59-60
.4.6.6	Intérêts économiques du Canada (article 18)	60-64
.4.6.7	Renseignements personnels (article 19)	65-71
.4.6.8	Renseignements de tiers (article 20)	71-80
.4.6.9	Intervention de tiers	80-88
.4.6.10	Avis (article 21)	88-94
.4.6.11	Examens et vérifications (article 22)	94-95
.4.6.12	Secret professionnel des avocats (article 23)	95-96
.4.6.13	Interdictions fondées sur d'autres lois (article 24)	96-97
.4.6.14	Publication (article 26)	97-98
.4.6.15	Disposition transitoire (article 27)	98-99
.5	Examen des décisions prises en vertu de la <u>Loi</u> <u>sur l'accès à l'information</u>	100-108
.5.1	Principes généraux	100
.5.2	Objet	100
.5.3	Examen par le Commissaire à l'information	100-105
.5.4	Révision par la Cour fédérale	105-108

Appendices

- A Les institutions de l'annexe I et les responsables des institutions fédérales
- B Règlement sur l'accès à l'information
- C Lettres types et graphiques de cheminement se rapportant aux demandes de communication en vertu de la Loi sur l'accès à l'information
- D Lettres types et graphiques de cheminement se rapportant aux procédures d'application d'une exception à l'égard de renseignements de tiers et le processus de notification d'intervention de tiers

.1 Introduction

.1.1 *Objet et portée*

La partie II du présent chapitre vise les trois objectifs suivants: faciliter l'interprétation de la Loi sur l'accès à l'information, exposer les modalités auxquelles les institutions doivent se conformer pour appliquer les dispositions de cette loi et prescrire les directives et les lignes directrices qui constituent la politique gouvernementale que doivent suivre les institutions.

L'article 2 de la Loi élargit les lois du Canada afin d'autoriser le droit d'accès à l'information contenue dans les documents qui relèvent d'une institution fédérale, conformément aux principes suivants: l'information gouvernementale devrait être communiquée au public, les exceptions obligatoires au droit d'accès devraient être limitées et bien précises et les décisions concernant la divulgation de l'information gouvernementale devraient être examinées par des personnes indépendantes.

La Loi vise à compléter plutôt qu'à remplacer les pratiques existantes d'accès à l'information gouvernementale et n'a pas pour but de limiter de quelque façon que ce soit l'accès au type d'information habituellement communiquée au public.

La partie II définit le droit d'accès autorisé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, précise de quelle façon les demandes de communication doivent être faites et traitées en vertu de la Loi et porte notamment sur des détails comme les délais, les frais, la méthode et la langue de la communication.

On y précise également que certains documents sont exempts de l'application de la Loi et on y donne la définition des documents assujettis à la Loi, désignés généralement comme des documents qui relèvent d'une institution fédérale.

On y explique les dispenses, c'est-à-dire les exceptions limitées et bien précises au droit d'accès. De plus, la partie II aide les institutions à décider, compte tenu de ces dispenses, si elles doivent autoriser les demandes formulées en vertu de la Loi. On y

expose les mesures visant à protéger et à informer les tiers (toute personne ou groupe autre que l'auteur de la demande ou une institution fédérale). On y aborde aussi la notion de prélèvement qui nécessite la divulgation des parties non exemptées des documents.

La dernière section traite de l'examen indépendant des décisions gouvernementales concernant la divulgation de l'information. Elle contient une description du système à deux paliers mis sur pied à cette fin et explique les rôles du commissaire à l'information et de la Cour fédérale dans ce système.

La partie II ne porte toutefois pas sur l'exigence énoncée à l'article 5 de la Loi concernant la publication, au moins une fois l'an, de l'information au sujet des institutions fédérales et de leur masse de renseignements ni sur les bulletins visant à mettre à jour et à compléter la publication susmentionnée au moins deux fois par an. Ces questions sont abordées au chapitre 411 - Répertoire de l'information.

.1.2 *Application*

La partie II du présent chapitre s'applique aux institutions fédérales dont le nom figure à l'annexe 1 de la Loi sur l'accès à l'information, sous réserve du paragraphe 70(2) de la Loi.

.1.3 *Autorisations et annulations*

La partie II est publiée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Elle est également autorisée aux termes de la Loi sur l'administration financière, en vertu de laquelle le Conseil du Trésor peut prendre des décisions concernant toutes les questions liées à la politique administrative de la Fonction publique du Canada. La délibération n° 787442 du Conseil du Trésor s'applique à cet égard.

L'ancienne politique expliquée au chapitre 499 - Consultation des documents publics par le grand public est périmée.

.1.4 *Rôles et responsabilités*

Dans cet article, on définit les rôles et les responsabilités du Parlement, du ministère de la Justice, du Conseil du Trésor, des institutions fédérales, du Commissaire à l'information et de la Cour fédérale en ce qui a trait à l'application et à l'examen de la Loi sur l'accès à l'information. En outre, on réfère aux articles de la Loi concernant les rôles et les responsabilités en question ainsi qu'aux autres secteurs de cette politique qui traitent plus en détail de la nature et de la portée des exigences spéciales.

.1.4.1 Le *Parlement* désigne ou met sur pied un comité chargé de remplir les fonctions suivantes:

- a) examiner en détail les dispositions et les modalités d'application de la Loi dans les trois années qui suivent son entrée en vigueur (paragraphe 75(2));
- b) au plus tard un an après avoir commencé l'examen, soumettre les résultats au Parlement, y compris les modifications recommandées (paragraphe 75(2));
- c) examiner les interdictions statutaires de divulgation d'information en vertu de la Loi et indiquer au Parlement dans les trois années qui suivent l'entrée en vigueur de la Loi si les dispositions pertinentes sont encore nécessaires et, dans l'affirmative, jusqu'à quel point elles le sont (paragraphe 24(2));
- d) examiner continuellement la mise en application de la Loi (paragraphe 75(1)).

.1.4.2 Le *ministère de la Justice* assume la responsabilités suivantes:

- a) conserver une vue d'ensemble de l'application de la Loi compte tenu des intentions du gouvernement et des attentes du public;
- b) conseiller le ministre désigné au sujet des questions administratives ayant trait à la politique globale;
- c) dispenser des services de consultation et d'interprétation juridiques en ce qui a trait aux dispositions et à l'application de la Loi;
- d) recueillir les renseignements concernant les cas et les précédents et s'en inspirer pour dispenser des services de consultation et d'interprétation juridiques;
- e) coordonner les préparatifs du gouvernement en vue de l'examen parlementaire des dispositions et de l'application de la Loi.

.1.4.3 *Président du Conseil du Trésor*. Le président du Conseil du Trésor est le ministre désigné en vertu de la Loi; il assume les responsabilités suivantes:

- a) élaborer les directives et les lignes directrices régissant l'application de la Loi et de ses règlements et les diffuser aux institutions (alinéa 70(1)c));
- b) publier chaque année le registre de consultation et deux fois par année le bulletin de consultation (article 5);
- c) prescrire les formules nécessaires à l'application de la Loi et de ses règlements (alinéa 70(1)b));
- d) déterminer la forme et le contenu des rapports annuels que les chefs d'institution doivent soumettre au Parlement (alinéa 70(1)d));

e) examiner de quelle façon les institutions conservent et gèrent leurs documents et s'assurer qu'elles respectent les dispositions de la Loi et de ses règlements (alinéa 70(1)a)).

Le *Secrétariat du Conseil du Trésor* seconde le Président dans l'exercice de ses fonctions en tant que ministre désigné et assume également les responsabilités suivantes:

- conseiller les institutions en ce qui concerne l'application de la Loi ainsi que des règlements et des politiques qui s'y rapportent;
- établir un rapport annuel consolidé sur l'application de la Loi à l'échelle du gouvernement.

.1.4.4 *Institutions fédérales*. Le responsable de chaque institution est chargé de l'application de la Loi à l'intérieur de l'institution qu'il dirige, conformément aux exigences de la Loi ainsi que des règlements, des directives et des lignes directrices qui s'y rapportent. Il incombe au responsable de s'acquitter de ces responsabilités; toutefois, il peut, par décret, demander à un ou plusieurs agents ou employés de l'institution d'exercer un certain nombre de fonctions ou de pouvoirs qui lui ont été conférés en vertu de la Loi.

Pour veiller à ce que toutes ses fonctions soient bien remplies, chaque institution doit désigner un représentant qui agira à titre de coordonnateur de l'accès à l'information.

Il incombe donc à chaque institution de:

- soumettre au ministre désigné une description de l'organisation et des programmes de l'institution ainsi que des catégories de documents et de manuels qui relèvent d'elle, conformément aux exigences de l'article 5 de la Loi et du chapitre 411 - Répertoire de l'information;
- répondre aux demandes de communication de documents formulées en vertu de la Loi: autoriser ou refuser l'accès à l'information, recueillir les paiements,

publier des avis destinés aux auteurs des demandes, consulter les tiers et aider les particuliers qui veulent obtenir de l'information;

- défendre ses décisions d'autoriser ou de refuser l'accès devant le Commissaire à l'information et la Cour fédérale et s'assurer que le Commissaire dispose du personnel et des documents qui relèvent de l'institution pendant le déroulement d'une enquête;
- chaque année, soumettre un rapport au Parlement conformément à l'article 72 de la Loi et aux instructions concernant l'application de l'alinéa 70(1)d) de la Loi.

.1.4.5 *Commissaire à l'information*. Le Commissaire à l'information se situe au premier niveau d'un système à deux paliers permettant l'examen indépendant des décisions prises en vertu de la Loi. Le public peut formuler des raisons auprès du commissaire en se fondant sur l'une ou l'autre des raisons précisées au paragraphe 30(1) de la Loi. Le Commissaire fait enquête au sujet de ces plaintes et peut aussi en formuler lui-même. Au cours d'une enquête, le Commissaire peut exiger la présence de témoins, la production de preuves et l'examen de tout document assujetti à la Loi. Lorsqu'il fait rapport des conclusions d'une enquête, le Commissaire est autorisé à faire des recommandations sur tous les points visés par l'enquête, mais ne peut exiger que le chef de l'institution mette en oeuvre ces recommandations.

Les articles .5.1, .5.2 et .5.3 de la partie II traitent en détail de la nature et de la portée du rôle du Commissaire à l'information et des détails de l'examen du Commissaire.

.1.4.6 *Cour fédérale*. Si l'on a refusé une demande de communication de document formulée en vertu de la Loi et si le plaignant n'a pas eu gain de cause devant le Commissaire à l'information, il peut demander que la Division de première instance de la Cour fédérale examine la question. Les tiers peuvent aussi demander que la Cour examine leur dossier si elles s'opposent à la divulgation de documents qui les concernent. Le Commissaire à l'information peut faire enquête

sur de nombreuses questions; toutefois, la Cour ne peut examiner que les questions de refus d'accès et, dans le cas des tiers, les cas relatifs à l'intention de communiquer les documents. La Cour peut exiger que le responsable d'une institution divulgue ou refuse de divulguer un document.

Les sections .5.1, .5.2 et .5.4 de la partie II traitent en détail du rôle de la Cour en ce qui a trait à la Loi.

.1.5 *Définitions*

L'auteur d'une demande désigne une personne qui demande de consulter des documents en vertu de la Loi ou qui exerce, en vertu de la Loi, ses droits de faire examiner sa demande par la Cour.

Une catégorie de document désigne une série ou un groupe de dossiers connexes (habituellement désignés par sujets primaires) qui, indépendamment du support physique, portent sur une ou plusieurs fonctions spéciales d'une unité organisationnelle d'une institution fédérale, peuvent être associés directement aux dossiers conservés dans cette institution et sont décrits dans le registre de consultation afin de faciliter l'exercice du droit d'accès en vertu de la Loi.

Le Commissaire à l'information est un représentant nommé en vertu de la Loi et détenant les pouvoirs d'un ombudsman. Le rôle et les fonctions du Commissaire sont expliqués en détail dans les sections .5.1, .5.2 et .5.3 de la partie II.

Le coordonnateur de l'accès à l'information est l'agent désigné par chaque institution fédérale pour coordonner toutes les activités de l'institution concernant l'application de la Loi et de ses règlements, des directives et des lignes directrices qui s'y rapportent.

La Cour désigne la Division de première instance de la Cour fédérale.

Davantage concernée: Une institution est davantage concernée par un document si celui-ci a été initialement préparé par l'institution ou à son intention ou, dans le cas d'un document qui n'a pas été préparé par une institution fédérale ou à son intention, si l'institution a été la première à obtenir l'original ou une copie du document.

Une demande officielle de consultation désigne une demande par écrit formulée en vertu de la Loi et adressée à l'institution fédérale de qui relève le document visé. Pour des détails sur une demande complète, prière de consulter la section .2 de la partie II du présent chapitre.

Un document désigne l'information contenue sur un support physique adéquat et également l'information contenue dans l'original et la copie de la correspondance, des mémoires, des formules, des directives, des rapports, des dessins, des diagrammes, des documents cartographiques et architecturaux, des tableaux et des graphiques, des photographies, des films, des microfiches, des enregistrements sonores, des rubans ainsi que des disques et des cassettes vidéo, des cartes perforées, magnétiques et autres, des rubans de papier et des rubans magnétiques, des disques et des tambours magnétiques, des documents holographes, des feuilles conçues pour la lecture optique, des documents de travail, ou de tout autre document de référence ou document conservé sur un support électro-magnétique, indépendamment de sa forme physique et des caractéristiques. (Cette définition est la même que celle utilisée au chapitre 460 - Gestion des documents; elle est conforme à la définition donnée à l'article 3 de la Loi tout en étant plus détaillée.) De plus, dans cette loi, un document peut aussi être un document conçu pour la lecture automatique, c'est-à-dire un document qui n'existe pas comme tel, mais qui peut être produit à partir d'un document conçu pour la lecture automatique au moyen du matériel, du logiciel et des spécialistes utilisés habituellement par l'institution.

Une exception est une disposition de la Loi qui permet au responsable d'une institution de refuser de communiquer des renseignements demandés en vertu de la Loi. Chaque type d'exception est traité en détail dans la section .4 de la partie II.

Une formule de demande d'accès à l'information désigne une formule prescrite par le ministre désigné et servant à demander l'accès aux documents qui relèvent d'une institution fédérale.

L'information exclue désigne l'information non assujettie à la Loi, comme les documents publiés ou offerts en vente au public; les documents des bibliothèques ou des musées préparés, acquis ou conservés uniquement comme documents de référence publics ou pour être exposés dans un endroit public; les documents conservés dans les Archives publiques, la Bibliothèque nationale ou les Musées nationaux du Canada par des personnes ou des organisations autres que les institutions fédérales ou en leur nom; et les documents confidentiels du Conseil privé de la Reine du Canada.

Une institution fédérale désigne un ministère, un ministère d'État, un organisme ou un bureau du gouvernement fédéral dont le nom figure à l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information (voir appendice A). Lorsqu'on emploie le terme 'institution fédérale' dans cette politique, cela signifie que les décisions à prendre incombent soit au responsable de l'institution intéressée ou à un employé de l'institution auquel le responsable a délégué le pouvoir de prendre ces décisions.

Un manuel est une série de directives, d'instructions, de lignes directrices ou de méthodes à l'intention des employés qui administrent ou mettent en oeuvre les activités ou les programmes opérationnels d'une institution fédérale.

Dans la Loi, le ministre désigné est le président du Conseil du Trésor.

Un plaignant est une personne qui dépose une plainte auprès du commissaire à l'information en se basant sur l'une ou l'autre des raisons précisées au paragraphe 30(1) de la Loi.

Le registre de consultation est le document publié par le ministre désigné conformément au paragraphe 5(1) de la Loi. Il contient des détails sur l'organisation, les programmes, les fonctions et la masse de renseignements des institutions fédérales.

Relever de: Une document relève d'une institution fédérale si cette institution est autorisée à accorder ou à refuser l'accès à ce document, à décider de son utilisation et, sous réserve de l'approbation de l'archiviste fédéral, à en disposer. Pour ce qui est de la possession physique, on présume qu'un document conservé dans une institution, à l'administration centrale, dans les bureaux régionaux, auxiliaires ou autres, au Canada ou à l'étranger, relève de cette institution à moins de preuve du contraire. On dit également qu'un document relève d'une institution s'il est conservé ailleurs mais au nom de celle-ci.

Un représentant est une personne autorisée par l'auteur d'une demande ou un plaignant à agir en son nom.

Le responsable d'une institution fédérale est le ministre ou le ministre d'Etat ou, en tout autre cas, la personne désignée par décret en conseil comme le responsable de l'institution pour les besoins de l'application de la Loi (voir appendice A).

Tiers désigne une personne, un groupe de personnes ou une organisation autre que l'auteur de la demande ou une institution fédérale dont le nom figure à l'annexe I de la Loi.

Partie II

.2 *Droit d'accès*

La Loi sur l'accès à l'information élargit l'accès aux documents qui relèvent des institutions fédérales énumérées à l'annexe 1 de la Loi. Le droit d'accès est accordé en vertu du principe selon lequel les renseignements contenus dans ces documents devraient être mis à la disposition du public et les exceptions indispensables à ce droit devraient être limitées et précises.

.2.1 *Objet*

La présente section vise à aider les institutions fédérales à interpréter les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information qui portent sur le traitement des demandes de communication en vertu de la Loi et à établir les directives et lignes directrices concernant ces dispositions qui doivent être appliquées à titre de politique gouvernementale. Ces dispositions et les politiques qui en découlent constituent un point de repère pour aider les institutions fédérales à traiter les demandes de communication. Les institutions fédérales devraient, au besoin, élaborer et mettre en application des procédures internes en veillant à ce qu'elles soient conformes aux dispositions de la Loi et au contenu de cette politique.

.2.2 *Exigences générales pour le traitement des demandes de communication*

.2.2.1 *La demande*

En vertu du paragraphe 4(1), le droit d'accès aux documents est accordé, sur demande, aux citoyens canadiens et aux résidents permanents selon le sens qu'en donne la Loi sur l'immigration de 1976. Le paragraphe 4(2) indique que la portée de ce droit peut être étendue par un décret du gouverneur en conseil. L'article 6 de la Loi et

l'article 4 du Règlement sur l'accès à l'information stipulent que pour être officielle, une demande de consultation doit répondre aux critères suivants:

- être présentée par écrit, sur la formule de demande appropriée;
- être adressée à ou reçue par l'agent compétent de l'institution fédérale responsable du document, dont le nom figure à l'annexe 1 de la Loi;
- fournir suffisamment de détails pour permettre à un fonctionnaire expérimenté de l'institution de trouver le document sans problèmes sérieux;
- être accompagnée des frais exigés en vertu du Règlement (voir l'alinéa 7(1)a) de l'appendice B du Règlement sur l'accès à l'information;
- être présentée par une personne autorisée à le faire (en vertu de l'article 4 de la Loi).

Les critères susmentionnés dépendent des décisions prises par les institutions fédérales pour ce qui est de dispenser l'auteur de la demande de remplir la formule prescrite si toutes les autres exigences sont respectées.

Bien que la Loi stipule qu'une institution ne doit donner suite à une demande de consultation que si elle détient le document demandé, toute institution peut aider une personne à présenter une demande de consultation, même si elle ne lui est pas destinée.

Si la demande ne fournit pas suffisamment de détails pour localiser le document, l'institution fédérale devrait tenter de communiquer avec l'auteur de la demande pour obtenir plus de renseignements (par exemple, une référence précise aux catégories de documents énumérées dans le Registre de consultation) avant de rejeter la demande.

Le délai dont dispose une institution fédérale pour traiter une demande de communication est calculé à partir de la date de réception par l'institution de la demande complète (selon la définition établie dans la présente section).

.2.2.2 *Aide spéciale*

Le gouvernement a pour politique que *les institutions fédérales devraient aider les personnes qui demandent des renseignements en vertu de la Loi et qui ne peuvent exercer leurs droits en ayant recours aux procédures régulières (par exemple des personnes handicapées)*.

.2.2.3 *Documentation*

Il importe que les institutions fédérales documentent les points de contrôle essentiels à toutes les étapes du processus d'accès, cette documentation pouvant servir de preuve au cours des révisions surtout par le Commissaire à l'information (par exemple des avis de prorogation ou de détermination de frais). L'appendice A de la partie IV de ce chapitre présente un exemple de ce type de feuille de route. La même formule peut être utilisée pour saisir des données en vue de l'élaboration du rapport annuel au Parlement, conformément au paragraphe 71(1) de la Loi. *Les institutions fédérales doivent enregistrer toutes les mesures administratives prises au cours du traitement des demandes de communication présentées en vertu de la Loi lorsque de telles mesures sont requises par la Loi ou le Règlement.*

Les décisions concernant les cas d'exception doivent aussi être soigneusement documentées. *Tous les rapports, les délibérations et les décisions faisant appel à des dispositions concernant les cas d'exception devraient être enregistrés et annexés aux renseignements qu'ils concernent et assujettis aux calendriers de conservation et de disposition (conformément au chapitre 460 du Manuel de la politique administrative) applicables à ces renseignements.*

.2.2.4 *Création de dossiers*

La Loi accorde le droit d'accès aux renseignements contenus dans les documents qui relèvent des institutions fédérales. Cet accès ne concerne que les documents existants et les institutions fédérales

n'ont aucune obligation légale d'ouvrir de nouveaux dossiers pour répondre à des demandes particulières. Elles peuvent néanmoins interpréter les documents pour l'auteur de la demande ou les lui expliquer.

La Loi exige toutefois la création de dossiers qui n'existent pas au moment où ils font l'objet d'une demande de consultation lorsqu'ils sont issus de documents informatisés. Selon le paragraphe 4(3), cette disposition ne vaut que si l'institution a normalement à sa disposition le matériel, le logiciel et les compétences techniques nécessaires à la préparation des documents. L'article 3 du Règlement pose une condition à la préparation d'un document à partir de documents informatisés; en effet, il stipule que la préparation d'un tel document n'est pas exigée si elle nuit au bon fonctionnement de l'institution en question. Le coût de préparation de documents à partir de documents informatisés est calculé conformément au paragraphe 7(3) du Règlement (voir l'appendice B).

.2.2.5 *Transmission de la demande*

S'il juge que le document qui fait l'objet de la demande dont a été saisie son institution concerne davantage une autre institution fédérale (voir Définitions, article .1.5 de cette partie), le responsable de l'institution saisie peut transmettre la demande mais n'en est pas tenu. Conformément à l'article 8 de la Loi et à l'article 6 du Règlement, une institution désirant transmettre une demande doit faire en sorte que l'autre institution concernée accepte de traiter la demande dans les délais prescrits (et non de la remettre à plus tard), faire parvenir la demande (et au besoin le document) au responsable de l'autre institution dans les quinze jours suivant la réception de la demande et en aviser par écrit la personne qui l'a faite (voir la lettre type E à l'appendice C). Lorsqu'une demande de communication est ainsi transmise en vertu de cet article, la date de réception par l'autre institution saisie de la demande constitue le début du délai accordé pour y donner suite.

Afin de faciliter l'administration des frais dans le cas où une demande est transmise, l'institution qui a été saisie de la demande devrait indiquer à l'institution à qui elle a été transmise si les frais ont été acquittés et déposés dans la Caisse de l'Etat (autrement appelé Fonds du revenu consolidé).

.2.3 *Avis*

La Loi établit des délais précis pour le traitement d'une demande de communication et précise les cas où l'auteur de la demande doit être avisé. Les exigences particulières à cet effet sont énumérées ci-dessous (la sous-section .4.6.9 de cette partie traite des avis adressés à des tiers).

Outre qu'elles doivent se conformer aux exigences de la Loi, les institutions fédérales sont invitées à demander à l'auteur de la demande des renseignements supplémentaires qui seraient utiles pour interpréter la demande ou à lui indiquer les difficultés qu'elles pourraient avoir pour répondre à sa demande (par exemple la nécessité d'obtenir des précisions supplémentaires de l'auteur de la demande la justification des frais, les délais désirés, etc.). Un traitement efficace des demandes permettrait de réduire le nombre des cas d'appel.

La Loi stipule que les institutions fédérales doivent, dans les trente jours suivant la réception d'une demande complète, aviser par écrit l'auteur de la demande, dans les circonstances suivantes:

a) Documents exclus: lorsque la demande est refusée parce que les documents demandés sont exclus du champ d'application de la Loi (voir l'article .3 de cette partie);

b) Méthode d'accès: lorsque la demande est acceptée, en fournissant une copie des documents demandés ou en informant l'auteur de la demande que des arrangements peuvent être pris conformément aux critères stipulés au paragraphe 8(3) du Règlement (voir l'appendice B);

c) Prorogation: lorsque l'institution fédérale désire proroger le délai initial fixé à trente jours. Cet avis doit également faire part à l'auteur de la demande la durée de la prorogation et de son droit de déposer une plainte à ce sujet auprès du Commissaire à l'information. Ce délai initial peut être prorogé dans certaines circonstances particulières mentionnées au paragraphe 9(1) de la Loi:

- si la demande concerne un grand nombre de documents;
- si une consultation est nécessaire et ne peut avoir lieu dans les trente jours prescrits. (Il s'agit de consultations avec d'autres institutions fédérales, des gouvernements des Etats étrangers, et des consultations officieuses avec les tiers et non de consultations internes.) L'appendice C renferme des lettres types de ces avis;
- si avis de la demande a été donné à un tiers en vertu du paragraphe 28(1).

Si la prorogation du délai est de plus de trente jours, le responsable de l'institution en avise en même temps le Commissaire à l'information et la personne qui a fait la demande.

d) Frais: Lorsqu'un versement est exigé, le responsable de l'institution fédérale informe la personne qui a fait la demande:

- du coût total envisagé;
- du montant du dépôt exigé (s'il y a lieu) pour produire ou préparer un document;
- qu'elle peut consulter le ou les documents en personne pour éviter les frais de reproduction);
- qu'elle peut préciser les parties du document qui doivent être reproduites;
- qu'elle a le droit de déposer une plainte auprès du Commissaire à l'information si elle considère les frais exigés trop élevés (voir la lettre type J, à l'appendice C).

e) Exception: En cas de refus de communication d'un document demandé en vertu de la Loi, l'avis prévu à cette fin doit mentionner l'exception précise qui s'applique, le fait que le document n'existe pas ou la disposition précise de la Loi sur laquelle se fonde le refus ou, s'il n'est pas fait état de l'existence du document, la disposition sur laquelle il pourrait vraisemblablement se fonder si le document existait. Il faut noter que, conformément au paragraphe 10(2), l'institution fédérale n'est pas tenue de faire état de l'existence du document demandé. (Voir les lettres types G, F et I à l'appendice C). L'avis doit aussi informer l'auteur de la demande de son droit d'en appeler de la décision devant le Commissaire à l'information.

.2.4 *Procédures d'application des exceptions*

.2.4.1 *Révision*

Un principe fondamental sous-tend l'application de la plupart des critères d'exception: la nécessité de créer un certain équilibre entre le droit d'accès à l'information et les préjudices que pourrait causer la divulgation de certains renseignements. Sous la responsabilité du coordonnateur de l'accès à l'information, *une institution fédérale doit examiner tous les documents demandés en vertu de la Loi sur l'accès à l'information avant de les communiquer afin de relever les renseignements pouvant techniquement faire l'objet d'une exception conformément à l'une des dispositions pertinentes de la Loi*. Dans les institutions importantes ou dans celles qui ont des bureaux régionaux, cet examen préliminaire peut avoir lieu sous la direction d'un coordonnateur de l'accès à l'information provenant de la région ou de la division intéressée.

La section .4 de cette partie traite des facteurs régissant les cas d'exception et doit être consultée pour l'application des critères d'exception.

Si la révision révèle que la communication des renseignements pourrait porter préjudice à des tiers, il faut les aviser conformément à la sous-section .4.6.9 de la présente politique.

.2.4.2 *Précédents*

Lorsqu'elle traite des demandes de communication qui ont déjà été présentées dans le passé, une institution fédérale devrait tenir compte du fait que la décision de divulguer ou de ne pas divulguer les renseignements demandés peut changer car le risque de préjudice peut avoir diminué ou compte tenu de nouvelles circonstances. *Les institutions fédérales doivent évaluer chaque demande en fonction de ses propres mérites et ne se servir des précédents que comme lignes directrices pour fonder leur décision concernant la divulgation ou la non-divulgation des renseignements demandés.* Les documents classés en vertu du système fédéral de classification de sécurité devraient faire l'objet d'un examen préliminaire plus approfondi. Cependant, le fait qu'un document soit ainsi classifié ne signifie pas nécessairement qu'il fait l'objet d'une exception; il faut juger chaque cas en fonction des dispositions pertinentes de la Loi.

.2.4.3 *Consultation*

Avant de décider de divulguer ou de ne pas divulguer des renseignements, il faut s'assurer que toute consultation requise avec d'autres institutions fédérales ait eu lieu. Conformément aux directives et lignes directrices établies à la section .4 de cette partie, le processus de consultation est:

- a) Obligatoire, lorsqu'il y a, parmi les documents demandés, des renseignements obtenus d'une autre institution ou qui touchent une autre institution, tels que décrits:
 - à l'article 13, soit des renseignements obtenus des gouvernements des Etats étrangers ou des organisations internationales (voir la sous-section .4.6.1);

- à l'article 15, soit des renseignements touchant la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada; à la conduite des affaires internationales et à la détection, à la prévention ou à la suppression d'activités hostiles ou subversives (voir la sous-section .4.6.3);
- à l'article 16, soit des renseignements relatifs au respect des lois et à des enquêtes (voir la sous-section .4.6.4);
- à l'article 17, soit des renseignements touchant la sécurité des individus (voir la sous-section .4.6.5);
- à l'alinéa 20(1)b), soit des renseignements confidentiels de tiers (voir la sous-section .4.6.8).

b) Facultatif, lorsqu'il y a, parmi les documents demandés, des renseignements obtenus d'une autre institution ou qui touchent une autre institution, tels que décrits:

- à l'article 14, soit des renseignements concernant les affaires fédéro-provinciales (voir la sous-section .4.6.2);
- à l'article 18, soit des renseignements portant sur les intérêts économiques du Canada (voir la sous-section .4.6.6);
- à l'article 23, soit des renseignements concernant le secret professionnel des avocats (voir la sous-section .4.6.12);
- à l'article 24, soit des renseignements touchant les interdictions fondées sur d'autres lois (voir la sous-section .4.6.13).

Si l'institution fédérale consultée désire invoquer une exception, elle doit fournir à l'institution fédérale saisie de la demande une justification écrite faisant état de la nécessité d'une telle exception. Il incombe à l'institution saisie de la demande de communication d'y répondre dans les délais prescrits, même dans les cas où il lui faut consulter une autre institution. Le point de contact de cette autre institution doit être le coordonnateur de l'accès à

l'information ou un fonctionnaire investi du pouvoir de protéger ou de divulguer des renseignements précis en vertu de la Loi, soit le plus compétent.

.2.4.4 *Décision concernant les exceptions*

La décision finale concernant l'établissement d'un cas d'exception repose sur les résultats de la révision, sur les consultations et, au besoin, sur l'avis émis par le conseiller juridique de l'institution. Cette décision doit être prise par un fonctionnaire à qui le responsable de l'institution a délégué le pouvoir d'invoquer une exception. *L'avis écrit envoyé à l'auteur de la demande pour lui signifier l'existence d'un cas d'exception (voir la sous-section .2.4.e) de cette partie) doit être signé par le fonctionnaire compétent de l'institution fédérale ou par le coordonnateur de l'accès à l'information, en son nom.* (Voir les lettres types F, G, I, à l'appendice C).

La divulgation de renseignements qui, de l'avis d'une autre institution fédérale, devraient faire l'objet d'une exception doit être approuvée par le responsable de l'institution saisie de la demande de communication.

Lorsqu'il a été décidé de protéger un document particulier, il faut entreprendre une révision afin de déterminer si les renseignements assujettis à une exception peuvent être prélevés du document. La section .3.4 de cette partie énonce les lignes directrices relatives aux prélèvements.

.2.5 *Méthodes de communication*

Selon le paragraphe 12(1) de la Loi, l'accès aux documents s'exerce par consultation totale ou partielle du document ou par délivrance de copies totales ou partielles, conformément au Règlement.

Toute personne qui présente une demande officielle en vertu de la Loi (voir la sous-section .2.3.1 de cette partie) est tenue d'indiquer la méthode de communication qu'elle préfère. Les

institutions fédérales doivent, dans la mesure du possible, s'efforcer de respecter ce choix, sous réserve des restrictions établies aux paragraphes 8(1), (2) et (3) du Règlement (voir appendice B). L'auteur de la demande doit aussi avoir la possibilité de consulter le document en personne pour éviter les frais de reproduction, si c'est désiré par l'auteur de la demande, (voir la sous-section .2.3 d)) de la présente partie) tel que prévu à l'article 5 du Règlement (voir appendice B).

Aux termes de l'alinéa 8(4)a) du Règlement, lorsque l'accès aux documents s'exerce par consultation totale ou partielle, l'institution fédérale intéressée doit:

- a) fournir des installations appropriées pour la consultation;
- b) fixer un moment pour la consultation qui convient à la fois à l'institution et à l'auteur de la demande.

.2.6 *Version de la communication*

En vertu du paragraphe 12(2) de la Loi, la personne à qui sera donnée communication totale ou partielle d'un document et qui, conformément à la Loi sur les langues officielles, a précisé la langue officielle dans laquelle elle le désirait, se verra communiquer le document ou la partie en cause dans la version de son choix:

- a) immédiatement, si le document ou la partie en cause existe dans cette langue et relève d'une institution fédérale;
- b) dans un délai convenable, si le responsable de l'institution fédérale dont relève le document juge dans l'intérêt public de faire traduire ce document ou cette partie.

L'obligation énoncée à l'alinéa 12(2)a) se passe d'explication. L'alinéa 12(2)b) énonce l'obligation de communiquer les renseignements dans la langue officielle demandée, à la condition qu'il soit dans l'intérêt public de faire traduire le document. On doit déterminer si on fera traduire ou refusera de faire traduire un document après avoir étudié chaque cas séparément et compte tenu des circonstances entourant la demande. On doit envisager de faire traduire un document lorsqu'il est dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés à l'intéressé dans la langue officielle demandée et que les avantages, dans ce cas, sont nettement supérieurs aux frais engagés afin de faire traduire le document.

On doit également faire traduire un document lorsque la Loi sur les langues officielles ou les politiques fédérales sur les langues officielles exigent que le(s) document(s) demandé(s) soi(en)t disponible(s) dans les deux langues officielles, avant même qu'il(s) ne fasse(nt) l'objet d'une demande de communication.

Lorsque les institutions fédérales doivent répondre à des demandes répétées d'accès à un document dans l'autre langue officielle, elles devraient envisager de rendre les renseignements accessibles autrement que dans le cadre de la Loi, au moyen du réseau des bibliothèques ou en publiant le document.

En pareil cas, on se baserait sur la politique fédérale sur les langues officielles et sur la politique d'édition (MPA, chapitre 335), afin de déterminer la marche à suivre en matière de traduction.

Les institutions fédérales devraient s'assurer que l'accès aux renseignements demandés est formellement accordé dans les délais prévus par la Loi. Quoique la Loi prescrive que la période initiale de 30 jours prévue pour le traitement d'une demande puisse être prorogée, elle ne permet pas une telle prorogation afin de faire traduire un document. Lorsqu'une institution doit faire traduire un document, et qu'elle constate qu'il ne pourra l'être dans le cadre de la période initiale de 30 jours (ou au cours de toute autre période supplémentaire, tel que stipulé à l'article 9 de la Loi) l'institution devrait aviser la personne intéressée:

- a) qu'elle lui accorde l'accès aux renseignements;
- b) qu'elle a pris des dispositions afin de faire traduire le document et l'informer de la date où la traduction sera prête;
- c) qu'on peut examiner ou copier les documents, dans leur version existante, sans avoir à attendre qu'ils aient été traduits;
- d) de tout autre renseignement dont elle doit lui faire part (conformément aux avis prévus au numéro .2.3 de cette partie).

.2.7 *Frais*

L'article 11 de la Loi et l'article 7 du Règlement d'application prévoient que la personne qui fait une demande peut avoir à acquitter les frais suivants:

- a) pour la présentation de la demande;
- b) pour les coûts de reproduction d'un document;
- c) le temps consacré à la recherche d'un document ou à la préparation de toute partie du document aux fins de divulgation lorsque cette période excède cinq heures;
- d) pour la production d'un document informatisé, tel qu'énoncé au paragraphe 4(3) de la Loi.

Par contre, on ne peut exiger le versement de frais dans les cas suivants:

- a) pour réviser des documents afin de déterminer s'ils font l'objet d'une exception ou s'ils sont exclus;

- b) pour tenir à jour des statistiques ou de la documentation concernant l'administration de la Loi;
- c) pour le classement (y compris le classement des demandes et la remise en place des documents);
- d) pour fournir des installations en vue du traitement des demandes ou de la communication des documents;
- e) pour l'expédition.

Si des frais sont exigés conformément au paragraphe 11(4) de la Loi, l'auteur de la demande doit en être avisé selon les procédures décrites à la sous-section .2.3 d) de la présente partie.

L'auteur de la demande doit verser tous les frais exigés avant que le ou les documents ne lui soient communiqués.

Tout montant élevé devrait, si possible, être payé par chèque visé au Canada ou mandat établi au nom du receveur général du Canada.

.2.7.1 *Dépôt*

Le responsable d'une institution fédérale peut exiger le versement d'un dépôt avant que ne soient effectuées la recherche ou la préparation d'un document.

Lorsque l'institution fédérale ne reçoit pas les frais ou dépôts exigés, elle devrait interrompre le traitement de la demande et en aviser l'auteur de la demande (voir la lettre type J à l'appendice C). Etant donné que, pendant l'année qui suit la présentation de sa demande, l'auteur de la demande a le droit de déposer une plainte auprès du Commissaire à l'information au sujet des frais, les institutions devraient être prêtes à reprendre le traitement de la demande à une date ultérieure.

Si le dépôt versé (fondé sur le coût approximatif) excède le coût réel de la communication, l'institution fédérale doit rembourser à l'auteur de la demande le montant payé en trop. Ce remboursement aura

lieu également si, à une étape ultérieure du processus, l'institution fédérale dispense la personne qui fait la demande du versement des droits exigibles.

.2.7.2 *Dispense générale, réduction ou remboursement*

Le paragraphe 11(6) accorde au responsable de l'institution le pouvoir de dispenser la personne qui fait la demande du versement des droits, d'en réduire ou d'en rembourser le montant. Le responsable doit prendre la décision de dispenser la personne intéressée du versement des droits, ou de réduire ou de rembourser le montant de ces droits après avoir examiné chaque cas séparément et après avoir évalué:

- a) si les renseignements sont normalement donnés gratuitement;
- b) la mesure dans laquelle le public en général peut bénéficier des renseignements divulgués.

On devrait prendre note que les circonstances de la demande et les raisons qui poussent la personne intéressée à demander des renseignements peuvent être prises en considération dans le cas d'une décision visant à dispenser la personne touchée du versement des droits, même si ces facteurs ne doivent pas être pris en considération afin de déterminer si on accordera ou refusera l'accès aux renseignements.

Etant donné les coûts qu'entraîne l'administration des frais, *les institutions fédérales devraient envisager d'accorder une dispense des droits, à l'exception des frais relatifs à la demande, s'il s'agit d'un montant inférieur à \$25*.

Afin d'être en mesure de saisir des données concernant le coût d'administration de la Loi, *les institutions fédérales doivent enregistrer, pour chaque demande, le montant des frais pour lesquels elles ont accordé une dispense* (le cas échéant).

Dans leur rapport annuel au Parlement, les institutions fédérales doivent inclure une description de leurs politiques et pratiques relativement aux dispenses de frais de communication (conformément à la partie IV de ce chapitre).

L'avis de la dispense doit être signé par la personne autorisée à le faire par le responsable de l'institution.

.2.7.3 *Réduction des frais relatifs à la production de documents informatisés*

Le paragraphe 7(3) du Règlement d'application précise comment on doit calculer les frais lorsqu'un document est produit à partir d'un document informatisé, conformément au paragraphe 4(3) de la Loi.

On précise qu'on ne doit pas imposer à la personne qui fait une demande des frais qui excèdent les coûts réels ou directs de production du ou des documents.

Lorsque les coûts réels de production d'un document à l'aide d'une unité centrale de traitement et de tous les périphériques connectés sur place sont moins élevés que les frais prescrits à l'alinéa 7(3)a) du Règlement d'application, les institutions fédérales, dans le cadre de la politique administrative, doivent réduire tous les frais exigibles au niveau correspondant aux coûts réels engagés par l'institution.

.2.8 *Salles de consultation*

Selon le paragraphe 71(1) de la Loi, les institutions fédérales sont tenues de fournir des installations propices à la consultation, par le public, des manuels dont se servent les fonctionnaires pour administrer et exécuter les programmes et les activités de l'institution. Le paragraphe 71(2) indique que les renseignements qui, en vertu de la Loi, justifient de la part du responsable d'une institution fédérale un refus de communication totale ou partielle d'un document peuvent être exclus des manuels visés au paragraphe 71(1).

La disponibilité des manuels vise à faire connaître au public le fonctionnement interne et les 'mécanismes' du processus décisionnel des institutions fédérales.

Bien que la Loi précise que les installations susmentionnées doivent être fournies dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 71(1), les institutions fédérales sont tenues d'y voir le plus tôt possible. Celles qui ont des bureaux régionaux importants doivent fournir dans la mesure du possible des installations où l'on retrouvera copie de tous les manuels. Chaque salle de consultation doit être pourvue d'un exemplaire du Registre de consultation ainsi que les bulletins de mise à jour du Registre, de documents d'information indiquant au public comment exercer leurs droits en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de formules de demande d'accès à l'information. Enfin, il serait bon que les institutions songent à fournir des repères pour aider le public à retracer les renseignements qu'elles détiennent (par exemple des index de fichiers, des listes de publications, etc.).

Partie II

.3 Documents exclus

(Cette section sera diffusée à une date ultérieure)

Partie II

.4 Exceptions - Accès à l'information

.4.1 *Principes généraux*

Les articles 13 à 24 de la Loi sur l'accès à l'information prévoient des cas précis de refus du droit d'accès stipulé dans cette loi. Ces cas sont appelés exceptions et ils ont pour objet de protéger les renseignements d'intérêt public ou privé. De plus, les articles 26 et 27 prévoient deux exceptions administratives ayant trait à la publication de renseignements et à la disposition transitoire, et imposent des conditions liées à la date des documents. Ces exceptions et les catégories de documents exclus indiquées aux articles 68 et 69 de cette loi (voir la section .3) sous-tendent les refus de communication de renseignements gouvernementaux en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Il y a deux types d'exceptions prévues dans la Loi sur l'accès à l'information selon qu'elles sont fondées sur un critère subjectif ou objectif ou encore, qu'elles sont obligatoires ou discrétionnaires. La différence entre ces deux types d'exceptions est expliquée ci-après.

Critère subjectif ou objectif

a) Critère subjectif

Dans le cas des exceptions fondées sur un critère subjectif, l'accès à l'information demandé en vertu de la Loi peut être refusé lorsque la communication 'risquerait vraisemblablement de porter préjudice' à l'intérêt précisé dans l'exception. Dans ce contexte, le terme préjudice a en général le sens de tort. Avant de refuser de communiquer un document, il faut être sûr que la divulgation des renseignements nuirait vraisemblablement ou porterait atteinte à l'intérêt public ou privé protégé par l'exception. Le fait que la divulgation pourrait entraîner des changements administratifs au sein d'une institution fédérale ne suffit pas pour justifier une exception subjective. Il faut être en mesure de cerner le tort réel pouvant être causé à l'intérêt visé par l'exception.

Plusieurs aspects de la question doivent être considérés avant de prendre une décision à cet égard; cependant, les institutions fédérales devraient alors s'arrêter à au moins trois facteurs généraux, à savoir: jusqu'à quel point le tort présumé est:

- a) précis: l'institution devrait pouvoir identifier la personne ou l'intérêt en cause et définir le tort qui pourrait lui être causé, au lieu de se limiter à décrire ce tort en termes vagues;
- b) actuel: l'institution devrait être en mesure de préciser le tort qui risque d'être causé immédiatement ou dans un avenir prochain; lorsqu'elle reçoit une nouvelle demande concernant les renseignements qu'elle a refusé de divulguer par le passé, elle devrait reconsidérer l'état de ces renseignements afin de déterminer s'il existe encore un risque de préjudice immédiat ou futur;
- c) probable: le risque de préjudice doit être vraisemblable.

Il peut arriver qu'il soit impossible d'invoquer une exception subjective si la demande est étudiée séparément. Toutefois, lorsque la demande vient s'ajouter à une série de demandes et qu'elle fait partie d'un tout qui risque de porter préjudice à l'intérêt visé par l'exception, une institution peut refuser de communiquer les renseignements demandés. L'institution doit cependant pouvoir montrer que l'effet cumulatif de plusieurs divulgations semblables ou complémentaires pourrait vraisemblablement être préjudiciable.

Lorsqu'une liste de types de renseignements est donnée à titre d'illustration (article 15, Affaires internationales et défense, par exemple), les renseignements qui correspondent à un des éléments de la liste ne peuvent être protégés automatiquement. Il reste à déterminer que la divulgation de l'information pourrait porter préjudice à l'intérêt visé par l'exception. Les exemples ont pour seul but d'illustrer les types de renseignements auxquels des exceptions

subjectives s'appliqueront probablement. Toutefois, le seul fait que le type de renseignements demandé figure comme exemple ne suffit pas à justifier sa protection automatique.

Les renseignements définis aux articles suivants constituent des exceptions subjectives: articles 14, 15, 16(1)c), 16(1)d), 16(2), 17, 18b), 18c), 18d), 20(1)c), 20(1)d) et 22.

Critère objectif

Par critère objectif, on entend une description exacte des catégories de renseignements ou de documents qui peuvent faire l'objet d'une exception. Ces exceptions tiennent également compte du risque de préjudice, mais elles concernent des catégories précises de renseignements qui, selon le Parlement, sont de nature tellement délicate que leur divulgation risquerait de faire du tort. Ainsi, en vertu des exceptions objectives, lorsqu'une institution fédérale est convaincue que les renseignements appartiennent à une catégorie précise, elle est justifiée de refuser de les communiquer et n'est pas tenue de prouver le risque de préjudice.

Les renseignements définis aux articles suivants constituent des exceptions objectives: articles 13, 16(1)a), 16(1)b), 16(3), 18a), 19, 20(1)a), 20(1)b), 21, 23 et 24.

Exceptions discrétionnaires et obligatoires

Exceptions discrétionnaires

Les exceptions discrétionnaires sont présentées à l'aide de la formule suivante: 'Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication...'. Lorsque de telles exceptions s'appliquent à des renseignements demandés en vertu de la Loi, les institutions fédérales sont légalement autorisées à refuser de communiquer le document en question. Toutefois, en présence d'une exception discrétionnaire, les institutions fédérales peuvent communiquer les renseignements lorsqu'elles jugent que la divulgation ne risque pas de

causer préjudice ou lorsqu'elles estiment que les avantages découlant de la divulgation du renseignement sont plus grands que les risques éventuels.

La décision définitive de divulguer ou non un renseignement pour lequel on pourrait invoquer une exception incombe à l'institution fédérale responsable du traitement de la demande; toutefois, il se peut que celle-ci doive consulter une autre institution fédérale avant de prendre une décision au sujet de certaines exceptions précisées dans ces directives et lignes directrices (voir les paragraphes .4.6.1, .4.6.3, .4.6.4, .4.6.5 et .4.6.8).

La majorité des dispositions concernant les exceptions sont discrétionnaires. On les trouve aux articles 14, 15, 16(1), 16(2), 17, 18, 21, 22 et 23.

Exceptions obligatoires

Les exceptions obligatoires sont présentées à l'aide de la formule suivante: 'Le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser la communication...'. Lorsque les renseignements demandés en vertu de la Loi tombent sous l'application d'une exception obligatoire, les institutions sont habituellement obligées d'invoquer une exception et de refuser l'accès à l'information. Cependant, toutes les exceptions obligatoires, sauf celles visées par l'article 24 (Interdictions fondées sur d'autres lois), contiennent des dispositions qui permettent aux institutions fédérales de divulguer les renseignements dans certains cas ou si certaines conditions sont remplies (par exemple, si la partie intéressée y consent ou si ces renseignements sont déjà à la disposition du grand public). Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, l'institution fédérale est libre de divulguer les renseignements sans que sa décision crée un précédent. Ces cas d'exception sont traités en détail ci-après dans le cadre de chaque disposition pertinente. Toutefois, les renseignements visés par une exception obligatoire doivent généralement être protégés.

Les exceptions définies aux articles suivants sont obligatoires: articles 13, 16(3), 19, 20(1) et 24.

Application des exceptions

En appliquant les exceptions à la Loi sur l'accès à l'information, les institutions fédérales ne doivent jamais perdre de vue que les exceptions et les catégories de documents exclus sont les seuls motifs valables pour refuser de communiquer des renseignements gouvernementaux demandés en vertu de cette loi. Par conséquent, on doit autoriser l'accès à tous les renseignements gouvernementaux demandés en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, sauf quand ceux-ci sont précisément protégés ou exclus en vertu d'une disposition de la Loi. On devrait prendre note, lorsqu'on examine la possibilité de protéger un document, qu'il est possible que plus d'une catégorie d'exception touche certains renseignements.

La communication de tout renseignement en vertu de la Loi sur l'accès à l'information établit un précédent pour sa divulgation ultérieure à une autre personne qui en fera la demande.

Révision

Dans le cas de renseignements assujettis à une exception en vertu de la Loi, l'auteur de la demande a le droit de recourir à un système de révision à deux paliers: d'abord déposer une plainte auprès du Commissaire à l'information, une personne investie des pouvoirs d'un protecteur du citoyen et, en deuxième recours, interjeter appel devant la Division de première instance de la Cour fédérale. La section .5 de cette partie traite plus en détails des solutions possibles à chaque palier et des pouvoirs du Commissaire et de la Cour. Cependant, il faut noter que la Cour peut procéder à un nouvel examen d'une décision portant sur une exception pour ce qui est de l'article 13, des alinéas 16(1)a) et b), des paragraphes 16(2) et (3), de l'article 18, des alinéas 18a) à c), et des articles 19 à 24, 26 et 27 de la Loi. Toutefois, si l'accès est refusé en vertu des articles 14 ou 15 ou des alinéas 16(1)c) ou d) ou 18d), la Cour doit se contenter de déterminer si la décision du responsable de l'institution fédérale intéressée repose sur des 'motifs raisonnables'.

.4.2 *Objet*

L'objet de cette section est de faciliter l'application et l'interprétation uniformes des dispositions relatives aux cas d'exception de la Loi sur l'accès à l'information et d'exposer les directives et les lignes directrices qui représentent la politique gouvernementale en cas d'exception. Les dispositions statutaires et les politiques qui en découlent forment un cadre visant à aider les institutions fédérales qui devraient établir leurs propres pratiques et procédures pour compléter ces dispositions et politiques et les adapter à leur situation particulière.

.4.3 *Autorisation*

Les institutions fédérales devraient déléguer le pouvoir d'approuver des exceptions en fonction de la nature et du volume des renseignements demandés. Afin d'éviter les plaintes inutiles, les annulations de décisions ou les contestations d'exceptions de la part du responsable de l'institution, ainsi que les divulgations inopportunes, le pouvoir d'approuver la divulgation des renseignements devrait être délégué uniquement aux fonctionnaires supérieurs autorisés en vertu de l'article 73 de la Loi à approuver les exceptions. Cette limitation sur le plan de la délégation du pouvoir s'applique spécialement aux exceptions susceptibles d'avoir une grande portée, par exemple celles concernant les affaires fédéro-provinciales et les intérêts financiers.

A cet égard, les institutions fédérales devraient savoir que les demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information doivent être étudiées en toute objectivité et que les procédures et les sanctions prévues visant à protéger les renseignements gouvernementaux ne s'appliquent pas aux demandes formulées en vertu de la Loi. Le fait que les renseignements demandés portent une cote de sécurité ne justifie pas un refus en vertu de la Loi. En outre, un fonctionnaire autorisé qui divulgue des renseignements de bonne foi, conformément à la Loi sur l'accès à l'information, ne fera pas l'objet de poursuites judiciaires en vertu de la Loi sur les secrets officiels. Cette immunité est fondée

sur l'article 74 de la Loi sur l'accès à l'information et sur le fait qu'une telle divulgation en vertu de cette loi sera, dans la plupart des cas, considérée comme autorisée (la Loi sur les secrets officiels ne s'applique qu'aux divulgations de renseignements non autorisées).

.4.4 *Prélèvements*

L'article 25 de la Loi sur l'accès à l'information stipule qu'une institution fédérale est tenue de communiquer les parties d'un document dépourvues de renseignements qui peuvent être protégés si ces parties peuvent être retirées du document sans problèmes sérieux.

Cette disposition établit le principe des prélèvements raisonnables, c'est-à-dire que l'on ne devrait pas refuser de communiquer la totalité d'un document contenant des renseignements qui peuvent faire l'objet d'une exception si la partie protégée peut être prélevée du reste du document. Les institutions fédérales sont tenues de divulguer tous les renseignements qui peuvent être prélevés d'un document sans problèmes sérieux. On ne devrait pas se prévaloir de la possibilité d'effectuer des prélèvements raisonnables en invoquant des motifs comme la portée de l'examen, le temps nécessaire à la préparation et à l'extraction des renseignements protégés. Il faut plutôt se demander si le document ou la partie du document peuvent encore être compris après que les renseignements visés par une exception auront été prélevés. Il est possible que l'objet initial du document ne soit plus évident une fois prélevés les renseignements protégés; cependant, on ne peut demander d'invoquer une exception pour tout le document tant qu'il reste des renseignements structurés, compréhensibles et pertinents à la demande. Par exemple, un document écrit contenant des avis mais également des données de base devrait, après que la partie contenant les avis a été prélevée, être divulgué à condition que les renseignements factuels ne soient pas assujettis à une des autres exceptions. En général, la plus petite unité de prélèvement est la phrase. Cependant il arrive que le seul renseignement assujetti à une exception soit le nom d'une personne. Dans de tels cas, seul le nom devrait être supprimé. De même, seul le nom d'une phrase ou d'une chose pouvant être

assujetti sera supprimé. Ainsi, dans la phrase 'John Doe, spécialiste en la matière, a indiqué que les ministres devrait rejeter les observations faites par ce groupe de consommateurs', si la demande de renseignements porte sur ce qui a été fait des observations en question, il faudrait retirer le nom de 'John Doe' et communiquer le reste de la phrase. Dans les cas où il est nécessaire de prélever un grand nombre de renseignements et qu'il serait mieux, dans l'intérêt de l'auteur de la demande, de procéder à un prélèvement page par page ou de fournir des explications, les institutions peuvent convenir d'un arrangement de la sorte avec l'auteur de la demande. (En cas de doute, au sujet de la clarté des autres renseignements non assujettis à une exception, les renseignements devraient être divulgués à l'auteur de la demande.)

.4.5 *Transmission et consultation*

Etant donné que plusieurs institutions fédérales possèdent souvent des renseignements semblables, il arrive que les demandes soient adressées à l'une ou à l'autre de ces institutions. Conformément aux conditions réglementaires mentionnées au paragraphe 8(1) de la Loi sur l'accès à l'information, une demande peut être transmise à l'institution la plus touchée par les renseignements en cause. Selon le paragraphe 8(3) de la Loi, une institution est davantage touchée par un document lorsque celui-ci a été préparé à l'origine par l'institution même ou à son intention ou encore lorsqu'elle a été la première à recevoir le document ou une copie du document. Les exigences concernant le renvoi des demandes sont traitées à l'article 6 du Règlement sur l'accès à l'information (voir appendice B) et au paragraphe .2.2.5 de cette partie. Ces renvois ne sont toutefois pas obligatoires. Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas là d'une solution pratique, spécialement lorsqu'une demande porte sur un nombre considérable de documents provenant de diverses institutions fédérales. Ainsi, l'institution fédérale qui reçoit la demande sera, la plupart du temps, celle qui y donnera suite.

Les interprétations, directives et lignes directrices présentées dans cette partie ont pour but d'aider les institutions fédérales à se conformer à cette exigence. (Ainsi, dans le cas de certaines exceptions, les institutions fédérales devraient consulter l'institution la plus compétente dans le domaine en question.) *En outre, cette consultation est obligatoire lorsque les renseignements ont été obtenus d'autres institutions fédérales ou concernent leurs activités dans les cas relatifs aux articles suivants*:

- a) article 13: renseignements obtenu 'à titre confidentiel' de gouvernements étrangers et d'organisations internationales;
- b) article 15: défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada; affaires internationales et détection, prévention et répression d'activités hostiles ou subversives;
- c) article 16: application des lois et enquêtes;
- d) article 17: sécurité des individus;
- e) alinéa 20(1)b): renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques fournis à titre confidentiel par un tiers.

Des directives précises au sujet du processus de consultation sont données dans les sections pertinentes de ce chapitre qui portent sur ces articles (voir les sous-sections .4.6.1, .4.6.3, .4.6.4, .4.6.5 et .4.6.8).

Dans tous les cas de consultation, la personne à consulter devrait être le coordonnateur de l'accès à l'information de l'institution fédérale consultée ou le fonctionnaire de cette institution autorisé à déterminer si un renseignement particulier doit être divulgué ou s'il doit faire l'objet d'une exception.

Lorsqu'on doit consulter un gouvernement d'Etat étranger, une organisation internationale ou un de leurs organismes concernant une partie quelconque de l'article .4 de cette partie, les institutions fédérales devraient coordonner ces consultations par l'entremise du coordonnateur de l'accès à l'information du ministère des Affaires extérieures. Des consultations directes auront lieu seulement s'il y a déjà en place un système de liaison et consultation établi. Le ministère des Affaires extérieures devrait être avisé de ces canaux de consultation.

.4.6 *Exceptions*

.4.6.1 *Renseignements obtenus 'à titre confidentiel' (article 13)*

Conformément au paragraphe 13(1) de la Loi sur l'accès à l'information une institution fédérale doit refuser de communiquer des documents contenant des renseignements transmis 'à titre confidentiel' par:

- a) le gouvernement d'un Etat étranger ou un de ses organismes;
- b) une organisation internationale d'Etats ou un de ses organismes;
- c) le gouvernement d'une province ou un de ses organismes;
ou
- d) une administration municipale ou régionale constituée en vertu d'une loi provinciale ou un de ses organismes.

Il s'agit d'une exception obligatoire fondée sur un critère objectif. L'expression 'à titre confidentiel' signifie que la source des renseignements a précisé que ceux-ci devaient être réservés aux institutions fédérales directement touchées.

Cette exception vise à protéger les renseignements fournis 'à titre confidentiel', officiellement et officieusement, par les représentants des autres gouvernements ou des organisations internationales et de leurs organismes. Afin de justifier les demandes d'exception touchant ce type de renseignements, les institutions fédérales devraient demander à la source de renseignements de leur confirmer par écrit, en même temps qu'il leur envoie le document en question, que les renseignements sont fournis 'à titre confidentiel'. Dans la mesure du possible, il est souhaitable que les institutions fédérales concluent avec les autres gouvernements, les organisations internationales ou leurs institutions des ententes précisant le type de renseignements qui sont échangés 'à titre confidentiel'. Dans le cas d'entretiens de vive voix qui font par la suite l'objet d'un document, le fonctionnaire fédéral qui prépare le document devrait vérifier si la source de renseignements considérerait ceux-ci 'confidentiels' et, dans l'affirmative, s'assurer que le document est étiqueté en conséquence.

Lorsqu'une institution fédérale reçoit une demande concernant des renseignements avant la promulgation de la Loi et qu'elle ne sait pas à quelle catégorie ces renseignements appartiennent, elle doit demander à l'autre gouvernement ou à l'organisation internationale intéressés s'ils avaient fourni les renseignements 'à titre confidentiel' et si ces renseignements appartiennent toujours à cette catégorie.

Des copies des renseignements obtenus 'à titre confidentiel' sont souvent conservées dans les dossiers de plusieurs autres institutions fédérales. Etant donné qu'il s'agit là d'un cas d'exception d'obligation, aucune de ces copies ne peut être communiquée. Afin que ces documents soient protégés, *(les institutions fédérales qui reçoivent des renseignements 'à titre confidentiel' doivent s'assurer que ces renseignements sont étiquetés en conséquence donnant la catégorie et la source de diffusion à d'autres institutions fédérales. En outre, les institutions fédérales ne doivent pas communiquer des renseignements obtenus d'une autre institution fédérale et sur lesquels il est indiqué d'une façon ou d'une autre qu'ils ont été transmis 'à titre confidentiel' avant d'avoir vérifié auprès de l'institution

fédérale qui a fourni les renseignements si des parties du document demandé contiennent des renseignements transmis initialement 'à titre confidentiel' et sont toujours considérés comme 'confidentiel' par un autre gouvernement ou une autre organisation internationale*.

Divulgateion autorisée

Conformément au paragraphe 13(2) de la Loi sur l'accès à l'information, le chef d'une institution fédérale peut donner communication de renseignements obtenus 'à titre confidentiel' d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale si le gouvernement ou l'organisation qui les a fournis:

- a) y consent; ou
- b) rend les renseignements publics.

Ce paragraphe laisse une certaine latitude aux institutions fédérales pour traiter les demandes d'accès à des renseignements obtenus 'à titre confidentiel'. Lorsqu'une institution croit qu'il serait peut-être préférable de communiquer les renseignements ou doute qu'il soit nécessaire de continuer de garder les renseignements confidentiels, elle peut communiquer avec le gouvernement ou l'organisation touchés afin d'obtenir leur autorisation. Lorsqu'on doit consulter des gouvernements d'Etats étrangers ou des organisations internationales, ces consultations doivent suivre les lignes directrices concernant de tels cas qui se trouve à la section .4.5. Qui plus est, si le gouvernement ou l'organisation qui a fourni les renseignements décide de rendre ceux-ci publics, l'institution fédérale peut elle aussi communiquer les renseignements.

Il est bon toutefois d'insister sur le fait que la divulgation autorisée en vertu de ce paragraphe est discrétionnaire et qu'une institution n'est pas tenue de communiquer des renseignements obtenus 'à titre confidentiel' d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale, même si les conditions du paragraphe 13(2) sont respectées.

.4.6.2 *Affaires fédéro-provinciales (article 14)*

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la conduite par le gouvernement du Canada des affaires fédéro-provinciales. La Loi contient des exemples de types de renseignements susceptibles d'être visés par cette disposition, notamment des renseignements sur:

- a) des consultations ou délibérations fédéro-provinciales;
- b) les orientations ou mesures adoptées ou à adopter par le gouvernement du Canada touchant la conduite des affaires fédéro-provinciales.

Il s'agit ici d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif. Une telle exception vise particulièrement à protéger le rôle du gouvernement fédéral dans le déroulement des affaires fédéro-provinciales. Pour avoir recours à cette exception, une institution fédérale devrait être sûre que la divulgation de renseignements précis pourrait vraisemblablement porter préjudice à la conduite des affaires fédéro-provinciales ou à son rôle à cet égard. Les catégories de renseignements (consultations, délibérations, orientation ou mesures) sont des exemples de types de renseignements dont la divulgation pourrait être préjudiciable. La liste n'est pas exhaustive; d'autres types de documents portant sur les activités du gouvernement fédéral en ce qui a trait aux affaires fédéro-provinciales pourraient faire l'objet d'exceptions. Il est également important de signaler que ces catégories de renseignements ne sont données qu'à titre d'exemples. Il se peut donc que des documents semblables ne soient pas protégés. Il doit exister un risque de préjudice pour appliquer la présente disposition.

En général, les affaires fédéro-provinciales revêtent un caractère encore plus délicat lorsque le gouvernement fédéral est sur le point d'amorcer ou est en train de mener certaines négociations,

délibérations ou consultations. Cependant, la divulgation de certains types de renseignements, tels que les positions des parties en cause dans une négociation ainsi que l'orientation et les mesures à prendre, pourrait continuer de compromettre la position du gouvernement fédéral dans la conduite des affaires fédéro-provinciales ou nuire sérieusement à ses relations avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux. Les renseignements qui conservent un caractère aussi délicat devraient être protégés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun risque de préjudice.

(Les institutions devraient consulter le Bureau des relations fédérales-provinciales du Bureau du Conseil privé avant de divulguer des renseignements relatifs aux affaires fédéro-provinciales. De plus, seulement un fonctionnaire supérieur devrait avoir le pouvoir d'autoriser la protection ou la divulgation de documents en vertu de cet article.)

.4.6.3 *Affaires internationales et défense (article 15)*

Selon l'article 15 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la conduite des affaires internationales, à la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada ou à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversives.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif qui s'applique à trois domaines d'intérêt public. L'accès à l'information peut être refusé si la communication des renseignements demandés peut vraisemblablement être préjudiciable aux activités suivantes:

- a) 'La conduite des affaires internationales' non seulement les affaires entre Etats mais également les relations commerciales, culturelles ou scientifiques que les citoyens établissent avec leurs homologues étrangers.

b) 'La défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada': Un 'Etat allié' est un Etat avec lequel le Canada a conclu des ententes ou des traités officiels. Un 'Etat associé' est un Etat avec lequel le Canada peut avoir des liens commerciaux ou autres mais sans entente officielle.

c) 'La détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives': cette exception vise à protéger certains types de renseignements concernant la sécurité du Canada.

Le paragraphe 15(2) de la Loi contient la définition des expressions 'défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada' et 'activités subversives ou hostiles'.

'Défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada' s'entend notamment des efforts déployés par le Canada et des Etats étrangers pour détecter, prévenir ou réprimer les activités entreprises par des Etats étrangers en vue d'une attaque réelle ou éventuelle ou de la perpétration d'autres actes d'agression contre le Canada ou des Etats alliés ou associés avec le Canada.

'Activités subversives ou hostiles' s'entend:

a) de l'espionnage dirigé contre le Canada ou des Etats alliés ou associés avec le Canada;

b) du sabotage;

c) des activités visant la perpétration d'actes de terrorisme, y compris les détournements de moyens de transport, contre le Canada ou un Etat étranger ou sur leur territoire;

d) des activités visant un changement de gouvernement au Canada ou sur le territoire d'Etats étrangers par l'emploi de moyens criminels, dont la force ou la violence, ou par l'incitation à l'emploi de ces moyens;

- e) des activités visant à recueillir des éléments d'information aux fins du renseignement relatif au Canada ou aux Etats qui sont alliés ou associés avec lui;
- f) des activités destinées à menacer, à l'étranger, la sécurité des citoyens ou des fonctionnaires fédéraux canadiens ou à mettre en danger des biens fédéraux situés à l'étranger.

Il est important de signaler que l'expression 'défense du Canada' est employée dans un sens large. Par conséquent, cette expression englobe tous les types de renseignements concernant la défense qui peuvent faire l'objet d'une exception. D'autre part, l'expression 'activités subversives ou hostiles' a un sens restrictif, c'est-à-dire qu'elle est précise et exhaustive. On ne peut avoir recours à des exceptions que pour les activités énumérées dans la définition. L'information concernant les autres services de sécurité ou de renseignements, par exemple l'information recueillie au cours d'enquêtes des services de sécurité, de l'immigration et de la citoyenneté axées sur des questions fondamentales d'intérêt national, ou au cours d'inspections sécuritaires, peut être protégée en vertu de cette disposition, à la condition expresse qu'elle ait trait à une des activités mentionnées aux alinéas 15(2)a) à f) de la Loi.

Types de renseignements

Dans les alinéas a) à i) du paragraphe 15(1) de la Loi sont énumérés certains types de renseignements susceptibles de faire l'objet d'une exception. Toutefois, il faut se rappeler que ces types de renseignements ne peuvent faire l'objet d'une exception fondée sur un critère objectif en vertu du paragraphe 15(1). Cette disposition prévoit une exception fondée sur un critère subjectif; donc, pour que l'exception s'applique à l'une ou l'autre des catégories de renseignements définies dans ce paragraphe, il faut que le responsable d'une institution fédérale puisse prouver que la communication des renseignements demandés pourrait vraisemblablement être préjudiciable à

l'un des intérêts précisés (c'est-à-dire la 'conduite des affaires internationales', la 'défense du Canada' ou la 'détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives').

Les alinéas 15(1)a) à i) précisent les types de renseignements suivants:

a) des renseignements d'ordre tactique ou stratégique ou des renseignements relatifs aux manoeuvres et opérations destinées à la préparation d'hostilités ou entreprises dans le cadre de la détection, de la prévention ou de la répression d'activités hostiles ou subversives. Cette disposition traite des plans militaires concernant la stratégie (par ex., les guerres intercontinentales) ou la tactique (par ex. plans de théâtre d'opérations ainsi que de la mise en oeuvre de ces plans au moyen d'exercices ou d'opérations réelles; elle a aussi traité aux exercices ou aux opérations militaires visant à assurer la sécurité nationale (c'est-à-dire 'la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives'));

b) des renseignements concernant la quantité, les caractéristiques, les capacités ou le déploiement des armes ou des matériels de défense, ou de tout ce qui est conçu, mis au point, produit ou prévu à ces fins. Cette disposition concerne aussi bien les armes actuelles que futures. Le 'matériel de défense' se distingue des 'armes' en ce qu'il désigne l'équipement du ministère de la Défense nationale qui, en raison de sa nature, doit être protégé;

c) des renseignements concernant les caractéristiques, les capacités, le rendement, le potentiel, le déploiement, les fonctions ou le rôle des établissements de défense, des forces, unités ou personnels militaires ou des personnes ou organisations chargées de la détection, de la prévention ou de la répression d'activités hostiles ou subversives. Cette disposition concerne les établissements de défense, les

militaires et le personnel chargé de la sécurité nationale. Dans la Loi sur la défense nationale, 'établissement de défense' signifie 'une zone ou structure assujettie au contrôle du Ministre (de la Défense nationale), ainsi que le matériel et les autres objets situés dans cette zone ou sur une telle structure');

d) des éléments d'information recueillis ou préparés aux fins du renseignement relatif à:

- la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada; ou à
- la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives.

Cet alinéa traite du renseignements concernant la défense et la sécurité nationale. Les éléments d'information 'recueillis ou préparés aux fins du renseignement' englobent les données brutes rassemblées ('recueillies') de même que les données traitées ou analysées ('préparées');

e) des éléments d'information recueillis ou préparés aux fins du renseignement relatif aux Etats étrangers, aux organisations internationales d'Etats ou aux citoyens étrangers et utilisés par le gouvernement du Canada dans le cadre de délibérations ou consultations ou dans la conduite des affaires internationales. Cet alinéa traite du renseignement concernant les relations internationales; dans ce cas aussi, les renseignements 'recueillis ou préparés aux fins du renseignement' englobent tant les données brutes recueillies que les données traitées ou analysées;

f) des renseignements concernant les méthodes et le matériel technique ou scientifique de collecte, d'évaluation ou de traitement des éléments d'information visés aux alinéas c) ou d), ou encore des renseignements concernant leurs sources.

Cet alinéa concerne la collecte, l'évaluation et le traitement des données recueillies ou préparées aux fins du renseignement ainsi que les questions connexes;

g) des renseignements concernant les positions adoptées ou envisagées, dans le cadre de négociations internationales présentes ou futures, par le gouvernement du Canada, les gouvernements d'Etats étrangers ou les organisations internationales d'Etats. Cet alinéa concerne les renseignements relatifs aux négociations internationales; l'exception ne s'applique qu'aux négociations actuelles ou futures et non aux négociations internationales passées et terminées (voir aussi sous-article .4.6.10 portant sur les 'négociations' relativement à l'alinéa 21(1)c) de la Loi);

h) des renseignements contenus dans la correspondance diplomatique échangée avec des Etats étrangers ou des organisations internationales d'Etats, ou dans la correspondance officielle échangée avec des missions diplomatiques ou des postes consulaires canadiens. Cet alinéa concerne la correspondance entre les Etats ou les gouvernements, ou encore la correspondance officielle entre les missions diplomatiques et les postes consulaires canadiens et Ottawa. La dernière catégorie touche les rapports politiques, militaires ou économiques qui ne sont pas directement associés avec la production de renseignements dans les cas où la divulgation de renseignements pourrait vraisemblablement porter préjudice. Puisqu'un critère subjectif est en cause, une grande partie de la correspondance officielle ne sera probablement pas protégée, surtout s'il s'agit d'une correspondance concernant l'administration interne des postes, les visites ministérielles ou les programmes d'information culturelle et publique;

i) des renseignements relatifs à ceux des réseaux de communications et des procédés de cryptographie du Canada ou d'Etats étrangers qui sont utilisés aux fins suivantes:

- la conduite des affaires internationales;
- la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada;
- la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives.

Dans cet alinéa, qui traite des réseaux de communications utilisés pour la défense, les relations internationales ou la sécurité nationale, l'expression 'procédé de cryptographie' signifie systèmes de codage et de décodage.

Consultation

*Les institutions fédérales doivent consulter

a) le ministère des Affaires extérieures avant de décider de protéger ou de communiquer tout renseignement qui pourrait vraisemblablement porter préjudice à la conduite des affaires internationales;

b) le ministère de la Défense nationale avant de décider de protéger ou de communiquer tout renseignement qui pourrait vraisemblablement porter préjudice à la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada;

c) l'institution fédérale la plus concernée (c'est-à-dire le Solliciteur général, le ministère de la Défense nationale ou le ministère des Affaires extérieures) avant de décider de protéger ou de communiquer tout renseignement qui pourrait vraisemblablement porter préjudice à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversives.*

.4.6.4 *Application des lois, enquêtes et sécurité des établissements pénitentiaires (article 16)*

L'article 16 de la Loi sur l'accès à l'information vise à protéger trois types précis d'intérêts publics:

- a) l'application efficace des lois, y compris le droit pénal;
- b) l'intégrité et l'efficacité des autres types d'enquêtes (par exemple, les enquêtes touchant la réglementation ou encore les accidents d'avion);
- c) la sécurité des établissements pénitentiaires.

Chacune de ces exceptions est explicitée ci-dessous.

Alinéa 16(1)a)

Conformément à l'alinéa 16(1)a) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de documents datés de moins de vingt ans de la demande et contenant des renseignements obtenus ou préparés par une institution fédérale, ou par une subdivision d'une institution, qui constitue un organisme d'enquête déterminé par règlement, au cours d'enquêtes conformes à la loi visant à:

- détecter, prévenir ou réprimer le crime;
- faire respecter les lois fédérales ou provinciales.

Il s'agit d'une exception fondée sur un critère objectif discrétionnaire visant à protéger les documents sur des activités relatives à l'application de la loi, des forces policières et des organismes d'enquête chargés de les aider, qui sont énumérés à l'annexe A du Règlement sur l'accès à l'information (voir appendice B). Les exceptions fondées sur un critère objectif visant la protection de ces renseignements sont incluses dans la Loi étant donné les nombreuses demandes prévues à cet égard et la difficulté d'appliquer une exception

fondée sur un critère subjectif aux documents susmentionnés dont pratiquement tout le contenu est de nature délicate. Toutefois, l'exception est assujettie à trois restrictions:

a) Elle est réservée aux cas où les renseignements ont été obtenus ou préparés par un organisme d'enquête mentionné dans le Règlement.

b) Elle ne peut s'appliquer qu'aux renseignements obtenus ou préparés par un organisme d'enquête au cours d'une enquête conforme à la loi. Il importe donc que l'enquête ne déroge pas à la Loi. L'application n'est pas conditionnelle cependant à la légalité des techniques utilisées pendant une enquête conforme à la loi ou au fait que la preuve ait été obtenue légalement ou non.

c) Elle ne s'applique qu'aux renseignements obtenus ou préparés par un organisme d'enquête au cours d'enquêtes conformes à la loi concernant:

- la détection, la prévention ou la répression du crime; ou
- le respect des lois fédérales ou provinciales.

Conformément à cette dernière disposition, l'application de l'exception se limite aux renseignements obtenus pendant la conduite d'enquêtes relatives au crime ou à l'application de la loi. Le sous-alinéa 16(1)a)(i) a trait principalement aux enquêtes menées en vue de faire respecter le Code criminel. Il faut noter toutefois que seulement une partie des infractions au droit pénal sont prévues au Code criminel et que de ces infractions au Code criminel, seulement une partie sont fondées sur le droit pénal. Le sous-alinéa 16(1)a)(ii) a trait aux enquêtes sur les activités interdites en vertu de lois fédérales ou provinciales. Ces enquêtes peuvent toutefois porter sur des crimes; dans ces cas, il y a chevauchement des sous-alinéas 16(1)a)(i) et (ii). Cependant, en général, les activités dont il est question au sous-alinéa 16(1)a)(ii) constituent des infractions aux lois fédérales ou provinciales. Il se peut aussi que le sous-alinéa 16(1)a)(ii) concerne également des

activités pour lesquelles il y a possibilité de recours au droit civil. Il est bon de signaler que l'expression 'loi provinciale' désigne aussi les lois municipales.

Délais

L'alinéa 16(1)a) s'applique uniquement aux documents datés de moins de vingt ans, ce qui ne signifie pas que les documents assujettis à cette exception doivent être automatiquement communiqués à la suite d'une demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information dès que vingt années se soient écoulées depuis leur établissement. Plus exactement, on entend par là que ces documents sont automatiquement soustraits à l'exception fondée sur un critère objectif définie à l'alinéa 16(1)a); s'il y a toujours lieu de les protéger, il faut invoquer une exception fondée sur un critère subjectif en vertu de l'alinéa 16(1)c) concernant les documents dont la divulgation pourrait vraisemblablement porter préjudice au respect des lois fédérales ou provinciales.

Pouvoir discrétionnaire

Il faut noter qu'en dépit du critère objectif, l'alinéa 16(1)a) est une exception discrétionnaire. Les institutions fédérales devraient par conséquent envisager de révéler certains renseignements visés par cette exception objective lorsqu'elles estiment que la divulgation n'entraînera pas de préjudice.

Consultation

Il est important de signaler qu'un document qui fait l'objet d'une exception en vertu de l'alinéa 16(1)a) conserve toujours ce statut. Par conséquent, on peut demander qu'un document conservé dans une institution fédérale autre qu'un organisme d'enquête énuméré dans le Règlement soit protégé en vertu de l'exception à condition qu'il ait été préparé par un organisme d'enquête ou lui soit passé entre les mains à

un moment donné au cours d'une enquête sur la détection, la prévention ou la répression de crimes ou l'application d'une loi fédérale ou provinciale. Par exemple, le ministère de la Santé et du Bien-être social peut invoquer une exception en vertu de l'alinéa 16(1)a) dans le cas d'un rapport qu'il a en sa possession mais qui a été initialement établi par la GRC pendant une enquête sur les narcotiques.

Avant de protéger ou de divulguer des renseignements en vertu de l'alinéa 16(1)a), les institutions fédérales doivent consulter l'organisme d'enquête qui a initialement obtenu ou préparé les renseignements.

Alinéa 16(1)b)

Conformément à l'alinéa 16(1)b), une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements relatifs à des techniques d'enquêtes ou à des projets d'enquêtes licites déterminés.

Il s'agit d'une exception fondée sur un critère objectif discrétionnaire dont la période d'application n'est pas limitée. Tout renseignement concernant une technique d'enquêtes peut être protégé en vertu de cette exception; les projets doivent toutefois porter sur une enquête licite déterminée. Le terme 'licite' signifie que l'enquête doit être conforme à la loi. Sa définition n'englobe pas cependant l'aspect de la légalité des techniques d'enquête utilisées.

Selon le paragraphe 16(4), les enquêtes dont les projets peuvent être protégés sont limitées à celles qui:

- a) se rapportent à l'application d'une loi du Parlement;
- b) sont autorisées sous le régime d'une loi du Parlement;
- c) font partie d'une catégorie d'enquête précisée dans les règlements.

La définition est mieux expliquée sous la rubrique 'Paragraphe 16(4)'.

Avant de décider d'avoir recours à une exception ou de communiquer des renseignements concernant des techniques d'enquêtes ou des projets d'enquêtes licites déterminées, les institutions fédérales doivent consulter l'organisme d'enquêtes ou l'autre institution fédérale la plus touchée par la technique d'enquêtes ou l'enquête en question.

Alinéa 16(1)c)

Conformément à l'alinéa 16(1)c), une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire aux activités destinées à faire respecter les lois fédérales ou provinciales ou au déroulement d'enquêtes licites. La Loi contient des exemples des types de renseignements visés par cette exception. Il s'agit:

- des renseignements relatifs à l'existence ou à la nature d'une enquête déterminée;
- des renseignements qui permettraient de remonter à une source de renseignements confidentielle; ou
- des renseignements obtenus ou préparés au cours d'une enquête.

Les types de renseignements cités dans la Loi sont donnés à titre d'exemples seulement. Des exceptions peuvent s'appliquer dans d'autres cas, mais en tout temps il faut d'abord prouver qu'il y a risque de préjudice.

L'alinéa 16(1)c) prévoit des exceptions discrétionnaires fondées sur un critère subjectif de deux types:

Préjudice à l'application des lois fédérales ou provinciales

Cette exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif complète l'exception fondée sur un critère objectif concernant les renseignements sur l'application de la loi contenus dans l'alinéa 16(1)a). On peut avoir recours à cette exception lorsque la divulgation de renseignements dans les cas où l'alinéa 16(1)a) ne s'applique pas pourrait vraisemblablement porter préjudice à

l'application de la loi. Ainsi, elle visera l'application des règlements fédéraux et provinciaux qui défendent certains types d'activités ou de comportement (par exemple, l'information obtenue ou préparée par les inspecteurs responsables de l'application de lois comme la Loi sur les produits dangereux) et des types d'enquêtes telles que les vérifications de l'impôt entreprises par Revenu Canada. Elle peut aussi s'appliquer aux recours au droit civil concernant les activités ou le comportement défendus tels que les recours prévus par la Loi canadienne sur les droits de la personne. Finalement, l'exception pourrait viser les renseignements dont la divulgation pourrait vraisemblablement porter préjudice à l'application de la loi mais qui ont été obtenus ou préparés autrement que par une enquête (par exemple des renseignements se rapportant au dépistage de fraudes fiscales ou à des programmes informatiques utilisés dans l'application de la loi) et les renseignements qui seraient assujettis à l'alinéa 16(1)a) s'ils ne dataient pas de plus de vingt ans lors de la demande.

Préjudice au déroulement d'enquêtes licites

Cette exception vise à protéger l'intégrité et l'efficacité des enquêtes qui ne concernent pas l'application de la loi. Par exemple, il peut s'agir d'enquêtes menées pour déterminer la cause d'un accident, mais non pour porter plainte ou pour évaluer un degré de culpabilité aux fins d'un recours légal, ou des enquêtes en vue de déterminer si une personne qui possède un dossier judiciaire doit être acquittée. Lorsque, par exemple, il est possible de prouver que le déroulement de ces enquêtes serait bouleversé si l'on révélait l'identité des personnes qui ont fourni les renseignements aux enquêteurs puisque la sincérité de ces personnes pourrait être mise en doute, on peut avoir recours à cette exception pour protéger l'identité de telles personnes ou les renseignements qui pourraient servir à déterminer leur identité.

Le type d'enquêtes auquel cette exception peut s'appliquer doit satisfaire à deux critères:

a) L'enquête doit être conforme à la loi, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas aller à l'encontre de la loi. Ce critère ne concerne pas toutefois la légalité des techniques utilisées au cours d'une enquête licite ou la question de savoir si la preuve a été obtenue illégalement;

b) L'enquête doit être conforme à la définition donnée au paragraphe 16(4). Par conséquent, elle doit:

- se rapporter à l'application d'une loi du Parlement;
- être autorisée sous le régime d'une loi du Parlement;
- faire partie d'une catégorie d'enquêtes précisée dans les règlements.

La définition est plus détaillée sous la rubrique 'Paragraphe 16(4)'. Cependant, il faut noter que d'autres types d'enquêtes plus générales qui ne sont pas expressément autorisées par une loi fédérale ou menées afin d'appliquer ou d'exécuter une telle loi, comme des évaluations de programmes, de vérifications internes et d'autres études et analyses connexes, ne sont pas considérées comme des exceptions en vertu de paragraphe 16(4) et, par conséquent, ne peuvent faire l'objet d'une exception conformément à la présente disposition.

Avant de décider de protéger ou de divulguer l'information à cause du risque de préjudice à l'application d'une loi fédérale ou provinciale ou à la conduite d'enquêtes conformes à la loi, les institutions fédérales doivent consulter l'organisme d'enquête ou une autre institution fédérale très intéressée par la loi appliquée ou l'enquête menée.

Alinéa 16(1)d)

Conformément à l'alinéa 16(1)d) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risque vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un établissement pénitentiaire.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif visant à protéger les renseignements concernant la sécurité des établissements pénitentiaires, par exemple des renseignements qui pourraient faciliter une tentative d'évasion ou qui ont trait à l'emplacement des entrepôts d'armes dans un établissement.

Avant de décider de protéger ou de divulguer des renseignements qui risquent de nuire à la sécurité des établissements pénitentiaires, les institutions fédérales doivent consulter le Service correctionnel du Canada.

Paragraphe 16(2) - Faciliter la perpétration d'infractions

Conformément au paragraphe 16(2) de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la communication risque vraisemblablement de faciliter la perpétration d'infractions. La Loi contient les exemples suivants de types de renseignements susceptibles d'être visés par cette exception:

- a) des renseignements sur les méthodes ou techniques utilisées par les criminels;
- b) des renseignements techniques concernant des armes actuelles ou futures;
- c) des renseignements portant sur la vulnérabilité de certains bâtiments ou ouvrages ou de réseaux ou systèmes divers, y compris des réseaux ou systèmes informatisés ou de communications, ou portant sur les méthodes employées pour leur protection.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif qui assure une protection particulière des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de favoriser la perpétration d'une infraction.

La liste de renseignements contenue dans le paragraphe est donnée à titre d'exemple seulement. Une institution fédérale doit avoir de bonnes raisons de croire que la divulgation de renseignements précis faciliterait vraisemblablement la perpétration d'une infraction. L'exception vise aussi les renseignements sur les méthodes et les techniques criminelles (c'est-à-dire les façons d'agir des criminels). Elle vise aussi les renseignements sur les techniques de fabrication des armes (par exemple, comment fabriquer une bombe) et sur la vulnérabilité des structures et des immeubles fédéraux ou des systèmes et des méthodes utilisés pour protéger ces immeubles, structures et systèmes. Par exemple, une institution fédérale peut refuser de divulguer les plans des systèmes de sécurité ou d'autres renseignements sur les aspects vulnérables des immeubles fédéraux et des autres installations qui pourraient avoir une importance stratégique en cas d'urgence ou en temps de guerre.

La plupart de ces renseignements pourraient très probablement être protégés en vertu du paragraphe 16(1), mais il s'agit ici de faciliter le traitement des demandes de renseignements de cette nature.

Paragraphe 16(3) - Renseignements sur les fonctions de police provinciale et municipale de la GRC

Conformément au paragraphe 16(3), une institution fédérale est tenue de refuser la communication des documents contenant des renseignements obtenus ou préparés par la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de fonctions de police provinciale ou municipale qui lui sont confiées en vertu d'une entente conclue en vertu de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, si, à la demande de la province ou de la municipalité, le gouvernement du Canada a consenti à ne pas divulguer ces renseignements.

Il s'agit d'une exception obligatoire fondée sur un critère objectif visant à protéger les renseignements obtenus ou préparés par la GRC dans l'exercice de fonctions de police provinciale ou municipale. Elle est utilisée à la demande des provinces qui concluent avec le

gouvernement fédéral des marchés de services de police provinciale et municipale avec la GRC. Pour que l'on puisse avoir recours à l'exception, il faut:

- a) que la province ou la municipalité demande que l'exception s'applique;
- b) que le gouvernement fédéral approuve la demande.

Il est à noter que l'exception s'applique non seulement lorsque la GRC se sert de ces renseignements pour exercer des fonctions de police provinciale ou municipale mais aussi lorsqu'elle les utilise à d'autres fins ou que ces renseignements sont transmis à une autre institution fédérale pour une autre raison ou à d'autres fins. *Lorsque des renseignements ont été obtenus ou préparés par la GRC dans l'exercice de fonctions de police provinciale ou municipale et que le gouvernement fédéral a, à la demande de la province, consenti à ne pas divulguer ces renseignements, la GRC devrait, lorsqu'elle transmet ces renseignements à une autre institution fédérale, indiquer clairement l'origine du document et préciser que l'exception s'applique dans ce cas.*

Paragraphe 16(4) - Définition du terme 'enquête'

Le paragraphe 16(4) de la Loi sur l'accès à l'information stipule que pour l'application des alinéas 16(1)b) et c), le terme 'enquête' s'entend de toute enquête qui:

- a) se rapporte à l'application d'une loi du Parlement;
- b) est autorisée sous le régime d'une loi du Parlement;
- c) fait partie d'une catégorie d'enquêtes précisée dans les règlements.

Selon cette définition, seuls les types d'enquêtes autorisées expressément en vertu d'une loi fédérale ou menées en vue d'appliquer une loi fédérale sont visées par les exceptions des alinéas 16(1)b) et c). La grande majorité des enquêtes visées par les exceptions sont régies par les alinéas 16(4)a) et b). Par exemple, une enquête menée par le Service national des libérations conditionnelles en vue de déterminer si un individu peut être acquitté en vertu de la Loi sur le casier judiciaire serait assujetti à l'alinéa 16(4)a). Les enquêtes effectuées par des agents de sécurité conformément à la partie IV du Code canadien du travail sont un exemple des types d'enquêtes assujetties aux alinéas 16(4)a) et b). L'alinéa 16(4)b) concerne les enquêtes menées par la Direction de l'anti-discrimination de la Commission de la Fonction publique. Les autres catégories d'enquêtes sont prévues à l'alinéa 16(4)c) et sont énumérées dans le règlement d'application de la Loi sur l'accès à l'information (voir le Règlement sur l'accès à l'information, article 10, appendice B). Il pourrait s'agir par exemple d'une enquête spéciale sur la perte d'espace par les contrôleurs du trafic aérien.

Recours à une exception en vertu de l'article 16

En cas de recours à une exception en vertu de l'article 16, les institutions fédérales doivent préciser le paragraphe ou l'alinéa sur lequel se fonde le recours.

.4.6.5 *Sécurité des individus (article 17)*

Conformément à l'article 17 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité des individus.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire en vertu de laquelle une institution fédérale peut refuser de communiquer certains renseignements si elle a des raisons valables de croire que la divulgation des renseignements pourrait mettre en danger la sécurité

d'un individu. Cette exception vise habituellement les renseignements fournis par les informateurs ou à leur sujet, c'est-à-dire les individus qui fournissent des renseignements sur les activités criminelles, hostiles ou subversives. Elle peut toutefois s'appliquer à d'autres renseignements.

Avant de divulguer des renseignements fournis par un organisme d'enquête dont le nom figure dans le Règlement (voir le Règlement sur l'accès à l'information, article.... appendice B), les institutions fédérales doivent consulter cet organisme afin de s'assurer que la divulgation ne risque pas de compromettre la sécurité d'une source confidentielle.

.4.6.6 *Intérêts économiques du gouvernement du Canada (article 18)*

L'article 18 de la Loi sur l'accès à l'information énonce une série d'exceptions discrétionnaires visant à protéger les secrets industriels, les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques et techniques appartenant au gouvernement, la priorité de publication des chercheurs du gouvernement, les intérêts financiers du gouvernement du Canada et l'aptitude de ce dernier à gérer l'économie du Canada. Chacune de ces exceptions est expliquée en détail ci-après.

Alinéa 18 a)

Selon l'alinéa 18 a) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de tout document contenant des secrets industriels ou des renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques appartenant au gouvernement du Canada ou à une institution fédérale et ayant une valeur importante ou pouvant vraisemblablement en avoir une. Cet alinéa protège les renseignements appartenant au gouvernement du Canada. Il peut s'agir de renseignements brevetables ou de renseignements que le gouvernement du Canada veut breveter.

Cette exception discrétionnaire est fondée sur un critère objectif.

Un secret industriel est un concept juridique reconnu fondé sur le droit jurisprudentiel. Pour qu'il soit reconnu en vertu de cet alinéa comme étant un secret industriel, un document doit répondre à tous les critères qui figurent dans la liste suivante:

- il doit renfermer de l'information;
- l'information doit être secrète dans un sens absolu ou relatif (c'est-à-dire qu'elle est seulement d'une ou de quelques personnes);
- le détenteur de l'information doit démontrer qu'il a agi dans l'intention de traiter l'information comme si elle était secrète;
- l'information doit avoir une application pratique dans le secteur industriel ou commercial;
- le détenteur doit avoir un intérêt (par exemple, un intérêt économique) digne d'être protégé par la loi.

Outre les secrets industriels, l'alinéa 18 a) protège les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques appartenant au gouvernement du Canada ou à une institution fédérale énumérée à l'annexe I de la Loi. (Les renseignements appartenant à d'autres institutions fédérales sont traités conformément à la sous-section .4.6.8 de la présente politique, à titre de renseignements de tiers.) Les renseignements doivent avoir une valeur 'réelle' par opposition à une valeur 'nominale' à l'heure actuelle ou doivent vraisemblablement être susceptibles d'acquérir une telle valeur à l'avenir. Aux fins du présent alinéa, valeur s'entend de la valeur marchande.

La valeur marchande de renseignements peut être établie directement lorsqu'il existe un marché actuel ou éventuel pour ces renseignements. La recherche effectuée par le Conseil national de recherches pour être ensuite approfondie par le secteur privé en vertu de diverses ententes d'exploitation sous licence constitue un exemple de renseignements qui, en termes techniques, peuvent faire l'objet d'une exception.

D'autres catégories de renseignements semblables peuvent également avoir une valeur réelle sur le marché (par exemple, le logiciel) même si ces renseignements n'ont pas été établis dans l'intention immédiate de lancer un produit sur le marché.

La latitude que prévoit cet alinéa vise à tempérer le critère objectif afin de permettre la divulgation de documents qui, en termes techniques, pourraient faire l'objet d'une exception mais dont la communication ne causerait aucun préjudice ou tort (voir la section .4.1 de cette politique, Principes généraux: exceptions discrétionnaires).

Toute partie d'un document renfermant des renseignements relative à un tiers ne peut être communiquée que si elle ne fait pas l'objet d'une exception en vertu de l'article 20 de la Loi.

En vertu du paragraphe 20(2), une exception visée au paragraphe 20(1) ne peut être invoquée à l'égard de la communication obligatoire des résultats d'essais de produits ou d'essais environnementaux effectués par une institution fédérale ou pour son compte (voir la sous-section .4.6.8). L'article 18 ne renferme pas de dispositions semblables qui excluent l'application de l'alinéa 18 a) aux résultats d'essais de produits ou d'essais environnementaux lorsque les renseignements appartiennent à une institution fédérale. Toutefois, selon la politique du gouvernement, *les résultats des essais de produits et des essais environnementaux effectués par les institutions fédérales ou pour leur compte ne feront pas l'objet d'une exception en vertu du paragraphe 18 a)*. Ainsi, les essais de ce genre effectués par le gouvernement pour des institutions fédérales seront traités de la même façon que les résultats d'essais effectués sur des produits ou des activités du secteur privé par les institutions fédérales ou pour leur compte.

Alinéa 18 b)

En vertu de l'alinéa 18 b) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de tout document qui renferme des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la compétitivité d'une institution fédérale.

Cette exception est fondée sur un critère subjectif qui examine le préjudice causé à la position concurrentielle d'une institution fédérale. Elle vise à protéger les renseignements dont la divulgation affaiblirait la compétitivité des institutions fédérales qui sont en concurrence avec le secteur privé. Les sociétés d'Etat qui ne sont pas énumérées à l'annexe I de la Loi ne sont pas protégées en vertu de l'alinéa 18 b) puisqu'elles ne constituent pas des 'institutions fédérales' selon la définition de la Loi. Elles sont toutefois des 'tiers' en vertu de la Loi et leur compétitivité peut être protégée en vertu de l'alinéa 20(1)c).

Alinéa 18 c)

Selon l'alinéa 18 c) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de tout document qui renferme des renseignements techniques ou scientifiques obtenus grâce à des recherches par un cadre ou un employé d'une institution fédérale et dont la divulgation risquerait vraisemblablement de priver cette personne de sa priorité de publication.

Cette exception est discrétionnaire et fondée sur un critère subjectif. L'alinéa reconnaît le droit exclusif des cadres ou des employés d'une institution fédérale de publier des ouvrages fondés sur des recherches scientifiques ou techniques qu'ils ont effectuées eux-mêmes pendant qu'ils faisaient partie du personnel d'une institution fédérale. Ce droit est provisoire étant donné qu'une fois l'ouvrage publié, les données de base ne sont plus protégées par cette exception. Afin d'avoir recours à cette exception, le cadre ou l'employé doit travailler activement à la recherche et prévoir, dans une mesure raisonnable, la publication des résultats.

Alinéa 18 d)

Selon l'alinéa 18 d) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de tout document qui renferme des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de

porter un préjudice appréciable aux intérêts financiers du gouvernement du Canada ou à sa capacité de gérer l'économie du pays, ou encore de causer des avantages injustifiés à une personne. La Loi renferme une liste des catégories de renseignements touchés, lesquels figurent ci-après.

Cette exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif vise à protéger deux domaines en particulier:

- 1) les intérêts financiers du gouvernement du Canada, c'est-à-dire la position financière du Canada, son aptitude à percevoir les impôts et les recettes et à protéger ses propres intérêts dans ses transactions avec des tiers ou d'autres gouvernements;
- 2) l'aptitude du gouvernement à gérer l'économie, que ce soit au moyen de politiques financières, fiscales et monétaires, ou, entre autres, par ses activités touchant la lutte contre l'inflation, le chômage, le développement régional, le crédit, la balance des paiements, l'établissement du taux d'escompte ou le prix des biens ou des ressources.

Cet alinéa vise également à éviter que la divulgation de renseignements donne des avantages injustifiés à une personne quelconque. Il n'est pas nécessaire que celle-ci soit l'auteur de la demande pour que cette disposition s'applique. Par 'avantage injustifié', on entend des avantages superflus ou inopportuns.

L'alinéa 18 d) donne une liste de types de renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à l'un des deux domaines d'intérêt susmentionnés ou de donner des avantages injustifiés à une personne. Ces renseignements peuvent porter sur:

- la monnaie canadienne, son monnayage ou son pouvoir libératoire;
- les projets de changement du taux d'intérêt bancaire ou du taux d'emprunt du gouvernement;
- les projets de changement des taux tarifaires, des taxes, impôts ou droits ou des autres sources de revenu;

- les projets de changement dans le mode de fonctionnement des institutions financières;
- les projets de vente ou d'achat de valeurs mobilières ou de devises canadiennes ou étrangères;
- les projets de vente ou d'acquisition de terrains ou d'autres biens.

Cette liste n'est pas exhaustive et figure à titre d'exemple seulement; d'autres genres de documents semblables peuvent également faire l'objet d'une exception. Il importe de signaler toutefois que les documents renfermant les catégories de renseignements susmentionnées, telles que, par exemple, le pouvoir libératoire de la monnaie canadienne ou les projets de vente de terrains, ne sont pas protégés en vertu d'un critère objectif; les institutions fédérales doivent démontrer le risque vraisemblable de préjudice avant que les renseignements puissent faire l'objet d'une exception en vertu de cet alinéa.

(Avant d'invoquer une exception en fonction des intérêts financiers du gouvernement ou son aptitudes à gérer l'économie du Canada, les institutions fédérales sont tenues de consulter le ministère des Finances.)

Précision de recours à une exception (article 18)

Lorsqu'elles ont recours à une exception en vertu de l'article 18, les institutions fédérales doivent préciser le paragraphe ou l'alinéa en vertu duquel elles protègent les renseignements.

.4.6.7 *Renseignements personnels (article 19)*

Conformément au paragraphe 19(1) de la Loi sur l'accès à l'information et sous réserve du paragraphe 19(2), une institution fédérale est tenue de refuser la communication de documents contenant les renseignements personnels visés à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Il s'agit d'une exception obligatoire objective qui, sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 19(2), interdit la divulgation de renseignements personnels en vertu de la Loi sur l'accès

à l'information. L'expression 'renseignements personnels' est définie comme suit à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels 'les renseignements, quels que soient leur forme et leur support, concernant un individu identifiable, notamment:

- a) les renseignements relatifs à sa race, à son origine nationale ou ethnique, à sa couleur, à sa religion, à son âge ou à sa situation de famille;
- b) les renseignements relatifs à son éducation, à son dossier médical, à son casier judiciaire, à ses antécédents professionnels ou à des opérations financières auxquelles il a participé;
- c) tout numéro ou symbole, ou toute autre indication identificatrice, qui lui est propre;
- d) son adresse, ses empreintes digitales ou son groupe sanguin;
- e) ses opinions ou ses idées personnelles, à l'exclusion de celles qui portent sur un autre individu ou sur une proposition de subvention, de récompense ou de prix à octroyer à un autre individu par une institution fédérale, ou subdivision visée par règlement;
- f) toute correspondance de nature implicitement ou explicitement privée ou confidentielle envoyée par lui à une institution fédérale, ainsi que les réponses de l'institution dans la mesure où elles révèlent le contenu de la correspondance de l'expéditeur;
- g) les idées ou opinions d'autrui sur lui;

h) les idées ou opinions d'un autre individu qui portent sur une proposition de subvention, de récompense ou de prix à lui octroyer par une institution, ou subdivision de celle-ci, visée à l'alinéa e), à l'exclusion du nom de cet autre individu si ce nom est mentionné avec les idées ou opinions;

i) son nom lorsque celui-ci est mentionné avec d'autres renseignements personnels les concernant ou lorsque la seule divulgation du nom révélerait des renseignements à son sujet;

étant entendu que, pour l'application des articles 7, 8 et 26, et de l'article 19 de la Loi sur l'accès à l'information, les renseignements personnels ne comprennent pas les renseignements concernant:

j) un cadre ou employé, actuel ou ancien, d'une institution fédérale et portant sur son poste ou ses fonctions, notamment:

- le fait même qu'il est ou a été employé par l'institution;
- son titre et les adresses et numéros de téléphone de son lieu de travail;
- la classification, l'éventail des salaires et les attributions de son poste;
- son nom lorsque celui-ci figure sur un document qu'il a établi au cours de son emploi;
- les idées et opinions personnelles qu'il a exprimées au cours de son emploi;

k) un individu qui a conclu un contrat de prestation de services avec une institution fédérale et portant sur la nature de la prestation, notamment les conditions du contrat, le nom de l'individu ainsi que les idées et opinions personnelles qu'il a exprimées au cours de la prestation;

l) des avantages financiers facultatifs, notamment la délivrance d'un permis ou d'une licence accordés à un individu, y compris le nom de celui-ci et la nature précise de ces avantages;

m) un individu décédé depuis plus de vingt ans.'

Fait à signaler, malgré la longueur de la définition, celle-ci n'est pas exhaustive. Elle a pour objet, entre autres, de fournir des exemples du type de renseignements considérés comme personnels et de préciser que l'expression doit être prise dans son sens large. Ainsi, les renseignements non mentionnés précisément dans la liste mais clairement visés dans la préambule, par exemple les renseignements concernant le mode de vie, le revenu ou le comportement sexuel d'un individu, doivent être considérés comme des renseignements personnels. La définition de ce terme est examinée à la section .1 de la partie III du chapitre 410.

Restrictions à la définition de 'renseignements personnels'

Les alinéas j), k), l) et m) de la définition apportent certaines restrictions au sens de l'expression 'renseignements personnels', dans les cas où une demande est faite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. L'alinéa m) précise une limite de temps au sujet du type de renseignements pour lesquels il est possible d'avoir recours à une exception en vertu de l'article 19. Lorsqu'un individu est mort depuis plus de vingt ans, les renseignements le concernant ne sont plus considérés comme des renseignements personnels pour l'application de l'article 19.

Les alinéas j), k) et l) excluent du sens donné à l'expression certains types de renseignements habituellement considérés comme des renseignements personnels, lorsqu'une demande est formulée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Ainsi, on ne peut avoir recours à une exception en vertu de l'article 19 dans le cas de renseignements concernant le poste ou les fonctions d'un employé du gouvernement (voir l'alinéa j)), de renseignements concernant les services fournis par un employé contractuel par une institution fédérale (voir l'alinéa k)), ou de renseignements concernant des avantages financiers discrétionnaires accordés à un individu (voir l'alinéa l)).

Les exceptions stipulées aux alinéas j), k) et l) précisent que indépendamment d'autres considérations, le public a le droit de connaître certains renseignements concernant les fonctionnaires, les employés contractuels par une institution fédérale et les bénéficiaires d'avantages discrétionnaires. Toutefois, les exceptions visées par ces alinéas devraient être prises au pied de la lettre puisqu'il s'agit d'exceptions au principe général selon lequel les renseignements personnels devraient être protégés en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Ainsi, les alinéas j) et k) devraient être interprétés comme s'appliquant aux renseignements factuels seulement. Il faut exclure aussi les évaluations du personnel et les autres évaluations subjectives du rendement d'une personne ou les rapports sur les mesures disciplinaires prises contre un employé ou un contractuel. A l'alinéa l), l'expression 'avantage financiers discrétionnaires' donne un autre sens aux types de baux et de permis visés par l'alinéa. Ainsi, ce dernier ne s'applique que si une personne touche un avantage financier direct du bail ou du permis.

Divulgation autorisée

Selon le paragraphe 19(2) de la Loi, une institution fédérale peut donner communication de documents contenant des renseignements personnels dans les cas où:

- a) l'individu qu'ils concernent y consent;
- b) le public y a accès; ou
- c) la communication est conforme à l'article 8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Cette disposition permet la divulgation de renseignements personnels dans certains cas, lorsqu'une personne a renoncé à son droit à la protection de renseignements personnels, que les renseignements en cause sont déjà connus du public (par exemple, l'adresse du Premier

ministre est 24, promenade Sussex) ou que la demande serait admissible aux fins d'une divulgation autorisée en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi sur la protection des renseignements. Elle permet aux institutions de répondre, à leur discrétion, à certaines demandes d'accès à des renseignements auxquelles elles ne pourraient autrement répondre étant donné la nature de l'exception visée. Il est toutefois important de noter que le paragraphe 19(2) n'établit pas un droit d'accès aux renseignements personnels dans certains cas. Il permet plutôt à une institution fédérale de décider elle-même si elle doit divulguer les renseignements personnels lorsque l'un des cas susmentionnés se présente, mais il ne l'oblige pas à le faire. Les cas où la divulgation est permise en vertu du paragraphe 19(2) sont identiques à ceux où les institutions fédérales peuvent divulguer des renseignements personnels conformément au code d'usage et de divulgation de la Loi sur la protection des renseignements personnels (articles 7 et 8). Ce code et les principes de base de son interprétation sont traités à la section .3 de la partie III du chapitre 410.

Avant de divulguer des renseignements personnels en vertu du paragraphe 19(2), les institutions fédérales doivent consulter les politiques concernant l'obtention du consentement, la détermination des cas où le public a accès aux renseignements personnels et la divulgation sous réserve de l'article 8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels énoncé à la partie III de ce chapitre.

Rapport avec les demandes de renseignements personnels en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En application de l'article 19, la Loi sur l'accès à l'information ne prévoit aucun cas de droit d'accès aux renseignements personnels même quand il s'agit de la personne touchée. Par conséquent, lorsqu'une personne veut obtenir des renseignements la concernant elle doit, habituellement, faire une demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, car c'est l'unique façon d'avoir accès à l'information.

Les institutions fédérales devraient s'assurer que les personnes ne tentent pas de contourner les exceptions à la Loi sur la protection des renseignements personnels qui ne sont pas prévues dans la Loi sur l'accès à l'information (exceptions concernant les rapports d'autorisations sécuritaires (article 23), les dossiers des détenus (article 24) et les dossiers médicaux (article 28)) en faisant des demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information pour obtenir des renseignements les concernant et en consentant à ce qu'ils soient divulgués. De plus, lorsqu'un individu consent à ce que les renseignements le concernant soient divulgués conformément à la demande présentée par un tiers en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, les institutions fédérales devraient examiner les renseignements attentivement afin de s'assurer qu'ils ne seraient pas protégés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels si l'individu touché présentait une demande en vertu de cette loi. (Les exceptions prévues dans la Loi sur la protection des renseignements personnels sont expliquées à la section .7 de la partie III du chapitre 410).

En principe, les institutions fédérales devraient insister pour qu'un individu qui demande accès à des renseignements le concernant formule sa demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Dans les cas où un tiers demande la communication de renseignements concernant un individu et où l'individu touché consent à ce que les renseignements soient divulgués, les institutions fédérales doivent examiner les renseignements attentivement pour s'assurer qu'ils ne sont pas protégés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels si l'individu touché a demandé d'avoir accès à ces renseignements.

.4.6.8 *Renseignements de tiers (article 20)*

L'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information traite de ce qu'on appelle les renseignements de tiers. Le terme 'tiers' est défini à l'article 3 de la Loi et signifie, dans le cas d'une demande de

communication d'un document en vertu de la Loi, 'toute personne, groupement ou organisation autre que l'auteur de la demande ou qu'une institution fédérale'. La définition de 'tiers' englobe donc les sociétés d'Etat fédérales et d'autres organisations gouvernementales qui ne sont pas assujetties à la Loi, par exemple, Air Canada. Les procédures visant à aviser des tiers que des renseignements les concernant ou qui pourraient toucher leurs intérêts seront divulgués figurent aux articles 28 et 29 de la Loi et sont expliquées en détail ci-après.

Un graphique de cheminement indiquant les décisions à prendre afin de déterminer si des renseignements de tiers doivent être divulgués paraît à l'appendice D.

Paragraphe 20(1)

Le paragraphe 20(1) de la Loi protège de façon obligatoire les renseignements financiers, commerciaux et scientifiques reçus de tiers ou les concernant. Le recours aux exceptions énoncées aux alinéas a) à d) du paragraphe 20(1) peut, dans certains cas, être touché par l'application des paragraphes 20(2), (5) ou (6). Chacun de ces paragraphes est expliqué ci-après.

Secrets industriels: alinéa 20(1)a)

Selon l'alinéa 20(1)a) de la Loi, une institution fédérale est tenue de refuser la communication d'un document contenant des secrets industriels de tiers, demandé en vertu de la Loi.

Il s'agit d'une exception obligatoire fondée sur un critère objectif.

Un 'secret industriel' constitue une notion juridique reconnue qui est en grande partie le résultat du droit jurisprudentiel. Voici les caractéristiques d'un secret industriel:

- il renferme de l'information;

- l'information doit être secrète dans un sens absolu ou relatif (c'est-à-dire qu'elle est connue d'une seule ou de quelques personnes seulement);
- le détenteur de l'information doit démontrer qu'il a agi dans l'intention de traiter l'information comme si elle était secrète;
- l'information doit avoir une application pratique dans le domaine industriel ou commercial;
- le détenteur doit avoir un intérêt (par exemple, un intérêt économique) digne d'être protégé par la loi.

Pour qu'un document fasse l'objet d'une telle exception, l'information qu'il contient doit satisfaire à tous les critères susmentionnés. Les résultats de recherches ou les idées abstraites qui ne peuvent faire l'objet d'une exemption à titre de secret industriel, mais le peuvent en vertu des alinéas 20(1)b) ou c).

Renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques de nature confidentielle; alinéa 20(1)b)

L'alinéa 20(1)b) de la Loi prévoit une exception obligatoire objective pour tout document qui renferme des renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques fournis à une institution fédérale par un tiers, qui sont de nature confidentielle et qui sont traités comme tels de façon constante par ce tiers.

Cette exception vise à protéger les renseignements de nature confidentielle fournis au gouvernement par une entreprise ou d'autres intérêts commerciaux, qu'ils aient été fournis en application d'une loi ou volontairement. L'exception vise à assurer le maintien, par le gouvernement de la confidentialité de ces renseignements, nonobstant la Loi sur l'accès à l'information.

Plusieurs conditions doivent être satisfaites avant l'application de cette exception:

- a) Les renseignements doivent être financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques

Il peut s'agir, par exemple, d'états des profits et pertes, de rapports des vérificateurs, de listes de clients, de dispositions relatives à l'octroi de permis, de formules, de design, de prototypes, de méthodes de production et de logiciel.

- b) Les renseignements doivent être de nature confidentielle

L'expression 'renseignements confidentiels' utilisée dans ce contexte constitue une notion juridique qui a été mise au point dans le droit jurisprudentiel anglo-canadien relatif aux poursuites pour abus de confiance. Elle s'applique à l'information qui a une valeur pour le détenteur et qui a été confiée à une autre personne dans des circonstances qui obligent cette dernière à la garder confidentielle. Cette obligation peut être prise en vertu d'un contrat, de façon expresse ou implicite, ou peut découler du lien entre les parties à qui les renseignements ont été fournis de les apprendre.

Fait à souligner, cette notion englobe bien sûr les renseignements constituant des secrets industriels. Toutefois, elle a un sens plus large que la notion de secret industriel en ce sens qu'il n'est pas nécessaire que les renseignements aient une application pratique dans le domaine industriel ou commercial. Il suffit que les renseignements confidentiels n'appartiennent pas au domaine public, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas connus du grand public ou ne puissent être fournis sur demande.

c) Les renseignements doivent avoir été fournis à l'institution fédérale par un 'tiers'

Cette exception s'applique donc uniquement aux renseignements fournis au gouvernement et non à ceux qui en émanent.

d) Les renseignements doivent toujours être traités de façon confidentielle par le tiers

Suivant la description ci-dessus, la notion de 'renseignements confidentiels' peut avoir un sens très large, étant donné qu'elle est fondée sur les liens établis entre les deux parties. Toutefois, compte tenu des limites prévues dans cet alinéa, l'obligation d'une institution fédérale de préserver la confidentialité de l'information ne s'appliquera qu'au tiers qui traite toujours les renseignements concernés de façon confidentielle.

Les institutions fédérales qui reçoivent des renseignements à titre confidentiel de tiers devraient s'assurer que ces renseignements sont désignés et étiquetés comme tels au moment de leur réception.
(Les directives et les lignes directrices concernant la collecte de l'information par les institutions fédérales figurent au chapitre 415 du Manuel de la politique administrative.) Le fait qu'un document soit désigné confidentiel ne garantit pas sa protection; chaque document doit faire l'objet d'un examen distinct afin de voir s'il renferme bel et bien des renseignements confidentiels et s'il est toujours traité de façon confidentielle. Les institutions fédérales exerceront un contrôle, lorsque la Loi sera promulguée sur les renseignements de tiers qui peuvent être considérés comme étant des renseignements confidentiels.

Afin d'assurer la protection de renseignements exigeant un traitement confidentiel, en cas de doute quant au statut des renseignements reçus avant la promulgation de la Loi, les institutions fédérales sont tenues de consulter le ou les tiers concernés dès la réception d'une demande de communication, afin de déterminer si les renseignements sont confidentiels ou non.

Toutes les copies des renseignements reçus à titre confidentiel doivent être protégées de la même façon. Lorsque les ministères et les organismes fédéraux transmettent des copies de ces renseignements à d'autres institutions fédérales, *ces dernières ne doivent pas communiquer les renseignements qu'elles jugent avoir reçus à titre confidentiel sans consulter l'institution fédérale qui les leur a fournis*.

Pertes ou profits financiers ou préjudice à la compétitivité d'un tiers:
alinéa 20(1)c)

En vertu de l'alinéa 20(1)c) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de documents demandés en vertu de la Loi qui renferment des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou des profits financiers appréciables à un tiers à sa compétitivité.

C'est une exception obligatoire fondée sur un critère subjectif. Cet alinéa s'applique à la divulgation de renseignements fournis par un tiers ou le concernant ou qui risqueraient vraisemblablement de le toucher comme il y est indiqué. Avant de protéger les renseignements, l'institution fédérale doit être convaincue qu'il y a risque 1) de perte financière appréciable pour un tiers, 2) de profit financier appréciable pour un tiers ou 3) de préjudice à la compétitivité d'un tiers. Ces expressions ne sont pas définies dans la Loi, mais le terme 'matériel', par exemple, doit avoir le sens de 'appréciable', 'important'.

Comme à l'alinéa d), le nombre de tiers qui risquent d'être touchés par la divulgation de renseignements peut être assez élevé. Les renseignements contenus dans le document devraient servir à déterminer les tiers qui risquent d'être directement touchés par la divulgation, et cet alinéa devrait s'appliquer exclusivement à eux.

Voici quelques exemples des catégories de renseignements qui peuvent faire l'objet d'une exception en vertu de cet alinéa si les torts précisés dans l'exception risquent vraisemblablement de se produire:

- renseignements relatifs au potentiel en ressources d'une société en particulier;
- évaluations économiques de nature confidentielle d'une société, telles que celles présentées à des organismes de réglementation;
- rapports devant être présentés au gouvernement par des fabricants, par exemple les rapports relatifs à des problèmes de conception qui entraînent le rappel de certaines automobiles.

Négociations menées en vue de contrats ou à d'autres fins:
alinéa 20(1)d)

En vertu de l'alinéa 20(1)d) de la Loi, une institution fédérale est tenue de refuser la communication de tout document demandé en vertu de la Loi qui renferme des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver des négociations menées par un tiers en vue de contrats ou à d'autres fins.

Il s'agit d'une exception obligatoire fondée sur un critère subjectif qui s'applique aux renseignements dont la divulgation risque vraisemblablement de nuire à un tiers, qui qu'il soit. La nature du préjudice causé est explicite. En appliquant un critère subjectif, les institutions fédérales doivent déterminer si la divulgation du ou des documents demandés risquerait vraisemblablement de nuire à la capacité d'un tiers (susceptible d'être touché directement par la divulgation) de négocier dans un milieu libre de tout préjudice, que la partie concernée soit ou non la source de l'information.

Essais de produits et essais environnementaux: paragraphes 20(2); (3)
et (4)

En vertu du paragraphe 20(2), une institution fédérale n'est pas autorisée à refuser, conformément au paragraphe 20(1), la communication de la partie d'un document qui donne les résultats d'essais de produits ou d'essais environnementaux effectués par une

institution fédérale ou pour son compte. Ainsi, même si un document est protégé en vertu du paragraphe (1), une institution fédérale n'est pas autorisée à invoquer une exception en vertu du paragraphe 20(1) pour toute partie de document qui renferme les résultats d'essais de produits ou d'essais environnementaux effectués par une institution fédérale ou pour son compte.

Toutefois, si les essais effectués constituent un service rendu à titre onéreux à une personne, un groupement ou une organisation autre qu'une institution fédérale, le paragraphe 20(2) ne s'applique pas. La disposition ne s'applique pas, par exemple, aux essais de produits effectués par le Conseil national de recherches à des fins commerciales. Elle ne s'applique pas non plus aux essais effectués par un tiers et soumis à une institution fédérale à titre volontaire ou obligatoire.

Les institutions fédérales devraient noter que seule la partie du document traitant des résultats des essais est assujettie à ce paragraphe et devrait être prélevée du reste du document.

En vertu du paragraphe 20(4), les résultats d'essais de produits ou d'essais environnementaux ne comprennent pas les résultats d'essais préliminaires qui ont pour objet la mise au point de méthodes d'essais.

Lorsque les résultats d'essais de produits et d'essais environnementaux sont communiqués en vertu du paragraphe (2), l'institution fédérale est tenue, conformément au paragraphe 20(3), de fournir à l'auteur de la demande une note explicative écrite des méthodes d'essais utilisées, et ce, afin d'assurer que les résultats des essais, lesquels pourraient induire en erreur s'ils étaient communiqués tels quels, sont bien expliqués.

La divulgation conformément au paragraphe 20(2) est assujettie à la procédure de notification des tiers (voir la sous-section .4.6.9 de cette partie). Il y a lieu de signaler toutefois que les observations présentées par des tiers à la suite de la réception d'un avis d'intention de divulguer des résultats d'essais se limitent à savoir si les renseignements en question constituent des résultats d'essais

effectués par l'institution fédérale ou pour son compte, mais non en tant que service rendu à titre onéreux à une personne, un groupement ou une organisation autre qu'une institution fédérale.

Communication autorisée

a) Consentement: paragraphe 20(5)

Les renseignements visés au paragraphe 20(1) peuvent être communiqués si le tiers que les renseignements concernent y consent, conformément au paragraphe 20(5). Par un tel consentement, le tiers est réputé avoir renoncé à être avisé de la divulgation prévue, conformément au paragraphe 28(2).

Cette disposition vise à éviter les situations où l'institution serait tenue de ne pas divulguer un document même si le tiers y a consenti. L'institution fédérale peut obtenir le consentement du tiers au moment de la présentation des documents, au cours d'une consultation officieuse, ou en réponse à l'avis d'intention de divulguer. *Les institutions fédérales sont tenues d'obtenir par écrit le consentement du tiers en ce qui concerne la communication des renseignements dont il est question au paragraphe 20(1).*

b) Intérêt public: paragraphe 20(6)

Les institutions fédérales peuvent communiquer tout document contenant les renseignements visés aux alinéas 20(1)b), c) ou d) pour des raisons d'intérêt public concernant la santé et la sécurité publiques ou la protection de l'environnement. Les secrets industriels ne peuvent toutefois pas être divulgués en vertu de ce paragraphe.

La communication d'un document est autorisée en vertu du paragraphe 20(6) si l'institution fédérale détermine que l'intérêt public l'emporte sans aucun doute sur tout risque de perte ou de profit financier, d'atteinte à la compétitivité d'un tiers ou d'entrave aux négociations qu'il mène en vue de contrats ou à d'autres fins.

La divulgation dans l'intérêt public est discrétionnaire et par conséquent les institutions fédérales doivent peser avec soin l'intérêt public dans la divulgation par rapport à la nature et à la portée du préjudice qu'elle risque de causer au tiers à la suite de la divulgation prévue. De façon à donner aux tiers la possibilité d'expliquer le tort qui pourrait leur être causé si les renseignements étaient divulgués ou de présenter leurs arguments s'ils estiment que les renseignements à divulguer renferment un secret industriel, les procédures de notification décrites à la section .4.6.9 doivent être suivies.

La divulgation discrétionnaire dans l'intérêt public l'emporte sur toutes les exceptions obligatoires visant des renseignements de tiers autres que des secrets industriels.

Recours à une exception en vertu de l'article 20

En cas de recours à une exception en vertu de l'article 20, les institutions fédérales doivent préciser le paragraphe ou l'alinéa sur lequel se fonde le recours.

.4.6.9 *Intervention de tiers*

Articles 28, 29, 33, 35(2)c), 43 et 44.

La Loi sur l'accès à l'information comprend des dispositions qui:

- obligent les institutions fédérales à aviser les tiers au sujet desquels elles détiennent des renseignements avant la communication de ces renseignements en vertu de la Loi;
- offrent à ces tiers le droit de présenter à l'institution fédérale, au Commissaire à l'information et aux tribunaux les raisons pour lesquelles ces renseignements ne devraient pas être communiqués.

Ces dispositions doivent être respectées:

a) lorsqu'une institution fédérale compte communiquer un document qui renferme les renseignements visés au paragraphe 20(1) à la suite d'une demande formulée en vertu de la Loi;

b) lorsque le Commissaire à l'information compte recommander que ces renseignements soient communiqués; ou lorsque ces renseignements font l'objet de poursuites engagées en vertu de la Loi. Les procédures que doit respecter une institution fédérale et les droits accordés au tiers sont expliqués par étape ci-après.

En vertu du paragraphe 28(1), les droits de notification et d'intervention de tiers prévus par la Loi s'appliquent lorsqu'un document contenant des renseignements visés au paragraphe 20(1) doit être communiqué en vertu du paragraphe 20(2) ou 20(6) de la Loi. La procédure de notification n'est toutefois pas nécessaire lorsque la communication est faite en vertu du paragraphe 20(5), c'est-à-dire lorsque le tiers y a consenti (paragraphe 28(2)).

Les institutions fédérales sont invitées à communiquer avec le tiers de façon non officielle si, au cours de la révision initiale du document demandé, ils ont des doutes quant à l'application du paragraphe 20(1).

Un graphique de cheminement illustrant les processus de notification et d'intervention figure à l'appendice E.

1. Etape initiale de la prise de décisions (article 28)

Les droits de notification et d'intervention de tiers peuvent être invoqués en vertu de l'article 28 lorsque le responsable d'une institution fédérale propose de communiquer un document qui, à son avis, renferme les renseignements visés au paragraphe 20(1). Toutefois, il y a lieu de signaler que l'obligation d'aviser le tiers ne s'applique que lorsqu'une décision préliminaire de communiquer les renseignements a été

prise. Si l'institution compte avoir recours à une exception en ce qui concerne les renseignements de tiers visés au paragraphe 20(1), elle n'est pas tenue d'aviser le tiers en vertu de l'article 28.

a) Exigences relatives à la notification. Aux termes du paragraphe 28(1), une institution fédérale qui a l'intention de donner communication d'un document susceptible de contenir les renseignements visés au paragraphe 20(1) est tenue de donner au tiers qui détient les renseignements, qui les a fournis ou qui serait vraisemblablement touché par leur divulgation conformément aux alinéas 20(1)c) ou d):

- un avis écrit de la communication envisagée;
- dans les 30 jours suivant la réception de la demande, s'il est possible de le joindre sans problème sérieux.

L'avis devrait être envoyé par courrier recommandé à la dernière adresse postale connue du tiers.

En règle générale, lorsque le document susceptible d'être communiqué contient des secrets industriels d'un tiers (alinéa 20(1)a)) ou des renseignements confidentiels fournis par un tiers (alinéa 20(1)b)), seul un tiers sera concerné et il sera facile à identifier. Par contre, lorsque la divulgation d'un document risque vraisemblablement de toucher un tiers conformément aux alinéas 20(1)c) ou d), des tiers autres que la source de l'information peuvent être concernés. Selon le paragraphe 28(1), tous ces tiers doivent être avisés de la communication prévue.

b) Renonciation aux droits de notification. En vertu du paragraphe 28(2), un tiers peut renoncer à son droit d'être avisé d'une communication en vertu du paragraphe 28(1) soit au moment où les renseignements ont été obtenus, soit par la suite. Tout consentement à la communication du document est réputé équivalent à une renonciation à l'avis. Ainsi, les droits de notification des tiers ne s'appliqueront pas à une communication faite en vertu du paragraphe 20(5). *Les

institutions fédérales sont tenues d'obtenir des tiers, par écrit, la renonciation à l'avis ou le consentement à la divulgation.*

c) Contenu de l'avis. Selon le paragraphe 28(3), l'avis envoyé au tiers doit contenir les éléments suivants:

- la mention de l'intention de l'institution fédérale de donner communication totale ou partielle du document susceptible de contenir les renseignements visés au paragraphe 20(1);
- la désignation du contenu total ou partiel du document qui appartient au tiers, a été fourni par lui ou le concerne;
- la mention du droit du tiers de présenter à l'institution fédérale, dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis, ses observations quant aux raisons qui justifieraient un refus de communication totale ou partielle (voir la lettre type A à l'appendice D).

d) Prorogation du délai. En vertu du paragraphe 28(4), le délai de 30 jours prévu à l'article 7 pour répondre à une demande de communication peut être prorogé en vertu de l'article 9 de la Loi lorsque l'obligation d'aviser le tiers conformément à l'article 28 est invoquée. Les procédures concernant la prorogation des délais en vertu de l'article 9 s'appliquent à une prorogation accordée en raison du besoin d'aviser un tiers (voir la section .2.3 de cette partie).

e) Observations d'un tiers. En vertu de l'alinéa 28(5)a), une institution fédérale est tenue de donner au tiers qui a reçu un avis d'intention de communiquer en vertu de l'article 28 la possibilité de lui présenter, dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis, des observations sur les raisons qui justifieraient un refus de communication

totale ou partielle du document. Ces observations doivent être faites par écrit à moins que l'institution fédérale n'en décide autrement (paragraphe 28(6)).

Si le tiers ne répond pas à l'avis dans le délai imparti, l'institution fédérale devrait tenter, dans une mesure raisonnable, de communiquer avec le tiers afin de déterminer s'il a présenté ou compte présenter des observations.

f) Décision à la suite de la réception d'observations de tiers. (Alinéa 28(5)b) et paragraphes 28(7) et (8)). Une institution fédérale doit prendre sa décision définitive quant à la communication totale ou partielle du document dans les 30 jours suivant la transmission de l'avis aux tiers (alinéa 28(5)b)) et après avoir donné au tiers la possibilité de présenter des observations. Puisque les observations des tiers doivent être reçues dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis, l'institution fédérale disposera habituellement de 10 jours pour prendre une décision quant à la communication du document. Le tiers doit être avisé de la décision dans le délai de 30 jours.

- Décision de donner communication d'un document. (Paragraphes 28(7) et (8)). Lorsqu'une institution fédérale décide de communiquer un document, en totalité ou en partie, après avoir reçu les observations du tiers, l'avis transmis au tiers doit contenir les éléments suivants:
 - la mention du droit du tiers d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance en vertu de l'article 44;
 - la mention qu'à défaut de l'exercice du recours en révision (paragraphe 28(7)), la personne qui a fait la demande recevra communication totale ou partielle du document dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis (voir la lettre type C à l'appendice D).

Dans une telle situation, l'institution fédérale ne communiquera pas le document avant l'expiration du délai de 20 jours accordé au tiers pour exercer un recours devant la Cour fédérale. Toutefois, si le tiers n'exerce pas un tel recours, le document sera communiqué dès l'expiration du délai de 20 jours (paragraphe 28(8)).

- Décision de protéger le document. (Alinéas 7b) et 28(5)b)). Lorsqu'une institution fédérale décide de refuser la communication totale ou partielle d'un document à la suite de la réception des observations des observations d'un tiers, un avis de la décision prise sera transmis dans les 30 jours au tiers concerné (alinéa 28(5)b)) et à la personne qui a demandé communication du document (alinéa 7a)) (voir la sous-section .2.4.4 de cette partie et la lettre type E à l'annexe D).

2. Recours auprès du Commissaire à l'information (article 33 et alinéa 35(2)c))

a) Avis donné au Commissaire à l'information par une institution fédérale. Lorsqu'une institution fédérale invoque une exception en vertu du paragraphe 20(1) à l'égard d'un document demandé en vertu de la Loi et que l'auteur de la demande dépose une plainte auprès du Commissaire à l'information au sujet du refus de communiquer le document, l'institution fédérale est tenue de donner au Commissaire à l'information le nom de tout tiers qu'elle aurait avisé si elle avait eu l'intention de communiquer le document (article 33).

b) Avis donné à un tiers par le Commissaire à l'information. Si, à la suite d'une enquête menée en vertu de la Loi, le Commissaire à l'information compte recommander à une

institution fédérale la communication totale ou partielle d'un document qui pourrait contenir des renseignements visés au paragraphe 20(1), le Commissaire est tenu d'en aviser le tiers concerné et, si on peut le joindre, de lui donner la possibilité de présenter ses observations au Commissaire (alinéa 35(2)c).

3. Suite à l'examen d'une recommandation du Commissaire à l'information (article 29)

Lorsque, à la suite de l'examen d'une recommandation formulée par le Commissaire à l'information, une institution fédérale décide de communiquer, en totalité ou en partie, un document qui, selon elle, contient des renseignements dont il est question au paragraphe 20(1), l'institution fédérale est tenue, en vertu de l'article 29, d'aviser:

- le tiers à qui elle a donné l'avis prévu au paragraphe 28(1) au moment de sa demande ou à qui elle l'aurait donné si elle avait eu l'intention de communiquer le document. Il s'agit ici du tiers à qui appartiennent les renseignements, qui a présenté les renseignements à une institution fédérale ou qui risque vraisemblablement d'être touché par la décision de communiquer le document d'une façon décrite aux alinéas 20(1)c) ou d). L'avis doit contenir la mention du droit du tiers d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance en vertu de l'article 44, dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis (voir la lettre type H à l'appendice D);
- la personne qui a demandé le document de la décision de donner communication du document. L'avis doit contenir la mention que, si le tiers ne se prévaut pas de son droit de recours en révision devant la Cour fédérale dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis, la personne qui a demandé le document y aura accès (voir la lettre type F à l'appendice D).

L'institution fédérale ne communiquera pas les renseignements avant l'expiration du délai de 20 jours accordé au tiers pour exercer un recours devant la Cour fédérale. Si le tiers n'exerce pas son droit pendant cette période, l'institution fédérale communiquera le document à l'auteur de la demande dès l'expiration de la période de 20 jours. Les institutions fédérales seront avisées par la Cour fédérale quand un tiers exerce un recours devant la Cour fédérale. Néanmoins, pour assurer qu'il n'y a aucune divulgation quand un tiers exerce un recours mais l'avis n'arrive pas dans le délai prescrit, (les institutions fédérales devraient confirmer, par l'entremise de leur conseiller juridique, qu'aucun recours n'avait été exercé).

4. Recours devant la Cour fédérale (articles 43 et 44)

a) Il y a lieu d'aviser les parties concernées dans les circonstances suivantes:

- Recours exercé par l'auteur de la demande ou le Commissaire à l'information (article 43)

Lorsqu'une institution fédérale refuse la communication d'un document en invoquant l'exception visée au paragraphe 20(1) et que la personne qui a demandé l'accès au document ou le Commissaire à l'information exerce un recours devant la Cour fédérale - Division de première instance en vertu des articles 41 ou 42, l'institution fédérale est tenue, en vertu du paragraphe 43(1), d'en aviser par écrit le tiers à qui elle avait donné l'avis prévu au paragraphe 28(1) ou à qui elle l'aurait donné si elle avait eu l'intention de donner communication du document (voir la lettre type J à l'appendice D). Aux termes du paragraphe 43(2), le tiers peut comparaître comme partie à l'instance.

- Recours exercé par le tiers (article 44)

Un tiers qui a reçu l'avis d'une institution fédérale de son intention de donner communication d'un document

conformément à l'alinéa 28(5)b) ou au paragraphe 29(1) peut, dans les 20 jours suivant la transmission de l'avis, exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance.

Lorsqu'une institution fédérale est avisée qu'un tiers a exercé un recours en vertu de l'article 44, elle est tenue, en vertu du paragraphe 44(2)), d'en aviser immédiatement, par écrit, la personne qui a demandé l'accès au document (voir la lettre type K à l'appendice D). L'auteur de la demande a le droit de comparaître comme partie à l'instance (paragraphe 44(3)).

b) Ordonnances de la Cour (articles 49 et 51). Lorsque la Cour fédérale - Division de première instance examine la nature des renseignements de tiers lors de procédures engagées en vertu de la Loi, elle ordonne la communication des renseignements si elle juge qu'ils ne font pas l'objet d'une exception en vertu de l'article 20 (article 49). Si elle juge que le document contient des renseignements visés au paragraphe 20(1) et que les paragraphes 20(2), (5) ou (6) n'annulent pas la nature obligatoire de l'exception visée au paragraphe 20(1), elle ordonne à l'institution fédérale de ne pas donner communication du document (article 51).

.4.6.10 *Avis (article 21)*

Le paragraphe 21(1) de la Loi sur l'accès à l'information présente une exception objective discrétionnaire. Cette exception protège certaines catégories de renseignements concernant les processus décisionnels internes du gouvernement dont la divulgation nuirait aux activités des institutions fédérales. Elle ne vise donc que les documents datés de moins de vingt ans lors de la demande.

a) Avis et recommandations

Conformément à l'alinéa 21(1)a), une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des avis ou recommandations élaborés par ou pour une institution fédérale ou un ministre de la Couronne.

Cette exception discrétionnaire englobe en tant que catégorie tous les types d'avis et de recommandations offerts à tous les niveaux des institutions fédérales.

Le processus décisionnel est protégé afin d'assurer la prestation franche des avis et des recommandations. Cette protection vise à maintenir la responsabilité au sein des institutions fédérales de sorte que les fonctionnaires donnent des avis et fassent de recommandations avec le plus grand discernement et que les cadres supérieurs soient libres de les suivre ou de les rejeter.

Il arrive évidemment que les termes 'avis' et 'recommandations' se recoupent dans leur acception, tels qu'ils sont utilisés dans le libellé de l'exception: les recommandations sont de nature officielle et visent des lignes de conduite, habituellement bien précises, concernant principalement la prise de décisions particulières; par ailleurs, les avis constituent des suggestions moins officielles quant aux méthodes ou aux lignes de conduite à adopter. L'exception s'applique aux avis et recommandations élaborés par des fonctionnaires à tous les niveaux d'une institution fédérale et par les ministres de la Couronne. Elle s'applique aussi à des renseignements semblables préparés pour un ministre par son personnel.

Cette exemption, qui englobe les avis et les recommandations en tant que catégorie de renseignements, repose sur le principe selon lequel la divulgation de tels renseignements entraverait probablement le processus décisionnel du gouvernement. Compte tenu de la nature de nombreux avis et recommandations, la divulgation de tels renseignements peut causer de graves dommages aux processus internes du gouvernement pour l'obtention d'avis et de recommandations. Elle peut nuire à la franchise des avis et des recommandations et empêcher la résolution

objective de problèmes complexes. De tels renseignements devraient donc être protégés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de risque de préjudice ou de tort.

Toutefois, bien qu'il soit possible qu'une exception s'applique à ces renseignements en vertu d'une autre disposition de la Loi sur l'accès à l'information, l'exception dont il est question à l'alinéa 21(1)a ne devrait pas, normalement, s'appliquer aux types de renseignements suivants:

- les lignes directrices établies en vue d'aider les fonctionnaires des institutions fédérales à interpréter les lois ou à exercer le pouvoir discrétionnaire qui leur est conféré en vertu d'une loi du Parlement. Ainsi, l'exception ne s'appliquerait pas aux directives et lignes directrices établies dans ce guide ou au guide rédigé par le ministère de la Justice pour aider les avocats à interpréter la Charte des droits et libertés;
- les renseignements factuels.

b) Consultations ou délibérations

Conformément à l'alinéa 21(1)b), une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des comptes rendus de consultations ou de délibérations concernant des cadres ou des employés d'une institution fédérale, un ministre de la Couronne ou le personnel de celui-ci.

Cette exception discrétionnaire vise à protéger en tant que catégorie les comptes rendus de consultations ou de délibérations concernant des cadres, des ministres ou le personnel de ceux-ci. Son objet principal est de permettre un échange d'opinions franc entre ces personnes. Les comptes rendus de réunions, les notes de service et les lettres renfermant des renseignements sur des consultations ou délibérations du genre susmentionné, par exemple, appartiendraient à cette catégorie de documents.

c) Négociations

Conformément à l'alinéa 21(1)c), une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des projets préparés ou des renseignements portant sur des positions envisagées dans le cadre de négociations menées ou à mener par le gouvernement du Canada ou en son nom, ainsi que des renseignements portant sur les considérations qui y sont liées.

Cette exception discrétionnaire protège, en tant que catégorie de renseignements, les stratégies et les tactiques utilisées ou envisagées par les institutions fédérales dans le cadre de négociations. Les 'plans et les positions' concernent les renseignements susceptibles d'être utilisés au cours des négociations. Les 'considérations' sont d'une portée un peu plus générale; elles englobent les renseignements concernant les facteurs à considérer lors de l'établissement d'une position ou d'un plan précis de négociation. Il pourrait s'agir, par exemple, du mandat et des solutions de rechange établis par les négociateurs gouvernementaux dans le cadre de négociations concernant des contrats de travail et des marchés financiers et commerciaux. L'exception ne s'applique toutefois pas aux négociations entre institutions fédérales.

d) Projets relatifs à la gestion du personnel ou à l'administration

Conformément à l'alinéa 21(1)d), une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des projets relatifs à la gestion du personnel ou à l'administration d'une institution fédérale et qui n'ont pas encore été mis en oeuvre.

Cette partie de l'exception protège en tant que catégorie de renseignements les projets concernant la gestion interne des institutions fédérales, y compris les projets concernant la réinstallation ou la réorganisation des institutions fédérales. Cette disposition est temporaire dans le cas des projets mis en oeuvre. Aussitôt qu'un projet s'est concrétisé, les renseignements le concernant

ne peuvent plus être protégés en vertu de cette exception. Il faut toutefois signaler que bien qu'il faille divulguer le projet final, il n'est pas nécessaire de divulguer les options envisagées avant la prise de décisions. Les projets qui ne sont jamais mis en oeuvre peuvent être protégés pendant vingt ans conformément à ce paragraphe dans les cas où la divulgation de ces renseignements risquerait de nuire à l'efficacité des activités de l'institution.

Pouvoir discrétionnaire de déroger à l'exception

Le paragraphe 21(1) de la Loi sur l'accès à l'information constitue une exception fondée sur un critère objectif. La marge d'autonomie qu'il laisse vise à rendre moins rigide l'exception fondée sur un critère objectif et à permettre la divulgation de documents qui pourraient techniquement être visés par l'exception mais dont la communication ne causerait ni préjudice ni tort. Les institutions fédérales ne doivent avoir recours à cette exception qu'en cas de nécessité. Elles sont donc tenues de procéder en deux étapes:

- a) déterminer si les renseignements demandés appartiennent à l'une ou l'autre des catégories d'avis visées par l'exception;
- b) dans l'affirmative, déterminer si la divulgation de ces renseignements nuirait aux processus internes concernés.

Le risque de préjudice ou de tort visé par l'exception concernant les avis devrait être déterminé d'après l'incidence de la divulgation sur le processus décisionnel interne que devront suivre les institutions dans l'avenir, en pareils cas. Le fait de divulguer ces renseignements rendrait-il les avis ou les recommandations moins sincères et moins détaillés; les consultations ou délibérations moins franches; le gouvernement incapable d'établir et de suivre des stratégies et des tactiques pour les négociations présentes ou futures; ou minerait-il la capacité de l'institution d'effectuer la planification

du personnel ou de l'administration? Ces questions restent sans réponse si l'on ignore le contenu précis des avis, recommandations, comptes rendus, positions ou projets demandés, les procédures qui font partie du processus décisionnel et la nature délicate des renseignements demandés. Les institutions devraient tenir compte des incidences de la divulgation des renseignements sur toutes les étapes du processus décisionnel et non seulement sur les intérêts immédiats visés par les renseignements eux-mêmes.

Restrictions concernant les exceptions

Conformément à l'alinéa 21(2)a) de la Loi sur l'accès à l'information, le paragraphe 21(1) ne s'applique pas aux documents qui contiennent le compte rendu ou la justification d'une décision prise en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une déclaration qui concerne les droits de la personne.

En vertu de cet alinéa, dans certains cas, le texte des décisions et les justifications ne sont pas visés par l'exception concernant les avis. Les décisions concernées sont de deux types: premièrement, les décisions prises dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, par exemple l'attribution d'une subvention ou le financement d'un projet par le gouvernement; deuxièmement, celles prises dans l'exercice d'un pouvoir d'arbitrage comme les appels concernant les impôts, le rajustement de l'assurance-chômage ou les griefs relatifs au personnel. Dans ces types de décisions, l'exercice du pouvoir discrétionnaire doit concerner les droits de la personne. L'exclusion s'applique seulement à la décision même et aux raisons qui la justifient mais non aux renseignements concernant le processus et les observations qui y ont mené.

Conformément à l'alinéa 21(2)b) de la Loi sur l'accès à l'information, le paragraphe 21(1) ne s'applique pas dans le cas d'un document qui contient un rapport établi par un expert ou un conseiller à un moment où il n'appartenait pas au personnel d'une institution fédérale ni d'un ministre de la Couronne.

Cet alinéa exclut du champ d'application de l'exception concernant les avis les rapports établis par des consultants ou des experts qui ne sont pas employés du gouvernement du Canada, ni d'un ministre.

Ces rapports ne sont pas protégés étant donné que ces personnes ou entreprises sont engagés à contrat pour travailler hors du processus gouvernemental habituel et touchent des honoraires pour leur travail.

Précision concernant l'exception en vertu de l'article 21

Les institutions fédérales qui demandent une exception doivent préciser l'alinéa de l'article 21 en vertu duquel l'exception est demandée.

.4.6.11 *Examens et vérifications (article 22)*

En vertu de l'article 22 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser de communiquer des documents contenant des renseignements concernant les procédures ou techniques d'examen ou de vérification ou les détails de vérifications ou d'examens précis à effectuer si la divulgation de ces renseignements risque de compromettre l'utilisation ou le résultat de certains examens ou vérifications.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire qui vise à protéger les procédures et techniques d'examen et de vérification et les détails concernant des vérifications ou des examens précis sur le point d'être effectués lorsque la divulgation de ces renseignements risque de nuire aux activités. Le préjudice est fondé sur l'utilisation ou les résultats d'un examen ou d'une vérification en particulier. En d'autres termes, les renseignements sont protégés lorsque leur divulgation nuirait à l'utilisation d'examens ou de vérifications semblables dans le futur ou peut entraîner l'invalidation des résultats de certains examens et de certaines vérifications sur le point d'être effectués.

Les termes 'examen' et 'vérification' doivent être interprétés dans leur sens large; ils englobent un vaste éventail d'activités effectuées par le gouvernement fédéral dans ses institutions et dans le secteur privé (par exemple, examen de l'environnement, examen des connaissances linguistiques, vérifications du personnel, vérifications financières, etc...). L'exception vise les examens et les vérifications effectués par des institutions fédérales, des conseillers et des entrepreneurs. Cet article ne prévoit pas d'exceptions pour les résultats des examens ou vérifications. (Les institutions fédérales ne devraient pas protéger les renseignements concernant les vérifications ou les examens antérieurs à moins qu'il ne faille utiliser les mêmes procédures à l'avenir.) La sous-section .4.6.8 'Renseignements de tiers', contient des détails supplémentaires sur la communication des résultats des examens de l'environnement et des mises à l'essai de produits.

.4.6.12 *Secret professionnel des avocats (article 23)*

Conformément à l'article 23 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements protégés par le secret professionnel qui lie un avocat à son client.

Cette exception discrétionnaire vise à assurer aux communications entre une institution fédérale et ses avocats la même protection que celle accordée aux conseils juridiques dans le secteur privé. Les documents préparés par ou pour l'avocat expressément pour fournir des conseils ou présenter un cas en cour sont aussi protégés en vertu du secret professionnel.

(Les institutions fédérales devraient consulter leur conseiller juridique avant d'invoquer le secret professionnel des avocats, afin de déterminer si le renseignement doit être protégé par le secret professionnel, et aussi avant de divulguer de tels renseignements, afin de déterminer si la divulgation risquerait de nuire aux procédures ou aux situations juridiques du gouvernement.) Plus précisément, elle devraient avoir recours à l'exception lorsque la divulgation des renseignements risque de:

- a) compromettre le processus habituel de signification des défenses dans les cas actuellement devant les tribunaux;
- b) porter préjudice à la situation juridique du gouvernement dans les négociations ou dans les litiges déjà devant les tribunaux ou qui y seront portés plus tard;
- c) empêcher les institutions fédérales de communiquer en tout temps et franchement avec leurs conseillers juridiques.

.4.6.13 *Interdictions fondées sur d'autres lois (article 24)*

Conformément au paragraphe 24(1) de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale est tenue de refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la communication est restreindre en vertu d'une disposition figurant à l'annexe II de la Loi (voir appendice A).

Il s'agit d'une exception obligatoire qui englobe, dans le cadre de la Loi sur l'accès à l'information, les interdictions stipulées dans d'autres lois et énumérées à l'annexe II. Lorsqu'une institution fédérale a recours à une exception en vertu de l'article 24, elle doit déterminer si les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui sont protégés en vertu de la disposition de la loi en cause.

La Loi sur l'accès à l'information à la préséance sur toutes les autres interdictions concernant la divulgation des renseignements qui existent dans les lois ou règlements fédéraux autres que ceux énumérés dans l'annexe II de la Loi. Ainsi, si les renseignements protégés en vertu d'autres interdictions fondées sur d'autres lois doivent être protégés en vertu d'une demande formulée aux termes de la Loi sur l'accès à l'information, ils doivent être considérés comme faisant partie d'une des autres exceptions de cette loi. Cette interprétation est attribuable au fait que la Loi sur l'accès à l'information est une loi générale qui s'applique indépendamment du fait que la disposition d'interdiction ait été décrétée avant ou après son adoption.

Le paragraphe 24(2) prévoit un examen de ces interdictions par le comité parlementaire désigné en vertu de l'article 75 de la Loi. Ce comité doit déposer dans les trois ans qui suivent un rapport portant sur la nécessité de ces dispositions ou sur la mesure dans laquelle elles doivent être conservées.

.4.6.14 *Publication (article 26)*

Conformément à l'article 26 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication totale ou partielle d'un document s'il est fondé à croire que le contenu du document sera publié en tout ou en partie par une institution fédérale, un mandataire du gouvernement du Canada ou un ministre de la Couronne dans les 90 jours suivant la demande ou dans tel délai supérieur entraîné par les contraintes de l'impression ou de la traduction en vue de l'impression.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire en vertu de laquelle les institutions fédérales peuvent conserver un certain contrôle sur les manuscrits et les autres documents pour lesquels elles peuvent vouloir bénéficier de droits prioritaires de publication. La disposition ne fait que retarder la communication des renseignements jusqu'à leur publication. L'exception vise aussi les types de documents gouvernementaux qui doivent être publiés et déposés au Parlement. Elle protège le droit du Parlement d'être le premier à prendre connaissance de certaines questions et assure que les renseignements qui doivent être rendus publics seront à la disposition de tous en même temps et dans les deux langues officielles.

Pour qu'un document soit visé par cette exception, le responsable d'une institution doit être 'fondé à croire' que le document demandé sera publié dans les 90 jours suivant la demande ou dans tel délai supérieur nécessité par la traduction et l'impression. Le responsable sera 'fondé à croire' s'il doit se conformer à une obligation juridique de publier le document ou si un plan de publication contenant des dates limites a été établi avant qu'il reçoive la demande. Il doit s'agir d'une publication d'un ministre de la Couronne ou encore

d'un institution fédérale ou d'un mandataire agissant pour le compte du gouvernement conformément à un contrat. Une publication du secteur privé ne pourrait être visée par cette exception.

La disposition ne vise qu'à assurer une protection à court terme et est fondée sur des délais normaux et raisonnables de publication. *En cas de doute quant à la publication du document dans un délai raisonnable après les 90 jours, les institutions doivent communiquer les renseignements à la personne qui les demande.*

.4.6.15 *Disposition transitoire (article 27)*

Conformément à l'article 27 de la Loi sur l'accès à l'information, une institution fédérale peut refuser la communication de documents:

- a) pendant la première année suivant l'entrée en vigueur de la présente Loi, dans le cas de documents datés de plus de trois ans avant __ 1983;
- b) pendant la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la présente Loi, dans le cas de documents datés de plus de cinq ans avant __ 1983;
- c) pendant la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la présente Loi, dans le cas de documents datés de plus de cinq ans avant 1983, si le responsable estime que donner suite à la demande entraverait de façon sérieuse le fonctionnement de l'institution.

En termes simples, la disposition transitoire s'explique ainsi:

- a) du 1983 au 1984, l'accès à des documents publiés avant 1980 peut être refusé;

- b) du 1984 au 1985, l'accès à des documents publiés avant 1978 peut être refusé;
- c) du 1985 au 1986, l'accès à des documents publiés avant 1978 peut être refusé si le fait d'acquiescer à une demande risquait d'entraver dans une trop grande mesure les activités d'une institution fédérale;
- d) à partir du 1986, on ne pourra justifier la protection de documents visés par la Loi sur l'accès à l'information en vertu de la disposition transitoire.

Cet article laisse aux institutions fédérales le choix de bénéficier d'un délai supplémentaire pour adapter leurs procédures internes aux exigences de la Loi et mettre celle-ci en application par étapes. Il vise particulièrement les demandes de consultation de quantités considérables de vieux documents parfois mal organisés et difficiles à examiner. Toutefois, les institutions doivent faire preuve de discernement lorsqu'elles ont recours à la disposition transitoire. Lorsqu'une demande concerne des documents auxquels peut s'appliquer la disposition transitoire mais qu'elle est raisonnable et que les documents sont faciles à trouver et à préparer, la demande devrait être traitée. (On ne devrait avoir recours à la disposition transitoire que lorsque le traitement d'une demande de cette nature entraverait le fonctionnement normal d'une institution.)

Partie II

.5 Examen des décisions prises en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

.5.1 *Principes généraux*

La Loi sur l'accès à l'information prévoit un système à deux paliers d'examen des décisions prises en vertu de la Loi. Au premier palier, la plainte est présentée au Commissaire à l'information, lequel a le pouvoir d'un protecteur du citoyen. Au deuxième palier, la plainte est portée devant la Cour fédérale - Division de première instance.

.5.2 *Objet*

La présente section vise à faciliter l'interprétation des dispositions relatives aux pouvoirs du Commissaire à l'information et à ceux de la Cour et de discuter de la nature du recours possible à chaque palier.

.5.3 *Examen par le Commissaire à l'information (articles 30 à 40)*

a) Plaintes

Selon le paragraphe 30(1) de la Loi, les questions suivantes peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Commissaire à l'information:

- le refus d'une demande de communication;
- le montant réclamé en vertu de l'article 11;
- la prorogation des délais de communication en vertu de l'article 9;
- la langue officielle dans laquelle la communication est accordée en vertu du paragraphe 12(2);
- le délai de traduction d'un document dans la langue officielle choisie par l'auteur de la demande en vertu du paragraphe 12(2);
- toute publication visée à l'article 5;

- toute autre question relative à la demande ou à l'obtention de documents.

Les plaintes relatives à ces questions peuvent être déposées par l'auteur de la demande ou par son représentant. De même, le Commissaire à l'information peut lui-même amorcer une enquête sur une question relative à la demande ou à l'obtention de documents en vertu de la Loi, s'il a des motifs valables de le faire (voir le paragraphe 30(2)). Fait à souligner, une plainte relative à une publication ou à un bulletin peut être déposée par toute personne ou par la Commissaire qu'il y ait eu ou non une demande de communication en vertu de la Loi.

En règle générale, les plaintes doivent être déposées auprès du Commissaire à l'information par écrit, sauf s'il en autorise autrement. Une plainte relative à une demande de communication d'un document (c'est-à-dire une plainte relative à un refus de communication, au montant réclamé, aux prorogations ou à la langue officielle) doit être déposée auprès du Commissaire dans l'année qui suit la réception de la demande par l'institution fédérale à qui l'auteur de la demande l'a fait parvenir (voir l'article 31).

b) Enquêtes

En vertu du paragraphe 36(1), le Commissaire à l'information a, pour l'instruction des plaintes déposées en vertu de la Loi, le pouvoir:

- d'assigner et de contraindre des témoins à comparaître;
- de contraindre des témoins à produire certaines pièces;
- de faire prêter serment;
- de recevoir des éléments de preuve;
- de pénétrer dans les locaux occupés par une institution fédérale;
- d'examiner ou de reproduire tout document utile à l'enquête.

Les institutions fédérales sont tenues de soumettre à l'examen du Commissaire à l'information tout document qu'il demande, sauf un document confidentiel du Conseil privé de la Reine (par exemple, les

documents confidentiels du Cabinet; voir le paragraphe 36(2)). L'accès à cette catégorie de documents est interdit, étant donné que l'article 69 de la Loi les exclut de son application. La section .3 de la présente partie indique les catégories de documents qui constituent des documents confidentiels du Cabinet. Le droit du Commissaire à l'information d'examiner les documents s'étend aux personnes agissant en son nom ou sous son ordre.

Le Commissaire à l'information a 10 jours pour retourner tout document qu'une institution fédérale a soumis à son examen, et ce, à la demande de l'institution. Toutefois, le Commissaire peut contraindre l'institution à produire ce document de nouveau s'il est jugé utile à une enquête (voir le paragraphe 36(5)).

Selon l'article 61 de la Loi, afin d'assurer la sécurité des renseignements nécessaires dans le cadre d'une enquête, le Commissaire à l'information et les personnes agissant en son nom ou sous son ordre qui reçoivent ou recueillent ces renseignements sont tenus de satisfaire aux normes applicables en matière de sécurité et de prêter des serments imposés à leurs usagers habituels.

Avant de procéder à une enquête, le Commissaire à l'information doit aviser le responsable de l'institution fédérale concernée de son intention de mener une enquête et lui faire connaître l'objet de la plainte (voir l'article 32). Aux termes du paragraphe 35(2), les institutions fédérales auront la possibilité de présenter leurs observations au Commissaire à l'information au cours de l'enquête, tout comme la personne qui a déposé la plainte et, dans certains cas, tout tiers visé par la plainte. Les procédures de représentation et de notifications des tiers au cours d'une enquête menée par le Commissaire à l'information (voir l'article 33, les paragraphes 35(2) et 37(2) et l'alinéa 37(4)b)) sont expliquées en détail à la sous-section .4.6.9 de la présente partie. Toutes les enquêtes menées par le Commissaire doivent être secrètes et nul n'a le droit d'être présent lorsqu'une autre personne concernée présente des observations, ni d'en recevoir communication ou de faire des commentaires à leur sujet (voir l'article 35). Toute personne assignée à comparaître devant le

Commissaire à l'information peut recevoir, si le Commissaire le juge indiqué, les frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale (voir le paragraphe 36(4)).

Les dépositions faites par un employé d'une institution fédérale ou par toute autre personne concernée au cours d'une enquête ne sont pas admissibles contre le déposant devant les tribunaux ni dans aucune autre procédure, sauf dans le cas d'une poursuite pour une infraction à l'article 122 du Code criminel (fausses déclarations dans des procédures extrajudiciaires), d'une poursuite pour une infraction à la Loi sur l'accès à l'information, d'un recours en révision prévu par la présente Loi devant la Cour ou d'un appel de la décision rendue par la Cour (voir le paragraphe 36(3)). Il est interdit aux employés du gouvernement d'entraver, de quelque façon que ce soit, une enquête menée par le Commissaire à l'information. Selon l'article 67 de la Loi, toute personne qui entrave l'action du Commissaire à l'information ou des personnes agissant en son nom ou sous son ordre dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui sont conférés au Commissaire en vertu de la Loi, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus \$1,000.

c) Conclusions et recommandations

En vertu du paragraphe 37(1) de la Loi sur l'accès à l'information, dans les cas où il conclut au bien-fondé d'une plainte, le Commissaire à l'information adresse au responsable de l'institution fédérale de qui relève le document un rapport faisant état des conclusions de son enquête et des recommandations qu'il juge indiquées (voir l'alinéa 37(1)a)). Ce rapport est d'abord présenté au responsable de l'institution afin de lui permettre de prendre, à partir des recommandations, les mesures qui s'imposent pour régler la situation. Dans ce rapport, le Commissaire peut également demander que l'institution l'avise, dans un délai déterminé, de toute mesure prise ou prévue afin d'appliquer les recommandations figurant dans le rapport ou, si aucune mesure ne doit être prise par l'institution, des raisons de sa décision

(voir l'alinéa 37(1)b)). Le Commissaire à l'information procède de la même façon lorsqu'il amorce une enquête et se rend compte que les raisons qui l'ont provoquée sont fondées.

Lorsqu'une institution fédérale avise le Commissaire à l'information qu'elle donnera communication totale ou partielle d'un document, l'institution est tenue de la faire immédiatement s'il n'y a pas de tiers à aviser (voir le paragraphe 37(4)). De même, si une institution avise le Commissaire qu'elle compte examiner toutes les autres causes de plaintes (par exemple, le montant réclamé, les prorogations, la langue officielle, etc.), elle procédera immédiatement aux mesures correctives qui s'imposent. Dans tous les cas, le Commissaire à l'information est tenu de rendre compte de son enquête au plaignant, mais il ne peut faire parvenir son rapport à ce dernier avant que l'institution fédérale concernée ait avisé le Commissaire des mesures qu'elle compte prendre à partir des recommandations de ce dernier ou avant l'expiration du délai imparti à l'institution pour donner cet avis (voir le paragraphe 37(2)). Toutefois, dès l'expiration du délai, si l'institution ne s'est pas conformée aux recommandations ou si les mesures qu'elle compte prendre sont, de l'avis du Commissaire, insuffisantes, inappropriées ou non susceptibles d'être prises dans un délai raisonnable, le Commissaire peut inclure dans son rapport au plaignant ses conclusions et ses recommandations, la réponse de l'institution et tout autre commentaire sur la question qu'il juge opportun (voir le paragraphe 37(3)).

Il importe de signaler que le Commissaire à l'information détient les pouvoirs d'un protecteur du citoyen. Il peut, par exemple, recommander qu'un document soit communiqué à un plaignant, mais ne peut pas en donner l'ordre à une institution fédérale. Le pouvoir du Commissaire découle de son mandat de mener des enquêtes exhaustives et de formuler des recommandations justes et impartiales. De plus, s'il recommande la communication de documents et que l'institution refuse, le Commissaire peut conseiller au plaignant d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale. Il peut, si le plaignant y consent, exercer lui-même un tel recours, représenter le plaignant ou comparaître comme partie à l'instance. En outre, le Commissaire peut faire rapport

au Parlement du refus de l'institution fédérale de se conformer à ses recommandations. Il peut soit rédiger un rapport spécial lorsqu'il juge que la question est urgente, importante ou de nature sérieuse (voir l'article 39), soit le mentionner dans le rapport annuel qu'il est tenu de présenter au Parlement en vertu de l'article 38 de la Loi.

Dans les cas où il n'est pas question d'un refus direct d'une demande de communication, le seul recours est le Commissaire à l'information qui fera une enquête, présentera un rapport et formulera des recommandations. Toutefois, lorsqu'une institution refuse de se conformer à la recommandation du Commissaire de communiquer un document, le Commissaire est tenu d'informer le plaignant de son droit de recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance (voir le paragraphe 37(5)).

.5.4 *Révision par la Cour fédérale (articles 41 à 53)*

Lorsque l'enquête du Commissaire à l'information est terminée, la personne qui s'est vu refuser la communication d'un document demandé en vertu de la Loi a le droit d'exercer un recours en révision de la décision devant la Cour fédérale - Division de première instance (voir l'article 41). Cette révision ne peut avoir lieu que si le responsable d'une institution fédérale a refusé de communiquer un document demandé en vertu de la Loi. La loi ne prévoit pas de révision par la Cour des plaintes portées au sujet d'autres questions soulevées en vertu de la Loi telles que les frais et les délais. Tout recours exercé devant la Cour fédérale - Division de première instance est entendu et jugé en procédure sommaire (voir l'article 45).

Le Commissaire à l'information peut exercer lui-même le recours en révision devant la Cour fédérale pour refus de communication, pourvu qu'il ait obtenu le consentement préalable de la personne qui a demandé le document. En outre, le Commissaire peut comparaître comme partie à une instance engagée en vertu de la Loi et peut représenter la personne qui a exercé un recours devant la Cour (voir l'article 42).

Tout tiers au sujet duquel une institution fédérale détient des renseignements pouvant faire l'objet d'une exception en vertu du paragraphe 20(1) a le droit d'engager des procédures devant la Cour

fédérale pour empêcher la communication de ces renseignements. Ce tiers a le droit de comparaître comme partie à une instance engagée par l'auteur de la demande ou le Commissaire à l'information en ce qui concerne une décision de refuser la communication d'un document en vertu du paragraphe 20(1) (voir l'article 44 de la Loi et la sous-section .4.6.9 de la présente partie).

Pour les procédures engagées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, la Cour fédérale a accès à tous les documents sauf aux documents confidentiels du Cabinet (voir l'article 46). Comme il a déjà été expliqué, la Loi ne s'applique pas à cette catégorie de documents (voir la section .3 ci-dessus). Afin d'assurer la confidentialité des renseignements qui font l'objet de procédures devant la Cour et de tout autre renseignement délicat ressortant des procédures, la Cour peut tenir des audiences à huis clos et entendre des arguments en l'absence d'une partie (voir le paragraphe 47(1)). Dans les cas où, à son avis, il existe des éléments de preuve touchant la perpétration d'infractions fédérales ou provinciales par un cadre ou un employé d'une institution fédérale, la Cour peut communiquer à l'autorité compétente les renseignements qu'elle détient à cet égard (voir le paragraphe 47(2)). Dans les cas de recours en révision en vertu de la Loi, la charge d'établir le bien-fondé du refus de communication incombe toujours à l'institution fédérale (voir l'article 48).

Le genre de révision que la Cour est autorisée à effectuer lors de l'instance engagée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information dépend de l'exception invoquée. Dans le cas d'un refus de communication fondé sur les exceptions suivantes, la Cour peut procéder à un nouvel examen de la décision:

- a) article 13 - renseignements obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale;
- b) alinéas 16(1)a) et b) - renseignements relatifs au respect des lois recueillis ou obtenus par des organismes d'enquête particuliers et renseignements relatifs à des techniques ou à des projets d'enquêtes;

- c) paragraphe 16(2) - renseignements qui faciliteraient la perpétration d'une infraction;
- d) paragraphe 16(3) - renseignements obtenus ou préparés par la GRC dans l'exercice de fonctions de police provinciale;
- e) article 17 - renseignements dont la divulgation risquerait de nuire à la sécurité des individus;
- f) alinéa 18 a) - renseignements appartenant au gouvernement du Canada;
- g) alinéas 18 b) et c) - renseignements dont la divulgation risquerait de nuire à la compétitivité d'une institution fédérale ou recherches scientifiques effectuées par un employé du gouvernement;
- h) article 19 - renseignements personnels;
- i) paragraphe 20(1) - secrets industriels et renseignements confidentiels d'un tiers; et renseignements dont la divulgation risquerait de nuire à la position concurrentielle d'un tiers ou aux négociations menées par ce dernier;
- j) article 21 - avis;
- k) article 22 - examens et vérifications;
- l) article 23 - secret professionnel des avocats;
- m) article 24 - interdictions fondées sur d'autres lois.

La Cour procède à un nouvel examen pour étudier les facteurs particuliers d'un refus de communication. Grâce à cet examen, elle détermine si l'exception s'applique au document en cause, et ce, après avoir entendu

l'auteur de la demande, l'institution fédérale et, au besoin, tout tiers concerné. Si la Cour décide que l'exception s'applique au document, celui-ci ne sera pas communiqué (voir l'article 51). Si la Cour décide que l'exception ne s'applique pas, elle ordonne au responsable de l'institution de communiquer le document (voir l'article 49).

Toutefois, si le refus de communication est fondé sur les exceptions suivantes:

- a) article 14 - préjudice à la conduite des affaires fédéro-provinciales;
- b) article 15 - préjudice à la conduite des affaires internationales, à la défense et à la sécurité;
- c) alinéas 16(1)c) et d) - préjudice aux activités destinées à faire respecter les lois, au déroulement d'enquêtes ou à la sécurité des établissements pénitentiaires;
- d) alinéa 18 d) - préjudice aux intérêts financiers du gouvernement du Canada ou à sa capacité de gérer l'économie,

La Cour doit s'en tenir à déterminer si la décision de refuser la communication était fondée sur des 'motifs valables'. Elle ne peut ordonner la communication d'un document que lorsqu'elle juge que la décision n'est pas fondée sur des motifs valables. Autrement, la décision du responsable de l'institution fédérale doit être respectée (voir l'article 50).

Partie II

Appendice A

Institutions fédérales et responsables des institutions
fédérales en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

(Cette section sera diffusée à une date ultérieure)

Partie II

Appendice B

Règlement sur l'accès à l'information



CANADA

PRIVY COUNCIL • CONSEIL PRIVÉ

P.C.
C.P.(T.B. Rec.
(Rec. du C.T.

Sur avis conforme du ministre de la Justice et du conseil du Trésor et en vertu du paragraphe 77(1) de la Loi sur l'accès à l'information*, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'établir le Règlement sur l'accès à l'information, ci-après.

*S.C. 1980-81-82, c. 111

RÈGLEMENT SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Titre abrégé

1. Règlement sur l'accès à l'information.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«fonctionnaire compétent» Le fonctionnaire d'une institution fédérale dont les titre et adresse sont publiés conformément à l'alinéa 5(1)d) de la Loi.

«formule de demande d'accès à l'information» Formulaire prescrit par le ministre désigné conformément à l'alinéa 70(1)b) de la Loi pour les demandes de communication de documents relevant d'une institution fédérale.

«Loi» Loi sur l'accès à l'information.

Restriction concernant la préparation de documents

3. Aux fins du paragraphe 4(3) de la Loi, la préparation d'un document qui n'existe pas comme tel mais qui peut être produit à partir d'un document informatisé relevant d'une institution fédérale n'est pas obligatoire lorsque cette préparation entraverait de façon sérieuse le fonctionnement de l'institution concernée.

Procédures

4. (1) Quiconque demande l'accès à un document en vertu de la Loi doit remplir une formule de demande d'accès à l'information et la faire parvenir au fonctionnaire compétent, accompagnée du droit applicable.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), le responsable d'une institution fédérale peut dispenser de l'exigence de remplir une formule de demande d'accès à l'information toute personne qui présente une demande écrite dans laquelle il donne suffisamment de renseignements pour permettre à l'institution de repérer le document qui relève de sa compétence.

5. Lorsque l'accès à un document est autorisé par la Loi, le responsable de l'institution fédérale dont relève le document doit immédiatement informer la personne qui a présenté la demande d'accès:

- a) du fait qu'elle peut examiner le document sur place afin d'éviter les frais de reproduction;
- b) du fait qu'elle peut préciser qu'elle veut la reproduction seulement de certaines parties du document;
- c) de l'acompte qu'elle doit verser, s'il y a lieu, avant que la recherche ou la production du document soit entreprise ou que le document soit préparé pour lui être communiqué;
- d) du coût estimatif total de la recherche du document et de sa préparation aux fins de sa communication; et
- e) du montant qu'elle doit verser s'il y a lieu, avant de pouvoir consulter le document, y compris le coût de production ou de reproduction.

Transmission de la demande

6. (1) Le responsable d'une institution fédérale peut, dans les 15 jours suivant la réception d'une demande de communication d'un document, transmettre la demande à une autre institution fédérale conformément au paragraphe 8(1) de la Loi, si le responsable de l'autre institution fédérale consent à donner suite à la demande dans le délai prévu par la Loi.

(2) Une demande qui a été transmise en vertu du paragraphe (1) ne peut être transmise de nouveau à une troisième institution fédérale.

Droits

7. (1) Sous réserve du paragraphe 11(6) de la Loi, la personne qui présente une demande de communication d'un document doit payer

- a) un droit de \$5 au moment de présenter la demande; et
- b) s'il y a lieu, un droit pour la reproduction d'une partie ou de la totalité du document, établi comme suit:

- (i) photocopie d'une page dont les dimensions n'excèdent pas 21,5 cm sur 35,5 cm, 0,25 \$ la page,
- (ii) reproduction d'une micro-fiche, sans emploi d'argent, 0,40 \$ la fiche,
- (iii) reproduction d'un microfilm de 16 mm, sans emploi d'argent, 12 \$ la bobine de 30,5 m,
- (iv) reproduction d'un microfilm de 35 mm, sans emploi d'argent, 14 \$ la bobine de 30,5 m,
- (v) reproduction d'une micro-forme sur papier, 0,25 \$ la page, et
- (vi) reproduction d'une bande magnétique sur une autre bande, 25 \$ la bobine de 731,5 m.

(2) Lorsque le document demandé en vertu du paragraphe (1) n'est pas informatisé, le responsable de l'institution fédérale en cause peut, outre les droits prescrits à l'alinéa (1)a), exiger le versement d'un montant de 2,50 \$ la personne par quart d'heure pour chaque heure en sus de cinq passée à la recherche et à la préparation.

(3) Lorsque le document demandé conformément au paragraphe (1) est produit à partir d'un document informatisé, le responsable de l'institution fédérale en cause peut, en plus de tout autre droit, exiger le paiement du coût de la production du document et de la programmation, calculé comme suit:

- a) 16.50\$ par minute pour l'utilisation de l'unité centrale de traitement et de tous les périphériques connectés sur place; et
- b) 5 \$ la personne par quart d'heure passé à programmer l'ordinateur.

Accès aux documents

* 8. (1) Lorsqu'une personne est autorisée à consulter la totalité ou une partie d'un document relevant d'une institution fédérale, le responsable de cette institution peut exiger que cette personne ait la possibilité de consulter sur place le document ou la partie du document qui l'intéresse, plutôt que de lui en remettre une copie, s'il est d'avis:

- a) qu'en raison de sa longueur, le document ou la partie de document ne pourrait être reproduit sans que le fonctionnement de l'institution soit sérieusement entravé; ou
- b) que le document ou la partie du document est conservée sous une forme qui ne se prête pas facilement à sa reproduction.

(2) Lorsqu'une personne est autorisée à consulter un document relevant d'une institution fédérale, le responsable de cette institution peut exiger qu'une copie du document soit remise à la personne, plutôt que de lui donner la possibilité d'examiner le document sur place, s'il est d'avis:

- a) que le document en cause constitue une partie pouvant être divulguée d'un document dont la communication peut par ailleurs être refusée en vertu de la Loi et duquel il ne peut raisonnablement être extrait pour examen; ou
- b) que le document est conservé sous une forme qui ne se prête pas facilement à un examen.

(2) Lorsque le document demandé en vertu du paragraphe (1) n'est pas informatisé, le responsable de l'institution fédérale en cause peut, outre les droits prescrits à l'alinéa (1)a), exiger le versement d'un montant de 2,50 \$ la personne par quart d'heure pour chaque heure en sus de cinq passée à la recherche et à la préparation.

(3) Lorsque le document demandé conformément au paragraphe (1) est produit à partir d'un document informatisé, le responsable de l'institution fédérale en cause peut, en plus de tout autre droit, exiger le paiement du coût de la production du document et de la programmation, calculé comme suit:

- a) 250 \$ par quart d'heure pour l'utilisation de l'unité centrale de traitement et de tous les périphériques connectés sur place; et
- b) 5 \$ la personne par quart d'heure passé à programmer l'ordinateur.

Accès aux documents

* 8. (1) Lorsqu'une personne est autorisée à consulter la totalité ou une partie d'un document relevant d'une institution fédérale, le responsable de cette institution peut exiger que cette personne ait la possibilité de consulter sur place le document ou la partie du document qui l'intéresse, plutôt que de lui en remettre une copie, s'il est d'avis

- a) qu'en raison de sa longueur, le document ou la partie de document ne pourrait être reproduit sans que le fonctionnement de l'institution soit sérieusement entravé; ou
- b) que le document ou la partie du document est conservée sous une forme qui ne se prête pas facilement à sa reproduction.

(2) Lorsqu'une personne est autorisée à consulter un document relevant d'une institution fédérale, le responsable de cette institution peut exiger qu'une copie du document soit remise à la personne, plutôt que de lui donner la possibilité d'examiner le document sur place, s'il est d'avis:

- a) que le document en cause constitue une partie pouvant être divulguée d'un document dont la communication peut par ailleurs être refusée en vertu de la Loi et duquel il ne peut raisonnablement être extrait pour examen; ou
- b) que le document est conservé sous une forme qui ne se prête pas facilement à un examen.

(3) Lorsqu'une personne est autorisée à consulter un document relevant d'une institution fédérale et que la consultation doit se faire sur place, le responsable de l'institution fédérale doit:

- a) fournir à cette fin des installations convenables; et
- b) fixer à cette fin un moment qui convienne à l'institution et à la personne concernée.

(4) Le responsable d'une institution fédérale ne peut autoriser une personne qui en fait la demande à consulter un document avant qu'elle ait acquitté la totalité ou une partie des droits ou autres montants exigés par la Loi et le présent règlement à l'égard de cette demande.

Organismes d'enquête

9. Aux fins de l'alinéa 16(1)a) de la Loi, les organismes d'enquête sont ceux énumérés à l'annexe I du présent règlement.

Catégories d'enquêtes

10. Aux fins de l'alinéa 16(4)c) de la Loi, les catégories d'enquêtes sont celles précisées à l'annexe II du présent règlement.

ANNEXE I

(art. 9)

Organismes d'enquête

1. Police et sécurité de la Société canadienne des ports,
ministère des Transports
2. Police militaire des Forces canadiennes
3. Directeur des enquêtes et recherches, ministère de
la Consommation et des Corporations
4. Division de la collecte des renseignements, ministère
du Revenu national (Douanes et Accise)
5. Division de la sécurité préventive, Direction de la
sécurité, Service correctionnel du Canada
6. Gendarmerie royale du Canada
7. Division des enquêtes spéciales, ministère du Revenu
national (Impôt)
8. Unité des enquêtes spéciales, ministère de la Défense
nationale

ANNEXE II

(art. 10)

Catégories d'enquêtes

1. Les enquêtes menées par une commission d'enquête sur les faits, constituée par le ministère des Transports afin de vérifier le contrôle de la circulation aérienne exercé dans les cas où il est allégué qu'en raison d'une défaillance du système,

- a) la sécurité aérienne a pu être menacée; ou
- b) des avions ont pu se rapprocher l'un de l'autre à une distance inférieure à la distance minimale autorisée.

2. Les enquêtes menées par le Comité de révision des stations d'information de vol, formé par le ministère des Transports pour enquêter sur des incidents touchant la sécurité aérienne qui ont été déclarés, lors desquels

- a) les procédures ou les mesures adoptées, ou l'absence de telles procédures ou mesures,
- b) une défaillance mécanique, ou
- c) d'autres causes

ont remis en question la fiabilité de la station d'information de vol ou du système des stations d'information de vol.

3. Les enquêtes sur les accidents des Forces canadiennes touchant la sécurité aérienne, sauf les enquêtes menées par des commissions d'enquête et les enquêtes sommaires menées en vertu de la Loi sur la défense nationale.

4. Les enquêtes menées par le Commissaire des incendies ou sous sa direction en vue de déterminer la cause d'un incendie, sauf les enquêtes menées par des commissions d'enquête et les enquêtes sommaires menées en vertu de la Loi sur la défense nationale.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du règlement
et n'est publiée qu'à titre d'information.)

Le règlement établit la procédure afin de fournir l'accès aux documents des institutions fédérales et se les faire communiquer.

Partie II

Appendice C

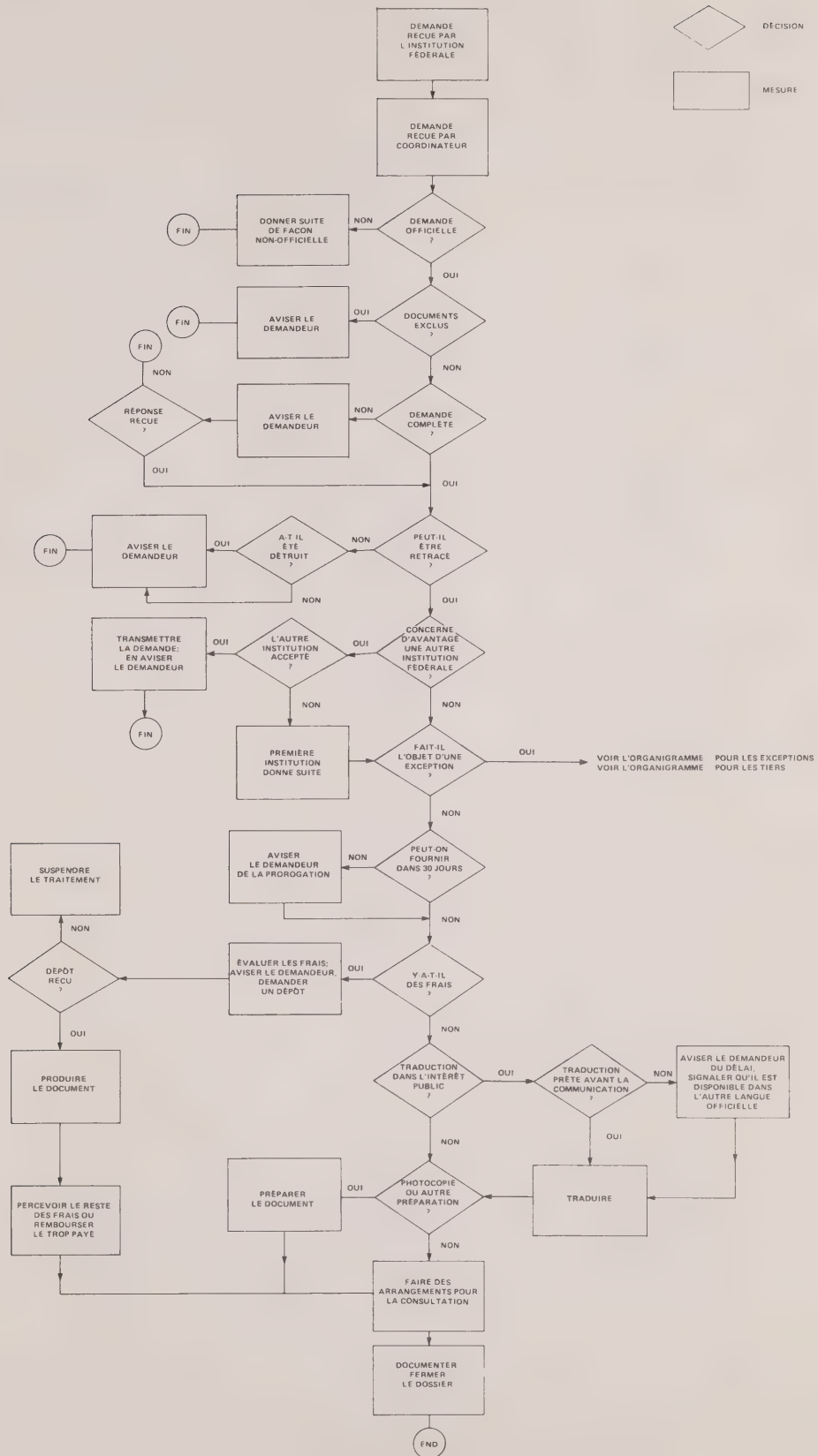
Lettres types et graphiques de cheminement se rapportant à la
Loi sur l'accès à l'information

- (1) Exigences en matière de notification et délais en vertu de la Loi
sur l'accès à l'information
- (2) Processus nécessaire pour le traitement des demandes d'accès
- (3) Procédures de demande d'exception
- (4) Lettres types

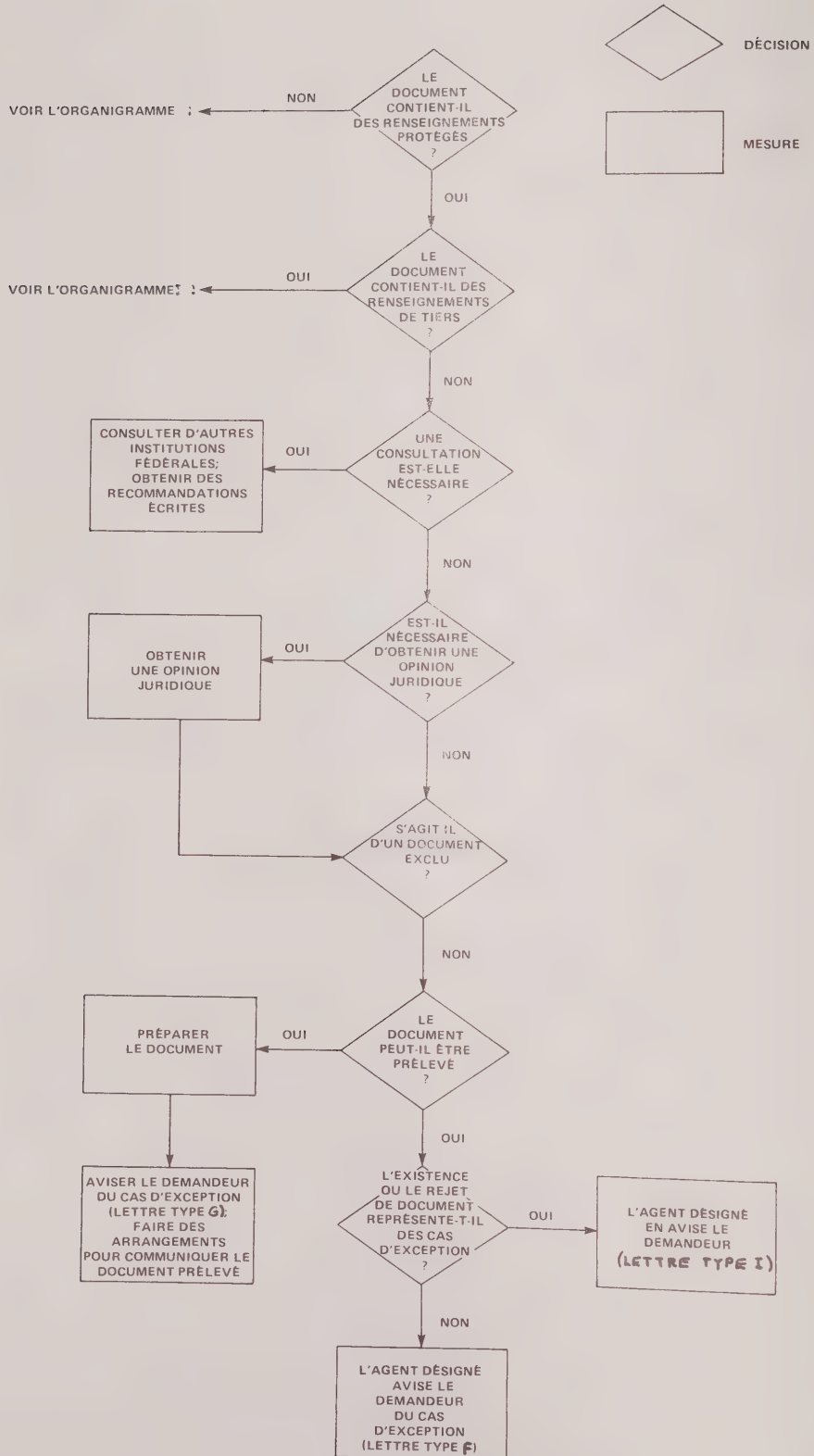
**EXIGENCES EN MATIÈRES DE NOTIFICATION
ET DÉLAIS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

DESTINATAIRE	DISPOSITION	DATE LIMITE	BUT
DEMANDEUR	<p>Notification: a.7</p> <p>Transmission de la demande: a.8</p> <p>Prorogation du délai: par. 9(1)</p> <p>Évaluation du coût (et demande de dépôt): a.5 du Règlement</p> <p>Communication de renseignements de tiers: par. 28(8)</p> <p>Communication recommandée par le Commissaire à l'information: par. 29(1)</p> <p>Compte rendu au plaignant: par. 37(2)</p> <p>Recours en révision: par. 37(5)</p> <p>Avis de recours en révision par un tiers: par. 44(2)</p>	<p>30 jours après réception d'une demande complète</p> <p>15 jours après réception d'une demande complète</p> <p>30 jours après réception d'une demande complète</p> <p>Lorsqu'il est décidé que l'accès est accordé</p> <p>20 jours suivant la transmission de l'avis au tiers concerné conformément à l'alinéa 28(5)b)</p> <p>Dans les délais indiqués dans le rapport du Commissaire à l'information</p> <p>À l'expiration du délai prescrit en 37(1)b)</p> <p>s/o</p> <p>Dès réception d'un avis de révision par la Cour fédérale</p>	<p>L'institution fédérale indique si l'accès est accordé.</p> <p>L'institution fédérale indique que la demande est transmise à une autre institution qu'elle concerne davantage.</p> <p>L'institution fédérale indique que le délai est prorogé.</p> <p>L'institution fédérale indique le coût approximatif, le dépôt exige et les diverses façons de réduire les coûts.</p> <p>L'institution fédérale indique son intention de communiquer le document à moins qu'un tiers exige une révision de la Cour fédérale.</p> <p>L'institution fédérale indique qu'elle va suivre la recommandation du Commissaire à l'information concernant la communication, à moins qu'un tiers exige une révision de la Cour fédérale.</p> <p>Le commissaire à l'information fait rapport des résultats de l'enquête.</p> <p>Dans le cas où l'institution fédérale n'avise pas le Commissaire à l'information que communication du document ou de la partie en cause sera donnée au plaignant, le Commissaire avise celui-ci de son droit d'exercer recours en révision devant la Cour.</p> <p>L'institution fédérale avise le demandeur qu'un tiers a exercé un recours en révision devant la Cour.</p>
TIERS	<p>Avis aux tiers: par. 28(1)</p> <p>Décision suivant les observations de tiers: a1. 28(5)c) par. 28(7)</p> <p>Décision suivant une recommandation du Commissaire à l'information: par. 28(1)</p> <p>Compte rendu au tiers: par. 37(2)</p> <p>Avis de recours en révision: par. 43(1)</p>	<p>30 jours après réception d'une demande complète</p> <p>30 jours après réception de l'avis prévu en 28(1)</p> <p>Dans les délais indiqués par le Commissaire à l'information dans son rapport rédigé en vertu de l'alinéa 37(1)b)</p> <p>À l'expiration du délai accordé en 37(1)b)</p> <p>Dès réception d'un avis de recours en révision en vertu des articles 41 ou 42</p>	<p>L'institution fédérale informe le ou les tiers de son intention de donner communication totale ou partielle du document.</p> <p>L'institution fédérale informe les tiers de sa décision.</p> <p>L'institution fédérale informe le ou les tiers de son intention de donner communication du document sur la recommandation du Commissaire à l'information.</p> <p>Le Commissaire à l'information fait rapport des résultats de l'enquête aux tiers.</p> <p>L'institution fédérale donne avis au tiers du recours en révision exercé par le demandeur.</p>
INSTITUTION FÉDÉRALE	<p>Avis d'enquête: a.32</p> <p>Conclusions et recommandations: par. 37(1)</p>	<p>Avant d'entreprendre l'enquête</p>	<p>Le Commissaire à l'information avise l'institution fédérale de plainte déposée, de sa nature et l'informe de son intention de mener une enquête.</p> <p>Le Commissaire à l'information transmet ses conclusions et ses recommandations à l'institution fédérale.</p>
COMMISSAIRE	<p>Prorogation du délai: par. 9(2)</p> <p>Identification des tiers: a.33</p> <p>Avis de mesures envisagées: a1. 37(1)b)</p>	<p>La même qu'en 9(1)</p> <p>Dès réception d'une plainte déposée par le demandeur à la suite d'un refus de communication</p> <p>Dans les délais prescrits par le Commissaire à l'information</p>	<p>L'institution fédérale informe le Commissaire à l'information si la prorogation désirée est de plus de 30 jours.</p> <p>L'institution fédérale avise le Commissaire à l'information de l'existence d'un tiers identifié en 28(1).</p> <p>L'institution fédérale donne avis au Commissaire à l'information de toute mesure prise ou envisagée pour la mise en oeuvre de ses recommandations ou des raisons pour lesquelles aucune mesure n'est prévue.</p>

DÉCISIONS À PRENDRE POUR DONNER SUITE À UNE DEMANDE DE CONSULTATION



PROCÉDURES D'APPLICATION DES CAS D'EXCEPTION



Lettres types se rapportant aux demandes d'accès
en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Listes des lettres

- A. Envoi d'une formule officielle de demande de consultation de dossier
- B. Demande de correction de la formule de demande de consultation de dossier
- C. Avis de réclamation des droits prescrits
- D. Avis d'exclusion des renseignements protégés
- E. Avis de transfert d'une demande à l'institution compétente
- F. Avis d'exception
- G. Avis d'exception partielle
- H. Avis de prorogation du délai de traitement de la demande
- I. Avis de non-communication de certains renseignements
- J. Avis de paiement des droits

LETTRE TYPE A

Envoi d'une formule officielle de demande
de consultation de dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Nous ne pourrons donner suite à la demande que vous avez présentée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information que si vous utilisez la formule de demande de consultation de dossier ci-jointe.

Si vous désirez exercer le droit que vous confère cette loi, veuillez remplir et nous retourner cette formule accompagnée de la redevance prescrite afin que nous puissions traiter votre demande.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

Pièce jointe

LETTRE TYPE B

Demande de correction de la formule de demande
de consultation de dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____,'

Nous ne pouvons donner suite à la demande que vous avez présentée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et qui nous est parvenue le (date) parce qu'il nous manque certains renseignements.

Nous vous renvoyons donc votre première formule de demande de consultation de dossier, sur laquelle nous avons indiqué les zones qui n'ont pas été remplies ou qui doivent être corrigées.

Lorsque vous aurez rempli et retourné la nouvelle formule ci-jointe, nous pourrons alors traiter votre demande.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

Pièces jointes

LETTRE TYPE C

Avis de réclamation des droits prescrits

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Nous ne pourrons donner suite à la demande que vous avez présentée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information que si vous nous faites parvenir la somme de \$ _____ qui représentent les droits prescrits. Veuillez donc nous adresser cette somme pour que nous puissions traiter votre demande.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

LETTRE TYPE D

Avis d'exclusion des renseignements protégés

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____,'

Nous avons reçu votre demande de renseignements sur

_____.

Ces renseignements sont protégés par la Loi sur l'accès à l'information, plus précisément par:

- le paragraphe 68 a) qui stipule que _____; ou
- le paragraphe 68 b) qui stipule que _____; ou
- le paragraphe 68 c) qui stipule que _____; ou
- le paragraphe 69(1) qui stipule que _____.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

LETTRE TYPE E

Avis de transfert d'une demande à l'institution compétente

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Votre formule de demande de consultation de dossier nous est parvenue le (date). Cette question relève plus particulièrement du (nom de l'institution fédérale); nous lui avons donc transmis votre demande et elle a accepté de l'étudier à la lumière de la Loi sur l'accès à l'information. A l'avenir, toutes les communications à ce sujet devront être adressées à (nom de l'institution susmentionnée), à l'attention de (nom du fonctionnaire compétent).

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

LETTRE TYPE F

Avis d'exception

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

La demande que vous nous avez adressée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information nous est parvenue le (date). Je regrette de ne pouvoir vous communiquer les documents demandés, car ils sont protégés par la Loi susmentionnée.

Plus précisément les dossiers concernés sont touchés par les articles ____ de la Loi selon lesquels:

Je vous signale qu'au cours de l'année qui suivra la date de votre demande, vous pourrez déposer à l'adresse suivante une plainte concernant cette interdiction:

Le Commissaire à l'information

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

LETTRE TYPE G

Avis d'exception partielle

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

La présente fait suite à la demande que vous avez effectuée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, laquelle nous est parvenue le (date).

Veillez trouver ci-joint des copies de tous les documents qui ne sont pas protégés par la Loi sur l'accès à l'information. Vous remarquerez que certains documents ont été prélevés, conformément à l'article 25 de cette loi. Les articles prélevés sont touchés par une exception en vertu de l'article ___, qui stipule que _____ :

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte au sujet de cette amputation:

Le Commissaire à l'information

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

Pièces jointes

LETTRE TYPE H

Avis de prorogation du délai de traitement de la demande

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

La présente fait suite à la demande que vous avez effectuée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, laquelle nous est parvenue le (date).

Outre la limite de 30 jours stipulée dans la loi, il nous faudra au plus (nombre de jours) jours pour examiner votre demande parce que _____.

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte concernant cette prorogation:

Le Commissaire à l'information

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

LETTRE TYPE I

Avis de non-communication de certains renseignements

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Formule de demande de consultation de dossier:

Numéro de référence:

_____,'

La présente fait suite à la demande que vous avez effectuée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, laquelle nous est parvenue le (date).

Je regrette de devoir vous informer que nous ne pouvons donner suite à votre demande. Cependant, si ces renseignements existaient, ils seraient protégés par l'article ____ qui stipule que _____.

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte concernant votre demande.

Le Commissaire à l'information

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

LETRE TYPE J

Avis de paiement des droits

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____,'

Nous avons reçu le (date) votre formule de demande de consultation de dossier. Les documents que vous cherchez ne peuvent être fournis que contre paiement des droits mentionnés aux paragraphe 11(2), (3) et (4) de la Loi sur l'accès à l'information.

Par conséquent, nous vous demandons de nous verser une somme de \$ _____ pour le traitement de votre demande dont les cinq premières heures seront prises en charge par nous. Cette somme couvre les opérations suivantes:

-

Je vous signale que les frais de reproduction seront plus bas si vous examinez le document en personne plutôt que d'en commander une copie.

Si vous désirez que nous donnions suite à votre demande, veuillez nous rappeler le numéro de référence susmentionné et nous envoyer un dépôt de \$_____, le solde étant dû avant la livraison des documents. Ce dépôt doit nous parvenir dans les 30 jours de la date de cet avis.

J'ajouterais pour terminer que vous pouvez déposer à l'adresse suivante, dans les 30 jours qui suivent la date de cet avis, une plainte concernant le montant qui vous est réclamé.

Le Commissaire à l'information

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de l'accès
à l'information,

Pièces jointes

Partie II

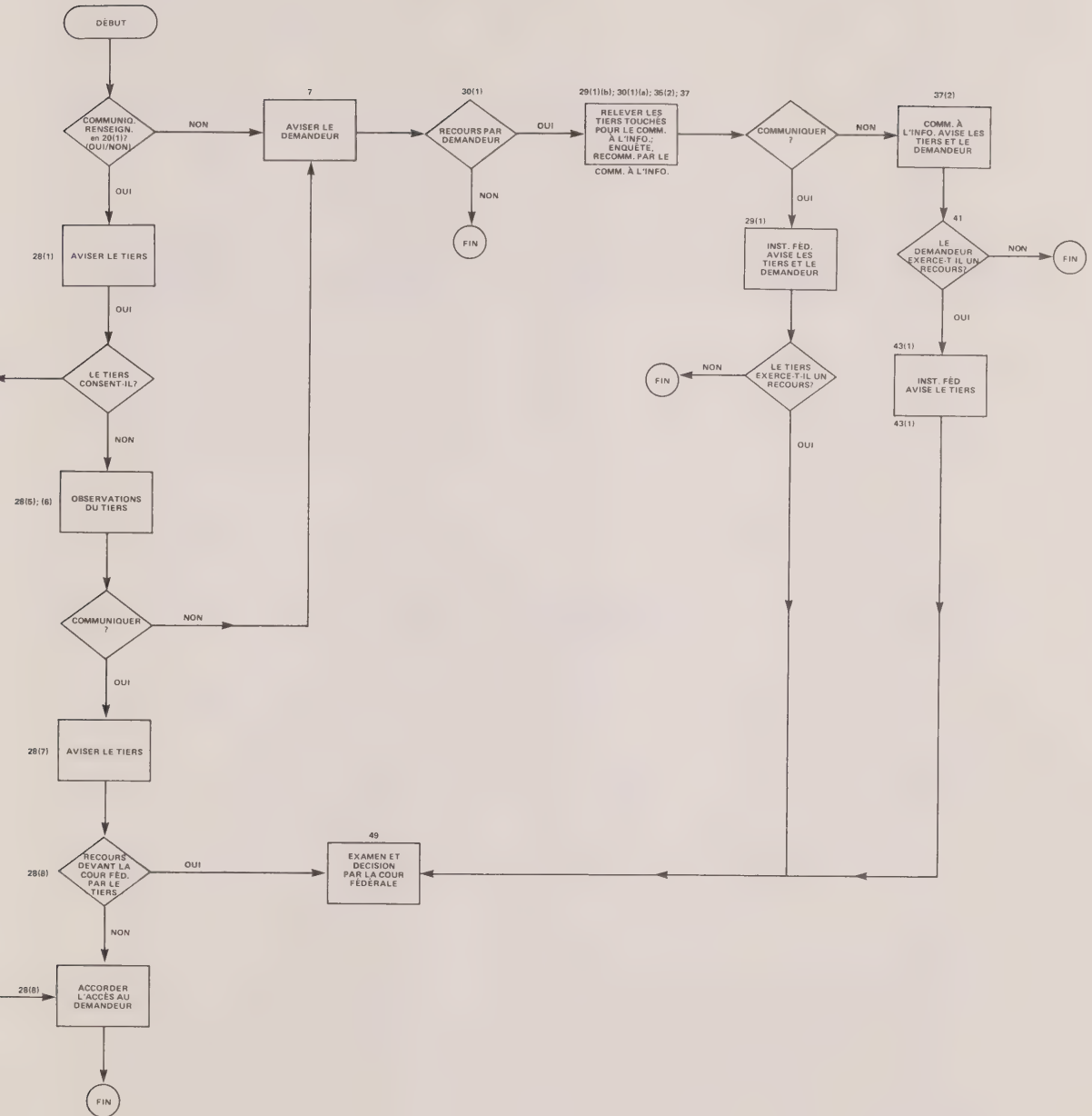
Appendice D

Lettres types et graphiques de cheminement se rapportant à l'exception à l'égard de renseignements de tiers et de notification de tiers

- (1) Graphique de cheminement - Processus de notification et d'intervention de tiers
- (2) Graphique de cheminement - Procédure d'application d'une exception à l'égard de renseignements de tiers
- (3) Lettres types:
 - (A) Avis à un tiers de l'intention de communiquer
 - (B) Avis d'intention de communiquer dans l'intérêt public
 - (C) Avis d'intention de communiquer à la suite d'observations formulées par un tiers
 - (D) Avis d'intention de communiquer dans l'intérêt public à la suite d'observation formulées par un tiers
 - (E) Avis d'intention de ne pas communiquer à la suite d'observations formulées par un tiers
 - (F) Avis à l'auteur de la demande de la décision de communiquer un document suivant la recommandation du Commissaire à l'information
 - (G) Avis à un tiers du dépôt d'une plainte auprès du Commissaire à l'information
 - (H) Avis à un tiers de la décision de communiquer un document suivant la recommandation du Commissaire à l'information

- (I) Avis à un tiers de la décision de communiquer un document suivant la recommandation du Commissaire à l'information (Aucun avis antérieur)
- (J) Avis à un tiers d'un recours exercé par l'auteur de la demande ou le Commissaire à l'information devant la Cour fédérale
- (K) Avis à l'auteur de la demande d'un recours exercé par un tiers devant la Cour fédérale
- (L) Avis d'intention de divulguer des résultats d'essais en vertu du paragraphe 20(2) de la Loi
- (M) Avis d'intention de communiquer en vertu du paragraphe 20(2) de la Loi à la suite d'observations formulées par un tiers

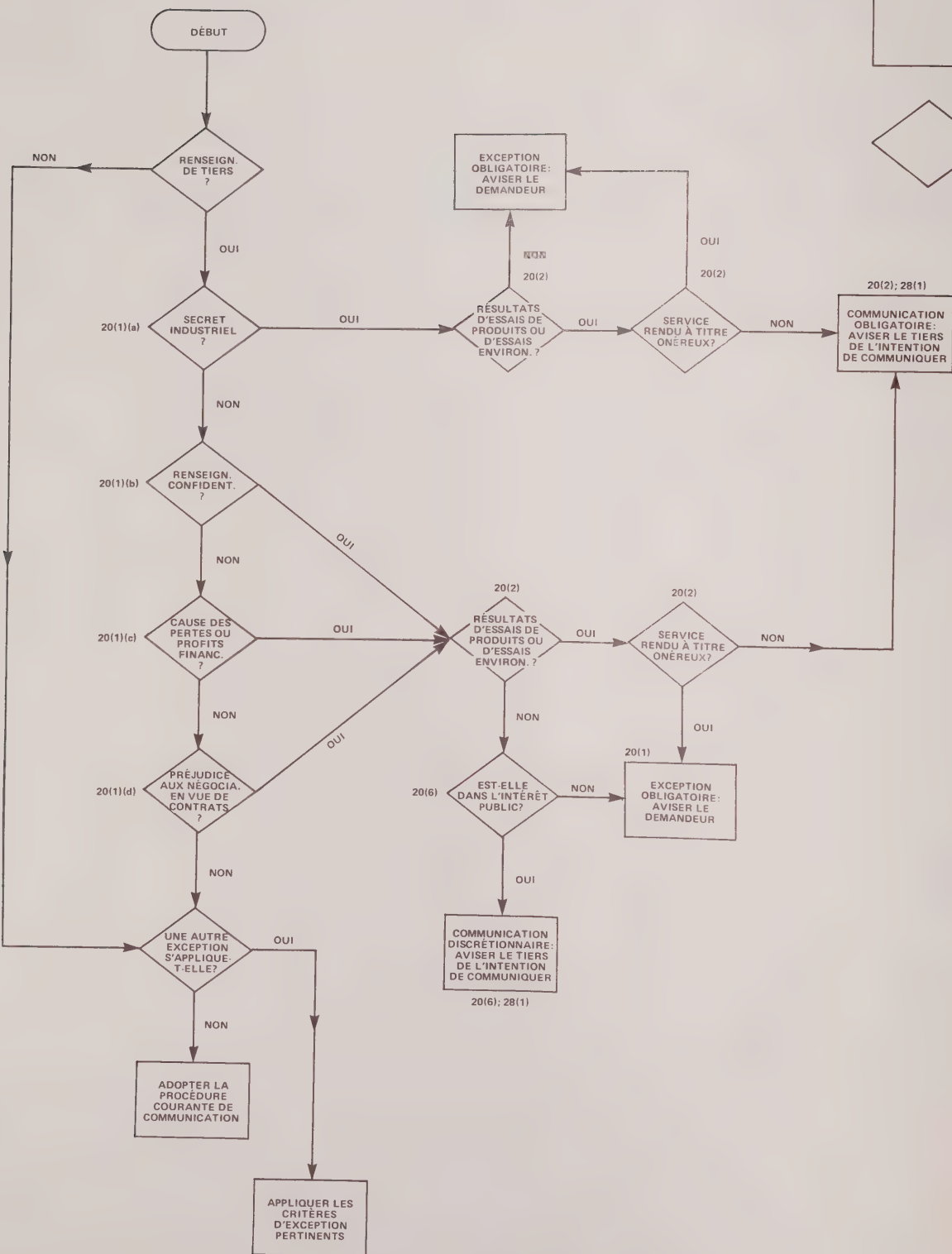
PROCESSUS DE NOTIFICATION ET D'INTERVENTION DE TIERS



PROCÉDURE D'APPLICATION D'UNE EXCEPTION À L'ÉGARD DE RENSEIGNEMENTS DE TIERS

PRENDRE DES MESURES

PRENDRE UNE DÉCISION



LETTRE TYPE 'A'

AVIS A UN TIERS DE L'INTENTION DE COMMUNIQUER

N^C de la demande:

(Monsieur/Madame),

(Ce ministère/Cet organisme/Cette commission/Ce conseil/etc.)
détient des documents qui contiennent des renseignements (vous
appartenant/fournis par vous/vous concernant)/((appartenant à/fournis
par/concernant) votre société.)

Le (--date--), conformément à la Loi sur l'accès à
l'information, nous avons reçu une demande de communication (du/des)
document(s) suivant(s):

_____.

Bien que nous ayons des raisons de croire que ce(s)
document(s) puisse(nt) renfermer _____

(des renseignements visés aux alinéas 28(1)a), b) ou c) de la Loi),
l'information à l'appui dans nos dossiers ne suffit pas. Aussi
avons-nous l'intention, en vertu de la Loi, de communiquer le(s)
document(s) demandé(s) le (--date--).

Vous avez 20 jours à compter de la date de mise à la poste du
présent avis pour présenter vos observations écrites au soussigné quant
aux raisons pour lesquelles ce(s) document(s) ne (devrait/devraient) pas
être communiqué(s), si tel est le cas. Si vous n'avez pas répondu dans
ce délai, (le/les) document(s) (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de
la demande à la date susmentionnée. Vos observations entraîneront la
révision de notre décision de (le/les) communiquer.

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, des copies des articles 20 et 28 de la Loi concernant respectivement la protection de renseignements de tiers et la notification de tiers.

Veillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièces jointes

LETTRE TYPE 'B'

AVIS D'INTENTION DE COMMUNIQUER DANS L'INTERÊT PUBLIC

N^o de la demande:

(Monsieur/Madame),

(Ce ministère/Cet organisme/Cette commission/Ce conseil/etc.)
détient des documents qui contiennent des renseignements (vous
appartenant/fournis par vous/vous concernant)/((appartenant à/fournis
par/concernant) votre société.)

Le (--date--), conformément à la Loi sur l'accès à
l'information, nous avons reçu une demande de communication (du/des)
document(s) suivant(s):

Bien que les renseignements contenus dans ce(s) document(s)
soient visés par les alinéas 20(1)b), c) ou d) de la Loi nous sommes
d'avis que leur divulgation serait dans l'intérêt public étant donné
qu'ils se rapportent à la santé et à la sécurité publiques ou à la
protection de l'environnement et que l'intérêt public est plus important
que toute perte ou tout profit financier causé à un tiers, tout
préjudice à la compétitivité d'un tiers ou toute entrave à des
négociations menées par un tiers en vue de contrats ou à d'autres fins.
Aussi avons-nous décidé, conformément au paragraphe 20(6) de la Loi, de
communiquer ce(s) document(s) à l'auteur de la demande.

Vous avez 20 jours à compter de la date de mise à la poste du
présent avis pour présenter vos observations écrites au soussigné quant
aux raisons pour lesquelles ce(s) document(s) ne (devrait/devraient) pas
être communiqué(s), si tel est le cas.

Si vous n'avez pas répondu dans ce délai, (le/les) document(s) (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de la demande le (--date--).

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, des copies des articles 20 et 28 de la Loi concernant respectivement la protection de renseignements de tiers et la notification de tiers.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièces jointes

LETTRE TYPE 'C'

AVIS D'INTENTION DE COMMUNIQUER
A LA SUITE D'OBSERVATIONS FORMULEES PAR UN TIERS

N^o de la demande:

(Monsieur/Madame),

Le (--date--), (ce ministère/cet organisme/etc.) a reçu les observations que vous avez formulées en réponse à notre avis du (--date--).

Nous avons examiné vos arguments et avons jugé que le(s) document(s) dont la communication a été demandée ne (fait/font) pas l'objet d'une divulgation en vertu du paragraphe 20(1) de la Loi sur l'accès à l'information.

Vous avez le droit d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance, conformément à l'article 44 de la Loi, pourvu que ce soit fait dans les 20 jours suivant la date de mise à la poste du présent avis.

Si vous n'exercez pas ce recours en révision, (le/les) document(s) (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de la demande le (--date--).

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une copie de l'article 44 de la Loi.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'D'

AVIS D'INTENTION DE COMMUNIQUER DANS L'INTERÊT PUBLIC
A LA SUITE D'OBSERVATIONS FORMULEES PAR UN TIERS

N^o de la demande:

(Monsieur/Madame),

Le (--date--), (ce ministère/cet organisme/etc.) a reçu les observations que vous avez formulées en réponse à notre avis du (--date--).

Nous avons examiné vos arguments et avons décidé que la divulgation dans l'intérêt public est plus importante que tout préjudice qui peut vous être causé. Aussi avons-nous l'intention de communiquer le(s) document(s) concerné(s) le (--date--).

Vous avez le droit d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance, conformément à l'article 44 de la Loi, pourvu que ce soit fait dans les 20 jours suivant la date de mise à la poste du présent avis.

Si vous n'exercez pas ce recours en révision, le(s) document(s) (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de la demande à la date susmentionnée.

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une copie de l'article 44 de la Loi.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'E'

AVIS D'INTENTION DE NE PAS COMMUNIQUER
A LA SUITE D'OBSERVATIONS FORMULEES PAR UN TIERS

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

Le (---date---), (ce ministère/cet organisme/etc.) a reçu les observations que vous avez formulées en réponse à notre avis du (---date---).

Nous avons examiné vos arguments et avons jugé que le(s) document(s) dont la communication a été demandée (fait/font) l'objet d'une exception en vertu du paragraphe 20(1) _____ de la Loi sur l'accès à l'information. Aussi (le/les) document(s) ne (sera-t-il/seront-ils) pas communiqué(s).

L'auteur de la demande a été informé de cette décision.

Toutefois, en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, l'auteur de la demande peut, dans l'année qui suit la date de sa demande de communication, porter plainte auprès du Commissaire à l'information relativement à ce refus.

Vous serez avisé de tout fait nouveau, le cas échéant, relativement à cette affaire.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

LETTRÉ TYPE 'F'

AVIS A L'AUTEUR DE LA DEMANDE DE LA DÉCISION DE COMMUNIQUER UN
DOCUMENT SUIVANT LA RECOMMANDATION DU COMMISSAIRE A L'INFORMATION

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

Par suite de la recommandation du Commissaire à l'information concernant votre plainte, nous avons révisé notre décision antérieure relativement au(x) document(s) que vous avez demandé(s) et avons décidé de vous le(s) communiquer.

Les tiers qui risquent d'être touchés par la divulgation en ont été avisés et disposent de 20 jours pour exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance. Aussi le(s) document(s) vous (sera-t-il/seront-ils) communiqué(s) dès l'expiration de ce délai, à moins qu'un tiers fasse appel à la Cour. Le cas échéant, vous en serez avisé.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

LETTRE TYPE 'C'

AVIS A UN TIERS DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ
AUPRÈS DU COMMISSAIRE A L'INFORMATION

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

(Ce ministère/Cet organisme/Cette commission/Ce conseil/etc.)
détient des documents qui contiennent des renseignements (vous
appartenant/fournis par vous/vous concernant)/((appartenant à/fournis
par/concernant) votre société.)

Le (---date---), conformément à la Loi sur l'accès à
l'information, nous avons reçu une demande de communication (du/des)
document(s) suivant(s):

Nous avons jugé que ce(s) document(s) (faisait/faisaient)
l'objet d'une exception en vertu du paragraphe 20(1) _____ de la Loi.

Toutefois, l'auteur de la demande a déposé une plainte auprès
du Commissaire à l'information qui entreprendra une enquête à ce sujet.
Si le Commissaire décide de recommander que le(s) document(s)
(soit/soient) communiqué(s), son bureau entrera en contact avec vous et
vous aurez l'occasion de formuler vos observations quant aux raisons
pour lesquelles (le/les) document(s) ne (devrait/devraient) pas être
communiqué(s) à l'auteur de la demande.

Vous serez avisé de tout fait nouveau, le cas échéant,
relativement à cette affaire.

Veillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes
sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

LETTRE TYPE 'H'

AVIS A UN TIERS DE LA DECISION DE COMMUNIQUER UN DOCUMENT
SUIVANT LA RECOMMANDATION DU COMMISSAIRE A L'INFORMATION

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

La présente donne suite à l'avis que nous vous avons fait
parvenir le (--date--).

Le Commissaire à l'information a terminé son enquête et a
recommandé que le(s) document(s) en question (soit/soient) communiqué(s)
à l'auteur de la demande.

Nous avons donc révisé notre décision antérieure et avons
décidé de (le/les) communiquer à l'auteur de la demande.

Vous avez le droit d'exercer un recours en révision devant la
Cour fédérale - Division de première instance, conformément à
l'article 44 de la Loi sur l'accès à l'information, pourvu que ce soit
fait dans les 20 jours suivant la date de mise à la poste du présent
avis.

Si vous n'exercez pas ce recours, le(s) document(s)
(sera/seront) communiqués à l'auteur de la demande le(--date--).

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une copie de
l'article 44 de la Loi.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes
sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'I'

AVIS A UN TIERS DE LA DECISION DE COMMUNIQUER UN DOCUMENT SUIVANT LA
RECOMMANDATION DU COMMISSAIRE A L'INFORMATION (AUCUN AVIS ANTERIEUR)

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

(Ce ministère/Cet organisme/Cette commission/Ce conseil/etc.)
détient des documents qui contiennent des renseignements (vous
appartenant/fournis par vous/vous concernant)/((appartenant à/fournis
par/concernant) votre société.)

Le (--date--), conformément à la Loi sur l'accès à
l'information, nous avons reçu une demande de communication (du/des)
document(s) suivant(s):

Nous avons jugé que ce(s) document(s) (faisait/faisaient)
l'objet d'une exception en vertu du paragraphe 20(1) _____ de la Loi.

Toutefois, par suite d'une plainte déposée par l'auteur de la
demande et d'une enquête menée par le bureau du Commissaire à
l'information, ce dernier a recommandé que (le/les) document(s)
(soit/soient) communiqué(s) à l'auteur de la demande.

Par conséquent, nous avons révisé notre décision antérieure et
avons décidé de communiquer le(s) document(s) à l'auteur de la demande.

Vous avez le droit d'exercer un recours en révision devant la
Cour fédérale - Division de première instance, conformément à
l'article 44 de la Loi, pourvu que ce soit fait dans les 20 jours
suivant la date de mise à la poste du présent avis.

Si vous n'exercez pas ce recours en révision, le(s) document(s) (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de la demande.

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une copie de l'article 44 de la Loi.

Veillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'J'

AVIS A UN TIERS D'UN RECOURS EXERCE PAR L'AUTEUR DE LA DEMANDE
OU LE COMMISSAIRE A L'INFORMATION DEVANT LA COUR FEDERALE

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

La présente donne suite à l'avis que nous vous avons fait
parvenir le (--date--).

Par suite d'une plainte déposée par l'auteur de la demande
auprès du Commissaire à l'information et d'une enquête menée par ce
dernier, nous avons décidé de maintenir notre décision antérieure de
protéger le(s) document(s) demandé(s) en vertu du paragraphe 20(1)
_____ de la Loi sur l'accès à l'information.

(L'auteur de la demande/Le Commissaire à l'information) a
exercé un recours en révision de cette décision devant la Cour fédérale
- Division de première instance.

En vertu de l'article 43 de la Loi, vous avez le droit de
comparaître comme partie à l'instance.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes
sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

LETTRE TYPE 'K'

AVIS A L'AUTEUR DE LA DEMANDE D'UN RECOURS EXERCE
PAR UN TIERS DEVANT LA COUR FEDERALE

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

La présente donne suite à l'avis que nous vous avons fait
parvenir le (--date--).

Nous vous avisons par la présente que (--nom--), qui serait
touché par la divulgation (du/des) document(s) dont vous nous avez
demandé communication, a exercé un recours en révision devant la Cour
fédérale - Division de première instance, en vertu de l'article 44 de la
Loi sur l'accès à l'information.

En vertu de l'article 44, vous avez le droit de comparaître
comme partie à l'instance.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes
sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

LETTRE TYPE 'L

AVIS D'INTENTION DE DIVULGUER DES RESULTATS
D'ESSAIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 20(2) DE LA LOI

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

(Ce ministère/Cet organisme/Cette commission/Ce conseil/etc.)
détient des documents qui contiennent des renseignements (vous
appartenant/fournis par vous/vous concernant)/(appartenant à/fournis
par/concernant) votre société.)

Le (--date--), conformément à la Loi sur l'accès à
l'information, nous avons reçu une demande de communication (du/des)
document(s) suivant(s):

Bien que ce(s) document(s) renferme(nt) des renseignements
visés aux alinéas 20(1)b), c) ou d) de la Loi, il(s)
(contient/contiennent), à notre avis, des résultats d'essais de produits
ou d'essais environnementaux effectués par une institution fédérale ou
en son nom et, par conséquent, en vertu du paragraphe 20(2) de la Loi,
nous ne pouvons en refuser la communication.

Vous avez 20 jours à compter de la date de mise à la poste du
présent avis pour présenter vos observations écrites au soussigné quant
aux raisons pour lesquelles (le/les) document(s) ne (devrait/devraient)
pas être communiqué(s). Vos observations doivent s'en tenir à l'un ou
l'autre des éléments suivants:

- 1) que le(s) document(s) ne renferme(nt) pas de résultats
d'essais de produits ou d'essais environnementaux effectués
par une institution fédérale ou en son nom;

- 2) que les essais ont été effectués en tant que service rendu à titre onéreux à une personne, à un groupement ou à une organisation autre qu'une institution fédérale.

Si vous n'avez pas répondu dans un délai de 20 jours, le(s) document(s) (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de la demande le (---date---).

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, des copies des articles 20 et 28 de la Loi concernant respectivement la protection de renseignements de tiers et la notification de tiers.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièces jointes

LETTRÉ TYPE 'M'

AVIS D'INTENTION DE COMMUNIQUER EN VERTU DU PARAGRAPHE 20(2)
DE LA LOI A LA SUITE D'OBSERVATIONS FORMULEES PAR UN TIERS

N^O de la demande:

(Monsieur/Madame),

Le (--date--), (ce ministère/cet organisme/cette commission/ce conseil/etc.) a reçu les observations que vous avez formulées en réponse à notre avis du (--date--).

Nous avons examiné vos arguments, mais nous soutenons que les renseignements qui ont été demandés sont visés par le paragraphe 20(2) de la Loi et devraient être communiqués.

Vous avez le droit d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance, conformément à l'article 44 de la Loi sur l'accès à l'information, pourvu que ce soit fait dans les 20 jours suivant la date de mise à la poste du présent avis.

Si vous n'exercez pas ce recours en révision, (le/les) document(s) en cause (sera/seront) communiqué(s) à l'auteur de la demande.

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une copie de l'article 44 de la Loi.

Veuillez agréer, (Monsieur/Madame), l'expression de mes sentiments distingués.

Le coordonnateur de l'accès à
l'information,

Pièce jointe

Conseil du Trésor du Canada

Lignes directrices provisoires:

Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la
protection des renseignements personnels

Partie III - Protection des renseignements
personnels

Table des matières	Page(s)
.1 Introduction	1-12
.1.1 Objet et portée	1-2
.1.2 Champ d'application	2
.1.3 Autorisations et annulations	2-3
.1.4 Rôles et fonctions	3-8
.1.4.1 Parlement	3
.1.4.2 Le ministère de la Justice	4
.1.4.3 Le président du Conseil du Trésor	4-5
.1.4.4 Les institutions fédérales	5-7
.1.4.5 Commissaire à la protection de la vie privée	8
.1.4.6 La Cour fédérale	7-8
.1.5 Définitions	8-12
.2 Collecte, conservation et retrait des renseignements personnels	13-26
.2.1 Principes généraux	13-14
.2.2 Collecte de renseignements personnels	14
.2.2.2 Collecte limitée aux seuls renseignements qui se rattachent à des programmes	14-15
.2.2.3 Collecte directe de renseignements personnels destinés à des fins administratives	15-18
.2.2.4 Mise au courant de l'intéressé de l'objet d'une collecte de renseignements le concernant et d'autres détails	18-20

.2.3	Exactitude des renseignements utilisés à des fins administratives	21
.2.4	Conservation et retrait de renseignements personnels	21-26
.2.4.1	Objet	21-22
.2.4.2	Structure selon laquelle doivent s'effectuer la consignation des renseignements personnels dans un registre, leur conservation et leur retrait	22-25
.2.4.3	Conservation pour un minimum de deux ans	25
.2.4.4	Les dispositions additionnelles	25-26
.3	Utilisation et communication de renseignements personnels	27-64
.3.1	Principes généraux	27-28
.3.2	Objet	28
.3.3	Utilisation des renseignements personnels	28-29
.3.4	Communication de renseignements personnels	29-30
.3.5	Processus d'obtention de la collecte	30-34
.3.5.1	Consentement au moment de la collecte	30-31
.3.5.2	Consentement ultérieur à la collecte	31-32
.3.5.3	Consentement des mineurs	32
.3.5.4	Consentement des incapables	33
.3.5.5	Consentement au nom d'une personne décédée	33
.3.5.6	Consentement par un représentant de l'individu	34
.3.6	Utilisation compatible	34-36
.3.7	Communication autorisée de renseignements personnels	36-59
.3.7.1	Fins premières et utilisations compatibles	37-38
.3.7.2	Loi du Parlement ou règlement	38-39
.3.7.3	Subpoena, mandats, ordonnances d'une cour et règles de procédure	39
.3.7.4	Procureur général - Poursuites judiciaires	40
.3.7.5	Organismes d'enquête fédéraux	40-44
.3.7.6	Provinces, États étrangers et organisations internationales	44-46

.3.7.7	Parlementaires fédéraux	46-47
.3.7.8	Fins de vérification	47
.3.7.9	Dépôt aux archives	47-48
.3.7.10	Fins de recherche ou de statistique	48-50
.3.7.11	Fins de recherche relative aux revendications des autochtones	50
.3.7.12	Débiteurs et créanciers	51
.3.7.13	Intérêt public	51-59
.3.8	Communications par les Archives publiques	60-62
.3.9	Renseignements à la disposition du public	63
.3.10	Adresses et listes de correspondance	63-64
.4	Obligation de rendre compte de l'utilisation et de la communication des renseignements personnels	65-70
.4.1	Principes généraux	65
.4.2	Objet	65
.4.3	Énumération des fins	66
.4.4	Utilisations courantes non incluses aux usages premiers ou compatibles	66-67
.4.5	Relevés des cas d'utilisation et de communication	67-69
.4.6	Usages compatibles dont on n'a pas rendu compte auparavant	69-70
.5	Droit d'accès aux renseignements personnels	71-87
.5.1	Objet	71
.5.2	Demande de communication non officielle	71
.5.3	Conditions générales concernant le traitement des demandes officielles	72-74
.5.4	Notifications	74-76
.5.5	Modes d'application des exceptions	76-80
.5.6	Mode de communication	80-81
.5.7	Version de l'accès	81-82
.5.8	Corrections et annotations	82-87
.6	Documents exclus	88

.7	Exceptions - protection des renseignements personnels	89-126
.7.1	Principes généraux	89-94
.7.2	Objet	94
.7.3	Autorisation	94-95
.7.4	Prélèvements	95-96
.7.5	Consultation	96-97
.7.6	Exceptions	97-126
.7.6.1	Fichiers inconsultables (article 18)	97-101
.7.6.2	Renseignements obtenus 'à titre confidentiel' (article 19)	101-104
.7.6.3	Affaires fédéro-provinciales (article 20)	104-105
.7.6.4	Affaires internationales et défense (article 21)	105-109
.7.6.5	Application des lois, enquêtes et sécurité des établissements pénitentiaires (article 22)	109-118
.7.6.6	Enquêtes de sécurité (article 23)	118-120
.7.6.7	Individus condamnés pour une infraction (article 24)	120-121
.7.6.8	Sécurité des individus (article 25)	121
.7.6.9	Renseignements concernant un autre individu (article 26)	122-123
.7.6.10	Secret professionnel des avocats (article 27)	124
.7.6.11	Dossiers médicaux	124-126
.8	Examen des décisions prises en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels	127-137
.8.1	Principes généraux	127
.8.2	Objet	127
.8.3	Examen par le Commissaire à la protection de la vie privée	127-132
.8.4	Examen des fichiers inconsultables par le Commissaire à la protection de la vie privée	132-133
.8.5	Contrôle de l'application des articles 4 à 8 par le Commissaire à la protection de la vie privée	134
.8.6	Révision par la Cour fédérale	134-137
.8.7	Ordonnance visant à exclure des dossiers d'un fichier inconsultable	137

Appendices

- A Institutions fédérales et les responsables des
 institutions fédérales
- B Règlement sur la protection des renseignements
 personnels
- C Les formules se rapportant à l'utilisation et
 à la communication des renseignements personnels
- D Lettres types et formules se rapportant au droit
 à l'information en vertu de la Loi sur la
 protection des renseignements personnels

.1 Introduction

.1.1 *Objet et portée*

La partie III du présent chapitre vise les trois objectifs suivants: faciliter l'interprétation de la Loi sur la protection des renseignements personnels, exposer les modalités auxquelles les institutions doivent se conformer pour appliquer les dispositions de cette loi et prescrire les directives et les lignes directrices qui constituent la politique gouvernementale que doivent suivre les institutions.

Aux termes de l'article 2, la présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

La partie III contient deux codes importants qui traitent de la protection des renseignements personnels. Le premier régit la collecte, la conservation et le retrait des renseignements personnels; le deuxième contrôle l'utilisation des renseignements personnels et leur divulgation aux personnes autres que le particulier concerné. Ce deuxième code est appuyé de mesures visant à s'assurer que tous les cas d'utilisation et de divulgation des renseignements personnels sont déclarés.

On y décrit le droit d'accès à l'information les concernant accordé aux particuliers en vertu de la Loi, on y explique la façon de répondre aux demandes de consultation formulées en vertu de la Loi et on précise des détails comme les délais, la méthode et la langue de communication ainsi que les droits de corriger et de commenter les renseignements personnels.

La partie III prescrit également que certains documents sont exempts de l'application de la Loi et on y donne la définition des documents assujettis à la Loi, désignés généralement comme des renseignements concernant une personne en particulier et conservés sur un support quelconque.

On y explique les exceptions, c'est-à-dire les exceptions limitées et spéciales au droit d'accès. De plus, la partie III aide les institutions à décider, compte tenu de ces exceptions, si elles doivent autoriser les demandes formulées en vertu de la Loi. On y aborde aussi la notion de prélèvement selon laquelle l'institution compétente est tenue de divulguer les parties non exemptées des renseignements personnels qui font l'objet d'une demande.

La dernière section traite de l'examen indépendant des décisions gouvernementales prises en vertu de la Loi. Elle contient une description du système à deux paliers mis sur pied à cette fin et explique les rôles du Commissaire à l'information et de la Cour fédérale en ce qui concerne cet examen.

La partie III ne porte toutefois pas sur l'exigence énoncée à l'article 11 de la Loi concernant la publication, au moins une fois l'an, d'un répertoire des fichiers de renseignements personnels conservés dans les institutions fédérales. On traite de cette exigence dans le chapitre 411 - Répertoire de l'information.

La partie III ne traite pas non plus des dispositions de l'alinéa 71(1)b) et des paragraphes 71(3) à (5) de la Loi concernant l'enregistrement, l'approbation et l'examen des fichiers de renseignements personnels. Le chapitre 415 - Divulgation et utilisation des renseignements personnels traite de ces questions.

.1.2 *Application*

La partie III du présent chapitre s'applique aux institutions fédérales dont le nom figure à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, sous réserve du paragraphe 71(2) de la Loi.

.1.3 *Autorisations et annulations*

La partie III est publiée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Elle est également autorisée aux termes de la Loi sur l'administration financière, en vertu de laquelle le

Conseil du Trésor peut prendre des décisions concernant la politique administrative de la Fonction publique du Canada. La délibération n^o 787442 du Conseil du Trésor s'applique à cet égard.

L'ancienne politique expliquée aux chapitres suivants est périmée:

- Chapitre 415 - Divulgarion et utilisation des renseignements personnels; et
- Chapitre 420 - Consultation des renseignements personnels.

.1.4 *Rôles et responsabilités*

Dans cet article, on définit les rôles et les responsabilités du Parlement, du ministère de la Justice, du Conseil du Trésor, des institutions fédérales, du Commissaire à l'information et de la Cour fédérale en ce qui a trait à l'application et à l'examen de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Au besoin, on réfère aux articles de la Loi concernant les rôles et les responsabilités en question ainsi qu'aux autres secteurs de cette politique qui traitent plus en détail de la nature et de la portée des exigences spéciales.

.1.4.1 Le *Parlement* désigne ou met sur pied un comité chargé de remplir les fonctions suivantes:

- a) examiner en détail les dispositions et les modalités d'application de la Loi dans les trois années qui suivent son entrée en vigueur (paragraphe 75(2));
- b) au plus tard un an après avoir commencé l'examen, soumettre les résultats au Parlement, y compris les modifications recommandées (paragraphe 75(2));
- c) examiner continuellement la mise en application de la Loi (paragraphe 75(1)).

.1.4.2 Le *ministère de la Justice* assume les responsabilités suivantes:

- a) conserver une vue d'ensemble de l'application de la Loi compte tenu des intentions du gouvernement et des attentes du public;
- b) conseiller le ministre désigné au sujet des questions administratives ayant trait à la politique globale;
- c) dispenser des services de consultation et d'interprétation juridiques en ce qui a trait aux dispositions et à l'application de la Loi;
- d) recueillir les renseignements concernant les cas et les précédents et s'en inspirer pour dispenser des services de consultation et d'interprétation juridiques;
- e) coordonner les préparatifs du gouvernement en vue de l'examen parlementaire des dispositions et de l'application de la Loi.

.1.4.3 *Président du Conseil du Trésor*. Le président du Conseil du Trésor est le ministre désigné en vertu de la Loi; il assume les responsabilités suivantes:

- a) élaborer les directives et les lignes directrices régissant l'application de la Loi et des règlements et les diffuser aux institutions (alinéa 70(1)d));
- b) publier chaque année le répertoire des renseignements personnels (article 11);
- c) prescrire les formules nécessaires à l'application de la Loi et des règlements (alinéa 71(1)c));

d) déterminer la forme et le contenu des rapports annuels que les responsables d'institution doivent soumettre au Parlement (alinéa 71(1)e));

e) examiner si les fichiers de renseignements personnels sont conservés et gérés conformément aux dispositions de la Loi et des règlements (alinéa 71(1)a));

f) surveiller l'utilisation des fichiers de renseignements personnels existants et les projets de création de nouveaux fichiers soumis par les institutions fédérales qui sont des ministères d'après la définition donnée à l'article 2 de la Loi sur l'administration financière (paragraphe 71(3) et (5));

g) approuver les projets d'établissement et de modifications considérables des fichiers de renseignements personnels soumis par les institutions fédérales qui sont des ministères d'après la définition donnée à l'article 2 de la Loi sur l'administration financière (paragraphe 71(4) et (5)).

Le *Secrétariat du Conseil du Trésor* seconde le Président dans l'exercice de ses fonctions en tant que ministre désigné et assume également les responsabilités suivantes:

- conseiller les institutions en ce qui concerne l'application de la Loi et de ses règlements et des politiques qui s'y rapportent;
- établir un rapport annuel consolidé sur l'application de la Loi à l'échelle du gouvernement.

.1.4.4 *Institutions fédérales*. Le responsable de chaque institution est chargé de l'application de la Loi à l'intérieur de l'institution qu'il dirige, conformément aux exigences de la Loi ainsi que du règlement, des directives et les lignes directrices qui s'y rapportent. Il incombe au responsable de s'acquitter de ces

responsabilités; toutefois, il peut, par décret, demander à un ou plusieurs agents ou employés de l'institution d'exercer un certain nombre de fonctions ou de pouvoirs qui lui ont été conférés en vertu de la Loi.

Dans chaque institution, le coordonnateur de la protection de la vie privée doit coordonner l'exercice des fonctions suivantes:

- soumettre au ministre désigné une description des fichiers et des catégories de renseignements personnels, y compris, dans le cas des fichiers, un exposé de l'objet et des utilisations des renseignements ainsi que les normes relatives à la conservation et au retrait de ces renseignements, conformément aux exigences de l'article 11 de la Loi et du chapitre 411 - Répertoire de l'information;
- répondre aux demandes de communication de renseignements personnels formulées en vertu de la Loi: autoriser ou refuser l'accès à l'information, corriger ou commenter les renseignements, publier des avis destinés aux demandeurs et aider les particuliers qui veulent obtenir des renseignements qui les concernent;
- défendre ses décisions d'autoriser ou de refuser l'accès auprès du Commissaire à la protection des renseignements personnels et de la Cour fédérale et s'assurer que, pendant le déroulement d'une enquête, le Commissaire dispose du personnel suffisant et ait accès aux renseignements personnels qui relèvent de l'institution;
- s'assurer que les renseignements personnels ne sont pas divulgués à des personnes autres que les personnes concernées ou utilisés par d'autres, sauf dans les cas prescrits par la Loi et cette politique, et vérifier si les pratiques de l'institution concernant la collecte, la conservation et le retrait de renseignements personnels sont entièrement conformes aux dispositions de la Loi, du règlement et de la présente politique;

- chaque année, soumettre un rapport au Parlement conformément à l'article 72 de la Loi et aux instructions concernant l'application de l'alinéa 71(1)e) de la Loi.

.1.4.5 *Commissaire à la protection des renseignements personnels*.

Le Commissaire à la protection des renseignements personnels se situe au premier niveau d'un système à deux paliers permettant l'examen indépendant des décisions prises en vertu de la Loi. Le public peut formuler une plainte auprès du Commissaire en se fondant sur l'un ou l'autre des raisons précisées au paragraphe 29(1) de la Loi. Le Commissaire fait enquête au sujet de ces plaintes et peut aussi en formuler lui-même. Il peut également mener des enquêtes concernant les fichiers de renseignements personnels désignés 'fichiers inconsultables' en vertu de l'article 18 et, conformément aux dispositions des articles 4 et 8 ayant trait à la collecte, à la conservation, au retrait, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements personnels.

Au cours des enquêtes, le Commissaire peut exiger la présence de témoins, la production de preuves et l'examen de tout document assujéti à la Loi. Lorsqu'il dégage ses conclusions, le Commissaire est autorisé à faire des recommandations sur tous les points visés par l'enquête, mais ne peut exiger que le chef de l'institution les mette en oeuvre.

En plus des responsabilités susmentionnées, il se peut que le ministre de la Justice demande au Commissaire à la protection des renseignements personnels d'effectuer des études spéciales de l'une ou l'autre des questions mentionnées au paragraphe 60(1) de la Loi.

Les sections .8.1 à .8.5 de la partie III traitent en détail de la nature et de la portée du rôle du Commissaire à la protection des renseignements personnels et des détails de l'examen du Commissaire.

.1.4.6 *Cour fédérale*. Si on lui a refusé l'accès aux renseignements personnels qu'il a demandé de consulter en vertu du paragraphe 12(1) de la Loi et s'il n'a pas eu gain de cause devant le Commissaire à la protection des renseignements personnels, le plaignant peut demander que la Division de première instance de la Cour fédérale

examine la question. Le Commissaire à la protection des renseignements personnels peut demander à la Cour d'examiner n'importe quel dossier versé dans les fichiers de renseignements personnels désignés comme fichiers inconsultables aux termes de l'article 18. Le Commissaire à la protection des renseignements personnels peut faire enquête sur de nombreuses questions; toutefois, la Cour ne peut examiner que les refus d'accès et les cas ayant trait aux fichiers inconsultables. La Cour peut exiger que le responsable d'une institution divulgue des renseignements personnels ou retire un dossier d'un fichier inconsultable.

Les sections .8.1, .8.2, .8.6 et .8.7 de la partie III traitent en détail du rôle de la Cour en ce qui a trait à la Loi.

.1.5 Définitions

L'auteur de la demande désigne une personne qui demande de consulter des renseignements personnels à son sujet et également que l'on corrige ou que l'on annote ces renseignements qui le concernent ou qui exerce, en vertu de la Loi, ses droits de faire examiner sa demande par la Cour.

Le Commissaire à la protection des renseignements personnels est un représentant nommé en vertu de la Loi et détenant les pouvoirs d'un ombudsman. Le rôle et les fonctions du commissaire sont expliqués en détail dans les sections .8.1 à .8.5 de la partie III.

Le coordonnateur de la protection des renseignements personnels est l'agent désigné par chaque institution fédérale pour coordonner toutes les activités concernant l'application de la Loi et des règlements, des directives et des lignes directrices qui s'y rapportent.

La Cour désigne la Division de première instance de la Cour fédérale.

Une exception est une disposition de la Loi qui permet au chef d'une institution de refuser de communiquer des renseignements demandés en vertu de la Loi. Chaque type d'exception est traité en détail à la section .7 de la partie III.

Un fichier de renseignements personnels désigne un groupe de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale et qui ont été ou sont utilisés pour des fins administratives ou sont conservés à cette fin, ou encore sont classés d'après le nom d'une personne ou d'un numéro d'identité, un symbole ou d'autres détails concernant une personne en particulier.

Les fins administratives désignent la destination de l'usage de renseignements personnels concernant un individu dans le cadre d'une décision le touchant directement.

Une formule de demande d'accès à l'information désigne une formule prescrite par le ministre désigné et servant à demander l'accès à des renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale.

Une formule de demande d'annotation désigne une formule prescrite par le ministre désigné et servant à demander qu'une annotation soit faite sur les renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale afin d'indiquer que la correction demandée n'a pas été apportée.

Une formule de demande de correction désigne une formule prescrite par le ministre et servant à demander que l'on corrige des renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale.

L'information exclue désigne l'information non assujettie à la Loi ainsi que les documents des bibliothèques ou des musées préparés, acquis ou conservés uniquement comme documents de référence publics ou pour être exposés dans un endroit public; les documents conservés dans les Archives publiques, la Bibliothèque nationale ou les Musées nationaux du Canada par des personnes ou des organisations autres que les institutions fédérales ou en leur nom; et les documents confidentiels du Conseil privé de la Reine du Canada.

Institution fédérale désigne un ministère d'Etat, un organisme ou un bureau du gouvernement fédéral dont le nom figure à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels (voir appendice A). Lorsqu'on emploie le terme 'institutions fédérales' dans cette politique, cela signifie que les décisions à prendre incombent soit au responsable de l'institution intéressée ou à un employé de l'institution auquel le responsable a délégué le pouvoir de prendre ces décisions.

Dans la Loi, le ministre désigné est le président du Conseil du Trésor.

Un plaignant est une personne qui dépose une plainte auprès du Commissaire à la protection des renseignements personnels en se basant sur l'une ou l'autre des raisons précisées au paragraphe 29(1) de la Loi.

Relever de: Des renseignements personnels relèvent d'une institution fédérale si cette institution est autorisée à accorder ou à refuser l'accès à ces renseignements, à décider de leur utilisation et, sous réserve de l'approbation de l'archiviste fédéral, à disposer de ces renseignements. Pour ce qui est de la possession physique, on présume que des renseignements personnels conservés dans une institution, à l'administration centrale, dans les bureaux régionaux, auxiliaires ou autres, au Canada ou à l'étranger, relèvent de cette institution à moins de preuve du contraire. On dit également que les renseignements personnels relèvent d'une institution s'ils sont conservés ailleurs mais au nom de celle-ci.

Les renseignements personnels désignent les renseignements, quels que soient leur forme et leur support, concernant un individu identifiable, notamment:

- a) les renseignements relatifs à sa race, à son origine nationale ou ethnique, à sa couleur, à sa religion, à son âge ou à sa situation de famille;
- b) les renseignements relatifs à son éducation, à son dossier médical, à son casier judiciaire, à ses antécédents professionnels ou à des opérations financières auxquelles il a participé;
- c) tout numéro ou symbole, ou toute autre indication identificatrice, qui lui est propre;
- d) son adresse, ses empreintes digitales ou son groupe sanguin;

e) ses opinions ou ses idées personnelles, à l'exclusion de celles qui portent sur un autre individu ou sur une proposition de subvention, de récompense ou de prix à octroyer à un autre individu par une institution fédérale, ou subdivision visée par règlement;

f) toute correspondance de nature, implicitement ou explicitement, privée ou confidentielle envoyée par lui à une institution fédérale, ainsi que les réponses de l'institution dans la mesure où elles révèlent le contenu de la correspondance de l'expéditeur;

g) les idées ou opinions d'autrui sur lui;

h) les idées ou opinions d'un autre individu qui portent sur une proposition de subvention, de récompense ou de prix à lui octroyer par une institution, ou subdivision de celle-ci, visée à l'alinéa e), à l'exclusion du nom de cet autre individu si ce nom est mentionné avec les idées ou opinions;

i) son nom lorsque celui-ci est mentionné avec d'autres renseignements personnels le concernant ou lorsque la seule divulgation du nom révélerait des renseignements à son sujet;

étant entendu que, pour l'application des articles 7, 8 et 26, et de l'article 19 de la Loi sur l'accès à l'information, les renseignements personnels ne comprennent pas les renseignements concernant:

- j) un cadre ou employé, actuel ou ancien, d'une institution fédérale et portant sur son poste ou ses fonctions, notamment:
- le fait même qu'il est ou a été employé par l'institution;
 - son titre et les adresse et numéro de téléphone de son lieu de travail;
 - la classification, l'éventail des salaires et les attributions de son poste;

- son nom lorsque celui-ci figure sur un document qu'il a établi au cours de son emploi;
- les idées et opinions personnelles qu'il a exprimées au cours de son emploi;

k) un individu qui a conclu un contrat de prestation de services avec une institution fédérale et portant sur la nature de la prestation, notamment les conditions du contrat, le nom de l'individu ainsi que les idées et opinions personnelles qu'il a exprimées au cours de la prestation;

l) des avantages financiers facultatifs, notamment la délivrance d'un permis ou d'une licence accordées à un individu, y compris le nom de celui-ci et la nature précise de ces avantages;

m) un individu décédé depuis plus de vingt ans.

L'expression 'quels que soient leur forme' employée au début de cette définition signifie que tous les supports physiques, y compris les photographies, les bandes magnétiques ou le matériel audio-visuel représentant des personnes identifiables constituent des renseignements personnels et sont, par conséquent, assujettis aux dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le Répertoire de renseignements personnels est un document publié par le ministre désigné conformément à l'article 11 de la Loi. Il contient, pour chaque institution fédérale assujettie à la Loi, un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et de toutes les catégories de renseignements personnels qui relèvent de l'institution. On trouvera au chapitre 411 - Répertoire de l'information une description détaillée du répertoire.

Le responsable d'une institution fédérale est le ministre ou le ministre d'Etat ou, en tout autre cas, la personne que le responsable de l'institution a désignée par décret en conseil pour les besoins de l'application de la Loi (voir appendice A).

Partie III

.2 Collecte, conservation et retrait des renseignements personnels

.2.1 *Principes généraux*

Les articles 4, 5 et 6 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, l'article 4 de son règlement d'application et la présente politique constituent un code qui régit la collecte, l'exactitude, la conservation et le retrait des renseignements personnels.

Ce code s'applique à tous les renseignements personnels réunis par les institutions fédérales sur toute personne, indépendamment de la source de ces renseignements ou des fins pour lesquelles ils sont utilisés.

Le code en question contient les principes généraux suivants:

- les seuls renseignements personnels que peut recueillir une institution fédérale sont ceux qui se rattachent à des programmes ou à des activités autorisées (article 4 de la Loi);
- les renseignements personnels qui seront utilisés pour prendre une décision concernant directement une personne seront, en règle générale, recueillis auprès de cette personne même (paragraphe 5(1) et 5(3) de la Loi);
- on doit normalement informer une personne du but d'une collecte de renseignements la concernant ainsi que de l'usage auquel ils sont destinés; on doit également lui faire savoir si la loi l'oblige ou non à répondre aux questions qui lui sont posées, et la mettre au courant de ses droits touchant l'accès à ces renseignements (paragraphe 5(2) et 5(3) de la Loi);
- les renseignements personnels qui seront utilisés pour prendre une décision concernant directement une personne doivent, dans la mesure du possible, être exacts, actuels et complets (paragraphe 6(2) de la Loi);

- les intérêts d'une personne doivent être protégés lorsqu'on planifie la conservation ou le retrait de renseignements personnels la concernant ou lorsqu'on effectue ces activités (paragraphe 6(1) et 6(3) de la Loi et article 4 de son règlement d'application).

Les articles suivants énoncent les éléments du code en question, facilitent l'interprétation des dispositions sur lesquelles il est fondé et indiquent l'obligation des institutions fédérales de respecter les exigences dont il fait état.

.2.2 *Collecte de renseignements personnels*

.2.2.1 La section .2.2 a pour objet de faciliter l'interprétation des dispositions que renferment les articles 4 et 5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels qui portent sur la collecte de renseignements de ce type, d'énoncer les exigences que les institutions fédérales doivent observer pour rendre ces dispositions effectives et d'indiquer les directives et les lignes directrices que les institutions fédérales doivent suivre dans le cadre de la politique adoptée par le gouvernement à cet égard.

La présente section porte uniquement sur les restrictions imposées par les articles de la Loi qui ont trait à la collecte de renseignements personnels. La politique pertinente, y compris certaines contraintes touchant l'enregistrement, l'approbation et l'examen des fichiers de renseignements personnels est énoncée au chapitre 415, intitulé Collecte de l'information.

Le terme collecte employé dans la présente section a trait à tous les renseignements personnels recueillis par suite d'une demande ou d'un besoin d'une institution fédérale.

.2.2.2 *Collecte limitées aux seuls renseignements qui se rattachent à des programmes* - L'article 4 de la Loi prévoit que les seuls renseignements personnels qu'une institution fédérale peut recueillir sont ceux qui ont un lien direct avec un de ses programmes ou avec une de ses activités.

Cette disposition a pour but de favoriser la protection des renseignements personnels en autorisant leur collecte par les institutions fédérales uniquement lorsqu'ils sont clairement indispensables à l'exécution d'un programme ou d'une activité dûment autorisés.

Pour que cette disposition soit effective, les institutions doivent avoir une autorisation parlementaire ayant trait à l'activité ou au programme concernés. Cette autorisation est habituellement donnée par une loi du Parlement ou par un règlement établi en vertu d'une telle loi, ou encore par l'approbation des dépenses envisagées qui sont indiquées dans les budgets des dépenses, puis autorisées par une loi portant affectation de crédits.

Selon cette disposition, les institutions doivent également confirmer la nécessité de recueillir des renseignements personnels pour répondre aux besoins d'un programme ou d'une activité en particulier. Compte tenu de ces faits:

- a) lorsqu'aucun renseignement personnel n'est nécessaire, par exemple lorsqu'une activité produira uniquement des données récapitulatives, on ne doit pas procéder à une collecte de renseignements personnels;
- b) lorsque des renseignements personnels sont nécessaires, on en recueillera le strict minimum qui permettra la réalisation de l'activité ou du programme en cause.

.2.2.3 *Collecte directe de renseignements personnels destinés à des fins administratives* - Le paragraphe 5(1) de la Loi prévoit qu'une institution fédérale doit, dans la mesure du possible, recueillir des renseignements personnels destinés à des fins administratives auprès de la personne concernée elle-même, sauf si cette dernière autorise une autre manière de les obtenir ou si ces renseignements peuvent être communiqués à l'institution en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi. Une troisième exception est prévue au paragraphe 5(3) de la Loi, à savoir: lorsque la collecte directe fournirait des renseignements personnels inexacts ou trompeurs.

Selon cette disposition, les institutions fédérales sont également tenues, dans la mesure du possible, de recueillir les renseignements personnels qu'elles ont l'intention d'utiliser pour prendre une décision concernant directement une personne auprès de cette personne même. Cette disposition est conçue, d'une part, pour permettre à une personne de mieux connaître et de mieux surveiller les renseignements conservés à son sujet et, d'autre part, pour favoriser la collecte de renseignements exacts, actuels et complets.

L'expression dans la mesure du possible autorise la collecte des renseignements susmentionnés auprès d'autres sources, dans certains cas, par exemple lorsque la personne concernée est privée de capacité légale ou lorsqu'elle est décédée, ou encore lorsque le gouvernement souhaite lui verser une prestation ou l'obliger à s'acquitter d'une dette et qu'il lui a été impossible de trouver son adresse après avoir fait des efforts raisonnables. Cette expression n'autorise pas la collecte de ces renseignements auprès d'une autre source simplement parce qu'il serait plus facile ou moins onéreux de les obtenir de cette manière qu'en s'adressant à la personne concernée.

Exceptions concernant l'obligation de procéder à une collecte directe de renseignements personnels. Le paragraphe 5(1) de la Loi prévoit deux exceptions à l'obligation de recueillir auprès de la personne concernée des renseignements personnels destinés à des fins administratives.

Lorsqu'une personne autorise la collecte indirecte. La première exception permet la collecte de renseignements personnels auprès d'une source autorisée par la personne concernée. Lorsqu'une institution fédérale demande cette autorisation, elle doit informer cette personne de la nature des renseignements qu'elle se propose de recueillir, du but de cette collecte et de la source prévue. Cette institution doit également informer la personne en question qu'un refus de sa part n'entraînera pas la prise d'une décision défavorable à son sujet ou, si les renseignements visés sont indispensables pour prendre une décision concernant directement cette personne, des conséquences de ce refus. L'autorisation susmentionnée doit être donnée par écrit, si possible.

Lorsque les renseignements ont déjà été recueillis et qu'ils peuvent être divulgués. La deuxième exception a trait aux renseignements qui ont déjà été recueillis auprès de la personne concernée par une autre institution fédérale. Dans ce cas-là, une institution peut obtenir les renseignements qu'elle souhaite utiliser pour prendre une décision touchant directement une personne auprès de l'institution qui les détient et qui est autorisée à les lui communiquer en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi. Cette exception a été établie pour éviter à une personne le fardeau inutile des formalités dont elle devrait s'acquitter si diverses institutions lui posaient les mêmes questions. La divulgation de renseignements personnels par une institution à une autre étant prévue en vertu du paragraphe 8(2), cette deuxième exception a été établie également pour s'assurer que le paragraphe 5(1) n'interdit pas à la seconde institution de les recevoir. Des instructions sur l'application de cette exception sont données à l'alinéa .3.7 qui traite des cas dans lesquels la divulgation des renseignements personnels est permise.

Lorsque les renseignements pourraient être inexacts ou trompeurs. Le paragraphe 5(3) de la Loi énonce une autre exception à l'obligation d'une institution de recueillir auprès de la personne concernée des renseignements personnels destinés à des fins administratives. Cette exception autorise la collecte de ce type de renseignements auprès d'une autre source lorsque la collecte directe risque:

- a) d'entraîner la communication de résultats inexacts; ou
- b) de faire échouer les fins ou de nuire à l'usage auxquels ces renseignements sont destinés.

Cette exception doit être appliquée avec modération. Avant de le faire, une institution doit s'assurer que la collecte directe de ces renseignements personnels entraînerait les conséquences fâcheuses susmentionnées. Cette exception peut être appliquée principalement par les organismes d'enquête qu'on trouve dans les listes qui constituent

les annexes II, III et IV du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B) lorsque la collecte de certains renseignements auprès d'une personne qui fait l'objet d'une enquête risquerait de compromettre cette enquête.

.2.2.4 *Mise au courant de l'intéressé de l'objet d'une collecte de renseignements le concernant et d'autres détails* - Le paragraphe 5(2) de la Loi stipule qu'une institution fédérale doit informer toute personne au sujet de laquelle elle recueille des renseignements du but de cette collecte. Toutefois, le paragraphe 5(3) de la Loi contient une exception à appliquer lorsque l'indication de ce but risquerait d'entraîner la communication de renseignements erronés ou trompeurs.

Cette disposition reconnaît le droit d'une personne de connaître et de comprendre le but pour lequel des renseignements la concernant doivent être recueillis ainsi que l'utilisation qui en sera faite. De plus, lorsqu'une personne n'est pas obligée par la loi de fournir ce type de renseignements, le fait de connaître et de comprendre ces points lui permet de décider sciemment de les communiquer ou non.

Pour observer cette disposition, les institutions doivent informer toute personne qu'elles ont l'intention de questionner du but de la collecte de renseignements la concernant.

Dans le cadre de la politique administrative, cette exigence s'étend aux personnes auxquelles on demande des renseignements concernant d'autres personnes. En conséquence, *les institutions informeront toute personne auprès de laquelle des renseignements concernant une autre personne doivent être recueillis du but de cette collecte*.

De plus, *les institutions feront savoir à toute personne auprès de laquelle des renseignements personnels doivent être recueillis*:

- a) si la loi l'oblige ou non à répondre aux questions posées;

- b) qu'un refus de répondre, lorsque la loi ne l'y oblige pas, n'entraînera pas la prise d'une décision préjudiciable au sujet de cette personne, ainsi que les conséquences de ce refus lorsque les renseignements visés sont indispensables pour prendre une décision qui la concerne directement;
- c) lorsque les renseignements concernent la personne à laquelle on les demande, qu'elle a le droit de les consulter et d'en interdire la communication en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels;
- d) lorsque les renseignements concernent une autre personne et que leur consultation par cette autre personne ne fait pas l'objet d'une exception en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, que cette autre personne peut y avoir accès;
- e) et enfin, le numéro du fichier de renseignements personnels dans lequel seront versées les données recueillies.

Exception concernant l'obligation d'informer une personne du but d'une collecte de renseignements lorsque cette information risque d'entraîner la communication de renseignements erronés ou trompeurs. Le paragraphe 5(3) de la Loi autorise une institution à ne pas informer une personne auprès de laquelle cette institution recueille des renseignements la concernant du but de cette collecte lorsque cette information risque:

- a) d'entraîner la communication de résultats inexacts; ou
- b) de faire échouer les fins ou de nuire à l'usage auxquels ces renseignements sont destinés.

L'exception autorisée par cette disposition de la Loi est applicable lorsque les renseignements qu'une institution souhaite recueillir auprès d'une personne concernent cette dernière. Cette exception ne devrait être appliquée que rarement. Avant d'y avoir recours, une institution doit être certaine que le fait d'informer une personne du but d'une collecte de renseignements aura les conséquences fâcheuses susmentionnées. Cette exception peut être appliquée par un organisme d'enquête figurant dans les listes qui constituent les annexes II, III, et IV du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B), lorsque l'organisme d'enquête peut recueillir les renseignements voulus auprès de la personne qui fait l'objet d'une enquête et qu'il n'a pas à consulter une autre source pour les obtenir, mais lorsqu'il ne peut pas informer cette personne du but de cette collecte sans compromettre l'enquête en question. Cette exception s'applique également lorsqu'une enquête est en cours et que la communication de son but à la personne concernée risque d'entraîner des résultats inexacts ou auxquels on ne pourra pas se fier. Le recours à cette exception pour toute autre raison doit être approuvé par le ministre désigné avant la collecte de renseignements. La façon de demander cette approbation est décrite au chapitre 415, intitulé Collecte de l'information.

L'exception susmentionnée s'applique également, dans le cadre de la politique administrative, lorsqu'on doit recueillir auprès d'une personne des renseignements personnels sur une autre. Aurent surtout recours à cette exception les organismes d'enquête énumérés dans les listes qui constituent les annexes II, III et IV du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B) lorsqu'ils doivent recueillir des renseignements auprès d'une personne autre que celle qui fait l'objet d'une enquête et lorsque le fait d'informer le répondant du but de la collecte risque de compromettre cette enquête. Tout autre recours à cette exception doit être approuvé par le ministre désigné de la manière susmentionnée.

.2.3 *Exactitude des renseignements utilisés à des fins
 administratives*

Le paragraphe 6(2) de la Loi stipule qu'une institution prendra toute les mesures raisonnables pour veiller à ce que les renseignements personnels qu'elle utilise à des fins administratives soient aussi exacts, actuels et complets que possible.

Ce paragraphe vise à réduire au minimum la possibilité qu'une décision concernant directement une personne soit fondée sur des renseignements inexacts, anciens ou incomplets.

.2.4 Conservation et retrait de renseignements personnels

.2.4.1 *Objet*

La présente section a pour objet de faciliter l'interprétation des dispositions énoncées aux paragraphes 6(1) et 6(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels et à l'article 4 de son règlement d'application qui ont trait à la conservation et au retrait de ces renseignements et d'indiquer les conditions que les institutions doivent remplir pour rendre ces dispositions effectives.

Ces dispositions doivent être incorporées dans les registres concernant la conservation des documents et leur aliénation qui seront élaborés par les institutions gouvernementales, puis approuvés par l'archiviste fédéral. Les renseignements personnels seront conservés ou retirés selon les indications fournies par ces registres. La consignation des documents à conserver ou à aliéner et leur conservation ou leur aliénation conformément à ces indications sont expliquées dans le cadre des politiques énoncées respectivement au chapitre 460, intitulé Gestion des documents, et au chapitre 461, intitulé Gestion des données informatisées.

La sous-section .2.4.2 prescrit la structure selon laquelle doivent s'effectuer la consignation des renseignements personnels dans un registre, leur conservation et leur retrait. Par ailleurs, la

sous-section .2.4.3 précise un des éléments de cette structure, soit celui qui traite de la conservation de renseignements personnels utilisés pour prendre une décision concernant directement une personne.

.2.4.2 Structure selon laquelle doivent s'effectuer la consignation des renseignements personnels dans un registre, leur conservation et leur retrait. Le paragraphe 6(3) de la Loi stipule qu'une institution gouvernementale procèdera au retrait de renseignements personnels conformément au règlement pertinent et aux directives ou lignes directrices pertinentes qui émanent du ministre désigné.

Cette disposition a pour objet d'assurer, quand on planifie le retrait de renseignements personnels ou quand on y procède, la protection, par l'institution fédérale, des intérêts des personnes que ces renseignements concernent et de veiller à ce que l'institution n'oublie pas de tenir compte de la valeur intrinsèque ou historique que ces renseignements ont pour elle.

Aucun règlement n'a été élaboré en vertu du paragraphe 6(3) de la Loi. Etant donné qu'elle stipule clairement que les institutions procèderont au retrait des renseignements personnels conformément à toute directive ou instruction communiquée par le ministre désigné, les principes sousmentionnés auront force de loi.

Les institutions fédérales doivent consigner dans un registre, conformément aux principes suivants, les renseignements personnels à conserver ou à retirer:

a) les renseignements personnels recueillis avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la protection des renseignements personnels qui ne concernent aucun programme ni aucune activité autorisés de l'institution qui les détient (selon la définition qui en est donnée à la sous-section .2.2.2) seront retirés;

b) lorsque la conservation de renseignements personnels pourrait nuire aux intérêts de la personne qu'ils concernent, ils seront retirés;

c) les renseignements personnels qui ont été utilisés pour prendre une décision touchant directement une personne seront conservés pendant au moins deux années après leur dernière utilisation, à moins que la personne concernée consente à ce qu'ils soient retirés avant (voir la note qui suit les présentes directives);

d) lorsqu'une demande de consultation de renseignements personnels a été reçue, les renseignements visés seront conservés jusqu'à ce que l'auteur de la demande ait eu la possibilité d'exercer tous les droits que la Loi lui confère;

e) lorsqu'une situation d'urgence surgit dans une mission canadienne à l'étranger, le chef ou l'agent principal de cette mission sont autorisés à ordonner la destruction des renseignements personnels afin d'éviter d'en perdre le contrôle;

f) sous réserve des points qui précèdent, lorsque les renseignements personnels ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles ils ont été obtenus ou réunis par l'institution qui les détient, ils seront retirés.

Les registres concernant respectivement la conservation et le retrait de renseignements personnels doivent également indiquer, comme suit, la manière d'effectuer ces activités:

a) les renseignements personnels qui, d'après une indication de l'archiviste fédéral, ont une valeur historique seront transmis aux Archives publiques;

b) les autres renseignements personnels seront détruits.

Les institutions fédérales doivent conserver ou retirer les renseignements personnels qu'elles détiennent après consultation de registre qui contiennent toutes les conditions de mise en application des deux directives énoncées plus haut une fois ces registres approuvés par l'archiviste fédéral.

Nota: Explications concernant la condition énoncée au point (c) de la première des directives susmentionnées.

Premièrement, comme nous l'avons indiqué plus haut, une personne peut consentir au retrait de renseignements personnels utilisés pour prendre une décision la concernant directement avant qu'une période de deux ans se soit écoulée depuis la dernière fois que ces renseignements ont été utilisés. Cela peut se produire lorsqu'une personne prouve, quand elle consulte des renseignements personnels, qu'ils sont inexacts et lorsque le meilleur moyen de remédier à cette situation est de procéder à leur retrait. Ce cas peut également se produire lorsque, avant l'expiration de la période de deux ans, ces renseignements ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles ils ont été obtenus ou réunis par une institution, comme l'indique le registre de conservation et de retrait de renseignements personnels, et lorsque la personne concernée a donné par écrit son consentement au sujet de ce retrait.

Deuxièmement, lorsque des renseignements personnels utilisés à des fins administratives se trouvent dans les dossiers personnels d'anciens employés d'une institution gouvernementale ou d'anciens membres des Forces canadiennes, ces renseignements doivent être conservés par cette institution pendant l'année qui suit le départ de ces personnes, puis ils doivent être transmis aux Archives publiques où ils seront conservés pendant la deuxième année de la période prescrite de deux ans.

Troisièmement, avant de procéder au retrait de renseignements personnels utilisés pour prendre une décision concernant directement une personne, l'institution doit s'assurer qu'ils n'ont pas été utilisés à cette fin pendant les deux années précédentes. Cette vérification peut

se faire au moyen de l'examen rigoureux de tous les documents qui, selon la date indiquée dans le registre pertinent, doivent être détruits et, en cas de doute, en ayant recours à la consultation des agents qui pourraient avoir utilisé ces renseignements à des fins administratives.

.2.4.3 *Conservation pour un minimum de deux ans*

Le paragraphe 6(1) de la Loi stipule que les renseignements personnels utilisés par une institution fédérale à des fins administratives doivent être conservés par cette institution après usage pendant une période, déterminée par un règlement, suffisamment longue pour permettre à la personne concernée de les consulter.

L'article 4 du Règlement sur la protection des renseignements personnels stipule que cette période doit être d'une durée minimale de deux ans, à moins que la personne concernée consente à ce qu'on procède plus tôt au retrait de ces renseignements. Cet article stipule également qu'après la réception d'une demande de consultation de renseignements personnels, ces derniers doivent être conservés jusqu'à ce que l'auteur de la demande ait eu la possibilité d'exercer les droits que la Loi lui confère. Nonobstant ces dispositions, le chef ou l'agent supérieur d'une mission canadienne à l'étranger peuvent ordonner la destruction de ces renseignements en cas d'urgence afin d'éviter de les soustraire au contrôle de cette mission.

.2.4.4 *Les dispositions additionnelles*

Les dispositions suivantes concernant également la conservation et le retrait de renseignements personnels:

- conformément au paragraphe 9(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale doit faire un relevé de tout usage de renseignements personnels consignés dans un fichier de renseignements personnels ainsi que des fins auxquelles ils ont été communiqués lorsque ni ces usages ni ces fins ne sont indiqués dans le relevé des usages et des fins figurant

dans le Répertoire des renseignements personnels, puis joindre ce relevé auxdits renseignements personnels (voir la section .4.5);

- toute demande de communication de renseignements personnels et tout relevé de renseignements personnels communiqués en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la Loi doivent être conservés pendant une période minimale de deux ans suivant la date de réception de cette demande (voir l'article 7 du règlement d'application de la Loi qui est présenté à l'appendice B et la section .3.7.5 du présent chapitre).

Partie III

.3 *Usage et communication de renseignements personnels*

.3.1 *Principes généraux*

Les articles 7 et 8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels constituent le code régissant l'usage et la communication de tous les renseignements personnels relevant des institutions fédérales.

Contrairement au paragraphe 52(2) de la partie IV de la Loi canadienne sur les droits de la personne, qui porte uniquement sur les renseignements personnels recueillis auprès d'une personne et utilisés pour prendre des décisions la concernant directement, la Loi sur la protection des renseignements personnels s'applique à tous les renseignements personnels relevant des institutions fédérales qui ne sont pas mis à la disposition du public, quelles que soient leur source ou leur nature. La législation procède du principe reconnu voulant que le droit de l'individu à sa vie privée comporte le droit de contrôler l'usage et la divulgation des renseignements le concernant et, sauf exceptions prévues, de savoir quel usage sera fait de ces renseignements, à qui et à quelles fins ils peuvent être divulgués.

L'interprétation des articles 7 et 8 portant sur l'usage et la communication des renseignements personnels doit tenir compte de trois facteurs essentiels:

a) Le code ne prime pas les interdictions fondées sur d'autres lois régissant l'usage et la communication de renseignements personnels (p. ex., l'article 241 de la Loi de l'impôt sur le revenu), mais s'applique uniquement lorsqu'il n'existe aucune disposition statutaire restrictive;

b) Le code permet l'usage et la communication des renseignements personnels aux fins que prévoit le paragraphe 8(2); il ne les impose pas. Par conséquent, aucun droit d'accès à ces renseignements n'est accordé à des tiers (i.e. autre institution gouvernementale, personne, groupe de

personnes ou organisation). Chaque institution fédérale décide donc si, oui ou non, elle utilisera ou divulguera les renseignements à des fins autorisées;

c) La politique du gouvernement reconnaît, en même temps que le droit de l'individu à sa vie privée, la nécessité pour les institutions fédérales d'assurer un usage optimal des renseignements personnels, dans les limites prescrites par la Loi sur la protection des renseignements personnels, afin d'assurer le fonctionnement efficace de ces institutions, d'éliminer la collecte inutile de données, de réduire le fardeau des réponses et de faciliter le partage des données à des fins non administratives.

.3.2 *Objet*

Cette section du chapitre 410 vise à faciliter l'interprétation de la Loi sur la protection des renseignements personnels concernant l'usage et la communication de ces renseignements, et à établir les lignes directrices qui formeront la politique gouvernementale qu'appliquera chaque institution fédérale. De même, les dispositions statutaires et les politiques qui en découlent constitueront les règles à partir desquelles les institutions fédérales prendront les décisions voulues quant à l'usage et à la communication des renseignements personnels. Les institutions fédérales possédant des masses de renseignements personnels devront fixer des lignes de conduite et des pratiques qui étayeront ces dispositions statutaires et ces politiques, et les adapter au genre particulier de renseignements qu'elles possèdent.

.3.3 *Utilisation des renseignements personnels*

L'article 7 de la Loi sur la protection des renseignements personnels énonce le principe directeur régissant l'usage des renseignements personnels relevant d'une institution fédérale. Cet

article prescrit en effet que: 'A défaut du consentement de l'individu concerné, les renseignements personnels relevant de cette institution ne peuvent servir à celle-ci:

- a) qu'aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou préparés par l'institution;
- b) que pour les usages qui sont compatibles avec ces fins;
ou
- c) qu'aux fins auxquelles ils peuvent lui être communiqués en vertu du paragraphe 8(2).'

On entend par 'usage' le fait pour une institution fédérale d'employer des renseignements personnels à certaines fins. Cet usage est limité aux fins pour lesquelles les renseignements ont été recueillis ou consignés de même qu'aux usages compatibles avec ces fins (voir section .3.6 ci-dessous), et aux fins que prévoit le paragraphe 8(2). Par cette dernière disposition, la communication des renseignements personnels devient un cas d'usage, dans les limites prescrites par ce paragraphe (voir la section .3.7 ci-dessous) et les institutions peuvent ainsi communiquer des renseignements. Autrement dit, cela permet à une institution qui détient des renseignements personnels de les utiliser aux fins auxquelles elles peuvent les divulguer à une autre institution ou à un tiers. Pour tout autre usage des renseignements personnels, il faut obtenir le consentement de l'individu concerné (voir la section .3.5 ci-dessous). Les usages compatibles dont il est ici question sont assujettis aux restrictions exposées aux sections .3.6 et .4.6.

.3.4 *Communication de renseignements personnels*

Le paragraphe 8(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels énonce le principe directeur régissant la communication de renseignements personnels dans les institutions

fédérales. On entend dès lors par 'communication' la divulgation de renseignements personnels, par quelque méthode que ce soit (p. ex., que les renseignements soient effectivement transmis ou qu'on en permette la consultation), à toute personne ou organisme, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une institution fédérale dont relèvent ces renseignements, à qui il est interdit, par la Loi ou le Règlement, de prendre connaissance de ces renseignements. *La communication des renseignements personnels par une institution fédérale est permise uniquement si l'individu concerné y consent ou s'il s'agit d'une communication à des tiers autorisée aux termes du paragraphe 8(2) de la Loi.* Toute divulgation qui ne remplit pas ces conditions constitue une communication non autorisée.

.3.5 *Processus d'obtention du consentement*

Le consentement de l'individu à l'usage ou à la communication de renseignements personnels à des fins non stipulées aux articles 7 et 8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels peut être obtenu soit au moment de la collecte de ces renseignements, soit par la suite si besoin est.

.3.5.1 *Consentement au moment de la collecte*

Lorsqu'elles demandent le consentement de l'individu au moment de la collecte des renseignements, les institutions doivent lui donner la possibilité d'accorder ou de refuser son consentement en pleine connaissance de cause, en ce qui a trait à l'usage ou à la communication de ces renseignements. Les documents servant à la collecte des renseignements personnels qui seront utilisés ou communiqués à des fins autres que les fins précisées aux articles 7 et 8 doivent:

- a) inclure le contenu exact des renseignements demandés;
- b) expliquer la nature de l'usage ou de la communication pour lesquels le consentement est demandé;

c) préciser que le refus de consentir à l'usage ou à la communication prévus ne causera aucun préjudice à l'individu, ni ne nuira à cet individu quant aux fins administratives premières visées par la collecte;

d) prévoir une déclaration de consentement ou de refus, ainsi qu'un espace pour la signature de l'individu ou de son représentant autorisé et un espace pour la date.

Tous les usages ou toutes les communications pour lesquels le consentement est demandé au moment de la collecte doivent figurer au fichier de renseignements personnels pertinent publié dans le Répertoire de renseignements personnels.

.3.5.2 *Consentement ultérieur à la collecte*

Lorsque le consentement est demandé à l'égard d'un usage ou d'une communication ultérieurs à la collecte, la formule utilisée par l'institution devra répondre aux exigences minimales pour une formule de consentement exposées à l'appendice C. L'individu peut toutefois donner son consentement au moyen d'une autorisation écrite personnelle. Dans tous les cas, l'institution fédérale considérera qu'elle a obtenu le consentement uniquement lorsque les conditions suivantes sont remplies:

a) au reçu d'une formule de consentement signée indiquant que l'individu ou son représentant autorisé (voir les sous-sections .3.5.3, .3.5.4, .3.5.5 et .3.5.6) permet l'usage ou la communication des renseignements; ou

b) au reçu d'une autorisation écrite de l'individu ou de son représentant (voir les sous-sections .3.5.3, .3.5.4, .3.5.5 et .3.5.6) permettant l'usage ou la communication des renseignements de la manière prescrite par lui.

Il se peut que le consentement à un usage ou à une communication soit demandé après la collecte des renseignements, en vue de faciliter le traitement d'une demande ou d'une réclamation présentée par un individu. Dès lors, le refus de consentir peut empêcher qu'une décision soit prise à l'égard de cette demande ou réclamation, faute de données essentielles. Il convient alors de préciser, par écrit, la nécessité de ces renseignements et de donner à l'individu la possibilité de les fournir, lorsqu'il le faut.

Si un individu néglige d'indiquer qu'il consent à un usage ou à une communication en particulier, l'institution considérera qu'il s'agit d'un refus de consentement. Dans certains cas cependant, lorsque, de l'avis du responsable d'une institution, l'intérêt public le commande ou l'individu concerné en tirerait un avantage certain, on pourra envisager la communication des renseignements aux termes du paragraphe 8(2) et particulièrement de l'alinéa 8(2)m) (voir la section .3.7.13).

.3.5.3 *Consentement des mineurs*

L'article 10 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B) stipule que les droits ou les actions exercés aux termes de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de son règlement d'application y compris l'octroi du consentement, peuvent l'être au nom d'un mineur par une personne autorisée à administrer les affaires de celui-ci en vertu d'une loi du Canada ou d'une province.

Cette disposition n'empêche pas d'obtenir le consentement des individus qui ne sont pas majeurs, lorsque ceux-ci peuvent comprendre l'objet du consentement qui leur est demandé et évaluer les répercussions qui pourraient résulter de leur décision d'accorder ou non ce consentement. Toutefois dans des situations où l'institution estime que tel n'est pas le cas, il faudra, s'il s'agit d'un individu de seize ans ou moins, obtenir le consentement des parents ou du tuteur qui en a la garde légale.

.3.5.4 *Consentement des incapables*

L'article 10 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B) stipule que les droits ou actions exercés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de son règlement d'application y compris l'octroi du consentement, peuvent l'être au nom d'un incapable (c'est-à-dire un individu incapable d'administrer ses affaires) par une personne autorisée à administrer les affaires de celui-ci en vertu d'une loi du Canada ou d'une province.

.3.5.5 *Consentement au nom d'une personne décédée*

L'article 10 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B) stipule que les droits ou actions exercés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de son règlement d'application y compris l'octroi du consentement, peuvent l'être au nom d'une personne décédée par une autre personne autorisée à administrer les affaires de celle-ci en vertu d'une loi du Canada ou d'une province, mais seulement pour gérer la succession.

La Loi sur la protection des renseignements personnels porte sur les renseignements personnels relatifs aux individus décédés depuis moins de vingt ans. Lorsque le consentement est requis pour l'usage ou la communication de renseignements concernant cet individu, il faut, dans la mesure du possible, l'obtenir de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur de la succession. Si la chose est impossible, le responsable de l'institution fédérale dont relève le dossier peut, s'il le juge utile, autoriser la communication aux termes du paragraphe 8(2). Dans un tel cas, il se peut que l'alinéa 8(2)m) permettant la communication lorsque des raisons d'intérêt public justifient nettement une éventuelle violation de la vie privée ou que la divulgation serait dans l'intérêt de l'individu concerné, soit la disposition la mieux appropriée pour déterminer s'il y a lieu ou non de divulguer l'information (voir la sous-section .3.7.13).

.3.5.6 *Consentement par un représentant de l'individu*

L'article 10 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B) stipule que les droits ou actions exercés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels ou de son règlement d'application y compris l'octroi du consentement, peuvent l'être au nom d'un individu, autre qu'un mineur, d'un incapable ou d'une personne décédée (voir les sections de .3.5.3 à .3.5.5 ci-dessus), par une personne possédant une autorisation écrite de l'individu concerné.

Cette disposition permet à un représentant, par exemple un avocat, d'accorder le consentement au nom d'un individu. *Dans tous ces cas, l'institution fédérale doit demander au représentant de produire une autorisation écrite signée par l'individu concerné lui donnant les pouvoirs d'agir en son nom.* S'il s'agit d'un avocat, une autorisation écrite de l'individu lui conférant le pouvoir d'agir en son nom dans toute affaire le concernant pourra comprendre l'octroi du consentement. La 'Formule de nomination d'un représentant', donnée à l'appendice C, pourra être utilisée afin de respecter les exigences de cet article, mais cela n'est pas obligatoire et une autorisation sous forme d'une lettre signée est également acceptable.

.3.6 *Usage compatible*

Les articles 7 et 8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipulent que ces renseignements peuvent être utilisés ou communiqués par une institution fédérale, sans le consentement d'un individu, à des fins directement rattachées aux fins pour lesquelles ces renseignements ont été recueillis ou préparés. C'est ce qu'on appelle un usage compatible. L'usage ou la communication du renseignement doit avoir un lien pertinent et direct avec les fins premières pour lesquelles ce renseignement a été recueilli ou consigné.

Voici quelques exemples qui pourront guider les institutions au moment de déterminer s'il s'agit d'un usage ou d'une communication compatible:

- a) Utilisation de données pour l'élaboration ou l'expansion d'un programme ou d'une activité gouvernementale directement rattachée aux fins premières pour lesquelles ces données ont été obtenues ou consignées. (Par exemple, si une institution élargit un programme de prestations visant la même clientèle que le programme original, les renseignements personnels dont elle s'est servi pour ce dernier peuvent être utilisés pour le premier sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement de chaque individu concerné);
- b) L'utilisation de renseignements qui font partie intégrante d'un processus d'évaluation ou de transmission de données statistiques concernant un programme établi, ou qui servent à l'analyse préalable à la création de nouveaux programmes ou de nouvelles activités liés aux fins pour lesquelles les renseignements ont été obtenus ou consignés à l'origine;
- c) La communication, par le Service correctionnel du Canada, à la Commission nationale des libérations conditionnelles, lorsque cette dernière envisage la libération d'un détenu et a besoin des renseignements pour prendre sa décision;
- d) La divulgation, à un organisme d'enquête, de renseignements en vue de déterminer si une infraction a été commise aux termes de la loi en vertu de laquelle l'information a été fournie. Voici des exemples: la divulgation d'une demande présentée en vertu de la Loi sur les allocations familiales en vue de déterminer si une infraction a été commise aux termes de la loi; ou la divulgation d'une demande de passeport en vue de déterminer si une fausse déclaration a été faite, ce qui pourrait résulter en vue poursuite pour fraude au sens du Code criminel;

e) La communication de renseignements qui sont déjà connus du public grâce aux médias. Par exemple, la divulgation du nom des victimes d'un accident, une fois leurs proches parents informés, ou du nom des personnes accusées d'un délit par un organisme d'enquête. Dans le premier cas, on agit dans l'intérêt public en informant le public d'un événement et dans le second, on crée un effet de dissuasion qui incite au respect des lois.

Nécessité de rendre compte des usages compatibles: Afin que le ministre désigné puisse se conformer aux dispositions de l'article 11 de la Loi sur la protection des renseignements personnels en ce qui a trait à la publication du Répertoire de renseignements personnels, les institutions fédérales doivent verser aux fichiers de renseignements personnels tous les usages compatibles auxquels les renseignements sont destinés ou pour lesquels ils sont communiqués (voir la section .4.3). Le paragraphe 9(3) de la Loi (voir la section .4.6) prévoit qu'il faut aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de toute modification au contenu des fichiers de renseignements personnels lorsqu'une institution utilise ou communique des renseignements personnels d'une façon qui, bien que compatible avec les fins pour lesquelles ils avaient été recueillis ou consignés, n'était pas prévue et, par conséquent, ne figure pas au Répertoire de renseignements personnels.

.3.7 *Communication autorisée de renseignements personnels*

Le paragraphe 8(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels précise dans quelles circonstances les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués à des tiers (c.-à-d. autre institution gouvernementale, personne, groupe de personnes ou organisation), sans le consentement de l'individu concerné.

Il faut souligner cependant que, si le paragraphe 8(2) permet la communication de renseignements personnels à des tiers, il ne confère pas un droit d'accès général à ces tiers. Une institution n'est donc pas tenue de divulguer des renseignements personnels sollicités par un tiers, à moins qu'ils ne rentrent dans une des treize catégories prévues au paragraphe 8(2), même si la demande est présentée aux termes de la Loi sur l'accès à l'information. Une institution fédérale ne divulguera des renseignements personnels qu'une fois bien pesés les arguments en faveur de la communication au regard des risques d'une éventuelle violation de la vie privée de l'individu concerné. Ces communications sont assujetties à l'interprétation et aux politiques définies dans la présente section et aux pratiques et procédures mises en place par l'institution (voir la section .3.2 des présentes).

A remarquer que l'expression 'sous réserve d'autre loi du Parlement' par laquelle débute le paragraphe 8(2) signifie que les interdictions statutaires relatives à la divulgation de renseignements personnels ont priorité sur la communication discrétionnaire prévue au paragraphe 8(2). Par conséquent, les interdictions que prévoient notamment la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur la statistique ne tombent pas sous le coup de cette disposition.

Chaque point du paragraphe 8(2) fera l'objet d'une interprétation distincte. Les politiques gouvernementales qui viendront étayer et faciliter l'interprétation de ce paragraphe sont les suivantes.

.3.7.1 *Fins premières et usages compatibles*

L'alinéa 8(2)a) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués à des tiers 'aux fins auxquelles ils ont été préparés ou recueillis par l'institution ou pour les usages compatibles à ces fins'.

Cet alinéa confère aux institutions fédérales le pouvoir discrétionnaire de communiquer des renseignements personnels à une autre institution gouvernementale, personne, groupe de personnes ou

organisation, lorsqu'il le faut pour atteindre les fins auxquelles les renseignements ont été recueillis ou consignés, ou pour en faire un usage compatible. Les usages compatibles dont il sera ici question sont soumis aux restrictions exposées aux sections .3.6, .4.3 et .4.6.

.3.7.2 *Loi du Parlement ou règlement*

L'alinéa 8(2)b) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués à des tiers 'aux fins qui sont conformes avec les lois du Parlement ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication'.

Par conséquent, cet alinéa comprend toutes les divulgations autorisées de renseignements personnels prévues par les autres lois et règlements fédéraux.

La portée de ces autorisations est parfois restreinte et parfois plus générale. La Loi électorale du Canada, qui autorise l'affichage des noms et adresses des électeurs afin que le grand public puisse en prendre connaissance, est un exemple d'autorisation en l'espèce. Par ailleurs, la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, qui autorise la divulgation de renseignements lorsque le Ministre le juge approprié, est un exemple d'autorisation d'ordre général.

Lorsqu'il s'agit de statuts de portée générale, et que des renseignements personnels ont été communiqués aux termes de ces statuts, il faut verser au Répertoire de renseignements personnels les éléments suivants:

- a) le statut ou le règlement (selon le cas) régissant la communication;
- b) le genre de renseignements communiqués;
- c) l'objet de la communication;
- d) la tierce partie à qui ont été communiqués les renseignements;

e) toutes conditions régissant l'usage de ces renseignements.

Lors de l'élaboration de lois et de règlements concernant la divulgation de renseignements personnels, les ministères doivent consulter la Section du droit à l'information et à la protection des renseignements personnels du ministère de la Justice avant de soumettre la documentation pertinente à l'approbation du gouverneur en conseil ou, s'il y a lieu, avant d'approuver les règlements ministériels.

.3.7.3 *Subpoena, mandats, ordonnances d'une cour et règles de procédure*

L'alinéa 8(2)c) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être divulgués lorsqu'il s'agit d'une 'communication exigée par subpoena, mandat, ordonnance d'une cour, d'une personne ou d'un organisme ayant le pouvoir de contraindre à la production de renseignements ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de renseignements'. La 'personne' ou 'l'organisme' autre qu'une cour de justice peut inclure les organismes quasi judiciaires et les commissions d'enquêtes.

D'ordinaire, les institutions fédérales se conformeront aux subpoena ou aux mandats. Il y a des cas cependant où il ne serait pas justifié de communiquer les renseignements personnels demandés. (Les institutions fédérales devraient donc, lorsqu'elles reçoivent un subpoena ou un mandat, consulter leur conseiller juridique pour déterminer la validité du subpoena ou du mandat et la meilleure façon d'y obéir.) Pour obtempérer à un subpoena, il suffit que l'institution fédérale produise copie certifiée des dossiers concernés, à moins que le subpoena n'en stipule autrement. Lorsque ces copies ne sont pas versées aux dossiers de la cour, l'institution fédérale doit demander qu'elles lui soient retournées, soit pour les détruire, soit pour les reclasser.

.3.7.4 *Procureur général - Poursuites judiciaires*

L'alinéa 8(2)d) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués au Procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral.

Cette disposition s'applique dans le cas où des renseignements personnels sont demandés par le Procureur Général pour plaider une cause devant les tribunaux, ou par un organisme quasi judiciaire dont le gouvernement du Canada ou la Couronne du chef du Canada est partie.

.3.7.5 *Organismes d'enquête fédéraux*

L'alinéa 8(2)e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués à un organisme d'enquête déterminé par règlement (voir l'article 5, du Règlement sur la protection des renseignements personnels, appendice B), et qui en fait la demande par écrit, en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites, pourvu que la requête précise les fins auxquelles les renseignements sont destinés et la nature des renseignements demandés.

Il s'agit d'une disposition facultative qui n'accorde à aucun organisme d'enquête fédéral un droit d'accès quelconque. Elle laisse plutôt à la discrétion de l'institution fédérale la décision ultime de communiquer ou non les renseignements personnels à ces organismes. La communication est autorisée aux seuls organismes d'enquête fédéraux mentionnés dans le Règlement.

La divulgation de renseignements personnels aux organismes d'enquêtes fédéraux est rigoureusement réglementée. Les renseignements personnels doivent être communiqués uniquement pour faciliter l'application de mesures d'exécution de la loi ou dans le cadre d'une enquête en bonne et due forme, mais jamais pour répondre à une vague demande de renseignements. Selon l'alinéa 8(2)e), les renseignements ne

peuvent être communiqués à un organisme d'enquête fédéral que si ce dernier en a fait la demande par écrit, a précisé la nature des renseignements demandés et les fins auxquelles ils sont destinés. Ces demandes peuvent être présentées soit par lettre, soit au moyen d'une Formule de demande de communication de renseignements personnels à un organisme d'enquête fédéral (voir l'appendice C). Dans un cas comme dans l'autre, la requête doit indiquer:

- a) le nom de l'individu concerné;
- b) la date de la demande;
- c) le contenu des renseignements demandés;
- d) un énoncé des fins précises poursuivies par la demande;
- e) le nom de l'organisme d'enquête fédéral, ainsi que le nom, le titre et la signature de l'agent qui présente la requête; et
- f) prévoir un espace pour le nom, le titre et la signature de la personne chargée de la communication, ainsi que la date de cette communication.

Lorsque la demande est signée et datée par un fonctionnaire de l'institution fédérale dont relèvent les renseignements, le document constitue un relevé des cas d'usage.

Face aux conséquences éventuelles que peut entraîner ce genre de communication en ce qui a trait à la protection de la vie privée, *seuls les plus hauts fonctionnaires de chaque institution doivent avoir le pouvoir d'approuver la communication de renseignements personnels à des organismes d'enquête fédéraux. Les institutions fédérales doivent fournir chaque année au ministre désigné une liste, par titre, des fonctionnaires autorisés à approuver ces communications. En outre, les

institutions qui communiquent des renseignements personnels à des organismes d'enquête fédéraux doivent mettre au point des directives internes concernant ces communications*.

Ces directives internes doivent suppléer ou être incorporées aux ententes actuelles relatives à la divulgation de renseignements personnels aux organismes d'enquête. Elles doivent établir la distinction entre les divers genres de renseignements relevant de l'institution (p. ex., notes biographiques portant peu à conséquence ou renseignements plus délicats tels les dossiers médicaux), rappeler les principes de toutes les ententes actuelles qui demeurent en vigueur, établir des lignes directrices quant aux circonstances et aux conditions dans lesquelles les renseignements peuvent être communiqués aux organismes d'enquête fédéraux, et assurer la responsabilité entière de l'institution à l'égard de ces communications. En faisant la distinction entre les divers genres de renseignements, on portera une attention spéciale à ceux qui ont été recueillis ou consignés aux fins de recherche ou de statistique (p. ex., banques de données statistiques permanentes), étant bien entendu qu'aucune autre divulgation de ces renseignements ne sera faite. (Les institutions devraient communiquer ce genre de renseignements personnels uniquement dans des circonstances très exceptionnelles lorsque la nécessité de la communication prime nettement la confidentialité.)

Conservation des demandes de communication et mention des renseignements communiqués.

Le paragraphe 8(4) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que le responsable d'une institution fédérale conserve, pendant la période prévue par les règlements, une copie des demandes reçues par l'institution en vertu de l'alinéa 8(2)e) ainsi qu'une mention des renseignements communiqués et, sur demande, met cette copie et cette mention à la disposition du Commissaire à la protection de la vie privée.

L'article 7 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B) stipule qu'une copie de toutes les demandes de communication présentées par des organismes d'enquête fédéraux et de toute mention des renseignements communiqués à la suite de ces demandes doit être conservée pendant au moins deux ans.

Ces dispositions établissent un système de contrôle pour le Commissaire à la protection de la vie privée en ce qui a trait à la divulgation des renseignements personnels à des organismes chargés de faire respecter les lois. L'accès à ces renseignements permet au Commissaire de réviser les communications, de faire enquête sur les plaintes déposées par les individus, et de faire rapport sur tout abus à l'égard de ces dispositions. *Copies de toutes les demandes de communication provenant d'organismes chargés de l'exécution de la loi, et copie des renseignements personnels ainsi communiqués, doivent être versées dans une banque établie à cette seule fin.* Toute personne peut demander que lui soient communiqués les renseignements la concernant contenus dans de telles banques, mais plusieurs de ces renseignements constitueront des exceptions à de telles demandes aux termes de l'article 22 de la Loi sur la protection des renseignements personnels. *Afin de s'assurer que la divulgation de ces renseignements ne compromet aucune investigation ou mise en application d'une loi, l'institution qui détient les renseignements doit:

- indiquer clairement que tous les renseignements personnels contenus dans la banque peuvent faire l'objet d'une exception en vertu de l'article 22 de la Loi;
- consulter l'organisme d'enquête qui a demandé la divulgation des renseignements avant de décider si les renseignements doivent être communiqués ou s'ils constituent un cas d'exception;
- se servir de la lettre type H contenu dans l'appendice D pour traiter toute demande d'accès en vertu de l'article 16 de la Loi, sauf si elle accepte de communiquer les renseignements.

Ces dispositions doivent être interprétées en regard de l'article 9 de la Loi sur la protection des renseignements personnels (voir la section .4.5) stipulant que soit fait un relevé des cas d'usage ou de communication de renseignements personnels qui ne figurent pas au Répertoire de renseignements personnels et que ce relevé soit joint aux renseignements utilisés ou divulgués.

.3.7.6 *Provinces, Etats étrangers et organisations internationales*

L'alinéa 8(2)f) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués 'aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada ou un de ses organismes, et, d'autre part, le gouvernement d'une province ou d'un Etat étranger, une organisation internationale d'Etats ou de gouvernements, ou un de leurs organismes, en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites'.

Cette disposition reconnaît les pratiques actuelles d'échange de renseignements personnels entre la police fédérale, les organismes de sécurité et autres organismes d'enquête et leurs homologues tant au pays qu'à l'étranger. Ces échanges facilitent l'application des lois et les activités d'enquête, et sont essentiels à la circulation des données entre les organismes fédéraux chargés de l'exécution des lois. L'alinéa permet en outre aux institutions fédérales de fournir des renseignements aux gouvernements provinciaux et étrangers, ainsi qu'aux organisations internationales, en vue de faire respecter un statut ou de mener une enquête légale. C'est le cas par exemple des échanges fédéro-provinciaux d'information concernant l'aide sociale et des échanges internationaux de renseignements relatifs au versement des prestations d'anciens combattants.

Les divulgations aux termes de cet alinéa doivent être faites en vertu d'une entente ou d'un accord. Il existe de nombreux exemples à cet égard dans le passé. Ils sont de portée diverse, passant des documents signés aux engagements verbaux. Il faut maintenant officialiser certaines des formalités existantes. Il est recommandé que le

gouvernement du Canada ou une institution fédérale ne communique des renseignements personnels aux gouvernements provinciaux, aux Etats étrangers ou aux organisations internationales qu'aux termes d'un accord signé par un représentant autorisé de l'institution fédérale concernée. L'entente doit stipuler qu'il est interdit au gouvernement, à l'organisation ou à l'institution destinataire de les utiliser ou de les communiquer à des fins autres que celles prévues par l'entente, à moins d'avoir obtenu le consentement écrit de l'institution fédérale qui communique les renseignements. *En vue d'assurer une approche uniforme dans tout le gouvernement fédéral, les clauses des ententes doivent, au minimum, comporter les points figurant dans le document 5 à l'appendice C.*

Les ententes écrites sont parfois inacceptables aux yeux de certains Etats étrangers ou d'organisations internationales, lorsque l'échange de renseignements se rattache à l'exécution des lois ou aux services de renseignements et de sécurité. Ce domaine plutôt limité d'activité doit constituer la seule exception à la règle générale concernant la divulgation des renseignements personnels à d'autres gouvernements et à des organisations internationales en vertu d'ententes officielles. Par conséquent, lorsqu'une entente écrite est inacceptable à un gouvernement étranger ou à une organisation internationale, et lorsque l'échange de renseignements est essentiel à l'exécution de la loi ou au fonctionnement des services de renseignements et de sécurité, les institutions fédérales peuvent divulguer les renseignements personnels en vertu d'une entente informelle.

*Toutes les institutions fédérales qui, en vertu d'une entente ou d'un arrangement, communiquent des renseignements personnels, doivent verser dans les sections appropriées du Répertoire de renseignements personnels les divers genres d'organismes avec lesquels ils partageront les renseignements concernés (p. ex.: organismes provinciaux d'aide sociale, organismes internationaux d'application des lois, etc.)

Toutes les institutions qui divulguent des renseignements personnels à des gouvernements provinciaux ou des Etats étrangers ou encore, à des organisations internationales, doivent garder et classer copie de toute la documentation relative à ces ententes ou arrangements

et, conformément aux paragraphes 9(1) et (2), tous les relevés concernant les communications faites en vertu de ces ententes ou arrangements, qui n'ont pas été versés aux sections appropriées du Répertoire des renseignements personnels (voir la section .4.5).

.3.7.7 *Parlementaires fédéraux*

L'alinéa 8(2)g) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que des renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués 'à un parlementaire fédéral en vue d'aider l'individu concerné par les renseignements à résoudre un problème'.

L'expression 'parlementaire fédéral' désigne les députés de la Chambre des communes et les sénateurs. Cette disposition a été incluse en vue d'éliminer, pour la plus grande part, la nécessité pour un parlementaire de prouver à la satisfaction de l'institution fédérale qu'une personne a demandé de l'aide, ce qui peut s'avérer difficile notamment lorsque cette demande a été faite verbalement. Dans les cas où l'individu est incapable de demander lui-même l'aide du parlementaire, la requête peut être présentée par un représentant autorisé à agir en son nom.

Cependant, dans des cas limités, lorsque les renseignements personnels sont de nature très délicate (p. ex., dossier médical ou dossier d'immigration), l'institution peut demander au parlementaire de présenter une demande écrite officielle. Dans des circonstances analogues, si le parlementaire agit au nom d'un représentant de l'individu, l'institution peut demander l'aide du parlementaire pour obtenir la preuve que ce représentant est autorisé à agir au nom de l'individu en pareil cas.

Lorsqu'il s'agit de renseignements qui peuvent ne pas pouvoir être communiqués à un individu en vertu des exceptions à la Loi, l'institution fédérale peut, sous le sceau de la confidentialité, communiquer plus de renseignements au parlementaire que l'individu concerné ne pourrait en obtenir s'il présentait lui-même une demande en vertu du paragraphe 12(1). Cette communication peut être faite pour

aider le parlementaire à mieux comprendre les circonstances entourant l'individu et son problème. Dans de tels cas, le parlementaire doit d'abord consentir à ne pas divulguer les renseignements à l'individu sans la permission du responsable de l'institution fédérale dont relève l'information.

.3.7.8 *Fins de vérification*

L'alinéa 8(2)h) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués pour vérification interne au personnel d'une institution fédérale ou pour vérification comptable au Bureau du Contrôleur général ou à toute autre personne ou tout organisme déterminé par règlement.

Aucune personne ni aucun organisme n'est mentionné au Règlement sur la protection des renseignements personnels. L'alinéa 8(2)h) ne cite pas le vérificateur général du Canada parce que la divulgation de renseignements à ce dernier ou à un membre de son bureau est expressément autorisée par la Loi sur le vérificateur général. Par conséquent, la communication est permise en vertu de l'alinéa 8(2)b).

On entend, entre autres, par fins de vérification, la tenue d'une étude et d'une évaluation indépendante des pratiques de gestion et de contrôle, et de la responsabilité financière à l'égard d'activités et de programmes particuliers. *Les renseignements personnels communiqués en vertu de cette disposition doivent être utilisés aux seules fins de la vérification et non dans un processus quelconque de prise de décision à l'égard de l'individu concerné.*

.3.7.9 *Dépôt aux archives*

L'alinéa 8(2)i) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués 'aux Archives publiques pour dépôt'.

La communication de renseignements personnels aux Archives publiques pour dépôt et à des fins historiques, inclut, outre le transfert de données, l'examen, par le personnel des Archives publiques, de renseignements personnels relevant des institutions fédérales en vue d'établir si ces renseignements justifient ou non un dépôt aux Archives et de fixer les normes appropriées quant à leur conservation et à leur retrait.

Toute autre communication de renseignements personnels par les Archives publiques est régie par le paragraphe 8(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels (voir la section .3.8 ci-dessous).

.3.7.10 *Fins de recherche ou de statistique*

L'alinéa 8(2)j) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués 'à toute personne ou à tout organisme, pour des travaux de recherche ou de statistique, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes:

- a) le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent;
- b) la personne ou l'organisme s'engagent par écrit auprès du responsable de l'institution à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification de l'individu qu'ils concernent.'

L'appendice C traite de la Formule de demande de renseignements personnels à des fins de recherche et engagements corrélatifs. Cette formule fixe les paramètres à l'égard de la recherche et des analyses statistiques comportant l'utilisation de renseignements personnels, notamment dans les domaines de la médecine et des sciences sociales, tout en engageant officiellement les chercheurs, les statisticiens et les organismes de recherche ou de statistique à assurer la protection de la vie privée de l'individu dès qu'ils ont accès à ces renseignements.

Pour interpréter cette disposition dans le cas de renseignements qui sont moins actuels, on se référera en outre au paragraphe 8(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels (voir la section .3.8 ci-dessous). Ce paragraphe porte sur la communication, par les Archives publiques, à certaines conditions, de renseignements personnels qui y ont été versés pour dépôt ou à des fins historiques, et qui sont divulgués à des fins de recherche ou de statistique.

Si le chercheur ou le statisticien à qui l'information a été transmise désire la diffuser sous une forme qui permettrait d'identifier l'individu concerné, il doit obtenir soit le consentement de l'individu, soit l'autorisation du responsable de l'institution fédérale dont relève l'information. Dans ce dernier cas, la permission de communiquer les renseignements peut être donnée en invoquant l'intérêt public, comme le prévoit le sous-alinéa 8(2)m)i) (voir la sous-section .3.7.13 ci-dessous).

Lorsqu'une institution découvre que des renseignements personnels ont été publiés par une personne ou un organisme ou communiqués par toute autre méthode contrevenant à l'engagement écrit, elle doit immédiatement prendre les dispositions nécessaires pour retirer les privilèges accordés à cette personne ou à cet organisme aux fins de la recherche, et consulter son conseiller juridique pour définir les mesures à prendre afin d'éviter toute autre divulgation de ces renseignements.

(En exerçant leur pouvoir discrétionnaire de communiquer des renseignements personnels à des fins de recherche et de statistique, les institutions fédérales devraient déterminer dans quelle mesure il s'agit

de renseignements de nature délicate, et tenir compte des autres critères de violation de la vie privée dont fait état la sous-section .3.7.13.)

.3.7.11 *Fins de recherche relative aux revendications des autochtones*

L'alinéa 8(2)k) stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués à toute association autochtone, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs.

Cette disposition permet la divulgation de renseignements personnels aux chercheurs dont les travaux portent sur le règlement des griefs des autochtones. L'expression 'peuples autochtones' revêt la même signification que celle que lui donne la Charte canadienne des droits. Ces renseignements sont surtout consignés aux dossiers du ministère des Affaires indiennes et du Nord, mais il en existe aussi dans d'autres institutions fédérales. Des renseignements personnels peuvent être divulgués à un individu qui agit au nom d'une association fédérale, sur présentation d'une lettre du groupe en question l'autorisant à exécuter des travaux de recherche visant à établir les droits ou à régler les griefs des peuples autochtones en leur nom. Les personnes ainsi autorisées, qui ne sont pas employées par une institution fédérale doivent aussi remplir la Formule de demande de renseignements personnels à des fins de recherche et engagements corrélatifs, dont traite la section .3.7.10.

(En exerçant leur pouvoir discrétionnaire de communiquer des renseignements personnels à des fins de recherche relatives aux revendications des autochtones, les institutions fédérales devraient déterminer dans quelle mesure il s'agit de renseignements de nature délicate et tenir compte des autres critères de violation de la vie privée dont fait état la section .3.7.13.)

.3.7.12 *Débiteurs et créanciers*

L'alinéa 8(2)1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués 'à toute institution fédérale en vue de joindre un débiteur ou un créancier de sa Majesté du chef du Canada et de recouvrer ou d'acquitter la créance'.

Cette disposition vise à retracer plus facilement les individus qui ont une dette envers la Couronne, mais aussi à retracer ceux à qui la Couronne doit de l'argent. Les institutions fédérales doivent communiquer les renseignements appropriés aux autres institutions en vue de joindre un débiteur de la Couronne, à moins d'interdiction contraire expresse. Cependant, l'alinéa n'autorise pas la communication de renseignements en vue de faire enquête sur la possibilité que l'individu soit débiteur. Dans le cas des sommes dues par la Couronne, cette disposition permet de joindre plus rapidement les personnes ayant droit à des remboursements d'impôt ou à tout autre chèque du gouvernement. *Ainsi donc, d'une part, l'institution fédérale qui demande des renseignements personnels pour ces raisons doit préciser la dette ou la créance dont il s'agit exactement et d'autre part, l'institution qui communique ces renseignements ne doit le faire que s'ils peuvent servir à joindre l'individu en question.*

Il faut signaler ici que cette disposition n'a pas préséance sur les interdictions statutaires relatives à la diffusion de l'information, et notamment celles de la Loi de l'impôt sur le revenu.

.3.7.13 *Intérêt public*

L'alinéa 8(2)m) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les renseignements personnels relevant d'une institution fédérale peuvent être communiqués 'à toute autre fin dans les cas où, de l'avis du responsable de l'institution, (i) des raisons d'intérêt public justifieraient nettement une éventuelle violation de la vie privée, ou (ii) l'individu concerné en tirerait un avantage certain'.

Sous-alinéa 8(2)m)(i)

Cette disposition concerne la communication de renseignements personnels dans les situations imprévisibles ou à ce point exceptionnelles qu'elles ne tombent pas sous le coup du paragraphe 8(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. A remarquer que cette disposition ne comporte aucun droit d'accès aux renseignements personnels par d'autres institutions fédérales ou par une tierce partie. Elle permet seulement la communication de renseignements si, de l'avis du responsable de l'institution, les conditions de la présente politique sont remplies. De plus, cette disposition complète, mais ne remplace pas, les alinéas a) à l) du paragraphe 8(2). Les institutions doivent, en tout temps, invoquer cette disposition de manière très restrictive.

Des renseignements doivent être divulgués en vertu de cette disposition uniquement lorsqu'il est évident que l'intérêt public le commande et que cette divulgation ne tombe pas sous le coup du paragraphe 8(2).

Le paragraphe 8(5) stipule que le Commissaire à la protection de la vie privée doit être informé des communications faites en vertu de cette disposition. Le Commissaire peut dès lors, si l'information n'entre pas dans les exceptions prévues par la Loi, décider d'informer ou de consulter l'individu concerné ou de porter plainte aux termes des paragraphes 29(1) et 29(3) ou encore de mener une enquête en vertu de l'article 37.

Lorsqu'il doit décider de communiquer ou non des renseignements en vertu de cette disposition, le responsable de l'institution doit soupeser si l'intérêt public prédomine sur la menace à la vie privée de l'individu. Pour ce faire, il se fondera sur les critères de violation de la vie privée selon lesquels il faut évaluer les attentes de l'individu, la nature des renseignements personnels demandés et les conséquences éventuelles de leur communication pour l'individu, au regard de l'intérêt public, qu'il s'agisse d'un groupe restreint ou du public en général. Il n'y a pas de formule toute faite pour déterminer où réside l'intérêt véritable du public, surtout lorsqu'il s'agit de communications isolées, ou de ce qu'il est convenu d'appeler les communications 'ordinaires' (c.-à-d. communications de nature analogue,

régulièrement demandées, et routinières touchant un grand nombre d'individus). Il se présentera évidemment des situations particulières, dont l'urgence ne fera aucun doute et où l'intérêt public l'emportera nettement sur la menace de violation de la vie privée de l'individu concerné. De même, il se peut que, soit en raison du genre de renseignements, soit du temps écoulé depuis qu'ils ont été versés aux dossiers, la menace de violation de la vie privée soit très minime, sinon nulle. Dans la plupart des cas, cependant, l'intérêt public ne saute pas aux yeux et le recours aux critères de violation de la vie privée s'impose pour décider du genre de renseignements qui doivent être communiqués.

Critères essentiels de violation de la vie privée

Trois critères connexes doivent être pris en ligne de compte pour déterminer si la divulgation d'un renseignement pourrait porter atteinte à la vie privée d'un individu.

a) Les attentes de l'individu: Les conditions ayant régi la collecte des renseignements personnels et les attentes de l'individu constituent un critère primordial. D'une part, l'information a-t-elle été recueillie ou préparée selon des termes qui en interdisent la divulgation sous une forme quelconque ou sous quelque forme que ce soit? D'autre part, s'agit-il de renseignements non sollicités, c'est-à-dire donnés librement par l'individu, qui ne s'attend par nécessairement à ce qu'ils soient gardés confidentiels? L'individu a-t-il rendu ces renseignements publics et, de la sorte, éliminé toute menace de violation de sa vie privée?

b) La nature délicate des renseignements: Il faut déterminer quel genre de renseignements font l'objet de la demande de communication dans l'intérêt public. S'agit-il de renseignements de nature extrêmement délicate ou plutôt anodins? S'agit-il de renseignements très actuels qui, pour

cette raison, sont de nature plus délicate ou confidentielle, ou au contraire, compte tenu du temps écoulé, de renseignements dont la divulgation, dans des circonstances précises, n'entraînerait aucune violation grave de la vie privée de l'individu?

c) La menace de violation: Dans le cas de renseignements jugés de nature délicate, peut-on présumer que leur divulgation comporte, en elle-même, une menace de violation de la vie privée? En d'autres termes, leur divulgation pourrait-elle directement porter atteinte à la carrière, la réputation, la situation financière, la santé ou la jouissance de la vie d'un individu? De même, le responsable d'une institution doit évaluer si les renseignements personnels ainsi communiqués pourraient permettre à une autre institution de prendre des décisions qui n'ont rien à voir avec les motifs pour lesquels la demande de communication a été présentée.

Les institutions peuvent également fixer d'autres critères, eu égard à leur situation particulière. Ces critères seront intégrés aux lignes directrices établies par l'institution en consultation avec le ministre désigné. Les modalités selon lesquelles avis sera donné au Commissaire à la protection de la vie privée des communications 'ordinaires' d'intérêt public, et des communications particulières, doivent être établies en consultation avec le Commissaire.

Voici des exemples où l'intérêt public a préséance sur le risque de violation de la vie privée lors d'une communication demandée aux termes du sous-alinéa 8(2)m)i):

a) dans les cas d'urgence médicale, d'accidents, de désastres naturels, d'actes hostiles ou terroristes, lorsque la vie ou la jouissance de la vie d'une ou de plusieurs personnes en dépend;

- b) lorsque les renseignements permettront de joindre un conjoint délinquant ou de faire exécuter une ordonnance de mise sous garde;
- c) lorsque l'institution juge qu'il y va de l'intérêt public soit pour confirmer une déclaration publique de l'individu concerné, soit pour la corriger. Dans de telles circonstances, l'individu doit d'abord avoir déclaré publiquement la majeure partie de l'information confirmée ou corrigée (p. ex., lors d'un conflit relatif à une demande de prestations d'aide sociale).

Application de la Loi à l'égard des individus décédés

Le sous-alinéa 8(3)m)i) s'applique lorsqu'une demande de communication de renseignements est présentée à l'égard d'un individu décédé depuis moins de vingt ans, et que des problèmes administratifs surgissent parce qu'il est impossible d'obtenir le consentement de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur de la succession (voir la section .3.5). Très souvent, la menace à la vie privée sera plutôt minime, eu égard au temps passé, et ces renseignements pourront être communiqués. Le responsable d'une institution doit évaluer jusqu'à quel point il s'agit de renseignements délicats, par rapport à l'intérêt public, et décider si leur communication représenterait une violation injustifiable de la vie privée. Voici les principaux facteurs à considérer au moment de cette décision:

- a) la communication pourrait causer un véritable préjudice financier à la famille immédiate de défunt; ou
- b) la communication pourrait causer un tort physique à la famille immédiate du défunt; ou
- c) le responsable de l'institution a toutes raisons de croire qu'un membre de la famille immédiate ou un ex-conjoint ne désire pas que l'information soit communiquée; ou

d) l'information contient des données d'ordre médical, psychologique ou social dont on a toutes raisons de croire qu'elles pourraient nuire aux relations familiales; ou

e) l'individu décédé a exprimé ou laissé entendre ses désirs concernant les renseignements.

Individus qui ne retournent pas de formule de consentement

Comme le mentionne la section .3.5.2, lorsqu'un individu omet d'indiquer s'il consent ou non à une communication particulière, l'institution considérera qu'il s'agit d'un refus de consentement. Cependant, lorsque de l'avis du responsable de l'institution, l'intérêt public le commande ou l'action administrative serait tout à l'avantage de l'individu concerné, le responsable peut envisager la communication aux termes de l'alinéa 8(2)m). Celle-ci doit être faite uniquement en conformité des dispositions portant sur l'intérêt public que prévoit la Loi sur la protection des renseignements personnels, y compris la notification au Commissaire à la protection de la vie privée.

Sous-alinéa 8(2)m)(ii)

Cette disposition laisse au responsable d'une institution fédérale le soin de veiller à ce que les renseignements personnels ne soient pas interdits de communication quand l'individu concerné pourrait manifestement en bénéficier. Il s'agit donc de déterminer si, aux yeux de l'individu, la communication serait à son avantage. Voici des exemples de situations où des renseignements personnels peuvent être communiqués en vertu de la disposition portant que 'l'individu concerné en tirerait un avantage':

a) divulgation à un médecin, ou à un hôpital, du groupe sanguin de l'individu si une transfusion s'impose de toute urgence;

- b) divulgation, à une compagnie aérienne, de renseignements permettant de retracer les proches parents des passagers en cas d'accident, ou de rejoindre des passagers qui, par exemple, auraient pu être victimes d'un empoisonnement alimentaire en cours de vol;
- c) divulgation de renseignements permettant de déterminer si l'individu a droit à un honneur, une récompense, une promotion ou à de l'avancement dans sa profession;
- d) divulgation de renseignements permettant de vérifier si un individu détient des biens volés ou perdus;
- e) information des proches parents en cas d'accident ou de désastre;
- f) divulgation de renseignements sur un individu aux membres de la famille immédiate ou à un représentant autorisé (p. ex., un avocat) pour des motifs humanitaires (que l'individu ait été arrêté ou non).

Préavis au Commissaire à la protection de la vie privée

Le paragraphe 8(5) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que, dans le cas prévu à l'alinéa 8(2)m), le responsable de l'institution fédérale concernée donne un préavis écrit de la communication des renseignements personnels au Commissaire à la protection de la vie privée si les circonstances le justifient; sinon, il en avise le Commissaire immédiatement après la communication. La décision de mettre au courant l'individu concerné est laissée à l'appréciation du Commissaire.

Cette disposition prévient le recours trop fréquent à l'alinéa 8(2)m). Le Commissaire étant avisé d'une intention de communication, il peut décider d'intervenir et recommander l'interdiction de communication.

L'avis donné à l'individu par le Commissaire à la protection de la vie privée est cependant soumis aux exigences de l'article 64 de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Selon cet article, le Commissaire ne peut divulguer un renseignement protégé aux termes de la Loi sur l'accès à l'information ou un renseignement tiré d'un fichier inconsultable aux termes de la Loi sur la protection des renseignements personnels, ou tout renseignement faisant état de l'existence de renseignements personnels que le responsable d'une institution fédérale a refusé de communiquer sans indiquer s'ils existaient ou non.

Communications particulières

Lorsqu'un renseignement personnel est communiqué en vertu des dispositions portant sur l'intérêt public et les avantages pour l'individu, et qu'il s'agit d'une communication isolée, l'institution doit donner, dans son avis au Commissaire à la protection de la vie privée:

- a) le nom et la dernière adresse connue de l'individu concerné;
- b) le contenu des renseignements divulgués;
- c) le but de la communication et un énoncé des motifs qui font que l'intérêt public prédomine dans ce cas particulier;
- d) le nom de la personne ayant autorisé la communication, accompagné de sa signature.

Communications ordinaires

On entend par communications ordinaires la divulgation régulière, voire routinière, de renseignements personnels. Ces communications relèvent entièrement du bon vouloir du Commissaire à la

protection de la vie privée. Les institutions fédérales doivent contacter le Commissaire et prendre avec lui des dispositions qui répondront à ses exigences à cet égard. Les données relatives à toutes les communications ordinaires doivent figurer aux fichiers de renseignements personnels dans le Répertoire de renseignements personnels et le bureau du Commissaire à la protection de la vie privée doit en être avisé. L'information concernant les dispositions arrêtées entre l'institution fédérale et le Commissaire à la protection de la vie privée comprendra:

- a) une description détaillée du genre de renseignements visés par la communication ordinaire;
- b) le but de la communication et un énoncé des motifs qui font que l'intérêt public ou l'avantage pour l'individu prédomine sur la menace de violation de la vie privée dans ce cas particulier;
- c) le nom de la personne ayant autorisé la communication, accompagné de sa signature.

Les modalités particulières à chaque arrangement relatif aux communications ordinaires, lorsqu'elles ont été acceptées par le bureau du Commissaire à la protection de la vie privée, répondent aux exigences de la Loi voulant que le responsable d'une institution fédérale donne préavis au Commissaire de toute communication de renseignements personnels en vertu de l'alinéa 8(2)m). Pour permettre au Commissaire à la protection de la vie privée de mieux contrôler ce genre de communications, les institutions fédérales doivent, au plus tard à la fin de chaque exercice financier, faire rapport au Commissaire du nombre total, par mois, de communications ordinaires autorisées et effectuées en vertu de chaque arrangement.

.3.8 *Communications par les Archives publiques*

Le paragraphe 8(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que, sous réserve des autres lois du Parlement, les renseignements personnels qui relèvent des Archives publiques et qui y ont été versés pour des fins archivistiques ou historiques par une institution fédérale doivent être communiqués conformément aux règlements dans le cadre de recherches ou statistiques.

L'article 6 du Règlement sur la protection des renseignements personnels fixe les conditions rattachées aux communications, dans le cadre de recherches ou de travaux statistiques, de renseignements déposés aux archives ou consignés ou à des fins historiques. Ces renseignements peuvent être divulgués aux conditions suivantes:

- a) de par la nature même des renseignements, leur divulgation ne constituerait pas une intrusion injustifiée dans la vie privée de l'individu concerné;
- b) la communication est conforme aux alinéas 8(2)j) ou k) de la Loi;
- c) cent dix ans se sont écoulés depuis la naissance de l'individu concerné;
- d) lorsque les renseignements ont été obtenus au cours d'un recensement ou d'une enquête, quatre-vingt-douze ans se sont écoulés depuis la tenue du recensement ou de l'enquête en question.

Cette disposition permet la communication de renseignements personnels dans certaines circonstances à des fins de recherche historique. Elle est analogue à l'alinéa 8(2)j), qui autorise la communication pour des travaux de recherche et de statistique, mais qui s'est révélé trop restrictif en ce qui a trait aux renseignements personnels nécessaires aux Archives publiques pour mener des recherches

historiques. Les Archives publiques peuvent donc communiquer, dans le cadre de travaux de recherche ou de statistique, les renseignements personnels recueillis pour des fins archivistiques ou historiques, sous réserve des conditions stipulées par le Règlement sur la protection des renseignements personnels. Il faut souligner que:

a) le paragraphe 8(3) ne crée pas, pour des tiers, un droit d'accès à des renseignements personnels recueillis par les Archives publiques pour des fins archivistiques ou historiques. Il laisse plutôt aux institutions le soin de juger si ces renseignements peuvent être communiqués, sous réserve de conditions particulières, à des fins spécifiques de recherche ou de statistique;

b) bien que l'article 6 du Règlement sur la protection des renseignements personnels mentionne expressément que les alinéas 8(2)j) et k) de la Loi sur la protection des renseignements personnels permettent la communication de renseignements par les Archives publiques, toutes les autres dispositions de l'article 8 de la Loi s'appliquent également aux Archives publiques et ces dernières sont régies par les politiques décrites dans cette partie du chapitre 410.

Cette disposition est soumise aux autres lois du Parlement.

Ainsi, lorsqu'une loi fédérale interdit la communication de renseignements personnels (p. ex., la Loi de l'impôt sur le revenu), ils ne peuvent être divulgués par les Archives publiques. Le Règlement établit les circonstances dans lesquelles les renseignements personnels recueillis pour dépôt aux archives ou à des fins historiques peuvent être communiqués, en distinguant ceux dont la divulgation constituerait une violation injustifiée de la vie privée de l'individu concerné. A titre d'exemple, un dossier médical, personnel ou judiciaire entre carrément dans cette catégorie de renseignements, tandis que la communication d'une lettre d'un citoyen à un fonctionnaire fédéral faisant état d'une question d'ordre public ne constituerait sans doute pas une intrusion dans la vie privée de l'individu.

Il est laissé à la discrétion de l'Archiviste fédéral le soin d'établir les catégories de renseignements dont la communication porterait, ou non, atteinte à la vie privée. *Toutefois, suivant la politique gouvernementale, les Archives publiques devrait:

- a) établir des lignes directrices détaillées en s'appuyant sur l'article 6 du Règlement sur la protection des renseignements personnels pour déterminer comment se fait cette différenciation;
- b) publier ces lignes directrices;
- c) limiter aux fonctionnaires supérieurs des Archives publiques le pouvoir d'approuver cette différenciation.*

Ces lignes directrices doivent tenir compte des critères de violation de la vie privée dont fait état la section .3.7.13. *Les Archives publiques doivent consulter chaque institution fédérale qui leur transmet, pour des fins archivistiques ou historiques, des renseignements personnels qu'elle détient afin de déterminer, à la lumière des lignes de conduite qu'elles ont élaborées, ceux dont la divulgation constituerait une violation injustifiée de la vie privée.* Il est entendu que la décision finale revient aux Archives publiques, mais elle doit tenir compte des recommandations de l'institution fédérale.

Afin d'assurer le contrôle des communications de renseignements personnels à des fins de recherche ou de statistique, toute communication en vertu du paragraphe 8(3) doit être soumise à l'étude du Commissaire à la protection de la vie privée, conformément au paragraphe 37(1) de la Loi.

La présente section doit être interprétée à la lumière de la sous-section .3.7.10 traitant de l'alinéa 8(2)j), fins de recherche ou de statistique, et de la sous-section .3.7.11 traitant de l'alinéa 8(2)k), fins de recherche relative aux revendications des autochtones.

.3.9 *Renseignements à la disposition du public*

Le paragraphe 69(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que les articles 7 et 8 ne s'appliquent pas aux renseignements personnels auxquels le public a accès.

Cette disposition porte sur les renseignements qui, de par la forme sous laquelle ils ont été publiés, constituent, en tout ou en partie, un dossier public consultable par ailleurs. On en veut pour exemple copie des délibérations du procès d'un individu que l'on peut obtenir d'un tribunal. Dans un tel cas, rien ne justifie qu'une institution doive s'adresser directement à la cour lorsqu'une autre institution peut facilement procurer le dossier. Cette disposition de la Loi vise à prévenir les situations absurdes où une institution fédérale refuserait de communiquer des renseignements qui sont déjà du domaine public à une autre institution ou à des tiers.

Aux termes de la Loi sur la protection des renseignements personnels, ces renseignements demeurent toutefois accessibles à l'individu concerné.

.3.10 *Adresses et listes de correspondance*

L'adresse de la résidence d'un individu tombe sous le coup de la définition des renseignements personnels donnée à l'alinéa 3 d) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Aussi, en règle générale, cette adresse ne sera pas communiquée pour établir des listes de correspondance par une institution fédérale. Voici les seuls cas d'exception à cette règle:

- a) lorsque l'établissement de listes de correspondance devant être distribuées à certaines institutions fédérales ou à des tiers constitue précisément le but pour lequel les adresses ont été recueillies, et que les individus concernés en ont été avisés par l'institution;

b) lorsque les individus dont le nom figure sur la liste de correspondance ont consenti à fournir leur adresse afin de faciliter l'envoi d'informations sur certains sujets et événements;

c) lorsque la communication des renseignements que contient la liste de correspondance est autorisée par une loi du Parlement ou un règlement, tel que prévu dans l'alinéa 8(2)b) de la Loi sur la protection des renseignements personnels; et

d) dans des circonstances exceptionnelles seulement, lorsque l'on peut invoquer l'alinéa 8(2)a), usage compatible, ou le sous-alinéa 8(2)m)(ii), avantage pour l'individu, ou une des autres dispositions du paragraphe 8(2).

Partie III

.4 *Obligation de rendre compte de l'usage et de la communication des renseignements personnels*

.4.1 *Principes généraux*

Le code régissant l'usage et la communication des renseignements personnels, qui fait l'objet de la section .3, est fondé sur le principe voulant que le droit de l'individu à sa vie privée comporte le droit de contrôler l'usage des renseignements le concernant et, sauf exceptions prévues, de savoir quels usages il en sera fait. L'article 9, 1^{re}alinéa 11(1)iv), de même que le paragraphe 11(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, prescrivent que tous les usages et toutes les communications de renseignements personnels soient enregistrés, justifiés et, s'il y a lieu, consignés au Répertoire de renseignements personnels, de sorte que l'individu puisse connaître les usages et les communications dont ont fait l'objet certains renseignements particuliers.

.4.2 *Objet*

Cette section du chapitre 410 a pour objet de faciliter l'interprétation des dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels concernant la publication des usages premiers, compatibles et réguliers de renseignements personnels, la conservation des dossiers relatifs aux usages et aux communications et le compte rendu des usages compatibles non publiés antérieurement; cette section établit en outre des lignes directrices sur les modalités d'application de ces dispositions, lesquelles constituent la politique gouvernementale. Les institutions fédérales se fonderont donc sur ces dispositions statutaires et sur les politiques qui en découlent pour rendre compte de l'usage et de la communication des renseignements personnels.

.4.3 *Énumération des fins*

L'alinéa 11(1)iv) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que le ministre désigné fait publier, selon une périodicité au moins annuelle, un répertoire comportant l'énumération des fins auxquelles les renseignements personnels qui y sont versés ont été recueillis ou préparés de même que l'énumération des usages compatibles avec ces fins, auxquels les renseignements sont destinés ou pour lesquels ils sont communiqués.

Cette obligation d'énumérer les fins premières et les fins compatibles avec celles-ci est à la base du compte rendu des usages et des communications qui fait l'objet du code régissant l'usage et la communication des renseignements personnels que constituent les articles 7 et 8. Cette énumération porte sur les fins premières et compatibles pour lesquelles on peut autoriser l'usage et la communication des renseignements en vertu de l'alinéa 7 a) (voir la section .3.3 ci-dessus) et de l'alinéa 8(2)a) (voir la sous-section .3.7.1 ci-dessus), de sorte que l'individu puisse en prendre connaissance.

Pour que ces dispositions soient respectées en tout point, les institutions fédérales doivent fournir au ministre désigné l'énumération de toutes les fins pour lesquelles les renseignements personnels versés aux fichiers qu'ils détiennent ont été recueillis ou consignés, de même que l'énumération des usages compatibles des renseignements utilisés ou communiqués eu égard aux dispositions de l'article 11 de la Loi quant à la désignation et au contenu des fichiers, et de mettre à jour cette énumération chaque année.

.4.4 *Usages courants non inclus aux usages premiers ou compatibles*

Le paragraphe 11(2) stipule que le ministre désigné peut insérer, dans le répertoire, les usages ou fins non prévus au sous-alinéa 11(1)a)iv) mais s'appliquant, dans le cadre de communications courantes, à des renseignements personnels versés dans les fichiers de renseignements personnels.

Par cette disposition, les institutions fédérales peuvent fournir au ministre désigné, pour publication au Répertoire de renseignements personnels, l'énumération des usages courants qui ne constituent ni un usage premier ni un usage compatible. Il s'agit de communications permises en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi (voir la section .3.7 ci-dessus) et qui se produisent régulièrement. Voici un exemple d'usage courant de ce genre: la communication à des députés (en vertu de l'alinéa 8(2)g)) de renseignements tirés des dossiers de la Commission d'assurance-chômage, ou la communication (en vertu de l'alinéa 8(2)b)) de renseignements relatifs aux allocations familiales par Santé et Bien-être social Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord en vue de faciliter l'exécution de ses programmes. L'énumération des usages courants permet de mieux renseigner l'individu quant aux usages et aux communications qui ont été faits des renseignements le concernant. De même, ce paragraphe assure une meilleure efficacité administrative. Si aucun usage courant ne figure au Répertoire, l'institution doit, conformément au paragraphe 9(1) de la Loi (voir la section .4.5 ci-dessus), consigner chacun de ces usages au dossier de l'individu. L'énumération évite donc cette formalité.

Les institutions fédérales doivent donc, pour satisfaire aux exigences de l'article 11 de la Loi quant à la désignation et au contenu des fichiers de renseignements personnels, fournir au ministre désigné l'énumération des usages courants des renseignements versés dans chaque fichier sous leur responsabilité et mettre à jour cette énumération chaque année.

.4.5 *Relevés des cas d'usage et de communication*

Le paragraphe 9(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que le responsable d'une institution fédérale fait un relevé des cas d'usage, par son institution, de renseignements personnels versés dans un fichier de renseignements personnels, ainsi que des usages ou fins auxquels ils ont été communiqués par son institution si ceux-ci ne figurent pas parmi les

usages et fins énumérés dans le répertoire, tel que prévu au paragraphe 11(1), en vertu du sous-alinéa 11(1)a)iv) et du paragraphe 11(2); il joint le relevé aux renseignements personnels.

Le paragraphe 9(2) de la Loi stipule que le relevé mentionné au paragraphe (1) devient lui-même un renseignement personnel qui fait partie des renseignements personnels utilisés ou communiqués.

Ces deux paragraphes visent à faire en sorte que l'individu puisse prendre connaissance des usages faits des renseignements le concernant, mais qui ne figurent pas au Répertoire de renseignements personnels. Le relevé des usages et communications étant joint aux renseignements personnels, il devient accessible au même titre que les renseignements, sous réserve des exceptions prévues. Cette disposition facilite également au Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée l'étude des cas d'usage et de communication.

Dans le cas des usages ou des fins qui ne figurent pas au contenu du fichier pertinent, *le relevé doit comprendre i) le nom et le titre de la personne qui communique les renseignements, ii) le nom de l'institution, de la personne, du groupe de personnes ou de l'organisation qui reçoit les renseignements, iii) l'usage fait de ces renseignements, et iv) copie des renseignements communiqués*.

L'article 4 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B) prescrit que ces relevés doivent être gardés pendant au moins deux ans après l'usage ou la communication.

Dans le cas des communications ordinaires, on se reportera aux arrangements entérinés par le Commissaire à la protection de la vie privée (voir la sous-section .3.7.13).

Organismes d'enquête

Lorsque des renseignements personnels sont communiqués par une institution fédérale à un organisme d'enquête fédéral en vertu de l'alinéa 8(2)e) (voir la section .3.7.5 ci-dessus), les paragraphes 9(1) et (2) s'appliquent quand même. Copie du relevé de la communication sera jointe ou conservée au dossier communiqué et deviendra partie intégrante des renseignements personnels que détient l'institution

fédérale sur cet individu. Or, si le relevé est divulgué à l'individu concerné, l'enquête en cours pourrait être compromise. *Donc, les institutions doivent s'assurer qu'il est clairement indiqué sur tous les relevés de communication que ceux-ci peuvent possiblement constituer une exception à la Loi en vertu de l'article 22 (cette note paraît sur la formule contenue à l'appendice C) et si un individu présente une demande de communication de renseignements personnels le concernant et que le dossier comporte un relevé de communication faite à un organisme d'enquête fédéral, l'institution qui détient les renseignements doit:

- consulter l'organisme d'enquête qui a demandé la divulgation des renseignements avant de décider s'il y a lieu d'en faire une exception;
- se servir de la lettre type E (appendice D) par suite d'une demande, quand les renseignements visés constituent un cas d'exception en vertu de l'article 22 de la Loi.

Si, selon l'organisme d'enquête, il ne s'agit pas d'un cas d'exception, le relevé doit être communiqué au même titre que les autres renseignements demandés. Il va de soi que le Commissaire à la protection de la vie privée peut toujours examiner les relevés de communication de renseignements personnels faites à un organisme d'enquête, que les cas relevés constituent ou non des cas d'exception.

.4.6 *Usages compatibles dont on n'a pas rendu compte auparavant*

Le paragraphe 9(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que dans les cas où les renseignements personnels versés dans un fichier de renseignements personnels relevant d'une institution fédérale sont destinés à un usage, ou communiqués pour un usage compatible avec les fins auxquelles les renseignements ont été recueillis ou préparés par l'institution, mais que l'usage n'est pas l'un de ceux qui, en vertu du sous-alinéa 11(1)a)iv), sont indiqués comme usages compatibles dans le Répertoire de renseignements personnels, le responsable de l'institution fédérale est tenu:

a) d'aviser immédiatement le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage qui a été fait des renseignements ou pour lequel ils ont été communiqués;

b) de faire insérer une mention de cet usage dans la liste des usages compatibles énumérés dans l'édition suivante du Répertoire.

Cette disposition prévoit donc les cas exceptionnels où une institution pourra devoir utiliser ou communiquer des renseignements personnels à des fins qui, tout en étant compatibles avec les fins pour lesquelles ils ont été obtenus ou consignés, ne pouvaient être prévues à l'époque et par conséquent ne figurent pas au Répertoire. Il s'agit donc d'une communication ou d'un usage permis à des fins compatibles aux termes de l'alinéa 7 a) et de l'alinéa 8(2)a), à condition que le Commissaire à la protection de la vie privée en soit immédiatement avisé. Les institutions doivent également soumettre au ministre désigné une modification au contenu du fichier de renseignements personnels pertinent, qui rendra compte du nouvel usage. Cette modification sera jointe à l'énumération des usages compatibles pour ce fichier et figurera au Répertoire des renseignements personnels lors de la prochaine publication. Cette disposition assure donc la publication de tous les 'usages compatibles' sous une même forme, mais laisse une certaine marge de manoeuvre aux institutions fédérales dans le cas d'un usage nouveau et légitime.

Partie III

.5 *Droit d'accès aux renseignements personnels*

La Loi sur la protection des renseignements personnels confère aux individus le droit de se faire communiquer les renseignements qui les concernent. De plus, cette loi les autorise à demander que des corrections soient apportées à ces renseignements en cas d'erreur ou d'omission, ou qu'une annotation y soit jointe indiquant toute correction demandée qui n'a pas été faite.

.5.1 *Objet*

La présente section a pour but d'aider les institutions fédérales à interpréter les dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels qui traitent de leur communication en vertu de la Loi, et d'énoncer des directives et des lignes directrices concernant les dispositions qui doivent être observées lorsqu'il s'agit de questions de politique fédérale. Les institutions fédérales devront, s'il y a lieu, élaborer et observer des procédures internes, en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec les dispositions de la Loi et avec la teneur de la présente politique.

.5.2 *Demande de communication non officielle*

La consultation, par les individus, de renseignements personnels sur eux-mêmes que les institutions fédérales leur communiquaient généralement sera autorisée, comme auparavant, sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande officielle en vertu de la Loi. Citons, à titre d'exemple de ces renseignements, ceux qui sont contenus dans le dossier d'assurance-chômage de l'auteur d'une demande tels que les retenues sur la feuille de paye, les crédits de congé ou les renseignements déjà publiés.

Lorsqu'on ne peut pas autoriser une consultation officieuse de renseignements personnels, on doit informer l'auteur de la demande des droits que lui confère le Loi (voir la lettre type A, appendice D) ainsi que de la manière d'exercer ces droits en utilisant la formule officielle de demande d'accès à des renseignements personnels.

.5.3.3 *Documentation*

Il est important que les institutions fédérales justifient les points indispensables de contrôle à toutes les phases de la communication, étant donné que ces justifications pourront servir de preuves pendant une vérification, particulièrement dans les décisions du Commissaire à la vie privée. On trouvera à l'appendice A de la partie IV de ce chapitre un modèle d'une telle feuille de route. Cette formule peut également être utilisée pour obtenir des données à consigner dans le rapport annuel à soumettre au Parlement, aux termes du paragraphe 72(1) de la Loi. *Les institutions fédérales doivent consigner toutes les mesures prises pendant le traitement des demandes présentées en vertu de la Loi lorsque ces mesures sont exigées aux termes de la Loi ou du Règlement.*

Les décisions prises au sujet des exceptions doivent également être justifiées minutieusement. (Tous les rapports, débats et décisions concernant le recours à des dispositions d'exception doivent être consignés et classés avec les renseignements pertinents.) Ces documents doivent être assujettis aux contrôles régissant la conservation et le retrait des renseignements personnels énoncés à l'article .2.4 de la présente partie.

.5.4 *Notification*

La Loi sur la protection des renseignements personnels stipule des délais précis relativement au traitement des demandes ainsi que les conditions dans lesquelles il y a lieu d'envoyer un avis à l'auteur d'une demande. Lorsqu'une institution fédérale ne répond pas à une demande dans le délai prescrit, conformément à la Loi, on estime qu'elle l'a rejetée. On invite les institutions fédérales à examiner les demandes avec leurs auteurs, en particulier quand on est d'avis que cet examen permettrait d'interpréter la demande en question ou d'aider l'auteur de la demande à comprendre toute difficulté qui pourrait surgir pendant le traitement de sa demande (par exemple, la nécessité de

proroger le délai, d'obtenir des informations additionnelles, et le reste). Les traitements de demandes bien négociés peuvent réduire le nombre de pourvois en appel.

Les exigences de notification stipulées par la Loi sont énoncées ci-dessous. On trouvera des lettres types de notification à l'appendice D.

La Loi stipule que les institutions fédérales doivent, dans les 30 jours civils qui suivent la réception d'une demande complète, notifier par écrit l'auteur de la demande en ce qui concerne les points suivants:

a) Documents exclus: Documents contenant des renseignements personnels qui, en vertu de la Loi, ne peuvent pas être consultés (on trouvera à la section .6 de la présente partie une définition de ces documents).

b) Mode d'accès: Lorsque la communication des documents demandés doit être autorisée, fournir à l'auteur de la demande une copie des renseignements personnels demandés ou l'informer que des arrangements pourront être faits relativement aux renseignements conformément aux conditions stipulées à l'article 9 du Règlement (appendice B).

c) Prorogation: Lorsqu'une institution a besoin d'un délai plus long que les 30 jours accordés, la notification envoyée à l'auteur de la demande à ce sujet l'informerait également de la durée de la prorogation et de son droit de se plaindre au Commissaire à la protection de la vie privée à l'égard de cette prorogation. Conformément à l'article 15 de la Loi, le délai de 30 jours peut être prorogé dans les cas suivants:

- lorsque l'observation du délai entraverait sérieusement le fonctionnement de l'institution;
- lorsque les consultations nécessaires pour donner suite à la demande ne peuvent pas être faites en 30 jours.

(Consultation, dans ce contexte, signifie consulter

d'autres institutions fédérales, des Etats étrangers, des médecins et autres, et non procéder à des consultations internes).

Il est important de souligner toutefois que dans ces circonstances la prorogation des délais en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée n'est accordée que pour 30 jours additionnels au maximum.

Une prorogation raisonnable de délai peut aussi être demandée lorsqu'une période supplémentaire est nécessaire pour la traduction de documents.

d) Exception: Lorsqu'on refuse de communiquer à l'auteur de la demande la totalité ou une partie des renseignements personnels demandés, la notification doit indiquer l'exception spécifique qui s'applique, l'information que les renseignements demandés sont au fichier inconsultable ou n'existent pas, ou quand il n'est pas indiqué si les renseignements existent, citer la disposition de la Loi sur laquelle le refus est fondé ou pourrait raisonnablement l'être s'ils existaient. A noter que, conformément au paragraphe 16(2), une institution peut indiquer si des renseignements personnels existent ou non, mais n'est pas tenue de le faire. (Voir les lettres types D, E et H à l'appendice D). La notification devrait aussi informer l'auteur de la demande de son droit d'en appeler de la décision au Commissaire à la protection de la vie privée.

.5.5 *Modes d'application des exceptions*

.5.5.1 *Examen des exceptions éventuelles*

Le principe qui sous-tend l'application de la plupart des critères concernant les exceptions consiste à mettre en balance le droit d'accès aux renseignements personnels et le tort qui pourrait être causé par la divulgation de ces renseignements. Le fondement de ces deux facteurs fait l'objet de la section .7 de cette partie et cette politique doit être consultée lors de l'application des critères en question.

Avec la collaboration du coordonnateur de la protection de la vie privée, *une institution fédérale doit examiner tous les renseignements personnels demandés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels avant de les divulguer afin de déterminer ceux qui peuvent faire l'objet d'une exception aux termes d'une disposition pertinente de la Loi*. En ce qui concerne les grandes institutions fédérales ou celles qui ont des bureaux régionaux, cet examen peut être effectué avec la collaboration d'un coordonnateur de la protection de la vie privée qui a la responsabilité d'une division ou d'une région. En ce qui a trait aux directives concernant les renseignements personnels contenus dans des fichiers inconsultables, voir la sous-section .7.6.1.

.5.5.2 *Précédents*

Lorsque les institutions fédérales s'occupent de demandes de renseignements qu'on a déjà demandé à consulter, elles devraient noter que la décision d'autoriser ou d'interdire la communication d'un document peut être modifiée puisque le préjudice qui pourrait en résulter est moins grand qu'il était ou parce que l'on doit tenir compte d'autres circonstances nouvelles. *Les institutions fédérales doivent évaluer chaque demande selon ses propres caractéristiques et utiliser les précédents pour se guider uniquement quand elles doivent décider s'il y a lieu de divulguer un document ou d'en faire l'objet d'une exception.* Les documents auxquels une cote de sécurité a été attribuée conformément au système fédéral de classification sécuritaire devront être examinés plus rigoureusement au préalable. Toutefois, le fait qu'une cote de sécurité a été attribuée à un document ne signifie pas qu'il constitue une exception; par ailleurs, chaque document doit être évalué par rapport aux dispositions de la Loi concernant les exceptions. Lorsqu'on examine les renseignements demandés, on doit vérifier s'ils concernent des dossiers médicaux et, si l'on estime que ces renseignements sont délicats, on doit les transmettre à un médecin dûment qualifié. La procédure à suivre pour décider de divulguer ou non

des renseignements personnels concernant la santé physique ou mentale est énoncée aux articles 13 et 14 du Règlement (voir l'appendice B) sous-section .5.6.11 de cette partie.

.5.5.3 *Consultation*

Avant de décider de divulguer ou non certains renseignements, le coordonnateur de la protection de la vie privée doit veiller à ce qu'une consultation des coordonnateurs des diverses institutions fédérales ait lieu.

Une telle consultation est obligatoire chaque fois que les renseignements demandés englobent des informations définies aux articles suivants:

- a) article 19: les informations obtenues 'à titre confidentiel' d'autres gouvernements et d'organismes internationaux (voir la sous-section .7.6.2);
- b) article 21: les informations concernant la défense du Canada ou de tout Etat allié ou associé avec le Canada, les affaires internationales, ou la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives (voir la sous-section .7.6.4);
- c) article 22: les informations concernant les activités visant à faire respecter les lois, ainsi que les enquêtes (voir la sous-section .7.6.5);
- d) article 23: les informations concernant les enquêtes de sécurité (voir la sous-section .7.6.6);
- e) article 25: les informations concernant la sécurité des particuliers (voir la sous-section .7.6.8);

La consultation avant la détermination de la nécessité d'invoquer tout autre type d'exception est facultative.

Si une institution consultée souhaite qu'une exception soit invoquée, elle doit expliquer par écrit, à l'institution fédérale qui s'occupe de la demande, la raison pour laquelle cette exception doit être appliquée. Même lorsque la consultation est obligatoire, l'institution qui traite une demande est tenue d'y répondre à temps. La personne à consulter dans l'autre institution doit être le coordonnateur de la protection de la vie privée ou l'agent délégué autorisé à accorder une exception ou à divulguer les renseignements en question, selon ce qui s'impose.

.5.5.4 *Décision concernant le recours à une exception*

La décision définitive relativement à la nécessité d'invoquer une exception est fondée sur les résultats de l'examen, sur le rapport concernant la consultation et, s'il y a lieu, sur l'opinion du conseiller juridique de l'institution pertinente. Cette décision doit être prise par l'agent auquel le responsable de l'institution a délégué le pouvoir d'invoquer une exception.

Lorsqu'une institution fédérale a demandé que certains renseignements constituent des exceptions, et qu'il doit y avoir divulgation, celle-ci devrait être approuvée par le responsable de l'institution qui traite la demande de communication.

La Loi sur la protection des renseignements personnels ne contient pas de dispositions concernant le prélèvement de parties de documents contenant ce type de renseignements, mais ce principe est inhérent à la nature des exceptions mêmes et, en conséquence, lorsqu'une décision de ne pas communiquer certains documents a été prise, on devrait examiner les renseignements qui constituent une exception en vue de déterminer s'ils peuvent être prélevés de ces documents. Les lignes directrices sur le prélèvement sont énoncées à la section .7.4 de cette partie.

Aux termes du paragraphe 16(2) de la Loi, lorsqu'une institution fédérale notifie un auteur de demande du rejet d'une demande de communication de renseignements personnels, elle n'est pas tenue d'indiquer si ces renseignements existent ou non. Cette disposition a

été incluse pour parer à certaines situations dans le domaine de la mise en application des lois par exemple, où le reniement ou l'indication de l'existence de renseignements pourrait entraîner la divulgation l'information même pour laquelle on demande l'exception. L'utilisation de cette disposition devrait être restreinte à ce genre d'exception et seulement si nécessaire. Les institutions ne devraient recourir à cette disposition de la Loi que lorsque le refus de divulguer ce type de renseignements ou l'indication de leur existence tombent sous le coup d'une disposition de la Loi concernant les exceptions. Dans ces cas-là, les institutions fédérales peuvent formuler la notification de refus d'après le modèle de la lettre type H à l'appendice D.

Toute notification écrite d'une exception sera signée par l'agent auquel une institution fédérale a délégué ce pouvoir ou par le coordonnateur de la protection de la vie privée en son nom. Des lettres types concernant les notifications d'exceptions sont donnés à l'appendice D.

.5.6 *Modes d'accès*

Conformément au paragraphe 17(1) de la Loi, lorsqu'un individu est autorisé à consulter des renseignements personnels, l'institution fédérale concernée doit en vertu du Règlement, lui permettre d'examiner ceux qui l'intéressent ou lui en fournir une copie. Les institutions fédérales devraient tenter, autant que possible de communiquer ces renseignements selon la méthode indiquée par l'auteur de la demande sur la formule de demande officielle.

Lorsque l'accès aux renseignements personnels au moyen de la consultation est accordé, l'institution fédérale doit, conformément à l'article 9 du Règlement d'application de la loi, (voir appendice B) s'assurer que l'heure fixée convient aux parties intéressées et fournir des locaux acceptables pour cette consultation. Etant donné que la plupart de ces renseignements sont délicats, les locaux doivent permettre aux auteurs des demandes de les consulter sans être dérangés et, en même temps, offrir la sécurité voulue.

Lorsque les renseignements personnels sont compliqués ou lorsqu'ils ont un caractère technique, l'institution fédérale devrait faire tout son possible pour qu'un de ses agents qui comprend ces renseignements y soit affecté afin d'examiner avec l'auteur de la demande tout problème qui risquerait de se présenter. Une disposition spéciale a été prévue à l'article 14 du Règlement (voir appendice B) pour traiter de certains renseignements médicaux délicats. Aux termes de cette disposition, le responsable d'une institution fédérale peut demander à un individu qui désire consulter les renseignements personnels relatifs à sa santé physique ou mentale de le faire en personne, en présence d'un médecin dûment qualifié (choisi par le responsable) qui serait en mesure de lui expliquer ou de clarifier les renseignements.

.5.7 *Version de l'accès*

Le paragraphe 17(2) de la Loi prévoit qu'un individu reçoit communication des renseignements personnels dans la langue officielle de son choix, en vertu de la Loi sur les langues officielles, dans les cas suivants:

- a) lorsqu'il en existe une version dans cette langue dont une institution fédérale a la responsabilité;
- b) lorsqu'il n'en existe pas de version dans cette langue, mais que l'institution fédérale qui a la responsabilité de ces renseignements les fait traduire ou fournit un interprète à l'individu si elle estime que leur traduction ou leur interprétation lui permettra de les comprendre.

Aux termes de l'alinéa 15 b), la période de 30 jours accordée à l'origine en ce qui concerne la réponse à une demande de communication de renseignements personnels peut être prolongée raisonnablement par une institution fédérale de manière à permettre la traduction des renseignements demandés. En ce qui concerne les documents longs, on

aura recours à leur interprétation. La prorogation du délai en question est régie par les procédures de notification qui sont énoncées à la section .5.6 de cette partie.

A l'interprétation (traduction orale) des renseignements personnels de nature technique et compliquée peut s'ajouter leur explication par un spécialiste, conformément aux directives énoncées à la section .5.6 de la présente politique.

.5.8 *Corrections et annotations*

.5.8.1 *Corrections*

L'alinéa 12(2)a) de la Loi stipule que tout individu qui reçoit communication de renseignements personnels le concernant qui ont été ou sont utilisés ou qui peuvent l'être à des fins administratives a le droit de demander leur correction si, selon lui, ils sont erronés ou incomplets.

Les paragraphes 11(1) et (2) du Règlement concernant la protection des renseignements personnels (voir appendice B) énoncent les procédures que doit suivre un individu pour demander l'apport d'une correction ou une institution fédérale pour satisfaire à sa demande.

Lorsqu'un individu demande la correction d'un renseignement personnel le concernant, il doit remplir la formule pertinente (voir la formule type à l'appendice D) au sujet de chaque fichier de renseignements personnels ou de chaque catégorie de ce type de renseignements qui, selon cet individu contiendrait des informations erronées ou incomplètes. Chaque formule dûment remplie devrait être envoyée à l'agent désigné relativement au fichier concerné.

Lorsque les institutions traitent une demande de correction, elles doivent, s'il y a lieu, obtenir de l'auteur de la demande toute preuve nécessaire pour établir la validité de cette correction.

Selon la Loi, une institution fédérale doit, dans les 30 jours qui suivent la réception d'une demande de correction, notifier par écrit un individu de son intention de satisfaire ou non à sa demande. Lorsqu'une institution accède à ce type de demande, elle procédera de la manière suivante:

- a) elle enverra à l'individu un exemplaire des renseignements pertinents dûment corrigés; ou
- b) elle indiquera dans sa notification à l'individu que les corrections demandées ont été apportées et qu'il peut examiner lui-même ces renseignements. Cet examen doit être fait en conformité des conditions énoncées à l'article 9 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B).

Lorsqu'une institution fédérale refuse de faire une correction demandée, le Règlement susmentionné stipule qu'elle doit indiquer à l'individu concerné les points suivants:

- a) la raison pour laquelle les renseignements en question n'ont pas été corrigés;
- b) le droit de l'individu de demander qu'une annotation mentionnant les corrections souhaitées (voir la sous-section .5.8.2 ci-dessous) soit jointe aux renseignements en question;
- c) le droit de l'individu de porter plainte au Commissaire à la protection de la vie privée;
- d) l'adresse du Commissaire à la protection de la vie privée.

La lettre type J qui se trouve à l'appendice D pourra être utilisée à cette fin.

Acceptation des demandes de correction

Les institutions fédérales observeront des conditions différentes lorsqu'elles décideront soit d'accepter, soit de rejeter une demande de correction concernant:

- a) des données de fait, tels que l'âge, la profession, l'état civil, et le reste;
- b) des renseignements consistant en grande partie d'opinions, telles que des évaluations, des probabilités ou des convictions.

D'une manière générale, les demandes de correction de données de fait doivent être acceptées, en particulier quand ces données ont été fournies par l'auteur de la demande. Toutefois, lorsque les corrections de renseignements tels que l'âge, le revenu ou tout autre élément ayant un rapport avec le droit à un avantage risquent d'avoir des répercussions directes (financières ou autres) sur l'auteur de la demande on pourra le prier de soumettre une pièce justifiant les corrections souhaitées. Normalement, cette pièce justificative devrait être celle qui a été fournie quand ces renseignements ont été obtenus pour la première fois. Mais, lorsque les documents originaux ont été perdus ou égarés ou lorsqu'il est impossible de les obtenir, on devrait accepter à leur place des documents satisfaisants.

Les demandes de correction d'opinions devraient normalement être acceptées lorsque ces opinions ont été exprimées par l'auteur de la demande. Mais, dans la plupart des cas, elles proviennent d'une autre source. Dans ces cas-là, elles ne peuvent habituellement faire l'objet d'aucune correction, à moins qu'il existe des raisons de mettre en doute leur source. L'auteur de la demande devrait être informé qu'aucune raison ne permet de soupçonner que le document n'indique pas exactement l'opinion d'un tiers, mais qu'une annotation communiquant l'avis de l'auteur de la demande sur ce point y sera ajoutée, tel que décrit à la sous-section .5.8.2 de cette partie.

.5.8.2 *Annotations*

L'alinéa 12(2)b) de la Loi stipule que tout individu qui reçoit communication de renseignements personnels le concernant qui ont été ou sont utilisés ou qui peuvent l'être à des fins administratives a le droit de demander l'ajout d'une annotation indiquant toute correction demandée qui n'a pas été faite.

Le paragraphe 11(3) du Règlement (voir appendice B) énonce les procédures que doit suivre un individu lorsqu'il fait une demande d'annotation ou une institution fédérale lorsqu'elle répond à une telle demande.

Lorsqu'un l'individu souhaite demander l'ajout d'une annotation concernant des renseignements personnels à son sujet, il doit remplir une demande d'annotation (voir la formule type à l'appendice D) relativement à chaque fichier de renseignements personnels ou à chaque catégorie de renseignements de ce genre contenant les informations qui doivent faire l'objet d'une annotation. Une institution fédérale est tenue de traiter une demande d'annotation dans les 30 jours qui suivent sa réception et de notifier l'auteur de la demande que cette annotation a été faite (voir la lettre type L à l'appendice D). Le fait qu'une institution n'a pas satisfait à une demande d'annotation autorise un auteur de demande à porter plainte au Commissaire à la protection de la vie privée (voir l'alinéa 29(1)c) de la Loi).

.5.8.3 *Incorporation des corrections et des annotations*

Dans de nombreux cas, une correction peut se faire en modifiant un renseignement sur un document. Mais, lorsqu'il est impossible de procéder de cette manière (notamment dans le cas de certains fichiers informatiques), les corrections ou les annotations acceptées sont classées de façon à ce qu'elles puissent être normalement extraites avec les renseignements visés (par exemple, en utilisant un indicateur lorsqu'il s'agit d'un fichier informatique ou, lorsqu'il s'agit d'un dossier sur papier, en y joignant une note). *Les corrections et les annotations doivent toujours être classées de manière qu'elles puissent être extraites chaque fois que les renseignements personnels visés sont utilisés à des fins administratives.*

.5.8.4 *Notification de corrections ou d'annotations*

L'alinéa 12(2)c) de la Loi stipule que tout individu qui reçoit communication de renseignements personnels le concernant qui ont été ou sont utilisés ou qui peuvent l'être à des fins administratives a

le droit de demander que toute personne ou tout organisme auxquels ces renseignements ont été communiqués à des fins administratives pendant les deux années qui précèdent une demande de correction ou d'annotation concernant ces renseignements aux termes du paragraphe 12(2):

- soient informés des corrections demandées ou des annotations ajoutées à ces renseignements;
- lorsque ces renseignements ont été communiqués à une institution fédérale, qu'elle fasse les corrections demandées ou qu'elle ajoute l'annotation voulue sur toutes les copies des renseignements dont elle a la responsabilité.

Cette disposition permet à un individu qui a obtenu la correction ou l'annotation de renseignements personnels le concernant de veiller à ce qu'elles soient transmises à toute personne ou à tout organisme qui ont reçu ces renseignements et qui les utilisent à des fins administratives. De plus, cette disposition stipule que les institutions fédérales qui ont reçu les renseignements en question et qui les utilisent à des fins administratives doivent veiller à ce que les corrections soient faites sur toutes les copies des renseignements dont elles ont la responsabilité et à ce que les annotations soient ajoutées à toutes ces copies. *Les institutions fédérales qui reçoivent une demande de correction ou d'annotation de renseignements personnels concernant un individu doivent informer clairement ce dernier qu'il a le droit de demander que toutes les personnes ou tous les organismes auxquels ces renseignements ont été communiqués soient informés de l'apport de ces corrections et de l'ajout de ces annotations; par ailleurs ces institutions doivent attester qu'elles ont envoyé à ces personnes et à ces organismes une demande de correction ou d'annotation.* On trouvera des lettres types à utiliser à cette fin à l'appendice D. *Les institutions fédérales qui reçoivent une notification concernant une demande de correction ou d'annotation de renseignements qui leur ont été communiqués à des fins administratives feront savoir à l'auteur de la demande dans les 30 jours qui suivent la réception de cette notification, que les corrections ou l'annotation demandées ont été faites.*

De plus, les institutions fédérales veilleront à ce qu'un double de toutes les corrections ou annotations acceptées soit transmis à tous les services des institutions qui ont des copies des renseignements visés et à ce que des instructions selon lesquelles ces corrections et ces annotations doivent être faites soient jointes à ce double.

Partie III

.6 Documents exclus

(Cette section sera diffusée à une date ultérieure)

Partie III

.7 Exceptions - Protection des renseignements personnels

.7.1 *Principes généraux*

Le droit d'accès d'un individu à des renseignements personnels le concernant prévu dans la Loi sur la protection des renseignements personnels comporte plusieurs restrictions précises, lesquelles sont énumérées aux articles 18 à 28 de la Loi. Ces restrictions sont appelées exceptions et elles ont pour objet de protéger les renseignements d'intérêt public ou privé particulier. Ces exceptions ajoutées aux catégories de documents exclus indiquées aux articles 69 et 70 de la Loi (voir la section .6) sous-tendent les refus d'accès d'un individu à des renseignements personnels qui le concernent en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Les exceptions prévues dans la Loi sur la protection des renseignements personnels sont de deux natures, selon qu'elles sont fondées sur un critère subjectif ou objectif, ou encore qu'elles sont obligatoires ou discrétionnaires. La différence entre ces deux types d'exceptions est expliquée ci-après.

Critère subjectifs ou objectif

a) Critère subjectif

Dans le cas des exceptions fondées sur un critère subjectif, l'accès aux renseignements demandé en vertu de la Loi peut être refusé lorsque la communication 'risquerait vraisemblablement de porter préjudice' à l'intérêt précisé dans l'exception. Dans ce contexte, le terme préjudice a le sens de tort. Avant de refuser de communiquer des renseignements, il faut être raisonnablement sûr que leur divulgation nuirait vraisemblablement ou porterait atteinte à l'intérêt public ou privé particulier protégé par l'exception. Le fait que la divulgation pourrait entraîner des changements administratifs au sein d'une institution fédérale ne suffit pas à justifier une exception subjective. Il faut être en mesure de cerner le tort réel causé à l'intérêt visé par l'exception.

Plusieurs aspects de la question doivent être considérés avant de prendre une décision à cet égard; cependant, les institutions fédérales devraient alors s'arrêter à au moins trois facteurs généraux, à savoir: jusqu'à quel point le tort présumé est:

a) précis: l'institution devrait pouvoir identifier la personne ou l'intérêt en cause et définir le tort qui pourrait lui être causé, au lieu de se limiter à décrire ce tort en termes vagues;

b) actuel: l'institution devrait être en mesure de préciser le tort qui risque d'être causé immédiatement ou dans un avenir prochain; lorsqu'elle reçoit une nouvelle demande concernant les renseignements qu'elle a refusé de divulguer par le passé, elle devrait reconsidérer l'état de ces renseignements afin de déterminer s'il existe encore un risque de préjudice immédiat ou futur;

c) probable: le risque de préjudice doit être vraisemblable.

(Les institutions fédérales doivent s'assurer que ces trois conditions sont remplies avant d'avoir recours à une exception subjective.)

Il peut arriver que la divulgation de certains renseignements ait toute une gamme d'effets. Il peut être impossible d'invoquer une exception subjective si les renseignements précis demandés sont étudiés séparément. Toutefois, lorsque la demande vient s'ajouter à une série de demandes et qu'elle fait partie d'un tout qui risque de porter préjudice à l'intérêt visé par l'exception, une institution peut refuser de communiquer les renseignements demandés. L'institution doit cependant pouvoir montrer que l'effet cumulatif de plusieurs divulgations, semblables ou complémentaires à celle demandée, pourrait vraisemblablement être préjudiciable.

Lorsque les renseignements personnels demandés figurent dans une liste de types précis de renseignements donnée à titre d'illustration d'une exception subjective (par exemple, l'article 21,

qui traite des affaires internationales et de la défense), il reste à déterminer que leur divulgation pourrait porter préjudice à l'intérêt visé par l'exception. Les exemples ont pour seul but d'illustrer les types précis de renseignements personnels auxquels des exceptions subjectives s'appliqueront probablement. Toutefois, le seul fait que le type de renseignements demandé figure comme exemple ne suffit pas à justifier sa protection automatique.

Les cas définis aux articles 20, 21, 22(1)b) et c), 24 a), 25 et 28 de la Loi constituent des exceptions subjectives.

Critère objectif

Par critère objectif, on entend une description des catégories de renseignements personnels qui peuvent faire l'objet d'une exception. Bien que ces exceptions sont également fondées sur le risque de préjudice, elles concernent des catégories de renseignements qui, selon le Parlement, sont de nature tellement délicate que leur divulgation risquerait de porter préjudice. Ainsi, en vertu des exceptions objectives, lorsqu'une institution fédérale est convaincue que les renseignements personnels appartiennent à une catégorie précise, elle est justifiée de refuser de les communiquer et n'est pas tenue de prouver le risque de préjudice.

Les cas définis aux articles 19, 22(1)a), 22(2), 23, 24 b), 26 et 27 de la Loi constituent des exceptions objectives.

Exceptions discrétionnaires et obligatoires

Exceptions discrétionnaires

Les exceptions discrétionnaires sont présentées à l'aide de la formule suivante: 'Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication...' Lorsque de telles exceptions s'appliquent à des renseignements personnels demandés en vertu de la Loi, les institutions fédérales sont légalement autorisées à refuser de les communiquer. Toutefois, en présence d'une exception discrétionnaire,

les institutions fédérales peuvent communiquer les renseignements demandés lorsqu'elles jugent que la divulgation ne risque pas de causer préjudice ou lorsqu'elles estiment que les avantages découlant de la divulgation de ces renseignements sont supérieurs aux risques éventuels.

La décision finale de communiquer ou non des renseignements pour lesquels on pourrait invoquer une exception incombe à l'institution fédérale responsable du traitement de la demande; toutefois, il se peut que celle-ci doivent consulter une autre institution fédérale avant de prendre une décision au sujet de certaines exceptions prévues dans les présentes directives et lignes directrices (voir les sous-sections .7.6.2, .7.6.4, .7.6.5, .7.6.6 et .7.6.8).

La majorité des dispositions concernant les exceptions sont discrétionnaires. On les trouve aux articles 20, 21, 22(1), 23 24, 25, 27 et 28 de la Loi.

Exceptions obligatoires

Les exceptions obligatoires sont présentées à l'aide de la formule suivante: 'Le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser la communication...'. Lorsque les renseignements personnels demandés en vertu de la Loi tombent sous l'application d'une exception obligatoire, les institutions sont habituellement tenues de refuser la communication du document. Les cas définis à l'article 19 et au paragraphe 22(2) constituent des exceptions de ce genre. Cependant, l'article 19, qui visent les renseignements personnels obtenus 'à titre confidentiel', contient des dispositions qui permettent aux institutions fédérales de divulguer les renseignements si certaines conditions sont remplies (par exemple, si la partie concernée y consent où si ces renseignements sont déjà à la disposition du grand public). Cette décision de la part de l'institution fédérale ne crée toutefois pas un précédent. Ces cas d'exceptions sont traités en détail à la section .7.6.2.

Les cas traités à l'article 26 sont en partie discrétionnaires, en partie obligatoires.

Fichiers inconsultables

L'article 18 de la Loi sur la protection des renseignements personnels prévoit une catégorie d'exceptions unique. Il s'agit des fichiers inconsultables qui sont traités en détail à la sous-section .7.6.1.

Application des dispositions relatives aux exceptions

Les exceptions et les catégories de documents exclus sont les seuls motifs valables pour refuser de communiquer des renseignements personnels demandés en vertu de la Loi. *Par conséquent, on doit autoriser l'accès à tous les renseignements personnels demandés par un particulier en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, sauf quand ceux-ci sont précisément protégés ou exclus en vertu d'une disposition de la Loi. On devrait prendre note, lorsqu'on étudie la possibilité de protéger un document, que plus d'une catégorie d'exception peut s'appliquer à certains renseignements.

Examen

Lorsque les renseignements personnels font l'objet d'une exception en vertu de la Loi, l'auteur de la demande a le droit d'interjeter appel dans le cadre d'un système d'examen des appels à deux paliers. Au premier palier, la plainte est présentée au Commissaire à la protection de la vie privée qui a le pouvoir d'un protecteur du citoyen. Au second palier, l'appel est présenté à la Cour fédérale, Division de première instance. La nature du recours possible à chaque palier et les pouvoirs du Commissaire et de la Cour sont expliqués à la section .8 ci-après. Toutefois, il y a lieu de signaler que la Cour peut examiner de nouveau les exceptions contenues à l'article 19, à l'alinéa 22(1)a), au paragraphe 22(2), à l'article 23, à l'alinéa 24 b) et aux articles 25 à 28. Toutefois, si l'accès aux renseignements est refusé en vertu des articles 20 et 21, des alinéas 22(1)b) et c) ou de

l'alinéa 24 a), la Cour est tenue de déterminer si la décision du responsable de l'institution fédérale de refuser l'accès aux renseignements était fondée sur des 'motifs valables'.

.7.2 *Objet*

L'objet de cette section du chapitre 410 est de faciliter l'application et l'interprétation uniformes des dispositions d'exception à la Loi sur la protection des renseignements personnels et de préciser les directives et les lignes directrices qui représentent la politique gouvernementale en cas d'exception. Dans le cadre ainsi fourni, les institutions fédérales devraient établir leurs propres pratiques et procédures pour compléter ces dispositions, directives et lignes directrices et les adapter à leur situation particulière.

7.3 *Autorisation*

Les institutions fédérales devraient déléguer le pouvoir d'approuver des exceptions en fonction de la nature et du volume des renseignements personnels demandés. Afin d'éviter les plaintes inutiles, les annulations de décisions ou les contestations d'exceptions de la part du responsable de l'institution et de protéger les renseignements contre toute divulgation inopportune, seuls des fonctionnaires supérieurs devraient être autorisés, en vertu de l'article 73 de la Loi, à prendre les décisions concernant les exceptions au nom du responsable.

A cet égard, les institutions fédérales devraient savoir que les demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels doivent être étudiées objectivement et que les procédures et les sanctions prévues, visant à protéger les renseignements gouvernementaux, ne s'appliquent pas aux demandes formulées en vertu de la Loi. Le fait que les renseignements demandés portent une cote de sécurité ne justifie pas un refus en vertu de la Loi. En outre, un fonctionnaire dûment autorisé qui divulgue des renseignements de bonne foi conformément à la Loi sur la protection des renseignements

personnels ne peut faire l'objet de poursuites judiciaires en vertu de la Loi sur les secrets officiels. Cette immunité est fondée sur l'article 74 de la Loi sur la protection des renseignements personnels et sur le fait qu'une telle divulgation en vertu de cette loi sera, dans la plupart des cas, considérée comme autorisée (la Loi sur les secrets officiels ne s'appliquent qu'aux divulgations de renseignements non autorisées).

.7.4 *Prélèvements*

Contrairement à la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels ne renferme aucune disposition explicite relative aux prélèvements, le principe étant implicite dans le libellé des exceptions. La Loi sur la protection des renseignements personnels permet d'invoquer une exception uniquement pour les renseignements personnels qui sont de fait protégés. Toutefois, lorsqu'un individu demande de consulter des documents protégés et non protégés renfermant des renseignements personnels, il a droit d'accès à tout renseignement non protégé à son sujet qui peut être prélevé des documents protégés. De même, le dossier d'un individu peut contenir des renseignements non personnels. La Loi sur la protection des renseignements personnels n'accorde que le droit d'accès aux renseignements personnels concernant un individu, mais en principe ce dernier devrait avoir accès à tout renseignement non personnel en réponse à une demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, à moins que ce renseignement ne fasse l'objet d'une exception en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Compte tenu de ces circonstances, (les principes régissant les prélèvements en vertu de la Loi sur l'accès à l'information devraient être respectés au moment d'examiner les cas d'exception en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels.) Ces principes sont fondés sur les prélèvements raisonnables, c'est-à-dire que l'on ne devrait pas refuser de communiquer la totalité d'un document contenant des renseignements personnels qui peuvent faire l'objet d'une exception si la partie protégée peut être prélevée du reste du document. On ne

devrait pas établir que les prélèvements sont raisonnables en invoquant des motifs comme l'étendue de l'examen, le temps nécessaire à la préparation et à l'extraction des renseignements protégés, mais plutôt en se fondant sur la clarté du document ou de la partie du document après que les renseignements visés par une exception en aient été prélevés. Il est possible que l'objet initial du document ne soit plus évident une fois prélevés les renseignements protégés; cependant, on ne peut invoquer une exception pour tout le document aussi longtemps qu'il reste des renseignements personnels intelligibles, compréhensibles et pertinents à la demande. Les institutions fédérales sont tenues de divulguer tous les renseignements personnels qui peuvent être communiqués après avoir prélevé les renseignements protégés des documents concernés. (En cas de doute, il convient de divulguer les renseignements à l'auteur de la demande.)

7.5 *Consultation*

Contrairement à la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels ne prévoit pas la transmission des demandes. Toutefois, le besoin d'assurer que les renseignements personnels bénéficient de la même protection et que tous les individus ont accès aux mêmes renseignements dans toutes l'administration publique demeure présent.

Les interprétations, directives et lignes directrices présentées dans cette partie ont pour but d'aider les institutions fédérales à appliquer les exceptions de façon uniforme. (Afin d'assurer l'application uniforme de certaines exceptions, il faudrait consulter l'institution la plus compétente dans le domaine en question.) *Cette consultation est obligatoire, quand les renseignements proviennent ou touchent les activités d'une institution fédérale autre que celle qui traite la demande, dans les cas relatifs aux articles suivants*:

- a) article 19: les renseignements obtenus 'à titre confidentiel' d'autres gouvernements et d'organisations internationales;

- b) article 21: défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada; affaires internationales et détection, prévention et répression d'activités hostiles ou subversives;
- c) article 22: application des lois et enquêtes;
- d) article 23: enquêtes de sécurité;
- e) article 25: sécurité des individus.

Des directives précises concernant le processus de consultation sont données dans les sections pertinentes du présent chapitre qui portent sur ces articles (voir les sous-sections .7.6.2, .7.6.4, .7.6.5, .7.6.6. et .7.6.8).

Toutes les demandes de consultation seront adressées au coordonnateur de l'accès à l'information de l'institution fédérale consultée ou à l'agent délégué de cette même institution qui est autorisé à accorder une exception ou à divulguer les renseignements concernés.

Quand il y a consultation avec un Etat étranger, une organisation internationale ou une de ses institutions concernant la section .7.6 de cette partie, l'institution fédérale devrait, coordonner la consultation avec le coordonnateur de l'accès à l'information du ministère des Affaires extérieures. Des consultations directes auront lieu seulement s'il y a déjà en place un système de liaison et consultation établi. Le ministère des Affaires extérieures devrait être avisé de ces canaux de consultation.

.7.6 Exceptions

.7.6.1 *Fichiers inconsultables (article 18)*

En vertu du paragraphe 18(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le gouverneur en conseil peut, par décret, classer parmi les fichiers de renseignements personnels inconsultables,

dénommés fichiers inconsultables dans la Loi, ceux qui sont formés de dossiers dans chacun desquels dominent les renseignements visés aux articles 21 ou 22 de la Loi.

Cette disposition permet au gouverneur en conseil d'approuver l'établissement de fichiers inconsultables dans deux domaines. Premièrement, des fichiers inconsultables peuvent être établis pour des renseignements personnels qui pourraient vraisemblablement porter préjudice à la conduite des affaires internationales, à la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada et à la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives au sens que donne à ces expressions l'article 21 de la Loi. Deuxièmement, des fichiers inconsultables peuvent être établis pour les renseignements personnels auxquels s'applique l'exception relative à l'application des lois et aux enquêtes qui est stipulée à l'article 22 de la Loi. Il y a lieu de signaler qu'aucune disposition n'a été prise pour l'établissement de fichiers inconsultables renfermant des renseignements relatifs aux enquêtes de sécurité. Ce genre de renseignement est traité en vertu d'une exception distincte décrite à l'article 23 de la Loi (voir la sous-section .7.6.6).

Le principe des fichiers inconsultables existait en vertu de la partie IV de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Dans le contexte de cette loi, il s'avérait une méthode efficace pour traiter les renseignements très délicats relatifs à l'application des lois et à la sécurité. Les fichiers inconsultables visent à éviter la divulgation inopportune de renseignements très délicats et à éliminer l'examen coûteux de documents contenant des renseignements personnels qui, de par leur nature, ne seraient pas divulgués de toute façon.

Par fichier inconsultable, on entend tout système formé de dossiers, quelle que soit leur présentation ou leurs caractéristiques, dans chacun desquels dominent des renseignements personnels qui pourraient faire l'objet d'une exception en vertu des articles de la loi énumérés ci-dessus. Ainsi, la majorité des renseignements contenus dans chaque dossier doit satisfaire aux exigences stipulées dans la loi. En termes pratiques, cela signifie que plus de la moitié des renseignements contenus dans un dossier doivent généralement être protégés en vertu des

exceptions relatives aux affaires internationales et à la défense, d'une part, ou à l'application des lois et aux enquêtes, d'autre part. Ceci limite effectivement le nombre de fichiers de renseignements personnels qui peuvent faire l'objet d'une exception et signifie que ces fichiers doivent exister concrètement et renfermer les renseignements décrits.

Divulgation refusée

Conformément au paragraphe 18(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels désigné fichier inconsultable en vertu du paragraphe 18(1).

Il s'agit ici d'une exception discrétionnaire fondée sur le critère objectif à savoir si des renseignements personnels particuliers font partie d'un fichier inconsultable. En règle générale, l'accès à ces renseignements sera automatiquement refusé dès qu'on aura établi qu'ils font partie d'un fichier inconsultable. Toutefois, le responsable de l'institution a de latitude pour communiquer les renseignements personnels à l'individu concerné même si ceux-ci font partie d'un fichier inconsultable. Si le responsable est convaincu que la communication des renseignements ne comporterait aucun tort ou risque de préjudice, il peut les divulguer.

Cette disposition ne peut s'appliquer aux renseignements personnels ou à la copie de ces renseignements transmis d'un fichier inconsultable à une autre institution. Cette dernière doit déterminer si l'une des exceptions prévues dans la Loi sur la protection des renseignements personnels peut être appliquée aux renseignements, si elle désire en refuser l'accès.

Contenu d'un décret d'exception

Le paragraphe 18(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'un décret pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 18(1) en vue de désigner des fichiers inconsultables doit porter:

- a) une mention de l'article sur lequel il se fonde;
- b) dans le cas d'un fichier de renseignements personnels formé de dossiers dans chacun desquels dominent des renseignements visés au sous-alinéa 22(1)a(ii), la mention de la loi dont il s'agit.

Les institutions fédérales doivent présenter au ministre désigné toute demande d'établir un fichier inconsultable. Ces demandes doivent comprendre:

- a) une description des renseignements devant être inclus dans les fichiers inconsultables;
- b) l'exception particulière en vertu de laquelle les renseignements doivent être protégés; dans le cas de l'exception visée au sous-alinéa 22(1)a(ii), la loi concernée (par exemple, la Loi de l'impôt sur le revenu) et, dans le cas des exceptions fondées sur un critère subjectif, un énoncé des effets nuisibles prévus;
- c) une explication, y compris les répercussions sur le plan des coûts, à savoir pourquoi les renseignements devraient être versés dans un fichier inconsultable plutôt que d'être assujettis à un examen des cas particuliers;
- d) une attestation précisant que, dans tous les dossiers de ces fichiers, des renseignements inconsultables dominent;
- e) un projet de décret.

Examen des fichiers inconsultables

Etant donné que le principe des fichiers inconsultables prévoit la protection exceptionnelle de certaines catégories de renseignements personnels, la Loi sur la protection des renseignements

personnels établit un processus d'examen qui assure que les renseignements versés dans un fichier inconsultable sont classés comme tels. L'article 36 de la Loi accorde au Commissaire à la protection de la vie privée le pouvoir d'examiner les dossiers versés dans les fichiers de renseignements personnels inconsultables et de recommander au responsable d'une institution fédérale le retrait de tout dossier où ne dominant par les renseignements inconsultables décrits dans le décret d'exception. Si une institution refuse ou néglige de prendre les mesures appropriées pour retirer un dossier d'un fichier inconsultable, le Commissaire à la protection de la vie privée peut avoir recours à la Cour fédérale. Si la Cour convient que le dossier ne doit pas faire partie du fichier inconsultable, elle peut en ordonner le retrait. (Voir le paragraphe 36(5) et l'article 43 de la Loi sur la protection des renseignements personnels.)

.7.6.2 *Renseignements obtenus 'à titre confidentiel' (article 19)*

Aux termes de l'article 19 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale est tenue de refuser la communication des renseignements personnels qui ont été obtenus 'à titre confidentiel':

- a) des gouvernements d'Etats étrangers ou un de leurs organismes;
- b) des organisations internationales d'Etats ou de leurs organismes;
- c) des gouvernements des provinces ou de leurs organismes;
- d) des administrations municipales ou régionales constituées en vertu de lois provinciales ou de leurs organismes.

Il s'agit d'une exception objective obligatoire. L'expression 'à titre confidentiel' signifie que la source des renseignements personnels a précisé que ceux-ci devaient être réservés aux institutions fédérales directement concernées.

Cette exception vise à protéger les renseignements personnels fournis 'à titre confidentiel', officiellement ou officieusement, par les représentants d'autres gouvernements ou des organisations internationales et de leurs organismes. Afin de justifier les demandes d'exception touchant ce type de renseignements, les institutions devraient demander à la source de renseignements de leur confirmer par écrit, en même temps qu'elle leur envoie le document en question, que les renseignements sont fournis 'à titre confidentiel'. Dans la mesure du possible, il est souhaitable que les institutions fédérales concluent avec les autres gouvernements, les organisations internationales ou leurs organismes des ententes précisant le type de renseignements personnels qui sont échangés 'à titre confidentiel'. Dans le cas d'entretiens de vive voix qui font par la suite l'objet d'un document, le fonctionnaire fédéral qui prépare ce document devrait vérifier si la source des renseignements personnels considèrerait ceux-ci 'confidentiels' et, dans l'affirmative, s'assurer que le document est désigné en conséquence.

Lorsqu'une institution fédérale reçoit une demande concernant des renseignements personnels obtenus avant la promulgation de la Loi et qu'elle ne sait pas à quelle catégorie ces renseignements appartiennent, elle doit demander à l'autre gouvernement ou à l'organisation internationale concernés, s'ils avaient fourni ces renseignements 'à titre confidentiel'.

Des copies des renseignements obtenus 'à titre confidentiel' sont souvent conservées dans les dossiers de plusieurs autres institutions fédérales. Etant donné qu'il s'agit d'une exception obligatoire, aucune de ces copies ne peut être communiquée. Afin que ces documents soient protégés, les institutions fédérales qui reçoivent des renseignements personnels 'à titre confidentiel' sont tenues de s'assurer que ces renseignements sont désignés en conséquence avant que des copies soient distribuées à d'autres institutions fédérale. En

autre, il leur est interdit de communiquer des renseignements personnels obtenus d'une autre institution fédérale et sur lesquels il est indiqué d'une façon ou d'une autre qu'ils ont été transmis 'à titre confidentiel' avant d'avoir vérifié auprès de l'institution fédérale qui a fourni les renseignements si les renseignements personnels transmis initialement sont encore considérés 'à titre confidentiel'.

Divulgateion autorisée

Conformément au paragraphe 19(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le responsable d'une institution fédérale peut donner communication de renseignements personnels obtenus 'à titre confidentiel' d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale si le gouvernement ou l'organisation qui les a fournis:

- a) consent à la communication;
- b) rend les renseignements publics.

Ce paragraphe laisse une certaine latitude aux institutions fédérales pour traiter les demandes d'accès à des renseignements personnels obtenus 'à titre confidentiel'. Lorsqu'une institution croit qu'il serait peut-être préférable de communiquer les renseignements confidentiels, elle peut communiquer avec le gouvernement ou l'organisation concernés afin d'obtenir leur autorisation. Quand on traite avec des Etats étrangers ou des organisations internationales de telles consultations doivent se faire selon la direction prévue à cet effet à la section .7.5. (Lorsque les renseignements ont été utilisés à des fins administratives et qu'ils ne sont pas protégés en vertu d'une autre disposition de la Loi, les institutions fédérales devraient s'efforcer d'obtenir du gouvernement ou de l'organisation qui a transmis les renseignements personnels l'autorisation de les communiquer.) En outre, si le gouvernement ou l'organisation qui a fourni les renseignements décide de rendre ceux-ci publics, l'institution fédérale peut, elle aussi, communiquer les renseignements.

Il est bon toutefois d'insister sur le fait que la divulgation autorisée en vertu de ce paragraphe est discrétionnaire et qu'une institution n'est pas tenue de communiquer des renseignements personnels obtenus 'à titre confidentiel' d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale, même si les conditions du paragraphe 19(2) sont respectées.

.7.6.3 *Affaires fédéro-provinciales (article 20)*

Conformément à l'article 20 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la conduite par le gouvernement du Canada des affaires fédéro-provinciales.

Il s'agit ici d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif. Une telle exception vise particulièrement à protéger le rôle du gouvernement fédéral dans le déroulement des affaires fédéro-provinciales. Pour avoir recours à cette exception, une institution fédérale devrait être sûre que la divulgation de renseignements personnels précis pourrait vraisemblablement porter préjudice à la conduite des affaires fédéro-provinciales ou à son rôle à cet égard.

En général, les affaires fédéro-provinciales revêtent un caractère encore plus délicat lorsque le gouvernement fédéral est sur le point d'amorcer ou est en train de mener des négociations, délibérations ou consultations précises. Cependant, la divulgation de certains types de renseignements personnels pourrait continuer de compromettre la position du gouvernement fédéral dans la conduite future des affaires fédéro-provinciales ou nuire sérieusement à ses relations avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux. Les renseignements personnels qui conservent un caractère aussi délicat devraient être protégés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun risque de préjudice.

Les institutions fédérales devraient consulter le Bureau des relations fédérales-provinciales du Bureau du Conseil privé avant de divulguer des renseignements personnels concernant les affaires

fédéro-provinciales. De plus, seuls les fonctionnaires supérieurs devraient avoir le pouvoir d'autoriser la protection ou la divulgation de documents en vertu de cet article.)

.7.6.4 *Affaires internationales et défense (article 21)*

Conformément à l'article 21 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution peut refuser la communication de renseignements personnels dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la conduite des affaires internationales, à la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada, ou à ses efforts de détection, de prévention ou de répression d'activités hostiles ou subversives.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif qui s'applique à trois domaines d'intérêt public. L'accès aux renseignements personnels peut être refusé si la communication des renseignements demandés peut vraisemblablement être préjudiciable aux activités suivantes:

a) 'La conduite des affaires internationale': ceci comprend non seulement les affaires entre Etats, mais également les relations commerciales, culturelles ou scientifiques que les citoyens établissent avec leurs homologues étrangers.

b) 'La défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada': Un 'Etat allié' est un Etat avec lequel le Canada a conclu des ententes ou des traités officiels. Un 'Etat associé' est un Etat avec lequel le Canada peut avoir des liens commerciaux ou autres mais sans entente officielle.

c) 'La détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives': Cette exception vise à protéger des types précis de renseignements personnels concernant la sécurité du Canada.

L'article 21 de la Loi définit les expressions 'défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada' et 'activités hostiles ou subversives' conformément aux définition énoncées au paragraphe 15(2) de la Loi sur l'accès à l'information, que se lisent comme suit:

'Défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada' s'entend notamment des efforts déployés par le Canada et des Etats étrangers pour détecter, prévenir ou réprimer les activités entreprises par des Etats étrangers en vue d'une attaque réelle ou éventuelle ou de la perpétration d'autres actes d'agression contre le Canada ou des Etats alliés ou associés avec le Canada.

'Activités subversives ou hostiles' s'entend:

- a) de l'espionnage dirigé contre le Canada ou des Etats alliés ou associés avec le Canada;
- b) du sabotage;
- c) des activités visant la perpétration d'actes de terrorisme, y compris les détournements de moyens de transport, contre le Canada ou un Etat étranger ou sur leur territoire;
- d) des activités visant un changement de gouvernement au Canada ou sur le territoire d'Etats étrangers par l'emploi de moyens criminels, dont la force ou la violence, ou par l'incitation à l'emploi de ces moyens;
- e) des activités visant à recueillir des éléments d'information aux fins du renseignement relatif au Canada ou aux Etats qui sont alliés ou associés avec lui;
- f) des activités destinées à menacer, à l'étranger, la sécurité des citoyens ou des fonctionnaires fédéraux canadiens ou à mettre en danger des biens fédéraux situés à l'étranger.

Il est important de signaler que l'expression ' défense du Canada...' est employée dans un sens large. Par conséquent, la définition englobe tous les types de renseignements concernant la défense qui peuvent faire l'objet d'une exception. D'autre part, l'expression 'activité subversives ou hostiles' a un sens restrictif, c'est-à-dire qu'elle est précise et détaillée. On ne peut avoir recours à des exceptions que pour les activités énumérées dans la définition. Les renseignements personnels concernant la sécurité et les services de renseignement, par exemple les renseignements recueillis au cours d'enquêtes des services de sécurité, de l'immigration et de la citoyenneté axées sur des questions d'intérêt national ou au cours d'inspections de sécurité, peuvent être protégés en vertu de cette disposition à la condition expresse qu'ils aient trait à une des activités mentionnées aux alinéas 15(2)a) à f) de la Loi sur l'accès à l'information.

Types de renseignements

L'article 21 renvoie aux alinéas a) à i) du paragraphe 15(1) de la Loi sur l'accès à l'information où sont énumérés les types précis de renseignements personnels qui pourraient probablement faire l'objet d'une exception. Toutefois, il faut se rappeler que ces types de renseignements ne peuvent faire l'objet d'une exception objective en vertu de l'article 21. Cette disposition prévoit une exception subjective; aussi, pour que l'exception s'applique à l'une ou l'autre des catégories de renseignements définies dans cet article, il faut que le responsable d'une institution fédérale puisse prouver que la communication des renseignements personnels demandés pourrait vraisemblablement être préjudiciable à l'un des intérêts précisés (c'est-à-dire 'la conduite des affaires internationales', 'la défense du Canada...' ou 'la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives').

La plupart des exemples décrits aux alinéas 15(1)a) à i) ne s'appliquent pas aux renseignements personnels -- par exemple, les renseignements concernant la quantité, les caractéristiques, les

capacités ou le déploiement des armes, alinéa 15(1)b). Toutefois, quelques alinéas, tel que l'alinéa 15(1)c), traitent directement des individus. Les alinéas suivants sont les plus aptes à s'appliquer en vertu de l'article 21:

a) l'alinéa 15(1)c), tout renseignement personnel concernant les caractéristiques, les capacités, le rendement, le potentiel, le déploiement, les fonctions ou le rôle des établissements de défense, des forces, unités ou personnels militaires ou des personnes ou organisations chargées de la détection, de la prévention ou de la répression d'activités hostiles ou subversives. Cette disposition concerne les établissements de défense, les militaires et le personnel chargé de la sécurité nationale;

b) l'alinéa 15(1)d), tout élément d'information recueilli ou préparé aux fins du renseignement relatif à:

- la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada;
- la détection, la prévention ou la répression d'activités hostiles ou subversives.

Cet alinéa traite du renseignement concernant la défense et la sécurité nationale. Les éléments d'information 'recueillis ou préparés aux fins du renseignements' englobent les données brutes rassemblées ('recueillies') ainsi que les données traitées ou analysées ('préparées').

Consultation

*Les institutions fédérales doivent consulter

a) le ministère des Affaires extérieures avant de décider de protéger ou de communiquer tout renseignement personnel qui pourrait vraisemblablement porter préjudice à la conduite des affaires internationales;

b) le ministère de la Défense nationale avant de décider de protéger ou de communiquer tout renseignement personnel qui pourrait vraisemblablement porter préjudice à la défense du Canada ou d'Etats alliés ou associés avec le Canada;

c) l'institution fédérale la plus concernée (c'est-à-dire le Solliciteur général, la GRC, le ministère de la Défense nationale ou le ministère des Affaires extérieures) avant de décider de protéger ou de communiquer tout renseignement personnel qui pourrait vraisemblablement porter préjudice à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversive.*

.7.6.5 *Application des lois, enquêtes et sécurités des établissements pénitentiaires (article 22)*

L'article 22 de la Loi sur la protection des renseignements personnels vise à protéger:

a) l'application efficace des lois, y compris le droit pénal;

b) l'intégrité et l'efficacité des autres types d'enquêtes (par exemple, les enquêtes touchant la réglementation ou encore les accidents d'avions);

c) la sécurité des établissements pénitentiaires.

Alinéa 22(1)a)

Conformément à cet alinéa, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels obtenus ou préparés par une institution fédérale, ou par une subdivision de celle-ci, qui constitue un organisme d'enquête déterminé par règlement au cours d'enquêtes licites consistant à:

- détecter, prévenir ou réprimer le crime;
- faire respecter les lois fédérales ou provinciales, lorsque le document demandé remonte à moins de vingt ans.

Il s'agit d'une exception objective discrétionnaire visant à protéger les rapports d'enquêtes effectuées par les forces policières et les organismes chargés de les aider, énumérés à l'annexe III du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir l'appendice B). Ces renseignements personnels sont protégés par une exception objective étant donné les nombreuses demandes prévues à cet égard et la difficulté d'appliquer une exception subjective aux rapports d'enquêtes puisque pratiquement tous les renseignements personnels qui y sont consignés sont de nature délicate.

L'exception est assujettie à trois conditions:

a) Elle est réservée aux cas où l'information a été obtenue ou préparée par un organisme d'enquête mentionné dans le Règlement. Ces organismes d'enquête sont peu nombreux.

b) Elle ne peut s'appliquer qu'aux renseignements personnels obtenus ou préparés par un organisme d'enquête au cours d'une enquête licite. Il importe donc que l'enquête soit autorisée par la loi et ne déroge pas à la loi. L'application n'est cependant pas conditionnelle à la légalité des techniques utilisées pendant une enquête licite ou au fait que la preuve ait été obtenue légalement ou non.

c) Elle ne s'applique qu'aux renseignements personnels obtenus ou préparés par un organisme d'enquête au cours d'enquêtes licites consistant à:

- détecter, prévenir ou réprimer le crime;
- faire respecter les lois fédérales ou provinciales.

Conformément à cette dernière disposition, l'application de l'exception se limite aux renseignements personnels obtenus pendant la conduite d'enquêtes relatives au crime ou à l'application des lois. Le sous-alinéa 22(1)a(i) a trait principalement aux enquêtes menées en vue

de faire respecter le Code criminel. Il faut noter toutefois que seulement une partie des infractions au droit pénal sont énumérées dans le Code criminel et que seulement une partie des infractions au Code criminel sont fondée sur le droit pénal. Le sous-alinéa 22(1)a)(ii) a trait aux enquêtes sur les activités interdites en vertu de lois fédérales ou provinciales. Bien sûr, ces enquêtes peuvent porter sur des crimes; dans ces cas, il y a un certain chevauchement entre les sous-alinéas 22(1)a)(i) et (ii). Cependant, les activités dont il est question au sous-alinéa 22(1)a)(ii) constituent principalement des infractions aux lois fédérales ou provinciales. Il se peut aussi que le sous-alinéa 22(1)a)(ii) constituent principalement des infractions aux lois fédérales ou provinciales. Il se peut aussi que le sous-alinéa 22(1)a)(ii) concerne également des activités pour lesquelles il y a possibilité de recours au droit civil. Il y a lieu de signaler que l'expression 'loi provinciale' désigne aussi les lois municipales.

Délais

L'alinéa 22(1)a) s'applique uniquement aux renseignements personnels de moins de vingt ans, ce qui ne signifie pas que les renseignements assujettis à cette exception doivent être automatiquement communiqués par suite d'une demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels dès que vingt années se soient écoulées depuis leur établissement. Ces renseignements personnels sont plutôt soustraits automatiquement à l'exception objective de l'alinéa 22(1)a) et, s'il y a encore lieu de les protéger, il faut invoquer une exception subjective en vertu de l'alinéa 22(1)b) concernant les renseignements dont la divulgation pourrait vraisemblablement porter préjudice à l'application des lois fédérales ou provinciales.

Pouvoir discrétionnaire

Il convient de se rappeler que même si l'alinéa 22(1)a) constitue une exception fondée sur un critère objectif, il demeure malgré tout une exception discrétionnaire. Les institutions fédérales

devraient par conséquent envisager de divulguer certains renseignements personnels visés par cette exception lorsqu'elles estiment qu'aucun préjudice n'en résultera.

Consultation

Il importe de signaler que les renseignements personnels qui font l'objet d'une exception en vertu de l'alinéa 22(1)a) conservent ce statut. Par conséquent, on peut demander que des renseignements personnels conservés dans une institution fédérale autre qu'un organisme d'enquête énuméré dans le Règlement soient protégés en vertu de l'exception à condition que les renseignements aient été préparés par un organisme d'enquête ou lui soient passés entre les mains à un moment donné au cours d'une enquête sur la détection, la prévention ou la répression du crime ou l'application des lois fédérales ou provinciales. Par exemple, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social peut invoquer une exception en vertu de l'alinéa 22(1)a) dans le cas de renseignements en sa possession mais qui ont été initialement préparés par la GRC pendant une enquête sur les stupéfiants.

Avant de décider de protéger ou de divulguer des renseignements personnels en vertu de l'alinéa 22(1)a), les institutions fédérales sont tenues de consulter l'organisme d'enquête qui a initialement obtenu ou préparé ces renseignements.

Alinéa 22(1)b)

Selon cet alinéa, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à l'application de lois fédérales ou provinciales ou au déroulement d'enquêtes licites. La Loi contient des exemples des types de renseignements visés par cette exception. Il s'agit:

- des renseignements personnels relatifs à l'existence ou à la nature d'une enquête déterminée;

- des renseignements personnels qui permettraient de remonter à une source de renseignements confidentielle;
- des renseignements personnels obtenus ou préparés au cours d'une enquête.

Les types de renseignements cités dans la Loi sont donnés à titre d'exemples seulement. D'autres types de renseignements peuvent faire l'objet de cette exception mais il faut d'abord prouver qu'il y a risque de préjudice.

L'alinéa 22(1)a) de la Loi prévoit des exceptions subjectives discrétionnaires de deux types, dont voici la description.

Préjudice à l'application de lois fédérales ou provinciales

Cette exception subjective complète l'exception objective concernant les renseignements sur l'application des lois prévue à l'alinéa 22(1)a). On peut avoir recours à cette exception lorsque la divulgation de renseignements, dans les cas où l'alinéa 22(1)a) ne s'applique pas, pourrait vraisemblablement causer préjudice à l'application des lois. Ainsi, elle visera l'application des règlements fédéraux et provinciaux qui défendent certains types d'activités ou de comportements (par exemple, les renseignements obtenus ou préparés par les inspecteurs responsables de l'application de lois comme la Loi sur les produits dangereux) et des enquêtes telles que des vérifications de l'impôt entreprises par Revenu Canada. Elle peut aussi s'appliquer aux recours au droit civil concernant les activités ou les comportements défendus tels que les recours prévus par la Loi canadienne sur les droits de la personne. Finalement, l'exception pourrait viser les renseignements personnels dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'application des lois mais qui ont été obtenus ou préparés autrement que par une enquête (par exemple, des renseignements relatifs à la détection de cas d'évasion fiscale) et les renseignements qui seraient assujettis à l'alinéa 22(1)a) s'ils ne dataient pas de plus de vingt ans lors de la demande.

Préjudice au déroulement d'enquêtes licites

Cette exception vise à protéger l'intégrité et l'efficacité des enquêtes qui ne concerne pas l'application des lois. Par exemple, il peut s'agir d'enquêtes menées pour déterminer la cause d'un accident, mais non pour porter plainte ou pour évaluer le degré de culpabilité en vertu du droit civil ou pour compléter des enquêtes sur la possibilité d'acquitter une personne qui possède un dossier judiciaire. Lorsque, par exemple, il est possible de prouver que le déroulement de ces enquêtes serait affecté si l'on révélait l'identité des personnes qui ont fourni les renseignements aux enquêteurs puisque la sincérité de ces personnes pourrait être mise en doute, on peut avoir recours à cette exception pour protéger l'identité de telles personnes ou les renseignements qui pourraient servir à déterminer leur identité.

Le type d'enquêtes auquel cette exception peut s'appliquer doit satisfaire à deux critères:

- a) l'enquête doit être licite, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas aller à l'encontre de la loi. Ce critère ne concerne pas toutefois la légalité des techniques utilisées au cours d'une enquête licite ou la question de savoir si la preuve a été obtenue illégalement;
- b) l'enquête doit être conforme à la définition donnée au paragraphe 22(3). Par conséquent, elle doit:
 - se rapporter à l'application d'une loi du Parlement;
 - être autorisée sous le régime d'une loi du Parlement;
 - faire partie d'une catégorie d'enquêtes précisée dans les règlements.

La définition est plus détaillée sous la rubrique 'paragraphe 22(3)' (voir plus loin). Il y a lieu de signaler toutefois que d'autres types plus généraux d'enquêtes non autorisées expressément en vertu d'une loi fédérale ou menées en vue d'appliquer une loi fédérale, telles que les évaluations de programmes, les vérifications internes et d'autres études

et analyses de ce genre, ne sont pas visés par les exceptions du paragraphe 22(3) et, ainsi, ne pourraient être protégés en vertu de cette disposition.

Examen et mise à jour des autorisations de sécurité

L'alinéa 22(3) c) fait état des enquêtes menées par les organismes d'enquêtes énumérés à l'annexe IV du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B) aux fins d'examen et de mise à jour des autorisations de sécurité. Certaines des enquêtes menées à ces fins peuvent faire l'objet d'une exception en vertu de l'alinéa 22(1)b) si elles risquent de nuire au déroulement d'enquêtes licites. Ces enquêtes figurent parmi celles énumérées à l'alinéa 22(3)c) de l'article 12 du Règlement (voir l'appendice B) en raison d'une omission dans le libellé de l'article 23 de la Loi, la principale disposition traitant des autorisations de sécurité, laquelle ne protège pas ces enquêtes. En invoquant une exception en vertu de l'alinéa 22(1)b) de la Loi à l'égard des renseignements personnels obtenus aux cours d'une telle enquête, les institutions fédérales ne doivent exclure que les renseignements qui risqueraient vraisemblablement d'entraîner la divulgation de l'identité de l'informateur à l'organisme d'enquête, conformément aux dispositions de l'article 23. Ainsi, l'exception s'applique comme aux autorisations de sécurité accordées en vertu de l'article 23.

Consultation

Avant de protéger ou de divulguer des renseignements personnels à cause du risque de préjudice à l'application d'une loi fédérale ou provinciale ou à la conduite d'enquêtes licites, les institutions fédérales sont tenues de consulter l'organisme d'enquête ou une autre institution fédérale très concernée par la loi appliquée ou l'enquête menée.

Alinéa 22(1)c)

En vertu de l'alinéa 22(1)c) de la Loi, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un établissement pénitentiaire.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire fondée sur un critère subjectif visant à protéger les renseignements concernant la sécurité des établissements pénitentiaires, par exemple des renseignements qui pourraient faciliter une tentative d'évasion ou qui ont trait à l'emplacement des entrepôts d'armes dans un établissement.

Avant de décider de protéger ou de divulguer des renseignements personnels qui risquent de nuire à la sécurité des établissements pénitentiaires, les institutions fédérales sont tenues de communiquer avec le Service correctionnel du Canada.

Paragraphe 22(2) - Renseignements sur les fonctions de la police provinciale et municipale de la GRC

En vertu du paragraphe 22(2), une institution fédérale est tenue de refuser la communication de renseignements personnels qui ont été obtenus ou préparés par la Gendarmerie royale du Canada, dans l'exercice des fonctions de police provinciale ou municipale qui lui sont conférées par une entente conclue sous le régime de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, si, à la demande de la province ou de la municipalité, le gouvernement du Canada a consenti à ne pas divulguer ces renseignements.

Il s'agit d'une exception objective obligatoire visant à protéger les renseignements obtenus ou préparés par la GRC dans l'exercice des fonctions de police provinciale ou municipale. Elle est utilisée à la demande des provinces qui concluent avec le gouvernement fédéral des contrats de services de police provinciale et municipale devant être assurés par la GRC. Pour que l'on puisse avoir recours à l'exception, il faut que:

- a) la province ou la municipalité demande que l'exception s'applique;
- b) le gouvernement fédéral approuve la demande.

Il faut noter que l'exception s'applique non seulement lorsque la GRC se sert de ces renseignements personnels pour exercer des fonctions de police provinciale ou municipale mais aussi lorsqu'elle les utilise à d'autres fins ou que ces renseignements sont transmis à une autre institution fédérale pour une autre raison ou à d'autres fins.

Lorsque des renseignements personnels ont été obtenus ou préparés par la GRC dans l'exercice des fonctions de police provinciale ou municipale et que le gouvernement fédéral a, à la demande de la province, consenti à ne pas divulguer ces renseignements, la GRC devrait, lorsqu'elle transmet ces renseignements à une autre institution fédérale, indiquer clairement l'origine des renseignements et préciser que l'exception s'applique dans ce cas.

Paragraphe 22(3) - Définitions du terme 'enquête'

Le paragraphe 22(3) de la Loi sur la protection des renseignements personnels stipule que pour l'application de l'alinéa 22(1)b), le terme 'enquête' s'entend d'une enquête qui:

- a) se rapporte à l'application d'une loi du Parlement;
- b) est autorisée sous le régime d'une loi du Parlement;
- c) fait partie d'une catégorie d'enquêtes précisée dans les règlements.

Selon cette définition, seules les enquêtes autorisées expressément en vertu d'une loi fédérale ou menées en vue d'appliquer une loi fédérale sont visées par les exceptions de l'alinéa 22(1)b). La grande majorité des enquêtes visées par les exceptions sont régies par

les alinéas 22(3)a) et b). Par exemple, une enquête menée par le Service national des libérations conditionnelles en vue de déterminer si un individu peut être acquitté en vertu de la Loi sur le casier judiciaire serait assujettie à l'alinéa 22(3)a). Les enquêtes effectuées par des agents de sécurité conformément à la partie IV du Code canadien du travail sont, par exemple, des types d'enquêtes assujetties aux alinéas 22(3)a) et b). Les enquêtes menées par la Direction de l'antidiscrimination de la Commission de la Fonction publique seraient assujetties à l'alinéa 22(3)b). Les autres catégories d'enquêtes tombent sous l'application de l'alinéa 22(3)c) et sont énumérées dans le règlement d'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels (voir le Règlement sur la protection des renseignements personnels, article 12, appendice B). Il pourrait s'agir, par exemple, d'une enquête spéciale sur le non-respect, par les contrôleurs de la circulation aérienne, de l'espacement minimal entre les avions.

Précision en cas de recours à une exception en vertu de l'article 22

En cas de recours à une exception en vertu de l'article 22, les institutions fédérales sont tenues de préciser l'alinéa ou le paragraphe sur lequel se fonde le recours.

.7.6.6 *Enquêtes de sécurité (article 23)*

Conformément à l'article 23 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels qui ont été recueillis ou préparés par un organisme d'enquête déterminé par règlement des enquêtes de sécurité:

- a) qu'exige le gouvernement du Canada ou une de ses institutions à l'égard:
 - des individus qu'ils emploient;
 - des individus qui leur prêtent leurs services;

- des individus qui prêtent leurs services à une autre personne ou à un organisme auxquels ils ont recours; ou
 - des individus qui sont candidats à ces emplois ou désireux de prêter leurs services;
- b) qu'exigent des administrations provinciales ou étrangères ou leurs organismes, dans le cas où la communication des renseignements risquerait vraisemblablement d'entraîner la divulgation de l'identité de l'informateur à l'origine des renseignements en question.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire visant à protéger la fiabilité des sources de renseignements dans le cadre du processus des enquêtes de sécurité du gouvernement du Canada. Les renseignements peuvent être protégés en vertu de cette disposition s'ils ont été obtenus ou préparés par un organisme d'enquête mentionné dans le Règlement (voir le Règlement sur la protection des renseignements personnels, article 5, appendice B) et que leur communication risquerait vraisemblablement d'entraîner la divulgation de l'identité de l'informateur. Cet article ne protège pas tous les renseignements personnels recueillis ou obtenus au cours du processus d'enquête des services de sécurité (par exemple, le rapport envoyé aux institutions fédérales). Elle ne protège que les sources de renseignements, surtout lorsque les renseignements en question ont trait à des activités hostiles ou subversives ou au crime organisé. Les renseignements devraient être protégés en vertu de cette disposition si la source peut être identifiée à partir de son contenu et si la divulgation de l'identité de l'informateur risque de porter préjudice à ce dernier. L'article 23 s'applique uniquement aux enquêtes menées en vue d'émettre une autorisation de sécurité, de la renouveler ou de la reclasser. Il ne s'applique pas aux enquêtes menées afin de déterminer si une autorisation devrait être retirée ou déclassée. Ces enquêtes sont traitées à l'alinéa 22(3)c) et énumérées à l'annexe V du Règlement sur la protection des renseignements personnels. Une exception visant des

renseignements obtenus au cours d'une enquête portant sur le renouvellement ou le reclassement d'une autorisation sécuritaire peut être demandée aux termes de l'alinéa 22(1)b) dans les cas où la divulgation de renseignements personnels risquerait vraisemblablement de nuire au déroulement d'enquêtes licites. Les institutions énumérées à l'article IV du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B) doivent limiter cependant l'application de cette exception à l'intention visée à l'article 23, laquelle vise à protéger les renseignements personnels dont la communication risquerait vraisemblablement d'entraîner la divulgation de l'identité de l'informateur.*

Consultation

Avant d'accorder l'accès à des renseignements au sujet d'une autorisation de sécurité, les institutions fédérales sont tenues de consulter l'organisme d'enquête qui a fourni les renseignements.

.7.6.7 *Individus condamnés pour une infraction (article 24)*

Conformément à l'article 24 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser à un individu la communication de renseignements personnels qui ont été recueillis ou obtenus par le Service canadien des pénitenciers, le Service national des libérations conditionnelles ou la Commission nationale des libérations conditionnelles pendant qu'il était sous le coup d'une condamnation à la suite d'une infraction à une loi du Parlement, dans les cas où la communication risquerait vraisemblablement:

- a) soit d'avoir de graves conséquences sur son programme pénitentiaire, sa libération conditionnelle ou sa surveillance obligatoire;

b) soit d'entraîner la divulgation de renseignements qui, à l'origine, ont été obtenus expressément ou implicitement à titre confidentiel.

Cette exception discrétionnaire vise les renseignements personnels recueillis ou obtenus pendant qu'un individu était sous le coup d'une condamnation et lorsqu'il a fini de purger sa peine. Elle peut être fondée sur un critère subjectif (avoir de graves conséquences sur...) ou un critère objectif (entraîner la divulgation de renseignements obtenus à titre confidentiel). (Avant de divulguer des renseignements personnels recueillis ou obtenus par le Service canadien des pénitenciers, le Service national des libérations conditionnelles ou la Commission nationale des libérations conditionnelles, les institutions fédérales devraient consulter l'établissement concerné afin de déterminer si cette exception devrait être invoquée.)

.7.6.8 *Sécurité des individus (article 25)*

Conformément à l'article 25 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication des renseignements personnels dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité des individus.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire en vertu de laquelle une institution fédérale peut refuser de communiquer des renseignements personnels si elle a des raisons valables de croire que la divulgation des renseignements pourrait mettre en danger la sécurité d'un individu. Cette exception vise habituellement les renseignements fournis par les informateurs ou à leur sujet, c'est-à-dire les personnes qui fournissent des renseignements sur les activités criminelles, hostiles ou subversives. Elle peut toutefois s'appliquer à d'autres renseignements.

Avant de divulguer des renseignements personnels fournis par une autre institution qui pourraient nuire à la sécurité des individus, les institutions fédérales sont tenues de consulter l'organisme d'enquête afin de s'assurer que la divulgation ne risque pas de compromettre la sécurité d'une source confidentielle.

.7.6.9 *Renseignements concernant un autre individu (article 26)*

Conformément à l'article 26 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels qui portent sur un autre individu que celui qui fait la demande et elle est tenue de refuser cette communication dans les cas où elle est interdite en vertu de l'article 8.

Cette disposition tient compte du principe qui sous-tend la Loi sur la protection des renseignements personnels, principe selon lequel un individu n'a droit d'accès qu'aux renseignements qui le concernent. L'application de l'exception sera restreinte aux seuls cas où les renseignements personnels sur différents individus sont si interdépendants qu'ils ne peuvent être séparés. Le cas échéant toutefois, ces renseignements ne doivent pas être communiqués à moins que l'institution décide d'en autoriser la divulgation en vertu de l'article 8. Ainsi, elle peut décider de communiquer les renseignements si:

- a) la divulgation est conforme au paragraphe 8(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels;
- b) l'individu qu'ils concernent y consent;
- c) le public y a accès.

La latitude accordée dans ces circonstances est assez limitée, surtout dans le cas du paragraphe 8(2) où la plupart des articles traitent de la communication de renseignements à d'autres institutions fédérales (la section .3 de la présente partie donne une analyse plus détaillée de ces articles). Toutefois, elle est accordée afin que la personne qui fait la demande ait accès au plus grand nombre possible de renseignements pertinents et afin d'éviter les situations absurdes où une institution protège des renseignements dont la personne qui fait la demande est déjà bien au courant. Il pourrait s'agir, par exemple, de renseignements

véridiques de nature peu délicate au sujet d'une autre personne fournis par la personne qui fait la demande ou dont il est au courant (par exemple, l'adresse, l'occupation ou l'âge des membres de sa famille ou tout autre renseignement qui figure notamment sur une déclaration d'impôt). Cependant, ces renseignements devraient être divulgués avec prudence et seulement lorsque le lien entre les individus concernés est évident et qu'il n'y a aucun risque d'immixtion dans la vie privée de l'autre individu. *En cas de doute à ce sujet, les institutions sont tenues de prélever du document les renseignements au sujet de l'autre individu ou, si cela est impossible, d'invoquer une exception.*

Pour des raisons administratives et en attendant des demandes en vertu de la Loi, les renseignements personnels au sujet de plusieurs individus devraient être séparés et versés dans un fichier de renseignements personnels. Cette mesure peut être prise sans autorisation officielle et est justifiable étant donné qu'en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, l'auteur de la demande a le droit d'accès uniquement aux renseignements qui le concernent.

Cette exception ne vise pas le nom d'une troisième source de renseignements au sujet d'un individu (par exemple, la source d'une opinion ou d'une critique relative au travail d'un individu), sauf celui d'un arbitre ou d'un juge dans le cas d'une subvention, d'une récompense ou d'un prix, conformément aux alinéas 3e) et h), octroyé aux institutions énumérées à l'article 3 du Règlement sur la protection des renseignements personnels (voir appendice B). Sauf dans les dispositions prévues aux alinéas 3 e) et h)) de la Loi, le nom de la source et les renseignements ou l'opinion au sujet de l'individu fournis par la source ne peuvent faire l'objet d'une exception en vertu de cette disposition. Cependant, tout autre renseignement personnel au sujet de la source, à l'exception de son nom (par exemple, adresse, titre, nationalité, etc.) doit être prélevé avant la communication du document. Bien sûr, le nom d'un tiers, ainsi que ses opinions, peuvent être protégés pour d'autres raisons selon les circonstances (par exemple, pour protéger l'identité d'informateurs de la police).

.7.6.10 *Secret professionnel des avocats (article 27)*

En vertu de l'article 27 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels protégés par le secret professionnel qui lie un avocat à son client.

Cette exception discrétionnaire vise à assurer aux communications entre une institution fédérale et ses avocats la même protection que celle accordée aux conseils juridiques dans le secteur privé. Les documents préparés par ou pour l'avocat expressément pour fournir des conseils ou défendre un cas en cour sont aussi protégés en vertu du secret professionnel.

Les institutions fédérales devraient consulter leur conseiller juridique afin de déterminer si les renseignements personnels doivent être protégés par le secret professionnel et aussi avant de divulguer de tels renseignements afin de déterminer si la divulgation risquerait de nuire aux procédures ou aux situations juridiques du gouvernement. L'institution fédérale peut avoir recours à l'exception lorsque la divulgation des renseignements risque de:

- a) compromettre le processus habituel de signification des défenses dans les causes actuellement devant les tribunaux; ou
- b) porter préjudice à la situation juridique du gouvernement dans les négociations ou dans les litiges déjà devant les tribunaux ou qui y seront portés plus tard; ou
- c) empêcher les institutions fédérales de communiquer entièrement et franchement avec leurs conseillers juridiques.

.7.6.11 *Dossiers médicaux*

En vertu de l'article 28 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, une institution fédérale peut refuser la communication de renseignements personnels qui portent sur l'état

physique ou mental de l'individu qui en demande communication, dans les cas où la prise de connaissance de ces renseignements risquerait de le desservir.

Il s'agit d'une exception discrétionnaire. Elle ne vise pas tous les dossiers médicaux, mais seulement les renseignements délicats sur la santé physique ou mentale d'un individu dont la divulgation pourrait nuire aux intérêts de cet individu (en ce qui concerne son état physique ou mental). En vertu du paragraphe 13(1) du Règlement (voir appendice B) une institution peut, mais n'est pas tenue de le faire, obtenir d'un médecin choisi par l'auteur de la demande une opinion visant à déterminer si la divulgation de certains renseignements personnels relatifs à la santé mentale au physique de l'auteur de la demande pourrait être nuisible à ses intérêts. (Aux termes de cette disposition, quand des renseignements personnels sont étudiés à des fins d'exception, l'institution fédérale devrait, autant que possible, aviser l'auteur de la demande qu'il peut faire examiner les renseignements par un praticien ou psychologue de son choix possédant des compétences reconnues par l'institution, afin de déterminer si la divulgation pourrait être nuisible à ses intérêts). Des dispositions spéciales concernant la communication de renseignements médicaux à des praticiens ou psychologues, sont prévues au paragraphe 13(2) du Règlement (voir appendice B). Il incombe à un praticien compétent, ou un psychologue, de décider s'il y a lieu de divulguer les renseignements en se fondant sur ses connaissances spécialisées d'une maladie, d'un trouble, d'un syndrome ou d'un état, de sa connaissance de l'individu concerné et du dossier médical en cause.

Les institutions fédérales devraient fournir les renseignements demandés au praticien ou psychologue à titre confidentiel et aviser le praticien ou le psychologue par écrit, lors de la divulgation de ces renseignements, que ceux-ci lui sont fournis à titre confidentiel. Quand le praticien ou le psychologue est d'avis qu'il peut y avoir divulgation on procèdera selon les règles établies (voir la section .5.6). Si l'institution décide d'exercer sa prérogative aux termes de l'article 14 du Règlement (voir appendice B), elle peut demander au praticien ou psychologue d'expliquer ou de clarifier les renseignements à l'auteur de la demande (voir la section .5.6).

Ces examens seront effectués aux frais de l'auteur de la demande et peuvent, à la discrétion de l'institution, être menés:

- a) dans les installations de l'institution qui contrôle le dossier à une heure et à un endroit convenus d'avance conformément à l'article 9 du Règlement sur la protection des renseignements personnels; ou
- b) dans le cabinet du praticien concerné.

Partie III

.8 Examen des décisions prises en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

.8.1 *Principes généraux*

La Loi sur la protection des renseignements personnels prévoit un système à deux paliers d'examen des décisions prises en vertu de la Loi. Au premier palier, la plainte est présentée au Commissaire à la protection de la vie privée, lequel a le pouvoir d'un protecteur du citoyen. Au deuxième palier, la plainte est portée devant la Cour fédérale - Division de première instance.

.8.2 *Objet*

La présente section vise à faciliter l'interprétation des dispositions relatives aux pouvoirs du Commissaire à la protection de la vie privée et à ceux de la Cour et de discuter de la nature du recours possible à chaque palier.

.8.3 *Examen par le Commissaire à la protection de la vie privée (articles 29 à 35)*

a) Plaintes

Selon le paragraphe 29(1) de la Loi, les questions suivantes peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Commissaire à la protection de la vie privée:

- l'usage ou la communication de renseignements personnels d'une façon non prévue aux articles 7 et 8;
- le refus d'une demande de communication présentée en vertu du paragraphe 12(1);
- le défaut d'une institution d'accorder les droits relatifs à la correction des renseignements personnels ou à la mention des corrections demandées ou d'aviser d'autres institutions fédérales de ces corrections ou mentions en vertu du paragraphe 12(2);

- la prorogation du délai prévu pour répondre à une demande en vertu de l'article 15;
- la langue dans laquelle la communication est faite en vertu du paragraphe 17(2);
- le montant réclamé (à l'heure actuelle, aucun frais n'est prévu en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels);
- le répertoire de renseignements personnels publié en vertu du paragraphe 11(1);
- toute autre question relative à la collecte, à la conservation et à la disposition de renseignements personnels, à l'usage et à la divulgation de ces renseignements, ou à la demande et à la communication de renseignements personnels qui relèvent d'institutions fédérales.

Comme l'indiquent les éléments énumérés ci-dessus, le Commissaire à la protection de la vie privée a le pouvoir de recevoir des plaintes concernant une vaste gamme de questions allant de la collecte, du traitement, de l'usage et de la communication de renseignements personnels jusqu'aux droits d'accès à ces renseignements par les personnes qu'ils concernent.

Les plaintes relatives à ces questions peuvent être déposées par l'auteur de la demande ou par son représentant. De même, le Commissaire à la protection de la vie privée peut lui-même amorcer une enquête sur n'importe quelle de ces questions, s'il a des motifs valables de la faire (voir les paragraphes 29(2) et (3)). Ainsi, le Commissaire à la protection de la vie privée est libre de prendre des mesures, même s'il n'a pas reçu de plainte, si une question est portée à son attention et qu'il a des motifs valables de croire qu'elle pourrait faire l'objet d'une plainte.

En règle générale, les plaintes doivent être déposées auprès du Commissaire à la protection de la vie privée par écrit, sauf s'il en autorise autrement (voir l'article 30). Il n'y a aucun délai pour le dépôt d'une plainte par l'auteur de la demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

b) Enquêtes

En vertu du paragraphe 34(1) de la Loi, le Commissaire à la protection de la vie privée a, pour l'instruction des plaintes déposées, le pouvoir:

- d'assigner et de contraindre des témoins à comparaître;
- de contraindre des témoins à produire certaines pièces;
- de faire prêter serment;
- de recevoir des éléments de preuve;
- de pénétrer dans les locaux occupés par une institution fédérale;
- de s'entretenir en privé avec toute personne qui se trouve dans ces locaux;
- d'examiner ou de reproduire tout renseignement personnel utile à l'enquête.

Les institutions fédérales sont tenues de soumettre à l'examen du Commissaire à la protection de la vie privée tout renseignement qu'il demande, quelle qu'en soit la présentation, sauf un document confidentiel du Conseil privé de la Reine (par exemple, les documents confidentiels du Cabinet; voir le paragraphe 34(2)). L'accès à cette catégorie de renseignements est interdit, étant donné que l'article 70 de la Loi les exclut de son application. La section .6 de la présente politique indique les catégories de documents qui constituent des documents confidentiels du Cabinet. Le droit du Commissaire d'examiner les documents s'étend aux personnes agissant en son nom ou sous son ordre.

Le Commissaire à la protection de la vie privée a 10 jours pour retourner tout document qu'une institution fédérale a soumis à son examen, et ce, à la demande de l'institution. Toutefois, le Commissaire peut contraindre l'institution à produire ce document de nouveau s'il est jugé utile à une enquête (voir le paragraphe 34(5)).

Selon l'article 62 de la Loi, afin d'assurer la sécurité des renseignements nécessaires dans le cadre d'une enquête, le Commissaire à la protection de la vie privée et les personnes agissant en son nom ou

sous son ordre qui reçoivent ou recueillent ces renseignements sont tenus de satisfaire aux normes applicables en matière de sécurité et de prêter les serments imposés à leurs usagers habituels.

Avant de procéder à une enquête, le Commissaire à la protection de la vie privée doit aviser le responsable de l'institution fédérale concernée de son intention de mener une enquête et lui faire connaître l'objet de la plainte (voir l'article 31). Aux termes du paragraphe 33(2), les institutions fédérales auront la possibilité de présenter leurs observations au Commissaire à la protection de la vie privée au cours de l'enquête, tout comme la personne qui a déposé la plainte. Toutes les enquêtes menées par le Commissaire doivent être secrètes et nul n'a le droit d'être présent lorsqu'une autre personne concernée présente des observations, ni d'en recevoir communication ou de faire des commentaires à leur sujet. Toute personne assignée à comparaître devant le Commissaire à la protection de la vie privée peut recevoir, si le Commissaire le juge indiqué, les frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale (voir le paragraphe 34(4)).

Les dépositions faites par un employé d'une institution fédérale ou par toute autre personne concernée au cours d'une enquête ne sont pas admissibles contre le déposant devant les tribunaux ni dans aucune autre procédure, sauf dans le cas d'une poursuite pour infraction à l'article 122 du Code criminel (fausses déclarations dans des procédures extrajudiciaires), d'une poursuite pour une infraction à la Loi sur la protection des renseignements personnels, d'un recours en révision prévu par la présente Loi devant la Cour d'un appel de la décision rendue par la Cour (voir le paragraphe 34(3)). Il est interdit aux employés du gouvernement d'entraver, de quelque façon que ce soit, une enquête menée par le Commissaire à la protection de la vie privée. Selon l'article 68 de la Loi, toute personne qui entrave l'action du Commissaire ou des personnes agissant en son nom ou sous son ordre dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui sont conférés au Commissaire en vertu de la Loi, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus \$1,000.

c) Conclusions et recommandations

En vertu du paragraphe 35(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, dans les cas où il conclut au bien-fondé d'une plainte, le Commissaire à la protection de la vie privée adresse au responsable de l'institution fédérale de qui relève les renseignements personnels un rapport faisant état des conclusions de son enquête et des recommandations qu'il juge indiquées. Ce rapport est d'abord présenté au responsable de l'institution afin de lui permettre de prendre, à partir des recommandations, les mesures qui s'imposent pour régler la situation. Dans ce rapport, le Commissaire peut également demander que l'institution l'avise, dans un délai déterminé, de toute mesure prise ou prévue afin d'appliquer les recommandations figurant dans le rapport ou, si aucune mesure ne doit être prise par l'institution, des raisons de sa décision (voir l'alinéa 35(1)b)). Le Commissaire à la protection de la vie privée procède de la même façon lorsqu'il amorce une enquête et se rend compte que les raisons qui l'ont provoquée sont fondées.

Lorsqu'une institution fédérale avise le Commissaire à la protection de la vie privée qu'elle donnera communication de renseignements personnels à l'auteur de la demande, l'institution est tenue de le faire immédiatement (voir le paragraphe 35(4)). De même, si une institution avise le Commissaire qu'elle appliquera les autres recommandations (par exemple, celles relatives aux prorogations, à la langue officielle, à l'usage ou à la communication, etc.), elle procédera immédiatement aux mesures correctives qui s'imposent. Dans tous les cas, le Commissaire à la protection de la vie privée est tenu de rendre compte de son enquête au plaignant, mais s'il ne peut faire parvenir son rapport à ce dernier avant l'expiration du délai imparti à l'institution pour aviser le Commissaire des mesures qu'elle compte prendre à partir des recommandations découlant de l'enquête (voir le paragraphe 35(2)). Toutefois, dès l'expiration du délai, si l'institution ne s'est par conformée aux recommandations ou si les mesures qu'elle envisage sont, de l'avis du Commissaire, insuffisantes, inappropriées ou non susceptibles d'être prises dans un délai raisonnable, le Commissaire peut inclure dans son rapport au plaignant

ses conclusions et ses recommandations, la réponse de l'institution et tout autre commentaire sur la question qu'il juge opportun (voir le paragraphe 35(3)).

Il importe de signaler que le Commissaire à la protection de la vie privée détient les pouvoirs d'un protecteur du citoyen. Il peut, par exemple, recommander que des renseignements personnels soient communiqués à un plaignant, mais ne peut pas en donner l'ordre à une institution fédérale. Le pouvoir du Commissaire découle de son mandat de mener des enquêtes exhaustives et de formuler des recommandations justes et impartiales. De plus, s'il recommande la communication de renseignements personnels et que l'institution refuse, le Commissaire peut conseiller au plaignant d'exercer un recours en révision devant la Cour fédérale. Il peut, si le plaignant y consent, exercer lui-même un tel recours, représenter le plaignant ou comparaître comme partie à l'instance. En outre, le Commissaire peut, en tout temps, faire rapport au Parlement du refus d'une institution fédérale de se conformer à ses recommandations. Il peut soit rédiger un rapport spécial lorsqu'il juge que la question est urgente, importante ou de nature sérieuse (voir l'article 39), soit le mentionner dans le rapport annuel qu'il est tenu de présenter au Parlement en vertu de l'article 38 de la Loi.

Dans les cas où il n'est par directement question d'un refus d'une demande de communication, le seul recours est le Commissaire à la protection de la vie privée qui fera une enquête, présentera un rapport et formulera des recommandations. Toutefois, lorsqu'une institution refuse de se conformer à la recommandation du Commissaire de communiquer des renseignements personnels particuliers, le Commissaire est tenu d'informer le plaignant de son droit de recours en révision devant la Cour fédérale - Division de première instance (voir le paragraphe 35(5)).

.8.4 *Examen des fichiers inconsultables par le Commissaire à la protection de la vie privée*

En vertu de paragraphe 36(1) de la Loi, le Commissaire à la protection de la vie privée peut, à sa discrétion, enquêter sur les dossiers versés dans les fichiers de renseignements personnels

inconsultables. Puisque l'article 18 de la Loi permet aux institutions fédérales de créer des fichiers inconsultables pour protéger certains types de renseignements personnels délicats liés aux affaires internationales, à la défense, à la détection, à la prévention et à la répression d'activités hostiles ou subversives, au respect des lois et aux enquêtes, le Commissaire à la protection de la vie privée est habilité à examiner le contenu de ces fichiers inconsultables et de déterminer si les dossiers qui en font partie sont bel et bien classés comme tels.

Les enquêtes relatives aux fichiers inconsultables doivent être menées de la même façon que les enquêtes sur les plaintes, c'est-à-dire que le responsable de l'institution fédérale doit être avisé de l'intention du Commissaire à la protection de la vie privée d'effectuer une enquête (article 31), que les enquêtes doivent être secrètes (article 33) et que le Commissaire a tous les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 34 de la Loi. Si, à la suite d'une telle enquête, le Commissaire juge que la présence d'un dossier dans un fichier inconsultable n'est pas justifiée, il présente ses conclusions et ses recommandations au responsable de l'institution de qui relève le fichier. Au besoin, le Commissaire peut demander à l'institution de lui donner avis, dans un délai déterminé, des mesures prises ou envisagées pour la mise en oeuvre de ses recommandations ou des motifs invoqués pour ne pas y donner suite (voir le paragraphe 36(3)). En outre, le Commissaire à la protection de la vie privée peut inclure ses conclusions concernant les fichiers inconsultables et les mesures prises par un institution pur donner suite à ses recommandations dans son rapport annuel au Parlement ou, si la question est suffisamment urgente ou importante, dans un rapport spécial (voir le paragraphe 36(4)). Si l'institution avise le Commissaire qu'elle ne se conformera pas à ses recommandations ou si le Commissaire ne reçoit aucun avis au cours du délai prescrit ou que les mesures envisagées sont, à son avis, insuffisantes, inappropriées ou non susceptibles d'être prises dans un délai raisonnable, le Commissaire peut faire appel à la Cour fédérale. Celle-ci peut ensuite examiner tout dossier versé dans le fichier inconsultable en question afin de déterminer s'il devrait en être retiré (voir le paragraphe 36(5) et l'article 43).

.8.5 *Contrôle de l'application des articles 4 à 8 par le
Commissaire à la protection de la vie privée*

En vertu du paragraphe 37(1) de la Loi, le Commissaire à la protection de la vie privée peut, à sa discrétion, mener des enquêtes relatives à l'application des exigences énoncées aux articles 4 à 8 concernant la collecte, la conservation, l'exactitude, l'aliénation, l'usage et la communication de renseignements personnels. Cette disposition permet au Commissaire à la protection de la vie privée de contrôler la mise en application, par les institutions fédérales, de la Loi et de la politique gouvernementale connexe en ce qui concerne le traitement et la protection des renseignements personnels, et d'en faire rapport. Ce contrôle est essentiel à la protection du caractère confidentiel des renseignements conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Comme dans le cas des fichiers inconsultables, les enquêtes doivent être menées de la même façon que les enquêtes relatives aux plaintes (voir les sections .8.3 et .8.4 ci-dessus). Si, à la suite d'une enquête, le Commissaire à la protection de la vie privée juge qu'une institution fédérale ne s'est pas conformée aux exigences prescrites aux articles 4 à 8 de la Loi, il doit faire part de ses conclusions et de ses recommandations au responsable de l'institution. Si celle-ci ne prend pas les mesures correctives qui s'imposent pour donner suite à ces recommandations qui, de l'avis du Commissaire, sont appropriées et opportunes, le Commissaire peut en faire rapport au Parlement, soit dans le cadre de son rapport annuel qu'il est tenu de présenter conformément à l'article 38, soit dans un rapport spécial s'il juge la question urgente ou importante (voir l'article 39).

.8.6 *Révision par la Cour fédérale (articles 41 à 52)*

Lorsque l'enquête du Commissaire à l'information est terminée, la personne qui s'est vu refuser la communication de renseignements personnels demandés en vertu de la Loi a le droit d'exercer un recours en révision de la décision devant la Cour fédérale - Division de

première instance. La Loi ne prévoit pas de révision par la Cour des plaintes portées au sujet d'autres questions soulevées en vertu de la Loi, telles que l'usage et la communication de renseignements personnels et les délais. En règle générale, le demandeur doit interjeter appel dans les 45 jours qui suivent la transmission des résultats de l'enquête menée par le Commissaire à la protection de la vie privée. Tout recours exercé devant la Cour fédérale - Division de première instance est entendu et jugé en procédure sommaire (voir l'article 44).

Le Commissaire à la protection de la vie privée peut exercer lui-même le recours en révision devant la Cour fédérale pour refus de communication, pourvu qu'il ait obtenu le consentement préalable de la personne qui a demandé la communication. En outre, le Commissaire peut comparaître comme partie à une instance engagée en vertu de la Loi et peut représenter la personne qui a engagé les procédures devant la Cour (voir l'article 42).

Pour les procédures engagées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, la Cour est autorisée à examiner tous les documents sauf les documents confidentiels du Cabinet (voir l'article 45). Comme il a déjà été expliqué, la Loi ne s'applique pas à cette catégorie de documents (voir la section .6 ci-dessus). Afin d'assurer le caractère confidentiel des renseignements qui font l'objet de procédures devant la Cour et de tout autre renseignement délicat ressortant des procédures, la Cour peut tenir des audiences à huis clos et entendre des arguments en l'absence d'une partie (voir le paragraphe 46(1)). Dans les cas où, à son avis, il existe des éléments de preuve touchant la perpétration d'infractions fédérales ou provinciales par un cadre ou employé d'une institution fédérale, la Cour peut communiquer à l'autorité compétente les renseignements qu'elle détient à cet égard (voir le paragraphe 46(2)). Dans les cas de recours en révision en vertu de la Loi, la charge d'établir le bien-fondé du refus de communication incombe toujours à l'institution fédérale (voir l'article 47).

Le genre de révision que la Cour est autorisée à effectuer lors d'une instance engagée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels dépend de l'exception invoquée. Dans le cas d'un refus de communication fondé sur les exceptions suivantes, la Cour peut procéder à un nouvel examen de la décision:

- a) article 18 - fichiers inconsultables;
- b) article 19 - renseignements obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale;
- c) alinéa 22(1)a) - renseignements relatifs au respect des lois recueillis ou obtenus par des organismes d'enquête particuliers et renseignements relatifs à des techniques ou à des projets d'enquêtes;
- d) paragraphe 22(2) - renseignements obtenus ou préparés par la GRC dans l'exercice de fonctions de police provinciale;
- e) article 23 - enquêtes de sécurité;
- f) alinéa 24b) - renseignements qui, à l'origine, ont été obtenus expressément ou implicitement à titre confidentiel;
- g) article 25 - renseignements dont la divulgation risquerait de nuire à la sécurité des individus;
- h) article 26 - renseignements concernant un autre individu;
- i) article 27 - secret professionnel des avocats;
- j) article 28 - dossiers médicaux.

La Cour procède à un nouvel examen pour étudier les facteurs particuliers d'un refus de communication. Grâce à cet examen, elle détermine si l'exception s'applique au document en cause, et ce, après avoir entendu l'auteur de la demande et l'institution fédérale. Si la Cour décide que l'exception s'applique au document, celui-ci ne sera pas communiqué. Si la Cour décide que l'exception ne s'applique pas, elle ordonne au responsable de l'institution de communiquer le document (voir l'article 48).

Toutefois, si le refus de communication est fondé sur les exceptions suivantes:

a) article 20 - préjudice à la conduite des affaires fédéro-provinciales;

b) article 21 - préjudice à la conduite des affaires internationales, à la défense et à la sécurité;

c) alinéas 22(1)b) ou c) - préjudice aux activités destinées à faire respecter les lois, au déroulement d'enquêtes ou à la sécurité des établissements pénitentiaires;

d) alinéa 24a) - préjudice grave au programme pénitentiaire d'un individu, à sa libération conditionnelle ou à sa surveillance obligatoire,

la Cour doit s'en tenir à déterminer si la décision de refuser la communication était fondée sur des 'motifs valables'. Elle ne peut ordonner la communication d'un document que lorsqu'elle juge que la décision n'est pas fondée sur des motifs valables. Autrement, la décision du responsable de l'institution fédérale doit être respectée (voir l'article 49).

.8.7 *Ordonnance visant à exclure des dossiers d'un fichier
 inconsultable*

L'article 50 de la Loi prévoit l'examen, par la Cour, le retrait de tout dossier qui, de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée, ne devrait pas figurer dans un fichier de renseignements personnels inconsultable en vertu de l'article 18. La Cour a le pouvoir d'ordonner au responsable de l'institution fédérale de qui relève le fichier inconsultable de retirer le dossier en question, ou elle peut formuler une recommandation pertinente si elle juge que le dossier ne devrait pas figurer dans la catégorie de renseignements qui font partie d'un fichier inconsultable ou, dans le cas de l'article 21 et de l'alinéa 22(1)b), qu'il n'y a pas de motifs valables justifiant le versement du dossier dans le fichier.

Partie III

Appendice A

Institutions fédérales et responsables des institutions
fédérales en vertu de la Loi sur la protection de la vie
privée

(Cette section sera diffusée à une date ultérieure)

Partie III

Appendice B

Règlement sur la protection des renseignements personnels



CANADA

PRIVY COUNCIL • CONSEIL PRIVÉ

P.C.
C.P.(T.B. Rec.
(Rec. du C.T.

Sur avis conforme du ministre de la Justice et du conseil du Trésor et en vertu du paragraphe 77(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels*, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'établir le Règlement sur la protection des renseignements personnels, ci-après.

*S.C. 1980-81-82, c. 111

RÈGLEMENT SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Titre abrégé1. Règlement sur la protection des renseignements personnels.Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

- «fonctionnaire compétent» Le fonctionnaire de l'institution fédérale dont les titre et adresse sont publiés conformément aux sous-alinéas 11(1)a)(iii) et 11(1)b)(ii) de la Loi. (appropriate officer)
- «formule de demande d'accès à des renseignements personnels» Formulaire prescrit par le ministre désigné conformément à l'alinéa 71(1)c) de la Loi, pour les demandes de communication de renseignements personnels relevant d'une institution fédérale. (Access to Personal Information Request Form)
- «formule de demande de correction» Formulaire prescrit par le ministre désigné conformément à l'alinéa 71(1)c) de la Loi, pour demander, en vertu du paragraphe 12(2) de la Loi, la correction de renseignements personnels relevant d'une institution fédérale. (Correction Request Form)
- «formule de demande de mention de corrections» Formulaire prescrit par le ministre désigné conformément à l'alinéa 71(1)c) de la Loi, pour les demandes de mentions des corrections non apportées à des renseignements personnels relevant d'une institution fédérale. (Notation Request Form)
- «Loi» Loi sur la protection des renseignements personnels. (Act)

Institutions fédérales ou subdivisions
d'institutions fédérales

3. Aux fins de l'alinéa e) de la définition de «renseignements personnels» à l'article 3 de la Loi, les institutions fédérales ou les subdivisions de celles-ci sont celles énumérées à l'annexe I du présent règlement.

Conservation de renseignements personnels utilisés par
une institution fédérale à des fins administratives

4. (1) Les renseignements personnels utilisés par une institution fédérale à des fins administratives doivent être conservés par cette institution:

- a) pendant au moins deux ans après la dernière fois où ces renseignements ont été utilisés à des fins administratives, à moins que l'individu qu'ils concernent ne consente à leur retrait du fichier; et
- b) dans les cas où une demande d'accès à ces renseignements a été reçue, jusqu'à ce que son auteur ait eu la possibilité d'exercer tous ses droits en vertu de la Loi.

(2) Nonobstant le paragraphe (1) lorsque des renseignements personnels sont sous le contrôle d'une institution fédérale dans une mission canadienne à l'étranger, le chef ou le fonctionnaire supérieur responsable de la mission peut ordonner leur destruction dans les situations d'urgence afin d'éviter qu'ils ne soient soustraits au contrôle de cette institution.

5. Les organismes d'enquête sont,

- a) aux fins de l'alinéa 8(2)e) de la Loi, ceux énumérés à l'annexe II;
- b) aux fins de l'alinéa 22(1)a) de la Loi, ceux énumérés à l'annexe III; et
- c) aux fins de l'article 23 de la Loi, ceux énumérés à l'annexe IV.

Renseignements personnels relevant des
archives publiques

6. Les renseignements personnels qui ont été placés sous le contrôle des archives publiques par une institution fédérale, pour dépôt ou à des fins historiques, peuvent être communiqués à toute personne ou à tout organisme pour des travaux de recherche ou de statistique, si

- a) ces renseignements sont d'une nature telle que leur communication ne constituerait pas une intrusion injustifiée dans la vie privée de l'individu qu'ils concernent;
- b) leur communication est conforme aux alinéas 8(2)j) ou k) de la Loi;
- c) il s'est écoulé 110 ans depuis la naissance de l'individu qu'ils concernent; ou
- d) il s'agit de renseignements qui ont été obtenus au moyen d'une enquête ou d'un recensement tenu il y a au moins 92 ans.

Conservation pendant deux ans

7. Le responsable d'une institution fédérale doit conserver pendant au moins deux ans après la réception d'une demande d'accès à des renseignements personnels faite à une institution en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la Loi,

- a) une copie de la demande; et
- b) un relevé des renseignements communiqués en réponse à la demande.

Procédure

8. (1) Toute demande de communication de renseignements personnels en vertu de l'alinéa 12(1)a) ou b) de la Loi doit être présentée au fonctionnaire compétent sur une formule de demande d'accès à des renseignements personnels, remplie

- a) pour chaque fichier de renseignements personnels visé par la demande; ou
- b) pour chaque catégorie de renseignements personnels qui ne figurent pas dans un fichier de renseignements personnels.

(2) Un individu qui présente une demande de communication de renseignements personnels conformément au paragraphe (1) doit fournir une preuve d'identité adéquate à l'institution fédérale en cause avant que les renseignements lui soient communiqués, et peut être tenu de se présenter en personne.

9. Lorsqu'une institution fédérale permet à un individu de consulter sur place des renseignements personnels, le responsable de cette institution doit,

- a) fournir à cette fin des installations convenables; et
- b) fixer à cette fin un moment qui convienne à l'institution et à l'individu.

10. Les droits ou recours prévus par la Loi et le présent règlement peuvent être exercés,

- a) au nom d'un mineur ou d'un incapable, par une personne autorisée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale à gérer les affaires ou les biens de celui-ci;
- b) au nom d'une personne décédée, par une personne autorisée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale à gérer la succession de cette personne, mais aux seules fins de gérer la succession; et
- c) au nom de tout autre individu, par une personne ayant reçu à cette fin une autorisation écrite de cet individu.

11. (1) Tout individu qui reçoit communication, en vertu de l'alinéa 12(1)a) de la Loi, de renseignements personnels qui ont été, sans ou peuvent être utilisés à des fins administratives, peut demander la correction des renseignements personnels qui, selon lui, sont erronés ou incomplets, en faisant parvenir au fonctionnaire compétent une formule de demande de correction dûment remplie pour chaque fichier de renseignements personnels qui contient des renseignements à corriger.

(2) Dans les 30 jours suivant la réception d'une formule de demande de correction, le responsable de l'institution fédérale dont relèvent les renseignements personnels visés doit,

- a) si la demande est acceptée, aviser l'individu concerné que la correction demandée a été effectuée; ou
- b) si la demande est refusée, aviser l'individu concerné
 - (i) que sa demande a été refusée, en lui exposant les motifs à l'appui,
 - (ii) qu'il a le droit d'exiger qu'il soit fait mention des corrections demandées mais non effectuées; et
 - (iii) qu'il a le droit en vertu de la Loi de déposer une plainte auprès du Commissaire à la protection de la vie privée.

(3) Une demande de mention de corrections en vertu de l'alinéa 12(2)b) de la Loi doit être présentée sur une formule de demande de mention de corrections, au fonctionnaire compétent qui, dans les 30 jours suivant la réception de la demande, porte la mention aux renseignements visés et en avise l'individu concerné.

(4) Dans tout avis donné à un individu conformément à l'alinéa (2)a) ou au paragraphe (3), il doit être précisé, en outre, que l'individu peut exiger que toute personne ou tout organisme à qui les renseignements personnels en cause ont été communiqués pour servir à des fins administratives dans les deux ans précédant la demande de correction ou de mention des corrections non effectuées, soient avisés de la correction ou de la mention, et que l'organisme, s'il s'agit d'une institution fédérale, effectue la correction ou porte la mention sur toute copie de document contenant les renseignements qui relèvent de lui.

Catégories d'enquêtes

12. Aux fins de l'alinéa 22(3)c) de la Loi, les catégories d'enquêtes sont celles précisées à l'annexe V.

Communication de renseignements concernant l'état physique ou mental d'un individu

13. (1) Lorsqu'un individu demande la communication de renseignements personnels concernant son état physique ou mental, le responsable de l'institution fédérale dont relèvent ces renseignements peut autoriser leur communication à un médecin ou à un psychologue en situation légale d'exercice, afin que celui-ci puisse donner son avis quant à savoir si la prise de connaissance de ces renseignements par l'individu lui porterait préjudice.

(2) Les renseignements personnels communiqués à un médecin ou à un psychologue en vertu du paragraphe (1) ne doivent être communiqués à personne d'autre par ce dernier, sauf aux fins de l'obtention d'un avis mentionné au paragraphe (1), sans le consentement de l'individu que les renseignements concernent.

14. Tout individu qui obtient l'accès à des renseignements personnels concernant son état physique ou mental peut être tenu par le responsable de l'institution fédérale dont relèvent les renseignements de consulter ces renseignements en personne et en la présence d'un médecin ou d'un psychologue en situation légale d'exercice, afin que celui-ci puisse les lui expliquer ou lui donner des éclaircissements à leur sujet.

ANNEXE I

(art. 3)

Institutions fédérales ou subdivisions
d'institutions fédérales

1. Conseil des arts du Canada
2. Direction générale des services et de la promotion de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
3. Conseil de recherches médicales
4. Musées nationaux du Canada
5. Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
6. Conseil de recherches en sciences humaines
7. Direction générale des programmes des services sociaux, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

ANNEXE II

(art. 5)

Organismes d'enquête

1. Bureau de la sécurité aérienne, ministère des Transports
2. Commissions d'enquête, ministère de la Défense nationale
3. Bureau des drogues dangereuses, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
4. Garde côtière canadienne-Enquêtes sur les accidents, ministère des Transports
5. Police et sécurité de la Société canadienne des ports, ministère des Transports
6. Police militaire des Forces canadiennes
7. Direction de l'enregistrement de la citoyenneté, Secrétariat d'État
8. Division de la clémence, Commission nationale des libérations conditionnelles
9. Direction de l'observation, ministère du Revenu national (Impôt)
10. Division de la collecte des renseignements, ministère du Revenu national (Douanes et Accise)
11. Services de sécurité du personnel, ministère des Affaires extérieures
12. Division de la sécurité préventive, Direction de la sécurité, Service canadien des pénitenciers
13. Gendarmerie royale du Canada
14. Direction des services de sécurité et des enquêtes, Société canadienne des postes
15. Section de la sécurité du Bureau des passeports, ministère des Affaires extérieures

16. Unité des enquêtes spéciales, ministère de la Défense nationale
17. Direction de la validation et des recouvrements, ministère du Revenu national (Impôt)

ANNEXE III

(art. 5)

Organismes d'enquête

1. Police et sécurité de la Société canadienne des ports, ministère des Transports
2. Police militaire des Forces canadiennes
3. Directeur des enquêtes et recherches, ministère de la Consommation et des Corporations
4. Division de la collecte des renseignements, ministère du Revenu national (Douanes et Accise)
5. Division de la sécurité préventive, Direction de la sécurité, Service canadien des pénitenciers
6. Gendarmerie royale du Canada
7. Direction des services de sécurité et des enquêtes, Société canadienne des postes
8. Division des enquêtes spéciales, ministère du Revenu national (Impôt)
9. Unité des enquêtes spéciales, ministère de la Défense nationale

ANNEXE IV

(art. 5)

Organismes d'enquête

1. Direction de la sécurité, ministère de la Défense nationale
2. Services de sécurité du personnel, ministère des Affaires extérieures
3. Gendarmerie royale du Canada
4. Direction des services de sécurité et des enquêtes, Société canadienne des postes
5. Unité des enquêtes spéciales, ministère de la Défense nationale.

ANNEXE V

(art. 12)

Catégories d'enquêtes

1. Les enquêtes menées par une commission d'enquête sur les faits, constituée par le ministère des Transports afin de vérifier le contrôle de la circulation aérienne exercé dans les cas où il a été allégué qu'en raison d'une défaillance du système,
 - a) la sécurité aérienne a pu être menacée; ou
 - b) des avions ont pu se rapprocher l'un de l'autre à une distance inférieure à la distance minimale autorisée.
2. Les enquêtes menées par le Comité de révision des stations d'information de vol, formé par le ministère des Transports pour enquêter sur des incidents touchant la sécurité aérienne qui ont été déclarés lors desquels
 - a) les procédures ou les mesures adoptées, ou l'absence de telles procédures ou mesures,
 - b) une défaillance mécanique, ou
 - c) d'autres causesont remis en question la fiabilité de la station d'information de vol ou du système des stations d'information de vol.
3. Les enquêtes sur les accidents des Forces canadiennes touchant la sécurité aérienne, sauf les enquêtes menées par des commissions d'enquête ou les enquêtes sommaires menées en vertu de la Loi sur la défense nationale.
4. Les enquêtes menées par le Commissaire des incendies ou sous sa direction en vue de déterminer la cause d'un incendie, sauf les enquêtes menées par des commissions d'enquête ou les enquêtes sommaires menées en vertu de la Loi sur la défense nationale.
5. Enquêtes d'un organisme nommé à l'annexe IV, menées dans le but de réviser ou de mettre à jour une autorisation sécuritaire accordée à une personne et visée à l'alinéa 23a) ou b) de la Loi.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du règlement
et n'est publiée qu'à titre d'information.)

Le règlement établit la procédure afin de fournir aux individus concernés la communication de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale.

Partie III

Appendice C

Utilisation et communication des renseignements personnels

Formules et éléments de formules

- (1) Formule de nomination d'un représentant
- (2) Eléments d'une formule de consentement
- (3) Eléments de la formule de demande de communication de renseignements personnels à un organisme d'enquête fédéral
- (4) Eléments de la Formule de demande de renseignements personnels à des fins de recherches et engagements corrélatifs requise en vertu de l'alinéa 8(2)j)
- (5) Eléments des ententes relatives à la communication de renseignements personnels par les institutions fédérales aux institutions provinciales, aux Etats étrangers et aux organismes internationaux



NOMINATION D'UN REPRÉSENTANT

Je, _____, demeurant à _____,
(Nom de la personne) (Adresse complète)
dans la ville de _____, province de _____
désigne par les présentes _____
(Nom du représentant)
demeurant à _____ dans la ville de _____,
dans la province de _____, comme mon représentant personnel pour exercer en mon nom

- ☐ Tous les droits que me confère la Loi sur la protection des renseignements personnels
- ☐ Mon droit d'accès à tous les fichiers de renseignements personnels ou à toutes les catégories de renseignements personnels
- ☐ Mon droit d'accès aux fichiers de renseignements personnels ou catégories de renseignements personnels suivants
(Numéros et titres des fichiers ou catégories)
- _____
- ☐ Les droits que me confère la Loi sur la protection des renseignements personnels en égard aux questions suivantes
- _____

Je m'engage par les présentes à ratifier et à confirmer tous les actes légaux de mon dit représentant en exécution des présentes.

La présente nomination demeure en vigueur jusqu'au _____, 19____, à moins qu'un avis écrit de révocation ne soit donné à:

_____ ou à _____
(Nom du représentant) (Le ou les organismes du gouvernement contrôlant la ou les banques)

EN FOI DE QUOI j'ai apposé ma signature et mon sceau ce _____ 19____,
(Jour) (Mois)

FAIT ET SIGNÉ par _____ en présence de:
(Nom de la personne)

Témoïn

Témoïn

Signature de la personne

AFFIDAVIT DU TÉMOIN

CANADA
PROVINCE DE _____
COMTÉ (OU DISTRICT) DE _____

Je, _____, de _____
(Nom d'un témoin au complet) (Adresse complète)
dans la province de _____, déclare sous serment:

1. Que j'étais personnellement présent et que j'ai vu _____ apposer sa signature sur
(Nom de la personne)
le document ci-annexé en qualité de partie;
2. Que ledit document a été signé par ledit _____ à _____
(Nom de la personne) (Ville)
dans la province de _____ et que je suis l'un des témoins audit document;
3. Que je connais ledit (ladite) _____ et je crois savoir qu'il (elle) est majeur(e).
(Nom de la personne)

DÉCLARÉ sous serment devant moi à _____
(Ville ou village)

dans la province de _____

ce _____ 19____
(Jour) (Mois)

(Commissaire à l'assermentation, etc.)

(Signature du témoin assermenté)

Appendice C

Eléments d'une formule de consentement:

- a) description du genre de renseignements personnels concernés;
- b) énoncé du nouvel usage ou de la nouvelle communication prévus de ces renseignements;
- c) nom de l'institution fédérale, de la personne, du groupe de personnes ou de l'organisation destinataire de la communication, selon le cas;
- d) mention claire et nette à l'égard de l'octroi ou du refus de consentement et de la signature;
- e) garantie portant que le refus de consentement n'entraînera aucune décision préjudiciable à l'individu quant aux fins particulières visées par le nouvel usage;
- f) mention portant que l'individu a le droit de consulter son dossier et de demander des corrections.



DEMANDE DE COMMUNICATION À DES ORGANISMES D'ENQUÊTE FÉDÉRAUX

Date _____

Conformément à l'alinéa 8(2)(e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le (la) _____

_____ demande la communication de

(Nom de l'organisme d'enquête)

renseignements personnels sur _____, lesquels

(Nom du particulier ou autre indication)

peuvent être décrits comme étant _____

(Description générale des renseignements demandés)

L'organisme d'enquête a besoin de ces renseignements dans le cadre de _____

(Description de l'enquête ou de l'activité en cause)

_____ en vertu de _____

(Article de la loi fédérale ou provinciale pertinente ou

description de l'objet)

Nom de l'agent demandeur

Titre du poste

Signature

Par la présente, j'accepte ☐ ou je refuse ☐ de communiquer lesdits renseignements personnels à _____

(Nom de l'organisme d'enquête)

_____. Tout renseignement personnel communiqué fait partie d'un ou de plusieurs fichiers ou catégories de

renseignements personnels _____ (remplir lorsque la communication est

(Nombre de banques ou de catégories)

autorisée).

Nom du responsable autorisé

Titre

Institution

Signature

NOTA: IL SE PEUT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT
FASSE L'OBJET D'UNE EXCEPTION EN
VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS.

Appendice C

Eléments de la Formule de demande de renseignements personnels à des fins de recherche et engagements corrélatifs lorsque la demande est présentée aux termes des dispositions visant la recherche ou la statistique:

- a) nom et adresse du chercheur et, s'il y a lieu, nom de l'institution ou de l'organisation dont il relève;
- b) description générale du projet de recherche;
- c) description générale du genre ou de la catégorie de renseignements demandés;
- d) engagement selon lequel aucune communication subséquente de ces renseignements ne sera fait à des tiers non participants au projet de recherche, sous une forme qui permettrait d'identifier l'individu concerné;
- e) mention portant qu'aucun autre renseignement personnel ne sera fourni au chercheur si cette entente est délibérément violée;
- f) signature du chercheur.

La Formule de demande de renseignements à des fins de recherche, et engagements corrélatifs doit être utilisée chaque fois que le responsable d'une institution consent à divulguer des renseignements personnels à des fins de recherche ou de statistique en vertu de l'alinéa 8(2)j) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Conditions rattachées aux recherches spéciales

Il arrive, dans le cas notamment de recherches scientifiques, médicales et sociales, que des renseignements personnels actuels et de nature délicate puissent être utilisés à des fins de recherche ou de statistique, sous forme de données brutes. Le but visé est alors de cerner ou de poser une hypothèse fondée sur un échantillon assez volumineux de renseignements personnels. La recherche ne porte sur aucun individu en particulier et l'information peut être publiée sous une forme tout à fait anonyme. Il est certain que ce genre de recherche profite à la société canadienne toute entière et qu'elle doit être encouragée, mais il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que ces renseignements ne soient pas divulgués, par accident ou par négligence, sous une forme qui permettrait d'identifier l'individu.

C'est pourquoi, lorsque des renseignements personnels actuels de nature particulièrement délicate doivent servir à des fins de recherche ou de statistique, l'institution fédérale serait bien avisée de joindre à la Formule de demande de renseignements personnels à des fins de recherche, et engagements corrélatifs un appendice qui:

- a) précisera les conditions et les critères rattachés à l'usage de ces renseignements par les chercheurs, qui devront notamment:
 - s'engager à rendre l'information anonyme (rature du nom, codage des données, etc.) le plus tôt possible;
 - établir une liste des liaisons de données autorisées et s'engager à ne pas faire d'autre liaison sans une autorisation écrite;
 - s'engager à ne pas contacter les personnes concernées à moins d'en avoir reçu l'autorisation expresse du responsable de l'institution et, dans ce cas, garantir aux individus la même confidentialité qui avait été attribuée aux données originales;
- b) précisera l'endroit où les données ou copies des dossiers pourront être consultées et utilisées à l'intérieur:

- d'une institution fédérale;
- d'une institution provinciale;
- d'une institution bénévole, universitaire ou autre organisme quasi public, ou
- une organisation ou une entreprise du secteur privé.

Lorsque les renseignements seront consultés dans une institution fédérale, il faudra inclure un énoncé des lois et règlements auxquels devra se conformer le chercheur et les formules de serment qu'il devra prêter. S'il s'agit d'une autre institution ou organisation, les conditions relatives au transfert et au stockage sécuritaires des données devront être stipulées;

c) précisera les conditions régissant le retrait des renseignements personnels identifiables stockés à l'extérieur d'une institution fédérale et, si la chose est souhaitable et possible, exposera les modalités relatives au dépôt aux archives des données à traiter et aux programmes, codes et guides s'y rapportant;

d) comportera un espace pour la signature de l'agent autorisé par l'institution fédérale et celle des principaux participants au projet de recherche ou de statistique.

Appendice C

Eléments des ententes relatives à la communication de renseignements personnels par les institutions fédérales aux institutions provinciales, aux États étrangers et aux organismes internationaux

- a) description du genre de renseignements partagés;
- b) buts visés par le partage et l'usage de ces renseignements;
- c) énoncé de toutes les modalités administratives, techniques et matérielles nécessaires au respect de la confidentialité des renseignements, surtout en ce qui a trait à leur usage et à leur communication;
- d) engagement de la part du destinataire à ne pas utiliser ni divulguer les renseignements à d'autres fins que celles que précise l'entente, sans l'autorisation du responsable désigné par l'institution source;
- e) nom, titre et signature des personnes autorisées par l'institution source et par l'institution destinataire, ainsi que la date de l'entente.

Partie III

Appendice D

Lettres types et formules se rapportant au droit d'accès en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Table des matières

- (1) Décisions requises pour traiter les demandes de communication de renseignements personnels
- (2) Lettres types
 - A. Envoi d'une formule officielle de demande de consultation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels
 - B. Correction de la formule de demande de consultation de dossier
 - C. Avis d'exclusion des renseignements protégés
 - D. Avis d'exception
 - E. Avis d'exception partielle
 - F. Avis de communication des renseignements demandés
 - G. Avis de prorogation du délai de traitement de la demande
 - H. Avis de non-communication de certains renseignements
 - I. Avis de droit de correction de dossier
 - J. Avis de rejet d'une demande de correction de dossier

K. Avis d'acceptation d'une demande de correction de dossier

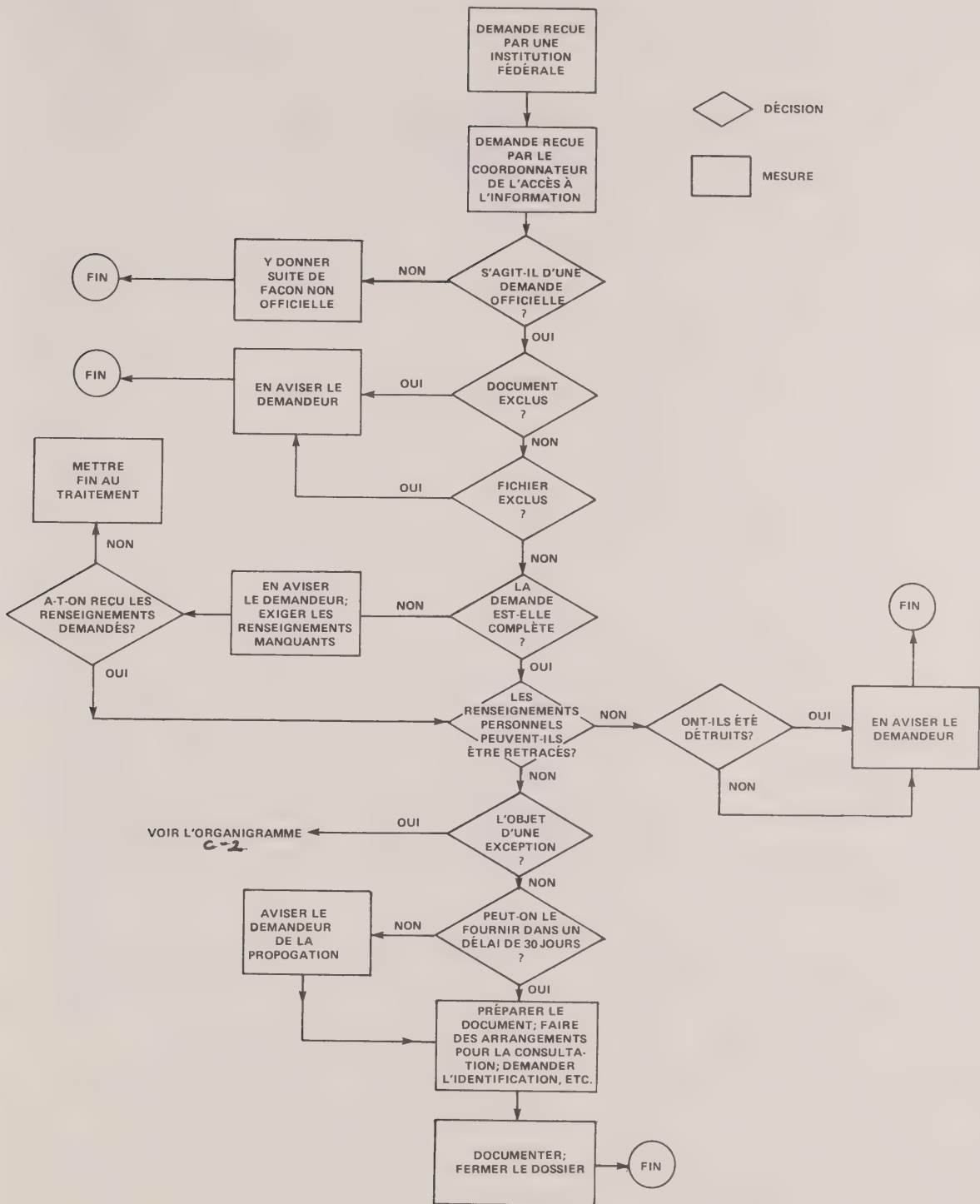
L. Avis d'annotation portée au dossier

(3) Corrections et annulations

(4) Formulaire de demande de correction de dossier

(5) Formule de mention concernant la demande

TRAITEMENT DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS



LETTRE TYPE 'A'

Envoi d'une formule officielle de demande de
consultation de dossier en vertu de la Loi
sur la protection des renseignements
personnels

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____,'

Nous ne pourrons donner suite à la demande que vous avez présentée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels que si vous utilisez la formule de demande de consultation de dossier ci-jointe. Cette formule vous permettra d'exercer le droit que vous confère la Loi si la communication des renseignements demandés vous est refusée.

Veuillez remplir et nous retourner cette formule afin que nous puissions traiter votre demande.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'B'

Correction de la formule de demande de
consultation du dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Nous ne pouvons donner suite à la demande que vous avez présentée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et qui nous est parvenue le (date), parce qu'il nous manque certains renseignements.

Nous vous renvoyons donc votre première formule de demande de consultation de dossier, sur laquelle nous avons indiqué les zones qui n'ont pas été remplies ou qui doivent être corrigées.

Lorsque vous aurez rempli et retourné la nouvelle formule ci-jointe, nous pourrons alors traiter votre demande.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièces jointes

LETRE TYPE 'C'

Avis d'exclusion des renseignements protégés

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Nous avons reçu votre demande de renseignements sur

_____ .

Ces renseignements sont protégés par la Loi sur la protection des renseignements personnels plus précisément par:

- le paragraphe 69(1)(a) qui stipule que _____ ;
- le paragraphe 69(1)(b) qui stipule que _____ ;
- le paragraphe 70(1) qui stipule que _____ ;

Je vous prie d'agréer, _____ , mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

LETTRE TYPE 'D'

Avis d'exception

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Nous avons reçu le (date) votre demande de renseignements sur

_____ .

Je regrette de ne pouvoir vous communiquer les renseignements personnels demandés, car ils sont protégés par la Loi sur la protection des renseignements personnels, plus précisément par le paragraphe _____ de cette loi qui stipule que _____ .

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte concernant ce refus.

Le Commissaire à la protection de
la vie privée

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

LETTRE TYPE 'E'

Avis d'exception partielle

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

La présente fait suite à la demande que vous avez effectuée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, laquelle nous est parvenue le (date). Veuillez trouver ci-joint des reproductions de tous les documents qui ne sont pas protégés par la loi susmentionnée. Vous remarquerez que certains documents ont été prélevés, conformément à l'article de cette loi qui stipule que _____.

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte au sujet de ce prélèvement:

Le Commissaire à la protection
de la vie privée

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièces jointes

LETTRE TYPE 'F'

Avis de communication des renseignements demandés

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Par la présente, je vous informe que nous avons examiné votre demande de renseignement personnels, laquelle nous est parvenue le (date) et que nous avons conclu que cette information peut vous être communiquée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Comme vous désirez examiner la documentation en personne, nous vous téléphonerons pour prendre rendez-vous afin que vous puissiez le faire dans les délais fixés par la Loi.

ou

Veillez trouver ci-joint des photocopies de l'information que vous avez demandée.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièces jointes

LETTRE TYPE 'G'

Avis de prorogation du débat du traitement de la demande

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

La présente fait suite à la demande que vous avez effectuée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, laquelle nous est parvenue le (date).

Outre la limite de 30 jours stipulée dans la loi, il nous faudra au plus (nombre de jours) jours pour examiner votre demande parce que _____.

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte concernant cette prorogation:

Le Commissaire à la protection
de la vie privée

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

LETTRE TYPE 'H'

Avis de non-communication de certains renseignements

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

La présente fait suite à la demande que vous avez effectuée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, concernant _____ laquelle nous est parvenue le (date). Je regrette de devoir vous informer que nous ne pouvons donner suite à votre demande. Si cette information existait, elle serait protégée par l'article _____ de la loi qui stipule que _____.

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante une plainte concernant votre demande:

Le Commissaire à la protection
de la vie privée

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

LETTRE TYPE 'I'

Avis de droit de correction de dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____,'

En vertu de l'alinéa 12(2)a) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, vous avez le droit de demander la correction d'une erreur ou d'une omission dans le dossier qui vous a été communiqué.

Veuillez remplir et nous retourner la formule de demande de correction de dossier ci-jointe afin que nous puissions donner suite à votre requête.

Si votre demande de correction était rejetée pour quelque raison que ce soit, vous auriez le droit de demander que l'on mentionne dans votre dossier que, selon vous une erreur ou une omission s'est produite.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'J'

Avis de rejet d'une demande de correction de dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Par la présente, je vous informe que votre demande de correction de _____ qui nous est parvenue le (date) a été rejetée pour la raison suivante:

Bien que votre demande ait été rejetée, vous avez quand même le droit de demander que l'on mentionne dans votre dossier qu'une erreur ou qu'une omission s'est produite.

Si vous désirez exercer ce droit, veuillez remplir et nous retourner la formule de demande d'annotation de dossier ci-jointe et le texte que vous désirez voir figurer dans votre dossier, sinon vous pourriez demander que l'on joigne à votre dossier la formule de demande de correction de dossier qui servirait d'annotation.

Je vous signale que vous pouvez déposer à l'adresse suivante
une plainte concernant ce rejet:

Le Commissaire à la protection
de la vie privée

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations
distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièce jointe

LETRE TYPE 'K'

Avis d'acceptation d'une demande de correction de dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____ ,

Suite à votre demande de correction de dossier, je vous informe que ce document a été modifié de la façon indiquée par vous.

Veillez trouver ci-joint une photocopie de la correction que l'on a apportée.

ou

Vous pouvez examiner votre dossier corrigé à _____.

Date de la correction

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

Pièce jointe

LETTRE TYPE 'L'

Avis d'annotation portée au dossier

Nom de l'auteur de la demande:

Date:

Adresse:

Numéro de référence:

_____,'

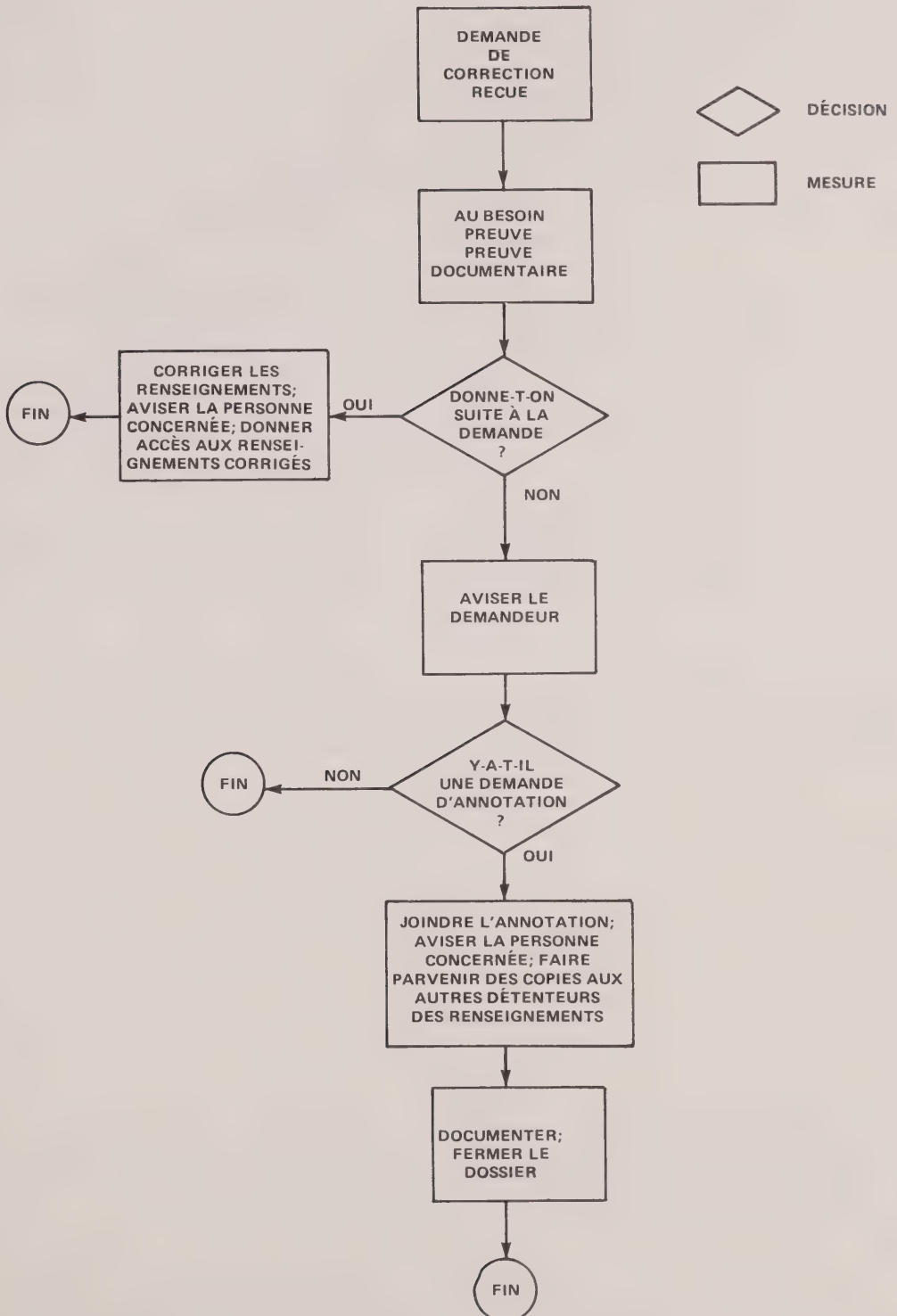
Nous avons reçu votre demande concernant une annotation à joindre aux renseignements personnels détenus par notre institution à votre endroit.

Par la présente, nous vous informons que l'annotation a été portée à votre dossier et que toutes les personnes ayant eu accès à ces renseignements à des fins administratives depuis deux ans en ont été informé, conformément à votre demande.

Je vous prie d'agréer, _____, mes salutations distinguées.

Le coordonnateur de la
protection de la vie privée,

CORRECTIONS ET ANNOTATIONS



**RECORD CORRECTION
REQUEST FORM****FORMULAIRE DE DEMANDE
DE CORRECTION DE DOSSIER****(PRIVACY ACT)****(LOI SUR LA PROTECTION DES
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)**

Use this form to request corrections of the content of your information if you believe there are errors or omissions. Documentary proof may be requested before the corrections are effected. Only one request per form.

Le présent formulaire doit être utilisé pour demander d'apporter une correction aux renseignements personnels ou pour vérifier toute erreur ou toute omission possible. Il se peut qu'on exige une preuve documentaire avant d'apporter les corrections demandées. Un formulaire distinct doit être rempli pour chaque demande de consultation.

FOR OFFICIAL USE ONLY/RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Office address/Adresse au bureau

Date

Receiving officer/Reçu(e) par

PLEASE PRINT CLEARLY/S.V.P. ÉCRIRE LISIBLEMENT**ACCESS INFORMATION/RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION**

Agency/Organisme

Information bank no. and title/N° et titre de la banque de données

Other detail(s) specified in the index for this bank/Autre(s) renseignement(s) précisé(s) dans le catalogue à l'égard de cette banque

PERSONAL INFORMATION/RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Surname/Nom

Given names/Prénoms

Soc. Ins. No. if required
N° d'ass. soc., s'il y a lieu

Address/Adresse

City/Ville

Province

Postal Code/Code postal

Telephone No./N° de téléphone

Surname in bank if different from above/Nom figurant dans
la banque s'il diffère du nom mentionné ci-dessus

Home/Résidence

Work/Travail

Other personal information specified in the index/Autres renseignements personnels figurant dans le catalogue

I WISH TO MAKE THE FOLLOWING CORRECTION(S)/JE DÉSIRE FAIRE APPORTER LES CORRECTIONS SUIVANTES**Note:** If the space here is inadequate continue on the back of this form/À noter: Si l'espace réservé est insuffisant, continuer au verso du formulaireIdentification of record(s) or items concerned
Identification du (des) dossier(s) ou des questions uséesCorrection(s) requested
Correction(s) requise(s)

If this request follows a previous inquiry, please quote reference number here.

Si la présente demande fait suite à une demande de renseignements antérieure, veuillez indiquer ici le numéro de référence.

When you have completed this form send it to the official identified in the index,
for this bank.
Veuillez faire parvenir le formulaire rempli à l'agent désigné pour cette banque
dans ce catalogue.

Date

Signature

**PLEASE QUOTE THE ABOVE REFERENCE NUMBER ON ALL CORRESPONDENCE
VEUILLEZ INDiquer LE NUMÉRO DE RÉFÉRENCE SUSMENTIONNÉ SUR TOUTE CORRESPONDANCE**



REQUEST NOTATION FORM FORMULE DE MENTION CONCERNANT LA DEMANDE

Name of personal information bank Nom du fichier de renseignements personnels	Number of personal information bank Numéro du fichier de renseignements personnels	Reference number Numéro de référence
--	---	---

In response to your rejection of my record correction request dated _____, 19____, I am requesting a notation to my record that will reflect my requested correction.

Comme suite à votre lettre du _____, 19____, dans laquelle vous m'informez du rejet de ma demande de correction de dossier, je désire qu'une mention concernant ce rejet soit annexée à mon dossier.

☐ I am attaching a statement to be added to the record.
Je joins à la présente une déclaration que vous voudrez bien verser à mon dossier.

☐ I would like my original record correction request to be added to my record.
Je désire que le document original de la demande de correction de dossier soit versée à mon dossier.

Applicants' signature Signature du demandeur

Conseil du Trésor du Canada

Lignes directrices provisoires:

Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la
protection des renseignements personnels

Partie IV - Rapports

Table des matières		Page(s)
.1	Introduction	1
.1.2	Champ d'application	1
.1.3	Autorisations et annulations	1
.2	Responsabilités des institutions fédérales	2-3
.3	Exigences en matière de rapports	3
Appendice		
A	Rapport statistique - Document de contrôle - Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la protection des renseignements personnels	

.1 Introduction

La Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels exigent la présentation de rapports annuels au Parlement. Ces rapports visent à documenter l'application de ces lois par les institutions fédérales et, partant, à assurer que les institutions rendent compte des décisions de fond et de procédure qu'elles ont prises en réponse aux demandes présentées en vertu d'une de ces lois. Ces rapports fournissent aussi les données de base nécessaires à la préparation d'un rapport global en vue de l'examen, par le Parlement, de la mise en application de ces deux lois à l'échelle du gouvernement.

La présente section prescrit la forme et le contenu des rapports annuels présentés au Parlement ainsi que les catégories de données statistiques que doivent renfermer les rapports.

.1.2 Champ d'application

La partie IV du chapitre 410 s'applique aux institutions fédérales énumérées à l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information, sous réserve du paragraphe 70(2) de la Loi, et aux institutions fédérales énumérées à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, sous réserve du paragraphe 71(2) de la Loi.

.1.3 Autorisations et annulations

La partie IV du présent chapitre est publiée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels ainsi qu'en vertu de la Loi sur l'administration financière, laquelle autorise le Conseil du Trésor à prendre les mesures nécessaires en matière de politique administrative dans la Fonction publique du Canada. (Voir la délibération du CT n° 787442.)

La politique antérieure sur la protection des renseignements personnels énoncée dans le chapitre 420 (Accès aux renseignements personnels) est annulée.

.2 *Responsabilités des institutions fédérales*

En vertu des paragraphes 72(1) et (2) de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, chaque institution fédérale est tenue d'établir, aux fins de présentation au Parlement, un rapport annuel sur l'application de ces lois au sein de l'institution pour chaque exercice financier et de le déposer devant le Sénat et la Chambre des communes dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice financier. Conformément au paragraphe 72(3), les rapports annuels sont par la suite renvoyés devant le comité permanent désigné ou constitué par le Parlement pour examiner la mise en application de ces lois.

En outre, aux termes de l'alinéa 70(1)a) de la Loi sur l'accès à l'information et de l'alinéa 71(1)a) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le ministre désigné doit voir à l'examen des modalités de tenue des documents relevant des institutions fédérales conformément aux dispositions relatives à l'accès que comporte l'une ou l'autre loi. Aux fins de cet examen, les institutions fédérales sont tenues de présenter au Conseil du Trésor des rapports statistiques trimestriels sur la mise en application de ces lois. En vertu du pouvoir qui lui est conféré par l'alinéa 70(1)d) de la Loi sur l'accès à l'information et l'alinéa 71(1)e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le ministre désigné détermine le contenu de ces rapports, lequel est prescrit dans la présente section.

L'établissement de définitions strictes en matière de collecte des données est essentiel à la publication, par le ministre désigné, d'un rapport annuel global pour l'ensemble du gouvernement. Ces définitions figurent à l'appendice de la présente section. *Les institutions fédérales sont tenues de compiler leurs statistiques en fonction des définitions prescrites par la présente politique.* Cette exigence assure l'uniformité des données à l'échelle du gouvernement, données qui serviront au comité parlementaire lors de son examen approfondi des dispositions de ces lois et des conséquences de leur application, trois ans après leur entrée en vigueur, conformément au paragraphe 75(2) de l'une et l'autre Loi.

La présentation de rapports annuels n'élimine pas le besoin de documenter de façon détaillée chaque opération, conformément à la section .2, partie II, et à la section .5, partie III, du présent chapitre. Cependant, le système de contrôle des procédures internes relatives aux activités de traitement peut être conçu pour enregistrer de façon permanente et fournir suivant les besoins les données nécessaires à la rédaction des rapports trimestriels et annuels. Un document de contrôle type pouvant être adapté à cette fin figure à l'appendice A de la partie IV. Il importe que les catégories de données qui figurent sur le document de contrôle soient définies de la même façon que les catégories apparaissant dans le rapport statistique, étant donné que les documents de contrôle fournissent les données de base pour la préparation des rapports trimestriels et annuels. Seules les demandes auxquelles on a fini de répondre pendant la période visée par le rapport sont comptées dans les rapports statistiques. Les opérations inachevées devraient figurer dans la catégorie 'Demandes en suspens' et être expliquées dans le rapport suivant, trimestriel ou annuel selon le cas.

.3 *Exigences en matière de rapports*

Les catégories de données figurant sur la formule de rapport présentée à l'appendice A de la partie IV constituent les principaux éléments des rapports statistiques trimestriels à présenter au Conseil du Trésor et du rapport annuel à présenter au Parlement. Les institutions fédérales peuvent compléter ces catégories avec tout renseignement qualitatif ou quantitatif qu'elles jugent pertinent en ce qui concerne la mise en application des deux lois. *Les rapports annuels au Parlement doivent renfermer une description des politiques et pratiques de l'institution relatives aux dépenses de frais.* (Les institutions fédérales devraient recueillir et compiler des données de toutes les catégories conformément aux directives énoncées sur la formule de rapport.)

Appendice A

Définitions

Loi sur l'accès à l'information

I. Demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Reçues au cours de la période visée par le rapport:

s'applique uniquement aux demandes reçues pour la première fois. (Cette catégorie ne comprend pas les demandes présentées de nouveau à la suite d'un avis de la part de l'institution fédérale de transmettre plus de renseignements, de verser les frais exigés, et le reste).

En suspens depuis la période précédente: s'applique aux demandes qui nécessitaient une prorogation du délai ou auxquelles on n'avait pas fini de répondre à la fin de la période visée par le rapport précédent.

Traitées pendant la période visée par le rapport: s'applique aux demandes qui ont donné lieu à la communication ou au refus de communication d'un document. (Dans les cas où un avis d'intention de communiquer a été envoyé mais aucune mesure n'a encore été prise, les renseignements devraient être consignés à la rubrique 'Reporté'.)

Reporté: s'applique aux cas où l'accès n'a pas encore été accordé ou l'avis de refus de communication n'a pas encore été envoyé à l'auteur de la demande.

II. Dispositions prises à l'égard des demandes traitées (faire rapport des dispositions prises à l'égard de chaque demande sous l'une des catégories suivantes):

Communication totale: tous les renseignements demandés ont été communiqués.

Communication partielle: en raison du principe de prélèvement, seule une partie du document a été communiqué. (Enumérer à la section III du rapport les exceptions particulières invoquées.)

Exclusion: mesure prise à l'égard des documents dont il est question aux articles 68 et 69 de la Loi. L'exclusion comme telle doit être citée à la section IV du rapport.

Transmission: comprend les demandes transmises à une autre institution fédérale plus concernée (- l'alinéa 5.8(1)).

Exception: il n'y a pas eu communication étant donné que tous les renseignements faisaient l'objet d'une exception. Enumérer à la section III du rapport toutes les exceptions particulières invoquées.

Renseignements insuffisants: comprend les demandes qui ne renfermaient pas suffisamment de renseignements (même après plusieurs échanges avec l'auteur de la demande) pour permettre de localiser les documents pertinents relevant de l'institution, entraînant ainsi un refus de communication.

Abandon: il s'agit des cas où l'auteur de la demande retire sa demande (par exemple), en raison des frais ou de la prorogation du délai) ou lorsqu'il ne répond pas à la correspondance qui lui est envoyée dans un délai d'au moins 30 jours.

Documents inexistants: il s'agit des cas où l'auteur de la demande a été avisé qu'il n'existe aucune trace du document demandé, y compris les cas où le document a été détruit conformément aux calendriers des délais de conservation.

- III. Exceptions invoquées: indique le nombre de fois que chaque exception a été invoquée pour justifier un refus de communication, y compris les exceptions relatives au prélèvement de parties de documents et à la non confirmation de l'existence d'un document (article 10(2)). Lorsque plus d'une exception a été invoquée à l'égard d'une seule demande, il faut toutes les indiquer.
- IV. Exclusions citées: s'applique aux demandes de documents qui se réfèrent à la Loi, mais dont l'accès est interdit en vertu de la Loi. Indiquer le nombre de fois qu'un paragraphe en particulier a été cité.
- V. Délai: calculé à partir de la date de réception, par l'institution, de la demande complète jusqu'à la date de communication (copies ou examen) ou la date à laquelle un avis de refus de communication est envoyé à l'auteur de la demande. (L'expression 'demande complète' est définie à la sous-section .2.2.1 de la présente politique.)
- VI. Prorogations: indique le nombre de prorogations de délai demandées au cours de la période visée par le rapport, par subdivision, conformément à l'article 9 de la Loi.
- VII. Traduction: les subdivisions sont explicites.
- VIII. Méthode de consultation

Copies transmises: s'entend du nombre de demandes qui ont donné lieu à la communication des documents demandés en donnant des copies à l'auteur de la demande. Ne mentionner que les cas où des copies constituent la seule méthode de consultation.

Examen: s'entend du nombre de demandes qui ont donné lieu à la communication des documents demandés en permettant à l'auteur de la demande de les consulter. Ne mentionner que les cas où aucune copie n'a été transmise.

Copies et examen: mentionner tous les cas où les renseignements ont été examinés et des copies transmises, en totalité ou en partie.

- IX. Frais: les subdivisions sont explicites. Les frais doivent être calculés conformément au Règlement. Sous la rubrique 'Dispense', ne mentionner que les cas où les frais sont supérieurs à \$25.
- X. Coût: rendre compte des coûts relatifs au traitement des demandes en indiquant les ressources (traitements et autres frais de fonctionnement prévus) utilisées au cours de la période visée par le rapport. Ne mentionner que les coûts relatifs aux demandes traitées au cours de la période visée par le rapport. Il ne suffit pas de faire la somme des coûts de traitement des demandes particulières. Il faut indiquer les dépenses totales liées aux activités rattachées directement à l'administration de la Loi.
- XI. Appels interjetés auprès du Commissaire à l'information (cas réglés pendant la période visée par le rapport).

Les subdivisions sont explicites.

- XII. Appels interjetés auprès de la Cour fédérale (cas réglés pendant la période visée par le rapport).

Les subdivisions sont explicites.

Définitions

Loi sur la protection des renseignements personnels

Les définitions des sections I à VIII du rapport statistique présenté en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels sont les mêmes que celles pour la Loi sur l'accès à l'information.

IX. Corrections et mentions

Les subdivisions sont explicites.

X. Coûts

Etant donné que la Loi sur la protection des renseignements personnels ne renferme aucune disposition relative aux frais que l'auteur de la demande doit payer et que, par conséquent, aucune activité n'est prévue à cet égard, les prévisions de coûts sont établies en fonction du temps que les employés consacrent à la recherche et à la préparation des renseignements personnels pour leur communication et du temps d'utilisation de l'ordinateur pour répondre aux demandes.

XI. Appels interjetés auprès du Commissaire à la protection de la vie privée (cas réglés pendant la période visée par le rapport).

Les subdivisions sont explicites.

XII. Appels interjetés auprès de la Cour fédérale (cas réglés pendant la période visée par le rapport).

Les subdivisions sont explicites.



RAPPORT SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution	Période visée par le rapport
-------------	------------------------------

I Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'infor.

Reçues pendant la période visée par le rapport	
En suspens depuis la période antérieure	
TOTAL	
Traitées pendant la période visée par le rapport	
Reportées	

II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. Communication totale		6. Traitement Impossible	
2. Communication partielle		7. Renseignements Insuffisants	
3. Exclusion		8. Abandon	
4. Exception		9. Document inexistant	
5. Transmission		TOTAL	

III Exceptions invoquées

art. 13(1) a)		art. 16(1) d)		art. 20(1) c)	
b)		par. 16(2)		d)	
c)		par. 16(3)		art. 21(1) a)	
d)		a. 17		b)	
a. 14		art. 18 a)		c)	
par. 15(1) Rel. Inter.		b)		d)	
Défense		c)		a. 22	
Activités subversives		d)		a. 23	
art. 16(1) a)		par. 19(1)		a. 24	
b)		art. 20(1) a)		a. 25	
c)		b)		a. 26	

IV Exclusions citées

art. 68 a)	
b)	
c)	
d)	
art. 69(1)	
art. 69(1) a)	
b)	
c)	
d)	
e)	
f)	
g)	

V Délai de traitement

Moins de 30 jours	
De 31 à 60 jours	
De 60 à 120 jours	
Plus de 120 jours	

VI Prorogations

	Moins de 30 jours	Plus de 30 jours
Recherche		
Consultation		
Tiers		
TOTAL		

VII Traduction

Traduction demandée	
Traduction préparée	
De l'anglais au français	
Du français à l'anglais	
Délai moyen prévu pour la traduction	

VIII Méthode de consultation

Copies de l'original	
Examen de l'original	
Copies et examen	

IX Frais

Frais perçus	
Frais de demande	
Reproduction	
Recherche	
Préparation	
Traitement informatique	
TOTAL	

X Coûts

Personnel	
Agent	\$
Soutien	\$
Autres	\$
TOTAL	\$
Agent (A-P)	
Soutien (A-P)	
TOTAL	

XI Appels interjetés auprès du commissaire à l'information

Raisons	
Refus de comm.	
Frais demandés	
Prorogation	
Publications	
Refus de traduction	
Délai de traduction	
Autre	
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	
Nbre d'appels reportés	
Temps moy. pour juger (app. rég.) (jours)	
Recommandation du commissaire acceptée	
Recommandation du commissaire rejetée	

XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale

Appel présenté par	
Le demandeur	
Un tiers	
Le commissaire à l'information	
Temps moy. pour juger (app. rég.) (jours)	
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	
Nbre d'appels reportés	
Ordre de communiquer	
Ordre de ne pas communiquer	
Autre	



RAPPORT SUR LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution	Période visée par le rapport
-------------	------------------------------

I Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Reçues pendant la période visée par le rapport	
En suspens depuis la période antérieure	
TOTAL	
Traitées pendant la période visée par le rapport	
Reportées	

II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. Communication totale		6. Renseignements insuffisants	
2. Communication partielle		7. Abandon	
3. Exclusion		8. Document inexistant	
4. Exception		TOTAL	
5. Traitement impossible			

III Exceptions invoquées

par. 18(2)		art. 21		art. 23 b)	
art. 19(1) a)		art. 22(1) a)		art. 24	
b)		b)		art. 25	
c)		c)		art. 26	
d)		par. 22(2)		art. 27	
art. 20		art. 23 a)		art. 28	

IV Exclusions citées

art. 69(1) a)	
b)	
art. 70(1)	
a)	
b)	
c)	
d)	
e)	
f)	

V Délai de traitement

Moins de 30 jours	
De 31 à 60 jours	
De 60 à 120 jours	
Plus de 120 jours	

VI Prorogations des délais

	Moins de 30 jours	Plus de 30 jours
Interruption des opérations		
Consultation		
Traduction		
TOTAL		

VII Traduction

Traduction demandée	
Traduction préparée	
De l'anglais au français	
Du français à l'anglais	
Délai moyen de traduction	

VIII Méthode de consultation

Copies de l'original	
Examen de l'original	
Copies et examen	

IX Corrections et mentions

Corrections demandées ►	Corrections effectuées ►	Mentions annexées ►
-------------------------	--------------------------	---------------------

X Coûts

Personnel	\$	A-P
Agents	\$	
Soutien	\$	
Autres	\$	
TOTAL	\$	

XI Appels interjetés auprès du commissaire à la protection de la vie privée

Raisons	
Utilisation et communication	
Refus de communication	
Prorogation des délais	
Publications	
Refus de traduction	
Délai de traduction	
Autre	
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	
Nbre d'appels reportés	
Temps moy. pour juger (app. rég.) (jours)	
Recommandation du commissaire acceptée	
Recommandation du commissaire rejetée	

XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale

Appel présenté par	
Le demandeur	
Le commissaire à la protection de la vie privée	
Temps moy. pour juger (app. rég.) (jours)	
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	
Nbre d'appels reportés	
Ordre de communiquer	
Ordre de ne pas communiquer	
Autre	

